

VOLINE

1882 - 1945



Proposé par **Résistance 71** en Mars 2018

Version **PDF** réalisée & complétée par **JBL1960**



SOMMAIRE

Présentation par Résistance 71 de l'auteur, Voline ► Page 3

La révolution inconnue (1917 – 1921) ► Page 4

***LIVRE I : Naissance, croissance et triomphe de la révolution
(1825 – 1917) ► Page 7***

LIVRE II : Le bolchevisme et l'anarchie ► Page 61

***LIVRE III : Les luttes pour la véritable Révolution sociale
► Page 170***





Voline – Fondateur de la synthèse anarchiste

Vsevolod Mikhaïlovitch Eichenbaum dit Voline (1882-1945)

Fondateur de la Synthèse Anarchiste

Socialiste Révolutionnaire dès la révolution russe de 1905, il participe à la création du tout premier “soviet” (conseil ouvrier) de Saint Pétersbourg la même année. Après une condamnation, il s’exile en France, à Paris en 1907 où il devient l’ami de Sébastien Faure. Farouche pacifiste il s’oppose à l’entrée en guerre en 1913 ce qui le met hors-la-loi en France. Il s’exile aux États-Unis pour retourner en Russie avant la révolution d’octobre 1917. En 1919, les Bolcheviks commencent à persécuter et à réprimer les anarchistes. Il rejoint Nestor Makhno et son armée paysanne anarchiste en Ukraine. Capturé le 19 janvier

1920, Trotski, qu’il connaît personnellement depuis New York, ordonne son exécution. Il ne doit sa vie qu’à une erreur bureaucratique. De retour à Moscou, il est de nouveau arrêté et emprisonné. Il ne doit la vie qu’à une intervention d’Emma Goldman et d’Alexandre Berkman auprès de Lénine.

Il s’exile en Allemagne en 1921, puis retourne en France où il passera toute la seconde guerre mondiale. Il entre dans la résistance. Anarchiste, juif, résistant en France occupée, la vie est dure. Il tombe malade du typhus dont Il mourra en Septembre 1945.

Voline est sans doute le plus “zen” des auteurs anarchistes. Il laissera de nombreux écrits dont sans doute ce qui est le meilleur compte rendu d’un témoin et acteur de la révolution russe, sa “Révolution inconnue, 1917-1921”. Sa synthèse anarchiste s’opposera au platformisme et il prônera jusqu’à sa mort l’union de toutes les tendances anarchistes au-delà des querelles de clocher.

~ Résistance 71 ~

La révolution inconnue (1917~1921)

3 livres I, II et III.

Voline (1947)

Introduction

Quelques notes préliminaires indispensables :

1. *On peut entendre par Révolution russe : soit le mouvement révolutionnaire entier, depuis la révolte des Dékabristes (1825) jusqu'à nos jours ; soit seulement les deux ébranlements consécutifs de 1905 et de 1917 ; soit enfin, uniquement, la grande explosion de 1917. Dans notre exposé, Révolution russe signifie le mouvement tout entier (première interprétation).*

Cette méthode est la seule qui permette au lecteur de comprendre aussi bien l'enchaînement et l'ensemble des événements que la situation actuelle en U.R.S.S.

2. *Une histoire quelque peu complète de la Révolution russe exigerait plus d'un volume. Elle ne pourrait être qu'une œuvre de longue haleine, réservée surtout aux historiens de l'avenir. Il ne s'agit ici que d'une étude plus ou moins sommaire dont le but est : a) de faire comprendre l'ensemble du mouvement ; b) de mettre en relief ses éléments essentiels peu connus ou ignorés à l'étranger ; c) de permettre certaines appréciations et déductions.*

Toutefois, au fur et à mesure que l'ouvrage avancera, il deviendra de plus en plus ample et détaillé. C'est principalement aux chapitres traitant des secousses de 1905 et de 1917 que le lecteur trouvera de multiples précisions, jusqu'à présent inconnues, et une abondante documentation inédite.

3. *Il existe une difficulté dont nous devons tenir rigoureusement compte : c'est la différence entre révolution générale de la Russie et celle de l'Europe occidentale. A vrai dire, l'exposé de la Révolution russe devrait être précédé d'une étude historique globale du pays ou, mieux encore, devrait s'encadrer dans celle-ci. Mais une pareille tâche dépasserait de beaucoup les limites de notre sujet. Pour parer à l'obstacle, nous apporterons au lecteur des notions historiques toutes les fois que cela nous paraîtra nécessaire.*

Préface

Toute révolution - même étudiée de près par de nombreux auteurs de tendances diverses, et à des époques différentes - reste, au fond, une grande Inconnue. Des siècles passent et, de temps à autre, viennent des hommes qui, fouillant les vestiges des anciens bouleversements, y découvrent encore et toujours des faits et des documents inédits. Souvent, ces découvertes renversent nos connaissances et nos idées que nous supposions définitives. Combien d'ouvrages

sur la Révolution française de 1789 existaient déjà lorsque Kropotkine et Jaurès décelèrent dans ses décombres des éléments jusqu'alors ignorés qui jetèrent sur l'époque une lumière insoupçonnée ! Et Jaurès ne convint-il pas que les immenses archives de la Grande Révolution étaient à peine exploitées ?

Généralement, on ne sait pas encore étudier une Révolution (comme on ne sait pas encore écrire l'histoire d'un peuple). Par ailleurs, des auteurs, bien qu'expérimentés et consciencieux, commettent des erreurs et de fâcheuses négligences qui interdisent au lecteur une juste compréhension des choses. On se donne, par exemple, la peine de fouiller à fond et d'exposer abondamment les faits et les phénomènes frappants : ceux qui se sont déroulés au grand jour, à la bruyante "foire révolutionnaire", mais on méprise et on ignore ceux qui se sont passés dans le silence, aux profondeurs de la Révolution, en marge de la "foire". À la rigueur, on leur accorde quelques mots en passant, en se basant sur de vagues témoignages dont l'interprétation est, le plus souvent, erronée ou intéressée. Et ce sont, précisément, ces faits cachés qui importent et jettent une vraie lumière sur les événements et même sur l'époque,

D'autre part, les sciences-clefs des phénomènes de la Révolution - l'économie, la sociologie, la psychologie - sont présentement incapables, en raison de leur état rudimentaire, de comprendre et d'expliquer convenablement ce qui s'est passé.

Ce n'est pas tout. Même du point de vue du "reportage" pur, combien de lacunes ! Dans le formidable tourbillon de la Révolution, une multitude de faits, engloutis par d'énormes crevasses qui s'ouvrent et se referment à tout instant, restent introuvables, peut-être à jamais. Ceux qui vivent une Révolution, ces millions d'hommes qui, d'une façon ou d'une autre, sont emportés par l'ouragan, se soucient, hélas ! Fort peu de noter, pour les générations futures ce qu'ils ont vu, su, pensé ou vécu.

Enfin, il existe encore une raison que je souligne particulièrement : à quelques exceptions près, les rares témoins qui laissent des notes, et aussi MM. les Historiens, sont d'une partialité écœurante. Chacun cherche et trouve à volonté, dans une Révolution, des éléments qui peuvent étayer une thèse personnelle ou être utiles à un dogme, à un parti, à une caste. Chacun cache et écarte soigneusement tout ce qui peut y contredire. Les révolutionnaires eux-mêmes, divisés par leurs théories, s'efforcent de dissimuler ou défigurer ce qui ne s'accorde pas exactement avec telle ou telle doctrine.

Ne parlons pas d'un nombre déconcertant d'ouvrages qui, tout simplement, ne sont pas sérieux. En somme, qui donc chercherait à établir uniquement la vérité ? Personne ou presque. Quoi d'étonnant qu'il existe, sur une Révolution, à peu près autant de versions que de livres, et qu'au fond la vraie Révolution demeure inconnue ?

Et pourtant, c'est cette Révolution cachée qui porte en elle les germes du bouleversement futur. Quiconque pense le vivre d'une façon active, ou veut simplement en suivre les événements avec clairvoyance, se doit de "découvrir" et de scruter cette Inconnue.

Et quant à l'auteur, son devoir est d'aider le chercheur dans sa tâche.

✱

Dans le présent ouvrage, cette Révolution inconnue est la Révolution russe ; non pas celle qui a été maintes fois traitée par des hommes politiques ou des écrivains patentés, mais celle qui fut - par ceux-là mêmes - ou négligée, ou adroitement voilée, ou même falsifiée : celle qu'on ignore.

Feuilletez quelques livres sur la Révolution russe. Jusqu'à présent, presque tous ont été faits par des gens plus ou moins intéressés, que ce soit au point de vue doctrinal, politique ou même personnel. Selon que l'écrivain est un "blanc", un "démocrate", un "socialiste", un "stalinien" ou un "Trotskiste", tout change d'aspect. La réalité elle-même est façonnée au gré du narrateur.

Plus vous cherchez à la fixer, moins vous y arrivez. Car les auteurs ont, chaque fois, passé sous silence des faits de la plus haute importance si ceux-ci ne s'accordaient pas avec leurs idées, ne les intéressaient pas ou ne leur convenaient pas.

Eh bien, cette documentation inédite- et cependant exceptionnellement édifiante - constitue, précisément, la plus grande partie du présent volume. Sans exagérer ni se vanter, l'auteur ose avancer cette affirmation : celui qui n'aura pas pris connaissance de cet ouvrage restera dans l'ignorance d'un nombre considérable de faits d'une portée capitale.

✱

Un problème fondamental nous est légué par les révolutions précédentes : j'entends surtout celle de 1789 et celle de 1917 dressées pour une grande partie contre l'oppression, animées d'un puissant souffle de liberté et proclamant la Liberté comme leur but essentiel, pourquoi ces révolutions sombrèrent-elles dans une nouvelle dictature exercée par d'autres couches dominatrices et privilégiées, dans un nouvel esclavage des masses populaires ? Quelles seraient les conditions qui permettraient à une révolution d'éviter cette triste fin ? Cette fin serait-elle, longtemps encore, une sorte de fatalité historique ou bien serait-elle due à des facteurs passagers et même, simplement, à des erreurs et à des fautes pouvant être écartées dorénavant ? Et dans ce dernier cas, quels seraient les moyens d'éliminer le danger qui menace déjà les révolutions à venir ? Un espoir de le surmonter serait-il permis ?

Selon l'avis de l'auteur, ce sont précisément les éléments ignorés - et sciemment dissimulés - qui nous offrent la clef du problème en nous fournissant la matière indispensable à sa solution. Le présent ouvrage est une tentative d'éclaircir ce problème à l'aide de faits précis et incontestables.

✱

L'auteur a vécu la Révolution de 1917 (et aussi celle de 1905). Il y a activement participé. Et il désire en exposer et examiner, avec une parfaite objectivité ; les faits authentiques. Tel est son seul souci. S'il ne l'avait pas, il n'aurait jamais songé à écrire ce livre.

Ce souci d'un exposé franc et d'une analyse impartiale est favorisé par la position idéologique de l'auteur. Depuis 1908, il n'appartient à aucun parti politique. Par ses convictions personnelles, il sympathise avec le courant libertaire. Il peut se permettre le luxe d'être objectif car, libertaire, il n'a aucun intérêt à trahir la vérité, aucune raison de "truquer" : il ne s'intéresse ni au pouvoir, ni à un poste de dirigeant, ni à des privilèges, ni même au triomphe "à tout prix" d'une doctrine. Il ne cherche qu'à établir la vérité, car seule la vérité est féconde. Sa passion, son unique ambition est de faire comprendre les événements à la lumière des faits exacts, car seule une telle compréhension permet de formuler des conclusions justes et utiles. Comme toute Révolution, la Révolution russe possède un trésor de faits ignorés, même insoupçonnés.

La présente étude prétend prendre, un jour, sa modeste place à côté des auteurs qui auront voulu, pu et su explorer ces immenses richesses, honnêtement et en toute indépendance.

LIVRE I : Naissance, croissance et triomphe de la révolution (1825-1917)

1. Les prémices (1825-1905)

1.1 La Russie au début du XIX^e siècle et la Naissance de la Révolution

1.1.1 Aperçu général

L'étendue démesurée du pays, une population clairsemée, désunie et d'autant plus facile à subjuguier, la domination mongole pendant plus de deux siècles, des guerres continuelles, des troubles et d'autres facteurs défavorables furent les causes d'un grand retard politique, économique, social et culturel de la Russie sur les autres pays d'Europe.

Politiquement, la Russie entra dans le XIX^e siècle sous le régime d'une monarchie absolue ("tzar" autocrate) s'appuyant sur une vaste aristocratie foncière et militaire, sur une bureaucratie omnipotente, sur un clergé nombreux et dévoué et sur une masse paysanne de 75 millions d'âmes, masse primitive, illettrée et prosternée devant son "petit père" le Tzar.

Economiquement, le pays se trouvait, à cette époque, au stade d'une sorte de féodalité agraire. Les villes, à part les deux capitales (Saint-Pétersbourg, Moscou) et quelques autres dans le Midi, étaient peu développées. Le commerce et surtout l'industrie végétaient. La véritable base de l'économie nationale était l'agriculture dont vivaient 95% de la population. Mais la terre n'appartenait pas aux producteurs directs : les paysans : elle était la propriété de l'État ou de gros propriétaires fonciers, les "pomestchiks". Les paysans, obligatoirement attachés à la terre et à la personne du propriétaire, étaient les *serfs* de celui-ci. Les plus gros agrariens possédaient de véritables fiefs hérités de leurs aïeux qui, eux, les avaient reçus du souverain, "premier propriétaire", en reconnaissance des services rendus (militaires, administratifs ou autres). Le "seigneur" avait le droit de vie et de mort sur ses serfs. Non seulement il les faisait travailler en esclaves, mais il pouvait aussi les vendre, punir, martyriser (et même tuer, presque sans inconvénient pour lui). Ce servage, cet esclavage de 75 millions d'hommes, était la base économique de l'État.

C'est à peine s'il est possible de parler de *l'organisation sociale* d'une pareille "société". En haut, les maîtres absolus : le tzar, sa nombreuse parenté, sa cour fastueuse, la grande noblesse, la haute bureaucratie, la caste militaire, le haut clergé. En bas, les esclaves : paysans-serfs de la campagne et le bas peuple des villes, n'ayant aucune notion de vie civique aucun droit, aucune liberté. Entre les deux, quelques couches intermédiaires : marchands, fonctionnaires, employés, artisans, etc., incolores et insignifiantes.

Il est clair que le niveau de culture de cette société était peu élevé. Toutefois, pour cette époque déjà, *une réserve importante s'impose* : un contraste frappant - dont nous aurons encore à parler - existait entre la simple population laborieuse, rurale et urbaine, inculte et misérable, et les couches privilégiées, dont l'éducation et l'instruction étaient assez avancées.

L'état de servage des masses paysannes était la plaie saignante du pays. Déjà, vers la fin du XVIII^e siècle, quelques hommes d'un esprit noble et élevé protestèrent contre cette horreur. Ils durent payer cher leur geste généreux. D'autre part, les paysans se révoltaient de plus en plus fréquemment contre leurs maîtres. À part les nombreuses émeutes locales, d'allure plus ou moins individuelle (contre tel ou tel autre seigneur dépassant la mesure), les masses paysannes esquissèrent, au XVII^e siècle (soulèvement de Razine) et au XVIII^e siècle (soulèvement de Pougatcheff), deux mouvements de révolte de vaste envergure qui, tout en échouant, causèrent de forts ennuis au gouvernement tzariste et faillirent ébranler tout le système. Il faut dire, cependant, que ces deux mouvements spontanés et inconscients, furent dirigés surtout contre l'ennemi immédiat : la noblesse foncière, l'aristocratie urbaine et l'administration vénale. Aucune idée générale tendant à supprimer le système social en entier pour le remplacer par un autre, plus équitable et humain, ne fut formulée. Et, par la suite, le gouvernement

réussit, employant la ruse et la violence, avec l'aide du clergé et d'autres éléments réactionnaires, à subjuguier les paysans d'une façon complète, même "psychologiquement", de sorte que toute action de révolte plus ou moins vaste devint, pour longtemps, à peu près impossible.

1.1.2 Premier mouvement nettement révolutionnaire : les "Dékabristes"(1825).

Le premier mouvement consciemment révolutionnaire dirigé contre le régime - mouvement dont le programme allait, socialement, jusqu'à l'abolition du servage et, politiquement, jusqu'à l'instauration d'une république ou, au moins, d'un régime constitutionnel - se produisit en 1825, au moment où, l'empereur Alexandre Ier étant décédé sans laisser d'héritier direct, la couronne, repoussée par son frère Constantin, allait se poser sur la tête de l'autre frère, Nicolas.

Le mouvement sortit, non pas des classes opprimées elles-mêmes, mais des milieux privilégiés. Les conspirateurs, mettant à profit les hésitations dynastiques, passèrent à l'exécution de leurs projets, mûris et préparés de longue date. Ils entraînèrent dans la révolte, qui éclata à Saint-Petersbourg, quelques régiments de la capitale. (Il y avait à la tête du mouvement des officiers de l'armée impériale.) La rébellion fut brisée après un court combat, sur la place du Sénat, entre les insurgés et les troupes restées fidèles au gouvernement. Quelques tentatives esquissées en province furent étouffées dans l'œuf.

Le nouveau tsar, Nicolas I^{er}, très impressionné par la révolte, dirigea lui-même l'enquête. Celle-ci fut minutieuse au possible. On chercha, on fouilla jusqu'à découvrir les plus lointains et les plus platoniques sympathisants avec le mouvement. La répression, dans sa volonté d'être "exemplaire", définitive alla jusqu'à la cruauté. Les cinq principaux animateurs périrent sur l'échafaud; des centaines d'hommes allèrent en prison, en exil et au bagne.

L'émeute ayant eu lieu au mois de décembre (en russe : *Décabre*), les réalisateurs du mouvement furent nommés *Dékabristes* (ceux de Décembre). Presque tous appartenaient à la noblesse ou à d'autres classes privilégiées. Presque tous avaient reçu une éducation et une instruction supérieures. Esprits larges, cœurs sensibles, ils souffraient de voir leur peuple sombrer, sous un régime d'injustice et d'arbitraire, dans l'ignorance, la misère et l'esclavage. Ils reprirent les protestations de leurs précurseurs du XVIII^e siècle et les traduisirent en actes. Ce qui surtout leur fournit l'élan indispensable, ce fut le séjour de plusieurs d'entre eux en France, après la guerre de 1812, et la possibilité de comparer ainsi le niveau relativement élevé de la civilisation en Europe avec l'état barbare de la vie populaire russe. Ceux-là rentrèrent dans leur pays avec la ferme décision de lutter contre le système politique et social arriéré qui opprimait leurs compatriotes. Ils gagnèrent à leur cause plusieurs esprits cultivés. L'un des leaders du mouvement, Pestel, développa même, dans son programme, des idées vaguement socialistes. Le célèbre poète *Pouchkine* (né en 1799) sympathisait avec le mouvement, sans toutefois y adhérer.

Aussitôt la révolte maîtrisée, le nouvel empereur Nicolas I^{er}, apeuré, poussa à l'extrême le régime despotique, bureaucratique et policier de l'État russe.

1.1.3 La légende du tsar ; le paradoxe russe.

Il convient de souligner, ici même, qu'il n'y avait aucune contradiction entre les émeutes des paysans contre leurs maîtres et oppresseurs, d'une part, et leur vénération aveugle pour le "petit père le tsar", d'autre part. Les mouvements paysans, nous l'avons dit, se dirigeaient toujours contre les oppresseurs *immédiats* : les propriétaires ("pomestchiks"), les nobles, les fonctionnaires, la police. L'idée de chercher le fond du mal plus loin, dans le régime tsariste lui-même, personnifié par le tsar grand protecteur des nobles et des privilégiés, premier noble et très haut privilégié, ne venait jamais à l'esprit des paysans. Ils considéraient le tsar comme une sorte d'idole, d'être supérieur placé au-dessus des simples mortels, de leurs petits intérêts et faiblesses, pour mener à bon port les graves destinées de l'État. Les autorités, les fonctionnaires et surtout les curés (les "popes") avaient tout fait pour leur enfoncer cette idée dans le crâne. Et les paysans finirent par adopter cette légende devenue par la suite inébranlable : le tsar, se disaient-ils, ne leur veut - à eux ses "Enfants" - que du bien ; mais les couches intermédiaires privilégiées, intéressées à conserver leurs droits et avantages, s'interposent entre lui et son peuple afin d'empêcher le premier de connaître la misère du second et les empêcher tous les deux de venir l'un vers l'autre. (La masse paysanne était persuadée que si le peuple et le tsar parvenaient à s'aboucher directement, ce

dernier, momentanément trompé par les privilégiés, comprendrait la vérité, se débarrasserait des mauvais conseillers et de toute la gent malhonnête, se pencherait sur les misères des travailleurs de la terre, les libérerait du joug et leur laisserait, à eux, toute cette bonne terre qui doit appartenir en droit à ceux qui la travaillent). Ainsi, tout en se révoltant parfois contre leurs maîtres les plus cruels, les paysans attendaient, avec espoir et résignation le jour où le mur dressé entre eux et le tzar serait abattu et la justice sociale rétablie par ce dernier. Le mysticisme religieux aidant, ils considéraient la période d'attente et de souffrance comme imposée par Dieu en guise de châtement et d'épreuve. Ils s'y résignaient avec une sorte de fatalisme primitif.

Cet état d'esprit des masses paysannes russes était extrêmement caractéristique. Il s'accroît encore au cours du XIX^e siècle, en dépit du mécontentement croissant et des actes de révolte individuels ou locaux de plus en plus fréquents. *Les paysans perdaient patience. Néanmoins, dans leur ensemble ils attendaient, avec d'autant plus de ferveur, le tzar "libérateur".*

Cette "légende du tzar" fut le fait essentiel de la vie populaire russe au XIX^e siècle. En l'ignorant on n'arriverait jamais à comprendre les événements qui vont suivre. Elle expliquera au lecteur certains phénomènes qui autrement, resteraient mystérieux. D'ores et déjà, elle lui explique, pour une bonne part, ce paradoxe russe auquel nous venons de faire allusion, qui - jadis - frappa l'esprit de beaucoup d'Européens, et qui se maintiendra presque jusqu'aux abords de la révolution de 1917 : d'une part, nombre de gens - cultivés, instruits, avancés - qui veulent voir leur peuple libre et heureux : gens qui, au courant des idées de l'époque, luttent pour l'émancipation des classes laborieuses, pour la démocratie et le socialisme ; d'autre part, ce peuple qui ne fait rien pour son affranchissement - à part quelques émeutes sans envergure ni importance - peuple qui reste obstinément prosterné devant son idole et son rêve, peuple qui ne comprend même pas le geste de ceux qui se sacrifient pour lui. Indifférent, aveugle quant à la vérité, sourd à tous les appels, il attend le tzar libérateur comme les premiers chrétiens attendaient le Messie. [1]

1.2 La répression, la trique et la faillite. Evolution quand même. (1825-1855)

Les années 1825-1855 furent celles du règne de Nicolas I^{er}. Du point de vue révolutionnaire, rien de saillant ne les signala. Mais, d'une façon générale, cette trentaine d'années fut marquante dans quelques domaines importants.

1.2.1 Création définitive d'un état bureaucratique et policier.

Monté sur le trône sous le signe de la révolte dékabriste, Nicolas I^{er} s'employa à faire resserrer le pays dans un étau de fer afin de pouvoir étouffer dans le germe tout esprit de libéralisme. Il renforça à l'extrême le régime absolutiste. Il acheva la transformation de la Russie en un État bureaucratique et policier.

La récente Révolution française et les mouvements révolutionnaires qui secouèrent ensuite l'Europe étaient pour lui de véritables cauchemars. Aussi prit-il des mesures de précaution extraordinaires.

La population tout entière était étroitement surveillée. L'arbitraire de la bureaucratie, de la police, des tribunaux ne connaissait plus de bornes. Tout esprit d'indépendance, toute tentative de se soustraire à la dure poigne policière étaient impitoyablement réprimés.

Naturellement, même pas l'ombre d'une liberté de parole, de réunions d'organisation, etc.

La censure sévissait comme jamais auparavant.

Toute infraction aux "lois" était punie avec la dernière rigueur.

Le soulèvement de la Pologne en 1831 - noyé dans le sang avec une rare férocité - et la situation internationale poussèrent l'empereur à accentuer la militarisation du pays. La vie de la population devait être réglée comme à la caserne et un châtement sévère s'abattait sur quiconque cherchait à se dérober à la discipline imposée.

Ce souverain mérita bien son surnom : *Nicolas-la-Trique*.

1.2.2 Effervescence paysanne. - Mécontentement général.

En dépit de toutes ces mesures - ou plutôt grâce à elles et à leurs effets néfastes dont le tzar, dans son aveuglement, ne se rendait pas compte - le pays (c'est-à-dire certains éléments de la population) ne cessait de manifester, à toute occasion, son mécontentement.

D'autre part, la noblesse foncière, particulièrement choyée par l'empereur qui voyait en elle son principal appui, poussait impunément, jusqu'à l'excès, l'exploitation et le traitement abominable de ses serfs. Aussi, une irritation sourde mais de plus en plus vive se faisait sentir dans les masses paysannes. Les actes de rébellion contre les "*pomestchiks*" (seigneurs) et aussi contre les autorités locales se multipliaient dangereusement. Les méthodes de répression s'avéraient de moins en moins efficaces.

La vénalité, l'incapacité et l'arbitraire des fonctionnaires devenaient de plus en plus insupportables. Le tzar, ayant besoin de leur soutien et de leurs triques pour "tenir le peuple en respect", ne voulait rien voir ni rien entendre. La colère de ceux qui souffraient de cet état de choses n'en devenait que plus intense. Les forces vives de la société restaient figées. Seule, la routine officielle était admise, encore qu'absurde et impuissante.

Une pareille situation menait fatalement à une décomposition prochaine du système entier. Fort en apparence, le régime du knout pourrissait intérieurement. L'immense empire devenait déjà un "colosse aux pieds d'argile".

Des couches de plus en plus vastes de la population s'en rendaient compte.

L'esprit d'opposition contre l'impossible système gagnait la société entière.

C'est alors que se déclencha cette magnifique évolution - rapide et importante - de la jeune couche *intellectuelle*.

1.2.3 L'essor de la jeunesse intellectuelle.

Dans un pays aussi grand et prolifique que la Russie, la jeunesse était nombreuse dans toutes les classes de la population. Qu'elle était sa mentalité en général ?

Laissant de côté la jeunesse paysanne, constatons que les jeunes générations plus ou moins instruites professaient des idées avancées. Les jeunes du milieu du XIX^e siècle admettaient difficilement l'esclavage des paysans. L'absolutisme tzariste les choquait aussi de plus en plus. L'étude du monde occidental, qu'aucune censure ne parvenait à empêcher (au contraire, on avait du goût pour le fruit défendu), éveilla leur pensée. L'essor des sciences naturelles et du matérialisme les impressionna fortement. D'autre part, ce fut vers la même époque que la littérature russe, s'inspirant des principes humanitaires et généreux, pris en dépit de cette censure dont elle savait tromper adroitement la vigilance, son grand élan, en exerçant une influence puissante sur la jeunesse.

En même temps, économiquement, le travail des serfs et l'absence de toute liberté ne répondaient plus aux exigences pressantes de l'époque.

Pour toutes ces raisons, la couche intellectuelle - la jeunesse surtout - se révéla, vers la fin du règne de Nicolas I^{er}, théoriquement émancipée. Elle se dressa résolument contre le servage et contre l'absolutisme. Ce fut alors que naquit le fameux courant du *nihilisme* et, du même coup, le conflit aigu entre les "pères", plus conservateurs, et les "enfants", farouchement avancés conflit peint magistralement par Tourguéneff dans son roman *Pères et Enfants*.

1.2.4 Le nihilisme.

Un malentendu fort répandu et profondément enraciné accompagne, en dehors de la Russie, ce mot né, il y a quelque soixante-quinze ans, dans la littérature russe et passé, sans être traduit, grâce à son origine latine, dans d'autres langues.

En France et ailleurs on entend généralement par "*Nihilisme*" une doctrine révolutionnaire *politique* et *sociale*, inventée en Russie, y ayant ou ayant eu de nombreux partisans organisés. On parle couramment d'un "parti nihiliste" et des "nihilistes", ses membres.

Tout cela n'est pas exact.

Le terme nihilisme a été introduit dans la littérature et ensuite dans la langue russe par le célèbre romancier Ivan Tourguéneff (1818-1883), vers le milieu du siècle passé. Dans l'un de ses romans,

Tourguéneff qualifia ainsi un courant d'idées - *et non une doctrine* - qui s'était manifesté parmi les jeunes intellectuels russes à la fin de l'année 1850. Le mot eut du succès et entra vite en circulation.

Ce courant d'idées avait un caractère essentiellement *philosophique* et surtout *moral*. Son champ d'influence resta toujours restreint, ne s'étant jamais étendu au-delà de la couche intellectuelle. Son attitude fut toujours *personnelle* et *pacifique*, ce qui ne l'empêcha pas d'être animé d'un grand souffle de révolte individuelle et d'être guidé par un rêve de bonheur pour l'humanité entière.

Le mouvement qu'il avait provoqué (si l'on peut parler d'un mouvement) ne dépassa pas le domaine littéraire et celui des *mœurs*. D'ailleurs, tout autre mouvement était impossible sous le régime d'alors. Mais, dans ces deux domaines, il ne recula devant aucune des conclusions logiques que non seulement il formula, mais qu'il chercha à appliquer individuellement comme règles de conduite.

Dans ces limites, le mouvement ouvrit le chemin à une évolution spirituelle et morale qui amena la jeunesse russe à des conceptions générales très avancées et aboutit, entre autres, à cette émancipation de la femme cultivée, dont la Russie de la fin du XIX^e siècle pouvait à juste titre être fière.

Tout en étant strictement philosophique et individuel, ce courant d'idées portait en lui, grâce à son esprit largement humain et émancipateur, le germe des conceptions sociales qui lui succédèrent et aboutirent à un véritable mouvement révolutionnaire, politique et social. Le "*nihilisme*" *prépara le terrain* à ce mouvement, apparu plus tard sous l'influence des idées répandues en Europe, et des événements extérieurs et intérieurs.

C'est avec ce mouvement postérieur, mené par des *partis* ou groupements *organisés*, ayant un programme d'action et un but *concrets*, que le courant "*nihiliste*" est, généralement, confondu hors la Russie. Mais c'est uniquement au courant d'idées *précurseur* que le qualificatif "*nihiliste*" doit être appliqué.

En tant que conception philosophique, le nihilisme avait pour base : d'une part, le *matérialisme* et, d'autre part, *l'individualisme*, dans leur acception la plus large, voire exagérée.

Force et Matière, le fameux ouvrage de Büchner (philosophe matérialiste allemand 1824-1899), paru à cette époque, fut traduit en russe, lithographié clandestinement et répandu, malgré les risques, avec un très grand succès, à des milliers d'exemplaires. Ce livre devint le véritable évangile de la jeunesse intellectuelle russe d'alors. Les œuvres de Moleschott, de Ch. Darwin et de plusieurs auteurs matérialistes et naturalistes étrangers exercèrent également une très grande influence.

Le matérialisme fut accepté comme une vérité incontestable, absolue.

En tant que *matérialistes*, les nihilistes menèrent une guerre acharnée contre la religion et aussi contre tout ce qui échappe à la raison pure ou à l'épreuve positive, contre tout ce qui se trouve en dehors des réalités matérielles ou des valeurs immédiatement utiles, enfin contre tout ce qui appartient au domaine spirituel, sentimental idéaliste.

Ils méprisaient l'esthétique, la beauté, le confort, les jouissances spirituelles, l'amour sentimental, l'art de s'habiller, le désir de plaire, etc. Dans cet ordre d'idées, ils allèrent même jusqu'à renier totalement l'art comme une manifestation de l'idéalisme. Leur grand idéologue, le brillant publiciste Pissareff, mort accidentellement en pleine jeunesse, lança dans l'un de ses articles son fameux parallèle entre un ouvrier et un artiste. Il affirma, notamment, qu'un cordonnier quelconque était infiniment plus à estimer et à admirer que Raphaël, car le premier produisait des objets matériels et utiles tandis que les œuvres du second ne servaient à rien. Le même Pissareff s'acharnait dans ses écrits à détrôner, au point de vue matérialiste et utilitariste, le grand poète Pouchkine. - "La nature n'est pas un temple, mais un laboratoire, et l'homme s'y trouve pour travailler", dit le nihiliste Bazaroff dans le roman cité de Tourguéneff.

En parlant d'une "guerre acharnée" livrée par les nihilistes, il faut entendre par là une guerre littéraire et verbale, sans plus. Le nihilisme borna son activité à une propagande voilée de ses idées dans quelques revues et dans des cercles d'intellectuels. Cette propagande était déjà assez difficile car il fallait compter avec la censure et la police tzaristes qui sévissaient contre les "hérésies étrangères" et contre toute pensée indépendante. Les manifestations "extérieures" du nihilisme consistaient surtout en une façon extra-simple de s'habiller et en une manière dégagée de se comporter. Ainsi les femmes nihilistes portaient généralement les cheveux courts, chaussaient souvent leur nez de lunettes pour s'enlaidir et souligner leur mépris de la beauté et de la coquetterie, endossaient des vêtements grossiers par défi à la toilette et

à la mode, empruntaient une démarche masculine et fumaient pour proclamer l'égalité des sexes et afficher leur dédain des règles de convenance. Ces quelques extravagances ne diminuaient en rien le fond sérieux du mouvement. L'impossibilité de tout autre genre d'"extériorisation" les expliquait et les justifiait largement. Et quant au domaine des mœurs, les nihilistes y pratiquaient un rigorisme absolu.

Mais la base principale du nihilisme fut une sorte d'*individualisme spécifique*.

Surgi d'abord comme une réaction fort naturelle contre tout ce qui écrasait, en Russie de l'époque, la pensée libre et l'individu, cet individualisme finit par renier, au nom d'une absolue liberté individuelle, toutes les contraintes, toutes les obligations, toutes les entraves, toutes les traditions imposées à l'homme par la société, la famille, les coutumes, les mœurs, les croyances, les convenances établies, etc.

Émancipation complète de l'individu, homme ou femme, de tout ce qui pourrait attenter à son indépendance ou à la liberté de sa pensée : telle fut l'idée fondamentale du nihilisme. Il défendait le droit sacré de l'individu à une liberté entière et à l'inviolabilité de son existence.

Le lecteur comprendra pourquoi on qualifie ce courant d'idée de *nihilisme*. On voulait dire par là que les partisans de cette idéologie n'admettaient *rien* (en latin : *nihil*) de ce qui était naturel et sacré pour les autres : famille, société, religion, traditions, etc. À la question qu'on posait à un tel homme : "Qu'admettez-vous, qu'approuvez-vous de tout ce qui vous entoure et du milieu qui prétend avoir le droit et même le devoir d'exercer sur vous telle ou telle emprise ?" L'homme répondait : "*Rien !*" (*nihil*). Il était donc "nihiliste".

En dépit de son caractère essentiellement individuel et philosophique (il défendait la liberté de l'individu d'une façon abstraite plutôt que contre le despotisme régnant), le nihilisme, nous l'avons dit, *prépara le terrain à la lutte contre l'obstacle réel et immédiat*, pour l'émancipation concrète : politique, économique et sociale.

Mais il n'entreprit pas lui-même cette lutte. Il ne posa même pas la question. "Que faire pour libérer effectivement l'individu ?" Il resta jusqu'au bout dans le domaine des discussions purement idéologiques et des réalisations purement morales. Cette autre question, celle de l'action immédiate pour l'émancipation, fut posée par la génération suivante, au cours des années 1870-1880. Ce fut alors que les premiers groupements révolutionnaires et socialistes se formèrent en Russie. *L'action* commença. Mais elle n'avait plus rien de commun avec le "nihilisme" d'autrefois. Et le mot lui-même fut mis au rancart. Il resta dans la langue russe comme un terme purement historique, trace et souvenir d'un mouvement d'idées des années 1860-1870.

Le fait qu'à l'étranger on a l'habitude d'appeler "nihilisme" tout le mouvement révolutionnaire russe avant le "bolchevisme" et qu'on y parle d'un "parti nihiliste", est donc une erreur due à l'ignorance de la véritable histoire des mouvements révolutionnaires en Russie.

1.2.5 La faillite du régime de la trique.

Le gouvernement de Nicolas I^{er}, réactionnaire à outrance, se refusait à tenir compte des réalités et de l'effervescence des esprits. Au contraire, il lança un défi à la société, créant une police politique secrète (la fameuse Okhrana : Sûreté), un corps spécial de gendarmerie, etc., afin de mater le mouvement.

Les persécutions politiques devinrent un véritable fléau. Rappelons-nous qu'à cette époque le jeune Dostoïevski faillit être exécuté - et alla au bagne - pour avoir adhéré au groupe d'études sociales absolument inoffensif animé par Petrachevski ; que le premier grand critique et publiciste russe, Bélinski, arrivait avec peine à faire entendre sa voix ; qu'un autre grand publiciste, Herzen, dut s'expatrier ; et ainsi de suite, sans parler des révolutionnaires accomplis et actifs, tels que Bakounine et autres.

Toute cette répression ne réussit guère à apaiser l'excitation dont les causes étaient trop profondes. Elle réussit encore moins à améliorer la situation. En guise de remède, Nicolas I^{er} continuait à serrer la vis bureaucratique et policière.

Sur ces entrefaites, la Russie fut entraînée dans la guerre de Crimée (1854-1855). Et ce fut la catastrophe. Les péripéties de la guerre démontrèrent avec évidence la faillite du régime et la faiblesse réelle de l'Empire. Les "pieds d'argile" plièrent pour la première fois. (Naturellement, la leçon ne servit pas à grand-chose.) Les plaies politiques et sociales de l'État furent mises à nu.

Nicolas I^{er}, vaincu, mourut en 1865, aussitôt la guerre perdue, parfaitement conscient de cette faillite, mais impuissant à y faire face. On peut supposer que l'ébranlement moral qui en résulta précipita sa mort. On parla même avec persistance d'un suicide par empoisonnement. Cette version est fort plausible, tout en restant sans preuves décisives.

1.2.6 Evolution quand même.

Avant de clore ce chapitre et pour permettre au lecteur de bien comprendre la suite, il faut insister sur un point généralement peu connu.

En dépit de toutes les faiblesses et entraves, le pays accompLit rapidement, au cours de ce laps de temps, des progrès techniques et culturels considérables.

Poussée par des nécessités économiques impérieuses, l'industrie "nationale" naquit, donnant lieu, du même coup, à la naissance d'une classe ouvrière, d'un "prolétariat". Des usines importantes furent créées dans certaines villes. Des ports furent aménagés. Des mines de charbon, de fer, d'or, etc., commencèrent à être exploitées. Les voies de communications furent multipliées et améliorées. Le premier chemin de fer à grande vitesse, reliant les deux capitales de l'immense pays, Saint-Pétersbourg (Leningrad) et Moscou, fut construit. Ce chemin de fer est une véritable merveille d'art technique, la région entre les deux villes, topographiquement impropre à cette sorte de construction, au sol peu solide, souvent marécageux, se prêtait mal à recevoir une voie ferrée. La distance de Saint-Pétersbourg à Moscou est, à vol d'oiseau, de près de 600 verstes (env. 640 kilomètres). Mais au point de vue d'une construction économique rationnelle, il ne pouvait nullement être question de faire un tracé en ligne droite. On raconte que Nicolas I^{er}, s'intéressant personnellement au projet (c'était l'État qui construisait), chargea plusieurs ingénieurs d'établir et de lui présenter des plans avec devis. Ces ingénieurs, profitant des circonstances, présentèrent à l'Empereur des tracés exagérément compliqués, avec de nombreux détours, etc. Nicolas I^{er} comprit. Y ayant à peine jeté un rapide coup d'œil, il mit ces projets de côté, prit lui-même un crayon et une feuille de papier, y fixa deux points, les relia avec une ligne droite et dit : "La plus courte distance entre deux points est la ligne droite". C'était un ordre formel, sans appel. Les constructeurs n'avaient qu'à l'exécuter. Ils le firent, réalisant ainsi un véritable tour de force. Ce fut un travail gigantesque, accompli au prix d'efforts incroyables et aussi de peines écrasantes, inhumaines pour des milliers d'ouvriers.

Depuis lors, le chemin de fer "Nicolaiévskia" (de Nicolas) est un des plus remarquables dans le monde : il représente exactement 609 verstes (env. 650 kms) de voie ferrée en ligne droite presque impeccable. Notons que la classe ouvrière naissante gardait encore des relations étroites avec la campagne d'où elle sortait et où elle retournait aussitôt son travail "au dehors" terminé. D'ailleurs, nous l'avons vu, les paysans attachés à la terre de leurs seigneurs ne pouvaient pas s'en aller définitivement. Pour les faire employer à des travaux industriels, il fallait recourir à des arrangements spéciaux avec leurs propriétaires. Les vrais ouvriers des villes - qui étaient à cette époque une sorte d'artisans ambulants - fournissaient un contingent fort réduit. Il n'était donc pas encore question d'un "prolétariat" au sens propre du mot. Mais l'élan nécessaire à la formation d'un tel prolétariat était donné. Le besoin d'une main-d'œuvre stable, constante, fut l'une des raisons économiques pressantes qui poussaient impérieusement à l'abolition du servage. Encore deux ou trois générations, et la classe des salariés, le vrai prolétariat industriel, n'ayant plus aucun lien avec la terre, apparaîtra en Russie, comme ailleurs.

Dans le domaine culturel, un rapide progrès s'accomplissait également. Les parents plus ou moins aisés voulaient que leurs enfants fussent instruits et cultivés. Le nombre rapidement croissant des collégiens et des étudiants obligea le gouvernement à augmenter sans cesse la quantité des établissements scolaires secondaires et supérieurs. Les nécessités économiques et techniques, l'évolution générale du pays, l'exigeaient aussi de plus en plus impérieusement. Vers la fin du règne de Nicolas I^{er} la Russie possédait six universités à Moscou, à Dorpat, à Kharkov, à Kazan, à Saint-Pétersbourg et à Kiev, énumérées dans l'ordre de leur ancienneté, et une dizaine d'écoles supérieures, techniques ou spéciales.

Ainsi il ne faut pas croire (cette légende est fort répandue) que la Russie tout entière était à cette époque un pays inculte, barbare, presque "sauvage". Inculte et "sauvage" restait encore la population paysanne en servage. Mais les habitants des villes n'avaient, au point de vue culturel, rien à envier à leurs collègues

de l'Occident, sauf que quelques détails de pure technique. Quant à la jeunesse intellectuelle, elle était même, sous certains rapports, plus avancée que celle des autres pays d'Europe.

Nous avons suffisamment parlé de cette différence, énorme et paradoxale, entre l'existence et la mentalité du peuple esclave, d'une part, et le niveau de culture des couches privilégiées, d'autre part, pour ne pas devoir y insister.

1.3 Les réformes, la reprise de la Révolution ; «Echec au tsarisme» et échec révolutionnaire ; la Réaction (1855-1881)

Ce fut le fils et successeur de Nicolas I^{er}, l'Empereur Alexandre II, qui dut faire face à la situation difficile du pays et du régime. Le mécontentement général, la pression des couches intellectuelles avancées, la peur d'un soulèvement des masses paysannes, et enfin les nécessités économiques de l'époque l'obligèrent, malgré une résistance acharnée des milieux réactionnaires, à "jeter du lest", à prendre résolument la voie des réformes. Il se décida à mettre fin au régime purement bureaucratique et à l'arbitraire absolu des pouvoirs administratifs. Il entreprit une modification sérieuse du système judiciaire. Et, surtout, il s'attaqua au régime du servage.

À partir de l'année 1860, les réformes se succédèrent à une cadence rapide et ininterrompue. Les plus importantes furent : l'abolition du servage (1861) ; la fondation des cours d'assises avec un jury élu (1864) à la place des anciens tribunaux d'État composés de fonctionnaires ; la création en 1864, dans les villes et à la campagne, des unités d'auto-administration locale (la *gorodskoïe samo-oupravlénié* et la *zemstvo* : sortes de municipalités urbaines et rurales), avec droit de *self-government* dans certains domaines de la vie publique (quelques branches de l'enseignement, hygiène, voies de communication, etc.).

Toutes les forces vives de la population - les intellectuels particulièrement - se ruèrent vers une activité désormais possible. Les municipalités se consacrèrent avec beaucoup d'ardeur à la création d'un vaste réseau d'écoles primaires, d'une tendance laïque. Naturellement, ces écoles "municipales" et "urbaines" étaient surveillées et contrôlées par le gouvernement. L'enseignement de la religion y était obligatoire et le "pope" y jouait un grand rôle. Mais elles bénéficiaient malgré tout d'une certaine autonomie. Et le corps enseignant de ces écoles se recrutait, par les "zemstvos" et les conseils urbains, dans les milieux intellectuels avancés.

On s'occupa aussi avec ferveur de l'état sanitaire des villes, de l'amélioration des voies de communication et ainsi de suite.

Le pays respirait mieux.

Mais, tout en étant importantes par rapport à la situation de la veille, les réformes d'Alexandre II restaient bien timides et très incomplètes par rapport aux aspirations des couches avancées et aux vrais besoins matériels et moraux du pays. Pour être efficaces et capables de donner au peuple un véritable élan, elles auraient dû être complétées au moins par l'octroi de quelques libertés et droits civiques : liberté de presse et de parole, droit de réunion et d'organisation, etc. Or, de ce côté, rien ne changea. C'est à peine si la censure devint moins absurde. Au fond, la presse et la parole restèrent muselées, aucune liberté ne fut octroyée ; la classe ouvrière naissante n'avait aucun droit ; la noblesse, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie restaient les classes dominantes, et, surtout, *le régime absolutiste demeura intact*. (D'ailleurs, ce fut justement la crainte de l'entamer qui, d'une part, incita Alexandre II à jeter au peuple cet os des "réformes", mais qui, d'autre part, lui interdit de pousser celles-ci plus à fond. Aussi furent-elles loin de donner satisfaction à la population.)

Les conditions dans lesquelles le servage fut aboli offrent la meilleure illustration de ce que nous avançons. Elles constituaient le point le plus faible des réformes.

Les propriétaires fonciers, après avoir vainement lutté contre toute atteinte au *statu quo*, durent s'incliner devant la décision suprême du tzar (prise, d'ailleurs, après de longues et dramatiques hésitations, sous la poussée énergique des éléments progressifs). Mais ils firent leur possible pour que cette réforme fût réduite au minimum. Ils y réussirent d'autant plus facilement qu'Alexandre II lui-même ne voulait, naturellement, léser en rien les intérêts sacrés de "ses chers nobles". Ce fut surtout la peur d'une révolution qui, finalement, lui dicta son geste. Il savait que les paysans avaient eu vent de ses intentions

et de la lutte qui se livrait à ce sujet autour du trône. Il savait que leur patience était, cette fois, vraiment à bout, qu'ils attendaient leur libération et que s'ils apprenaient l'ajournement de la réforme, l'effervescence qui suivrait pourrait les porter à une immense et terrible révolte. Dans ses dernières discussions avec les adversaires de la réforme, le tzar prononça cette fameuse sentence qui en dit long sur ses véritables sentiments : "Mieux vaut donner la liberté par en haut que d'attendre qu'on vienne la prendre par en bas". Aussi fit-il tout ce qu'il put pour que cette "liberté", c'est-à-dire l'abolition du servage, portât le moins de préjudice possible aux seigneurs fonciers. "Enfin la chaîne de fer cassa", écrira un jour le poète Nekrassoff dans un poème retentissant : "Oui, elle cassa et frappa d'un bout le seigneur, mais de l'autre, le paysan".

Certes, les paysans obtinrent enfin leur liberté individuelle. Mais ils durent la payer cher. Ils reçurent des lots de terre tout à fait dérisoires. (Il était tout de même impossible de les "libérer" sans leur octroyer des lopins de terre au moins suffisants pour qu'ils ne mourussent pas de faim). De plus, ils furent astreints à payer, pendant longtemps, en sus des contributions de l'État, une forte redevance pour les terres aliénées au préjudice de leurs anciens seigneurs.

Il est à noter que 75 millions de paysans reçurent en tout un peu plus du tiers du sol. Un autre tiers fut gardé par l'État. Et presque un tiers resta entre les mains des propriétaires fonciers. Une proportion pareille condamnait la masse paysanne à une existence de famine. Elle la maintenait, au fond, à la merci des "pomestchiks" et, plus tard, des paysans enrichis d'une manière ou d'une autre, des "koulaks".

Dans toutes ses "réformes" Alexandre II fut guidé par le soin de céder le moins possible : le strict nécessaire pour éviter une catastrophe qui s'annonçait imminente. Aussi, les insuffisances et les défauts de ces "réformes" se firent sentir déjà vers les années 1870.

La population laborieuse des villes était sans défense contre l'exploitation croissante.

L'absence de toute liberté de presse et de parole ainsi que l'interdiction absolue de tout groupement à tendance politique ou sociale rendaient impossible toute circulation d'idée, toute critique, toute propagande, toute activité sociale - donc, au fond, tout progrès.

Le "peuple" était composé uniquement de "sujets" soumis à l'arbitraire de l'absolutisme. Cet arbitraire, tout en étant devenu moins féroce que sous Nicolas I^{er}, n'en restait pas moins entier.

Quant à la masse paysanne, elle restait un troupeau de bêtes de somme, réduit à la corvée de nourrir l'État et les classes privilégiées.

1.3.1 Un nouveau mouvement révolutionnaire. - La "Narodnaia Volia". - L'assassinat du tzar Alexandre II.

Les meilleurs représentants de la jeunesse intellectuelle se rendirent rapidement compte de cette situation lamentable. Ceci d'autant plus que les pays occidentaux jouissaient déjà, à cette époque, d'un régime politique et social relativement avancé. Aux années 1870, l'Europe occidentale se trouvait en pleines luttes sociales ; le socialisme y commençait sa propagande intense et le marxisme abordait la tâche d'organiser la classe ouvrière en un puissant parti politique.

Comme d'habitude, bravant et trompant la censure - les fonctionnaires manquaient trop d'instruction et d'intelligence pour comprendre la finesse et la variété des procédés - les meilleurs publicistes de l'époque, tel Tchernychevski qui, finalement, paya son audace des travaux forcés, réussissaient à propager les idées socialistes dans les milieux intellectuels au moyen d'articles de revues écrits d'une manière conventionnelle. Ils instruisaient ainsi la jeunesse, la mettant régulièrement au courant du mouvement d'idées et des événements politiques et sociaux à l'étranger. En même temps, ils dévoilaient habilement les dessous des soi-disant "réformes" d'Alexandre II, leurs véritables motifs, leur hypocrisie et leur insuffisance.

Il est donc tout à fait naturel que, vers les mêmes années, des groupements clandestins se soient formés en Russie pour lutter activement contre le régime abject et, avant tout, pour répandre l'idée de l'affranchissement politique et social dans les classes laborieuses.

Ces groupements se composaient d'une jeunesse des deux sexes qui se consacrait entièrement, avec un sublime esprit de sacrifice, à la tâche de "porter la lumière aux masses laborieuses".

Ainsi se forma un vaste mouvement de la jeunesse russe intellectuelle laquelle, en nombre considérable, abandonnant famille, confort et carrière, s'élança "vers le peuple" afin de l'éclairer.

D'autre part, une certaine activité terroriste contre les principaux serviteurs du régime prit son essor. Entre 1860 et 1870, quelques attentats eurent lieu contre des hauts fonctionnaires. Il y eut aussi des attentats manqués contre le Tzar.

Le mouvement aboutit à un échec. Presque tous les propagandistes furent repérés par la police (souvent sur les indications des paysans eux-mêmes), arrêtés et envoyés en prison, en exil ou au bagne [2]. Le résultat pratique de l'entreprise fut nul.

Il devenait de plus en plus évident que le tsarisme présentait un obstacle *insurmontable* à l'éducation du peuple. De là, il n'y avait qu'un pas à faire pour arriver à la conclusion logique que voici : puisque le tsarisme est cet obstacle, il faut d'abord supprimer le tsarisme.

Et ce pas fut franchi. La jeunesse meurtrie, désespérée, forma un groupement qui se donnait pour but immédiat l'assassinat du Tzar. Quelques autres raisons étayèrent cette décision. Il s'agissait, notamment, de châtier "publiquement" l'homme qui, par ses prétendues "réformes", trompait le peuple. Il s'agissait aussi de dévoiler la duperie devant de vastes masses, d'attirer leur attention par un acte retentissant, formidable. Il s'agissait en somme, de démontrer au peuple, par la suppression du Tzar, la fragilité, la vulnérabilité, le caractère fortuit et passager du régime.

Ainsi, on espérait tuer, une fois pour toutes, "la légende du Tzar". Certains membres du groupement allaient plus loin : ils admettaient que l'assassinat du Tzar pouvait servir de point de départ à une vaste révolte qui, le désarroi général aidant, aboutirait à une révolution et à la chute immédiate du tsarisme.

Le groupement prit le nom de *Narodnaïa Volia* (Volonté du Peuple). Après une minutieuse préparation, il exécuta son projet ; le 1^{er} mars 1881, le tzar Alexandre II fut tué à Saint-Pétersbourg, lors d'un de ses déplacements. Deux bombes furent lancées par les terroristes contre la voiture impériale. La première brisa la voiture, la seconde blessa mortellement l'empereur, lui arrachant les deux jambes. Il décéda presque aussitôt.

L'acte resta incompris des masses. Les paysans ne lisaient pas les revues. (Ils ne lisaient même pas du tout.) Complètement ignorés, restés en marge de toute propagande, fascinés depuis plus d'un siècle par l'idée que le Tzar leur voulait du bien mais que seule la noblesse s'opposait par tous les moyens à ses bonnes intentions (ils en voyaient une preuve de plus dans la résistance que cette noblesse avait opposée à leur libération et aussi dans l'obligation de payer de lourdes redevances pour leurs lots de terrain : obligation qu'ils attribuaient aux intrigues de la noblesse), les paysans accusèrent cette dernière d'avoir assassiné le Tzar pour se venger de l'abolition du servage et dans l'espoir de le restaurer.

1.3.2 L'absolutisme, la légende et le paradoxe survivent.

Le Tzar fut tué. Non pas la légende. (Le lecteur verra comment l'histoire se chargea, vingt-quatre ans après, de détruire celle-ci.)

Le peuple ne comprit pas, ne bougea pas. La presse servile vociféra contre les "ignobles criminels", les "horribles scélérats", les "fous"...

La Cour ne manifesta pas tant de désarroi. Le jeune héritier Alexandre, fils aîné de l'Empereur assassiné, prit immédiatement le pouvoir.

Les chefs du parti *Narodnaïa Volia*, les organisateurs et les exécuteurs de l'attentat, furent rapidement repérés, arrêtés, jugés et mis à mort. L'un d'eux, d'ailleurs, le jeune Grinévetzki - celui précisément qui jeta la seconde bombe meurtrière - mortellement blessé lui-même par les éclats décéda presque sur place.

On pendit : Sophie Pérovskaïa Jéliaboff, Kibaltchich (le fameux technicien du parti, qui fabriqua les bombes), Mikhaïloff et Ryssakoff.

Des mesures de persécution et de répression, exceptionnellement vastes et sévères, réduisirent bientôt le parti à une impuissance complète.

Tout "rentra dans l'ordre".

Le nouvel Empereur Alexandre III, vivement impressionné par l'attentat, ne trouva rien de mieux que de revenir sur le chemin à peine abandonné de la réaction intégrale. Les "réformes" - pourtant si insuffisantes - de son père lui parurent excessives. Il les jugea déplacées, dangereuses. Il les considéra

comme une déplorable erreur. Au lieu de comprendre que l'attentat était une conséquence de leur pauvreté et qu'il fallait les élargir, il vit, au contraire, en elles, la cause du malheur. Et il mit à profit le meurtre de son père pour les combattre dans la mesure du possible.

Il s'employa à dénaturer leur esprit, à contrecarrer leurs effets, à leur barrer résolument la route par une longue série de lois réactionnaires. *L'État bureaucratique et policier reprit ses droits. Tout mouvement, voire tout esprit libéral, fut étouffé.*

Naturellement, le Tzar ne pouvait pas rétablir le servage. Mais les masses laborieuses étaient condamnées à rester plus que jamais dans leur situation d'obscur troupeau, bon à exploiter, privé de tout droit humain.

Le moindre contact de couches cultivées avec le peuple redevint suspect et impossible. Le "paradoxe russe" - le fossé insondable entre le niveau de culture et les aspirations des couches supérieures d'une part, et l'existence sombre et inconsciente du peuple, d'autre part - resta intact.

De nouveau, aucune activité sociale ne fut admise. Et ce qui subsistait encore des timides réformes d'Alexandre II fut réduit à une caricature.

Dans ces conditions, l'activité révolutionnaire allait fatalement renaître.

C'est ce qui arriva bientôt, en effet. Mais, l'aspect et l'essence mêmes de cette activité se transformèrent totalement sous l'influence de nouveaux facteurs économiques, sociaux et psychologiques.

1.4 Fin de siècle : le marxisme ; évolution rapide ; réaction quand même (1881-1900)

1.4.1 Nouvel aspect du mouvement révolutionnaire : le marxisme et le parti social-démocrate. - Progrès culturels. - Essor industriel. - L'absolutisme et la réaction s'affirment en dépit de toute cette évolution.

Après l'échec du parti *Narodnaïa Volia* dans sa campagne violente contre le tsarisme, d'autres événements contribuèrent à la transformation fondamentale du mouvement révolutionnaire russe. Le plus important fut *l'apparition du marxisme*.

Comme on sait, ce dernier apporta une conception nouvelle des luttes sociales : conception qui aboutit à un programme concret d'action révolutionnaire et à la formation, dans les pays de l'Europe occidentale, d'un parti politique ouvrier dit parti social-démocrate.

En dépit de tous les obstacles, les idées socialistes de Lassalle, le marxisme et ses premiers résultats concrets furent connus, étudiés, prêchés et pratiqués clandestinement en Russie. (La littérature légale, pour sa part, excellait dans l'art de s'occuper du socialisme en employant un langage camouflé.) C'est à cette époque que reprirent leur plein élan les fameuses "grosses revues" où collaboraient les meilleurs journalistes et publicistes qui y passaient régulièrement en revue les problèmes sociaux, les doctrines socialistes et les moyens de les réaliser. L'importance de ces publications dans la vie culturelle du pays était exceptionnelle. Aucune famille d'intellectuels ne pouvait s'en passer. Dans les bibliothèques, il fallait se faire inscrire bien à l'avance pour obtenir assez vite le numéro nouvellement paru. Plus d'une génération russe reçut son éducation sociale de ces revues, la complétant par la lecture de toutes sortes de publications clandestines.

C'est ainsi que l'idéologie marxiste, s'appuyant uniquement sur *l'action organisée* du prolétariat, vint remplacer les aspirations déçues des cercles conspirateurs d'autrefois.

Le second événement, d'une grande portée, fut l'évolution de plus en plus rapide de l'industrie et de la technique, avec ses conséquences.

Le réseau des chemins de fer, les autres voies et moyens de communication, la production minière, l'exploitation du naphte, les industries métallurgiques, textile, mécanique, etc., tout cet ensemble d'activités productrices se développait à grands pas, rattrapant le temps perdu. Des régions industrielles surgissaient à travers le pays. Beaucoup de villes changeaient rapidement d'aspect, grâce à leurs usines neuves et à une population ouvrière de plus en plus nombreuse.

Cet essor industriel était largement alimenté en main-d'œuvre par des masses considérables de paysans miséreux, obligés soit d'abandonner à jamais leurs parcelles de terre insuffisantes, soit de rechercher un travail complémentaire pendant la saison d'hiver. Comme partout ailleurs, évolution industrielle

signifiait évolution de la classe prolétarienne. Et comme partout, celle-ci venait à point pour fournir des contingents au mouvement révolutionnaire.

Ainsi, la diffusion des idées marxistes et la croissance du prolétariat industriel sur lequel les marxistes comptaient s'appuyer furent les éléments fondamentaux qui déterminèrent le nouvel aspect des choses. D'autre part les progrès de l'industrie, le niveau de plus en plus élevé de la vie en général exigeaient, dans tous les domaines, des hommes instruits, des professionnels, des techniciens, des ouvriers qualifiés. Aussi, le nombre des écoles de tous genres - officielles, municipales et privées - augmentait sans cesse, dans les villes et à la campagne ; universités, écoles supérieures spéciales, lycées, collèges, écoles primaires, cours professionnels, etc., surgissaient de toutes parts. (En 1875, 79 conscrits sur 100 étaient illettrés ; en 1898, ce chiffre tomba à 55.)

Toute cette évolution se faisait en dehors et même à l'encontre du régime politique absolutiste, lequel s'obstinait à persister, maintenant sur le corps vivant du pays une carcasse de plus en plus rigide, absurde et gênante.

Aussi malgré la répression cruelle, le mouvement antimonarchiste et la propagande révolutionnaire et socialiste prenaient de l'ampleur.

Même la population paysanne - la plus arriérée et la plus soumise - commençait à s'ébranler, poussée autant par la misère et l'exploitation inhumaine que par les échos de l'effervescence générale. Ces échos lui étaient rapportés surtout par les nombreux intellectuels travaillant dans les "zemstvos" (on les appelait, en Russie de l'époque, "zemstkié rabotniki" : "travailleurs des zemstvos"), par les ouvriers ayant des liens de parenté ou autres à la campagne, par les travailleurs saisonniers et par le prolétariat agricole. C'était une propagande contre laquelle le gouvernement était impuissant.

Vers la fin du siècle, deux forces nettement caractérisées se dressaient l'une contre l'autre, irréconciliables : l'une était la vieille force de la réaction, qui réunissait autour du trône les classes hautement privilégiées : la noblesse, la bureaucratie, les propriétaires terriens, la caste militaire, le haut clergé, la bourgeoisie naissante ; l'autre était la jeune force révolutionnaire représentée, dans les années 1890-1900, surtout par la masse des étudiants, mais qui commençait déjà à recruter parmi la jeunesse ouvrière des villes et des régions industrielles.

En 1898, le courant révolutionnaire de tendance marxiste aboutit à la formation du *Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe* (le premier groupe social-démocrate, sous le nom d' "Émancipation du Travail", fut fondé en 1883).

Entre ces deux forces nettement opposées se plaçait un troisième élément qui comprenait surtout des représentants de la classe moyenne et un certain nombre d'intellectuels "de marque": professeurs d'universités, avocats, écrivains, médecins, etc. C'était un mouvement timidement libéral. Tout en soutenant - en cachette et avec beaucoup de prudence - l'activité révolutionnaire, ses adeptes mettaient plutôt leur foi dans des réformes, espérant pouvoir arracher un jour à l'absolutisme, sous la menace d'une révolution imminente (comme sous Alexandre II), des concessions importantes et aboutir ainsi à l'avènement d'un régime constitutionnel.

Seules les vastes masses paysannes demeuraient encore dans leur ensemble, en dehors de cette fermentation.

L'empereur Alexandre III mourut en 1894. Il céda la place à son fils Nicolas, le dernier des Romanoff. Une vague légende prétendait que celui-ci professait des idées libérales. On racontait même qu'il était disposé à octroyer à "son peuple" une constitution qui limiterait sérieusement le pouvoir absolu des tzars.

Prenant leurs désirs pour des réalités, quelques "zemstvos" (conseils municipaux) libéraux présentèrent au jeune Tzar des adresses où il était question - très timidement - de certains droits représentatifs et autres.

En janvier 1895, à l'occasion du mariage de Nicolas II, plusieurs délégations de la noblesse, des corps militaires et des "zemstvos" furent solennellement reçues par le Tzar à Saint-Pétersbourg. À la grande stupéfaction des délégués municipaux, le nouveau maître, tout en répondant aux félicitations, se mit soudainement en colère et, frappant du pied le parquet, criant presque comme dans une crise d'hystérie, somma les "zemstvos" de renoncer à jamais à leurs "rêveries insensées". Cette sommation fut aussitôt

soulignée par des mesures de répression contre quelques "instigateurs" de l'attitude "subversive" des "zemstvos". Ainsi l'absolutisme et la réaction s'affirmaient, une fois de plus, au mépris de l'évolution générale du pays.

1.5 XX^e siècle - Évolution précipitée - Progrès révolutionnaires - Dérivatifs (1900-1905)

1.5.1 L'absolutisme reste sur ses positions et cherche à se maintenir par tous les moyens. - L'évolution rapide du pays continue.

Les phénomènes et les traits caractéristiques que nous venons de signaler s'accroissent encore dès le début du XX^e siècle.

D'une part, l'absolutisme, loin d'aller à la rencontre des aspirations de la société, prit la décision de se maintenir par tous les moyens et de supprimer non seulement tout mouvement révolutionnaire, mais aussi toute manifestation d'esprit d'opposition. Ce fut à cette époque que le gouvernement de Nicolas II, afin de faire dévier le mécontentement grandissant de la population, eut recours, entre autres, à une forte propagande antisémite et, ensuite, à l'instigation - et même à l'organisation - des *pogromes* juifs.

D'autre part, l'évolution économique du pays prenait une allure de plus en plus accélérée. Dans l'espace de cinq ans, de 1900 à 1905, l'industrie et le progrès technique firent un bond prodigieux. La production du pétrole (bassin de Bakou), celle de la houille (bassin du Donetz), des métaux, etc., se rapprochaient rapidement du niveau atteint par les pays industriels. Les voies et moyens de communication (chemins de fer, traction mécanique, transport fluvial et maritime, etc.) se multipliaient et se modernisaient. D'importantes usines de constructions mécaniques et autres, employant des milliers et même des dizaines de milliers d'ouvriers, surgissaient - ou s'épanouissaient - aux environs des grandes villes. Des régions industrielles entières naissaient ou prenaient de l'extension. Citons comme exemples : les grandes usines Poutiloff ; les importants chantiers de constructions navales Nevsky ; la grande usine Baltique et plusieurs autres usines d'envergure, à Saint-Pétersbourg ; les faubourgs industriels de la capitale et leurs dizaines de milliers d'ouvriers, tels que Kolpino, Choukhovo, Sestroretszk et autres ; la région industrielle d'Ivanovo-Voznessensk, près de Moscou ; de nombreuses et importantes usines dans la Russie méridionale, à Kharkov, à Ekaterinoslav et ailleurs. Ces progrès rapides restaient généralement peu connus à l'étranger, en dehors des cercles intéressés. (Nombreux sont, aujourd'hui encore, ceux qui croient qu'avant l'avènement du bolchevisme la Russie ne possédait presque aucune industrie et que cette dernière a été créée entièrement par le gouvernement bolcheviste.) Et cependant, nous l'avons déjà dit, leur portée fut considérable, non seulement au point de vue purement industriel, mais aussi au point de vue social. En s'industrialisant, le pays multipliait rapidement ses éléments prolétariens. D'après les statistiques de l'époque, on peut évaluer le nombre total des ouvriers en Russie, vers 1905, à 3 millions environ.

En même temps le pays poursuivait son ascension rapide en matière de culture générale.

Depuis 1890, l'enseignement, l'instruction et l'éducation de la jeunesse avaient fait de très grands progrès.

L'instruction des adultes se trouvait également en progression constante.

Vers 1905, il existait en Russie une trentaine d'universités et d'écoles supérieures, pour hommes et femmes. Presque toutes ces institutions relevaient de l'État, sauf quelques-unes dues à des initiatives et à des capitaux municipaux privés. Selon une vieille tradition, et surtout à la suite des réformes d'Alexandre II, leurs statuts étaient d'un esprit assez libéral et comportaient une indépendance (autonomie) intérieure assez prononcée. Alexandre III et Nicolas II essayèrent de réduire celle-ci. Mais chaque tentative de ce genre provoquait de graves désordres. Finalement, le gouvernement renonça à ses projets,

Les professeurs des universités et des écoles supérieures étaient choisis parmi les universitaires, selon une sélection spéciale.

Presque toutes les villes, même de peu d'importance, possédaient des lycées et des collèges de garçons et de filles. Les écoles secondaires étaient fondées soit par l'État, soit par des particuliers ou par des

"zemstvos". Dans les trois cas, les programmes étaient établis par l'État et l'enseignement était sensiblement pareil. Entre autres, l'enseignement de la religion était obligatoire.

Le corps enseignant des écoles secondaires se recrutait parmi les universitaires, sauf pour les disciplines de second ordre. Le cours entier dont le diplôme donnait accès à l'université durait huit ans. Les enfants qui manquaient de préparation pouvaient faire la classe préparatoire d'un an, en dehors des huit classes obligatoires.

Le nombre des écoles primaires dans les villes et à la campagne augmentait vite. Les unes étaient créées par l'État ; d'autres par les municipalités et les "zemstvos". Toutes étaient surveillées et contrôlées par l'État. L'enseignement primaire était gratuit. Il n'était pas obligatoire. Naturellement, le catéchisme y était imposé par l'État.

Les instituteurs et institutrices des écoles primaires devaient posséder au moins un diplôme de quatre classes d'école secondaire.

Des cours du soir pour les adultes et des "universités populaires" bien organisés et bien fréquentés fonctionnaient dans toutes les grandes villes. Les municipalités et surtout des particuliers s'y employaient avec grand zèle.

Naturellement, les enfants d'ouvriers et de paysans étaient une exception dans les écoles secondaires et supérieures. Le coût de cet enseignement était élevé.

Cependant, contrairement à une légende fort répandue, l'accès de ces écoles n'était interdit ni aux enfants d'ouvriers ni à ceux des paysans. Le contingent principal était fourni par des familles d'intellectuels (de professions libérales), de fonctionnaires, d'employés et de bourgeois.

Les milieux intellectuels professant un *credo* au moins libéral, dans nombre d'écoles et d'institutions municipales et populaires, une propagande d'idées plus ou moins avancées se faisait assez librement, en dehors de l'enseignement proprement dit, malgré la surveillance de la police.

Les conférenciers des "universités populaires" et le corps enseignant des écoles primaires venaient fréquemment des milieux révolutionnaires. Des directeurs, presque toujours de tendance libérale, les toléraient. On savait "arranger les choses". Dans ces conditions, les autorités étaient à peu près impuissantes à combattre cette propagande.

En même temps que par l'enseignement et la parole, l'éducation se faisait par écrit.

Une quantité incalculable de brochures populaires, presque toujours rédigées par des savants ou composées d'extraits des meilleurs écrivains, se rapportant à toutes les sciences et traitant des problèmes politiques et sociaux dans un esprit très avancé, fut lancée sur le marché. La censure s'avéra impuissante à endiguer ce flot montant. Les auteurs et les éditeurs trouvaient une variété de moyens pour tromper la vigilance des autorités.

Si nous y ajoutons la diffusion assez importante, dans les milieux intellectuels et ouvriers, d'une littérature clandestine révolutionnaire et socialiste, nous aurons une notion exacte de ce vaste mouvement d'éducation et de préparation qui caractérise les années 1900-1905.

Nous nous sommes permis d'y apporter quelques détails indispensables pour comprendre l'étendue et l'esprit très avancé des mouvements révolutionnaires postérieurs.

Soulignons que ce mouvement d'aspirations politiques et sociales était complété par une évolution morale remarquable. La jeunesse s'émancipait de tous les préjugés : religieux, nationaux, sexuels et autres. Sur certains points, les milieux russes d'avant-garde étaient, depuis longtemps, bien en avance même par rapport aux pays occidentaux. Ainsi le principe d'égalité des races et des nations, celui d'égalité des sexes, l'union libre, la négation de la religion, etc., devinrent pour ces milieux des vérités acquises, voire pratiquées, depuis les "nihilistes". Dans tous ces domaines, les publicistes russes (Béliniski, Herzen, Tchernychevski, Dobroluboff, Pissareff, Mikhaïlovski) accomplirent une œuvre de grande portée. Ils élevèrent plusieurs générations d'intellectuels dans le sens de l'affranchissement total, ceci malgré l'influence contraire exercée obligatoirement par le système tzariste d'enseignement secondaire.

Cet esprit d'affranchissement devint finalement pour la jeunesse russe tout entière une véritable tradition *sacrée*, indéracinable. Tout en subissant l'enseignement officiel imposé, la jeunesse se débarrassait de sa fêrule aussitôt le diplôme en main.

"N'al-lez pas à l'U-ni-ver-si-té !" clamait l'évêque de notre diocèse dans son discours prononcé lors de la solennelle distribution des diplômes à nous tous, élèves sortants du lycée : "N'allez pas à l'Université ! Car l'Université, c'est un repaire d'émeutiers... " (Où voulait-il que nous allions ?) Il était bien au courant, cet honorable évêque. Car, en effet, à quelques exceptions près, tout jeune homme, toute jeune fille, devenus étudiants, se transformaient en révolutionnaires en herbe. Dans le peuple, "étudiant" avait le sens de "mutin".

Par la suite, avec l'âge, ces révoltés de jadis, broyés par les exigences et les bassesses de la vie, oubliaient et reniaient souvent leurs premiers élans. Mais, généralement, il en restait quelque chose : un *credo* libéral, un esprit d'opposition et, parfois, des "flammèches" plus vives encore qui, à la première occasion sérieuse, étaient prêtes à se ranimer.

1.5.2 La situation politique, économique et sociale de la population laborieuse. - L'extension de la propagande socialiste et révolutionnaire. - Répression de plus en plus brutale. - La révolution commence à conquérir la rue.

Cependant, la situation politique, économique et sociale de la population laborieuse restait sans changement.

Exposés, sans aucun moyen de défense, à l'exploitation grandissante de l'État et de la bourgeoisie, n'ayant aucun droit de se concerter, de s'entendre, de faire valoir leurs revendications, de s'organiser, de lutter, de se mettre en grève, etc., les ouvriers étaient malheureux, matériellement et moralement.

Dans la campagne, l'appauvrissement des masses paysannes et leur mécontentement augmentaient de jour en jour. Les paysans - 175 millions d'hommes, femmes et enfants - étaient abandonnés à eux-mêmes et considérés comme une sorte de "bétail humain" (même les châtiments corporels existèrent pour eux en fait jusqu'en 1904, bien qu'ayant été abolis par la loi de 1863). Manque de culture générale et d'instruction élémentaire ; outillage primitif et insuffisant ; absence de crédit ou de toute autre forme de protection ou de secours ; impôts très élevés ; traitement arbitraire, méprisant et impitoyable de la part des autorités et des classes "supérieures" ; morcellement continu des lopins de terre par suite des partages entre les nouveaux membres des familles : concurrence des "koulaks" (paysans aisés) et des propriétaires terriens, etc., telles étaient les multiples causes de cette misère. Même la "communauté paysanne" - le fameux mir russe - n'arrivait plus à soulager ses membres. D'ailleurs, le gouvernement d'Alexandre III et celui de son successeur, Nicolas II, firent leur possible pour réduire le mir à une simple unité administrative étroitement surveillée et menée à la trique par l'État, bonne surtout à récolter ou, plutôt, à arracher de force les impôts et les redevances.

Il était donc fatal que la propagande et l'activité socialistes et révolutionnaires remportassent des succès. Le marxisme, propagé clandestinement mais énergiquement, trouvait beaucoup d'adeptes. D'abord, parmi la jeunesse étudiante ; ensuite, dans les milieux ouvriers. L'influence du parti social-démocrate, fondé en 1898, se faisait sentir dans nombre de villes et dans certaines régions, en dépit de l'illégalité de ce parti (comme, d'ailleurs, de tout autre).

Naturellement, le gouvernement sévissait de plus en plus brutalement contre les militants. Les procès politiques ne se comptaient plus. Les mesures de répression administrative et policière frappaient sauvagement des milliers de "sujets". Les prisons, les lieux d'exil et les bagnes s'emplissaient. Mais, tout en réussissant à réduire au minimum l'activité et l'influence du parti, les autorités n'arrivèrent jamais à l'étouffer, comme elles avaient réussi auparavant avec les premiers groupements politiques.

À partir de l'année 1900, malgré tous les efforts des autorités, le mouvement révolutionnaire s'amplifiait considérablement. Les troubles universitaires et ouvriers devinrent bientôt des faits courants. D'ailleurs, les universités restaient souvent fermées pendant des mois, en raison justement des troubles politiques. Mais en réaction les étudiants, appuyés par des ouvriers, organisaient des manifestations bruyantes sur les places publiques. A Saint-Pétersbourg, la place de la cathédrale de Kazan devint l'endroit classique de ces manifestations populaires auxquelles les étudiants et les ouvriers se rendaient en entonnant des chants révolutionnaires et, parfois, porteurs de drapeaux rouges déployés. Le gouvernement y envoyait des détachements de police et de cosaques à cheval qui "nettoyaient" la place et les rues avoisinantes à coups de sabres et de fouets ("nagaïkas").

La Révolution commençait à conquérir la rue.

Toutefois, pour que le lecteur ait une juste notion de la situation *générale*, une réserve importante s'impose à nouveau.

Le tableau que nous venons de peindre est exact. Mais, *en se rapportant à lui seul*, sans y apporter des correctifs sérieux, sans avoir constamment devant les yeux *le grand ensemble* du pays et du peuple, on risquerait de tomber dans des exagérations, d'aboutir à des appréciations générales erronées et de ne pas comprendre les événements ultérieurs.

N'oublions pas, en effet, que sur la masse immense de plus de 180 millions d'âmes, les groupes touchés par ledit mouvement d'idées ne formaient qu'une couche bien mince. Il s'agissait, en somme, de quelques milliers d'intellectuels - d'étudiants surtout - et de l'élite de la classe ouvrière dans les grands centres. Le reste de la population : les innombrables masses paysannes, le gros des citadins et même la majorité de la population ouvrière, restait encore étranger, indifférent ou même hostile à l'agitation révolutionnaire. Certes, les milieux avancés augmentaient rapidement leurs effectifs ; à partir des années 1900, le nombre des ouvriers gagnés à la cause était en croissance continue ; l'effervescence révolutionnaire atteignait aussi les masses paysannes, de plus en plus miséreuses. Mais, en même temps, la masse profonde du peuple - *celle dont l'agitation détermine seule les grands changements sociaux* - conservait sa mentalité primitive. Le "paradoxe russe" - dont il a été question plus haut - restait à peu près intact, et la "légende du Tzar" éblouissait encore des millions et des millions d'hommes. *Par rapport à cette masse*, le mouvement en question n'était qu'une petite agitation de surface (quatre ouvriers seulement participèrent au Congrès social-démocrate de Londres, en 1903).

Et, dans ces conditions, tout contact entre les avants postes, poussés très en avant, et le gros des masses, resté très en arrière, était impossible.

Le lecteur devra tenir rigoureusement compte de cette particularité pour comprendre la suite des événements.

1.5.3 Les partis politiques : social-démocrate et socialiste-révolutionnaire. - Les attentats.

À partir de l'année 1901, l'activité révolutionnaire s'enrichit d'un élément nouveau : à côté du parti social-démocrate naquit le parti socialiste-révolutionnaire. La propagande de ce dernier fut vite couronnée d'un succès considérable.

Trois points essentiels constituaient la différence entre les deux partis :

1. Philosophiquement et sociologiquement, le parti socialiste-révolutionnaire était en désaccord avec la doctrine marxiste ;
2. En raison de son antimarxisme, ce parti apportait au problème paysan - le plus important en Russie - une solution autre que celle du parti social-démocrate. Tandis que ce dernier, se basant uniquement sur la *classe ouvrière*, ne comptait guère sur le gros de la *classe paysanne* dont il escomptait, d'ailleurs, la prolétarisation rapide et partant, négligeait la propagande rurale ; Le parti socialiste-révolutionnaire croyait pouvoir gagner les masses paysannes russes à la cause révolutionnaire et socialiste. Il jugeait impossible d'attendre leur prolétarisation. Il déployait en conséquence une forte propagande dans les campagnes. Pratiquement, le parti social-démocrate n'envisageait, dans son programme agraire immédiat, qu'une augmentation des lots de terre appartenant aux paysans et quelques autres réformes de peu d'importance ; tandis que le parti socialiste-révolutionnaire comprenait dans son programme minimum la socialisation immédiate et complète du sol ;
3. En parfaite conformité avec sa doctrine, le parti social-démocrate, qui comptait essentiellement sur l'action *des masses*, repoussait toute action de terrorisme, tout attentat politique, comme socialement inutile. Par contre, le parti socialiste-révolutionnaire attribuait une certaine utilité publique aux attentats contre les hauts fonctionnaires tzaristes trop zélés ou trop cruels. Il créa même un organisme spécial, dit "organisme de combat", chargé de préparer et d'exécuter des attentats politiques sous le contrôle du Comité Central.

À part ces différences, le programme politique et social immédiat ("programme minimum") des deux partis était sensiblement le même : une république démocratique bourgeoise qui ouvrirait la route à une évolution vers le socialisme.

De 1901 à 1905, le parti social-révolutionnaire réalisa plusieurs attentats dont quelques-uns particulièrement retentissants, notamment : en 1902, un jeune militant du parti, l'étudiant Balmacheff, assassina Sipiaguine, ministre de l'Intérieur ; en 1904, un autre socialiste-révolutionnaire l'étudiant Sazonoff, tua von Plehvé, le fameux et cruel successeur de Sipiaguine ; en 1905, le socialiste-révolutionnaire Kaliaïeff exécuta le grand-duc Serge, gouverneur ("le hideux satrape") de Moscou.

1.5.4 Les anarchistes.

Notons qu'à part ces deux partis politiques, il existait aussi, à cette époque, un certain mouvement anarchiste. Très faible, totalement inconnu de la vaste population, il n'était représenté que par quelques groupements d'intellectuels et d'ouvriers (paysans dans le Midi), sans contact suivi. Il y avait un ou deux groupes anarchistes à Saint-Pétersbourg, à peu près autant à Moscou (ces derniers cependant plus forts et plus actifs), des groupements dans le Midi et dans la région Ouest. Leur activité se bornait à une faible propagande, d'ailleurs très difficile, à des attentats contre les serviteurs trop dévoués du régime, et à des actes de "reprise individuelle". La littérature libertaire arrivait en fraude de l'étranger. On répandait surtout les brochures de Kropotkine qui, lui-même obligé d'émigrer après la débâcle de la *Narodnaïa Volia*, s'était fixé en Angleterre.

1.5.5 Le gouvernement tzariste cherche à canaliser le mouvement ouvrier vers une activité "légale".

L'extension rapide de l'activité révolutionnaire à partir de l'année 1900 préoccupait beaucoup le gouvernement. Ce qui l'inquiétait surtout, c'était les sympathies que la propagande gagnait dans la population ouvrière. Malgré leur existence illégale, donc difficile, les deux partis socialistes possédaient dans les grandes villes des comités, des cercles de propagande, des imprimeries clandestines et des groupes assez nombreux. Le parti socialiste-révolutionnaire réussissait à commettre des attentats qui, par leur éclat, attiraient sur lui l'attention et même l'admiration de tous les milieux. Le gouvernement jugea insuffisants ses moyens de défense et de répression : la surveillance, le mouchardage, la provocation, la prison, les pogromes, etc. Afin de soustraire les masses ; ouvrières à l'emprise des partis socialistes et à toute activité révolutionnaire, il conçut un plan machiavélique qui, logiquement, devait le rendre maître du mouvement ouvrier. Il se décida à mettre sur pied une organisation ouvrière *légale ; autorisée*, dont il tiendrait lui-même les commandes. Il faisait ainsi d'une pierre deux coups : d'une part il attirait vers lui les sympathies, la reconnaissance et le dévouement de la classe ouvrière, l'arrachant aux mains des partis révolutionnaires ; d'autre part, il menait le mouvement ouvrier là où il le voulait, en le surveillant de près.

Sans aucun doute, la tâche était délicate. Il fallait attirer les ouvriers dans ces organismes d'État ; il fallait tromper leur méfiance, les intéresser, les flatter, les séduire, les duper, sans qu'ils s'en aperçussent ; il fallait feindre d'aller à la rencontre de leurs aspirations... Il fallait éclipser les partis, rendre inefficace leur propagande, les dépasser - surtout par des actes concrets. Pour réussir, le gouvernement serait obligé d'aller jusqu'à consentir certaines concessions d'ordre économique et social, tout en maintenant les ouvriers à sa merci, tout en les maniant à sa guise.

L'exécution d'un pareil "programme" exigeait à la tête de l'entreprise des hommes donnant confiance absolue et, en même temps, habiles, adroits et éprouvés, connaissant bien la psychologie ouvrière, sachant s'imposer et gagner la confiance.

Le choix du gouvernement s'arrêta finalement sur deux hommes, agents de la police politique secrète (*Okhrana*), qui reçurent la mission d'exécuter le projet. L'un fut Zoubatoff, pour Moscou ; l'autre, prêtre et aumônier de l'une des prisons de Saint-Pétersbourg, le pope Gapone.

Ainsi, le gouvernement du Tzar voulut jouer avec le feu. Il ne tarda pas à s'y brûler cruellement.

2. La secousse (1905-1906)

2.1 L'épopée gaponiste ; première grève générale

2.1.1 Les "sections ouvrières". - Le mouvement et l'épopée "gaponistes". - Le pope Gapone : sa personnalité, son œuvre, sa fin. - Le "dimanche sanglant" : 9/22 janvier 1905. - La "légende du tsar" tuée par le Tzar. - Premier grand mouvement des masses ouvrières. - Première grève des ouvriers de Saint-Pétersbourg.

A Moscou, Zoubatoff fut démasqué assez rapidement Il ne put aboutir à de grands résultats. Mais, à Saint-Pétersbourg, les affaires marchèrent mieux. Gapone, très adroit, œuvrant dans l'ombre, sut gagner la confiance et même l'affection des milieux ouvriers. Doué d'un réel talent d'agitateur et d'organisateur, il réussit à mettre sur pied les soi-disant "Sections Ouvrières" qu'il guidait en personne et animait de son activité énergique. Vers la fin de 1904, ces sections étaient au nombre de 11, réparties en divers quartiers de la capitale, et comptaient quelques milliers de membres.

Le soir, les ouvriers venaient très volontiers dans les sections pour y parler de leurs affaires, écouter quelque conférence, parcourir les journaux, etc. L'entrée étant rigoureusement contrôlée par les ouvriers gaponistes eux-mêmes, les militants des partis politiques ne pouvaient y pénétrer qu'avec peine. Et même s'ils y pénétraient, ils étaient vite repérés et mis à la porte.

Les ouvriers de Saint-Pétersbourg prirent leurs sections très au sérieux. Ayant entière confiance en Gapone, ils lui parlaient de leurs malheurs et de leurs aspirations, discutaient avec lui les moyens de faire améliorer leur situation, examinaient des projets de lutte contre les patrons. Fils, lui-même, d'un pauvre paysan, ayant vécu parmi les travailleurs, Gapone comprenait à merveille la psychologie de ses confidents. Il savait feindre admirablement son approbation et ses vives sympathies au mouvement ouvrier. Telle était aussi, à peu près, sa mission officielle, surtout pour les débuts.

La thèse que le gouvernement entreprit d'imposer aux ouvriers dans leurs sections fut celle-ci : "Ouvriers, vous pouvez améliorer votre situation en vous y appliquant méthodiquement, dans les formes légales au sein de vos sections. Pour aboutir, vous n'avez aucun besoin de faire de la politique. Occupez-vous de vos intérêts personnels concrets, immédiats, et vous arriverez bientôt à une existence plus heureuse. Les partis et les luttes politiques, les recettes proposées par de mauvais bergers - les socialistes et les révolutionnaires - ne vous mèneront à rien de bon. Occupez-vous de vos intérêts économiques immédiats. Ceci vous est permis, et c'est par cette voie que vous aboutirez à une amélioration réelle de votre situation. Le gouvernement, qui se soucie beaucoup de vous, vous soutiendra." Telle fut aussi la thèse que Gapone et ses aides, recrutés parmi les ouvriers eux-mêmes, prêchaient et développaient dans les sections.

Les ouvriers répondirent à l'invitation sans retard. Ils commencèrent à préparer une action économique. Ils élaborèrent et formulèrent leurs revendications, d'accord avec Gapone. Ce dernier, dans sa situation plus que délicate, dut s'y prêter. S'il ne le faisait pas, il provoquerait aussitôt un mécontentement parmi les ouvriers, il serait même certainement accusé d'avoir trahi leurs intérêts et de soutenir le parti patronal. Il perdrait sa popularité. Des soupçons encore plus graves pourraient naître contre lui. De ce fait, son œuvre même serait battue en brèche. Or, dans son double jeu, Gapone devait avant tout, et à tout prix, conserver les sympathies qu'il avait su gagner. Il le comprenait bien et faisait mine de soutenir entièrement la cause ouvrière, espérant pouvoir garder la maîtrise du mouvement, manier les masses à sa guise, diriger, façonner et canaliser leur action.

Ce fut le contraire qui se produisit. Le mouvement dépassa vite les limites qui lui étaient assignées. Il prit rapidement une ampleur, une vigueur et une allure imprévues, brouillant tous les calculs, renversant toutes les combinaisons de ses auteurs. Bientôt, il se transforma en une véritable tempête qui déborda et emporta Gapone lui-même.

En décembre 1904, les ouvriers de l'usine Poutiloff, l'une des plus importantes de Saint-Pétersbourg, et où Gapone comptait de nombreux adeptes et amis, décidèrent de commencer l'action. D'accord avec Gapone, ils rédigèrent et remirent à la direction une liste de revendications d'ordre économique, très modérées d'ailleurs. Vers la fin du mois, ils apprirent que la direction "ne croyait pas possible d'y donner

suite" et que le gouvernement était impuissant à l'y obliger. De plus, la direction de l'usine mit à la porte quelques ouvriers considérés comme meneurs. On exigea aussitôt leur réintégration. La direction s'y refusa.

L'indignation, la colère des ouvriers furent sans bornes ; d'abord, parce que leurs longs et laborieux efforts n'aboutissaient à rien ; ensuite - et surtout - parce qu'on leur avait laissé croire que ces efforts seraient couronnés de succès. Gapone en personne les avait encouragés, les avait bercés d'espoir. Et voici que leur premier pas sur la bonne voie légale ne leur apportait qu'un échec cuisant, nullement justifié. Ils se sentirent "roulés ". Ils se virent aussi moralement obligés d'intervenir en faveur de leurs camarades révoqués.

Naturellement, leurs regards se tournèrent vers Gapone. Pour sauvegarder son prestige et son rôle, ce dernier feignit d'être indigné plus que tout autre et poussa les ouvriers de l'usine Poutiloff à réagir vigoureusement. C'est ce qu'ils ne tardèrent pas à faire. Se sentant à l'abri, se bornant toujours à des revendications purement économiques, couverts par les sections et par Gapone, ils décidèrent, au cours de plusieurs réunions tumultueuses, de soutenir leur cause par une grève. Le gouvernement, confiant en Gapone, n'intervenait pas. Et c'est ainsi que la grève des usines Poutiloff, la première grève ouvrière importante en Russie, fut déclenchée en décembre 1904.

Mais le mouvement ne s'arrêta pas là. Toutes les sections ouvrières s'émurent et se mirent en branle pour défendre l'action de ceux de Poutiloff. Ils apprécièrent très justement l'échec de ces derniers comme un échec général. Naturellement, Gapone dut prendre parti pour les sections. Le soir, il les parcourait toutes, l'une après l'autre, prononçant partout des discours en faveur des grévistes de Poutiloff, invitant tous les ouvriers à les soutenir par une action efficace.

Quelques jours passèrent. Une agitation extraordinaire secouait les masses ouvrières de la capitale. Les ateliers se vidaient spontanément. Sans mot d'ordre précis, sans préparation ni direction, la grève de Poutiloff devenait une grève quasi générale des travailleurs de Saint-Pétersbourg.

Et ce fut la tempête. En masse, les grévistes se précipitèrent vers les sections, se moquant des formalités, forçant tout contrôle, réclamant une action immédiate et imposante.

En effet, la grève seule ne suffisait pas. Il fallait agir, *faire quelque chose* : quelque chose de grand, d'imposant, de décisif. Tel était le sentiment général.

C'est alors que surgit - on ne sut jamais exactement d'où ni comment - la fantastique idée de rédiger, au nom des ouvriers et paysans malheureux *de toutes les Russies*, une "pétition" au tzar ; de se rendre, pour l'appuyer, en grande masse, devant le Palais d'Hiver ; de remettre la pétition, par l'intermédiaire d'une délégation, Gapone en tête, au tzar lui-même et de demander à ce dernier de prêter l'oreille aux misères de son peuple. Toute naïve, toute paradoxale qu'elle fût, cette idée se répandit comme une traînée de poudre parmi les ouvriers de Saint-Pétersbourg. Elle les rallia tous. Elle les inspira, les enthousiasma. Elle donna un sens, elle fixa un but précis à leur mouvement.

Les sections firent chorus avec les masses. Elles se décidèrent à organiser l'action. Gapone fut chargé de rédiger la pétition. De nouveau, il s'inclina. Ainsi, il devenait, par la force des choses, leader d'un important, d'un historique mouvement des masses.

Dans les premiers jours du mois de janvier 1905, la pétition était prête. Simple, émouvante, elle respirait le dévouement et la confiance. Les misères du peuple y étaient exposées avec beaucoup de sentiment et de sincérité. On demandait au tzar de se pencher sur elles, de consentir des réformes efficaces et de veiller à leur réalisation.

Chose étrange, mais incontestable : la pétition de Gapone était une œuvre de haute inspiration, vraiment pathétique.

Il s'agissait maintenant de la faire adopter par toutes les sections, de la porter à la connaissance des vastes masses et d'organiser la marche vers le Palais d'Hiver.

Entre temps, un fait nouveau se produisit. Des révolutionnaires appartenant aux partis politiques (ces derniers se tenaient jusqu'alors totalement à l'écart du "gaponisme") intervinrent auprès de Gapone. Ils cherchèrent, avant tout, à l'influencer pour qu'il donnât à son attitude, à sa pétition et à son action une allure moins "rampante", plus digne, plus ferme - en un mot plus révolutionnaire. Les milieux ouvriers avancés exercèrent sur lui la même pression. Gapone s'y prêta d'assez bonne grâce. Des socialistes

révolutionnaires surtout lièrent connaissance avec lui. D'accord avec eux, il remania, dans les tout derniers jours, sa pétition primitive, en l'élargissant considérablement et en atténuant de beaucoup son esprit de fidèle dévouement au tzar.

Sous sa forme définitive, la "pétition" fut le plus grand paradoxe historique qui ait jamais existé. On s'y adressait très loyalement au tzar et on lui demandait ni plus ni moins que d'autoriser - même d'accomplir - une révolution fondamentale, laquelle, en fin de compte, supprimerait son pouvoir. En effet, tout le programme minimum des partis révolutionnaires y figurait. On exigeait, notamment, comme mesures de toute urgence : la liberté entière de presse, de parole, de conscience, etc.; la liberté absolue pour toutes les associations et les organisations ; le droit aux ouvriers de se syndiquer, de recourir à la grève ; des lois agraires tendant à l'expropriation des gros propriétaires au profit des communautés paysannes, enfin la convocation immédiate d'une Assemblée Constituante élue sur la base d'une loi électorale démocratique. C'était, carrément, une invitation au suicide.

Voici le texte intégral et définitif de la "pétition" (traduit du russe) :

Nous, travailleurs de Saint-Petersbourg, nos femmes, nos enfants et nos parents, vieillards sans ressources, sommes venus à Toi, ô Tzar, pour te demander justice et protection.

Nous sommes réduits à la mendicité. Nous sommes opprimés, écrasés sous le poids d'un travail épuisant, abreuvés d'outrages. Nous ne sommes pas considérés comme des êtres humains, mais traités en esclaves qui doivent subir en silence leur triste destin. Patiemment, nous avons enduré tout cela. Mais voici qu'on nous précipite maintenant tout au fond de l'abîme où seuls l'arbitraire et l'ignorance nous seront réservés. On nous étouffe sous le poids du despotisme d'un traitement contraire à toute loi humaine.

Nous sommes à bout de forces, O Tzar ! Le moment décisif est venu où, vraiment, la mort vaut mieux que la prolongation de nos intolérables souffrances. Voilà pourquoi nous avons cessé le travail et informé nos patrons que nous ne le reprendrons pas avant qu'ils n'aient souscrit à nos justes demandes. Ce que nous leur avons demandé est peu de chose, et pourtant, sans ce peu de chose notre vie n'est pas une vie, mais un enfer, une éternelle torture.

Notre première requête demandait à nos patrons de vouloir bien se rendre compte, d'accord avec nous de nos besoins. Et ils ont refusé cela ! Le droit même de discuter nos besoins nous a été contesté sous prétexte que la loi ne nous reconnaît pas ce droit.

Notre demande de la journée de huit heures a été rejetée aussi comme illégale.

Nous avons demandé ensuite la fixation, de concert avec nous, de nos salaires ; l'arbitrage, en cas de malentendus entre nous et l'administration intérieure de l'usine ; l'élévation à un rouble par jour des salaires des manœuvres, hommes et femmes, la suppression des heures supplémentaires ; une mise en état des ateliers, de sorte que le travail n'y entraîne pas la mort à la suite des courants d'air, de la pluie et de la neige... Nous avons demandé aussi plus d'égards pour ceux qui tombent malades ; et aussi que les ordres qu'on nous donne ne soient pas accompagnés d'injures.

Toutes ces demandes ont été rejetées comme contraires à la loi. Le fait même de les avoir formulées a été interprété comme un crime. Le désir d'améliorer notre situation est considéré par nos patrons comme une insolence à leur égard.

O Empereur ! Nous sommes ici plus de 300.000 êtres humains. Et, cependant, nous tous ne sommes des êtres humains qu'en apparence. Car, en réalité, nous n'avons aucun droit humain. Il nous est interdit de parler, de penser, de nous réunir pour discuter nos besoins, de prendre des mesures pour améliorer notre situation. Quiconque parmi nous ose élever la voix en faveur de la classe ouvrière est jeté en prison ou exilé. Avoir un bon cœur, une âme sensible, est considéré comme un crime. Faire preuve de sentiments de fraternité à l'égard d'un malheureux, d'un abandonné, d'une victime, d'un déchu, est un crime abominable.

O Tzar ! Cela est-il conforme aux commandements de Dieu en vertu duquel Tu règnes ? Sous de telles lois, la vie vaut-elle d'être vécue ? Ne serait-il pas préférable pour nous tous, travailleurs russes, de mourir, laissant les capitalistes et les fonctionnaires vivre seuls et jouir de l'existence ?

Tel est, Sire, l'avenir qui nous attend. Et c'est pourquoi nous sommes rassemblés devant les murs de Ton palais. Nous espérons trouver, nous attendons ici l'ultime planche de salut. Ne refuse pas d'aider Ton peuple à sortir du gouffre des hors-la-loi où il n'y a que misère et ignorance. Donne-lui une chance, un

moyen d'accomplir sa vraie destinée. Délivre-le de l'intolérable oppression des bureaucrates. Démolis la muraille qui Te sépare de lui et appelle-le à gouverner le pays conjointement avec Toi.

Tu as été envoyé ici-bas pour conduire le peuple au bonheur. Mais, lambeau par lambeau, le bonheur nous est arraché par tes fonctionnaires qui ne nous réservent que la douleur et l'humiliation.

Examine nos demandes avec attention et sans colère. Elles ont été formulées, non pas pour le mal, mais pour le bien, pour notre bien, Sire, et pour le Tien. Ce n'est pas l'insolence qui parle en nous, mais la conscience de la nécessité générale qu'il y a d'en finir avec l'actuel et insupportable état de choses.

La Russie est trop vaste, ses besoins sont trop multiples pour qu'elle puisse être dirigée par un gouvernement composé uniquement de bureaucrates. Il est absolument nécessaire que le peuple y participe, car seul il connaît ses besoins.

Ne refuse donc pas de secourir Ton peuple, Donne, sans retard, aux représentants de toutes les classes du pays l'ordre de s'assembler. Que les capitalistes et les ouvriers soient représentés. Que les fonctionnaires, les prêtres, les médecins et les professeurs choisissent aussi leurs délégués. Que tous soient libres d'élire qui leur plaît. Pour cela, permets qu'il soit procédé aux élections d'une Assemblée Constituante sous le régime du suffrage universel.

Telle est notre principale demande dont tout dépend. Ce serait le meilleur, le seul vrai baume pour nos blessures ouvertes. Faute de rappliquer, elles resteront béantes et nous acculeront à la mort.

Il n'y a pas de panacée pour tous nos maux. Plusieurs remèdes sont nécessaires. Nous allons maintenant les énumérer. Nous Te parierons franchement, Sire, à cœur ouvert, comme à un père.

Les mesures, suivantes sont indispensables.

Dans le premier groupe figurent celles contre l'absence de tous droits et l'ignorance dont souffre le peuple russe. Ces mesures comprennent :

- 1. La liberté et l'inviolabilité de la personne ; liberté de la parole, de la presse, d'association, de conscience en matière de religion ; séparation de l'Église et de l'État.*
- 2. Instruction générale et obligatoire aux frais de l'État.*
- 3. responsabilité des ministres devant la nation ; garanties pour la légalité des méthodes administratives.*
- 4. Egalité de tous les individus, sans exception, devant la loi.*
- 5. Elargissement immédiat de tous ceux qui ont souffert pour leurs convictions.*

Dans le second groupe se trouvent les mesures contre le paupérisme :

- 1. Abolition des impôts indirects. Un impôt sur le revenu direct et progressif.*
- 2. Abrogation des redevances pour le rachat des terres. Crédit à bon marché. Remise graduelle de la terre au peuple.*

Le troisième groupe comprend les mesures contre l'écrasement du travail par le capital :

- 1. Protection du travail par la loi.*
- 2. Liberté des unions ouvrières établies dans le but de coopération et pour régler les questions professionnelles.*
- 3. Journée de travail de huit heures ; limitation des heures supplémentaires.*
- 4. Liberté de lutte entre le travail et le capital.*
- 5. Participation des représentants des classes laborieuses à l'élaboration d'une loi sur les assurances d'État pour les travailleurs.*
- 6. Salaire normal.*

Voilà, Sire, nos principaux besoins. Ordonne qu'ils soient satisfaits. Jure-nous qu'ils le seront, et Tu feras la Russie heureuse et glorieuse, et Ton nom sera inscrit à jamais dans nos cœurs, dans les cœurs de nos enfants et dans ceux des enfants de nos enfants.

Mais si Tu ne nous donnes pas Ta promesse, si Tu n'acceptes pas notre pétition, nous sommes décidés à mourir ici, sur cette place, devant Ton palais, car nous n'avons nulle part où aller ni aucune raison pour nous rendre ailleurs. Pour nous, il n'y a que deux chemins : l'un conduisant à la liberté et au bonheur ; l'autre, à la tombe. Indique-nous l'un de ces chemins, ô Tzar, et nous le suivrons, dût-il nous mener à la mort.

Que nos vies soient un holocauste pour la Russie agonisante : nous ne regretterons pas le sacrifice. Avec joie, nous les offrons.

Il est à noter qu'en dépit de tout ce qu'il y avait de paradoxal dans la situation créée, l'action qui se préparait n'était, pour un esprit averti, qu'un aboutissement logique de la pression combinée des diverses tendances réelles : une sorte de "synthèse" naturelle des différents éléments en présence.

D'une part, l'idée de la démarche collective auprès du Tzar ne fut, au fond, qu'une manifestation de la foi naïve des masses populaires en sa bonne volonté. (Nous avons parlé de cette profonde emprise de la "légende du tzar" sur le peuple.) Ainsi les ouvriers qui, en Russie, ne rompaient jamais leurs liens avec la campagne, reprirent un instant la tradition paysanne pour aller demander au "petit père" aide et protection. Profitant de l'occasion unique qui leur était offerte, soulevés par un élan spontané, irrésistible, ils cherchèrent, sans doute, surtout à mettre le doigt sur la plaie, à obtenir une solution concrète, définitive. Tout en espérant, au fond de leurs âmes simples, un succès au moins partiel, ils voulaient surtout savoir à quoi s'en tenir.

D'autre part, l'influence des partis révolutionnaires, forcés de se tenir à l'écart, pas assez puissants pour empêcher le mouvement ou encore moins pour lui en substituer un autre plus révolutionnaire, s'avéra, néanmoins, assez forte pour réussir à exercer sur Gapone une certaine pression et l'obliger à "révolutionnariser" son acte.

Cet acte fut ainsi le produit bâtard, mais naturel, des forces contradictoires en action.

Quant aux milieux intellectuels et libéraux, ils ne purent qu'assister, témoins impuissants, aux événements en leur développement.

La conduite et la psychologie de Gapone lui-même, toutes paradoxales qu'elles puissent paraître, trouvent pourtant une explication facile. D'abord simple comédien, agent à la solde de la police, il fut, ensuite, de plus en plus entraîné par la formidable vague du mouvement populaire qui le poussait irrésistiblement en avant. Il finit par être emporté. Les événements le mirent, malgré lui, à la tête des foules dont il devenait l'idole. Esprit aventurier et romanesque, il dut se laisser bercer par une illusion. Percevant instinctivement l'importance historique des événements, il dut en faire une appréciation exagérée. Il voyait déjà le pays entier en révolution, le trône en péril, et lui, Gapone, chef suprême du mouvement, idole du peuple, porté aux sommets de la gloire des siècles. Fasciné par ce rêve que la réalité semblait vouloir justifier, il se donna finalement corps et âme au mouvement déclenché. Désormais son rôle de policier ne l'intéressait plus. Il n'y pensait même pas au cours de ces journées de fièvre, tout ébloui par les éclairs du formidable orage, tout absorbé par son rôle nouveau qui devait lui apparaître presque comme une mission divine. Telle était, très probablement, la psychologie de Gapone au début de janvier 1905. On peut supposer qu'à ce moment, et dans ce sens, l'homme était sincère. Du moins telle est l'impression personnelle de l'auteur de ces lignes qui fit la connaissance de Gapone quelques jours avant les événements et le vit à l'œuvre.

Même le phénomène le plus étrange - le silence du gouvernement et l'absence de toute intervention policière au cours de ces journées de préparation fébrile - s'explique aisément. La police ne put pénétrer la psychologie nouvelle de Gapone. Jusqu'au bout, elle lui fit confiance, prenant son action pour une manœuvre habile. Et lorsque, enfin, elle s'aperçut du changement et du danger imminent, il était trop tard pour endiguer et maîtriser les événements déchaînés. D'abord quelque peu décontenancé, le gouvernement prit finalement le parti d'attendre le moment favorable pour écraser le mouvement d'un seul coup. Pour l'instant, ne recevant aucun ordre, la police ne bougeait pas. Ajoutons que ce fait incompréhensible, mystérieux, encouragea les masses, augmenta leurs espoirs. "Le gouvernement n'ose pas s'opposer au mouvement : il s'inclinera", se disait-on généralement.

La marche vers le Palais d'Hiver fut fixée au dimanche matin 9 janvier (vieux style). Les derniers jours furent consacrés surtout à la lecture publique de la "pétition", au sein des "sections". On procéda à peu près partout de la même façon. Au cours de la journée, Gapone lui-même - ou un de ses amis - lisait et commentait la pétition aux masses ouvrières qui remplissaient les locaux par roulement. Aussitôt le local rempli, on fermait la porte, on donnait connaissance de la pétition ; les assistants apposaient leurs signatures sur une feuille spéciale et évacuaient la salle. Celle-ci se remplissait à nouveau d'une foule

qui attendait patiemment son tour dans la rue, et la cérémonie recommençait. Cela continuait ainsi, dans toutes les sections, jusqu'à minuit et au-delà.

Ce qui apporta une note tragique à ces derniers préparatifs, ce fut l'appel suprême de l'orateur et le serment solennel, farouche, de la foule, en réponse à cet appel : "Camarades ouvriers, paysans, et autres ! - disait à peu près l'orateur - Frères de misère ! Soyez tous fidèles à la cause et au rendez-vous. Dimanche matin, venez tous sur la place devant le Palais d'Hiver. Toute défaillance de votre part serait une trahison envers notre cause. Mais venez calmes, pacifiques dignes de l'heure solennelle qui sonne. Le père Gapone a déjà prévenu le tzar et lui a garanti, sous sa responsabilité personnelle, qu'il serait en sécurité parmi vous. Si vous vous permettez un acte déplacé, le père Gapone en répondra. Vous avez entendu la pétition. Nous demandons des choses justes. Nous ne pouvons plus continuer cette existence misérable. Nous allons donc au tzar les bras ouverts, les cœurs pleins d'amour et d'espoir. Il n'a qu'à nous recevoir de même et prêter l'oreille à notre demande. Gapone lui-même lui remettra la pétition. Espérons, camarades, espérons, frères, que le tzar nous accueillera nous écouterà et donnera suite à nos légitimes revendications. Mais si, mes frères, le tzar, au lieu de nous accueillir, nous oppose des fusils et des sabres, alors, mes frères, malheur à lui ! *Alors, nous n'avons plus de tzar ! Alors, qu'il soit maudit à jamais, lui et toute sa dynastie !...* Jurez, vous tous, camarades, frères, simples citoyens, jurez qu'alors vous n'oublierez jamais la trahison. Jurez qu'alors vous chercherez à détruire le traître par tous les moyens..." Et l'assemblée tout entière, emportée par un élan extraordinaire, répondait en levant le bras : "Nous le jurons !"

Là où Gapone lui-même lisait la pétition - et il la lut au moins une fois dans chaque section - ajoutait ceci : "Moi, prêtre Georges Gapone, par la volonté de Dieu, je vous délie alors du serment prêté au tzar, je bénis d'avance celui qui le détruira. Car *alors nous n'aurons plus de tzar !...* " Blême d'émotion, il répétait deux, trois fois cette phrase devant l'auditoire silencieux et frémissant.

"Jurez de me suivre, jurez-le sur la tête de vos proches, de vos enfants !" - "Oui, père, oui ! Nous le jurons sur la tête de nos enfants !" était invariablement la réponse.

Le 8 janvier au soir tout était prêt pour la marche. Tout était prêt aussi du côté gouvernemental. Certains cercles intellectuels et littéraires apprirent que la décision du gouvernement était arrêtée : en aucun cas ne laisser la foule s'approcher du Palais ; si elle insiste, tirer dessus sans pitié. En toute hâte, une délégation fut dépêchée auprès des autorités pour tenter de prévenir l'effusion de sang. La démarche resta vaine. Toutes les dispositions étaient déjà prises. La capitale se trouvait entre les mains de troupes armées jusqu'aux dents.

On connaît la suite. Le dimanche 9 janvier, dès le matin, une foule immense, composée surtout d'ouvriers (souvent avec leurs familles) et aussi d'autres éléments très divers, se mit en mouvement dans la direction du Palais d'Hiver. Des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, partant de tous les points de la capitale et de la banlieue marchèrent vers le lieu de rassemblement.

Partout ils se heurtèrent à des barrages de troupes et de police qui ouvrirent un feu nourri contre cette mer humaine. Mais la poussée de cette masse compacte d'hommes - poussée qui augmentait de minute en minute - fut telle que, par toutes sortes de voies obliques, la foule affluait quand même, et sans cesse, vers la place, remplissant et embouteillant les rues avoisinantes. Des milliers d'hommes dispersés par le feu des barrages, se dirigeaient obstinément vers le but, empruntant des voies détournées, mus par l'élan pris, par la curiosité, par la colère, par le besoin impérieux de crier haut leur indignation et leur horreur. Nombreux étaient aussi ceux qui gardaient encore, malgré tout, une lueur d'espoir, croyant que s'ils réussissaient à parvenir à la place, devant le palais du Tzar, ce dernier viendrait à eux les accueillerait et arrangerait les choses. Les uns supposaient que, devant le fait accompli, le tzar ne pourrait plus résister et serait obligé de céder. D'autres, les derniers naïfs, s'imaginaient que le tzar n'était pas au courant de ce qui se passait, qu'il ne savait rien de la boucherie, et que la police, lui ayant soigneusement caché les faits dès le début voulait maintenant empêcher le peuple d'entrer en contact avec le "petit père". Il s'agissait d'y arriver à tout prix... Et puis, on avait juré de s'y rendre... Et enfin, le père Gapone y était, peut-être, parvenu quand même...

Quoi qu'il en fût, des flots humains, déferlant de partout envahirent finalement les environs immédiats de la place du Palais et pénétrèrent sur la place elle-même. Alors, le gouvernement ne trouva rien de mieux que de faire balayer par des salves de feu cette foule désarmée, désemparée, désespérée.

Ce fut une vision d'épouvante à peine imaginable, unique dans l'histoire. Mitraillée à bout portant, hurlant de peurs de douleur, de rage, cette foule immense, ne pouvant ni avancer ni reculer, tout mouvement lui étant interdit par sa propre masse, subit ce qu'on appela plus tard "le bain du sang". Refoulée légèrement par chaque salve, comme par une rafale de vent, en partie piétinée, étouffée, écrasée, elle se reformait aussitôt après sur des cadavres, sur des mourants, sur des blessés, poussée par des masses nouvelles qui arrivaient, arrivaient toujours par derrière... Et de nouvelles salves secouaient, de temps à autre, cette masse vivante d'un frisson de mort... Cela dura longtemps : jusqu'au moment où, les rues adjacentes étant enfin dégagées, la foule put s'échapper.

Des centaines d'hommes, femmes et enfants périrent ce jour-là dans la capitale. On enivra copieusement les soldats pour leur enlever toute conscience, tout scrupule. Certains d'entre eux, totalement inconscients, installés dans un jardin à proximité de la place du Palais, s'amusaient à "descendre" à coups de feu des enfants grimés sur les arbres "pour mieux voir"...

Vers le soir, "l'ordre fut rétabli". On n'a jamais su, même approximativement, le nombre des victimes. Mais ce qu'on a su, c'est que, durant la nuit, de longs trains, bondés de cadavres, emportaient hors de la ville tous ces pauvres corps pour les enterrer pêle-mêle dans les champs et les bois des alentours.

On a su aussi que le tzar ne se trouvait même pas dans la capitale ce jour-là. Après avoir donné carte blanche aux autorités militaires, il s'était réfugié dans l'une de ses résidences d'été : à Tzarskoïé-Sielo, près de Saint-Pétersbourg.

Quant à Gapone, il conduisait, entouré de porteurs d'icônes et d'images du tzar, une foule considérable qui se dirigeait vers le Palais par la Porte de Narva. Comme partout ailleurs, cette foule fut dispersée par les troupes aux abords mêmes de la porte. Gapone l'échappa belle. Aux premiers coups de feu, il se coucha à plat ventre et ne bougea plus. Pendant quelques instants, on le crut tué ou blessé. Rapidement, il fut emmené par des amis et mis en lieu sûr. On lui coupa ses longs cheveux de pope ; on l'habilla en civil.

Quelque temps après, il était à l'étranger, hors de toute atteinte.

En quittant la Russie, il lança un bref appel aux ouvriers ainsi conçu :

Moi, pasteur, je maudis tous ceux, officiers et soldats, qui massacrent à cette heure leurs frères innocents, des femmes et des enfants. Je maudis tous les oppresseurs du peuple. Ma bénédiction va aux soldats qui prêtent leur concours au peuple dans son effort vers la liberté. Je les délève du serment de fidélité qu'ils ont prêté au tzar - au tzar traître dont les ordres ont fait couler le sang du peuple.

De plus, il rédigea une nouvelle proclamation où il disait entre autres :

Camarades ouvriers, il n'y a plus de tzar ! Entre lui et le peuple russe, des torrents de sang ont coulé aujourd'hui. Le temps est venu pour les ouvriers russes d'entreprendre sans lui la lutte pour la liberté du peuple. Vous avez ma bénédiction pour ces combats. Demain je serai au milieu de vous. Aujourd'hui, je travaille pour la cause.

Ces appels furent répandus en très grand nombre à travers le pays.

Quelques mots sur le sort définitif de Gapone seront ici à leur place.

Sauvé par des amis, l'ex-prêtre se fixa définitivement à l'étranger. Ce furent surtout les socialistes-révolutionnaires qui prirent soin de lui. Son avenir ne dépendait maintenant que de lui-même. On mit à sa disposition les moyens nécessaires pour rompre définitivement avec son passé, compléter son instruction et déterminer sa position idéologique : bref, pour qu'il put devenir vraiment un homme d'action.

Mais, Gapone n'était pas de cette trempe-là. Le feu sacré qui, par hasard, effleura une fois son âme ténébreuse, n'était pour lui qu'un feu d'ambition et de satisfaction personnelle : il s'éteignit vite. Au lieu de se livrer à un travail d'auto-éducation et de se préparer à une activité sérieuse, Gapone resta dans l'inactivité, mère de l'ennui. Le lent travail de patience ne lui disait rien. Il rêvait une suite immédiate et glorieuse de son éphémère aventure. Or, en Russie, les événements traînaient. La grande Révolution ne venait pas. Il s'ennuyait de plus en plus. Bientôt, il chercha l'oubli dans la débauche. Le plus souvent, il

passait son temps dans des cabarets louches où, à moitié ivre, en compagnie de femmes légères, il pleurait à chaudes larmes ses illusions brisées. La vie à l'étranger le dégoûtait. Le mal du pays le tenaillait. A tout prix, il voulait retourner en Russie.

Alors il conçut l'idée de s'adresser à son gouvernement de lui demander le pardon et l'autorisation de rentrer pour reprendre ses services. Il écrivit à la police secrète. Il renoua les relations avec elle.

Ses anciens chefs accueillirent l'offre plutôt favorablement. Mais, avant tout, ils exigèrent de lui une preuve matérielle de son repentir et de sa bonne volonté. Connaissant ses accointances avec des membres influents du parti socialiste-révolutionnaire, ils lui demandèrent de leur fournir des indications précises qui leur permettraient de porter un coup décisif à ce parti. Gapone accepta le marché.

Entre temps, un des membres influents du parti, ami intime de Gapone, l'ingénieur Rutemberg, eut vent des nouvelles relations de Gapone avec la police. Il en référa au Comité central du parti. Le comité le chargea - c'est Rutemberg lui-même qui le raconte dans ses mémoires - de faire son possible pour démasquer Gapone.

Rutemberg fut obligé de jouer un rôle. Il le fit avec succès et finit par obtenir des confidences de Gapone, ce dernier ayant supposé que l'ingénieur trahirait volontiers son parti pour une forte somme d'argent. Gapone lui fit des propositions dans ce sens. Rutemberg feignit d'accepter. Il fut convenu qu'il livrerait à la police, par l'intermédiaire de Gapone, des secrets très importants du parti.

On marchandait sur le prix. Ce marchandage - feint et traîné sciemment en longueur par Rutemberg, mené par Gapone d'accord avec la police - se termina en Russie où Gapone put un jour se rendre ainsi que Rutemberg.

Le dernier acte du drame se joua à Saint-Pétersbourg. Aussitôt arrivé, Rutemberg prévint quelques ouvriers, amis fidèles de Gapone, qui se refusaient à croire à sa trahison, qu'il était à même de leur en fournir une preuve incontestable. Il fut convenu que les ouvriers gaponistes assisteraient en cachette au dernier entretien entre Gapone et Rutemberg : entretien où le prix de la soi-disant trahison de Rutemberg devait être définitivement fixé.

Le rendez-vous eut lieu dans une villa déserte, non loin de la capitale. Les ouvriers, cachés dans une pièce contiguë à celle où se passerait l'entretien, devaient ainsi assister, sans être vus, à cet entretien pour se convaincre du véritable rôle de Gapone et pouvoir ensuite le démarquer publiquement.

Mais les ouvriers ne purent y tenir. Aussitôt convaincus de la trahison de Gapone, ils firent irruption dans la chambre où les deux hommes discutaient. Ils se précipitèrent sur Gapone, se saisirent de lui et, malgré ses supplications (lamentable, il se traînait à genoux implorant leur pardon au nom de son passé), l'exécutèrent brutalement. Ensuite, ils lui passèrent une corde au cou et le suspendirent au plafond. C'est dans cette position que son cadavre fut découvert incidemment quelque temps après.

Ainsi se termina l'épopée personnelle de Gapone.

Dans ses mémoires, généralement sincères, il s'efforce - assez maladroitement d'ailleurs - de justifier, en les expliquant à sa façon, ses rapports avec la police avant le 9 janvier 1905. Sur ce point, il semble ne pas avoir dit toute la vérité.

Quant au mouvement, il suivit son chemin.

Les événements du 9 janvier eurent un énorme retentissement dans le pays. Dans les recoins les plus obscurs la population apprenait, avec une stupéfaction indignée, qu'au lieu de prêter l'oreille au peuple venu paisiblement, devant le Palais pour conter ses misères au tzar, celui-ci avait donné froidement l'ordre de tirer dessus. Pendant longtemps encore, des paysans délégués par leurs villages se rendirent clandestinement à Saint-Pétersbourg avec mission d'apprendre l'exacte vérité.

Cette vérité fut bientôt connue partout. *C'est à ce moment que la "légende du tzar" s'évanouit.*

Un paradoxe historique de plus ! En 1881, les révolutionnaires assassinent le tzar pour tuer la légende. Elle survit. Vingt-quatre ans après, c'est le tzar lui-même qui la tue.

A Saint-Pétersbourg, les événements du 9 janvier eurent pour effet la généralisation de la grève. Celle-ci devint totale. Le lundi 10 janvier pas une usine, pas un chantier de la capitale ne s'anima. Un mouvement de sourde révolte grondait partout. La première grande grève révolutionnaire des travailleurs russes - celle des ouvriers de Saint-Pétersbourg - devient un fait accompli.

Une constatation importante se dégage de tout ce qui précède. La voici :

Il a fallu une expérience historique vécue, palpable et de grande envergure pour que le peuple commence à comprendre la véritable nature du tsarisme, l'ensemble de la situation et les vraies tâches de la lutte. Ni la propagande ni le sacrifice des enthousiastes ne purent, seuls, amener ce résultat.

2.2 La naissance des soviets

Nous arrivons maintenant à l'un des points les plus importants de la Révolution russe : *l'origine et la première activité des "Soviets"*.

Encore un fait paradoxal : c'est en même temps un des points les moins connus et les plus défigurés de la Révolution.

Dans tout ce qui a paru à ce jour sur l'origine des "Soviets" - je parle non seulement des études étrangères, mais aussi de la documentation russe - il existe une lacune qui saute aux yeux du lecteur intéressé : *personne n'a pu encore établir avec précision quand, où et comment fut créé le premier "Soviet" ouvrier.* Jusqu'à présent, presque tous les écrivains et historiens, aussi bien bourgeois que socialistes ("mencheviks", "bolcheviks" ou autres) plaçaient la naissance du premier "Soviet ouvrier" *vers la fin de l'année 1905*, au moment de la grève générale d'octobre, du fameux Manifeste tsariste du 17 octobre et des événements qui suivirent. Or, c'est faux. En lisant ces pages on comprendra le pourquoi de cette lacune.

Certes, quelques auteurs - notamment P. Milioukov dans ses mémoires - font vaguement allusion à une ébauche des futurs "Soviets" *au début de 1905*. Mais ils ne donnent aucune précision. Et quand ils essayent d'en donner une, ils se trompent. Ainsi Milioukov croit avoir trouvé le berceau des Soviets dans la "Commission Chidlovsky". Ce fut une entreprise officielle - semi-gouvernementale, semi-libérale - qui tenta vainement de résoudre, au lendemain du 9 janvier 1905, avec la collaboration de quelques délégués ouvriers officiels, certains problèmes sociaux. D'après Milioukov, il y avait, parmi ces délégués, un intellectuel, un certain *Nossar*, qui plus tard forma avec quelques autres délégués, en marge de la Commission, un "Soviet" - le premier Soviet ouvrier - dont ce même Nossar devint l'animateur et le président. C'est vague. Et surtout ce n'est pas exact. Lorsque Nossar - le lecteur le verra plus loin - se présenta à la "Commission Chidlovsky", *il était déjà membre - et même président - du premier Soviet ouvrier qui avait été créé avant cette "Commission" et n'avait aucun rapport avec celle-ci.* D'autres auteurs commettent des erreurs analogues.

Les sociaux-démocrates prétendent parfois avoir été les véritables instigateurs du premier Soviet.

Les bolcheviks s'efforcent souvent de leur ravir cet honneur.

Tous se trompent, ne connaissant pas la vérité qui est fort simple : aucun parti, aucune organisation fixe, aucun "leader" n'ont inspiré l'idée du premier Soviet. *Celui-ci surgit spontanément, à la suite d'un accord collectif, au sein d'un petit groupement fortuit et de caractère absolument privé.* [3]

Ce que le lecteur trouvera ici, à ce sujet, est tout à fait inédit et constitue un des chapitres les plus inattendus de la "Révolution inconnue". Il est temps que la vérité historique soit reconstituée. Ceci d'autant plus que cette vérité est suffisamment suggestive.

Le lecteur m'excusera d'avoir à parler ici de ma propre personne. Involontairement, j'ai été mêlé de près à la naissance du premier "Soviet des délégués ouvriers", créé à Saint-Pétersbourg, non pas à la fin, mais en *janvier-février 1905*.

Aujourd'hui, je dois être à peu près le seul qui puisse relater et fixer cet épisode historique, à moins que l'un des ouvriers qui prirent part alors à l'action soit encore en vie et à même de le raconter un jour.

Plusieurs fois, déjà, le désir m'a pris de raconter les faits. En parcourant la presse - russe et étrangère - ayant trait aux événements de 1905 et aux Soviets, j'y constatais toujours la même lacune : aucun auteur n'était en état de dire exactement où, quand et comment surgit le premier Soviet ouvrier en Russie. Tout ce qu'on savait, tout ce qu'on sait jusqu'à présent, c'est que ce Soviet naquit à Saint-Pétersbourg, en 1905, et que son premier président fut un clerc d'avoué pétersbourgeois, *Nossar*, plus connu au Soviet sous le nom de *Khroustaleff*. *Mais d'où et comment vint l'idée de ce Soviet ? Par qui fut-elle lancée ? Dans quelles circonstances fut-elle adoptée et réalisée ? Comment et pourquoi Nossar devint-il président ? D'où venait-il, de quel parti était-il ? Quelle a été la composition de ce premier Soviet ? Quelle fut sa première fonction ?* Toutes ces questions, historiquement intéressantes, demeurent encore sans réponse.

Soulignons que cette lacune est compréhensible. *La naissance du premier Soviet fut un événement d'ordre tout à fait privé. Elle eut lieu dans une ambiance très intime, à l'abri de toute publicité, en dehors de toute campagne ou action d'envergure.*

Le lecteur peut obtenir lui-même une preuve indirecte de ce que j'avance. Dans la presse qui traite ce point de la Révolution russe, il trouvera bien le nom de *Nossar-Khroustaleff*, d'ailleurs cité presque incidemment. Mais, il constatera aussitôt cette chose étrange : personne ne dit jamais où ni comment apparut sur la scène cet homme, pourquoi et dans quelles circonstances il devint président du premier Soviet, etc. En ce qui concerne la presse socialiste, elle est même visiblement gênée de devoir parler de Nossar. Elle cite son nom presque à contrecœur. Ne pouvant pas se taire sur le fait historique (ce qu'elle préférerait), elle balbutie sur Nossar et son rôle quelques mots inintelligibles ou inexacts et se hâte de passer à l'activité des Soviets à la fin de 1905, lorsque le président du Soviet de Saint-Pétersbourg devint Léon Trotski.

On comprend aisément cette discrétion, cette gêne et cette hâte. D'abord, ni les historiens, ni les socialistes (y compris Trotski), ni les partis politiques en général, *n'ont jamais rien su de la véritable origine des Soviets*, et il est, certes, gênant de l'avouer. Ensuite, même si les socialistes apprenaient les faits et voulaient en tenir compte, il leur faudrait avouer *qu'ils n'y furent absolument pour rien* et qu'ils surent seulement mettre à profit, beaucoup plus tard, le fait existant. Voilà pourquoi, qu'ils connaissent ou non la vérité, ils essayeront toujours, autant qu'ils le pourront, de glisser sur ce fait et de présenter les choses à leur avantage.

Ce qui m'a empêché, jusqu'à présent, de raconter les faits [4] c'est, avant tout, un sentiment de gêne causé par la nécessité d'avoir à parler de moi-même. D'autre part, je n'ai jamais eu l'occasion de parler des Soviets, dans la "grande presse" à laquelle, d'ailleurs, je ne collabore pas. Le temps a passé sans que je me sois décidé à rompre le silence sur l'origine des Soviets, à combattre les erreurs et les légendes, à dévoiler la vérité.

Une fois pourtant, vivement impressionné par les allusions prétentieuses et mensongères de certains articles de revues, j'allai, il y a plusieurs années, voir M. Melgounoff, éditeur d'une revue historique russe à Paris. Je lui proposai de faire, à titre purement documentaire, le récit exact de la naissance du premier Soviet ouvrier. La proposition n'eut pas de suite : d'une part parce que l'éditeur ne voulut pas accepter a priori ma condition de ne rien changer dans la copie ; d'autre part, parce que je compris que sa revue était loin d'être une publication historique impartiale.

Obligé de parler des Soviets, je révèle les faits tels qu'ils se sont produits. Et si la presse - historique ou autre - s'y intéresse, elle n'a qu'à puiser la vérité ici.

L'année 1904 me trouva absorbé par un intense travail de culture et d'enseignement parmi les ouvriers de Saint-Pétersbourg. Je poursuivais seul ma tâche, d'après une méthode qui m'était propre. Je n'appartenais à aucun parti politique, tout en étant intuitivement révolutionnaire. Je n'avais, d'ailleurs, que 22 ans, et je venais à peine de quitter l'Université.

Vers la fin de l'année, le nombre des ouvriers qui s'instruisaient sous ma conduite dépassait la centaine. Parmi mes élèves se trouvait une jeune femme qui, de même que son mari, adhérait à l'une des "Sections ouvrières" de Gapone. Jusque-là, j'avais à peine entendu parler de Gapone et de ses "sections". Un soir, mon élève m'emmena à la section de notre arrondissement, voulant m'intéresser à cette œuvre et particulièrement à la personne de son animateur. Gapone devait, ce soir-là, assister personnellement à la réunion.

À ce moment, on n'était pas encore fixé sur le véritable rôle de Gapone. Les ouvriers avancés, tout en se méfiant quelque peu de son œuvre - parce qu'elle était légale et émanait du gouvernement - l'expliquaient à leur façon. La conduite assez mystérieuse du prêtre paraissait confirmer leur version. Ils étaient d'avis, notamment, que sous la cuirasse protectrice de la légalité, Gapone préparait en réalité un vaste mouvement révolutionnaire. (Là est une des raisons pour lesquelles beaucoup d'ouvriers se refusèrent plus tard à croire au rôle policier de l'homme. Ce rôle étant définitivement dévoilé, quelques ouvriers, amis intimes de Gapone, se suicidèrent.)

Fin décembre donc, je fis la connaissance de Gapone.

Sa personnalité m'intrigua vivement. De son côté, il parut - ou voulut paraître - s'intéresser à mon œuvre d'éducation.

Il fut entendu que nous nous reverrions pour en reparler d'une façon plus approfondie, et dans ce but Gapone me remit sa carte de visite avec son adresse.

Quelques jours plus tard commença la fameuse grève de l'usine Poutiloff. Et, peu après, exactement le 6 janvier (1905) au soir, mon élève, toute émue, vint me dire que les événements prenaient une tournure exceptionnellenent grave ; que Gapone déclenchait un mouvement formidable des masses ouvrières de la capitale ; qu'il parcourait toutes les sections, haranguant la foule et l'appelant à se rendre le dimanche 9 janvier devant le Palais d'Hiver pour remettre une "pétition" au tzar; qu'il avait déjà rédigé le texte de cette pétition et qu'il allait lire et commenter celle-ci dans notre Section le lendemain soir, 7 janvier.

La nouvelle me parut à peine vraisemblable. Je décidai de passer le lendemain soir à la Section, voulant juger la situation par moi-même.

Le lendemain, je me rendis à la Section. Une foule considérable s'y pressait, remplissant la salle et la rue, malgré le froid intense. Elle était grave et silencieuse. À part les ouvriers, il y avait là beaucoup d'éléments très variés : intellectuels, étudiants, militaires, agents de police petits commerçants du quartier, etc. Il y avait aussi beaucoup de femmes. Aucun service d'ordre.

Je pénétrai dans la salle. On y attendait "le père Gapone" d'une minute à l'autre.

Il ne tarda pas à arriver. Rapidement il se fraya un passage jusqu'à l'estrade à travers une masse compacte d'hommes, tous debout, serrés les uns contre les autres. La salle pouvait en contenir un millier.

Un silence impressionnant se fit. Et aussitôt, sans même se débarrasser de sa vaste pelisse qu'il déboutonna à peine, laissant voir la soutane et la croix de prêtre en argent, son grand bonnet d'hiver enlevé d'un geste brusque et décidé, laissant tomber en désordre ses longs cheveux, Gapone lut et expliqua la pétition à cette foule attentive et frémissante dès les premiers mots.

Malgré sa voix fortement enrouée - depuis quelques jours il se dépensait sans répit - sa parole lente, presque solennelle, mais en même temps simple, chaude et visiblement sincère, allait droit au cœur de tous ces gens qui répondaient en délire à ses adjurations et à ses appels.

L'impression était fascinante. On sentait que quelque chose d'immense, de décisif, allait se produire. Il me souvient que je tremblais d'une émotion extraordinaire pendant tout le temps de la harangue.

Celle-ci à peine terminée, Gapone descendit de l'estrade et partit précipitamment, entouré de quelques fidèles, invitant la foule au dehors à écouter la pétition qui devait être relue par un de ses collaborateurs. Séparé de lui par tout ce monde, le voyant pressé, absorbé, épuisé par un effort surhumain, et entouré d'amis, je ne cherchai pas à l'approcher. D'ailleurs, c'était inutile. J'avais compris que mon élève disait vrai : un formidable mouvement de masses, d'une gravité exceptionnelle, était imminent.

Le jour suivant, 8 janvier, au soir, je me rendis de nouveau à la Section. Je voulais voir ce qui s'y passait. Et surtout je cherchais à prendre contact avec les masses, à me mêler à leur action, à déterminer ma conduite personnelle. Plusieurs de mes élèves m'accompagnaient.

Ce que je trouvai à la Section me dicta mon devoir.

Je vis d'abord, à nouveau, une foule recueillie stationner dans la rue. J'appris qu'à l'intérieur un membre de la Section était en train de lire la "pétition". J'attendis.

Quelques instants après, la porte s'ouvrit bruyamment. Un millier de personnes sortit de la salle. Un autre millier s'y précipita. J'entrai avec les autres.

Aussitôt la porte refermée, un ouvrier gaponiste assis sur l'estrade commença à donner connaissance de la pétition.

Hélas ! C'était lamentable. D'une voix faible et monotone, sans entrain, sans la moindre explication ni conclusion, l'homme marmottait le texte devant une masse attentive et anxieuse. Dix minutes lui suffirent pour terminer son endormante lecture. Après la salle fut vidée pour recevoir un nouveau millier d'hommes.

Rapidement je consultai mes amis. Notre décision fut prise. Je me précipitai vers l'estrade. Jusqu'à ce jour, je n'avais jamais parlé devant les masses. Mais je n'hésitai pas. Il fallait à tout prix changer la façon de renseigner et de soulever le peuple.

Je m'approchai de l'ouvrier qui s'apprêtait à reprendre sa besogne. "Vous devez être joliment fatigué, lui dis-je. Laissez-moi vous remplacer..." L'homme me regarda surpris, interloqué. Il me voyait pour la première fois. "N'ayez pas peur, continuai-je : Je suis un ami de Gapone. En voici la preuve..." Et je lui tendis la carte de visite de ce dernier. Mes amis appuyèrent l'offre.

L'homme finit par acquiescer. Il se leva, me remit la pétition et se retira.

Aussitôt je commençai la lecture, puis continuai par l'interprétation du document en soulignant surtout les passages essentiels : protestations et revendications, en insistant tout particulièrement sur la certitude d'un refus de la part du tzar.

Je lus ainsi la pétition plusieurs fois, jusqu'à une heure très avancée de la nuit. Et je couchai à la Section, avec des amis, sur des tables rapprochées les unes des autres.

Le lendemain matin - le fameux 9 janvier - je dus lire la pétition une ou deux fois encore. Ensuite nous sortîmes dans la rue. Une foule énorme nous y attendait, prête à se mettre en mouvement au premier signe. Vers 9 heures, mes amis et moi ayant formé, bras dessus, bras dessous, les trois premiers rangs, nous invitâmes la masse à nous suivre et nous nous dirigeâmes vers le Palais. La foule s'ébranla et nous suivit en rangs serrés.

Inutile de dire que nous ne parvînmes pas à la place du Palais. Obligés de traverser la Néva, nous nous heurtâmes aux abords du pont dit "Troïsky" à un barrage de troupes. Après quelques sommations sans effet, on tira sur nous à plusieurs reprises. À la deuxième salve, particulièrement meurtrière, la foule s'arrêta et se dispersa, laissant sur le terrain une trentaine de morts et une soixantaine de blessés. Il faut dire cependant que beaucoup de soldats tirèrent en l'air; de nombreuses vitres, aux étages supérieurs des maisons faisant face aux troupes, volèrent en éclats sous le choc des balles.

Quelques jours passèrent. La grève restait quasi générale à Saint-Pétersbourg.

Il est à souligner que cette vaste grève avait surgi spontanément. Elle ne fut déclenchée par aucun parti politique, par aucun organisme syndical (à l'époque, il n'y en avait pas en Russie), ni même par un comité de grève. De leur propre chef, et dans un élan tout à fait libre, les masses ouvrières abandonnèrent usines et chantiers. Les partis politiques ne surent même pas profiter de l'occasion pour s'emparer, selon leur habitude, du mouvement. Ils restèrent complètement à l'écart.

Cependant, la troublante question se posa aussitôt devant les ouvriers : Que faire maintenant ?

La misère frappait à la porte des grévistes. Il fallait y faire face sans délai. D'autre part, on se demandait, partout, de quelle façon les ouvriers devraient et pourraient continuer la lutte. Les "Sections", privées de leur chef, se trouvaient désemparées et à peu près impuissantes. Les partis politiques ne donnaient pas signe de vie. Pourtant, la nécessité d'un organisme qui coordonnerait et mènerait l'action se faisait sentir impérieusement.

Je ne sais pas comment ces problèmes étaient envisagés et résolus dans divers quartiers de la capitale. Peut-être, certaines "Sections" surent-elles au moins venir matériellement en aide aux grévistes de leurs régions. Quant au quartier où j'habitais, les événements y prirent une tournure particulière. Et, comme le lecteur le verra, *ils conduisirent plus tard à une action généralisée.*

Tous les jours, des réunions d'une quarantaine d'ouvriers de mon quartier avaient lieu chez moi. La police, momentanément, nous laissait tranquilles. Depuis les derniers événements elle gardait une neutralité mystérieuse. Nous mettions cette neutralité à profit. Nous cherchions des moyens d'agir. Nous étions à la veille de prendre certaines décisions. Mes élèves décidèrent, d'accord avec moi, de liquider notre organisation d'études, d'adhérer, individuellement, à des partis révolutionnaires et de passer ainsi à l'action. Car, tous, nous considérions les événements comme des prémices d'une révolution imminente. Un soir - une huitaine de jours après le 9 janvier - on frappa à la porte de ma chambre. J'étais seul. Un homme entra : jeune, de grande taille, d'allure franche et sympathique.

- Vous êtes un tel ? - me demanda-t-il. Et, sur mon geste affirmatif, il continua :

- Je vous cherche depuis quelque temps déjà. Enfin, hier, j'ai appris votre adresse. Moi, je suis Georges Nossar, clerc d'avoué. Je passe tout de suite à l'objet de ma visite. Voici de quoi il s'agit. J'ai assisté, le 8 janvier, à votre lecture de la "Pétition". J'ai vu que vous aviez beaucoup d'amis, beaucoup de relations dans les milieux ouvriers. Et il me semble que vous n'appartenez à aucun parti politique.

- C'est exact !

- Alors, voici. Je n'adhère, moi non plus, à aucun parti, car je me méfie. Mais, personnellement, je suis révolutionnaire, je sympathise avec le mouvement ouvrier. Or, jusqu'à présent, je n'ai pas une seule connaissance parmi les ouvriers. Par contre, j'ai de vastes relations dans les milieux bourgeois libéraux, oppositionnels. Alors, j'ai une idée. Je sais que des milliers d'ouvriers, leurs femmes et leurs enfants, subissent déjà des privations terribles du fait de la grève. Et, d'autre part, je connais de riches bourgeois qui ne demandent pas mieux que de porter secours à ces malheureux. Bref, je pourrais collecter, pour les grévistes, des fonds assez importants. Il s'agit de les distribuer d'une façon organisée, juste, utile. Pour cela, il faut avoir des relations dans la masse ouvrière. J'ai pensé à vous. Ne pourriez-vous pas, d'accord avec vos meilleurs amis ouvriers, vous charger de recevoir et de distribuer parmi les grévistes et les familles des victimes du 9 janvier les sommes que je vous procurerais ?

J'acceptai d'emblée. Au nombre de mes amis se trouvait un ouvrier qui pouvait disposer de la camionnette de son patron pour aller visiter les grévistes et distribuer les secours.

Le lendemain soir, je réunis mes amis. Nossar était là. Il nous apportait déjà quelques milliers de roubles. Notre action commença tout de suite.

Pendant quelque temps, nos journées furent entièrement absorbées par cette besogne. Le soir je recevais des mains de Nossar, contre reçu, les fonds nécessaires et dressais le programme de mes visites. Et le lendemain, aidé par mes amis, je distribuais l'argent aux grévistes. Nossar lia ainsi amitié avec les ouvriers qui venaient me voir.

Cependant, la grève tirait à sa fin. Tous les jours des ouvriers reprenaient le travail. En même temps, les fonds s'épuisaient.

Alors apparut de nouveau la grave question : *Que faire ? Comment poursuivre l'action ? Et que pourrait-elle être maintenant ?*

La perspective de nous séparer à jamais, sans tenter de continuer une activité commune, nous paraissait pénible et absurde. La décision que nous avons prise : adhérer individuellement à un parti de notre choix, ne nous satisfaisait pas. Nous cherchions autre chose.

Habituellement, Nossar participait à nos discussions.

C'est alors qu'un soir où, comme d'habitude, il y avait chez moi plusieurs ouvriers - et que Nossar était des nôtres - l'idée surgit parmi nous de créer un organisme ouvrier permanent : une sorte de comité ou plutôt de conseil qui veillerait sur la suite des événements, servirait de lien entre tous les ouvriers, les renseignerait sur la situation et pourrait, le cas échéant, rallier autour de lui les forces ouvrières révolutionnaires.

Je ne me rappelle pas exactement comment cette idée nous vint. Mais je crois me souvenir que ce furent les ouvriers eux-mêmes qui l'avancèrent.

Le mot *Soviet* qui, en russe, signifie précisément conseil, fut prononcé pour la première fois dans ce sens spécifique.

En somme, il s'agissait, dans cette première ébauche, d'une sorte de *permanence ouvrière sociale*.

L'idée fut adoptée. Séance tenante, on essaya de fixer les bases d'organisation et de fonctionnement de ce "Soviet".

Alors, rapidement, le projet prit de l'envergure.

On décida de mettre les ouvriers de toutes les grandes usines de la capitale au courant de la nouvelle création et de procéder, toujours dans l'intimité, aux élections des membres de cet organisme qu'on appela, pour la première fois, *Conseil (Soviet) des délégués ouvriers*.

En même temps, on posa une autre question : Qui dirigera les travaux du Soviet ? Qui sera placé à sa tête pour le guider ?

Les ouvriers présents, sans hésitation, me proposèrent ce poste.

Très touché par leur confiance, je déclinai néanmoins catégoriquement leur offre. Je dis à mes amis : "Vous êtes des *ouvriers*. Vous voulez créer un organisme qui devra s'occuper de vos intérêts *ouvriers*. Apprenez donc, dès le début, à mener vos affaires *vous-mêmes*. Ne confiez pas vos destinées à ceux qui ne sont pas des vôtres. Ne vous imposez pas de nouveaux maîtres ; ils finiront par vous dominer et vous trahir. Je suis persuadé qu'en ce qui concerne vos luttes et votre émancipation, personne, en dehors de vous-mêmes, ne pourra jamais aboutir à un vrai résultat. *Pour vous, au-dessus de vous, à la place de*

vous-mêmes, personne ne fera jamais rien. Vous devez trouver votre président, votre secrétaire et les membres de votre commission administrative *dans vos propres rangs*. Si vous avez besoin de renseignements, d'éclaircissements, de certaines connaissances spéciales, de conseils, bref, d'une aide intellectuelle et morale qui relève d'une instruction approfondie, vous pouvez vous adresser à des intellectuels, à des gens instruits qui devront être heureux non pas de vous mener en maîtres, mais de vous apporter leur concours sans se mêler à vos organisations. Il est de leur devoir de vous prêter ce concours, car ce n'est pas de votre faute si l'instruction indispensable vous fait défaut. Ces amis intellectuels pourront même assister à vos réunions - avec voix consultative, sans plus."

J'y ajoutai une autre objection : "Comment voulez-vous, dis-je, que je sois membre de votre organisation, n'étant pas ouvrier ? De quelle façon pourrais-je y pénétrer ?"

À cette dernière question, il me fut répondu que rien ne serait plus facile : on me procurerait une carte d'ouvrier et je ferais partie de l'organisation sous un nom d'emprunt.

Je m'élevai vigoureusement contre un tel procédé. Je le jugeai non seulement indigne de moi-même et des ouvriers, mais dangereux, néfaste. "Dans un mouvement ouvrier, dis-je, tout doit être franc, droit, sincère."

Malgré mes suggestions, les amis ne se sentirent pas assez forts pour pouvoir se passer d'un "guide". Ils offrirent donc le poste de président à Nossar. Celui-ci, n'ayant pas les mêmes scrupules que moi, l'accepta.

Quelques jours plus tard, on lui procurait une carte ouvrière au nom de *Khroustaleff*, délégué d'une usine. Bientôt les délégués de plusieurs usines de Saint-Petersbourg tinrent leur première réunion.

Nossar-Khroustaleff en fut nommé président.

Du même coup, il devenait président de l'organisation : poste qu'il conserva par la suite, jusqu'à son arrestation.

Le premier Soviet était né.

Quelque temps après, le Soviet de Saint-Petersbourg fut complété par d'autres délégués d'usines. Leur nombre devint imposant.

Pendant plusieurs semaines le Soviet siégea assez régulièrement, tantôt ouvertement, tantôt en cachette. Il publiait une feuille d'informations ouvrières : *Les Nouvelles (Izvestia) du Soviet des délégués ouvriers*. En même temps, il dirigeait le mouvement ouvrier de la capitale. Nossar alla, un moment, à la "Commission Chidlovsky", citée plus haut, comme délégué de ce premier Soviet. Désillusionné, il la quitta.

Un peu plus tard, poursuivi par le gouvernement, ce premier Soviet dut cesser presque totalement ses réunions.

Lors du mouvement révolutionnaire d'*octobre* 1905, le Soviet, entièrement réorganisé, reprit ses réunions publiques. C'est depuis ce moment-là que son existence fut largement connue. Et c'est ainsi que s'explique, en partie, l'erreur courante concernant ses origines. Nul ne pouvait savoir ce qui s'était passé dans l'intimité d'une chambre privée. Nossar - le lecteur trouvera ailleurs quelques mots sur son sort personnel - n'en a, probablement, jamais parlé à personne. De toute façon, pour autant que je sache, il n'a jamais raconté ces faits publiquement. Et quant aux ouvriers au courant de l'affaire, pas un n'eut, certainement, l'idée de la communiquer à la presse [5].

Le parti social-démocrate finit par réussir à pénétrer dans ce Soviet et à s'y emparer d'un poste important. Le social-démocrate Trotski, le futur commissaire bolchevique, y entra et s'en fit nommer secrétaire. Par la suite, lorsque Khroustaleff-Nossar fut arrêté, Trotski en devint président.

L'exemple donné par les travailleurs de la capitale en janvier 1905 fut suivi par ceux de plusieurs autres villes. Des Soviets ouvriers furent créés çà et là. Toutefois, leur existence - à l'époque - fut éphémère : ils furent vite repérés et supprimés par les autorités locales.

Par contre - nous l'avons vu - le Soviet de Saint-Petersbourg se maintint pendant quelque temps. Le gouvernement central, en très mauvaise posture après le 9 janvier et surtout à la suite des revers cruels dans sa guerre avec le Japon, n'osa y toucher. Il se borna, pour l'instant, à l'arrestation de Nossar.

D'ailleurs, la grève de janvier s'était éteinte d'elle-même : à défaut d'un mouvement de plus vaste envergure, l'activité de ce premier Soviet dut être réduite bientôt à des tâches insignifiantes.

Tout à la fin de 1905, le Soviet de Saint-Pétersbourg fut supprimé à son tour. À ce moment-là, le gouvernement tsariste reprit pied, "liquida" les derniers vestiges du mouvement révolutionnaire de 1905, arrêta Trotski ainsi que des centaines de révolutionnaires, et brisa toutes les organisations politiques de gauche.

Le Soviet de Saint-Pétersbourg (devenu Petrograd) réapparut lors de la Révolution décisive de février-mars 1917, en même temps que se créèrent des Soviets dans toutes les villes et localités importantes du pays.

2.3 La guerre malheureuse ; la victoire d'une grève révolutionnaire

2.3.1 Effets foudroyants des graves défaites dans la guerre russo-japonaise. - Effervescence dans tous les milieux de la société. - Les "libertés" prises d'assaut. - Agitation dans l'armée et la marine.

Les vagues soulevées par les événements de janvier 1905 n'allaient pas se calmer de sitôt. Cette fois le pays tout entier fut secoué.

D'autre part, depuis le printemps 1905, la situation générale du tsarisme devenait de plus en plus difficile. La raison principale en était l'échec cuisant éprouvé par la Russie tsariste dans la guerre contre le Japon. Cette guerre - commencée en février 1904 avec beaucoup d'orgueil et, pour une bonne part, dans le but de réchauffer les sentiments nationaux, patriotiques et monarchistes - était irrémédiablement perdue. L'armée et la flotte russes furent battues à plate couture.

L'opinion publique imputait ouvertement la défaite à l'incapacité des autorités et à la pourriture du régime. Non seulement les masses ouvrières, mais aussi tous les milieux de la société, furent rapidement gagnés par une colère et un esprit de révolte qui s'aggravaient de jour en jour. L'effet des défaites - elles se suivaient sans arrêt - fut foudroyant. Bientôt, les passions se déchaînèrent ; l'indignation ne connut plus de bornes ; l'effervescence devint générale.

Le gouvernement, conscient de sa défaite, se taisait.

Profitant de la situation, les milieux libéraux et révolutionnaires ouvrirent une campagne violente contre le régime. Sans en demander l'autorisation, la presse et la parole devinrent libres. Ce fut une véritable prise d'assaut des "libertés politiques". Les journaux de toutes tendances, même révolutionnaires, paraissaient et se vendaient librement, sans censure ni contrôle. Le gouvernement et le système entier y étaient vigoureusement critiqués.

Les timides libéraux eux-mêmes passèrent à l'action : ils fondèrent de nombreuses unions professionnelles, l'"Union des Unions" (sorte de Comité central dirigeant l'activité de toutes les unions), la secrète "Union de la Libération"(organisme politique). D'autre part, ils procédèrent en hâte à l'organisation formelle d'un parti politique dit "Parti constitutionnel-démocrate". Le gouvernement fut contraint de tolérer tout cela, comme il avait déjà toléré la grève de janvier, les délibérations du Soviet, etc.

Les attentats politiques se succédaient à une cadence accélérée.

De violentes démonstrations, voire de graves émeutes éclataient dans différentes villes. En certains endroits des barricades firent leur apparition.

En maintes provinces, les paysans se soulevaient, déchaînant de véritables "jacqueries", brûlant les châteaux, s'emparant des terres, chassant et même assassinant les propriétaires. D'autre part, on créa l'*Union des Paysans* dont le programme était socialiste.

Les ennemis du régime devenaient trop nombreux, trop audacieux. Et - surtout - ils avaient raison.

La défaite militaire du gouvernement et sa pénible situation "morale" n'expliquaient pas tout. Mais pour ces raisons, précisément, il lui manquait le moyen le plus important pour combattre ce mouvement : l'argent. Les pourparlers menés à l'étranger - en France notamment - en vue d'un emprunt traînaient en longueur, faute de confiance.

L'été et l'automne 1905 apportèrent des troubles graves dans l'armée et dans la marine. La révolte et l'épopée très connues du cuirassé *Prince-Potemkine*, une des meilleures unités de la flotte de la mer Noire, en fut l'épisode le plus saillant. Le dernier rempart des régimes déchus : la force armée, était entamé.

Cette fois, le pays entier se dressait, de plus en plus résolument, contre le tsarisme.

En août 1905, cédant à certaines instances, l'empereur se décida, enfin, à reconnaître, *post factum* - et, cela va de soi, hypocritement - certaines "libertés". Il promit aussi de faire convoquer une sorte d'Assemblée nationale représentative ("Douma"), aux droits très limités et selon un système électoral fort restreint. Le ministre de l'Intérieur, Boulyguine, fut chargé de la préparer et de la réaliser. Mais ce pas bien timide, tardif et manifestement hypocrite, ne satisfait personne. L'agitation et les troubles continuèrent et cette "Douma" dite "Douma de Boulyguine", ne vit jamais le jour. Boulyguine finit par être "démissionné" (fin août) et remplacé par Witte, ce dernier ayant réussi à convaincre Nicolas II d'accepter des concessions plus sérieuses.

2.3.2 La grève générale d'octobre. - Le gouvernement perd pied. - Le manifeste du 17 octobre et ses effets.

En attendant, l'inactivité et l'impuissance avouées du gouvernement enhardirent les forces de l'opposition et de la Révolution. Dès le début d'octobre, on parla d'une grève générale du pays comme prélude d'une révolution décisive.

Cette grève du pays entier - grève formidable, unique dans l'histoire moderne - eut lieu à mi-octobre. Elle fut moins spontanée que celle de janvier. Envisagée de longue date, préparée d'avance, elle fut organisée par le Soviet, l' "Union des Unions" et, surtout, par de nombreux comités de grève. Usines, chantiers, ateliers, magasins, banques, administrations, chemins de fer et toutes les voies de communication, postes et télégraphes - tout, absolument tout s'arrêta net. La vie du pays fut suspendue. Le gouvernement perdit pied et céda. Le 17 octobre (1905), le tzar lança un manifeste - le fameux "Manifeste du 17 octobre" - où il déclarait solennellement avoir pris la décision d'octroyer à ses "chers et fidèles sujets" toutes les libertés politiques et de convoquer, le plus rapidement possible, une sorte d'États Généraux : "*la Douma d'État*". (Le terme *Douma* fut emprunté aux siècles lointains où l'on appelait *Doumaboyarskaïa* un genre de Conseil d'État ou de Chambre des Nobles (*Boyards*) : institution appelée à aider le tzar dans ses fonctions. Plus tard, aux XVIe et XVIIe siècles, on appelait *Zemskaja Douma* des assemblées qui réunissaient des représentants de diverses classes : assemblées comparables aux États Généraux de l'ancienne monarchie française. Enfin, à l'époque dont nous parlons, "*Gorodskaja Douma*" signifiait : Conseil municipal de la ville, "gorode" signifiant "ville". Le mot lui-même : "douma" signifie "pensée".) Selon le Manifeste, cette *Douma* était appelée à aider le gouvernement.

C'était, enfin, la nébuleuse promesse d'un vague régime constitutionnel. Certains milieux la prirent au sérieux. Un parti "octobriste" se créa aussitôt, déclarant accepter, appliquer et défendre les réformes annoncées par le Manifeste.

En réalité, cet acte du gouvernement et du tzar poursuivait deux buts n'ayant rien de commun avec une "constitution" :

1. Produire un effet à l'étranger ; donner l'impression que la Révolution était terminée et que le gouvernement redevenait maître de la situation ; influencer avantageusement l'opinion publique, particulièrement celle des milieux financiers français, afin de ranimer le projet d'emprunt ;
2. Tromper les masses, les calmer, barrer la route à la Révolution.

Les deux buts furent atteints. La grève cessa, l'élan révolutionnaire fut brisé. L'impression à l'étranger fut tout à fait favorable. On y comprit que, malgré tout, le gouvernement du tzar était encore suffisamment fort pour mater la Révolution. L'emprunt était assuré.

Il va de soi que les partis révolutionnaires ne furent pas dupes de l'entreprise. Ils virent nettement dans le "Manifeste" une simple manœuvre politique et commencèrent aussitôt à l'expliquer aux masses laborieuses. D'ailleurs, celles-ci ne manifestèrent pas non plus une confiance excessive. La grève cessa, certes, *comme si* l'on avait obtenu satisfaction, *comme si* l'on avait confiance. Mais ce fait révéla tout simplement le manque de souffle de la Révolution et signifia qu'elle ne pouvait pas encore aller plus loin. Aucune expression d'une satisfaction réelle ne se fit jour. La population ne se hâtait nullement de faire usage de ses "nouveaux droits", sentant intuitivement la duperie. On en eut immédiatement la preuve. Dans quelques villes, des manifestations publiques pacifiques ; organisées pour fêter "la

victoire" et le "nouveau régime" promis par le tzar, furent dispersées par la police et suivies de pogromes juifs... en dépit du "Manifeste" collé aux murs.

2.4 L'échec de la Révolution ; le bilan de la secousse

2.4.1 La révolution est enrayée. - La "Douma". - Les partis politiques. - Le contact entre les milieux avancés et les masses s'établit. - Le " paradoxe russe " commence à s'évanouir.

Vers la fin de l'année 1905, la bourgeoisie française se décida et la haute finance accorda l'emprunt. Cette " transfusion de sang " sauva le moribond : le régime tzariste.

D'autre part, le gouvernement réussit à mettre fin à la guerre par une paix qui ne fut pas trop humiliante. Dès lors, la réaction reprit pied. Faisant miroiter aux yeux du peuple les futurs bienfaits, elle combattit et enraya la Révolution.

Du reste, celle-ci s'évanouissait d'elle-même. La grève d'octobre marqua son suprême effort, son point culminant. Maintenant elle avait besoin, au moins, de " souffler ", de faire une " pause ". Tout au plus, elle pouvait compter rebondir plus tard, peut-être sous l'impulsion d'une Douma de gauche.

En attendant, les libertés, prises d'assaut et promises *post-factum* par le tzar dans son Manifeste, furent carrément supprimées. Le gouvernement réinterdit la presse révolutionnaire, rétablit la censure, procéda à des arrestations en masse, liquida toutes les organisations ouvrières ou révolutionnaires qui lui tombèrent sous la main, supprima le Soviet, jeta en prison Nossar et Trotski et dépêcha des troupes dans le but d'épurer et d'infliger des châtiments exemplaires dans les régions où des troubles sérieux avaient eu lieu. Les effectifs militaires et policiers furent renforcés un peu partout.

En fin de compte, il ne resta qu'une seule chose à laquelle le gouvernement n'osa toucher : la *Douma*, dont la convocation était proche.

Cependant, la Révolution eut encore deux sursauts vigoureux, en réponse au raidissement de la réaction. Le premier fut une nouvelle révolte dans la flotte de la mer Noire, sous la conduite du lieutenant Schmidt. La sédition fut réprimée et Schmidt passé par les armes.

Le second épisode fut l'insurrection armée des ouvriers de Moscou, en décembre 1905. Elle tint tête aux forces gouvernementales pendant plusieurs jours.

Pour en venir à bout, le gouvernement dut amener des troupes de Saint-Pétersbourg et recourir à l'artillerie.

Au moment même de cette insurrection, on tenta de provoquer une nouvelle grève générale du pays. Si cette grève avait réussi, l'insurrection aurait pu vaincre. Or, cette fois bien que l'organisation préalable fût pareille à celle d'octobre, l'élan nécessaire manqua. La grève ne fut pas générale. Le service des postes fonctionna. Les chemins de fer aussi. Le gouvernement put transporter ses troupes et resta partout maître de la situation. Incontestablement, la Révolution était essoufflée.

Ainsi, à la fin de 1905, la tempête s'était apaisée, sans avoir renversé l'obstacle.

Mais elle accomplit une œuvre importante, indispensable : elle balaya et prépara le terrain. Elle laissa des traces ineffaçables, aussi bien dans la vie du pays que dans la mentalité de la population.

Voyons quel fut le " bilan " définitif de la secousse.

Que trouvons-nous à l' " actif " du compte ?

Dans le domaine concret, il y avait, tout d'abord, la *Douma*.

Momentanément, le gouvernement se vit obligé d'élaborer, pour la Douma, une loi électorale assez large afin d'éviter des déceptions trop amères et trop rapides. Il ne se sentait pas encore tout à fait d'aplomb : lui aussi, il devait " souffler " et faire la " pause ".

La population entière mettait dans la Douma les plus grands espoirs. Les élections, fixées au printemps de 1906, suscitèrent dans le pays une activité fébrile. Tous les partis politiques y prirent part.

La situation créée par cet état de choses était assez paradoxale. Tandis que les partis de gauche déployaient maintenant leur propagande électorale ouvertement, légalement (le gouvernement ne pouvait la gêner autrement que par des règlements complémentaires à la loi et par des embûches sournoises), les prisons regorgeaient de membres des mêmes partis, arrêtés lors de la liquidation du mouvement ; la presse et la parole restaient muselées ; les organisations ouvrières demeuraient interdites.

Ce paradoxe n'était qu'apparent. Il s'explique facilement. Et cette explication nous permettra de comprendre de quelle façon le gouvernement envisageait le fonctionnement de la Douma.

En dépit d'une certaine liberté qu'il dut accorder à ses sujets en raison des élections, le gouvernement était, naturellement, loin d'interpréter la Douma comme une institution appelée à se dresser contre l'absolutisme. Selon lui, la Douma ne devait être qu'un organe auxiliaire purement consultatif et subordonné, bon à assister les autorités dans certaines de leurs tâches. Tout en étant obligé de tolérer quelque agitation électorale des partis de gauche, le gouvernement était bien décidé à l'avance de ne la permettre que dans une certaine mesure et de réagir contre toute tentative des partis des électeurs ou de la Douma elle-même de prendre une attitude frondeuse. Il était donc parfaitement logique que la Douma n'ayant, à ses yeux, rien de commun avec la Révolution, le gouvernement gardât les révolutionnaires en prison.

Un autre fait concret, entièrement nouveau dans la vie russe, fut, précisément, la formation et l'activité légales - ne fût-ce que dans une certaine mesure - de différents partis politiques.

Jusqu'aux événements de 1905, il n'y avait, dans le pays que deux partis politiques, tous deux clandestins et plutôt révolutionnaires que véritablement " politiques ". C'étaient : le Parti social-démocrate et le Parti socialiste-révolutionnaire.

Le manifeste du 17 octobre, les quelques libertés admises à sa suite en vue de la campagne électorale, et, surtout, cette campagne elle-même, firent naître aussitôt une nichée de partis politiques légaux et semi-légaux.

Les monarchistes invétérés créèrent l' " Union du Peuple russe " : parti ultraréactionnaire et " pogromiste " dont le " programme " portait la suppression de toutes les " faveurs promises sous la contrainte de criminelles émeutes " y compris la Douma, et l'effacement total des dernières traces des événements de 1905.

Les éléments moins farouchement réactionnaires : la plupart des hauts fonctionnaires, gros industriels, banquiers, propriétaires, commerçants, agrariens, etc., se groupèrent autour du " Parti octobriste " (dit " Union du 17 Octobre ") dont nous avons déjà parlé.

Le poids politique de ces deux partis de droite était insignifiant. Ils étaient plutôt la risée du pays.

La majorité des classes aisées et moyennes, ainsi que des intellectuels " de marque " s'organisèrent définitivement en un grand parti politique du centre, dont la droite se rapprochait des " octobristes " et dont la gauche allait jusqu'à afficher des tendances républicaines. Le gros du parti élaborait le programme d'un système constitutionnel mettant fin à l'absolutisme : on conserverait le monarque, mais on limiterait sérieusement son pouvoir. Le parti prit le nom de " Parti constitutionnel-démocrate " (en abrégé : parti " Cadet "). Il portait aussi un autre titre : " Parti de la Liberté du Peuple ". Ses leaders se recrutaient surtout parmi les gros bonnets municipaux, les avocats, les médecins, les personnes exerçant des professions libérales, les universitaires. Très influent et bien placé, disposant de fonds considérables ; ce parti déploya dès sa création une activité étendue et énergique.

À l'extrême-gauche se trouvaient : le " Parti social-démocrate " (dont l'activité électorale était, nous l'avons dit, à peu près ouverte et légale, malgré son programme nettement républicain et sa tactique révolutionnaire) et, enfin, le " Parti socialiste-révolutionnaire " (son programme et sa tactique différaient peu - le problème agraire à part - de ceux du Parti social-démocrate) qui, à l'époque de la Douma et afin de pouvoir agir sans entraves, menait les campagnes électorales et présentait ses candidats sous le nom de " Parti Travailliste " (qui devint par la suite un parti distinct). Il va de soi que ces deux derniers partis représentaient surtout les masses ouvrières et paysannes ainsi que la vaste couche des travailleurs intellectuels.

Il est indispensable de fournir ici quelques précisions sur les programmes et l'idéologie de ces partis.

En dehors de la question politique, le point le plus important des programmes de tous les partis était, incontestablement, le *problème agraire*. Sa solution efficace s'imposait de toute urgence. En effet, l'augmentation de la population paysanne était si rapide que les lots de terrain concédés aux paysans affranchis en 1861, insuffisants même à cette époque, se réduisirent en un quart de siècle, par suite d'un morcellement continu, à des lopins de famine. " On ne sait même plus où faire courir un poussin ",

disaient les paysans. L'immense population des champs attendait de plus en plus impatientement une solution juste et effective de ce problème. Tous les partis se rendaient compte de son importance.

Pour le moment, trois solutions se présentaient, à savoir :

1. Le parti constitutionnel-démocrate proposait l'augmentation des lots par une aliénation d'une partie des grandes propriétés privées et de celles de l'État : aliénation devant être dédommée graduellement par les paysans, avec l'aide de l'État, selon une estimation officielle et " juste ".
2. Le parti social-démocrate préconisait une aliénation pure et simple, sans dédommagement, des terres indispensables aux paysans. Ces terres constitueraient un fonds national distribuable au fur et à mesure des besoins (" nationalisation " ou " municipalisation " des terres).
3. Enfin, le parti socialiste-révolutionnaire présentait la solution la plus radicale : confiscation immédiate et totale des terres en propriété privée ; suppression immédiate de toute propriété foncière (privée ou d'État), mise de toutes les terres à la disposition des collectivités paysannes, sous le contrôle de l'État (" socialisation " des terres).

Avant d'aborder toute autre question, la Douma avait à se préoccuper de ce problème urgent et compliqué.

Quelques mots encore sur *l'idéologie générale* des deux partis d'extrême-gauche (social-démocrate et socialiste-révolutionnaire) à cette époque.

Déjà vers 1900, une importante divergence de vues se manifesta au sein du Parti social-démocrate russe. Une partie de ses membres, se cramponnant au " programme minimum ", estimait que la Révolution russe, imminente, serait une révolution bourgeoise, assez modérée dans ses résultats. Ces socialistes ne croyaient pas à la possibilité de passer d'un bond, de la monarchie " féodale " au régime socialiste. Une république démocratique *bourgeoise*, ouvrant les portes à une rapide évolution capitaliste qui jetterait les bases du futur socialisme, telle était leur idée fondamentale. Une " révolution sociale " en Russie était, à leur avis, chose impossible pour l'instant.

De nombreux membres du parti étaient, cependant, d'un autre avis. Pour eux, la Révolution prochaine avait déjà toutes les chances de devenir une " Révolution Sociale " avec ses conséquences logiques. Ces socialistes renonçaient au " programme minimum " et se préparaient à la conquête du pouvoir par le parti et à la lutte *immédiate et décisive contre le capitalisme*.

Les leaders du premier courant étaient : Plékhanoff, Martoff et autres. Le grand inspirateur du second fut Lénine.

La scission définitive entre les deux camps eut lieu en 1903, au Congrès de Londres. Les sociaux-démocrates de tendance léniniste s'y trouvèrent en majorité. " Majorité " se disant en russe *bolchinstvo*, on appela les partisans de cette tendance *bolchéviki* (en français : *majoritaires*). " Minorité " se disant *monchinstvo*, on dénomma les autres : *menchéviki* (en français : *minoritaires*). Et quant aux tendances elles-mêmes, l'une reçut le nom de *bolchevisme* (tendance de la majorité), l'autre celui de *menchévisme* (tendance de la minorité).

Après leur victoire de 1917, les " bolchéviki " se constituèrent en " Parti Communiste ", tandis que les " menchéviki " conservèrent seuls le titre de " Parti social-démocrate ". Le Parti Communiste au pouvoir déclara le " menchévisme " contre-révolutionnaire et l'écrasa.

En ce qui concerne le Parti socialiste-révolutionnaire, il se divisa aussi en deux partis distincts : celui des socialistes révolutionnaires " de droite ", qui, à l'instar des " menchéviki ", affirmait la nécessité de passer, avant tout, par une république démocratique bourgeoise, et celui des socialistes révolutionnaires " de gauche ", qui prétendait parallèlement au bolchevisme, que la Révolution devait être poussée le plus loin possible, éventuellement jusqu'à la suppression immédiate du régime capitaliste et à l'instauration du socialisme (sorte de République sociale).

(En 1917, les bolcheviks au pouvoir écrasèrent les socialistes-révolutionnaires de droite comme contre-révolutionnaires. Quant aux socialistes-révolutionnaires de gauche, le gouvernement bolcheviste, d'abord, collabora avec eux. Plus tard, de graves dissensions s'étant élevées entre les deux partis, les bolcheviks rompèrent avec leurs alliés. Finalement, ils les mirent hors la loi et les anéantirent.)

Lors de la Révolution de 1905, l'influence pratique de ces deux courants dissidents (le bolchevisme et le socialisme révolutionnaire de gauche) fut insignifiante.

Pour compléter l'exposé des divers courants d'idées qui se manifestèrent lors de cette Révolution, signalons que le Parti socialiste-révolutionnaire donna naissance, vers la même époque, à une troisième tendance qui, s'étant détachée du Parti, adopta l'idée de devoir supprimer, dans la Révolution en cours, non seulement l'État bourgeois, mais *tout État en général* (en tant qu'institution politique). Ce courant d'idées était connu en Russie sous le nom de *maximalisme*, car ses partisans, ayant rejeté le programme minimum, rompirent même avec les socialistes-révolutionnaires de gauche et proclamèrent la nécessité de lutter immédiatement pour la réalisation totale du programme *maximum*, c'est-à-dire pour le socialisme intégral, édifié sur une base apolitique.

Les " maximalistes " ne formaient donc pas un parti politique. Ils créèrent l'" Union des socialistes-révolutionnaires maximalistes ". Cette " Union " édita quelques brochures exposant son point de vue. Elle publia aussi quelques périodiques, de brève durée. Ses membres furent, d'ailleurs, peu nombreux. Son influence fut presque nulle. Elle développa surtout une forte activité terroriste. Mais elle prit part à toutes les luttes révolutionnaires et plusieurs de ses membres périrent en véritables héros.

Par l'ensemble de leurs idées, les maximalistes se rapprochaient beaucoup de l'anarchisme. En effet, le maximalisme ne suivait pas aveuglément les " marxistes " ; il niait l'utilité des partis politiques ; il critiquait vigoureusement l'État, l'autorité politique. Toutefois, il n'osa pas y renoncer immédiatement et totalement. Il estimait impossible de passer tout de suite à une société intégralement " anarchiste ". (Il faisait donc une distinction entre le " socialisme intégral " et l'anarchisme.) En attendant, il prêchait une " République des travailleurs " où les éléments d'État et d'autorité seraient " réduits au minimum ", ce qui permettrait, d'après le maximalisme, leur rapide extinction. Le maintien " provisoire " de l'État et de l'autorité séparait le maximalisme de l'anarchisme.

(Comme tous les courants d'idées en désaccord avec le bolchevisme, le maximalisme a été étouffé par ce dernier lors de la révolution de 1917.)

En ce qui concerne les conceptions *anarchistes* et *syndicalistes* (nous nous en occuperons de près dans une autre partie de notre étude), elles étaient, à cette époque, presque inconnues en Russie.

Hors de Russie, beaucoup de gens croient que, puisque Bakounine et Kropotkine - ces " pères " de l'anarchisme - étaient Russes, la Russie était depuis longtemps un pays d'idées et de mouvements anarchistes. C'est une profonde erreur. Et Bakounine (1814-1876) et Kropotkine (1842-1921) étaient devenus anarchistes *à l'étranger*. Ni l'un ni l'autre ne militèrent jamais, comme anarchistes, en Russie. Et quant à leurs œuvres, elles paraissaient aussi, jusqu'à la Révolution de 1917, à l'étranger, souvent même en langue étrangère. Seuls quelques extraits de leurs études, traduits adaptés ou édités spécialement pour la Russie, y étaient introduits clandestinement, difficilement, en quantités très restreintes. De plus, la diffusion de ces quelques publications à l'intérieur du pays était quasi impossible. Enfin toute l'éducation sociale, socialiste et révolutionnaire des Russes n'avait *absolument rien d'anarchiste* et, sauf les exceptions, personne dans le pays ne s'intéressait aux idées anarchistes.

Quant au syndicalisme, aucun mouvement ouvrier n'ayant existé en Russie avant la Révolution de 1917, la conception syndicaliste - quelques intellectuels érudits mis à part - y était totalement inconnue. On peut admettre que cette forme russe d'une organisation ouvrière : le " Soviet " fut hâtivement trouvée en 1905 et reprise en 1917, justement *à cause de l'absence de l'idée et du mouvement syndicalistes*. Sans aucun doute, si le mécanisme syndical avait existé, c'est lui qui aurait pris en mains le mouvement ouvrier.

Nous avons déjà dit que quelques petits groupements anarchistes existaient à Saint-Pétersbourg, à Moscou, dans l'Ouest et dans le Midi. C'était tout. Cependant, les anarchistes de Moscou participèrent activement aux événements de 1905 et se firent remarquer lors de l'insurrection armée de décembre.

(Après 1917, les bolcheviks écrasèrent le mouvement anarchiste comme tout autre ne s'accordant pas avec le leur. Cependant ils n'y parvinrent pas facilement. La lutte entre le bolchevisme et l'anarchisme au cours de la Révolution de 1917 - lutte tenace, acharnée et pourtant presque totalement inconnue à l'étranger, lutte qui dura plus de trois ans et dont le mouvement " makhnoviste " fut l'épisode le plus saillant - cette lutte est évoquée dans la dernière partie de l'ouvrage.)

Passons aux conséquences morales, aux *effets psychologiques* de l'épopée de 1905. Leur importance pour l'avenir dépassait celle des quelques réalisations concrètes immédiates.

Tout d'abord - nous l'avons déjà signalé - la " légende du tzar " s'évanouit. Les yeux des *vastes masses* s'ouvrirent sur la véritable nature du régime et sur la nécessité vitale pour le pays de s'en débarrasser. L'absolutisme et le tsarisme furent moralement détrônés.

Ce n'est pas tout. Du même coup, les masses populaires se tournèrent enfin vers les éléments qui, depuis longtemps, combattaient ce régime : vers les milieux intellectuels d'avant-garde, vers les partis politiques de gauche, vers les révolutionnaires en général. Ainsi, un contact solide et assez large s'établit entre les milieux avancés et la masse du peuple. Désormais ce contact allait pouvoir s'étendre, s'approfondir, se consolider. Le " paradoxe russe " avait vécu.

Deux points capitaux étaient donc acquis. D'une part, il existait un élément *matériel* auquel une révolution éventuelle pouvait " s'accrocher " : c'était la *Douma*. D'autre part, l'obstacle *moral* qui barrait la route à toute révolte de vaste envergure s'était effondré : *les masses avaient compris le mal* et allaient enfin rejoindre leurs avant-postes dans la lutte pour la libération.

Le terrain pour la prochaine révolution décisive était prêt. Tel fut l'important " Actif " de la secousse de 1905.

Hélas ! Son " Passif " était également lourd de conséquences.

Matériellement - et malheureusement - *le mouvement de 1905 ne put aboutir à la création d'un organisme ouvrier de classe* : ni syndicaliste ni même purement syndical ou professionnel. Le droit d'organisation ne fut pas conquis par les masses laborieuses. Celles-ci restèrent sans liaison ni organisation.

Moralement, cet état de choses les prédisposait à devenir, dans la prochaine révolution, *l'enjeu inconscient des partis politiques*, de leurs néfastes rivalités, de leur abominable lutte pour le pouvoir où les travailleurs n'avaient rien à gagner ou, plutôt, avaient tout à perdre.

Ainsi, l'absence, à l'entrée de la Révolution, d'un mouvement et d'un organisme ouvriers proprement dits ouvrait toutes grandes les portes à la prédominance - que dis-je ? - à la domination future de tel ou tel autre *parti politique*, au détriment de la véritable action et de la vraie cause *des travailleurs*.

Le lecteur verra plus loin que, en effet, le poids énorme de ce " Passif " sera fatal pour la Révolution de 1917 : il finira par l'écraser.

Quelques mots sont à dire ici sur le sort personnel de Nossar-Khroustaleff, premier président du premier Soviet ouvrier de Saint-Pétersbourg.

Arrêté lors de la " liquidation " du mouvement (fin 1905), Nossar fut jugé et condamné à être exilé en Sibérie. Il se sauva et se réfugia à l'étranger. Mais, de même que Gapone, il ne sut pas s'adapter à une nouvelle existence et encore moins se soumettre à un travail régulier. Certes, il ne mena pas une vie de débauche, il ne commit aucun acte de trahison. Mais il traîna à l'étranger une existence dérégulée, misérable, malheureuse.

Cela continua ainsi jusqu'à la Révolution de 1917. Dès le déclenchement de celle-ci, il se précipita - comme tant d'autres - en son pays et y participa aux luttes révolutionnaires. Il n'y joua, cependant, aucun rôle de premier plan.

Ensuite, on le perdit de vue. D'après certaines informations, d'une source digne de foi, il se dressa finalement contre les bolcheviks et fut fusillé par ceux-ci.

2.5 La «Pause» (1905-1907)

Les douze années - exactement - qui séparèrent la véritable Révolution de son ébauche, ou l' " explosion " de la " secousse ", n'apportèrent rien de saillant au point de vue révolutionnaire. Au contraire, ce fut la réaction qui triompha bientôt sur toute la ligne. Notons, toutefois, quelques grèves retentissantes et une tentative de révolte dans la flotte de la Baltique, à Cronstadt, sauvagement réprimée.

Le sort de la Douma fut la manifestation la plus éclatante de cette période.

La Douma commença à siéger en mai 1906, à Saint-Pétersbourg. Un enthousiasme populaire débordant l'accueillit à sa naissance. Malgré toutes les machinations du gouvernement, elle s'avéra nettement d'opposition. Le parti constitutionnel-démocrate la domina par le nombre et la qualité de ses représentants. Le professeur de l'Université de Moscou, S. Mouromtzeff, un des membres les plus éminents de ce parti, fut élu président de l'Assemblée. Les députés de gauche - sociaux-démocrates et

socialistes-révolutionnaires " travaillistes " - y formaient également un bloc imposant. La population entière suivait les travaux de la Douma avec un intérêt passionné. Tous les espoirs volaient vers elle. On en attendait au moins des réformes larges, justes, efficaces.

Mais, dès le premier contact, une hostilité - sourde d'abord, de plus en plus ouverte par la suite - s'établit entre le " Parlement " et le gouvernement. Ce dernier entendait traiter la Douma de haut en bas, avec un dédain qu'il ne masquait même pas. Il la tolérait à peine. Il l'admettait difficilement même à titre d'institution purement consultative. La Douma, elle, cherchait, au contraire, à s'imposer comme une institution législative, constitutionnelle. Les rapports entre l'un et l'autre devenaient de plus en plus tendus.

Naturellement, le peuple prenait parti pour la Douma. La situation du gouvernement devenait désavantageuse, ridicule, voire dangereuse. Toutefois, une révolution immédiate n'était pas à craindre. Le gouvernement le savait. Et puis, il comptait sur sa police et ses troupes. Il se décida donc bientôt à une mesure énergique. Le nouveau ministre à poigne, Stolypine, s'en chargea. Il prit pour prétexte un projet d' " Appel au Peuple ", élaboré par la Douma et se rapportant surtout au problème agraire.

Un beau matin les " députés " trouvèrent les portes de la Douma closes et gardées militairement. Police et troupes paradaient dans les rues. La Douma - nommée " première Douma " - était dissoute. Un décret officiel annonça et " expliqua " ce geste à la population, Cela se passait en été 1906.

À part une longue série d'attentats et quelques émeutes éparses dont les plus importantes furent celles de Svéaborg et de Cronstadt (la deuxième depuis peu de temps, une première ayant eu lieu en octobre 1905), le pays resta tranquille.

Quant aux députés eux-mêmes, ils n'osèrent pas résister efficacement. Le fait s'explique aisément. Résister, signifiait reprendre l'action révolutionnaire. Or, on sentait partout que la Révolution était, pour le moment, impuissante. (D'ailleurs, si la situation avait été autre, le gouvernement n'aurait pas osé dissoudre la Douma, surtout de cette façon insolente. Il se sentait vraiment fort et, pour l'instant, il ne se trompait pas.) La bourgeoisie était bien trop faible pour songer à une révolution favorable à ses intérêts. Et quant aux masses laborieuses et à leurs partis, de ce côté-là on ne se sentait pas non plus prêt à affronter une révolution,

Donc, tous les députés se soumirent à la dissolution. D'autant que le décret ne supprimait pas la Douma, mais annonçait de nouvelles élections à brève échéance, sur des bases quelque peu modifiées. Les " représentants du peuple " se bornèrent à lancer une note de protestation contre cet acte arbitraire. Pour élaborer cette note en toute liberté, les ex-députés - il s'agissait surtout des membres du parti constitutionnel-démocrate - se rendirent dans une ville de Finlande (où ils étaient plus à l'abri grâce à une certaine législation indépendante de cette partie de l'Empire russe) : la ville de Vyborg, ce qui fit baptiser cette note " l'Appel de Vyborg ". Après quoi, ils retournèrent tranquillement chez eux.

Malgré le caractère anodin de leur " révolte ", ils furent jugés quelque temps après par un tribunal spécial et condamnés à des peines d'ailleurs légères, (Ils perdirent, toutefois, le droit d'être réélus à la Douma).

Un seul député, jeune paysan du département de Stavropol, le " travailliste " Onipko, ne se résigna pas. Ce fut lui l'animateur du soulèvement de Cronstadt. Saisi sur place, il faillit être passé par les armes. Certaines interventions et certaines craintes le sauvèrent. Finalement, il fut jugé et condamné à l'exil en Sibérie. Il réussit à s'évader et se réfugia à l'étranger. Il retourna en Russie en 1917. Son sort ultérieur nous est inconnu. D'après certaines indications très sérieuses, il continua la lutte comme membre du parti socialiste-révolutionnaire de droite, se dressa contre les bolchéviks et périt fusillé par eux.

Aussitôt après la dissolution de la " première Douma ", le gouvernement remania la loi électorale, recourut sans scrupules à d'autres mesures et manœuvres préventives et convoqua la " deuxième Douma ". Beaucoup plus modérée dans ses gestes et, surtout, plus médiocre que la première, elle parut encore " trop révolutionnaire " au gouvernement. Il est vrai que, en dépit de toutes les machinations, elle comptait beaucoup de députés de gauche. Elle fut dissoute à son tour. Cette fois, la loi électorale fut sensiblement modifiée. Du reste, la population perdit bientôt tout intérêt à l'activité - ou, plutôt, à l'inactivité - de la Douma, sauf à quelques rares moments où une affaire passionnante ou un discours retentissant attiraient l'attention pour peu de temps.

La deuxième Douma dissoute, on arriva ainsi à une troisième et, enfin, à une quatrième Douma. Cette dernière -instrument tout à fait docile entre les mains du gouvernement réactionnaire - put traîner sa morne et stérile existence jusqu'à la Révolution de 1917.

En tant que réformes, lois utiles, etc., la Douma n'aboutit à rien. Mais sa présence ne resta pas absolument sans résultat. Les discours-critiques de certains députés de l'opposition, l'attitude du tsarisme en face des problèmes brûlants de l'heure, l'impuissance même du " Parlement " à les résoudre tant que l'absolutisme s'obstinerait à rester debout, tous ces faits éclairaient de plus en plus les vastes masses de la population sur la véritable nature du régime, sur le rôle de la bourgeoisie, sur les tâches à remplir, sur les programmes des partis politiques, etc. Pour la population russe, toute cette période fut, en somme, une longue et féconde " leçon expérimentale ", la seule possible en l'absence d'autres moyens d'éducation politique et sociale.

Deux processus parallèles caractérisent surtout la période en question : d'une part, la dégénérescence accélérée, définitive - la " pourriture " est le vrai mot - du système absolutiste ; d'autre part, l'évolution rapide de la conscience des masses.

Les indices incontestables de la décomposition du tsarisme étaient connus à l'étranger. L'attitude et le train de vie de la Cour Impériale appartenaient à ce genre " classique " qui, généralement, précède la chute des monarchies. L'incapacité et l'indifférence de Nicolas II, le crétinisme et la vénalité de ses ministres et fonctionnaires, le mysticisme vulgaire qui s'empara du " monarque " et de sa famille (la fameuse épopée du pape Raspoutine, etc.), cet ensemble de phénomènes n'était un secret pour personne à l'étranger.

Beaucoup moins connus étaient les changements profonds qui s'effectuaient dans la psychologie des masses populaires. Et, cependant, l'état d'âme d'un homme du peuple de l'an 1912, par exemple, n'avait plus rien de commun avec sa mentalité primitive d'avant 1905. Des couches populaires tous les jours plus vastes devenaient nettement anti-tzaristes. Seule la réaction féroce, interdisant toute organisation ouvrière et toute propagande politique ou sociale, empêchait les masses de fixer définitivement leurs idées.

Ainsi, l'absence de faits révolutionnaires saillants ne signifiait nullement un arrêt du processus révolutionnaire. Celui-ci continuait sous le manteau, dans les esprits, surtout, d'une façon intense.

En attendant, tous les problèmes vitaux restaient en suspens. Le pays se trouvait dans une impasse. *Une révolution violente et décisive devenait inévitable.* Il ne manquait plus que l'impulsion et les armes.

C'est dans ces conditions qu'éclata la guerre de 1914. Elle offrit bientôt aux masses l'impulsion nécessaire et les armes indispensables.

3. L'explosion (1917)

3.1 Guerre et révolution

3.1.1 Pour la dernière fois le tsarisme et la Révolution sont aux prises.

Tout comme les gouvernements des autres pays, celui du tzar réussit à réveiller dans les masses, au début de la guerre, toute la gamme des mauvais instincts, des passions dues à un atavisme animal, des sentiments néfastes tels que : le nationalisme, le chauvinisme, etc.

Comme partout ailleurs, en Russie également, des millions d'hommes furent dupés, désorientés, fascinés et contraints à courir vers les frontières, tel un troupeau de bêtes à l'abattoir.

Les graves, les vrais problèmes de l'heure furent abandonnés, oubliés.

Les quelques premiers " succès " obtenus par les troupes russes réchauffèrent davantage encore " le grand enthousiasme du peuple ".

Toutefois, une note particulière se mêlait à ce concert artificiel et dirigé ; une " idée " bien ancrée dans les esprits se cachait derrière cet " enthousiasme ". C'est entendu - raisonnait-on un peu partout, dans le peuple et dans l'armée - on se battra et on vaincra. Mais, que le gouvernement ne s'y trompe pas ! La guerre terminée, nous lui présenterons la note. En récompense de notre dévouement et de nos sacrifices,

nous exigerons le changement définitif du régime. Nous revendiquerons nos droits, nos libertés... Cela ne pourra pas continuer ainsi après la guerre...

Et les soldats chuchotaient : " La guerre finie, on gardera les armes, à tout hasard. "

Cependant, assez rapidement, la face des choses changea en Russie. La série des défaites commença et, avec elles, revinrent les inquiétudes, les déceptions amères, le mécontentement aigu, la colère du peuple. La guerre coûtait terriblement cher, en argent et surtout en hommes. Des millions de vies humaines durent être sacrifiées, sans aucune utilité, sans la moindre compensation. De nouveau, le régime témoigna ouvertement de son incapacité, de sa pourriture, de sa faillite. De plus, certaines défaites, qui coûtèrent pourtant des monceaux de victimes, restèrent inexplicables, mystérieuses, suspectes. A travers tout le pays on parla bientôt, non seulement de négligences criminelles, d'incapacité flagrante, mais surtout de vénalité des autorités, d'espionnage dans le commandement suprême, de l'origine allemande de la dynastie et de plusieurs chefs, enfin de haute trahison à la Cour même. On accusait, presque ouvertement, des membres de la famille impériale de nourrir des sympathies pour la cause allemande, de s'entendre directement même avec l'ennemi. On appelait l'impératrice presque publiquement, avec haine et mépris : " la Boche ". Des bruits alarmants, sinistres, couraient dans le peuple.

La Cour, d'abord, s'en inquiéta peu. Par la suite, quelques mesures furent prises - tardivement et maladroitement. Etant, en outre, de pure forme, elles restèrent inefficaces, ne satisfirent personne et n'arrangèrent rien.

Pour remonter le moral des troupes et du peuple, Nicolas II assumait lui-même le commandement suprême, du moins nominale. Il se rendit sur le front. Mais ce geste ne changea rien à la situation générale qui s'aggravait de jour en jour et contre laquelle le tzar, absolument incapable et inactif, restait impuissant. Tout se désagrégeait, à l'armée et à l'intérieur du pays.

En désespoir de cause, plusieurs complots furent fomentés dans les cercles libéraux et même dans l'entourage immédiat du tzar. On envisagea de le faire abdiquer en faveur d'un monarque plus " à la page " et plus populaire : le grand-duc Nicolas, oncle du tzar, par exemple, " pour sauver la guerre et aussi la dynastie " dont tout le monde pressentait la chute imminente.

On commença par supprimer le néfaste Raspoutine. Mais quant à la suite, on hésita, on traîna, les conspirateurs n'arrivant pas à se mettre d'accord.

Les choses en étaient là lorsque, brutalement, éclata l'explosion de février.

Ce ne furent pas tant les événements d'ordre militaire, ni les bruits sur les trahisons et l'attitude de la Cour, ni même l'incapacité et l'impopularité personnelle du tzar, qui déclenchèrent cette brusque explosion.

Ce qui désespéra les masses du peuple, ce qui fit déborder la coupe, ce fut surtout *la désorganisation complète de la vie économique - voire de la vie tout court - à l'intérieur du pays*. La désorganisation est telle, avoua le ministre Krivochéine en parlant des administrations et de tous les services de l'État, qu'on se dirait dans un asile d'aliénés. " C'est dans ce domaine que l'impuissance du gouvernement tzariste et les effets désastreux de sa conduite imposèrent aux masses une action urgente et décisive.

Tous les pays belligérants éprouvèrent vers la même époque de grandes difficultés, d'ordre économique et financier, résultant de la nécessité de nourrir et de ravitailler en toutes matières des millions d'hommes sur l'immensité démesurée des fronts et d'assurer, en même temps, la vie normale à l'intérieur. Partout cette double tâche exigea une grande tension de forces. Mais partout - même en Allemagne où la situation était particulièrement difficile - elle fut résolue avec plus ou moins de succès. Partout, sauf en Russie où l'on ne sut rien prévoir rien prévenir, rien organiser. [6]

Ajoutons que les effets terribles de cette désagrégation totale du Pouvoir et de l'État se seraient manifestés plus tôt si les efforts déployés par certaines forces vives du pays, telles que : " l'Union des villes ", le " Comité de l'Industrie de guerre " et autres, surgies de leur propre initiative, n'étaient arrivés à pourvoir, dans une certaine mesure, aux besoins les plus pressants de l'armée et du pays.

L'activité énergique et heureuse de ces organismes ainsi que des " zemstvos ", des municipalités, etc., - activité qui, soulignons-le, se déployait et s'imposait d'elle-même, à l'encontre des lois et des résistances bureaucratiques - apporta aussi un résultat *moral* très important. Tous les jours, à l'armée comme à l'intérieur, on se rendait pratiquement compte, non seulement de la faillite totale du tsarisme, mais encore

de la présence d'éléments parfaitement capables de le remplacer, et aussi de la façon ignoble dont le régime agonisant, craignant ces éléments, gênait leur action, entraînant ainsi le pays entier vers une catastrophe.

Quotidiennement, le peuple et l'armée voyaient de leurs propres yeux que c'étaient bien ces Comités et ces Unions libres qui, par leur initiative et avec un dévouement sublime, assuraient la production, organisaient les transports, surveillaient les stocks, garantissaient les arrivages et les distributions de vivres et des munitions, etc. Et, quotidiennement, le peuple et l'armée voyaient le gouvernement *s'opposer* à cette activité indispensable et *l'empêcher*, sans aucun souci des intérêts du pays.

Cette dernière " préparation morale " de l'armée et de la population à la chute du tsarisme et à son remplacement par d'autres éléments eut une immense portée. Elle acheva le processus pré-révolutionnaire. Elle mit la dernière main à l'œuvre préparatoire.

En janvier 1917 la situation devint intenable. Le chaos économique, la misère de la population travailleuse, la désorganisation sociale atteignirent un point tel que les habitants de quelques grandes villes - Petrograd, notamment - commencèrent à manquer non seulement de combustibles, de vêtements, de viande, de beurre, de sucre, etc., mais même de pain.

Dans le courant du mois de février cette situation s'aggrava encore. En dépit des efforts déployés par la Douma, les " zemstvos ", les municipalités, les Comités et les Unions, non seulement la population des villes se vit vouée à la famine, mais encore l'approvisionnement de l'armée devint tout à fait défectueux. Et, en même temps, la débâcle militaire s'avérait complète.

Fin février, *il était absolument et définitivement impossible pour le pays - impossible matériellement et moralement - de continuer la guerre*. Et il était absolument et définitivement impossible pour la population laborieuse des villes de se procurer des vivres.

Le tsarisme ne voulait rien savoir. Aveuglément, il s'obstinait à faire tourner la vieille machine, complètement détraquée. Et en guise de remède, il recourait, comme toujours, à la répression, à la violence contre les hommes actifs ou les militants des partis politiques.

C'est de l'impossibilité, pour le peuple, de continuer la guerre et de traîner une existence de famine, d'une part, et de l'obstination aveugle du tsarisme, d'autre part, que naquit la Révolution, deux ans et demie après " le grand enthousiasme ".

Le 24 février des troubles commencèrent à Petrograd. Provoqués surtout par le manque de vivres, ils ne paraissaient pas devoir s'aggraver. Mais le lendemain, 25 février 1917 (vieux style), les événements prirent une tournure aiguë : les ouvriers de la capitale, se sentant solidaires avec le pays entier, se trouvant en extrême agitation depuis des semaines, affamés et ne recevant même plus de pain, descendirent en masse dans les rues, manifestèrent bruyamment et refusèrent net de se disperser.

Ce premier jour, toutefois, les manifestations restèrent prudentes et inoffensives. En masses compactes, les ouvriers, avec leurs femmes et enfants, remplissaient les rues et criaient : " Du pain ! Du pain ! Nous n'avons rien à manger ! Qu'on nous donne du pain ou qu'on nous fusille tous ! Nos enfants meurent de faim ! Du pain ! Du pain ! "

Le gouvernement dépêcha contre les manifestants, en plus de la police, débordée, des détachements de troupes à cheval, des cosaques. Or, il y avait peu de troupes à Petrograd (sauf des réservistes, peu sûrs). Ensuite, les ouvriers ne furent nullement effrayés : ils offraient aux soldats leurs poitrines ; ils prenaient *leurs* enfants *sur les* bras et criaient aux soldats : " Tuez-nous tous si vous l'osez ! Mieux vaut mourir d'une balle que crever de faim !... " Enfin - et ce fut le point capital dans l'affaire - presque partout les soldats, sourire aux lèvres, trottaient prudemment à travers la foule, sans faire usage de leur armes, sans écouter le commandement des officiers. Ceux-ci d'ailleurs n'insistaient pas. Par endroits, les soldats fraternisaient avec les ouvriers, allant même jusqu'à leur remettre leurs fusils, descendre de cheval et se mêler au peuple. Naturellement, cette attitude des troupes encouragea les masses.

Çà et là, pourtant, la police et les cosaques chargèrent des groupes de manifestants porteurs de drapeaux rouges. Il y eut quelques tués et blessés.

Dans les casernes de la capitale et de la banlieue les régiments en garnison hésitaient encore à prendre parti pour la Révolution. Et le gouvernement de son côté, hésitait à les faire sortir pour la combattre.

Le 26 février au matin un fait nouveau se produisit : par décret, le gouvernement déclara la Douma dissoute.

Ce fut une sorte de déclic que tout le monde semblait attendre pour passer à une action décisive. La nouvelle, connue partout en un clin d'œil, éperonna les événements. À partir de ce moment, les manifestations tournèrent nettement en mouvement révolutionnaire. Des cris : " À bas le tsarisme ! À bas la guerre ! Vive la Révolution ! " Retentirent dans la foule dont l'attitude devenait maintenant d'heure en heure plus décidée et menaçante. Un peu partout, les manifestants attaquaient résolument la police. Plusieurs édifices administratifs furent incendiés notamment le Palais de Justice. Les rues se hérissèrent de barricades. Bientôt apparurent de nombreux drapeaux rouges. Les soldats gardaient toujours une neutralité bienveillante ; mais, de plus en plus fréquemment, ils se mêlaient à la foule. Le gouvernement pouvait de moins en moins compter sur ses troupes.

Il lança alors contre les rebelles toutes les forces policières de la capitale. Les policiers formèrent à la hâte des détachements d'attaque massive. Ils installèrent des mitrailleuses en plusieurs endroits sur les toits des maisons et même sur quelques églises. Ils occupèrent tous les points stratégiques. Ensuite ils commencèrent une offensive générale contre les masses en émeute.

La lutte fut chaude durant toute cette journée du 26 février. En beaucoup d'endroits la police fut délogée, ses agents massacrés et ses mitrailleuses réduites au silence.

Mais ailleurs, les forces policières résistaient avec acharnement.

Le tzar, qui se trouvait sur le front, fut prévenu télégraphiquement de la gravité des événements. En attendant, *la Douma décida de siéger en permanence et de ne pas céder aux tentatives de dissolution.*

3.2 Le triomphe de la révolution

L'action décisive se joua le 27 février.

Dès le matin, des régiments entiers de la garnison cessant toute hésitation, se mutinèrent, sortirent de leurs casernes, armes à la main, et occupèrent en ville certains points stratégiques, après de brèves escarmouches avec la police. La Révolution gagnait du terrain.

A un moment donné, une masse épaisse de manifestants, particulièrement menaçante, décidée et partiellement armée, se rassembla sur la place dite " Znamenskaïa " et aux abords de la gare " Nicolaïevsky ". Le gouvernement envoya deux régiments de cavalerie de la Garde Impériale, les seuls dont il pouvait encore disposer, ainsi que de forts détachements de police à pied et à cheval. Les troupes devaient appuyer et achever l'action des policiers.

Après les sommations d'usage, l'officier de la police donna l'ordre de charger. Mais alors se produisit ce nouveau et dernier " miracle " : l'officier commandant les régiments de la Garde leva son sabre et, au cri de : " Chargeons la police, en avant ! ", lança les deux régiments contre les forces policières. En un clin d'œil celles-ci furent culbutées, renversées, écrasées.

Bientôt, la dernière résistance de la police fut brisée. Les troupes révolutionnaires s'emparèrent de l'arsenal et occupèrent tous les points vitaux de la ville. Entourés d'une foule en délire, des régiments se rendirent, drapeaux déployés, au Palais de Tauride où siégeait la Douma - la pauvre " quatrième Douma " - et se mirent à sa disposition.

Un peu plus tard, les derniers régiments de la garnison de Petrograd et de la banlieue se joignirent au mouvement. Le tsarisme n'avait plus de force armée à lui dans la région de la capitale. La population était libre. La Révolution triomphait.

Les événements qui suivirent sont suffisamment connus.

Un gouvernement provisoire, comprenant des membres influents de la Douma, fut formé et acclamé frénétiquement par le peuple.

La province se joignit avec enthousiasme à la Révolution.

Quelques troupes prélevées en hâte sur le front, et envoyées sur l'ordre du tzar contre la capitale rebelle, ne purent y parvenir : d'une part, les cheminots, à l'approche de la ville, refusèrent de les transporter ; d'autre part, les soldats cessèrent toute obéissance aux officiers et passèrent à la Révolution. Les uns retournèrent au front, d'autres se dispersèrent, tout simplement, à travers le pays.

Le tzar lui-même, qui se rendait à la capitale par chemin de fer, vit son train s'arrêter à la station de Dno et rebrousser chemin jusqu'à Pskov. Là il fut rejoint par une délégation de la Douma et par des personnages militaires ralliés à la Révolution. Il fallait se rendre à l'évidence. Après quelques péripéties de détail, Nicolas-II signa son abdication, pour lui-même et pour son fils Alexis (le 2 mars).

Un moment, le gouvernement provisoire songea à faire monter sur le trône le frère de l'ex-empereur : le grand-duc Michel. Mais celui-ci déclina l'offre. Il déclara que le sort du pays et de la dynastie devait être remis entre les mains d'une Assemblée Constituante régulièrement convoquée.

Le front acclama la Révolution accomplie.

Le tsarisme était tombé. L'Assemblée Constituante fut inscrite à l'ordre du jour. En attendant sa convocation, le gouvernement provisoire devenait l'autorité officielle, " reconnue et responsable ". Le premier acte de la Révolution victorieuse était terminé.

Si nous avons raconté les faits de cette Révolution de février d'une façon assez détaillée, c'est pour en faire ressortir le point capital que voici :

Une fois de plus, *l'action des masses fut une action spontanée qui couronna logiquement, fatalement, une longue période d'expériences vécues et de préparation morale. Cette action ne fut ni organisée ni guidée par aucun parti politique. Soutenue par le peuple en armes - l'armée - elle fut victorieuse. L'élément d'organisation devait intervenir - et intervint - immédiatement après.*

(Du reste, à cause de la répression, tous les organismes centraux des partis politiques de gauche, ainsi que leurs leaders, se trouvaient, au moment de la Révolution, loin de Russie. Martoff, du parti social-démocrate ; Tchernoff, du parti socialiste-révolutionnaire ; Lénine, Trotski, Lounatcharsky, Losovsky, Rykoff, Boukharine, etc., tous ces hommes vivaient à l'étranger. Ce ne fut qu'après la Révolution de février qu'ils regagnèrent leur pays.)

Un autre point important est à dégager des événements :

Une fois de plus, *l'impulsion immédiate et concrète fut donnée à la Révolution par l'impossibilité absolue pour le pays de continuer la guerre : impossibilité qui, naturellement, se heurta à l'obstination du gouvernement. Cette impossibilité résulta de la désorganisation totale, du chaos inextricable où la guerre plongea le pays.*

3.3 Vers la Révolution sociale

3.3.1 Le Gouvernement Provisoire et les problèmes de la Révolution.

Le gouvernement provisoire formé par la Douma était, bien entendu, nettement bourgeois et conservateur. Ses membres : Prince Lvoff, Goutchkoff, Milioukov et autres, appartenaient presque tous (sauf Kérensky, vaguement socialiste), politiquement au parti constitutionnel démocrate, socialement aux classes privilégiées. Pour eux, une fois l'absolutisme par terre, la Révolution était terminée. (En réalité, elle ne faisait que commencer. Maintenant, il s'agissait de " rétablir l'ordre ", d'améliorer peu à peu la situation générale à l'intérieur du pays sur le front, de " pousser " la guerre plus activement que jamais, lui insufflant un nouvel élan, et surtout de préparer tranquillement la convocation de l'Assemblée Constituante, laquelle devrait établir les nouvelles lois fondamentales du pays, le nouveau régime politique, le nouveau mode de gouvernement, etc. D'ici là, le peuple n'avait qu'à attendre patiemment, sagement, en bon enfant qu'il était, les faveurs que ses nouveaux maîtres voudraient bien lui octroyer.) Ces nouveaux maîtres, le gouvernement provisoire se les représentait, naturellement, comme de bons bourgeois modérés dont le pouvoir n'aurait rien à envier à ceux des autres pays " civilisés ".

Les visées politiques du gouvernement provisoire ne dépassaient guère une bonne monarchie constitutionnelle. À la rigueur, certains de ses membres prévoyaient peut-être, timidement, une république bourgeoise très modérée.

Le problème agraire, la question ouvrière, etc., devaient être résolus, par le futur gouvernement définitif, d'après les modèles occidentaux, lesquels " avaient fait leurs preuves ".

En fin de compte, le gouvernement provisoire était plus ou moins sûr de pouvoir utiliser la période préparatoire, en l'allongeant au besoin, pour réduire au calme, à la discipline et à l'obéissance les masses populaires, au cas où ces dernières auraient manifesté trop violemment leur désir de dépasser les limites

ainsi prévues. Il s'agissait ensuite d'assurer, par des manœuvres de coulisse, des élections " normales ", pour aboutir, au moment voulu, à une Assemblée Constituante sage et droite, bourgeoise bien entendu. Il est plaisant de constater à quel point les " réalistes ", les hommes politiques " éprouvés ", les érudits, les économistes et les sociologues s'étaient trompés dans leurs prévisions et calculs. *La réalité leur échappa complètement.*

Je me rappelle avoir assisté à New-York, en avril ou mai 1917, à une grande conférence russe d'un honorable professeur qui fit une copieuse analyse de la composition et de l'action probables de la prochaine Assemblée Constituante. Je posai au respectable professeur une seule question : *Que prévoyait-il pour le cas où la Révolution russe se passerait d'une Assemblée Constituante ?* Assez dédaigneusement, assez ironiquement, l'éminent professeur dit, pour toute réponse, qu'il était, lui, " réaliste ", et que son contradicteur était certainement " un anarchiste dont l'hypothèse fantaisiste ne l'intéressait pas ". L'avenir démontra bientôt que le docte professeur se trompait magistralement et que ce fut précisément lui le " fantaisiste ". Dans son exposé de deux heures, il n'avait omis d'analyser qu'une seule éventualité : *celle, précisément, qui devint réalité quelques mois après !...*

Qu'il me soit permis de formuler, à ce propos ici même, quelques appréciations personnelles.

En 1917, MM. les " réalistes ", les hommes politiques, les écrivains, les professeurs - russes et étrangers - ont, à de très rares exceptions près, dédaigneusement et magistralement omis de prévoir le triomphe du *bolchévisme* dans la Révolution russe. De nos jours, ce bolchévisme triomphant étant - momentanément et pour un bref délai, historiquement parlant - un fait accompli, beaucoup de ces messieurs veulent bien l'admettre, s'y intéressent et s'en occupent. Ils admettent même - se trompant à nouveau magistralement - sa " grande importance positive " et " son triomphe mondial définitif ".

Je suis absolument sûr qu'avec le même " réalisme ", la même " clairvoyance ", le même dédain d'abord, et le même savoir-faire ensuite, ces mêmes messieurs manqueraient de prévoir à temps, pour l'accepter après coup, *le triomphe - véritable et définitif - de l'idée libertaire dans la Révolution Sociale mondiale.* Le gouvernement provisoire ne se rendait certainement pas compte des obstacles insurmontables qui fatalement allaient se dresser devant lui.

L'obstacle le plus sérieux était le caractère même des problèmes dont le gouvernement provisoire avait à se préoccuper avant la convocation de *l'Assemblée Constituante*. (D'ailleurs, il n'envisageait nullement que le peuple travailleur pourrait ne pas vouloir attendre cette convocation et que c'était parfaitement son droit.)

D'abord, le *problème de la guerre*.

Le peuple, désabusé, épuisé, continuait la guerre à contrecœur ou, du moins, s'en désintéressait complètement. Et quant à l'armée, elle était à bout, physiquement et moralement. D'une part, l'état misérable où se trouvait le pays d'autre part la Révolution, l'ébranlèrent définitivement.

Deux solutions se présentaient à l'esprit : soit cesser la guerre, conclure une paix séparée, démobiliser l'armée et se consacrer entièrement aux problèmes intérieurs ; soit faire l'impossible pour maintenir le front, sauvegarder la discipline, " remonter " le moral de l'armée et continuer la guerre coûte que coûte, au moins jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante.

La première solution était, évidemment, inadmissible pour un gouvernement bourgeois, " patriotique ", allié à d'autres belligérants et considérant comme un " déshonneur national " la rupture éventuelle de cette alliance. De plus, en tant que gouvernement " provisoire ", il se voyait obligé de suivre strictement la formule : pas de changement important avant la convocation de l'Assemblée Constituante qui aura pleins droits pour prendre toute décision.

Le gouvernement provisoire adopta donc la seconde solution. Or, dans les conditions existantes, celle-ci était irréalisable.

Il faut insister sur ce point qu'on ne met généralement pas assez en relief.

Ni physiquement ni moralement la Russie ne pouvait continuer la guerre. L'obstination du gouvernement tsariste à ne pas comprendre ce fait fut la cause immédiate de la Révolution. Et puisque cette impossibilité persistait, tout gouvernement qui n'en tiendrait pas compte serait, en toute logique, renversé comme le fut le tzar.

Certes, le gouvernement provisoire espérait pouvoir changer l'état de choses : faire cesser le chaos, réorganiser le pays, lui inspirer un nouveau souffle, etc. C'étaient là des illusions : ni le temps disponible, ni la situation générale, ni l'état d'esprit des masses ne le permettaient.

La machine qui s'appelle " État bourgeois " fut brisée, en Russie, en février 1917. Ses buts et son activité furent toujours contraires aux intérêts et aux aspirations du peuple. Celui-ci étant devenu, pour l'instant, maître de ses destinées, elle ne pouvait plus être réparée et remise en fonctionnement. Car *c'est le peuple qui* - sous contrainte ou librement - *fait fonctionner " la machine "*, et non pas les gouvernants. L'appareil cassé ne pouvait ni exercer ni rétablir la contrainte. Or, *librement*, le peuple ne " marchait " plus pour des buts qui n'étaient pas les siens.

Il fallait *remplacer* l'appareil cassé par un autre, adapté à la nouvelle situation, au lieu de perdre du temps et des forces en de vaines tentatives pour le remettre en marche et le faire servir de nouveau.

Le gouvernement bourgeois et nationaliste ne pouvait comprendre cela. Il insistait pour maintenir et " la machine " et le maudit héritage du régime déchu : la guerre. De ce côté déjà, il se rendait de plus en plus impopulaire. Et, la machine étant brisée, il se trouva impuissant à passer outre, à *imposer* sa volonté guerrière.

Ce premier problème de l'heure - le plus grave, le plus immédiat - était ainsi fatalement voué à rester sans solution possible pour le gouvernement provisoire.

Le deuxième problème épineux était *le problème agraire*.

Les paysans - 85 pour 100 de la population - aspiraient à la possession de la terre. La Révolution donna à ces aspirations un élan irrésistible. Réduites à l'impuissance, exploitées et dupées depuis des siècles, les masses paysannes ne voulaient plus rien savoir, plus rien entendre. Il *leur fallait la terre, coûte que coûte, et tout de suite, sans procédure ni cérémonie*.

Déjà en novembre 1905, au Congrès paysan convoqué quelque peu après le Manifeste du 17 octobre (lorsque les " libertés " existaient encore), en prévision de la convocation de la Douma, nombreux furent les délégués porte-parole de ces aspirations.

" Toute allusion à un rachat des terres, disait à ce Congrès le délégué des paysans de la région de Moscou, me révolte. On propose de dédommager les esclavagistes d'hier qui, même encore de nos jours, aidés des fonctionnaires, font de notre vie une course d'obstacles ! Ne les avons-nous pas déjà richement dédommagés par le fermage ? Impossible de compter les tonneaux de notre sang avec lequel nous avons arrosé la terre. Il y a mieux : c'est avec le lait de leurs seins que nos grand'mères élevaient des chiens de chasse pour ces messieurs. Ne serait-ce pas du rachat, ça ? Durant des siècles, nous n'étions que des grains de sable, jouets du vent. Et le vent, c'était eux. Et maintenant il faut les payer à nouveau ? Ah, non ! Pas besoin de pourparlers diplomatiques : une seule voie est bonne - la voie révolutionnaire. Sinon, on nous trompera une fois de plus. Rien que parler d'un " rachat " est un compromis. Camarades, ne répétez pas l'erreur de vos pères ! En 1861 on a été plus malin que nous, et on nous a eus : on nous donna un petit peu pour que le peuple ne prît pas tout. "

" Nous ne leur avons jamais vendu la terre, disaient les paysans de la région d'Orel : nous n'avons donc pas à la racheter. Nous leur avons déjà assez payé en travaillant pour un prix inhumainement bas. Non ! En aucun cas, pas de rachat ! Monsieur n'a pas amené ses terres de la lune, ses grands-pères s'en étaient emparés "

" Un rachat serait une injustice flagrante vis-à-vis du peuple, disaient les paysans de la région de Kazan : il faudrait même rendre au peuple, en même temps que la terre les redevances payées. Car, au fond, ces messieurs n'ont jamais acheté la terre : ils ont su s'en saisir pour la vendre plus tard. C'est du vol "

" Comment - disaient des paysans à l'éminent savant N. Roubakine, entre 1897 et 1906 - comment, tous ces messieurs : Orloff, Demidoff, Balachoff, ont reçu leurs terres gratuitement des tzars et des tzarines en guise de cadeaux. Et il nous faut les racheter maintenant à de semblables prix ? Ce n'est pas seulement de l'injustice, c'est une franche volerie. "

Voilà pourquoi les paysans ne voulaient plus attendre. Un peu partout, ils s'emparaient carrément des terres, chassant les propriétaires qui ne s'étaient pas déjà enfuis. Ils résolvaient ainsi " le problème agraire

" à leur façon et de leur chef, sans se soucier des délibérations, des machinations et des décisions du gouvernement ou de la Constituante.

L'armée, composée surtout de paysans, était certainement prête à soutenir cette action directe.

Le gouvernement provisoire se vit acculé, soit à s'incliner devant cet état de choses, soit à résister, c'est-à-dire lutter contre les paysans en révolte et aussi, presque certainement, contre l'armée. Naturellement, il adopta la tactique de l'attente, espérant, comme pour le problème de la guerre, pouvoir arranger les choses en manœuvrant avec intelligence et habileté. Il adjurait les paysans d'attendre patiemment la Constituante qui, disait-il, aurait le droit d'établir toute loi et donnerait certainement toute satisfaction aux paysans. Mais il n'y avait rien à faire. Ces appels restaient plus ou moins vains, et cette tactique n'avait aucune chance de succès. Le paysan n'avait pas la moindre confiance dans les paroles des " seigneurs " au pouvoir. Il avait été assez trompé pour ne plus croire ! Il se sentait maintenant assez fort pour pouvoir *prendre* la terre. Pour lui, ce n'était que justice. Et si, parfois, il hésitait encore, c'était uniquement par peur d'être puni en proportion des actes commis.

Le problème ouvrier était aussi insoluble pour un gouvernement bourgeois que celui des paysans. Les masses ouvrières cherchaient à obtenir de la Révolution le maximum de bien-être et de droits. Or, le gouvernement s'évertuait, naturellement, à réduire ces droits au minimum. Des luttes immédiates et très graves étaient également à prévoir sur ce champ de bataille. Et par quels moyens le gouvernement provisoire pouvait-il faire prévaloir ses thèses ?

Le problème purement économique était, lui aussi, des plus redoutables, parce que étroitement lié aux autres problèmes, d'une part, et ne pouvant souffrir aucun délai, d'autre part. En pleine guerre et en pleine révolution, dans une situation chaotique et dans un pays bouleversé, il fallait organiser à nouveau la production, les transports, les échanges, les finances, etc.

Restait, enfin, *le problème politique*. Dans les conditions données, il ne présentait lui non plus aucune solution valable. Le gouvernement provisoire se chargeait, bien entendu, de convoquer au plus tôt l'Assemblée Constituante. Mais, pour mille raisons, cette tâche ne pouvait réussir. Et, avant tout, il devait nécessairement *redouter* cette Assemblée. Contrairement à ses promesses, son désir intime était de *reculer* la convocation le plus loin possible et de chercher à installer en attendant, par un coup de main heureux, une monarchie " constitutionnelle ". Or, " en attendant ", d'autres obstacles périlleux se dressèrent devant lui.

Le plus sérieux fut *la résurrection des Soviets ouvriers*, notamment de celui de Petrograd. Celui-ci fut remis sur pied dans les tout premiers jours de la Révolution - par tradition et aussi, comme en 1905, à défaut d'autres organismes ouvriers. Certes, à ce moment-là, les ouvriers y délèguèrent des socialistes modérés (menchéviks et socialistes-révolutionnaires de droite). Mais, tout de même, son idéologie et son programme étaient absolument contraires aux projets du gouvernement provisoire, et, naturellement, l'influence morale et l'activité du Soviet de Petrograd parvinrent rapidement à rivaliser avec celles du gouvernement, au désavantage de ce dernier.

Le Soviet de Petrograd fut pour le pays une sorte de second gouvernement. Il donnait le ton à tout le vaste réseau des Soviets de la province et coordonnait leur action. S'appuyant ainsi sur toute la masse laborieuse du pays, il devint vite puissant. Il en imposait aussi de plus en plus à l'armée. Bientôt, les ordres et les instructions des Soviets commencèrent à l'emporter, et de loin, sur ceux du gouvernement provisoire. Dans ces conditions, ce dernier était bien obligé de compter avec les Soviets.

Il va de soi que le gouvernement aurait préféré leur faire la guerre. Mais, entreprendre pareille action contre les ouvriers organisés au lendemain d'une révolution qui proclamait hautement la liberté absolue de parole, de toute organisation et de toute action sociale, était chose impossible. Et puis, sur quelle force réelle pouvait-il s'appuyer pour mener cette lutte ? Il n'en avait point.

Le gouvernement fut donc contraint de faire bonne mine à mauvais jeu, de tolérer son redoutable concurrent et même de " flirter " avec lui. Il sentait bien, lui gouvernement officiel, la fragilité des sympathies qui montaient vers lui de la masse travailleuse et de l'armée. Il se rendait bien compte qu'au premier conflit social sérieux, ces deux forces décisives se rangeraient infailliblement du côté des Soviets.

Il " espérait ", comme par ailleurs. Il cherchait à gagner du temps. Mais la présence de ce second " directoire ", non officiel, si gênant, et avec lequel il fallait traiter, formait pour le " gouvernement provisoire " - officiel mais impuissant - un des plus gros obstacles à surmonter.

La critique violente, la propagande vigoureuse de tous les partis socialistes et surtout des éléments d'extrême gauche (socialistes-révolutionnaires de gauche, bolcheviks, anarchistes) n'étaient pas non plus à dédaigner. Car, naturellement, le gouvernement ne pouvait songer à recourir à des mesures répressives contre la liberté de parole. Et s'il l'osait, quelles seraient les forces qui exécuteraient ses ordres ? Il n'en avait aucune à sa disposition !

Même une bourgeoisie puissante, organisée et fortement trempée, ayant déjà soutenu plus d'un combat contre les éléments adverses et possédant une grande force matérielle (armée, police, argent, etc.), aurait eu du fil à retordre pour arriver à une solution satisfaisante d'un tel ensemble de problèmes et imposer sa volonté, son pouvoir et son " programme " dans de telles conditions. Or, *une pareille bourgeoisie faisait défaut en Russie*. En tant que *classe* ayant conscience d'elle-même, la classe capitaliste russe était à peine à ses débuts. Faible, non organisée, sans tradition ni expérience historique, elle ne pouvait espérer aucun succès. Aussi n'exerçait-elle aucune activité.

Devant représenter " en principe " une bourgeoisie à peu près inexistante et inopérante, le gouvernement provisoire était fatalement condamné à œuvrer dans le vide. Et ce fut sans doute la cause primordiale de sa faillite.

3.4 Vers un gouvernement socialiste ? La misère du socialisme

Le premier " gouvernement provisoire ", essentiellement bourgeois, fut donc fatalement et rapidement réduit à une impuissance manifeste, ridicule, mortelle. Le pauvre faisait ce qu'il pouvait pour se maintenir : il louvoyait, il tergiversait, il " traînait "... En attendant, tous les problèmes brûlants " traînaient " aussi. La critique et ensuite la colère générale contre ce gouvernement fantôme prenaient tous les jours de l'ampleur. Bientôt, on lui rendit l'existence impossible. A peine soixante jours après sa solennelle installation, il dut, sans lutte, céder la place, le 6 mai, à un gouvernement dit " de coalition " (avec une participation socialiste) dont le membre le plus influent était A. Kérensky, socialiste-révolutionnaire (ou, plutôt, socialiste " indépendant ") très modéré.

Ce gouvernement socialo-bourgeois pouvait-il espérer arriver à de meilleurs résultats ? Certes non. Car les conditions de son existence et l'impuissance de son action devaient être fatalement les mêmes que celles du premier gouvernement provisoire. Obligé de s'appuyer sur la bourgeoisie impuissante, forcé de continuer la guerre, incapable d'apporter une solution réelle aux problèmes de plus en plus urgents, attaqué vigoureusement par les gauches et se débattant parmi les difficultés de toutes sortes et de toute heure ce deuxième gouvernement provisoire périt sans gloire, de même que le premier, et à peu près dans le même délai (le 2 juillet), pour céder sa place à un troisième gouvernement non moins " provisoire ", composé essentiellement de socialistes, avec quelques éléments bourgeois.

C'est à ce moment que Kérensky, maître et chef suprême de ce troisième puis, enfin, d'un quatrième gouvernement (à peu près pareil au précédent) devint, pour quelque temps, une sorte de *duce* du pays, et que le parti socialiste-révolutionnaire, en collaboration étroite avec les menchéviks, parut devoir l'emporter définitivement, comme maître de la Révolution. Encore un pas - et le pays aurait eu un gouvernement socialiste pouvant s'appuyer sur des forces très réelles : la paysannerie, la masse ouvrière, une grande partie de la couche intellectuelle, les Soviets, l'armée, etc.

Pourtant, il n'en fut rien.

A son arrivée au pouvoir, le dernier gouvernement de Kérensky paraissait très fort. Et, en effet, il *pouvait le devenir*.

Kérensky lui-même, avocat et député de tendance socialiste, jouissait d'une très grande popularité, même auprès de vastes masses et à l'armée. Ses discours à la Douma, à la veille de la Révolution, remportaient des succès retentissants. Son avènement au pouvoir suscita d'immenses espoirs dans le pays. Il pouvait s'appuyer, sans réserve, sur les Soviets - donc, sur toute la classe laborieuse - car, à ce moment, l'écrasante majorité des délégués était socialiste et les Soviets se trouvaient entièrement entre les mains des socialistes-révolutionnaires de droite et des sociaux-démocrates menchéviks.

Dans les premières semaines du ministère Kerensky, il était dangereux de critiquer son chef publiquement, tant il avait la confiance du pays. Quelques agitateurs d'extrême gauche l'apprirent à leurs dépens, en voulant parler contre Kérénsky sur des places publiques. Il y eut même des cas de lynchage. Pour mettre à profit tous ces remarquables avantages il fallait que Kérénsky remplît - mais remplît effectivement en actes - *une seule condition* : celle préconisée jadis par Danton. Il lui fallait *de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace*.

Eh bien, c'était justement la qualité qui lui manquait totalement !

Dans la situation donnée, " de l'audace " signifiait pour lui : 1° l'abandon immédiat de la guerre (sous une forme qu'il avait à trouver) ; 2° la rupture décisive avec le régime capitaliste et bourgeois (donc, formation d'un gouvernement entièrement socialiste) ; 3° l'orientation immédiate de toute la vie économique et sociale du pays vers un système franchement socialiste.

Tout cela eût été, d'ailleurs, parfaitement logique et " indiqué " pour un gouvernement à tendance *socialiste*, avec une majorité socialiste, avec un chef socialiste... Eh bien, non ! Comme toujours, comme partout ailleurs, les socialistes russes et Kérénsky lui-même, au lieu de comprendre la nécessité historique, de saisir le moment propice, d'aller de l'avant et de remplir, enfin, leur véritable programme, restèrent prisonniers de leur " programme " bâtard (dit " minimum ") qui leur prescrivait immuablement la lutte *pour une république démocratique bourgeoise*.

Au lieu de se mettre franchement au service des masses laborieuses et de leur émancipation, les socialistes et Kérénsky, prisonniers de leur molle idéologie, ne trouvèrent rien de mieux que de faire le jeu du capitalisme russe et international.

Kérénsky n'osa ni abandonner la guerre, ni, tournant le dos à la bourgeoisie, s'appuyer fermement sur les classes travailleuses, ni même, simplement, continuer la Révolution ! (Il n'osa même pas hâter la convocation de l'Assemblée Constituante.)

Il voulait, lui, continuer la guerre ! A tout prix et par tous les moyens !

Ce qu'il *osa*, ce fut, d'abord, un ensemble de réformes à rebours : rétablissement de la peine de mort et des conseils de guerre sur le front ; mesures répressives à l'arrière ; ce fut, ensuite, une longue série de promenades sur le front pour y prononcer des discours et des harangues enflammées qui devaient, d'après lui, faire renaître chez les soldats l'enthousiasme guerrier des premiers jours. Il se rendait compte que la guerre continuait uniquement par la force de l'inertie Et il voulait lui donner une impulsion nouvelle avec des paroles et des punitions, ne tenant aucun compte des réalités.

Il discourait tant, que son titre de " commandant en chef " (il l'était en même temps que président du conseil des ministres) fut vite modifié par le public en celui de " harangueur en chef ".

Environ deux mois suffirent pour que sa popularité tombât au plus ; bas, surtout parmi les travailleurs et les soldats qui finirent par se moquer de ses discours. Ils voulaient des *actes*, eux, des actes de paix et de *Révolution sociale*. Ils voulaient aussi la convocation rapide de la Constituante. (L'obstination avec laquelle tous les gouvernements retardèrent cette convocation fut l'une des raisons de leur impopularité. Les bolcheviks surent bien en profiter, promettant, entre autres, la convocation de l'Assemblée Constituante aussitôt qu'ils seraient au pouvoir.)

En somme, les raisons de la faillite du gouvernement Kérénsky furent les mêmes qui provoquèrent l'échec des gouvernements précédents : l'impossibilité pour les socialistes modérés de cesser la guerre ; l'impuissance lamentable de ce quatrième gouvernement à résoudre les problèmes du moment ; son intention d'emprisonner la Révolution dans les limites d'un régime bourgeois.

Plusieurs circonstances et événements - suites logiques de ces insuffisances fatales - vinrent aggraver la situation et précipiter la chute de Kérénsky.

D'abord, le parti bolchéviste, ayant rassemblé à cette époque ses meilleures forces et possédant ainsi un puissant organisme de propagande et d'action, déversait quotidiennement à travers le pays, par des milliers de voix et d'articles, des critiques, adroites, substantielles, vigoureuses, contre la politique, l'attitude et toute l'activité du gouvernement (et aussi de tous les socialistes modérés). Il prêchait la cessation immédiate de la guerre, la démobilisation, la continuation de la Révolution. Il diffusait, avec la dernière énergie, ses idées sociales et révolutionnaires. Il répétait tous les jours ses promesses de convoquer immédiatement la Constituante et de résoudre enfin, rapidement et avec succès, tous les

problèmes de l'heure *s'il arrivait au pouvoir*. Il " tapait " journallement, sans se lasser ni se laisser intimider, sur le même clou : le *Pouvoir !* " Tout le Pouvoir aux Soviets ! " clamait-il du matin au soir et du soir au matin. Le pouvoir politique au pouvoir bolchéviste, et tout sera arrangé, résolu, réalisé.

De plus en plus écouté et suivi par les travailleurs intellectuels, par les masses ouvrières et par l'armée ; multipliant, avec une rapidité vertigineuse, le nombre de ses adhérents et pénétrant ainsi dans toutes les usines et entreprises, le parti bolchéviste disposait déjà en juin, de cadres imposants de militants, d'agitateurs, de propagandistes, d'écrivains, d'organiseurs et d'hommes d'action. Il disposait aussi de fonds considérables. Et il avait à sa tête un comité central valeureux, dirigé par Lénine. Il déploya une activité farouche, fébrile, foudroyante et se sentit bientôt, au moins moralement, maître de la situation. Ceci d'autant plus qu'il n'avait pas de rivaux à l'extrême-gauche : le Parti " socialiste-révolutionnaire de gauche ", beaucoup plus faible, ne pouvait faire que figure de satellite ; le mouvement anarchiste était à peine à ses débuts ; et quant au mouvement syndicaliste révolutionnaire, il était, nous le savons, inexistant.

Kérensky, se sentant de moins en moins solide, *n'osait* attaquer les bolcheviks résolument, de front. Il recourait, d'une manière décousue, à des demi-mesures qui, insuffisantes pour abattre l'adversaire, lui faisaient, au contraire, de la publicité, attirant sur lui l'attention, l'estime et enfin la confiance des masses. En fin de compte, ces timides réactions renforçaient l'ennemi au lieu de l'affaiblir. Et puis, comme tant d'autres, Kérensky ne voyait pas le danger. À ce moment-là, presque personne ne croyait à une victoire bolchéviste. (Il est notoire qu'au sein même du parti, Lénine avait à peu près seul la certitude de vaincre et insistait presque seul sur l'opportunité de préparer l'insurrection.)

Ensuite Kérensky, poussé par les alliés, fasciné par ses rêves guerriers et, probablement, par ses propres harangues, eut le malheur de déclencher, le 18 juin, sa fameuse offensive sur le front allemand : offensive qui échoua lamentablement et porta un coup terrible à sa popularité. Déjà le 3 juillet éclata à Petrograd une émeute armée contre le gouvernement, avec participation des troupes (particulièrement des marins de Cronstadt), aux cris de : " À bas Kérensky ! Vive la Révolution sociale ! Tout le pouvoir aux Soviets ! " Cette fois, Kérensky put encore - mais difficilement - maîtriser la tempête. Toutefois il perdit l'ombre même de son influence de jadis.

Enfin, un événement particulier lui porta le coup de grâce. Désespéré par la marche ascendante de la Révolution et l'indécision de Kérensky, un général " blanc ", Korniloff, préleva sur le front quelques milliers de soldats (appartenant pour la plupart à des troupes caucasiennes, sortes de troupes coloniales, plus facilement maniables et " dupables "), les trompa sur ce qui se passait dans la capitale et les envoya sur Petrograd, sous la conduite d'un général dévoué, soi-disant " pour en finir *avec les bandes de criminels armés*, et défendre le gouvernement impuissant à les exterminer ".

Pour des raisons qu'on saura peut-être un jour exactement, Kérensky ne livra à Korniloff qu'une résistance molle, de pure apparence. La capitale fut sauvée uniquement grâce à un élan fougueux, à un effort prodigieux et à un esprit de sacrifice sublime des ouvriers eux-mêmes. Avec l'aide de la gauche du Soviet de Petrograd, quelques milliers d'ouvriers s'armèrent en toute hâte et partirent de leur propre initiative " sur le front ", contre Korniloff. Une bataille, à proximité de Petrograd déjà, resta indécise. Les ouvriers ne cédèrent pas un pouce de terrain. Mais ils y laissèrent de nombreux cadavres et ils n'étaient pas sûrs d'avoir le lendemain assez d'hommes et de munitions. Cependant, grâce à une action rapide et énergique des cheminots et des employés du télégraphe, aidés vigoureusement par des comités de soldats au front, le quartier général de Korniloff fut isolé du front et du pays. D'autre part, la nuit, les soldats de Korniloff, surpris de la résistance héroïque des " bandits ", des " criminels " et des " fainéants ", et flairant la duperie, voulurent examiner les corps. Ils constatèrent que les cadavres avaient, tous, les mains calleuses de travailleurs authentiques. Enfin, quelques groupements socialistes du Caucase à Petrograd réussirent à faire passer une délégation au camp des troupes de Korniloff. La délégation s'aboucha avec les soldats, les mit au courant de la véritable situation, détruisit définitivement la fable des " bandits " et les persuada d'abandonner la lutte fratricide. Le lendemain matin les soldats de Korniloff déclarèrent qu'ils avaient été trompés, refusèrent de se battre contre leurs frères ouvriers et retournèrent au front. L'aventure échoua.

Dès le lendemain, l'opinion publique accusa Kérénsky d'avoir été secrètement de connivence avec Korniloff. Vraie ou non, cette version s'accrédita. Moralement, c'en était fait du gouvernement Kérénsky et, en général, des socialistes modérés. Le chemin était déblayé pour une offensive résolue du parti bolchéviste.

Alors se produisit encore un fait dont le rôle fut capital dans la suite des événements. Aux nouvelles élections des délégués (aux Soviets, aux Comités d'usines, aux cellules de l'armée etc.), *les bolcheviks remportèrent une victoire écrasante sur les socialistes modérés*. Ainsi, le parti bolchéviste s'empara définitivement de toute l'action ouvrière et révolutionnaire. Avec le concours des socialistes-révolutionnaires de gauche, il gagna ainsi de vastes sympathies chez les paysans. D'excellentes positions stratégiques pour une attaque décisive étaient maintenant entre ses mains.

Dès ce moment, Lénine envisagea la convocation d'un Congrès panrusse des Soviets qui devait s'insurger contre le pouvoir de Kérénsky, le renverser avec l'aide de l'armée et inaugurer celui du parti bolchéviste.

Les préparatifs pour l'exécution de ce plan commencèrent tout de suite, en partie ouvertement, en partie sous le manteau. Lénine, obligé de se cacher, dirigeait les opérations à distance. Kérénsky, tout en flairant le danger, était impuissant à le conjurer. Les événements se précipitaient. Le dernier acte du drame allait se jouer.

Résumons.

Tous les gouvernements conservateurs ou modérés qui se suivirent, de février à octobre 1917, prouvèrent leur impuissance à résoudre, dans les conditions données, les problèmes d'une gravité et d'une acuité exceptionnelles, posés devant le pays par la Révolution : telle fut la raison principale pour laquelle ce pays jeta successivement à terre, dans le court espace de huit mois, le gouvernement bourgeois conservateur d'allure constitutionnelle, la démocratie bourgeoise et, enfin, le pouvoir socialiste modéré.

Deux faits, surtout, marquèrent cette impuissance : 1° l'impossibilité pour le pays de continuer la guerre, et, pour les gouvernements en question, de la cesser ; 2° l'urgence que le pays prêtait à la convocation de l'Assemblée Constituante et l'impossibilité où se trouvaient ces gouvernements de la convoquer.

La propagande vigoureuse de l'extrême-gauche pour l'arrêt immédiat de la guerre, pour la convocation rapide de la Constituante et pour la Révolution sociale intégrale comme seul moyen de salut, avec d'autres facteurs de moindre importance, animèrent cette marche foudroyante de la Révolution.

Ainsi la Révolution russe, déclenchée fin février 1917 contre le tsarisme, brûla rapidement les étapes d'une révolution politique bourgeoise : démocratique et socialiste modérée.

En octobre, le chemin étant déblayé de tous les obstacles, la Révolution se plaça, effectivement et définitivement, sur le terrain de la *Révolution sociale*. Et il fut tout à fait logique et naturel que, après la faillite de tous les gouvernements et partis politiques modérés, les masses laborieuses se tournassent vers le dernier parti existant, le seul qui restât debout, le seul qui envisageât sans crainte la Révolution sociale, le seul qui promît, à condition d'arriver au pouvoir, la solution rapide et heureuse de tous les problèmes : *le parti bolchéviste*.

Le mouvement *anarchiste*, répétons-le, était encore bien trop faible pour avoir une influence immédiate et concrète sur les événements. Et le mouvement *syndicaliste* n'existait pas.

Du point de vue *social*, la situation était la suivante :

Trois éléments fondamentaux se trouvaient en présence : 1° la bourgeoisie ; 2° la classe ouvrière ; 3° le parti bolchéviste, figurant comme idéologue et " avant-garde ".

La *bourgeoisie*, le lecteur le sait, était faible. Le parti bolchéviste n'eut pas trop de difficulté à l'écraser. *La classe ouvrière, elle aussi, était faible*. Non organisée (dans le vrai sens du terme), inexpérimentée et, au fond, inconsciente de sa véritable tâche, elle ne sut agir aussitôt *elle-même*, pour son propre compte. *Elle s'en remit au parti bolchéviste, qui s'empara de l'action*.

Ajoutons-y une note qui, certes, anticipera quelque peu sur les faits, mais qui permettra au lecteur de mieux les suivre, de mieux les comprendre.

Cette insuffisance de la classe ouvrière russe au début de la Révolution sera fatale pour la suite des événements et aussi pour la Révolution tout entière. (Nous avons parlé de ce néfaste " Passif " de la

Révolution avortée de 1905-06 : *la classe ouvrière ne conquiert pas le droit de s'organiser* ; elle resta éparpillée. En 1917 elle s'en ressentira.)

Le parti bolchéviste, disons-nous, s'empara de l'action. Et, au lieu de prêter simplement main-forte aux travailleurs, dans leurs efforts pour achever la Révolution et pour s'émanciper; au lieu de les *aider* dans leur lutte, rôle que dans leur pensée les ouvriers lui assignaient, rôle qui, normalement devrait être celui de tous les idéologues révolutionnaires et qui n'exige nullement la prise ni l'exercice du " pouvoir politique "[7], au lieu de remplir ce rôle, le parti bolchéviste, une fois au pouvoir, s'y installa naturellement, *en maître absolu* ; il s'y corrompit vite ; il s'organisa en une caste privilégiée et, par la suite, il *écrasa et subjugué la classe ouvrière pour l'exploiter, sous des formes nouvelles, dans ses propres intérêts*.

De ce fait, toute la Révolution sera faussée, déviée, égarée. Car, lorsque les masses populaires se seront rendu compte de l'erreur et du péril, il sera trop tard : après une lutte entre elles et les nouveaux maîtres, solidement organisés et disposant de forces matérielles, administratives, militaires et policières suffisantes, - lutte âpre, mais inégale, qui durera quelque trois ans et restera longtemps quasi ignorée hors de Russie - le peuple succombera. La véritable Révolution émancipatrice sera une fois de plus étouffée, par les " révolutionnaires " eux-mêmes.

3.5 La révolution bolcheviste

3.5.1 La chute du gouvernement Kérensky. - La victoire du parti bolcheviste.

À partir d'octobre, le dénouement approche. Les masses sont prêtes à une nouvelle révolution. Quelques soulèvements spontanés depuis juillet (celui déjà cité de Petrograd, celui de Kalouga, celui de Kazan) et d'autres mouvements de masses et de troupes, çà et là, le prouvent suffisamment.

Le parti bolcheviste se voit, d'ores et déjà, en mesure de s'appuyer sur deux forces réelles : la confiance des vastes masses et une forte majorité de l'armée. Il passe à l'action et prépare fébrilement la bataille décisive qu'il veut mener pour son compte. Son agitation fait rage. Il met la dernière main à la formation des cadres ouvriers et militaires pour le combat décisif. Il organise aussi, définitivement, ses propres cadres et dresse, pour le cas de succès, la liste éventuelle du nouveau gouvernement bolcheviste, Lénine en tête. Ce dernier surveille les événements de près et passe ses dernières instructions. Trotski, bras droit très actif de Lénine, rentré depuis plusieurs mois des États-Unis, où il séjournait en dernier lieu après son évasion de la Sibérie, participera au pouvoir en bonne place.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche agissent d'accord avec les bolcheviks.

Les anarcho-sindicalistes et les anarchistes, peu nombreux et mal organisés, mais très actifs aussi, font, de leur côté, tout ce qu'ils peuvent pour soutenir et encourager l'action des masses contre Kérensky. Toutefois, ils s'efforcent d'orienter la nouvelle Révolution non pas sur la voie politique, vers la conquête du pouvoir par un parti, mais sur le chemin véritablement social : vers une organisation et une collaboration libres, d'esprit libertaire.

La suite des événements est à peu près connue. Citons les faits, brièvement.

La faiblesse extrême du gouvernement Kérensky une fois constatée, la sympathie d'une majorité écrasante des masses laborieuses acquise, le soutien actif de la flotte de Cronstadt - toujours à l'avant-garde de la Révolution - et de la majorité des troupes de Petrograd assuré, le Comité Central du parti bolcheviste fixa l'insurrection au 25 octobre (7 novembre, nouveau style). Le Congrès panrusse des Soviets fut convoqué à la même date.

Dans l'esprit des membres du Comité Central, ce Congrès - l'écrasante majorité des délégués étant bolcheviste et suivant aveuglément les directives du parti - devait, au besoin, proclamer et appuyer la Révolution, rallier toutes les forces révolutionnaires du pays, faire face à la résistance éventuelle de Kérensky, etc.

L'insurrection se produisit, effectivement, le 26 octobre au soir. Le Congrès des Soviets se réunit à Petrograd le même jour. Mais il n'eut pas à intervenir.

Il n'y eut, non plus, ni combats de rues, ni barricades : aucune lutte de vaste envergure.

Tout se passa d'une façon simple et rapide.

Abandonné par tout le monde, le gouvernement Kérénsky, se cramponnant à des chimères, siégeait au Palais d'Hiver. Ce dernier était défendu par un bataillon " d'élite ", un bataillon de femmes et une poignée de jeunes officiers aspirants.

Des détachements de troupes acquises aux bolcheviks, agissant d'après un plan établi en liaison étroite avec le Congrès des Soviets et le Comité Central du parti, cernèrent le Palais et attaquèrent ses défenseurs. L'action des troupes fut soutenue par des navires de guerre de la flotte baltique, venus de Cronstadt et alignés sur la Néva, face au Palais. Il y avait notamment le croiseur *Avrora*.

Après une courte escarmouche et quelques coups de canon tirés du croiseur, les troupes bolchévistes s'emparèrent du Palais.

Entre temps, Kérénsky réussit à fuir. Les autres membres de son gouvernement furent arrêtés.

Ainsi, à Petrograd, l' " insurrection " se limita à une petite opération militaire, menée par le parti bolcheviste. Le siège du gouvernement devenu vide, le Comité Central du parti s'y installa en vainqueur. Ce fut presque une révolution de palais.

Une tentative de Kerensky de marcher sur Petrograd avec quelques troupes prélevées sur le front (des cosaques et, encore, la division caucasienne) échoua - grâce à une vigoureuse intervention armée des masses ouvrières de la capitale et surtout, à nouveau, des marins de Cronstadt, venus en hâte à la rescousse. Dans une bataille près de Gatchina, aux environs de Petrograd, une partie des troupes de Kérénsky fut battue ; une autre passa au camp révolutionnaire. Kérénsky se sauva et gagna l'étranger.

A Moscou et ailleurs, la prise du pouvoir par le parti bolcheviste s'effectua avec moins de facilité.

Moscou vécut dix jours de combats acharnés entre les forces révolutionnaires et celles de la réaction. Il y eut beaucoup de victimes. Plusieurs quartiers de la ville furent fortement endommagés par le feu de l'artillerie. Finalement, la Révolution l'emporta.

Dans certaines autres villes, également, la victoire fut arrachée de haute lutte.

La campagne, d'une façon générale, resta calme ou plutôt indifférente. Les paysans étaient trop absorbés par leurs préoccupations locales : depuis longtemps, ils étaient en train de résoudre eux-mêmes " le problème agraire ". Au demeurant, ils ne voyaient aucun inconvénient à ce que les bolcheviks prissent le pouvoir. Du moment qu'ils avaient la terre et ne redoutaient pas le retour du " pomestchik ", ils étaient à peu près satisfaits et se souciaient peu des tenants du trône. Ils ne s'attendaient à rien de mauvais de la part des bolcheviks. Et ils avaient entendu dire que ceux-ci voulaient faire cesser la guerre, ce qui leur paraissait parfaitement juste et concevable. Ils n'avaient donc aucune raison de combattre la nouvelle révolution.

La façon dont cette révolution fut accomplie illustre on ne peut mieux l'inutilité d'une lutte autour du " pouvoir politique ". Si, pour telle ou telle raison, celui-ci est soutenu par une forte partie de la population et surtout par l'armée il est impossible de l'abattre ; donc, ce n'est pas la peine de s'y attaquer. Si, au contraire, il est abandonné par la majorité et par l'armée - ce qui se produit lors d'une véritable révolution - alors ce n'est pas la peine de s'en occuper spécialement : au moindre geste du peuple en armes, il tombe comme un château de cartes. Il faut s'occuper, non pas du pouvoir " *politique* ", mais *du pouvoir réel de la révolution*, de ses inépuisables forces spontanées, potentielles, de son irrésistible élan, des immenses horizons qu'elle ouvre, en bref, de toutes les énormes possibilités qu'elle porte dans son sein.

Cependant, comme on sait, dans plusieurs régions - notamment à l'Est et dans le Midi - la victoire des bolcheviks ne fut pas complète. Des mouvements contre-révolutionnaires se dessinèrent bientôt ; ils se précisèrent, prirent de l'importance et aboutirent à une véritable guerre civile qui dura jusqu'à la fin de l'année 1921.

L'un de ces mouvements, dirigé par le général Dénikine (1919), prit les proportions d'un soulèvement très dangereux pour le pouvoir bolcheviste. Parti des profondeurs de la Russie méridionale (région du Don et du Kouban, Ukraine, Crimée, Caucase), l'armée de Dénikine arriva, en été 1919, presque aux portes de Moscou. (Le lecteur apprendra par ailleurs les raisons qui firent la force de ce mouvement ainsi que la façon dont ce danger imminent put être écarté, *une fois de plus en dehors du " pouvoir politique " bolcheviste*, prêt à lâcher pied.)

Très dangereux fut, également, le soulèvement déclenché plus tard par le général Wrangel, dans les mêmes parages.

Assez menaçant fut, auparavant, le mouvement commandé militairement par l'amiral Koltchak, dans l'Est.

D'autres rebellions contre-révolutionnaires, par-ci par-là, furent de moindre importance.

La plupart de ces mouvements ont été, dans une certaine mesure, soutenus et alimentés par des interventions étrangères. Certains ont été épaulés et même politiquement dirigés par les socialistes modérés : les socialistes-révolutionnaires de droite et les mencheviks.

D'autre part, le pouvoir bolcheviste dut soutenir une lutte, longue et difficile : 1° contre ses ex-partenaires, les socialistes-révolutionnaires de gauche ; 2° *contre les tendances et le mouvement anarchistes*. Naturellement, ces mouvements de gauche combattirent les bolcheviks, non pas du côté contre-révolutionnaire, mais, au contraire, au nom de la " véritable Révolution sociale " trahie, à leur sens, par le parti bolcheviste au pouvoir.

Nous reparlerons de tous ces mouvements, d'une manière plus détaillée, dans la dernière partie de notre ouvrage. Mais, notons ici même que la naissance, et, surtout, l'ampleur et la vigueur de ces mouvements contre-révolutionnaires furent le résultat fatal de la carence du pouvoir bolcheviste, de son impuissance à organiser la vie économique et sociale nouvelle. Le lecteur verra par la suite quelle a été l'évolution *réelle* de la Révolution d'octobre, et aussi quels furent les moyens par lesquels le nouveau pouvoir sut, finalement, s'imposer, se maintenir, maîtriser la tempête et " résoudre " à sa façon les problèmes de la Révolution.

En somme, c'est à partir de l'année 1922 seulement que le parti bolcheviste au pouvoir put se sentir définitivement - au moins pour un moment historique donné - maître de la situation.

L'explosion et ses effets immédiats prirent fin. Sur les ruines du tsarisme et du système féodal-bourgeois, il fallait maintenant commencer à édifier la société nouvelle.

LIVRE II : Le bolchevisme et l'anarchie

4. Les deux idées de la Révolution

4.1 Deux conceptions opposées de la Révolution sociale

Notre principale tâche est de fixer et d'examiner, dans la mesure de nos moyens, ce que la Révolution russe comporte *d'inconnu ou de peu connu*.

Soulignons un fait qui, sans être ignoré, n'est pas pris en considération ou, plutôt, ne l'est que superficiellement dans les pays occidentaux

À partir d'octobre 1917, la Révolution russe s'engage sur un terrain tout à fait nouveau : celui de la grande Révolution Sociale. Elle avance ainsi sur un chemin très particulier, totalement inexploré.

Il s'ensuit que la marche ultérieure de la Révolution revêt un caractère également nouveau, original.

(Notre exposé ne ressemblera donc plus, désormais, à ce qu'il a été jusqu'à présent. Son allure générale, les éléments qui le composent, son langage même, changeront, prenant un aspect inaccoutumé, spécial. Ce changement ne devra pas étonner le lecteur.)

Passons à un autre fait qui est moins connu et, pour beaucoup de lecteurs, sera inattendu. Nous l'avons, cependant, laissé entrevoir.

Au cours des crises et des faillites qui se succédèrent jusqu'à la Révolution d'octobre 1917, il *n'y eut pas que le bolchevisme comme conception de la Révolution Sociale à accomplir*. Sans parler de la doctrine socialiste-révolutionnaire (de gauche), apparentée au bolchevisme par son caractère politique, autoritaire, étatiste et centraliste, ni de quelques autres petits courants similaires, *une seconde idée fondamentale, envisageant également une franche et intégrale Révolution Sociale, se précisa et se répandit dans les milieux révolutionnaires et aussi au sein des masses laborieuses : ce fut l'idée anarchiste.*

Son influence, très faible au début, augmenta au fur et à mesure que les événements prirent de l'ampleur. Fin 1918, cette influence devint telle que les bolcheviks qui n'admettaient aucune critique - et encore moins une contradiction ou une opposition - s'inquiétèrent sérieusement. À partir de 1919 *et jusqu'à fin 1921 ils durent soutenir une lutte très sévère contre les progrès de cette idée : lutte au moins aussi longue et âpre que le fut celle contre la réaction.*

Soulignons, à ce propos, un troisième fait qui n'est pas assez connu : *le bolchevisme au pouvoir combattit l'idée et le mouvement anarchistes et anarcho-syndicalistes, non pas sur le terrain des expériences idéologiques ou concrètes, non pas au moyen d'une lutte franche et loyale, mais avec les mêmes méthodes de répression qu'il employa contre la réaction : méthodes de pure violence. Il commença par fermer brutalement les sièges des organisations libertaires, par interdire aux anarchistes toute propagande ou activité. Il condamna les masses à ne pas entendre la voix anarchiste, à la méconnaître. Et puisque, en dépit de cette contrainte l'idée gagnait du terrain, les bolcheviks passèrent rapidement à des mesures plus violentes : la prison, la mise hors la loi, la mise à mort. Alors, la lutte inégale entre les deux tendances - l'une au pouvoir, l'autre face au pouvoir - s'aggrava, s'amplifia et aboutit, dans certaines régions, à une véritable guerre civile. En Ukraine, notamment, cet état de guerre dura plus de deux ans, obligeant les bolcheviks à mobiliser toutes leurs forces pour étouffer l'idée anarchiste et pour écraser les mouvements populaires inspirés par elle. Ainsi, la lutte entre les deux conceptions de la Révolution Sociale et, du même coup, entre le Pouvoir bolcheviste et certains mouvements des masses laborieuses tint une place très importante dans les événements de la période 1919-1921.*

Cependant, pour des raisons faciles à comprendre, tous les auteurs sans exception, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche - nous ne parlons pas de la littérature libertaire - *passent ce fait sous silence*. Nous sommes donc obligé de le fixer, d'y apporter toutes les précisions, d'y attirer l'attention du lecteur.

D'autre part, une double question surgit :

1. Puisque, à la veille de la Révolution d'octobre, le bolchevisme rallia la majorité écrasante des suffrages populaires, quelle fut la cause de l'importante et rapide ascension de l'idée anarchiste ?

2. Quelle fut, exactement, la position des anarchistes vis-à-vis des bolcheviks, et pourquoi ces derniers durent-ils combattre - et combattre violemment - l'idée et le mouvement libertaires ?

C'est en répondant à ces deux questions qu'il nous sera le plus facile de révéler au lecteur le vrai visage du bolchevisme.

C'est aussi en confrontant les deux idées en présence et les deux mouvements en action qu'on arrivera le mieux à les connaître, à les apprécier à leur juste valeur, à comprendre le pourquoi de cet état de guerre entre les deux camps et, enfin, à " tâter le pouls " de la Révolution après le bouleversement bolcheviste d'octobre.

Comparons donc, *grosso modo*, les deux idées en présence :

L'idée bolcheviste était d'édifier, sur les ruines de l'État bourgeois, un nouvel " État ouvrier ", de constituer un " *gouvernement ouvrier et paysan* ", d'établir la " *dictature du prolétariat* ".

L'idée anarchiste était de transformer les bases économiques et sociales de la société *sans avoir recours à un État politique, à un gouvernement, à une " dictature "*, quels qu'ils fussent, c'est-à-dire de réaliser la Révolution et de résoudre ses problèmes non par le moyen *politique et étatique*, mais par celui d'une activité naturelle et libre, *économique et sociale*, des *associations des travailleurs eux-mêmes*, après avoir renversé le dernier gouvernement capitaliste.

Pour coordonner l'action, la première conception envisageait un pouvoir politique central, organisant la vie de l'État à l'aide du gouvernement et de ses agents, et d'après les directives formelles du " centre ".

L'autre conception supposait : l'abandon définitif de l'organisation politique et étatique ; une entente et une collaboration *directes et fédératives* des organismes économiques, sociaux, techniques ou autres (syndicats, coopératives, associations diverses, etc.), localement, régionalement, nationalement, internationalement ; donc, une centralisation, non pas *politique et étatique* allant du centre gouvernemental à la périphérie *commandée* par lui, mais *économique et technique*, suivant les besoins et les intérêts réels, allant de la périphérie aux centres, établie d'une façon naturelle et logique, selon les nécessités concrètes, sans domination ni commandement.

Il est à noter combien absurde - ou intéressé - est le reproche fait aux anarchistes de ne savoir " que détruire ", de n'avoir aucune idée " positive ", constructrice, surtout lorsque ce reproche leur est lancé par les " gauches ". Les discussions entre les partis politiques d'extrême-gauche et les anarchistes avaient toujours pour objet *la tâche positive et constructrice* à accomplir après la destruction de l'État bourgeois (au sujet de laquelle tout le monde était d'accord). Quel devait être alors le mode d'édification de la société nouvelle : étatiste, centraliste et politique, ou fédéralistes apolitique et simplement sociale ? Tel fut toujours le sujet des controverses entre les uns et les autres : preuve irréfutable que la préoccupation essentielle des anarchistes fut toujours, précisément, *la construction future*.

À la thèse des partis : État " transitoire ", politique et centralisé, les anarchistes opposent la leur : passage progressif *mais immédiat* à la vraie communauté, économique et fédérative. Les partis politiques s'appuient sur la structure sociale léguée par les siècles et les régimes révolus, et ils prétendent que ce modèle comporte des idées constructrices. Les anarchistes estiment qu'une construction nouvelle exige, *dès le début*, des méthodes nouvelles, *et ils préconisent ces méthodes*. Que leur thèse soit juste ou fautive, elle prouve, de toute façon, qu'ils savent parfaitement ce qu'ils veulent et qu'ils ont des idées constructrices nettes.

De façon générale, une interprétation erronée - ou, le plus souvent, sciemment inexacte - prétend que la conception libertaire signifie l'absence de toute organisation. Rien n'est plus faux. Il s'agit, non pas d' " organisation " ou de " non-organisation ", mais de *deux principes différents d'organisation*.

Toute révolution commence, nécessairement, d'une manière plus ou moins spontanée, donc confuse, chaotique. Il va de soi - et les libertaires le comprennent aussi bien que les autres - que si une révolution en reste là, à ce stade primitif, elle échoue. Aussitôt après l'élan spontané, le principe d'organisation doit intervenir dans une révolution, comme dans toute autre activité humaine. Et c'est alors que surgit la grave question : quels doivent être le mode et la base de cette organisation ?

Les uns prétendent qu'un groupe dirigeant central - groupe " d'élite " - doit se former pour prendre en main l'œuvre entière, la mener d'après sa conception, imposer cette dernière à toute la collectivité, établir

un gouvernement et organiser un État, dicter sa volonté à la population, imposer ses " lois " par la force et la violence, combattre, éliminer et même supprimer ceux qui ne sont pas d'accord avec lui.

Les autres estiment qu'une pareille conception est absurde, contraire aux tendances fondamentales de l'évolution humaine et, en fin de compte, plus que stérile : néfaste à l'œuvre entreprise. Naturellement, disent les anarchistes, il faut que la société soit organisée. Mais cette organisation nouvelle, normale et désormais possible doit se faire librement, socialement et, avant tout, en partant de la base. Le principe d'organisation doit sortir, non d'un centre créé d'avance pour accaparer l'ensemble et s'imposer à lui, mais - ce qui est exactement le contraire - de tous les points, pour aboutir à des nœuds de coordination, centres naturels destinés à desservir tous ces points. Bien entendu, il faut que l'esprit organisateur, que les hommes capables d'organiser - les " élites " - interviennent. Mais, en tout lieu et en toute circonstance, toutes ces valeurs humaines doivent librement participer à l'œuvre commune, en vrais *collaborateurs*, et non en *dictateurs*. Il faut que, partout, ils donnent l'exemple et s'emploient à grouper, à coordonner, à organiser les bonnes volontés, les initiatives, les connaissances, les capacités et les aptitudes, sans les dominer, les subjuguier ou les opprimer. Pareils hommes seraient de *vrais organisateurs* et leur œuvre constituerait la *véritable organisation*, féconde et solide, parce que naturelle, humaine, effectivement progressive. Tandis que l'autre " organisation ", *calquée sur celle d'une vieille société d'oppression et d'exploitation - donc adaptée à ces deux buts* - serait stérile et instable parce que non conforme aux *buts nouveaux*, donc nullement progressive. En effet, elle ne comporterait aucun élément d'une société nouvelle ; au contraire, elle porterait à leur paroxysme toutes les tares de la vieille société, puisque *n'ayant modifié que leur aspect*. Appartenant à une société périmée, dépassée sous tous les rapports, donc impossible en tant qu'institution naturelle, libre et vraiment humaine, elle ne pourrait se maintenir autrement qu'à l'aide d'un nouvel *artifice*, d'une nouvelle tromperie, d'une nouvelle violence, de nouvelles oppressions et exploitations. Ce qui, fatalement, détournerait, fausserait et mettrait en péril toute la révolution. Il est évident qu'une pareille organisation resterait improductive *en tant que moteur de la Révolution Sociale*. Elle ne pourrait aucunement servir comme " société de transition " (ce que prétendent les " communistes "), car une telle société devrait nécessairement posséder au moins quelques-uns des *germes* de celle vers laquelle elle évoluerait ; or, toute société autoritaire et étatiste ne posséderait que des résidus de la société déchue.

D'après la thèse libertaire, c'étaient les masses laborieuses *elles-mêmes* qui, au moyen de leurs divers organismes de classe (comités d'usines, syndicats industriels et agricoles, coopératives, etc.), *fédérés* et centralisés *selon les besoins réels*, devaient s'appliquer, partout sur place, à la solution des problèmes constructifs de la Révolution. Par leur action puissante et féconde, parce que libre et consciente, elles devaient coordonner leurs efforts sur toute l'étendue du pays. Et quant aux " élites ", leur rôle, tel que le concevaient les libertaires, était *d'aider les masses* : les éclairer, les instruire, leur donner les conseils nécessaires, les pousser vers telle ou telle initiative, leur montrer l'exemple, les soutenir dans leur action, *mais non pas les diriger gouvernementalement*.

D'après les libertaires, la solution heureuse des problèmes de la Révolution Sociale ne pouvait résulter que de l'œuvre librement et consciemment collective et solidaire de millions d'hommes y apportant et y harmonisant toute la variété de leurs besoins et de leurs intérêts ainsi que celle de leurs idées, de leurs forces et capacités, de leurs dons, aptitudes, dispositions, connaissances professionnelles, savoir-faire, etc. Par le jeu naturel de leurs organismes économiques, techniques et sociaux, avec l'aide des " élites " et, au besoin, sous la protection de leurs forces armées librement organisées, les masses laborieuses devaient, d'après les libertaires, pouvoir effectivement pousser en avant la Révolution Sociale et arriver progressivement à la réalisation pratique de toutes ses tâches.

La thèse bolcheviste était diamétralement opposée. Selon les bolcheviks, c'était *l'élite* - leur élite - qui, formant un gouvernement (dit " ouvrier " et exerçant la soi-disant " dictature du prolétariat "), devait poursuivre la transformation sociale et résoudre ses immenses problèmes. Les masses devaient aider cette élite (thèse inverse de celle des libertaires : l'élite devant aider les masses) en exécutant fidèlement, aveuglément, " mécaniquement ", ses desseins, ses décisions, ses ordres et ses " lois ". Et la force armée, calquée elle aussi sur celle des pays capitalistes, devait obéir aveuglément à " l'élite ".

Telle fut - et telle est - la différence essentielle entre les deux idées.

Telles furent aussi les deux conceptions opposées de la Révolution Sociale au moment du bouleversement russe de 1917.

Les bolcheviks, nous l'avons dit, ne voulurent même pas entendre les anarchistes, encore moins les laisser exposer leur thèse devant les masses. Se croyant en possession d'une vérité absolue, indiscutable, " scientifique ", prétendant devoir l'imposer et l'appliquer d'urgence, ils combattirent et éliminèrent le mouvement libertaire *par la violence*, dès que celui-ci commença à intéresser les masses ; procédé habituel de tous les dominateurs, exploiters et inquisiteurs.

Dès octobre 1917, les deux conceptions entrèrent en conflit d'une manière de plus en plus aiguë et sans compromis possible.

Quatre ans durant, ce conflit tiendra en haleine le pouvoir bolcheviste, jouant un rôle de plus en plus marquant dans les péripéties de la Révolution, jusqu'à l'écrasement définitif du courant libertaire " manu militari " (fin 1921).

Nous avons déjà dit qu'en dépit, ou plutôt justement, en raison de l'importance de ce fait et de l'enseignement qu'il apporte, il est soigneusement tu par la presse " politique " tout entière.

4.2 Les causes et les conséquences de la conception bolcheviste

4.2.1 Quelques appréciations.

Ce fut, on le sait, la conception politique, gouvernementale, étatiste et centraliste qui l'emporta.

Ici se pose préalablement une question qu'il importe d'éclaircir avant de revenir aux événements et sur d'autres questions.

Quelles furent les raisons fondamentales qui permirent au bolchevisme de l'emporter sur l'anarchisme dans la Révolution russe ? Comment apprécier ce triomphe ?

La différence numérique et la mauvaise organisation des anarchistes ne suffisent pas pour expliquer leur insuccès : au cours des événements, leur nombre aurait pu s'élever et leur organisation s'améliorer.

La violence seule n'est pas non plus une explication suffisante : si de vastes masses avaient pu être saisies à temps par les idées anarchistes, la violence n'eût pu s'exercer.

D'autre part, on le verra, l'échec n'est imputable ni à l'idée anarchiste comme telle ni à l'attitude des libertaires : il fut la conséquence presque inéluctable d'un ensemble de faits indépendants de leur volonté. Cherchons donc à établir les causes essentielles de la défaite de l'idée anarchiste. Elles sont multiples. Enumérons-les, par ordre d'importance, et tâchons de les juger à leur juste valeur.

1° *L'état d'esprit général des masses populaires* (et aussi des couches cultivées).

En Russie, comme partout ailleurs, l'État et le gouvernement apparaissaient aux masses comme des éléments indispensables, naturels historiquement fondés une fois pour toutes. Les gens ne se demandaient même pas si l'État, si le Gouvernement [8] représentaient des institutions " normales ", utiles, acceptables. Une pareille question ne leur venait pas à l'esprit. Et si quelqu'un la formulait, il commençait - et très souvent aussi il finissait - par ne pas être compris.

(Au cours de la Révolution, les masses devenaient, intuitivement, de plus en plus " anarchisantes ". Mais il leur manquait la conscience et les connaissances anarchistes. Et le temps pour s'en pénétrer leur manqua aussi.)

2° Ce préjugé étatiste, presque inné, dû à une évolution et à une ambiance millénaires, donc devenu une " seconde nature ", fut raffermi ensuite - surtout en Russie où la littérature anarchiste n'existait à peu près pas, sauf quelques brochures et tracts clandestins - *par la presse tout entière*, y compris celle des partis socialistes.

N'oublions pas que la jeunesse russe avancée lisait une littérature qui, invariablement, présentait le socialisme sous un jour *étatiste*. Les marxistes et les antimarxistes se disputaient entre eux, mais pour les uns comme pour les autres *l'État restait la base indiscutable de toute société moderne*.

Jamais les jeunes générations russes ne se représentaient le socialisme autrement que dans un cadre étatiste. À part quelques rares exceptions individuelles, la conception anarchiste leur resta inconnue jusqu'aux événements de 1917. Non seulement la presse, mais *toute l'éducation* - et de tout temps - eurent un caractère étatiste.

3° C'est pour les raisons exposées ci-dessus que les partis socialistes, y compris les bolcheviks, purent disposer, *au début même de la Révolution*, de cadres importants de militants prêts à l'action.

Les membres des partis socialistes modérés étaient, à ce moment déjà, relativement nombreux en Russie, ce qui fut une des causes du succès des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite.

Quant aux cadres bolchevistes, ils se trouvaient alors surtout à l'étranger. Mais tous ces hommes regagnèrent rapidement leur pays et se mirent aussitôt à l'œuvre.

Comparativement aux forces socialistes et bolchévistes, qui agissaient ainsi en Russie dès le début de la Révolution sur une vaste échelle et d'une façon massive, organisée, serrée, *les anarchistes n'étaient alors qu'une petite poignée d'hommes sans influence.*

(Il ne s'agit pas seulement du nombre. Reniant les moyens et les buts *politiques*, les anarchistes, logiquement, ne forment pas de parti politique artificiellement discipliné en vue de la conquête du pouvoir. Ils s'organisent en groupes de propagande ou d'action sociale et ensuite en associations ou en fédérations, suivant une discipline libre. Ce mode d'organisation et d'action contribue à les mettre, provisoirement, dans un état d'infériorité vis-à-vis des partis politiques. Cela, d'ailleurs, ne les décourage nullement, car ils travaillent pour le jour où les vastes masses ayant compris - par la force des choses, doublée d'une propagande explicative et éducative - la vérité vitale de leur conception, ils voudront réaliser celle-ci.)

Je me rappelle que, rentré de l'étranger en Russie et arrivé à Petrograd dans les premiers jours de juillet 1917, je fus frappé par le nombre impressionnant d'affiches bolchevistes annonçant des meetings et des conférences dans tous les coins de la capitale et de la banlieue, dans les salles publiques dans les usines, etc. Je ne voyais pas une seule affiche anarchiste. J'appris aussi que le parti bolcheviste publiait, dans la capitale et ailleurs, des journaux quotidiens à gros tirage et qu'il possédait un peu partout - dans les usines, dans les administrations, dans l'armée, etc., - des noyaux importants et influents. Et je constatai en même temps, avec une amère déception, l'absence à Petrograd d'un journal anarchiste ainsi que de toute propagande orale. Certes, il y existait quelques groupements libertaires, très primitifs. Il y avait aussi à Cronstadt (voir livre III, chapitre premier) quelques anarchistes actifs dont l'influence se faisait sentir. Mais ces " cadres " étaient insuffisants pour une propagande efficace, appelée non seulement à prêcher une idée quasi inconnue, mais aussi à contrecarrer la puissante propagande et l'action bolchevistes. *Au cinquième mois d'une formidable révolution, aucun journal, aucune voix anarchiste dans la capitale du pays ! Ceci, face à une activité déchaînée du parti bolcheviste.* Telle fut ma constatation. Ce n'est qu'au mois d'août, et avec de très grandes difficultés, que le petit groupe anarcho syndicaliste, composé surtout de camarades rentrés de l'étranger, réussit enfin à mettre sur pied un journal hebdomadaire (*Goloss Trouda, " la Voix du Travail "*). Et quant à la propagande par la parole, on ne comptait guère à Petrograd que trois ou quatre camarades capables de la mener. A Moscou, la situation était plus favorable, car il y existait déjà un quotidien libertaire, publié par une assez vaste Fédération, sous le titre : " *L'Anarchie* ". En province, les forces et la propagande anarchistes étaient insignifiantes.

Il faut s'étonner de ce que, en dépit de cette carence et d'une situation aussi défavorable, les anarchistes aient su gagner un peu plus tard - et un peu partout - une certaine influence, obligeant les bolcheviks à les combattre les armes à la main et, par endroits, pendant assez longtemps, avant de les écraser. *Ce succès rapide et spontané de l'idée anarchiste est très significatif.* (Nous verrons plus loin comment tous ces faits s'enchaînent et s'expliquent.)

Lorsque, à mon arrivée, quelques camarades voulurent connaître mes premières impressions, je leur dis ceci : " Notre retard est irréparable. C'est comme si nous avions à rattraper à pied un train express qui, en possession des bolcheviks, se trouve à 100 kilomètres devant nous et file à 100 kilomètres à l'heure. Nous devons non seulement le rattraper, mais nous y cramponner en pleine marche, y grimper, y pénétrer, y combattre les bolcheviks, les en déloger et, enfin, non pas nous emparer du train, mais - ce qui est beaucoup plus délicat - le mettre à la disposition des masses en les aidant à le faire marcher. Il faut un miracle pour que tout cela réussisse. Notre devoir est de croire à ce miracle et de travailler à sa réalisation. "

J'ajoute que ce " miracle " faillit se produire au moins deux fois au cours de la Révolution : la première, à Cronstadt, lors du soulèvement de mars 1921 ; la seconde, en Ukraine, lors du mouvement de masses dit " makhnoviste ".

Ces deux événements sont, nous l'avons dit, passés sous silence ou défigurés dans les ouvrages dus à la plume d'auteurs ignorants ou intéressés. Ils restent, généralement, inconnus du public. Nous nous en occuperons de près dans la dernière partie de notre ouvrage.

4° Certains événements de la Révolution (voir plus loin) nous prouvent qu'en dépit des circonstances défavorables et de l'insuffisance des cadres anarchistes, l'idée eût pu se frayer un chemin, et même l'emporter, *si les masses ouvrières russes avaient eu à leur disposition, au moment même de la Révolution, des organismes de classe de vieille date, expérimentés, éprouvés, prêts à agir de leur chef et à mettre cette idée en pratique.* Or, la réalité fut tout autre. Les organisations ouvrières ne surgirent qu'au cours de la Révolution. Certes, elles prirent aussitôt, numériquement, un élan prodigieux. Rapidement, le pays entier se couvrit d'un vaste réseau de syndicats, de comités d'usines, de Soviets, etc. Mais ces organismes naissaient sans préparation ni stage d'activité préalable, sans expérience acquise, sans idéologie nette, sans initiative indépendante. Ils n'avaient encore jamais vécu des luttes d'idées ou autres. Ils n'avaient aucune tradition historique, aucune compétence, aucune notion de leur rôle, de leur tâche, de leur véritable mission. L'idée libertaire leur était inconnue. Dans ces conditions, ils étaient condamnés à se traîner, dès leurs débuts, à la remorque des partis politiques. (Et par la suite - *les bolcheviks, justement, s'en chargèrent* - le temps leur manqua pour que les faibles forces anarchistes pussent les éclairer dans la mesure nécessaire.)

Les groupements *libertaires comme tels* ne peuvent être que des " postes émetteurs " d'idées. Pour que ces idées soient appliquées à la vie, il faut des " postes récepteurs " : des organismes ouvriers prêts à se saisir de ces idées-ondes, à les " capter " et à les mettre à exécution. (Si de tels organismes existent, les anarchistes du corps de métier correspondant y adhèrent, y apportant leur aide éclairée, leurs conseils, leur exemple, etc.) Or, en Russie, ces " postes récepteurs " manquaient, les organisations surgies pendant la révolution ne pouvant pas remplir ce rôle *tout de suite*. Les idées anarchistes, tout en étant lancées très énergiquement par quelques " postes émetteurs " - peu nombreux d'ailleurs - se perdaient " dans l'air " sans être utilement " captées ", donc sans résultats pratiques, voire presque sans résonance effective. Pour que, dans ces conditions, l'idée anarchiste pût se frayer un chemin et l'emporter, il aurait fallu, soit que le bolchevisme n'existât pas (ou que les bolcheviks agissent en anarchistes), soit que la Révolution réservât aux libertaires et aux masses laborieuses le temps nécessaire pour permettre aux organismes ouvriers de " capter " l'idée et de devenir aptes à la réaliser, avant d'être accaparés et subjugués par l'État bolcheviste. Cette dernière éventualité ne se produisit pas, les bolcheviks ayant accaparé les organisations ouvrières (et barré la route aux anarchistes) avant que celles-ci pussent se familiariser avec l'idée anarchiste, s'opposer à cette mainmise et orienter la Révolution dans le sens libertaire.

L'absence de " postes récepteurs ", c'est-à-dire d'organismes ouvriers socialement prêts à saisir et à réaliser, dès le début, l'idée anarchiste (et, ensuite, le manque de temps nécessaire pour que de tels " postes récepteurs " se formassent), cette absence fut, à mon avis, l'une des raisons principales de l'échec de l'anarchisme dans la Révolution russe de 1917.

5° Un autre facteur que nous venons d'effleurer et dont l'importance ne fut pas moindre, en dépit de son caractère subjectif, vint s'ajouter au précédent, Il l'aggrava, *il le rendit définitivement fatal pour la Révolution.*

Il y avait un moyen simple et rapide d'éliminer les effets du retard des masses, de rattraper le temps perdu, de combler les lacunes : c'était de laisser le champ libre à la propagande et au mouvement libertaires dès que, le dernier gouvernement de Kérénsky tombé, la liberté de parole, d'organisation et d'action serait définitivement conquise par la Révolution.

L'absence d'organisation de classe, d'une vaste propagande libertaire et de connaissances anarchistes avant la Révolution nous fait comprendre pourquoi les masses confièrent le sort de celle-ci à un parti politique et à un Pouvoir, rééditant ainsi l'erreur fondamentale des révolutions antérieures. Dans les conditions données, ce *début* devenait *objectivement* inévitable. *Mais la suite ne l'était nullement.*

Je m'explique.

La *vraie* révolution ne peut prendre son essor, évoluer, atteindre ses buts, que si elle a pour climat une libre circulation des idées révolutionnaires sur la voie à suivre et sur **les** problèmes à résoudre. Cette liberté est indispensable à la révolution comme l'air l'est à la respiration [9]. C'est pourquoi, entre autres, la dictature d'un parti, dictature qui aboutit fatalement à la suppression de *toute* liberté de parole, de presse, d'organisation et d'action - même pour les courants révolutionnaires, sauf pour le parti au pouvoir - est *mortelle* pour la vraie Révolution. En matière sociale, personne ne peut prétendre posséder la vérité entière, ne pas se tromper de route. Ceux qui le prétendent - qu'ils s'appellent " socialistes ", " communistes ", " anarchistes " ou autrement encore - et qui, devenus puissants, écrasent, forts de cette prétention, d'autres idées, ceux-là établissent fatalement une sorte d'*Inquisition sociale* qui, comme toute Inquisition, étouffe toute vérité, toute justice, tout progrès la vie, l'homme, le souffle même de la Révolution. Seuls, le libre échange d'idées révolutionnaires la multiforme pensée collective, avec sa loi naturelle de sélection, peuvent nous éviter les erreurs et nous empêcher de nous égarer. Ceux qui ne le reconnaissent pas sont, tout simplement, de *mauvais individualistes*, tout en se prétendant "socialistes" "collectivistes", "communistes", etc. De nos jours ces vérités sont tellement claires, naturelles - je dis même " évidentes " - qu'on est vraiment gêné d'y insister. Il faut être sourd et aveugle, ou de mauvaise foi, pour les méconnaître. Et pourtant, Lénine et d'autres avec lui, indubitablement sincères, les abjurèrent. Faillibilité de la pensée humaine ! Et quant à ceux qui suivirent aveuglément les " Chefs ", ils comprirent l'erreur trop tard : l'Inquisition fonctionnait à plein rendement, elle possédait son "appareil" et ses forces coercitives ; les masses " obéissaient ", comme elles en avaient pris l'habitude, ou étaient, de nouveau, impuissantes à changer la situation. La Révolution était viciée, détournée de son chemin, et la bonne route était perdue. " Tout me dégoûte à un tel point que, indépendamment de ma maladie, je voudrais lâcher tout et m'enfuir ", avoua Lénine, un jour, à ses camarades, voyant ce qui se passait autour de lui. Avait-il compris ?

Si, une fois au pouvoir, le parti bolcheviste avait, ne disons pas encouragé (c'eût été trop lui demander), mais seulement admis la parole et le mouvement libertaires, le retard eut été vite rattrapé et les lacunes comblées. Les faits nous le verrons, le prouvent irréfutablement. Rien que la lutte longue et difficile que les bolcheviks ont dû mener contre l'anarchisme, malgré sa faiblesse, permet d'entrevoir les succès que ce dernier aurait remportés s'il avait obtenu la liberté de parole et d'action.

Or, précisément en raison des premiers succès du mouvement libertaire, et parce que la libre activité anarchiste allait susciter infailliblement l'idée de l'inutilité (au moins !) de tout parti politique et de tout Pouvoir, ce qui eût abouti fatalement à son élimination, l'autorité bolcheviste ne pouvait admettre cette liberté. Tolérer la propagande anarchiste équivalait pour elle au suicide. *Elle fit son possible pour empêcher d'abord, interdire ensuite et supprimer finalement, par la force brutale, toute manifestation des idées libertaires.*

On prétend souvent que les masses laborieuses sont incapables d'accomplir leur révolution elles-mêmes, librement. Cette thèse est particulièrement chère aux " communistes ", car elle leur permet d'invoquer une situation " objective " aboutissant nécessairement à la répression des " néfastes utopies anarchistes ". (Avec les masses incapables, disent-ils, une " révolution anarchiste " signifierait la mort de la Révolution.) Or, cette thèse est absolument gratuite. Qu'on veuille bien fournir des *preuves* de cette prétendue incapacité des masses ! On aura beau fouiller l'Histoire, on n'y trouvera pas un seul exemple où *l'on a vraiment laissé les masses laborieuses agir librement* (en les aidant, naturellement), ce qui serait l'unique moyen de *prouver* leur incapacité. Pour des raisons faciles à comprendre, on ne tentera jamais une telle expérience. (Elle serait, pourtant, aisée.) Car on sait parfaitement que la thèse est fautive et que l'expérience mettrait fin à l'exploitation du peuple et à l'autorité, basées, quelle que soit leur forme, non sur l'incapacité des masses, mais uniquement sur la violence et la ruse. C'est pour cela, d'ailleurs, que tôt ou tard les masses travailleuses seront historiquement acculées à *prendre* leur liberté d'action par la Révolution, *la vraie* ; car *jamais* les dominateurs (ils sont toujours, en même temps, exploités ou se trouvent au service d'une couche d'exploiteurs) ne la " donneront ", quelle que soit leur étiquette.

Le fait d'avoir toujours confié leur sort, jusqu'à présent, à des partis, à des gouvernements et à des "chefs" - faits que tous les dominateurs et exploités en herbe mettent à profit pour *subjugu*er les masses - s'explique par plusieurs raisons que nous n'avons pas à analyser ici et qui n'ont rien à voir avec la capacité

ou l'incapacité des masses. Ce fait prouve, si l'on veut, la crédulité, l'insouciance des masses, l'ignorance de leur force, mais nullement leur incapacité, c'est-à-dire l'absence de cette force. "Incapacité des masses !" Quelle trouvaille pour tous les exploités et dominateurs passés, présents et futurs et surtout pour les modernes aspirants esclavagistes, quelle que soit leur enseigne : " nazisme " ou " bolchevisme ", " fascisme " ou " communisme " ! " Incapacité des masses " ! Voilà un point sur lequel les réactionnaires de tout poil sont parfaitement d'accord avec les " communistes ". Et cet accord est très significatif.

Que les candidats chefs de nos jours, seuls infaillibles et " capables ", permettent donc aux masses laborieuses, au lendemain de la Révolution qui vient, d'agir librement, en les aidant, tout simplement, là où il le faudra ! Ils verront bien si les masses sont " incapables " d'agir sans tuteurs politiques. Nous pouvons les assurer que la Révolution aboutira alors à un résultat autre que celui de 1917 : le " fascisme " et la guerre en permanence !

Hélas, nous le savons d'avance : ils n'oseront jamais une pareille expérience. Et les masses auront de nouveau une tâche particulière à remplir : celle d'éliminer en toute connaissance de cause, et en temps opportun, tous les " aspirants ", pour prendre l'œuvre en leurs mains propres et la mener en toute indépendance. Espérons que, cette fois, la tâche sera menée jusqu'au bout.

Le lecteur comprend ainsi pourquoi la propagande des idées anarchistes, tendant à briser la crédulité des masses et à leur insuffler la conscience de leur force et la confiance en elles-mêmes, fut considérée, de tout temps et dans tous les pays, comme la plus dangereuse. Elle était réprimée, et ses serviteurs étaient poursuivis, avec une promptitude et une sévérité exceptionnelles, par tous les gouvernements réactionnaires.

En Russie, cette répression sauvage rendit la diffusion des idées libertaires - déjà si difficile dans l'ambiance donnée - quasi impossible, jusqu'aux approches mêmes de la Révolution. Certes, celle-ci laissa aux anarchistes une certaine liberté d'action. Mais nous l'avons vu sous les gouvernements " provisoires " (de février à octobre 1917), le mouvement ne put encore en tirer grand profit. Et quant aux bolcheviks, ils ne firent pas exception à la règle. Sitôt arrivés au pouvoir, ils envisagèrent la *suppression* du mouvement libertaire par tous les moyens à leur disposition : campagnes de presse et de meetings, calomnies, pièges et embûches, interdictions, perquisitions, arrestations, actes de violence, mises à sac des sièges, assassinats - tout leur était bon. Et lorsqu'ils sentirent leur pouvoir suffisamment consolidé, ils déclenchèrent contre les anarchistes une répression *générale et décisive*. Elle commença en avril 1918 et ne se ralentit plus, jusqu'à nos jours. (Le lecteur trouvera plus loin des précisions sur cette " prouesse " des bolcheviks presque inconnue hors du pays.)

Ainsi, l'activité anarchiste ne put s'exercer en Russie à peu près librement que pendant quelque six mois. Rien d'étonnant que le mouvement libertaire n'eût pas le temps de s'organiser, de s'épanouir, de se débarrasser, en croissant, de ses faiblesses et de ses défauts. A plus forte raison, le temps lui manqua pour atteindre les masses et se faire connaître d'elles. Il resta jusqu'au bout enfermé " en vase clos ". Il fut étouffé dans l'œuf, sans être parvenu à briser l'étreinte (ce qui, objectivement, n'était pas impossible). Telle fut la seconde raison principale de son échec.

Il faut souligner ici même *l'importance capitale* - pour la Révolution - de ce que nous venons de constater.

Les bolcheviks écrasèrent l'anarchisme sciemment, volontairement. Et hâtivement. Mettant à profit l'ambiance, leurs avantages et leur emprise sur les masses, ils supprimèrent sauvagement l'idée libertaire et les mouvements qui s'y ralliaient. Ils ne permirent pas à l'anarchisme *d'exister*, encore moins d'aller aux masses. (Plus tard, ils eurent l'impudence d'affirmer, pour les besoins de la cause, que l'anarchisme échoua " idéologiquement ", les " masses " ayant compris et rejeté sa doctrine antiproletarienne ". A l'étranger, tous ceux qui aiment à être dupes, les crurent sur parole. Les " communistes " prétendent aussi, nous l'avons dit, que puisque l'anarchisme, en se dressant contre les bolcheviks, n'avait " objectivement " aucune chance d'entraîner la Révolution dans son sillage, il mettait celle-ci en péril et s'avérait " objectivement " contre-révolutionnaire et, partant, devait être combattu sans faiblesse. (Ils se gardent bien de spécifier que ce furent eux précisément qui, très " subjectivement ", enlevèrent aux anarchistes - *et aux masses* - les dernières et vigoureuses chances les très réels moyens et les possibilités concrètes et objectives de la réussite.)

En écrasant l'idée et le mouvement libertaires, *en brisant les libres mouvements des masses*, les bolcheviks, *ipso facto*, arrêtaient et étouffaient la Révolution.

Ne pouvant plus avancer vers l'émancipation réelle des masses laborieuses, à laquelle venait se substituer l'étatisme dominateur, fatalement bureaucratique et exploiteur, " néocapitaliste ", la Révolution, *la vraie*, allait infailliblement reculer. Car *toute révolution inachevée* - c'est-à-dire qui n'aboutit pas à l'émancipation véritable et totale du Travail - *est condamnée au recul* sous une forme ou sous une autre. L'Histoire nous l'enseigne. La Révolution russe nous le confirme. Mais les hommes qui ne veulent ni entendre ni voir tardent à le comprendre : les uns s'obstinent à croire en une révolution autoritaire ; d'autres finissent par désespérer de toute évolution, au lieu de rechercher le " pourquoi " des faillites, d'autres encore - et ce sont, hélas, les plus nombreux - *ne veulent* ni écouter ni regarder ; ils s'imaginent pouvoir " vivre leur vie " en marge et à l'abri des gigantesques remous sociaux, ils se désintéressent de l'ensemble social et, cherchent à se retrancher dans leur misérable existence individuelle, inconscients de l'énorme obstacle qu'ils dressent, par leur attitude, sur la route du progrès humain et de leur propre *vrai* bonheur individuel. Ceux-là croient n'importe quoi et suivent n'importe qui, pourvu " qu'on les laisse tranquilles ". Ils espèrent pouvoir " se sauver " ainsi en plein cataclysme : erreur et illusion fondamentales et fatales ! Pourtant, la vérité est simple : tant que le travail de l'homme, ne sera pas libéré de toute exploitation par l'homme, *personne* ne pourra parler ni d'une vraie vie, ni d'un véritable progrès, ni d'un vrai bonheur personnel.

Depuis des millénaires, trois conditions principales empêchaient le travail libre, donc la " fraternité " et le bonheur des hommes : 1° l'état de la *technique* (l'homme ne possédait pas les immenses forces de la nature dont il est maître actuellement) ; 2° l'état de choses *économique* qui en résultait (l'insuffisance de produits du travail humain *et*, comme conséquence, l'économie " échangiste "[10], l'argent, le profit, bref, le système capitaliste de la production et de la répartition, basé sur la rareté des produits travaillés) ; 3° le facteur *moral* qui, à son tour, suivait les deux premiers (l'ignorance, l'abrutissement, la soumission, la résignation des masses humaines). Or, depuis quelques dizaines d'années les deux premières conditions se sont totalement modifiées : techniquement et économiquement, le travail libre est en ce moment non seulement possible, mais *indispensable* à la vie et à l'évolution normale des hommes ; le système capitaliste et autoritaire ne peut plus assurer ni l'une ni l'autre ; il ne peut engendrer que des guerres. Seule la condition morale est en retard : habitués depuis des millénaires à la résignation et à la soumission, l'immense majorité des humains ne voit pas encore la vraie voie qui s'ouvre devant elle ; elle ne conçoit pas encore l'action que l'Histoire lui impose. Comme auparavant, elle " suit " et " subit ", prêtant son énorme énergie à des œuvres de guerre et de destruction insensées, au lieu de comprendre que, dans les conditions actuelles, son activité librement créatrice serait couronnée de succès. Il aura fallu que la *force des choses* : des guerres, des calamités de toutes sortes et des révolutions avortées et répétées, la secoue sans désespérer, lui enlevant toute possibilité de vivre, pour que ses yeux s'ouvrent enfin à la vérité et que son énergie se consacre à la véritable action humaine : libre, constructrice et bienfaitante.

Ajoutons, en passant, qu'à notre époque la Révolution et la Réaction seront, par leurs conséquences, fatalement mondiales. (D'ailleurs, en 1789 déjà, la Révolution et la Réaction qui la suivit eurent des échos retentissants et provoquèrent des mouvements importants dans plusieurs pays.) Si la Révolution russe, continuant sa marche en avant, était devenue la grande Révolution émancipatrice, d'autres pays l'auraient suivie à bref délai et dans le même sens. Dans ce cas, elle eût été, de fait et non seulement sur papier, un flambeau puissant éclairant la vraie route à l'Humanité. Par contre, dénaturée, arrêtée en plein recul, elle allait servir admirablement la réaction mondiale qui attendait son heure. (Les grands manitous de la réaction sont bien plus perspicaces que les révolutionnaires.) L'illusion, le mythe, les slogans, le décor et la paperasse restaient, mais *la vie réelle*, qui se moque des illusions, du décor et de la paperasserie, allait s'engager sur un tout autre chemin. Désormais, la Réaction et ses vastes conséquences : le " fascisme ", de nouvelles guerres et catastrophes économiques et sociales, devenaient presque inévitables.

Dans cet ordre d'idées, l'erreur fondamentale - et fort connue - de Lénine est très curieuse et suggestive. Comme on le sait, Lénine s'attendait à une extension rapide de la Révolution " communiste " à d'autres

pays. Ses espoirs furent déçus. Et cependant, *dans le fond*, il ne se trompait pas : la *vraie* Révolution " incendiera le monde ". Une *vraie* Révolution eût incendié le monde. Seulement, voilà : " sa " révolution n'était pas *la vraie*. Et cela, il ne le voyait pas. C'est là qu'il s'était trompé. Aveuglé par sa doctrine étatiste, fasciné par la " victoire ", il lui était impossible de concevoir que c'était une révolution ratée, égarée ; qu'elle allait rester stérile ; qu'elle ne pouvait rien " incendier ", car elle avait cessé elle-même de " brûler " ; qu'elle allait perdre cette puissance communicative, propre aux grandes causes, car elle cessait d'être une grande cause. Pouvait-il prévoir, dans son aveuglement, que cette Révolution allait s'arrêter, reculer, dégénérer, engendrer dans d'autres pays une réaction victorieuse après quelques secousses sans lendemain ? Certes non ! Et il commit une seconde erreur : il croyait que le sort ultérieur de la Révolution russe dépendait de son extension à d'autres pays. C'est exactement le contraire qui était vrai : l'extension de la Révolution à d'autres pays dépendait des résultats de la Révolution russe. Ceux-ci étant vagues, incertains, les masses laborieuses à l'étranger hésitaient, attendaient des précisions, enquêtaient. Or, les informations et d'autres éléments indicateurs devenaient de plus en plus flous et contradictoires. Les enquêtes et les délégations elles-mêmes n'apportaient rien de net. En attendant, les témoignages négatifs s'accumulaient. Les masses européennes temporaient, n'osaient pas, se méfiaient ou se désintéressaient. L'élan nécessaire leur manquait, la cause restant douteuse. Ensuite vinrent les désaccords et les scissions. Tout cela faisait parfaitement le jeu de la Réaction. Elle se prépara, s'organisa et passa à l'action.

Les successeurs de Lénine durent se rendre à l'évidence. Sans peut-être en avoir perçu la vraie cause, ils comprirent intuitivement que l'état de choses prédisposait non pas à une *extension* de la Révolution " communiste ", mais, au contraire, à une vaste *réaction* contre celle-ci. Ils comprirent que cette réaction serait dangereuse pour eux, car leur Révolution, telle qu'elle avait été faite, ne pouvait pas s'imposer au monde. Ils se mirent fébrilement à l'œuvre de préparation de guerres futures, désormais inévitables. Dorénavant, il ne leur restait plus que cette voie. Et à l'Histoire aussi !...

Il est curieux de constater que, par la suite, les " communistes " s'efforcèrent d'expliquer l'inachèvement et les écarts de leur Révolution en invoquant " l'entourage capitaliste ", l'inaction du prolétariat des autres pays et la force de la réaction mondiale. Ils ne se doutaient pas - ou n'avouaient pas - que la mollesse des travailleurs étrangers et la réaction étaient, pour une bonne part, les conséquences naturelles de la fausse route où ils avaient *eux-mêmes* engagé la Révolution ; qu'en détournant celle-ci, ils avaient *eux-mêmes* préparé le chemin à la réaction, au " fascisme " et aux guerres [11].

Telle est la tragique vérité sur la Révolution bolcheviste. Tel est son *fait capital* pour les " travailleurs de tous les pays ". Dans le fond, il est fort simple, clair, *indiscutable*. Cependant, il n'est encore ni fixé ni même connu. Il le deviendra au fur et à mesure que les événements et l'étude libre de la Révolution russe évolueront. Le lecteur me comprendra mieux quand il sera parvenu au terme de cet ouvrage.

6° Mentionnons enfin un élément qui, sans avoir eu l'importance des facteurs cités, joua cependant son rôle dans la tragédie. Il s'agit de " bruit ", de " réclame ", de démagogie. Comme tous les partis politiques, le parti bolcheviste (" communiste ") en use et en abuse. Pour impressionner les masses, pour les " conquérir ", il lui faut du " tapage ", de la " publicité ", du bluff. De plus, il se place, en quelque sorte, au sommet d'une montagne pour que la foule puisse le voir, l'entendre, l'admirer. Tout cela fait, momentanément, sa force. Or, tout cela est étranger au mouvement libertaire qui en raison même de son essence, est plus anonyme, discret, modeste, silencieux. Cela augmente sa faiblesse provisoire. Se refusant à *mener* les masses, travaillant à réveiller leur conscience et comptant sur leur action libre et directe, il est obligé de renoncer à la démagogie et d'œuvrer dans l'ombre, préparant l'avenir, sans chercher à s'imposer d'autorité.

Telle fut aussi sa situation en Russie.

Qu'il me soit permis d'abandonner, pour quelques instants, le domaine des faits concrets et d'entreprendre une brève incursion sur un terrain " philosophique ", d'aller un peu *au fond* des choses. L'idée maîtresse de l'anarchisme est simple : aucun parti, groupement politique où idéologique, se plaçant au-dessus ou en dehors des masses laborieuses pour les " gouverner " ou les " guider ", ne réussira jamais à les *émanciper*, même s'il le désire sincèrement. L'émancipation *effective* ne pourrait être réalisée que par une *activité directe, vaste et indépendante des intéressés*, des travailleurs eux-

mêmes, groupés, non pas sous la bannière d'un parti politique ou d'une formation idéologique, mais dans leurs propres *organismes de classe* (syndicats de production, comités d'usines, coopératives, etc.), sur la base d'une *action* concrète et d'une " *auto-administration* " (self-government), *aidés*, mais non *gouvernés*, par les révolutionnaires œuvrant *au sein même*, et non *au-dessus* de la masse et des organes professionnels, techniques, défensifs ou autres. Tout groupement politique ou idéologique qui chercherait à " guider " les masses vers leur émancipation par la voie politique et gouvernementale ferait fausse route, aboutirait à un échec et finirait fatalement par instaurer un nouveau système de privilèges économiques et sociaux, provoquant ainsi le retour, sous un autre aspect, à un régime d'oppression et d'exploitation des travailleurs : donc à une autre *variété du capitalisme*, au lieu d'aider la Révolution à les acheminer vers leur émancipation.

Cette thèse en amène nécessairement une autre : l'idée anarchiste et la véritable Révolution émancipatrice ne pourraient être réalisées *par les anarchistes comme tels*, mais uniquement par les vastes masses intéressées elles-mêmes, les anarchistes, ou plutôt les révolutionnaires en général, n'étant appelés qu'à éclairer et à aider celles-ci dans certains cas. Si les anarchistes prétendaient pouvoir accomplir la Révolution Sociale en " guidant " les masses, une pareille prétention serait illusoire, comme le fut celle des bolcheviks, et pour les mêmes raisons.

Ce n'est pas tout. Vu l'immensité - on devrait dire *l'universalité* - et la nature même de la tâche la classe ouvrière *seule* ne pourrait, elle non plus, mener à bon port la véritable Révolution Sociale émancipatrice. Si elle avait la prétention d'agir seule, en s'imposant à d'autres éléments de la population par la dictature et en les entraînant derrière elle de force, elle subirait le même échec. Il faut ne rien comprendre aux phénomènes sociaux ni à la nature des hommes et des choses pour croire le contraire.

Aussi, aux approches des luttes pour l'émancipation effective, l'Histoire prend nécessairement un tout autre chemin.

Trois conditions sont indispensables - dans cet ordre d'idées - pour qu'une révolution réussisse *jusqu'au bout* :

1. Il faut que de très vastes masses - des millions d'hommes, dans plusieurs pays - poussées par la nécessité impérieuse, y participent de plein gré ;
2. Que, de ce fait même, les éléments les plus avancés et les plus actifs : les révolutionnaires, une partie de la classe ouvrière, etc., n'aient pas à recourir à des mesures de coercition d'allure politique ;
3. Que, pour ces deux raisons, l'immense masse " neutre ", emportée sans contrainte par le vaste courant, par le libre élan de millions d'hommes et par les premiers résultats positifs de ce gigantesque mouvement, accepte de bon gré le fait accompli et se range de plus en plus du côté de la vraie Révolution.

Ainsi, la réalisation de la véritable Révolution émancipatrice exige la participation active, la collaboration étroite, consciente et sans réserve de millions d'hommes de toutes conditions sociales, déclassés, désœuvrés, nivelés et jetés dans la Révolution par la force des choses.

Or, pour que ces millions d'hommes y soient acculés, il faut avant tout que cette force les déloge de l'ornière battue de leur existence quotidienne. Et, pour que cela se produise il faut que cette existence, donc la société actuelle elle-même, devienne impossible : *qu'elle soit ruinée de fond en comble, avec son économie, son régime social, sa politique, ses mœurs, ses coutumes et ses préjugés.*

Telle est la voie où l'Histoire s'engage quand les temps sont mûrs pour la *véritable* Révolution, pour la *vraie* émancipation.

C'est ici que nous touchons le *fond* du problème.

J'estime qu'en Russie cette destruction n'est pas allée assez loin. Ainsi, l'idée politique n'a pas été détruite, ce qui a permis aux bolcheviks de s'emparer du pouvoir, d'imposer leur dictature et de la consolider. D'autres faux principes et préjugés sont également restés debout.

La destruction qui précéda la Révolution de 1917 fut suffisante pour faire cesser la guerre et modifier *les formes* du pouvoir et du capitalisme. Mais elle ne fut pas assez complète pour les détruire *dans leur essence même*, pour obliger des millions d'hommes à abandonner *tous* les faux principes sociaux

modernes (État, Politique, Pouvoir, Gouvernement, etc.), à agir eux-mêmes sur des bases entièrement nouvelles et à en finir, à tout jamais, avec le capitalisme et avec le Pouvoir, *sous toutes leurs formes*. Cette insuffisance de la destruction fut, à mon avis, la cause fondamentale de l'arrêt de la Révolution russe et de sa déformation par les bolcheviks. [12]

C'est ici que se pose la question " philosophique ".

Le raisonnement suivant paraît tout à fait plausible :

" Si, vraiment, L'insuffisance de la destruction préalable empêchait les masses de réaliser leur Révolution, ce facteur, en effet, primait, entraînait et expliquait tout. Dans ce cas, les bolcheviks n'eurent-ils pas raison de s'emparer du pouvoir et de pousser la Révolution le plus loin possible, barrant ainsi la route à la Réaction ? Leur acte ne serait-il pas historiquement justifié, avec ses moyens et ses conséquences ? "

A cela, je réponds :

1° Avant tout, il faut situer le problème. Dans le fond, les masses laborieuses étaient-elles, oui ou non, capables de continuer la Révolution et de construire la société nouvelle *elles-mêmes*, au moyen de leurs organismes de classe, créés par la Révolution et avec l'aide des révolutionnaires ?

Le vrai problème est là.

Si c'est *non*, alors on pourrait comprendre qu'on essaie de justifier les bolcheviks [13] (toutefois, sans pouvoir prétendre pour cela que leur révolution fût *la vraie*, ni que leurs procédés seraient justifiés là où les masses seraient capables d'agir elles-mêmes). Si c'est *oui*, ils sont condamnés irrévocablement et " sans circonstances atténuantes ", quels que fussent les circonstances et les égarements momentanés des masses.

En parlant de l'insuffisance de la destruction, nous entendons par là, surtout, la survivance néfaste de *l'idée politique*. Celle-ci n'ayant pas été infirmée préalablement, les masses, victorieuses en février 1917, confièrent le sort de la Révolution, par la suite, à un parti, c'est-à-dire à de nouveaux maîtres, au lieu de se débarrasser de tous les prétendants, quelles que fussent leurs étiquettes, et de prendre la Révolution entièrement en leurs mains. Elles répétèrent ainsi l'erreur fondamentale des révolutions précédentes.

Mais ce geste erroné n'a rien à voir avec *la capacité ou l'incapacité des masses*. Supposons un instant qu'il n'y ait pas eu de " profiteurs de l'erreur ". Les masses auraient-elles été capables de mener la Révolution vers son but final : l'émancipation effective, complète ? À cette question je réponds catégoriquement *oui*. J'affirme même que les masses laborieuses elles-mêmes étaient *seules capables d'y aboutir*. J'espère que le lecteur en trouvera des preuves irréfutables dans cet ouvrage. Or, si cette affirmation est exacte, *alors le facteur politique n'était nullement nécessaire pour empêcher la réaction, pour continuer la Révolution et pour la faire aboutir.*

2° Signalons d'ores et déjà - on le verra plus loin - qu'un fait capital confirme notre thèse. En cours de Révolution, d'assez vastes masses *comprirent leur erreur*. (Le principe politique commençait à s'évanouir.) Elles voulurent la réparer, agir elles-mêmes, se dégager de la tutelle prétentieuse et inefficace du parti au pouvoir. Par-ci par-là elles mirent même la main à l'œuvre. Au lieu de s'en réjouir, de les encourager, de les aider dans cette voie, comme ce serait normal pour de vrais révolutionnaires, les bolcheviks s'y opposèrent avec une ruse, une violence et un luxe d'exploits militaires et terroristes sans précédent. Ainsi, ayant compris leur erreur, *les masses révolutionnaires voulurent et se sentirent capables d'agir elles-mêmes. Les bolcheviks brisèrent leur élan par la force.*

3° Il s'ensuit, irréfutablement, que les bolcheviks n'ont nullement " poussé la Révolution le plus loin possible " détenteurs du pouvoir, de ses forces et de ses avantages, ils ont, au contraire, *enrayé* celle-ci. Et par la suite, s'emparant du capital, ils ont réussi, après une lutte acharnée contre la Révolution populaire et totale, à tourner celle-ci à leur profit, renouvelant, sous une autre forme, l'exploitation capitaliste des masses. (Si les hommes ne travaillent pas librement, le système est nécessairement capitaliste. Seule la *forme* varie.)

4° Il est donc clair qu'il ne s'agit nullement d'une *justification*, mais uniquement d'une *explication* historique du triomphe du bolchevisme, face à la conception libertaire, dans la Révolution russe de 1917.

5° Il s'ensuit aussi que le véritable " sens historique " du bolchevisme est purement négatif, il est une leçon expérimentale de plus, démontrant aux masses laborieuses *comment il ne faut pas faire une*

révolution : leçon qui condamne définitivement l'idée politique. Dans les conditions données, une telle leçon était presque inévitable, *mais nullement indispensable*. Agissant d'une autre façon (ce qui, théoriquement, n'était pas impossible), les bolcheviks auraient pu l'éviter. Ils n'ont donc pas à s'en enorgueillir ni à se poser en sauveurs.

6° Cette leçon souligne d'autres points importants :

- a) *L'évolution historique de l'humanité* est parvenue à un degré où la continuité du progrès présuppose un travail libre, exempt de toute soumission, de toute contrainte, de toute exploitation de l'homme par l'homme. Economiquement, techniquement, socialement, même moralement, un tel travail est désormais non seulement *possible*, mais *historiquement indispensable*. Le " levier " de cette immense transformation sociale (dont nous vivons, depuis quelques dizaines d'années, les tragiques convulsions) est la *Révolution*. Pour être vraiment progressive et " justifiée ", cette Révolution doit donc nécessairement aboutir à un système où le travail humain sera *effectivement et totalement émancipé*.
- b) Pour que les masses laborieuses soient en mesure de passer du travail esclave au travail libre, elles doivent, dès le début de la Révolution, conduire celle-ci elles-mêmes, en toute liberté, en toute indépendance. Ce n'est qu'à cette condition qu'elles pourront, concrètement et immédiatement, prendre en mains la tâche qui maintenant, leur est imposée par l'Histoire : l'édification d'une société basée sur le Travail émancipé.

En conclusion, toute révolution moderne qui ne sera pas conduite par les masses elles-mêmes n'aboutira pas au résultat historiquement indiqué. Donc elle ne sera ni progressive ni " justifiée ", mais faussée, détournée de son véritable chemin et finalement échouera. Menées par de nouveaux maîtres et tuteurs, écartées de nouveau de toute initiative et de toute activité essentielle librement responsable, astreintes comme par le passé à suivre docilement tel " chef " ou tel " guide " qui aura su s'imposer, les masses laborieuses reprendront leur habitude séculaire de " suivre " et resteront un " troupeau amorphe ", soumis et tondu. Et la vraie Révolution, tout simplement, ne sera pas accomplie.

7° On peut me dire encore ceci :

" Supposons, un instant, que vous ayez raison sur certains points. Il n'en reste pas moins que la destruction préalable ayant été, de votre propre avis, insuffisante, la Révolution totale, au sens libertaire du terme, était *objectivement impossible*. Par conséquent, ce qui arriva fut, historiquement au moins, *inévitabile*, et l'idée libertaire ne pouvait être qu'un rêve utopique. Son utopisme aurait mis en péril toute la Révolution. Les bolcheviks l'ont compris et ils ont agi en conséquence. Là est leur justification.

Le lecteur a pu remarquer que je dis toujours : " *presque inévitable* ". C'est à bon escient que j'emploie ce " presque ". Sous ma plume ce petit mot acquiert une certaine importance.

Naturellement, en principe, les facteurs généraux et objectifs priment les autres. Dans le cas qui nous intéresse, l'insuffisance de la destruction préalable - la survivance du principe politique - devait, objectivement, aboutir à l'avènement du bolchevisme. Mais dans le monde humain le problème des " facteurs " devient très délicat. Les facteurs *objectifs* y dominent, non d'une façon absolue, mais seulement dans une certaine mesure, et les facteurs *subjectifs* y jouent un rôle important. Quels sont exactement ce rôle et cette mesure ? Nous ne le savons pas, l'état rudimentaire des sciences humaines ne nous permettant pas de les préciser. Et la tâche est d'autant plus ardue que ni l'un ni l'autre ne sont fixés une fois pour toutes, mais sont, au contraire, infiniment mobiles et variables. (Ce problème est apparenté à celui du " libre arbitre ". Comment et dans quelle mesure le " déterminisme " prime-t-il le " libre arbitre " de l'homme ? Inversement : dans quel sens et dans quelle mesure le " libre arbitre " existe-t-il et se dégage-t-il de l'emprise du " déterminisme " ? Malgré les recherches de nombreux penseurs, nous ne le savons pas encore.)

Mais ce que nous savons parfaitement, c'est que les facteurs *subjectifs* tiennent, chez les hommes, une place importante : à tel point que, parfois, ils dominent les effets apparemment " inévitables " des facteurs *objectifs*, surtout quand les premiers s'enchaînent d'une certaine manière.

Citons un exemple récent, frappant et universellement connu.

Dans la guerre de 1914, l'Allemagne, *objectivement*, devait écraser la France. Et, en effet, un mois à peine après le début des hostilités, l'armée allemande est sous les murs de Paris. L'une après l'autre, les

batailles sont perdues par les Français. La France va être vaincue " presque " inévitablement. (Si elle l'avait été, il eût été très facile de dire plus tard, avec un air " scientifique ", que c'était " historiquement et objectivement indispensable ".) Alors se produit une série de faits *purement subjectifs*. Ils s'enchaînent et détruisent les effets des facteurs objectifs.

Trop confiant en la supériorité écrasante de ses forces et entraîné par l'élan de ses troupes victorieuses, le général Von Kluck, qui commande l'armée allemande, néglige de couvrir sérieusement son aile droite : premier fait purement subjectif. (Un autre général - ou même Von Kluck à un autre moment - aurait peut-être mieux couvert son aile.

Le général Galliéni, commandant militaire de Paris, s'aperçoit de la faute de Von Kluck et propose au généralissime Joffre d'attaquer cette aile avec toutes les forces disponibles notamment avec celles de la garnison de Paris : deuxième fait subjectif, car il a fallu la perspicacité et l'esprit de Galliéni pour prendre une telle résolution et encourir une telle responsabilité. (Un autre général - ou même Galliéni à un autre moment - eût pu ne pas être aussi perspicace ni aussi déterminé.)

Le généralissime Joffre accepte le plan de Galliéni et ordonne l'attaque : troisième fait subjectif, car il a fallu la bonhomie et d'autres qualités morales de Joffre pour accepter la proposition. (Un autre généralissime, plus hautain et plus jaloux de ses prérogatives, aurait pu répondre à Galliéni : Vous êtes commandant de Paris, occupez-vous donc de vos affaires et ne vous mêlez pas de ce qui n'est pas de votre compétence.)

Enfin, le fait étrange que les pourparlers entre Galliéni et Joffre aient échappé au commandement allemand, généralement bien informé de ce qui se passait du côté français, est aussi à ajouter à cet enchaînement de facteurs subjectifs enchaînement qui aboutit à la victoire française et fut décisif pour l'issue de la guerre.

Se rendant compte eux-mêmes de l'in vraisemblance objective de cette victoire, les Français la baptisèrent " le miracle de la Marne ". Naturellement, ce ne fut pas un " miracle ". Ce fut, tout simplement, un événement plutôt rare, imprévu et " impondérable ", un ensemble de faits d'ordre subjectif qui l'emporta sur les facteurs objectifs.

C'est dans le même sens que je disais à mes camarades de 1917, en Russie : " Il faut un " miracle " pour que l'idée libertaire l'emporte sur le bolchevisme dans cette Révolution. Nous devons croire à ce miracle et travailler à sa réalisation. " Je voulais dire par là que, seul, un jeu imprévu et impondérable de facteurs subjectifs pouvait l'emporter sur l'écrasant poids objectif du bolchevisme. Ce " jeu " ne s'est pas présenté. Mais ce qui importe, c'est qu'il aurait pu se produire. D'ailleurs, rappelons-le, il a failli se réaliser deux fois au moins : lors du soulèvement de Cronstadt, en mars ; 1921, et au cours des luttes sévères entre la nouvelle Autorité et les masses anarchistes en Ukraine (1919 à 1921).

Ainsi, dans le monde humain, " l'inévitabilité objective absolue " n'existe pas. A tout moment, des facteurs purement humains, subjectifs, peuvent intervenir et l'emporter.

La conception anarchiste, aussi solidement et " scientifiquement " établie que celle des bolcheviks (cette dernière fut aussi traitée d'" utopique " par des adversaires, à la veille même de la Révolution) *existe*. Son sort, au cours de la Révolution prochaine, dépendra d'un jeu très compliqué de toutes sortes de facteurs, objectifs et subjectifs, ces derniers surtout infiniment variés, mobiles, changeants, imprévisibles et insaisissables : jeu dont le résultat n'est à aucun moment " objectivement inévitable ".

Concluant sur ce point, je dis que l'insuffisance de la destruction fut la cause fondamentale du triomphe du bolchevisme sur l'anarchisme dans la Révolution russe de 1917. Il va de soi qu'il en fut ainsi, et qu'il en est question ici, *parce que le jeu des divers autres facteurs n'a effacé ni la cause ni l'effet*. Mais il eût pu en être autrement. (Qui sait, d'ailleurs, quelle fut la part des facteurs subjectifs dans le triomphe du bolchevisme ?)

Certes, le discrédit *préalable* de la néfaste chimère politique du " communisme " autoritaire aurait assuré, facilité et accéléré la réalisation du principe libertaire. Mais, d'une façon générale, *l'insuffisance de ce discrédit au début de la Révolution ne signifiait nullement l'écrasement inévitable de l'anarchisme*.

Le jeu compliqué de divers facteurs peut avoir des résultats imprévus. Il peut finir par supprimer la cause et l'effet. *L'idée politique et autoritaire, la conception étatiste peuvent être détruites au cours de la Révolution, ce qui laisserait le champ libre à la réalisation de la conception anarchiste*.

De même que toute Révolution, celle de 1917 avait deux voies devant elle :

1. Celle de la *vraie Révolution de masses*, menant droit à leur affranchissement total. Si cette voie avait été prise, l'immense élan et le résultat *définitif* d'une telle Révolution aurait, effectivement, " ébranlé le monde ". Vraisemblablement, toute réaction aurait été dès lors impossible ; tout dissentiment au sein du mouvement social aurait été écarté d'avance par la force du fait accompli ; enfin, l'effervescence qui, en Europe, suivit la Révolution russe, aurait abouti, vraisemblablement, au même résultat définitif.
2. Celle de la Révolution *inachevée*. Dans ce cas, l'Histoire n'aurait qu'un moyen de continuer : recul vers une réaction mondiale, catastrophe mondiale (guerre), destruction totale de la forme de la société actuelle, et, en fin de compte, reprise de la Révolution par les masses elles-mêmes, réalisant leur véritable émancipation.

En principe, les deux voies étaient possibles. Mais, l'ensemble des facteurs en présence rendait la deuxième infiniment plus probable.

C'est la deuxième, en effet, qui fut suivie par la Révolution de 1917.

C'est la première qui devra être prise par la Révolution prochaine.

Et maintenant, notre parenthèse "philosophique" fermée, revenons aux événements.

5. Autour de la Révolution d'Octobre

5.1 L'attitude des bolcheviks et des anarchistes avant Octobre

L'attitude du parti bolcheviste à la veille de la Révolution d'octobre fut très typique (dans le sens que nous venons d'examiner).

Il convient de rappeler ici que l'idéologie de Lénine et la position du parti bolcheviste avaient beaucoup évolué depuis 1900. Se rendant compte que les masses laborieuses russes, une fois lancées dans la Révolution, iraient très loin et ne s'arrêteraient pas à une solution bourgeoise - surtout dans un pays où la bourgeoisie existait à peine comme classe - Lénine et son parti, dans leur désir de devancer et de dominer les masses pour les mener, finirent par établir un programme révolutionnaire extrêmement avancé. Ils envisageaient maintenant une révolution nettement *socialiste*. Ils arrivèrent à une conception presque *libertaire* de la révolution, à des mots d'ordre d'un esprit presque *anarchiste* - sauf, bien entendu, les points de démarcation fondamentaux : la prise du pouvoir et le problème de l'État.

Lorsque je lisais les écrits de Lénine, surtout ceux postérieurs à 1914, je constatais le parallélisme parfait de ses idées avec celles des anarchistes, exception faite de l'idée de l'État et du Pouvoir. Cette identité d'appréciation, de compréhension et de prédication me paraissait, déjà, très dangereuse pour la *vraie* cause de la Révolution. Car - je ne m'y trompais pas - sous la plume, dans la bouche et dans l'action des bolcheviks, toutes ces belles idées étaient sans vie réelle, sans lendemain. Ces écrits et ces paroles, fascinantes, entraînant, devaient rester sans conséquences sérieuses puisque *les actes* ultérieurs n'allaient certainement pas correspondre aux théories. Or, j'avais la certitude que, d'une part, les masses, vu la faiblesse de l'anarchisme, allaient suivre aveuglément les bolcheviks, et que, d'autre part, ces derniers allaient, fatalement, tromper les masses, les égarer sur une voie néfaste. Car, inévitablement, la voie étatiste allait fausser et dénaturer les principes proclamés.

C'est ce qui se produisit, en effet.

Afin de frapper l'esprit des masses, gagner leur confiance et leurs sympathies, le parti bolcheviste lança, avec toute la puissance de son appareil d'agitation et de propagande, des mots d'ordre qui, jusqu'alors, caractérisaient, précisément, l'anarchisme :

Vive la Révolution Sociale !

À bas la guerre ! Vive la paix immédiate !

Et, surtout :

La terre aux paysans ! Les usines aux ouvriers !

Les masses laborieuses se saisirent vite de ces " slogans " qui exprimaient parfaitement leurs véritables aspirations.

Or, dans la bouche et sous la plume des anarchistes, ces mots d'ordre étaient sincères et concrets, car ils correspondaient à leurs principes et, surtout, à une action envisagée comme entièrement conforme à ces principes. Tandis que chez les bolcheviks les mêmes mots d'ordre signifiaient des solutions pratiques totalement différentes de celles des libertaires et ne correspondaient nullement aux idées que les mots prétendaient exprimer. Ce n'était justement que des " slogans ".

" Révolution sociale " signifiait pour les anarchistes un acte *vraiment social* : une transformation qui allait se produire en dehors de toute organisation ou activité politique et étatiste, de tout système social périmé - gouvernemental et autoritaire.

Or, les bolcheviks prétendaient faire la Révolution Sociale précisément à l'aide d'un État omnipotent, d'un gouvernement tout-puissant, d'un pouvoir dictatorial.

Tant qu'une révolution n'a pas aboli l'État, le gouvernement et la politique, les anarchistes ne la considèrent pas comme une Révolution Sociale, mais simplement comme une révolution politique (qui, bien entendu, peut être plus ou moins teintée d'éléments sociaux).

Or, l'arrivée au pouvoir, l'organisation de " leur " gouvernement et de " leur " État suffisent aux " communistes " pour parler d'une Révolution Sociale.

Dans l'esprit des anarchistes, " Révolution Sociale " voulait dire : *la destruction de l'État en même temps que du capitalisme*, et la naissance d'une société basée sur un autre mode d'organisation sociale.

Pour les bolcheviks, " Révolution Sociale " signifiait, au contraire, *la résurrection de l'État* après l'abolition de l'État bourgeois, c'est-à-dire la création d'un nouvel État puissant appelé à " construire le socialisme ".

Les anarchistes tenaient pour impossible d'instaurer le socialisme par l'État.

Les bolcheviks prétendaient ne pouvoir y parvenir autrement que par l'État.

La différence d'interprétation était, on le voit, fondamentale.

(Je me rappelle ces grandes affiches collées aux murs, au moment de la Révolution d'octobre, annonçant des conférences de Trotski sur *l'Organisation du Pouvoir*. " Erreur typique et fatale, disais-je aux camarades, car s'il s'agit d'une Révolution Sociale, il faut se préoccuper de l'organisation de *la Révolution* et non pas de l'organisation *du Pouvoir*".)

L'interprétation de l'appel à *la paix immédiate* était aussi très différente.

Les anarchistes entendaient par là *une action directe* des masses armées elles-mêmes, par-dessus la tête des gouvernants, des politiciens et des généraux. D'après les anarchistes, ces masses devaient quitter le front et rentrer dans le pays, proclamant ainsi hautement, à travers le monde, leur refus de se battre stupidement pour les intérêts des capitalistes leur dégoût de l'ignoble boucherie. Les anarchistes étaient d'avis que, précisément, un tel geste - franc, intègre, décisif - aurait produit un effet foudroyant sur les soldats des autres pays et aurait pu amener, en fin de compte, la fin de la guerre, peut-être même sa transformation en une révolution mondiale. Ils pensaient qu'il fallait au besoin, profitant de l'immensité du pays, y entraîner l'ennemi, le couper de ses bases, le décomposer et le mettre hors d'état de combattre. Les bolcheviks avaient peur d'une telle action directe. Politiciens et étatistes, ils songeaient, eux, à une paix par la voie diplomatique et politique, fruit de pourparlers avec les généraux et les " plénipotentiaires " allemands.

La terre aux paysans, les usines aux ouvriers ! Les anarchistes entendaient par-là que, sans être propriété de qui que ce fût, le sol serait mis à la disposition de tous ceux qui désiraient le cultiver (sans exploiter personne), de leurs associations et fédérations, et que, de même, les usines, fabriques, mines, machines, etc., seraient également à la disposition de toutes les associations ouvrières productrices et de leurs fédérations. Le mode et les détails de cette activité seraient réglés par ces associations et fédérations *elles-mêmes*, suivant un libre accord.

Or, les bolcheviks entendaient par le même mot d'ordre *l'étatisation* de tous ces éléments. Pour eux, la terre, les usines, les fabriques, les mines, les machines, les moyens de transport, etc., devaient être *propriété de l'État* qui les remettrait en usufruit aux travailleurs.

Une fois de plus, la différence de l'interprétation était fondamentale.

Quant aux masses elles-mêmes, intuitivement, elles comprenaient tous ces mots d'ordre plutôt dans le sens libertaire. Mais, comme nous l'avons déjà dit, la voix anarchiste était relativement si faible que les

vastes masses ne l'entendaient pas. Il leur semblait que *seuls les bolcheviks* osaient lancer et défendre ces beaux et justes principes. Ceci d'autant plus que le parti bolcheviste se proclamait tous les jours et à tous les coins de rues le *seul parti* luttant pour les intérêts des ouvriers et des paysans ; le seul qui, *une fois au pouvoir*, saurait accomplir la Révolution Sociale. " *Ouvriers et paysans ! Le parti bolcheviste est le seul qui vous défend. Aucun autre parti ne saura vous mener à la victoire. Ouvriers et paysans ! Le parti bolcheviste est votre parti à vous. Il est l'unique parti qui est réellement vôtre. Aidez-le à prendre le pouvoir, et vous triompherez.* " Ce leitmotiv de la propagande bolcheviste devint finalement une véritable obsession. Même le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche - parti politique autrement fort que les petits groupements anarchistes - ne put rivaliser avec les bolcheviks. Pourtant, il était alors puissant au point que les bolcheviks durent compter avec lui et lui offrir, pour quelque temps, des sièges au gouvernement.

5.1.1 Les bolcheviks, les anarchistes et les soviets.

Il est, enfin, intéressant de comparer la position des bolcheviks à celle des anarchistes, à la veille de la Révolution d'octobre, *en face de la question des Soviets ouvriers.*

Le parti bolcheviste comptait accomplir la Révolution, d'une part, par l'insurrection de ces Soviets qui exigeraient " tout le pouvoir " pour eux et, d'autre part, par l'insurrection militaire qui soutiendrait l'action des Soviets (le tout, bien entendu, sous la direction immédiate et effective du parti). Les masses ouvrières avaient mission d'appuyer vigoureusement cette action. En parfait accord avec sa façon de voir et sa " tactique ", le parti bolcheviste lança le mot d'ordre général de la Révolution : " Tout le pouvoir aux Soviets ! "

Quant aux anarchistes, ce mot d'ordre leur était suspect, et pour cause ; ils savaient bien que cette formule ne correspondait nullement aux véritables desseins du parti. Ils savaient qu'en fin de compte celui-ci *cherchait le pouvoir politique, bien centralisé, pour lui-même* (c'est-à-dire pour son comité central et, en dernier lieu, pour son chef Lénine qui, comme on sait, dirigeait tous les préparatifs de la prise du pouvoir, aidé par Trotski).

" Tout le pouvoir aux Soviets ! " n'était donc au fond, selon les anarchistes, qu'une formule creuse, pouvant recouvrir plus tard n'importe quel contenu. Elle était même une formule fautive, hypocrite, trompeuse, " car, disaient les anarchistes, si le " pouvoir " doit appartenir réellement *aux Soviets*, il ne peut pas être *au parti*; et s'il doit être *au parti*, comme les bolcheviks l'envisagent, il ne peut appartenir *aux Soviets* ". C'est pourquoi les anarchistes, tout en admettant que les Soviets pouvaient remplir certaines fonctions dans l'édification de la nouvelle société, n'admettaient pas la formule sans réserve. Pour eux, le mot *pouvoir* la rendait ambiguë, suspecte, illogique et démagogique. Ils savaient que, par sa nature même, le pouvoir politique ne saurait être réellement exercé que par un groupe d'hommes très restreint, au centre. Donc, ce pouvoir - *le vrai* - e pourrait appartenir aux Soviets. Il serait, en réalité, entre les mains du parti. Mais alors, quel sens avait la formule : " Tout le pouvoir aux Soviets " ?

Voici comment les anarcho-syndicalistes exprimèrent leurs doutes et leur pensée à ce sujet (trad. du russe, cit. du *Goloss Trouda*, hebdomadaire anarcho-syndicaliste de Petrograd, no 11, du 20 octobre 1917, éditorial : " Est-ce la fin ? ") :

La réalisation éventuelle de la formule : *Tout le pouvoir aux Soviets* - ou, plutôt, la prise éventuelle du pouvoir politique- *serait-ce la fin ? Serait-ce tout ?* Cet acte achèvera-t-il l'œuvre destructive de la Révolution ? Déblayera-t-il définitivement le terrain pour la grande édification sociale, pour l'élan créateur du peuple en révolution ?

La victoire des " Soviets " - si elle devient un fait accompli - et, une fois de plus, " l'organisation du pouvoir " qui la suivra, signifiera-t-elle effectivement la victoire du *Travail, des forces organisées des travailleurs*, le début de la véritable construction socialiste ? Cette victoire et ce nouveau " pouvoir " réussiront-ils à sortir la Révolution de l'impasse où elle s'est engagée ? Arriveront-ils à ouvrir de nouveaux horizons créateurs à la Révolution, aux masses, à tous ? Vont-ils désigner à la Révolution *le vrai chemin* d'un travail constructif, la solution effective de tous les problèmes brûlants de l'époque ?

Tout dépendra de l'interprétation que les vainqueurs prêteront au mot " pouvoir " et à leur notion d'" organisation du pouvoir ". Tout dépendra de la façon dont la victoire sera utilisée ensuite par les éléments qui tiendront, au lendemain de la victoire, ledit " pouvoir ".

Si par " pouvoir " on veut dire que tout travail créateur et toute activité organisatrice, sur toute l'étendue du pays, passeront aux mains des *organismes ouvriers et paysans* soutenus par les masses en armes ;

Si l'on entend par " pouvoir " le plein droit de ces organismes d'exercer cette activité et de se fédérer dans ce but d'une façon naturelle et libre, commençant ainsi la nouvelle construction économique et sociale qui mènera la Révolution vers de nouveaux horizons de paix, d'égalité économique et de vraie liberté ;

Si le mot d'ordre " pouvoir aux Soviets " ne signifie pas l'installation de foyers d'un *pouvoir politique* foyers subordonnés à un centre politique et autoritaire général de l'État ;

Si, enfin, le *parti politique* aspirant au pouvoir et à la domination s'élimine après la victoire et cède effectivement sa place à une libre auto-organisation des travailleurs ;

Si le " pouvoir des Soviets " ne devient pas, en réalité, un pouvoir étatiste d'un nouveau parti politique, Alors, et alors seulement, la nouvelle crise pourra devenir la dernière, pourra signifier le début d'une ère nouvelle.

Mais si l'on veut entendre par " pouvoir " une activité de *foyers politiques et autoritaires du parti*, foyers dirigés par son *centre politique et autoritaire principal* (pouvoir central du parti et de l'État) si la " prise du pouvoir par les Soviets " signifie, en réalité, l'usurpation du pouvoir *par un nouveau parti politique*, dans le but de reconstruire, *à l'aide de ce pouvoir*, par en haut et par le " centre " toute la vie économique et sociale du pays et de résoudre ainsi les problèmes compliqués du moment et de l'époque - alors cette nouvelle étape de la Révolution *ne sera pas, elle non plus, une étape définitive*. Nous ne doutons pas un instant que ce " nouveau pouvoir " ne saurait ni commencer la vraie construction socialiste ni même satisfaire les besoins et les intérêts essentiels et immédiats de la population. Nous ne doutons pas que les masses seront vite déçues de leurs nouvelles idoles et obligées de se tourner vers d'autres solutions, après avoir désavoué leurs derniers dieux. Alors, après un intervalle - plus ou moins long - la lutte recommencera nécessairement. Ce sera le début de la *troisième et dernière étape* de la Révolution russe : étape qui fera d'elle, effectivement, une *Grande Révolution*.

Ce sera une lutte entre les forces vives déployées par l'élan créateur des masses, d'une part, et le pouvoir social-démocrate à esprit centraliste se défendant âprement, d'autre part. Autrement dit : lutte entre les organismes ouvriers et paysans agissant directement et de leur propre chef, s'emparant de la terre et de tous les moyens de production, de transport, de distribution, pour établir, en toute indépendance, une vie humaine vraiment nouvelle, d'une part, et l'autorité marxiste politique, d'autre part; lutte entre les systèmes autoritaire et libertaire; lutte entre les deux principes qui se disputent depuis longtemps la prééminence : le principe marxiste et le principe anarchiste.

Et seule la victoire complète, définitive du principe anarchiste, principe d'une auto-organisation libre et naturelle des masses, signifiera la véritable victoire de la Grande Révolution.

Nous ne croyons pas à la possibilité d'accomplir la Révolution Sociale par le procédé politique. Nous ne croyons pas que l'œuvre de la construction sociale nouvelle, que la solution des problèmes si vastes, variés et compliqués de notre temps, puissent être réalisés par un acte politique, par la prise du pouvoir, par le haut, par le centre...

Qui vivra verra !

5.2 La position des anarchistes vis-à-vis de la Révolution d'octobre

Le même jour, le " Groupe de Propagande Anarcho-Syndicaliste " publia dans le *Goloss Trouda* la déclaration suivante où il prit nettement position face aux événements :

1. En tant que nous prêtons au mot d'ordre " *Tout le pouvoir aux Soviets* " un tout autre sens que celui qui, à notre avis, lui est prêté par le parti social-démocrate bolcheviste " appelé par les événements à diriger le mouvement " ; en tant que nous ne croyons pas aux vastes perspectives d'une révolution qui débute par un acte *politique*, à savoir par la prise du pouvoir ; en tant que nous apprécions négativement toute action des masses déclenchée pour des buts politiques et

sous l'emprise d'un parti politique ; en tant, enfin, que nous concevons d'une toute autre façon, aussi bien le début que le développement ultérieur d'une vraie Révolution Sociale, nous apprécions le mouvement actuel *négalement*.

2. Toutefois, si l'action des masses se déclenche, alors, en tant qu'anarchistes, nous y participerons avec la plus grande énergie. Nous ne pouvons pas nous mettre à l'écart des masses révolutionnaires, même si elles ne suivent pas notre chemin ni nos appels, même si nous prévoyons l'échec du mouvement. Nous n'oublions jamais qu'il est impassible de prévoir aussi bien la marche que l'issue d'un mouvement de masses. Par conséquent, nous considérons comme notre devoir de participer toujours à un tel mouvement, cherchant à lui communiquer notre sens, *notre idée, notre vérité*.

5.3 Quelques autres points désaccord

À part les grandes divergences de principe qui séparaient les anarchistes des bolcheviks, il existait entre eux des différences de détail. Citons-en deux, les plus importantes :

5.3.1 Les anarchistes et le " contrôle ouvrier de la production ".

Le premier concernait le problème ouvrier.

Les bolcheviks se préparaient à commencer par le soi-disant *contrôle ouvrier de la production*, c'est-à-dire l'ingérence des ouvriers dans la gestion des entreprises privées.

Les anarchistes objectaient que si ce " contrôle " ne devait pas rester lettre morte, si les organisations ouvrières étaient capables d'exercer *un contrôle effectif*, alors elles étaient capables aussi d'assurer elles-mêmes toute la production. Dans ce cas, on pouvait éliminer tout de suite, mais progressivement, l'industrie privée, en la remplaçant par l'industrie collective. En conséquence, les anarchistes rejetaient le mot d'ordre vague, douteux, de " contrôle de la production ". Ils prêchaient *l'expropriation - progressive mais immédiate - de l'industrie privée par des organismes de production collective*.

Soulignons, à ce propos, qu'il est absolument faux - j'insiste sur ce point car cette fausse assertion, soutenue par des gens ignorants ou de mauvaise foi, est assez répandue - il est faux, dis-je, qu'au cours de la Révolution russe, les anarchistes ne surent que " détruire " ou " critiquer ", " sans pouvoir formuler la moindre idée positive ". Il est faux que les anarchistes " ne possédaient pas eux-mêmes et, partant, n'exprimèrent jamais des idées suffisamment claires sur l'application de leur propre conception ". En parcourant la presse libertaire de l'époque (*Goloss Trouda, l'Anarchie, Nabate*, etc.), on peut voir que cette littérature *abondait* en exposés nets et pratiques sur le rôle et le fonctionnement des organismes ouvriers ainsi que sur le mode d'action qui permettait à ces derniers de remplacer, en liaison avec les paysans, le mécanisme capitaliste et étatiste détruit.

Ce qui manqua à l'anarchisme dans la Révolution russe, ce ne furent pas les *idées* claires et précises, ce furent, nous l'avons dit, les *institutions* pouvant, dès le début, appliquer ces idées à la vie. Et ce furent les bolcheviks qui, pour réaliser leurs propres desseins, s'opposèrent à la création et au fonctionnement de telles institutions.

Les idées, claires et précises, étaient lancées, les masses étaient intuitivement prêtes à les comprendre et à les appliquer, avec l'aide des révolutionnaires, des intellectuels, des spécialistes. Les institutions nécessaires étaient ébauchées et pouvaient être rapidement orientées vers le véritable but, avec l'aide des mêmes éléments. Les bolcheviks empêchèrent sciemment et la diffusion de ces idées, et cette aide éclairée, et l'activité de ces institutions. *Car ils voulurent l'action pour eux seuls et sous forme de Pouvoir politique.*

Cet ensemble de faits, précis et incontestables, est capital pour quiconque chercherait à comprendre le processus et le sens de la Révolution russe. Le lecteur trouvera plus loin de nombreux exemples - entre mille - appuyant mes affirmations, point par point.

5.3.2 Les bolcheviks, les anarchistes et l'assemblée constituante.

Le second sujet litigieux fut celui de l'*Assemblée Constituante*.

Pour continuer la Révolution et la transformer en une Révolution Sociale, les anarchistes ne voyaient aucune utilité à convoquer cette Assemblée : institution essentiellement politique et bourgeoise, encombrante et stérile, disaient-ils, institution qui, par sa nature même, se placerait " au-dessus des luttes sociales " et s'imposerait uniquement dans le but d'aboutir à des compromis dangereux, d'arrêter la Révolution et même de l'étouffer si possible.

Les anarchistes s'efforçaient donc de faire comprendre aux masses travailleuses l'inutilité de la " Constituante ", la nécessité de s'en passer et de la remplacer immédiatement par des organismes économiques et sociaux, *si, réellement, on voulait commencer une Révolution Sociale.*

Les bolcheviks, en vrais politiciens, hésitaient à abandonner franchement la Constituante. (Sa convocation, nous l'avons vu, figurait en bonne place dans leur programme, avant la prise du Pouvoir.) Cette hésitation avait plusieurs raisons : d'une part, les bolcheviks ne voyaient aucun inconvénient à ce que la Révolution fût " arrêtée " au point où elle se trouvait, pourvu qu'ils restassent maîtres du pouvoir. Dans cet ordre d'idées, la Constituante pouvait servir leurs intérêts si, par exemple, sa majorité était bolchevisante ou si les députés approuvaient leur direction et leurs actes. D'autre part, les masses étaient encore fortement attachées à la Constituante et il n'était pas prudent de les contrarier dès le début. Enfin, les bolcheviks ne se sentaient pas encore suffisamment forts pour risquer de fournir un atout aux ennemis qui, rappelant les promesses formelles du parti avant la prise du pouvoir, pouvait crier à la trahison et troubler les masses. Or, tant que celles-ci n'étaient pas solidement bridées et soumises, leur esprit était en éveil et leur humeur restait fort changeante : l'exemple du gouvernement Kérénsky était encore tout frais. Finalement, le parti s'arrêta à la solution suivante : procéder à la convocation de l'Assemblée, tout en surveillant de près les élections et déployant le maximum d'efforts pour que le résultat soit favorable au gouvernement bolcheviste. Si la Constituante s'avérait bolchevisante ou, tout au moins, docile et sans importance réelle, la manœuvrer et l'utiliser aux fins du gouvernement ; si, malgré tout, l'Assemblée n'était pas favorable au bolchevisme ; surveiller de près les réactions dans les masses et la dissoudre à la première occasion venue. Certes, le jeu était quelque peu risqué. Mais comptant sur sa vaste et profonde popularité et aussi sur l'absence de pouvoir entre les mains de l'Assemblée qui, de plus, allait certainement se compromettre elle-même au cas où elle se dresserait contre le bolchevisme, ce risque fut accepté. Les événements qui suivirent montrèrent que le parti bolcheviste ne s'était pas trompé.

Au fond, la promesse des bolcheviks de convoquer la Constituante dès qu'ils seraient arrivés au pouvoir n'était, chez eux, qu'une formule démagogique. Dans leur jeu, c'était une carte qui devait gagner à tout coup. Si la Constituante validait leur pouvoir, leur position s'en trouverait rapidement et singulièrement raffermie dans le pays et à l'étranger. Dans le cas contraire, ils se sentaient suffisamment forts pour s'en débarrasser dès que possible.

5.4 Quelques considérations

Naturellement, *les masses populaires* ne pouvaient pénétrer toutes les subtilités de ces diverses interprétations. Il leur était impossible - même lorsqu'elles entraient parfois en contact avec nos idées - de comprendre la portée réelle des différences dont il est question. Les travailleurs russes étaient les moins rompus aux choses de la politique. Ils ne pouvaient se rendre compte ni du machiavélisme ni du danger de l'interprétation bolcheviste.

Je me rappelle les efforts désespérés que je déployai pour prévenir les travailleurs, autant que cela me fut possible, par la parole et la plume, du danger imminent pour la vraie Révolution au cas où les masses permettraient au parti bolcheviste de s'installer solidement au pouvoir.

J'avais beau insister : les masses ne saisissaient pas le danger. Combien de fois on m'objectait ceci : " Camarade, nous te comprenons bien. Et, d'ailleurs, nous ne sommes pas *trop* confiants. Nous sommes d'accord qu'il nous faut être quelque peu sur nos gardes, ne pas croire aveuglément, conserver au fond de nous-mêmes une méfiance prudente. Mais, jusqu'à présent, les bolcheviks ne nous ont jamais trahis ; ils marchent carrément avec nous, ils sont nos amis ; ils nous prêtent un bon coup de main et ils affirment qu'une fois au pouvoir ils pourront faire triompher aisément nos aspirations. Cela nous paraît vrai. Alors, pour quelles raisons les rejeterions-nous ? Aidons-les à conquérir le pouvoir et nous verrons après. "

J'avais beau affirmer qu'on ne pourrait jamais réaliser les buts de la Révolution Sociale au moyen d'un pouvoir politique ; j'avais beau répéter qu'une fois organisé et armé, le pouvoir bolcheviste, tout en s'avérant fatalement impuissant comme les autres, serait pour les travailleurs infiniment plus dangereux et difficile à abattre que ne l'avait été ceux-là. Invariablement, on me répondait ceci : " Camarade, c'est nous, les masses, qui avons renversé le tsarisme. C'est nous qui avons renversé le gouvernement bourgeois. C'est nous qui sommes prêts à renverser Kérénsky. Eh bien, si tu as raison, si les bolcheviks ont le malheur de nous trahir, de ne pas tenir leurs promesses, nous les renverserons comme les autres. Et alors, nous marcherons définitivement et uniquement avec nos amis les anarchistes. "

J'avais beau affirmer à nouveau que, pour telles et telles raisons, l'État bolcheviste serait beaucoup plus dur à renverser : on ne voulait, on ne pouvait me croire.

Il ne faut nullement s'en étonner puisque même dans les pays habitués aux méthodes politiques et où (comme en France) on en est plus ou moins dégoûté, les masses laborieuses, et même les intellectuels, tout en souhaitant la Révolution, n'arrivent pas encore à comprendre que l'installation au pouvoir d'un parti politique, même d'extrême-gauche, et l'édification d'un État, quelle que soit son étiquette, aboutiront à la mort de la Révolution. Pouvait-il en être autrement dans un pays tel que la Russie, n'ayant jamais fait la moindre expérience politique ?

Rentrant sur leurs navires de guerre de Petrograd à Cronstadt après la victoire d'octobre 1917, les marins révolutionnaires entamèrent aussitôt une discussion sur le danger pouvant résulter de l'existence même du " Conseil des Commissaires du Peuple " au pouvoir. D'aucuns affirmaient, notamment, que ce " sanhédrin " politique serait capable de trahir un jour les principes de la Révolution d'octobre. Mais, dans leur ensemble, les marins, impressionnés surtout par la facile victoire de celle-ci, déclaraient en brandissant leurs armes : " Dans ce cas, puisque les canons ont su atteindre le Palais d'Hiver, ils sauront aussi bien atteindre Smolny. " (L'ex-Institut " Smolny " fut le premier siège du gouvernement bolcheviste à Petrograd, aussitôt après la victoire.)

Comme nous le savons, l'idée politique, étatiste, gouvernementale n'était pas encore discréditée dans la Russie de 1917. Présentement, elle ne l'est encore dans aucun autre pays. Il faudra certainement du temps et d'autres expériences historiques pour que *les masses*, éclairées en même temps par la propagande, saisissent enfin nettement la fausseté, le vide, le péril de cette idée.

La nuit de la fameuse journée du 25 octobre, je me trouvais dans une rue de Petrograd. Elle était obscure et calme. Au loin, on entendait quelques coups de fusil espacés. Subitement, une auto blindée me dépassa à toute allure. De l'intérieur de la voiture, une main lança un paquet de feuilles de papier qui volèrent en tous sens. Je me baissai et j'en ramassai une. C'était un appel du nouveau gouvernement " aux ouvriers et paysans ", leur annonçant la chute du gouvernement de Kérénsky et la liste du nouveau gouvernement " des commissaires du peuple ", Lénine en tête.

Un sentiment compliqué de tristesse, de colère, de dégoût, mais aussi une sorte de satisfaction ironique s'emparèrent de moi " Ces imbéciles (s'ils ne sont pas, tout simplement, des démagogues imposteurs, pensai-je), doivent s'imaginer qu'ils font ainsi la Révolution Sociale! Eh bien, ils vont voir... Et les masses vont prendre une bonne leçon ! "

Qui eût pu prévoir à ce moment que seulement quatre années plus tard, en 1921, aux dates glorieuses de février - du 25 au 28 exactement - les ouvriers de Petrograd se révolteraient contre le nouveau gouvernement " communiste " ?

Il existe une opinion qui jouit de quelque crédit parmi les anarchistes. On prétend que, dans les conditions données, les anarchistes russes, renonçant momentanément à leur négation de la " politique " des partis, de la démagogie, du pouvoir, etc., auraient dû agir " à la bolchevik ", c'est-à-dire former une sorte de parti politique et tenter de prendre *provisoirement* le pouvoir. Dans ce cas, dit-on, ils auraient pu " entraîner les masses " derrière eux, l'emporter sur les bolcheviks et saisir le pouvoir " pour organiser ensuite l'anarchie ".

Je considère ce raisonnement comme fondamentalement et dangereusement faux.

Même si les anarchistes, dans ce cas, avaient remporté la victoire (ce qui est fort douteux), celle-ci, achetée au prix de l'abandon " momentané " du principe fondamental de l'anarchisme, n'aurait jamais pu

aboutir au triomphe de ce principe. Entraînés par la force et la logique des choses, les anarchistes au pouvoir - quel non-sens ! - n'auraient réalisé qu'une *variété du bolchevisme*.

(J'estime que les récents événements d'Espagne et l'attitude de certains anarchistes espagnols qui acceptèrent des postes gouvernementaux, se lançant ainsi dans le vide de la " politique " et réduisant à néant la véritable action anarchiste, confirment, dans une large mesure, mon point de vue.)

Si une pareille méthode pouvait apporter le résultat recherché, s'il était possible d'abattre le pouvoir par le pouvoir, l'anarchisme n'aurait aucune raison d'être. " En principe ", tout le monde est " anarchiste ". Si les communistes, les socialistes, etc., ne le sont pas *en réalité*, c'est précisément parce qu'ils croient possible d'arriver à l'ordre libertaire en passant par le stade de la politique et du pouvoir. (Je parle de gens sincères.) Donc, si l'on veut supprimer le pouvoir par le moyen du pouvoir et des " masses entraînées ", on est communiste, socialiste, tout ce qu'on voudra mais on n'est pas anarchiste. On est anarchiste, précisément, parce qu'on tient pour impossible de supprimer le pouvoir, l'autorité et l'État à l'aide du pouvoir, de l'autorité et de l'État (et des masses entraînées). Dès qu'on a recours à ces moyens - ne serait-ce que " momentanément " et avec de très bonnes intentions - on cesse d'être anarchiste, on renonce à l'anarchisme, on se rallie au principe bolcheviste.

L'idée de chercher à entraîner les masses derrière le pouvoir est contraire à l'anarchisme qui, justement, ne croit pas que les hommes puissent arriver jamais à leur véritable émancipation par ce chemin.

Je me rappelle, à ce propos, une conversation avec la très connue camarade Marie Spiridonova, animatrice du parti socialiste-révolutionnaire de gauche, en 1919 (ou 1920), à Moscou.

(Au risque de sa vie, Marie Spiridonova exécuta, jadis, un des plus farouches satrapes du tzar. Elle avait subi des tortures, frôlé la mort et séjourné longuement au bagne. Libérée par la révolution de février 1917, elle adhéra au parti socialiste-révolutionnaire de gauche et devint un de ses piliers. C'était une révolutionnaire des plus sincères : dévouée, écoutée, estimée.)

Lors de notre discussion, elle m'affirma que les socialistes-révolutionnaires de gauche se représentaient le pouvoir sous une forme très restreinte : un pouvoir réduit au minimum, donc très faible, très humain et surtout très provisoire. " Juste *le strict nécessaire* permettant, le plus rapidement possible, de l'affaiblir, de l'effriter et de le laisser s'évanouir. " - " Ne vous trompez pas, lui dis-je : le pouvoir n'est jamais une " boule de sable " qui, à force d'être roulée, se désagrège ; c'est toujours une " boule de neige " qui, roulée, ne fait qu'augmenter de volume. Une fois au pouvoir, vous ferez comme les autres. "

Et les anarchistes aussi, aurais-je pu ajouter.

Dans le même ordre d'idées, je me souviens d'un autre cas frappant.

En 1919, je militais en Ukraine. À cette époque, les masses populaires étaient déjà forcément désillusionnées par le bolchevisme. La propagande anarchiste en Ukraine (où les bolcheviks ne l'avaient pas encore totalement supprimée) commençait à remporter un vif succès.

Une nuit, des soldats rouges, délégués par leurs régiments, vinrent au siège de notre Groupe de Kharkow et nous déclarèrent ceci : " Plusieurs unités de la garnison, déçues par le bolchevisme et sympathisant avec les anarchistes, sont prêtes à agir. On pourrait arrêter sans inconvénient, une de ces nuits, les membres du gouvernement bolcheviste d'Ukraine et proclamer un gouvernement anarchiste qui serait certainement meilleur. Personne ne s'y opposerait, tout le monde en ayant assez du pouvoir bolcheviste. Nous demandons donc au parti anarchiste, dirent-ils, de se mettre d'accord avec nous, de nous autoriser à agir en son nom pour préparer l'action, de procéder à l'arrestation du gouvernement présent et de prendre le pouvoir à sa place, avec notre aide. Nous nous mettons entièrement à la disposition du parti anarchiste. "

Le malentendu était évident. Rien que le terme : " parti anarchiste " en témoignait. Les braves militaires n'avaient aucune notion de l'anarchisme. Ils avaient dû en entendre parler vaguement ou avaient assisté à quelque meeting.

Mais le fait était là. Deux solutions éventuelles se présentaient à nous : ou bien profiter de ce malentendu, faire arrêter le gouvernement bolcheviste et " prendre le pouvoir " en Ukraine ; ou bien expliquer aux soldats leur erreur, leur faire comprendre le fond même de l'anarchisme et renoncer à l'aventure.

Naturellement, nous nous arrêtâmes à cette dernière solution. Pendant deux heures, j'exposai aux soldats notre point de vue : " Si, leur dis-je alors, de vastes masses se soulevaient pour une nouvelle révolution,

abandonnant franchement le gouvernement et ayant conscience qu'il ne faut pas le remplacer par un autre pour organiser leur vie nouvelle sur d'autres bases, ce serait la bonne, la vraie Révolution, et tous les anarchistes marcheraient avec les masses. Mais si nous - un groupe d'hommes - arrêtons le gouvernement bolcheviste pour nous mettre à sa place, rien ne changerait au fond. Et, par la suite, entraînés par le même système, nous ne pourrions pas faire mieux que les bolcheviks. "

Les soldats finirent par *comprendre* mes explications et partirent en jurant de militer dorénavant pour la véritable Révolution et pour l'idée anarchiste.

Mais ce qui est inconcevable, c'est qu'il existe de nos jours des " anarchistes " - et non des " derniers " - qui me reprochent de ne pas avoir " pris le pouvoir " à ce moment-là. Selon eux, nous aurions dû marcher, faire arrêter le gouvernement bolcheviste et nous installer à sa place. Ils prétendent que nous avons manqué là une belle occasion de réaliser nos idées... à l'aide du pouvoir, ce qui est contraire à nos idées. Combien de fois ai-je dit à mon auditoire, en pleine Révolution: " N'oubliez jamais que *pour* vous, *au-dessus* de vous, à *votre* place, personne ne pourra rien faire. Le " meilleur " gouvernement ne pourra que faire faillite. Et si, un jour, vous apprenez que tenté par l'idée politique et autoritaire, moi, Voline, j'ai accepté un poste gouvernemental, devenant " commissaire ", ou " ministre ", ou quelque chose de semblable, deux semaines après, camarades, vous pourrez me fusiller en toute tranquillité d'esprit et de conscience, sachant que j'ai trahi la vérité, la vraie cause et la véritable Révolution ! "

6. Après octobre

6.1 Les bolcheviks au pouvoir ; les différends entre eux et les anarchistes

6.1.1 Premiers tâtonnements. - Premiers compromis. - Premières impostures. - Leurs conséquences fatales.

La lutte entre les deux conceptions de la Révolution Sociale : étatiste-centraliste et libertaire-fédéraliste, était inégale dans cette Russie de 1917.

La conception étatiste l'emporta. Le gouvernement bolcheviste s'installa sur le trône vacant. Lénine fut son chef incontesté. C'est à ce dernier et à son parti qu'incomba la tâche de liquider la guerre, de faire face à tous les problèmes de la Révolution et d'amener celle-ci dans la voie de la véritable Révolution Sociale.

L'idée politique prit le dessus. C'est elle qui allait faire ses preuves. Nous allons voir maintenant comment elle les a faites.

Le nouveau gouvernement - bolcheviste - était en fait un gouvernement d'intellectuels, de doctrinaires marxistes. Installés au pouvoir, prétendant y représenter les travailleurs et connaître, seuls, le véritable moyen de les mener vers le socialisme, ils entendaient gouverner, avant tout, au moyen de décrets et de lois que les masses laborieuses étaient tenues d'approuver et d'appliquer.

Au début, le gouvernement et son chef, Lénine, firent mine d'être les fidèles exécuteurs de la volonté du peuple travailleur; en tout cas, de justifier devant ce peuple leurs décisions, leurs gestes et leurs activités. Ainsi, par exemple, leurs toutes premières mesures, à savoir le premier pas officiel vers la paix immédiate (décret du 28 octobre 1917) et le décret remettant la terre aux paysans (le 26 octobre) furent adoptées par le Congrès des Soviets qui approuva le gouvernement. D'ailleurs, Lénine savait d'avance que ces lois seraient accueillies avec satisfaction et par le peuple et par les milieux révolutionnaires. Au fond, elles ne faisaient que sanctionner l'état de choses existant.

De même Lénine jugea encore nécessaire de justifier devant l'Exécutif des Soviets la dissolution de la Constituante (en janvier 1918).

Cet acte de la Révolution - un des premiers - mérite quelques précisions.

6.1.2 La dissolution de l'Assemblée Constituante.

Le lecteur sait que les anarchistes, en parfait accord avec l'ensemble de leur conception sociale et révolutionnaire, étaient opposés à la convocation de la Constituante.

Voici en quels termes ils développèrent leur point de vue dans l'éditorial de leur hebdomadaire de Petrograd (*Goloss Trouda*, n° 19 du 18 novembre-1^{er} décembre 1917) :

Camarades ouvriers, paysans, soldats, marins, et tous les travailleurs.

Nous voilà en pleine élection pour l'Assemblée Constituante.

Il est très probable que, bientôt, celle-ci se réunira et commencera à siéger.

Tous les partis politiques - y compris les bolcheviks - remettent le sort ultérieur de la Révolution, du pays et du peuple travailleur entre les mains de cet organe central.

Dans ces conditions, nous avons le devoir de vous mettre en garde contre deux dangers éventuels.

Premier danger : les bolcheviks n'auront pas dans la Constituante une forte majorité (ou même s'y trouveront en minorité).

Dans ce cas, la Constituante formera encore une institution politique inutile, bigarrée, socialo-bourgeoise. Ce sera encore une parlote absurde, à la manière de la " Conférence d'État " de Moscou, de la " Conférence démocratique " de Petrograd, du " Conseil provisoire de la République ", etc. Elle s'embourbera dans des discussions et disputes vaines. Elle freinera la véritable Révolution.

Si nous ne voulons pas *exagérer* ce danger, c'est uniquement parce que nous espérons que, dans ce cas, les masses sauront, une fois de plus, sauver la Révolution les armes à la main et la pousser en avant, sur le vrai chemin.

Mais nous devons dire, à propos de ce danger, que les masses laborieuses n'ont *nullement besoin* d'un nouveau remue-ménage de ce genre. Les masses pourraient et devraient s'en passer. A quoi bon gaspiller l'énergie et l'argent à créer et à entretenir une institution inepte ? (Et, en attendant, la Révolution des travailleurs s'arrêtera, une fois de plus !) A quoi bon sacrifier de nouveau des forces et du sang pour combattre plus tard cette institution stupide et stérile afin de " sauver (combien de fois encore ?) la Révolution " et la sortir d'un " point mort " ? Ces forces et ces efforts pourraient être employés, au grand profit de la Révolution, du peuple et du pays, à *organiser les masses laborieuses d'une manière directe et à la base même* : dans les villages, dans les villes, dans les entreprises, etc., à relier ces organisations, par en bas, en communes et en fédérations de villages et de villes libres, d'une façon naturelle et immédiate, sur la base du travail et non sur celle de la politique ou de l'adhésion à tel ou tel parti, à aboutir, par la suite, à des unifications régionales, etc. Ces forces et ces efforts devraient et pourraient être employés à organiser immédiatement et énergiquement l'approvisionnement des entreprises en matières premières et en combustibles, à améliorer les voies de communications, à organiser les échanges et toute l'économie nouvelle en général ; enfin, à mener une lutte directe contre les restes de la réaction (surtout contre le mouvement très gênant de Kalédine dans le Midi).

Second danger : les bolcheviks seront à l'Assemblée Constituante en *forte majorité*.

Dans ce cas, venus facilement à bout de l' " opposition " et l'ayant écrasée sans difficulté, ils deviendront, d'une façon ferme et solide, les maîtres *légaux* du pays et de toute la situation : maîtres reconnus manifestement par la " majorité de la population ". C'est précisément ce que les bolcheviks cherchent à obtenir de l'Assemblée Constituante. C'est pour cela qu'ils en ont besoin. La Constituante doit consolider et " légaliser " leur pouvoir.

Camarades, *ce danger est beaucoup plus important, plus grave que le premier*.

Soyez sur vos gardes !

Une fois leur pouvoir consolidé et " légalisé ", les bolcheviks - qui sont des sociaux-démocrates, politiciens et étatistes, c'est-à-dire des hommes d'action centraliste et autoritaire - commenceront à arranger la vie du pays et du peuple avec des moyens gouvernementaux et dictatoriaux, imposés par le centre. Leur siège à Petrograd dictera les volontés du parti à toute la Russie, disposera de tout le pays.

Vos Soviets et vos autres organisations locales deviendront peu à peu de simples organes exécutifs de la volonté du gouvernement central. Au lieu d'un travail constructeur normal des masses laborieuses, au lieu d'une libre unification *par en bas*, on assistera à la mise en place d'un appareil autoritaire, politique et étatique qui agira *par en haut* et se mettra à écraser tout avec sa poigne de fer. Les Soviets et les autres organes devront obéir et s'exécuter. Cela sera appelé " discipline ". Malheur à celui qui ne sera pas d'accord avec le pouvoir central et ne jugera pas utile de lui obéir ! Fort de " l'approbation générale " de la population, ce pouvoir le forcera à se soumettre.

Soyez sur vos gardes, camarades !

Observez bien et souvenez-vous.

Plus le succès des bolcheviks deviendra formel et leur situation solide, plus leur action prendra l'allure *autoritaire*, c'est-à-dire plus la réalisation et la défense de leur pouvoir politique et central deviendront nettes et précises. Ils commenceront à donner des ordres de plus en plus catégoriques aux organisations et aux Soviets locaux. Ils se mettront à faire par en haut la politique qu'ils voudront, sans reculer devant l'emploi de la force armée en cas de résistance.

Plus leur succès s'affirmera, plus ce danger se précisera, car leur action en deviendra d'autant plus sûre et ferme. Chaque nouveau succès - vous allez le voir ! - leur fera tourner la tête davantage. Chaque jour de plus de leur succès approchera la véritable Révolution de ce grand danger. L'accumulation de leurs succès signifiera l'aggravation du danger.

Vous pouvez, d'ailleurs, vous en apercevoir dès maintenant.

Observez attentivement les derniers ordres et dispositions de la nouvelle autorité. Présentement déjà, vous pouvez vous rendre nettement compte de la tendance des sommités bolchevistes d'arranger la vie du peuple à la manière politique et autoritaire, au moyen du centre qui s'impose. Présentement déjà, des sommités donnent des ordres formels au pays. Présentement déjà, on voit clairement qu'elles comprennent le mot d'ordre " Pouvoir aux Soviets " comme pouvoir de l'autorité centrale à Petrograd, autorité à laquelle les Soviets et les autres organes locaux doivent être soumis à titre de simples organes exécutifs.

Cela se passe *maintenant* que les sommités bolchevistes sentent encore fortement leur dépendance des masses et, naturellement, craignent de provoquer des désillusions ; maintenant que leur succès n'est pas encore totalement assuré et dépend entièrement de l'attitude des masses à leur égard.

Que sera-ce donc lorsque leur succès deviendra un fait accompli et que les masses les auront entourées d'une confiance enthousiaste et solide ?

Camarades ouvriers, paysans et soldats !

Ne perdez jamais de vue ce danger !

Soyez prêts à défendre la véritable Révolution et la vraie liberté de vos organisations et de votre action - partout où vous êtes - contre la violence et le joug de la nouvelle Autorité, du nouveau maître : l'État centralisé, et des nouveaux imposteurs : les chefs des partis politiques.

Soyez prêts à agir de façon que les succès des bolcheviks - si ces succès leur font tourner la tête et les transforment en imposteurs - deviennent leur tombeau.

Soyez prêts à arracher la Révolution à une nouvelle prison.

N'oubliez pas que seuls, *vous-mêmes*, devez et pouvez construire et créer votre vie nouvelle au moyen de vos libres organisations locales et de leurs fédérations. Sinon, vous ne la verrez jamais !

Les bolcheviks vous disent souvent la même chose.

Tant mieux, naturellement, si, en fin de compte, ils agissent conformément à ce qu'ils disent.

Mais, camarades, tous les nouveaux maîtres, dont la situation dépend de la sympathie et de la confiance des masses, parlent au début un langage doucereux. Les premiers jours, Kérénsky avait, lui aussi, une bouche de miel ; le cœur de fiel s'est révélé plus tard.

Tenez compte et prenez note, non pas des *paroles* et des *discours*, mais des *gestes* et des *actes*. Et dès que vous aurez découvert la moindre contradiction entre ce que ces gens vous *disent* et ce qu'ils *font*, soyez sur vos gardes !

Ne vous fiez pas aux paroles, camarades !

Fiez-vous uniquement aux actes et aux faits !

Ne vous fiez pas à l'Assemblée Constituante, aux partis, ni aux chefs.

Ayez uniquement confiance en vous-mêmes et dans la Révolution.

Seuls *vous-mêmes*, c'est-à-dire vos organismes locaux de base, organismes des travailleurs et non des partis, et ensuite votre unification directe et naturelle (régionale, etc.) - seuls vous-mêmes devez être les constructeurs et les maîtres de la vie nouvelle, et non pas l'Assemblée Constituante, non pas un gouvernement central, non pas les partis ni les chefs !

Et dans un autre article du même hebdomadaire (n° 21 du 2-15 décembre 1917, éditorial : " À la place de l'Assemblée Constituante "), les anarchistes disaient ceci :

Il est notoire que nous, les anarchistes, renions l'Assemblée Constituante, l'estimant non seulement inutile, mais franchement nuisible à la cause de la Révolution.

Cependant, peu nombreux sont encore ceux qui se rendent compte des *raisons* qui déterminent notre point de vue.

Or, justement, ce qui est essentiel, ce n'est pas tant le *fait* de nous dresser contre la Constituante ; ce sont les *raisons* qui nous amènent à le faire.

Ce n'est pas par caprice, par obstination ou par esprit de contradiction que nous rejetons l'Assemblée Constituante. Nous ne nous bornons pas, d'ailleurs, à la rejeter " purement et simplement " nous arrivons à ce reniement d'une façon parfaitement logique.

Nous estimons, en effet, qu'en période de Révolution Sociale, ce qui importe aux travailleurs c'est qu'ils puissent organiser la vie nouvelle eux-mêmes, par en bas, et à l'aide de leurs organismes économiques immédiats, et non par en haut, au moyen d'un centre politique autoritaire.

Nous rejetons l'Assemblée Constituante, car nous mettons à sa place une tout autre institution " constituante " un *organisme de travail*, unifié par en bas, d'une façon naturelle.

Nous repoussons donc l'Assemblée Constituante, car nous proposons à sa place quelque chose d'autre. Et nous ne voulons pas que cette autre chose soit gênée par l'Assemblée Constituante.

Les bolcheviks reconnaissent, d'une part, l'organisation des travailleurs, directe et de classe (les Soviets, etc.) ; mais, d'autre part, ils conservent l'Assemblée Constituante, cet organisme inepte et hors d'utilité. Nous estimons cette dualité contradictoire, nuisible, très dangereuse. Elle est le résultat fatal du fait que les bolcheviks, en vrais sociaux-démocrates, pataugent généralement dans les questions de la " politique " et de " l'économie ", de " l'autorité " et de la non-autorité, du " parti " et de la " classe ". Ils n'osent pas renoncer définitivement et totalement aux préjugés morts, car cela signifierait pour eux se jeter à l'eau sans savoir nager.

Patauger dans des contradictions est inévitable pour des gens qui, lors d'une Révolution prolétarienne, considèrent comme leur tâche principale *l'organisation du pouvoir !*

Nous renions cette " organisation du pouvoir ", car précisément, nous lui substituons " *l'organisation de la Révolution* ".

" L'organisation du Pouvoir " aboutit logiquement à l'Assemblée Constituante.

" L'organisation de la Révolution " aboutit, logiquement aussi, à une autre édification où, tout simplement, il n'y a pas de place pour la Constituante, ou cette dernière est carrément gênante.

Voilà pourquoi nous renions l'Assemblée Constituante.

Les bolcheviks préférèrent convoquer l'Assemblée, décidés d'avance à la dominer ou à la dissoudre si sa majorité n'était pas bolcheviste (chose possible dans l'ambiance du moment).

La Constituante fut donc convoquée, en janvier 1918. En dépit de tous les efforts du parti bolcheviste, au pouvoir depuis trois mois, la majorité de l'Assemblée s'avéra anti-bolcheviste. Ce résultat confirma pleinement les appréhensions des anarchistes. " Si les travailleurs, disaient-ils, pour suivaient tranquillement leur œuvre de construction économique et sociale, sans se soucier des comédies politiques, la grande majorité de la population les aurait suivis finalement, sans autre cérémonie. Tandis que maintenant on a sur le dos ce souci inutile... "

Toutefois, et en dépit de l'inutilité flagrante de cette Assemblée dont les " travaux " se poursuivaient dans une atmosphère d'indifférence morne et générale (tout le monde sentait, en effet, l'inutilité et la fragilité de cette institution), le gouvernement bolcheviste hésitait à la dissoudre.

Il fallut l'intervention quasi fortuite d'un anarchiste pour que l'Assemblée Constituante fût, enfin, dissoute. Tel fut le fait historique peu connu.

Le hasard voulut, en effet, qu'un anarchiste, marin de Cronstadt, Anatole *Jélezniakoff*, fût nommé par le gouvernement bolcheviste à la tête du détachement de garde au siège de l'Assemblée [14].

Depuis plusieurs jours déjà, les discours interminables des leaders des partis politiques à l'Assemblée - discours qui se prolongeaient, sans aucune utilité, fort tard dans la nuit - fatiguaient et désespéraient le corps de garde obligé, chaque fois, d'attendre la fin des discours de la veille.

Une nuit - les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche ayant quitté la séance après une déclaration comminatoire à l'adresse des représentants de la droite, et les discours allant leur petit train - Jélezniakoff, à la tête de son détachement, entra dans la salle des délibérations, s'approcha du fauteuil présidentiel et dit au président (V. Tchernoff, socialiste-révolutionnaire de droite) : " Levez la séance, s'il vous plaît, mes hommes sont fatigués ! "

Décontenancé, indigné, le président protesta. " Je vous dis que le corps de garde est fatigué, insista Jélezniakoff, menaçant. Je vous prie de quitter la salle des séances. Et d'ailleurs, *on en a assez de cette parlote ! Vous avez suffisamment bavardé ! Partez ! "*

L'Assemblée s'exécuta.

Le gouvernement bolcheviste mit à profit cet incident pour occuper militairement le siège de la Constituante et publier, le lendemain, le décret de dissolution.

Le pays resta indifférent.

Plus tard, le gouvernement justifia cet acte devant l'Exécutif des Soviets.

Tout marcha donc " convenablement " - *jusqu'au jour où la volonté du " gouvernement " entre, pour la première fois, en conflit avec celle des " gouvernés ", du " peuple ".*

Et alors, tout changea.

Ce fut à l'occasion de l'offensive allemande, en février 1918.

6.1.3 La paix de Brest-Litovsk.

Au lendemain de la Révolution d'octobre, l'armée allemande qui opérait contre la Russie resta quelque temps inactive. Le commandement allemand hésitait, attendait les événements et manœuvrait en vue de tirer le plus grand profit possible de la situation créée.

En février 1918, se considérant prêt, il se décida et déclencha une offensive contre la Russie révolutionnaire.

Il fallait prendre position. Toute résistance était impossible, l'armée russe ne pouvant combattre. Il fallait trouver une solution à la situation. Cette solution devait résoudre, en même temps, le premier problème de la Révolution : celui de la guerre.

La situation ne présentait que deux solutions possibles :

- a) Abandonner le front : laisser l'armée allemande s'aventurer dans l'immense pays en révolution ; l'entraîner dans les profondeurs du pays afin de provoquer son isolement, la séparer de ses bases d'approvisionnement, lui faire une guerre de partisans, la démoraliser, la décomposer, etc., défendant ainsi la Révolution Sociale ; solution qui fut déjà utilisée avec succès en 1812 et qui reste toujours réalisable dans un pays tel que l'immense Russie.
- b) Entrer en pourparlers avec le commandement allemand. Lui proposer la paix, traiter et accepter celle-ci, quelles qu'en fussent les conditions.

La première solution fut celle de la quasi-totalité des organisations ouvrières consultées, ainsi que des socialistes-révolutionnaires de gauche, des maximalistes, des anarchistes. On était d'avis que, seule, cette façon d'agir était digne de la Révolution Sociale ; seule, elle permettait de traiter avec le *peuple* allemand, par-dessus la tête de ses généraux et gouvernants ; seule, elle garantissait un élan prodigieux de la Révolution en Russie et permettait d'espérer, comme conséquence, un déclenchement de la révolution en Allemagne et ailleurs. Bref, nous l'avons déjà dit, on estimait que cette solution - une sorte d'action directe vraiment impressionnante - constituait, *dans les conditions données et dans un pays tel que la Russie*, la seule bonne méthode de défense de la Révolution.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet le *Goloss Trouda* (n° 27, du 24 février 1918), dans un article intitulé : De l'esprit révolutionnaire :

Nous voici à un tournant décisif de la Révolution. Une crise est là qui peut être fatale. L'heure qui sonne est d'une netteté frappante et d'un tragique exceptionnel. La situation est enfin claire. La question est à trancher séance tenante. Dans quelques heures nous saurons si le gouvernement signe ou non la paix avec l'Allemagne. *Tout l'avenir de la Révolution russe et la suite des événements mondiaux dépendent de cette journée de cette minute.*

Les conditions proposées par l'Allemagne sont sans ambages ni réserves.

D'ores et déjà, on connaît les idées de plusieurs membres éminents des partis politiques et aussi celles des membres du gouvernement. Il n'y a d'unité de vues nulle part. Désaccord chez les bolcheviks. Désaccord chez les socialistes-révolutionnaires de gauche. Désaccord au Conseil des Commissaires du Peuple. Désaccord au Soviet de Petrograd et à l'Exécutif. Désaccord dans les masses, dans les fabriques, usines et casernes. L'opinion de la province n'est pas encore suffisamment connue...

(Nous l'avons dit plus haut: l'opinion des socialistes-révolutionnaires de gauche, et aussi celle des masses travailleuses à Petrograd et en province, se précisa, par la suite, comme hostile à la signature du traité de paix avec les généraux allemands.)

Le délai de l'ultimatum allemand est de 48 heures. Dans ces conditions, qu'on le veuille ou non, la question sera discutée, la décision sera prise en hâte, dans les milieux strictement gouvernementaux. Et c'est ce qui est le plus terrible...

Quant à notre propre opinion, nos lecteurs la connaissent. Dès le début, nous étions contre les " pourparlers de paix ". Nous nous dressons aujourd'hui contre la signature du traité. Nous sommes pour *l'organisation immédiate et active d'une résistance de corps de partisans*. Nous estimons que le télégramme du gouvernement demandant la paix doit être annulé ; le défi doit être accepté et le sort de la Révolution remis directement, franchement, entre les mains des prolétaires du monde entier.

Lénine insiste pour la signature de la paix. Et, si nos informations sont exactes, une grande majorité finira par le suivre. Le traité sera signé.

Seule la conviction intime de *l'invincibilité finale* de cette Révolution nous permet de ne pas prendre cette éventualité *trop au tragique*. Mais cette façon de conclure la paix portera *un coup très dur* à la Révolution, en *l'infirmité*, en *l'abaissant*, en la *déformant* pour longtemps, nous en sommes absolument persuadés.

Nous connaissons l'argumentation de Lénine, surtout d'après son article : *De la phrase révolutionnaire* (*Pravda*, n° 31). Cette argumentation ne nous a pas convaincus.

L'auteur fait, ensuite, une critique serrée de l'argumentation de Lénine et lui en oppose une autre pour terminer comme suit :

Nous avons la conviction ferme que l'acceptation de la paix offerte ralentira la Révolution, l'abaissera, la rendra pour longtemps débile, anémique incolore... L'acceptation de la paix fera courber la Révolution, la mettra à genoux, lui coupera les ailes, l'obligera à ramper... Car *l'esprit révolutionnaire*, le *grand enthousiasme de la lutte*, cette envolée magnifique de *la grandiose idée de l'affranchissement du monde* - lui seront enlevés.

Et - pour le monde - sa lumière s'éteindra.

La majorité du Comité Central du parti communiste se prononça d'abord en faveur de la première solution. Mais Lénine eut peur de cette décision hardie. En véritable dictateur, il n'avait aucune confiance en une action des masses si celles-ci n'étaient pas menées par des chefs et des politiciens, au moyen d'ordres formels et de machinations de coulisse. Il invoqua le danger de mort pour la Révolution si la paix offerte par les Allemands était rejetée. Il proclama la nécessité d'un " répit " qui permettrait de créer *une armée régulière*.

Pour la première fois depuis la Révolution, il allait braver l'opinion des masses et même celle de ses propres camarades. Il menaça ces derniers de décliner toute responsabilité pour ce qui suivrait et de se retirer séance tenante si sa volonté n'était pas exécutée. Les camarades, à leur tour, eurent peur de perdre " le grand chef de la Révolution ". Ils cédèrent. L'opinion des masses fut délibérément piétinée. La paix fut signée.

Ainsi, pour la première fois, la " dictature du prolétariat " l'emporta sur le prolétariat. Pour la première fois, le *pouvoir bolcheviste réussit à terroriser les masses, à substituer sa volonté à la leur, à agir de son chef, faisant fi de l'opinion des autres*.

La paix de Brest-Litovsk fut *imposée* au peuple laborieux par le gouvernement bolcheviste. Le peuple pensait terminer la guerre d'une tout autre manière. Mais le gouvernement se chargea, lui, d'arranger tout. Il précipita les choses, força les événements et brima ainsi la résistance des masses. Il arriva à les faire taire, à obtenir leur obéissance, *leur passivité forcée*.

Je me souviens d'avoir rencontré incidemment, en ces heures de fièvre, le bolchevik connu N. Boukharine (exécuté, depuis, lors du fameux procès de Moscou). J'avais fait sa connaissance jadis, à New-York. Nous ne nous étions jamais revus en Russie. Passant rapidement par un couloir de Smolny (siège du gouvernement bolcheviste à Petrograd à cette époque) où je m'étais rendu pour une affaire concernant notre organisation, je remarquai Boukharine en train de discuter et de gesticuler dans un recoin du couloir, au milieu d'un groupe de bolcheviks. Il me reconnut et me fit signe. Je m'approchai. Sans préambule, au comble de l'émotion, il se mit à se plaindre de l'attitude de Lénine dans la question de la paix. Il se lamentait de se trouver en désaccord complet avec Lénine. Il souligna que, sur ce point, il était entièrement d'accord avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, les anarchistes et les masses en général. Et il affirmait, avec effroi, que Lénine ne voulait rien entendre, que Lénine " se fichait pas mal de l'avis des autres ", qu'il " cherchait à imposer sa volonté et son erreur à tout le monde et terrorisait le parti, menaçant de lâcher le pouvoir ". D'après Boukharine, l'erreur de Lénine était fatale pour la Révolution. Et c'est ce qui l'effrayait.

- Mais, lui dis-je, si vous êtes en désaccord avec Lénine, vous n'avez qu'à l'affirmer et insister. Ceci d'autant que vous n'êtes pas seul. Et d'ailleurs, même si vous étiez seul, vous avez, je suppose, le même droit que Lénine d'avoir une opinion, de la faire valoir, de la répandre et la défendre.

- Oh, coupa-t-il, vous n'y pensez pas : vous imaginez-vous ce que cela signifie : lutter contre Lénine ? Ce serait terrible. Cela entraînerait automatiquement mon exclusion du parti. Cela signifierait une révolte contre tout notre passé, contre notre discipline, contre des camarades de lutte. Je me verrais dans l'obligation de provoquer une scission dans le parti, d'entraîner avec moi d'autres réfractaires, de créer un parti à part pour lutter contre celui de Lénine. Voyons, mon vieux, vous me connaissez assez : suis-je de taille à devenir chef de parti et à déclarer la guerre à Lénine et au parti bolcheviste ? Non, ne nous leurrions pas ! Je n'ai pas l'étoffe d'un chef, moi. Et même si je l'avais... Non, non, je ne peux pas, je ne peux pas faire cela.

Il était très ému. Il se mit la tête entre les mains. Il pleurait presque.

Pressé et sentant l'inutilité de prolonger le débat, je l'abandonnai à son désespoir.

Comme on sait, il s'est rallié plus tard - peut-être en apparence seulement - à la thèse de Lénine.

Tel fut le premier différend sérieux entre le nouveau *gouvernement* et le peuple *gouverné*. Il se résolut à l'avantage du pouvoir *qui s'imposa*.

Ce fut la première imposture. Et ce ne fut que le premier pas - mais le plus difficile. Dorénavant, les choses devaient aller " toutes seules ". Ayant une première fois enjambé impunément la volonté des masses laborieuses, s'étant une première fois emparé de l'initiative de l'action, le nouveau pouvoir lança, pour ainsi dire, un lasso autour de la Révolution. Par la suite, il n'avait plus qu'à le serrer pour obliger et, finalement, habituer les masses à se traîner à sa remorque, pour leur faire abandonner entre ses mains toute initiative, les soumettre entièrement à son autorité et réduire toute la Révolution aux proportions d'une dictature.

C'est ce qui arriva, en effet. Car, *telle est, fatalement, l'attitude de tout gouvernement. Tel est, fatalement, le chemin de toute Révolution qui laisse intact le principe étatiste, centraliste, politique, gouvernemental.*

Ce chemin est une pente. Une fois cette pente prise, le glissement se fait tout seul. Rien ne peut plus s'arrêter. Tout d'abord, ni les gouvernants, ni les gouvernés ne s'en aperçoivent. Les premiers (tant qu'ils sont sincères) croient remplir leur rôle et poursuivre une œuvre indispensable, salutaire. Les seconds, fascinés, serrés de près, dominés, suivent... Et quand, enfin, les uns et surtout les autres commencent à comprendre l'erreur, il est trop tard. Impossible de reculer. Impossible même de modifier quoi que ce soit. On est trop engagé sur la pente fatale. Et même si les gouvernés crient casse-cou et se dressent contre les gouvernants pour leur faire remonter cette pente menaçante, il est trop tard !

6.2 La pente fatale

Pour voir ce qu'est devenue par la suite la Révolution russe, comprendre le véritable rôle du bolchevisme et discerner les raisons qui - une fois de plus dans l'histoire humaine - transformèrent une magnifique et victorieuse révolte populaire en un lamentable échec, il faut, justement et avant tout, bien se pénétrer de

deux vérités qui, malheureusement, ne sont pas encore assez répandues et dont la méconnaissance prive la plupart des intéressés du vrai moyen de compréhension.

Première vérité :

Il y a contradiction formelle et irréconciliable, il y a opposition entre la vraie Révolution qui tend à s'épanouir - *et doit pouvoir s'épanouir d'une façon illimitée pour vaincre définitivement* - d'une part, et la théorie de même que la pratique autoritaires et étatistes, d'autre part.

Il y a contradiction formelle et irréconciliable, il y a lutte entre l'essence même du *pouvoir socialiste étatiste* (s'il triomphe), et celle du véritable *processus socialiste-révolutionnaire*.

La substance même de la véritable Révolution Sociale est la reconnaissance et la réalisation d'un vaste et libre mouvement créateur des masses laborieuses libérées de tout travail subordonné. C'est l'affirmation et l'épanouissement d'un immense processus de construction, basé sur le travail émancipé, sur la coordination naturelle et sur l'égalité élémentaire.

Au fond, la vraie Révolution Sociale est le début de la vraie évolution humaine, c'est-à-dire d'une libre ascension créatrice des masses humaines, basée sur la vaste et franche initiative de millions d'hommes dans toutes les branches d'activités.

Cette essence de la Révolution est instinctivement sentie par le peuple révolutionnaire. Elle est plus ou moins nettement comprise et formulée par les anarchistes.

Ce qui résulte " automatiquement " de cette définition de la Révolution Sociale (définition qu'on ne saurait réfuter), ce n'est pas l'idée d'une *direction autoritaire* (dictatoriale ou autre des masses) - idée appartenant entièrement au vieux monde bourgeois, capitaliste, exploiteur mais celle d'une *collaboration* à leur apporter dans leur évolution. Il en découle aussi la nécessité d'une circulation absolument libre de toutes les idées révolutionnaires et, enfin, le besoin des vérités sans fard, de leur recherche libre et générale, de leur découverte, de leur expérimentation et de leur mise en application comme conditions essentielles d'une action féconde des masses et du triomphe définitif de la Révolution.

Or, à la base du socialisme étatiste et du pouvoir dérivé, il y a *la non-reconnaissance formelle de ces principes de la Révolution Sociale*.

Les traits caractéristiques de l'idéologie et de la pratique socialistes (autorité, pouvoir, État, dictature) n'appartiennent nullement à l'avenir, mais font partie totalement du passé bourgeois. La conception " statique " de la révolution, l'idée d'une limite, d'un " achèvement " du processus révolutionnaire, la tendance à endiguer, à " pétrifier " ce processus et surtout - au lieu de réserver aux masses laborieuses toutes les possibilités d'un mouvement et d'une action amples et autonomes - de concentrer à nouveau entre les mains d'un État et d'une poignée de nouveaux maîtres toute l'évolution future, tout cela repose sur de vieilles traditions, sur une routine périmée, sur un modèle usé, qui n'ont rien de commun avec la véritable Révolution.

Une fois ce modèle appliqué, les vrais principes de la Révolution sont fatalement abandonnés. Et c'est alors, fatalement, la renaissance - sous une autre forme - de l'exploitation des masses laborieuses, avec toutes ses conséquences.

Il est donc hors de doute que la marche en avant des masses révolutionnaires vers leur émancipation réelle, vers la création des formes nouvelles de la vie sociale, est incompatible avec le principe même du pouvoir étatiste.

Il est clair que le principe autoritaire et celui de la Révolution sont diamétralement opposés et s'excluent réciproquement : que le principe révolutionnaire est essentiellement tourné vers l'avenir, tandis que l'autre tient par toutes ses racines au passé (donc est réactionnaire).

La révolution socialiste autoritaire et la Révolution Sociale suivent deux processus inverses. Fatalement, l'une doit vaincre et l'autre périr. Ou bien c'est la vraie Révolution, avec son flux énorme, libre et créateur qui, s'arrachant définitivement aux racines du passé, triomphe sur les ruines du principe autoritaire, ou bien c'est le principe autoritaire qui l'emporte, et alors les racines du passé " accrochent " la vraie Révolution qui ne peut se réaliser.

Le *pouvoir socialiste* et la *Révolution Sociale* sont des éléments contradictoires. Impossible de les réconcilier, encore moins de les unir. Le triomphe de l'un signifie la mise en péril de l'autre, avec toutes les conséquences logiques, dans l'un comme dans l'autre cas.

Une révolution qui s'inspire du socialisme étatiste et lui confie son sort, ne serait-ce qu'à titre " provisoire " et " transitoire ", est perdue : elle s'engage sur une fausse route, sur une pente de plus en plus accentuée. Elle court droit à l'abîme.

La seconde vérité - qui est plutôt un ensemble logique de vérités - complète la première en lui apportant quelques précisions :

1° *Tout* pouvoir politique crée, inévitablement, *une situation privilégiée* pour les hommes qui l'exercent. Il viole ainsi, dès le début, le principe égalitaire et frappe déjà au cœur la Révolution Sociale, mue, en grande partie, par ce principe.

2° *Tout* pouvoir politique devient inévitablement une source d'autres privilèges, même s'il ne dépend pas de la bourgeoisie. S'étant emparé de la Révolution, l'ayant maîtrisée, bridée, le pouvoir *est obligé de créer son appareil bureaucratique et coercitif*, indispensable pour toute autorité qui veut se maintenir, commander, ordonner, en un mot - " gouverner ". Rapidement, il attire et groupe autour de lui toutes sortes d'éléments aspirant à dominer et à exploiter. Il forme ainsi une *nouvelle caste de privilégiés*, d'abord politiquement et par la suite économiquement : dirigeants, fonctionnaires, militaires, policiers, membres du parti au pouvoir (une sorte de nouvelle noblesse), etc., individus *dépendant de lui*, donc prêts à le soutenir et le défendre contre tout et contre tous, sans se soucier le moins du monde des " principes " ou de la " justice ". Il répand partout le germe de l'inégalité et en infecte bientôt l'organisme social tout entier qui, de plus en plus passif au fur et à mesure qu'il sent l'impossibilité de combattre l'infection, finit par devenir lui-même favorable au retour aux principes bourgeois, sous une nouvelle présentation.

3° *Tout* pouvoir cherche plus ou moins à prendre entre ses mains les rênes de la vie sociale. Il *prédispose* les masses à la passivité, tout esprit d'initiative étant étouffé *par l'existence même du pouvoir* et dans la mesure où celui-ci s'exerce.

Le pouvoir " communiste " qui, par principe, *concentre tout entre ses mains*, est, sous ce rapport, un véritable assommoir. Gonflé de son " autorité ", imbu de sa prétendue " responsabilité " (dont, au fond, il se charge lui-même), il a peur de tout acte indépendant. Toute initiative autonome lui apparaît aussitôt suspecte, menaçante ; il s'en trouve diminué et gêné. Car il veut tenir le gouvernail, et il veut le tenir seul. Toute autre initiative lui paraît être une ingérence dans son domaine et dans ses prérogatives. Elle lui est insupportable. Et elle est méprisée, rejetée, piétinée ou bien surveillée et frappée, avec une " logique " et une persistance impitoyables, abominables.

Les immenses forces créatrices nouvelles qui couvent dans les masses restent ainsi inutilisées. Ceci se rapporte aussi bien au domaine de l'action qu'à celui de la pensée. Sous ce dernier rapport, le pouvoir " communiste " se distingue surtout par une intolérance exceptionnelle, absolue, qui ne trouve un équivalent que dans celle de la feue Inquisition. Car, sur un autre plan, ce pouvoir se considère aussi comme l'unique porteur de la vérité et du salut, n'admettant ni ne tolérant aucune contradiction, aucune manière de voir ou de penser autre que la sienne

4° Aucun pouvoir politique n'est capable de résoudre *effectivement* les gigantesques problèmes constructifs de la Révolution. Le pouvoir " communiste " qui s'empare de cette énorme tâche et prétend la réaliser se montre, sous ce rapport, particulièrement piteux.

En effet, sa prétention consiste à vouloir et à pouvoir " diriger " toute la formidable activité, infiniment variée et mobile, de millions d'êtres humains. Pour s'en acquitter avec succès, il doit pouvoir embrasser, à tout instant, *l'immensité incommensurable et mouvante de la vie* : pouvoir tout connaître, tout comprendre, tout entreprendre, tout surveiller, tout pénétrer, tout voir, tout prévoir, tout saisir, tout arranger, tout organiser, tout mener. Or, il s'agit là d'un nombre incalculable de besoins, d'intérêts, d'activités, de situations, de combinaisons, de transformations, donc de problèmes de toute sorte et de toute heure, en mouvement continu.

Bientôt, ne sachant plus où donner de la tête, le pouvoir finit par ne plus rien saisir, rien arranger, rien " diriger " du tout. Et, en premier lieu, il se montre absolument impuissant à réorganiser efficacement la vie *économique* du pays. Celle-ci se désagrège vite. Bientôt, complètement désorientée, elle se débat, d'une façon désordonnée, entre les débris du régime déchu et l'impuissance du nouveau système annoncé.

L'incompétence du pouvoir entraîne bientôt, dans les conditions ainsi créées, une véritable débâcle économique. C'est l'arrêt de l'activité industrielle, la ruine de l'agriculture, la destruction de tous liens entre les diverses branches de l'économie et la rupture de tout équilibre économique et social.

Il en résulte tout d'abord, fatalement, une politique de contrainte, surtout vis-à-vis des paysans pour les obliger à continuer malgré tout à nourrir les villes.

Ce procédé étant peu efficace, surtout au début, et les paysans recourant à une sorte de " résistance passive ", la misère s'installe en maîtresse dans le pays. Travail, production, transports, échanges, etc., se désorganisent et tombent dans un état chaotique.

5° Pour maintenir la vie économique du pays à un niveau supportable, il ne reste au Pouvoir, en définitive, *que la contrainte, la violence, la terreur*. Il y recourt de plus en plus largement et méthodiquement. Mais le pays continue à se débattre dans une misère effrayante, allant jusqu'à la famine.

6° L'impuissance flagrante du pouvoir à doter le pays d'une vie économique normale, la stérilité manifeste de la Révolution, les souffrances physiques et morales créées par cette situation pour des millions d'individus, une violence qui augmente tous les jours en arbitraire et en intensité : tels sont les facteurs essentiels qui bientôt lassent et écœurent la population, la dressent contre la Révolution et *favorisent ainsi la recrudescence d'un esprit et de mouvements antirévolutionnaires*. Cette situation incite les très nombreux éléments neutres et inconscients - jusqu'alors hésitants et plutôt favorables à la Révolution - à prendre nettement position contre celle-ci et tue, finalement, la foi chez beaucoup de ses propres partisans.

7° Un tel état de choses fait non seulement dévier la marche de la Révolution, mais *compromet aussi l'œuvre de sa détense*.

Au lieu d'avoir des organismes sociaux (syndicats, coopératives, associations, fédérations, etc.), actifs, vivants, normalement coordonnés, capables d'assurer le développement économique du pays et d'organiser, en même temps, la défense de la Révolution par les masses elles-mêmes contre le danger de la réaction (relativement anodin dans ces conditions), on a, à nouveau, quelques mois après les débuts de la désastreuse pratique étatiste, une poignée d'affairistes et d'aventuriers au pouvoir, incapables de " justifier " et de fortifier normalement la Révolution qu'ils ont horriblement mutilée et stérilisée. Maintenant, ils sont obligés de se défendre eux-mêmes (et leurs partisans) contre les ennemis de plus en plus nombreux, dont l'apparition et l'activité croissante sont surtout la conséquence de leur propre faillite.

Ainsi, au lieu d'une défense naturelle et aisée de la Révolution Sociale celle-ci s'affirmant graduellement, on assiste, une fois de plus à ce spectacle déconcertant : le Pouvoir en faillite, défendant par tous les moyens, souvent les plus féroces, sa propre vie.

Cette fausse détense est, naturellement, organisée par en haut, à l'aide des anciennes et monstrueuses méthodes politiques et militaires qui " ont fait leurs preuves " : mainmise absolue du gouvernement sur la population tout entière, formation d'une armée régulière aveuglément disciplinée, création d'institutions policières professionnelles et de corps spéciaux farouchement dévoués, suppression des libertés de parole, de presse, de réunion et surtout d'action, instauration d'un régime de répression, de terreur, etc. Il s'agit là, à nouveau, du dressage et de l'abrutissement des individus en vue d'obtenir une force entièrement soumise. Dans les conditions anormales où se déroulent les événements, tous ces procédés acquièrent rapidement un degré de violence et d'arbitraire. La décrépitude de la Révolution avance à grands pas.

8° Le " pouvoir révolutionnaire " en faillite se heurte inévitablement, non seulement aux ennemis " de droite ", mais aussi aux *adversaires de gauche*, à tous ceux qui se sentent porteurs de la véritable idée révolutionnaire foulée aux pieds, ceux qui luttent pour elle et se dressent pour sa défense. Ceux-ci attaquent le pouvoir dans l'intérêt de la " vraie Révolution ".

Or, ayant goûté au poison de la domination, de l'autorité et de ses prérogatives, persuadé lui-même et cherchant à persuader le monde qu'il est l'unique force véritablement révolutionnaire appelée à agir au nom du " prolétariat ", se croyant " obligé " et " responsable " devant la Révolution, confondant par une aberration fatale le sort de celle-ci avec le sien et trouvant pour tous ses actes de prétendues explications

et justifications, le Pouvoir ne peut ni ne veut avouer son fiasco et disparaître. Au contraire, plus il se sent fautif et menacé, plus il met d'acharnement à se défendre. Il veut rester à tout prix maître de la situation. Il espère même, encore et toujours, " en sortir " et " arranger " les choses.

Comprenant parfaitement qu'il s'agit là, d'une façon ou autre, de son existence même, le Pouvoir finit par ne plus discerner ses adversaires ; il ne distingue plus ses ennemis de ceux de la Révolution. De plus en plus guidé par un simple instinct de conservation, de moins en moins capable de reculer, il commence à frapper, avec un crescendo d'aveuglement et d'impudence, à tort et à travers, à droite comme à gauche. Il frappe sans distinction tous ceux qui ne sont pas avec lui. Tremblant pour son propre sort, il anéantit les meilleures forces de l'avenir.

Il étouffe les mouvements révolutionnaires qui, inévitablement, surgissent à nouveau. Il supprime en masse les révolutionnaires et les simples travailleurs coupables de vouloir relever l'étendard de la Révolution Sociale.

Agissant ainsi, impuissant au fond, fort uniquement par la terreur, il est obligé de cacher son jeu, de ruser, de mentir, de calomnier, tant qu'il juge bon de ne pas rompre ouvertement avec la Révolution et de garder intact son prestige, du moins à l'étranger.

9° Mais en foudroyant la Révolution, il n'est pas possible de s'appuyer sur elle. Il n'est pas possible non plus de rester suspendu dans le vide, soutenu par la force précaire des baïonnettes et des circonstances. Donc, en étranglant la Révolution, le Pouvoir est obligé de s'assurer, de plus en plus nettement et fermement, l'aide et l'appui des éléments réactionnaires et bourgeois, disposés, par calcul, à se mettre à son service et à pactiser avec lui. Sentant le terrain se dérober sous ses pieds, se détachant de plus en plus des masses, ayant rompu ses derniers liens avec la Révolution et créé toute une caste de privilégiés, de grands et de petits dictateurs, de serviteurs, de flatteurs, d'arrivistes et de parasites, mais impuissant à réaliser quoi que ce soit de véritablement révolutionnaire et positif, après avoir rejeté et écrasé les forces nouvelles, le Pouvoir se voit obligé, pour se consolider, de s'adresser aux *forces anciennes*. C'est *leur* concours qu'il cherche de plus en plus souvent et de plus en plus volontiers. C'est d'elles qu'il sollicite accords, alliances et union. C'est à elles qu'il cède ses positions, n'ayant pas d'autre issue pour assurer sa vie. Ayant perdu l'amitié des masses, il cherche de nouvelles sympathies. Il espère bien les trahir un jour. Mais, en attendant il s'embourbe tous les jours davantage dans une action antirévolutionnaire et antisociale.

La Révolution l'en attaque de plus en plus énergiquement. Et le Pouvoir, avec un acharnement d'autant plus farouche, s'aidant des armes qu'il a forgées et des forces qu'il a dressées, combat la Révolution.

Bientôt celle-ci est définitivement vaincue dans cette lutte inégale. Elle agonise et se désagrège. L'agonie s'achève dans une immobilité cadavérique. La pente est descendue. C'est l'abîme. La Révolution a vécu. La réaction s'installe triomphalement - hideusement maquillée, impudente, brutale, bestiale.

Ceux qui n'ont pas encore compris ces quelques vérités et leur implacable logique n'ont rien compris à la Révolution russe. Et voilà pourquoi tous ces aveugles, les " léninistes " les " trotskistes " et *tutti quanti*, sont incapables d'expliquer convenablement la banqueroute de la Révolution russe et du bolchevisme - la banqueroute qu'ils sont forcés d'avouer. (Ne parlons pas des " communistes " occidentaux : ceux-là *veulent* rester aveugles.) N'ayant rien compris à la Révolution russe, n'ayant rien appris d'elle, ils sont prêts à recommencer la même suite d'erreurs néfastes : parti politique, conquête du pouvoir, gouvernement (" ouvrier et paysan " !), État (" socialiste "), dictature (" du prolétariat ")... Plates stupidités, criminelles, contradictions, écœurants non-sens !

Malheur à la prochaine Révolution si elle s'amuse à ranimer ces puants cadavres, si une fois de plus elle réussit à entraîner les masses laborieuses dans ce jeu macabre ! Elle ne pourra engendrer que d'autres Hitlers qui s'épanouiront sur la pourriture de ses ruines. Et, de nouveau, " sa lumière s'éteindra pour le monde ".

Récapitulons.

Le gouvernement " révolutionnaire " (" socialiste " ou " communiste ") s'installe. Naturellement, il veut pour lui une autorité pleine et entière. C'est lui qui commandera. (Autrement, à quoi servirait-il ?)

Tôt ou tard vient le premier désaccord entre les gouvernants et les gouvernés. Ce désaccord surgit d'autant plus fatalement qu'un gouvernement, quel qu'il soit, est impuissant à résoudre les problèmes

d'une Grande Révolution et que, malgré cela, il veut avoir raison, tout accaparer, garder pour lui l'initiative, la vérité, la responsabilité, l'action.

Ce désaccord tourne toujours à l'avantage des gouvernants qui apprennent vite à s'imposer par tous les moyens. Et, par la suite, toute initiative passe fatalement à ces gouvernants qui deviennent peu à peu maîtres des millions de gouvernés.

Ce fait acquis, les " maîtres " se cramponnent au pouvoir, en dépit de leur incapacité, de leur insuffisance, de leur malfaisance. Ils se croient, au contraire, seuls porteurs de la Révolution. " Lénine (ou Staline), comme Hitler, a toujours raison. " " Ouvriers, obéissez à vos chefs ! Ils savent ce qu'ils font et ils travaillent pour vous. " - " Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! " (... pour que nous puissions mieux vous commander... " Mais ce bout de phrase n'est jamais prononcé par les " chefs géniaux " des " partis ouvriers ".)

Ainsi, peu à peu, les gouvernants deviennent les maîtres absolus du pays. Ils créent des couches privilégiées sur lesquelles ils s'appuient. Ils organisent les forces capables de les soutenir. Ils se défendent farouchement contre toute opposition, contre toute contradiction, contre toute initiative indépendante. Ils monopolisent tout. Ils s'emparent de la vie et de l'activité de tout le pays.

N'ayant pas d'autres moyens d'action, ils oppriment, ils subjuguent, ils asservissent, ils exploitent...

Ils répriment toute résistance. Ils persécutent et écrasent, au nom de la Révolution, tout ce qui ne veut pas se plier à leur volonté.

Pour se justifier, ils mentent, ils trompent, ils calomnient.

Pour étouffer la vérité, ils sévissent : ils remplissent les prisons et les lieux d'exil, ils exécutent, ils torturent, tuent, assassinent.

Voici ce qui arriva, exactement et fatalement, à la Révolution russe.

6.2.1 L'essentiel.

Une fois bien assis au pouvoir, ayant organisé sa bureaucratie, son armée et sa police, ayant trouvé de l'argent et bâti un nouvel État dit " ouvrier ", le gouvernement bolcheviste, maître absolu, prit en mains, définitivement les destinées de la Révolution. Progressivement - au fur et à mesure qu'augmentaient ses forces de propagande démagogique, de coercition et de répression - le gouvernement étatisa et monopolisa tout, absolument tout, *jusqu'à la parole, jusqu'à la pensée.*

Ce fut l'État - donc le *gouvernement* - qui s'empara du sol, de l'ensemble des terres. Il en devint le vrai *propriétaire*. Les paysans, dans leur masse, furent peu à peu transformés : d'abord en fermiers de l'État ; ensuite, comme on le verra, en véritables *serfs*.

Ce fut *le gouvernement* qui s'appropriâ les usines, les fabriques, les mines - bref, tous les moyens de production de communications, d'échanges, etc.

Ce fut *le gouvernement* qui usurpa le droit d'initiative, d'organisation, d'administration, de direction, dans tous les domaines de l'activité humaine.

Ce fut, enfin, *le gouvernement* qui devint le maître unique de la presse du pays et de tous les autres moyens de diffusion des idées. Toutes les éditions, toutes les publications, en U.R.S.S. - jusqu'aux cartes de visite - sont faites ou, au moins, rigoureusement contrôlées par l'État.

Bref, l'État - donc, le gouvernement - devint, finalement, seul détenteur de toutes les vérités, seul propriétaire de tous les biens matériels et spirituels, seul initiateur, organisateur, animateur de toute la vie du pays, dans toutes ses ramifications.

Les 150 millions d' " habitants " se transformèrent progressivement, en simples exécuteurs des ordres gouvernementaux, en véritables esclaves du gouvernement et de ses innombrables agents. " Ouvriers, obéissez à vos chefs ! "

Tous les organismes économiques, sociaux ou autres, sans exception aucune, en commençant par les Soviets et en finissant par les plus petites cellules, devinrent de simples filiales administratives de l'entreprise d'État sorte de " Société anonyme d'exploitation par l'État " : *filiales subordonnées* totalement à son " conseil d'administration central " (le gouvernement), surveillées de près par les agents de ce dernier (la police officielle et secrète), privées de tout semblant d'indépendance.

L'histoire authentique et détaillée de cette évolution, achevée il y a quelques douze ans - histoire extraordinaire, unique au monde - exigerait à elle seule un volume à part. Nous y reviendrons pour y apporter quelques précisions indispensables.

6.2.2 Activité croissante des anarchistes. - Leurs rapides succès.

Le lecteur sait déjà que cet étouffement de la Révolution, avec ses conséquences logiques désastreuses, provoqua, fatalement une réaction de plus en plus vive et soutenue *par les éléments de gauche* qui n'envisageaient pas la Révolution de la même façon et se dressèrent pour la défendre et la faire progresser.

Les plus importants de ces mouvements réfractaires naquirent dans les rangs du *parti socialiste-révolutionnaire de gauche* et chez les *anarchistes*.

La rébellion du *parti socialiste-révolutionnaire de gauche* fut celle d'un parti politique et étatiste concurrent.

Ses différends avec le parti communiste et sa déception devant les résultats désastreux de la Révolution bolcheviste l'obligèrent finalement à se dresser contre les bolcheviks. Forcés de quitter le gouvernement, où ils avaient collaboré pendant quelque temps avec eux, ils entreprirent contre eux une lutte de plus en plus violente. Propagande antibolcheviste, tentatives de soulèvements, actes terroristes, rien n'y manqua. Les socialistes-révolutionnaires de gauche participèrent au fameux attentat de la ruelle Leontievsky (nous en parlerons plus loin). Ils organisèrent l'assassinat du général allemand Eichhorn (en Ukraine) et de l'ambassadeur allemand Mirbach (à Moscou) : deux manifestations violentes protestant contre les accointances du gouvernement bolcheviste avec celui d'Allemagne. Plus tard, ils inspirèrent quelques troubles locaux, rapidement étouffés.

Ils sacrifièrent dans cette lutte leurs meilleures forces. Leurs leaders : Marie Spiridonova, B. Kamkoff, Kareline et autres, de même que nombre de militants anonymes, se comportèrent dans ces circonstances avec beaucoup de courage.

Cependant, si les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient arrivés au pouvoir, leurs actes eussent été par la suite fatalement et exactement semblables à ceux du parti bolcheviste. Le même système politique eût entraîné inmanquablement les mêmes effets.

Au fond, les socialistes-révolutionnaires de gauche s'insurgèrent surtout contre le monopole et l'hégémonie du parti communiste. Ils prétendaient que si le pouvoir appartenait à droit égal, à deux ou à plusieurs partis, au lieu d'être monopolisé par un seul, tout irait pour le mieux. Naturellement c'était là une profonde erreur.

Les éléments actifs des masses laborieuses qui, ayant compris les raisons de la faillite du bolchevisme, entreprirent une lutte contre lui, le sentaient bien. Ils ne soutinrent le parti socialiste-révolutionnaire de gauche que dans une mesure très restreinte. Sa résistance fut rapidement brisée et ses luttes ne furent pas de longue durée. Elles n'eurent pas grand écho dans le pays.

La résistance des anarchistes fut, par endroits, beaucoup plus vaste et soutenue, malgré une répression rapide et terrible.

Ayant eu pour objet *la réalisation de l'autre idée de la Révolution*, ayant surtout pris, au cours des événements une place importante, cette lutte et ses péripéties méritent toute l'attention du lecteur.

Ajoutons que, sciemment défigurée et ensuite étouffée par les bolcheviks, d'une part, dépassée par les événements ultérieurs d'autre part, cette épopée est restée absolument inconnue (réserve fait des milieux intéressés) non seulement du grand public, mais même de ceux qui ont plus ou moins étudié la Révolution russe. Malgré son importance, elle resta en marge de leur documentation et de leurs investigations.

Rarement, au cours de l'Histoire humaine, une idée a été aussi défigurée et calomniée que l'a été l'anarchisme.

Généralement d'ailleurs on ne s'occupait même pas *d'anarchisme* : on s'attaquait exclusivement aux " anarchistes ", considérés par tous les gouvernements comme les " ennemis publics n° 1 " et présentés partout sous un jour exceptionnellement défavorable. Dans les meilleurs cas, on les taxait d' " illuminés

", de " demi-fous ", même de " fous " tout court. Plus souvent encore on les faisait passer pour des " bandits ", des " criminels ", des terroristes insensés, lanceurs de bombes en toutes occasions.

Certes, il y a eu - et il y a - des terroristes parmi les anarchistes, comme il en existe parmi les adeptes d'autres courants d'idées et organisations politiques ou sociales. Mais, précisément, considérant *l'idée anarchiste* comme trop séduisante et dangereuse pour tolérer que les masses s'y intéressent et la connaissent, les gouvernements de tous les pays et de toutes les tendances mettent à profit certains attentats commis par des anarchistes-terroristes pour compromettre *l'idée elle-même* et salir, non seulement ces terroristes, mais aussi tous les militants quelles que soient leurs méthodes.

Quant aux penseurs et théoriciens anarchistes, on les traite, le plus souvent, d' " utopistes ", de " rêveurs irresponsables ", de " philosophes abstraits " ou " extravagants ", dont les doctrines sont dangereusement interprétées par leurs " suiveurs ", de " mystiques " dont l'idée, même si elle est belle, n'a rien de commun avec la vie réelle, ni avec les hommes tels qu'ils sont. (On prétend, du côté bourgeois, que le système capitaliste, lui, est stable et " réel ", et, du côté socialiste, que l'idée socialiste autoritaire n'est pas utopique : ceci, malgré le chaos inextricable et les calamités sociales immenses, accumulés depuis des siècles par le premier, et en dépit des faillites retentissantes, " réalisées ", en un demi-siècle d'applications, par la seconde.)

Très souvent, on cherche tout simplement à ridiculiser l'idée. Ne fait-on pas croire à la masse ignorante que l'anarchisme est un système " reniant toute société et toute organisation ", d'après lequel " chacun peut faire ce qu'il veut " ?

Ne dit-on pas au public que l'anarchie est synonyme de désordre, ceci en face de la vraie et inconcevable pagaïe de tous les systèmes non-anarchistes appliqués jusqu'à présent ?

Cette " politique " vis-à-vis de l'anarchisme, due surtout à son intégrité et à l'impossibilité de l'appriivoiser (chose qui a si bien réussi avec le socialisme), vu qu'il se dérobe à toute activité " politique ", porta ses fruits : une méfiance, voire une peur et une hostilité générales - ou, au moins, une indifférence, une ignorance et une incompréhension enracinées - l'accueillaient partout où il apparaissait.

Cette situation le rendit, pour longtemps, isolé et impuissant.

(Depuis quelque temps, lentement, sous la poussée des événements et de la propagande, l'opinion publique évolue à l'égard de l'anarchisme et des anarchistes. On commence à se rendre compte de la duperie et à voir clair. Peut-être le jour n'est-il plus éloigné où de vastes masses, ayant compris l'idée anarchiste, se tourneront contre les " bourreurs " - j'ai failli écrire : " bourreaux " - en accentuant l'intérêt pour l'idée-martyre et en provoquant une réaction psychologique naturelle.

(Certains aveux et vérités que la presse fut obligée de publier lors des événements d'Espagne, ainsi que certains faits plus ou moins connus, ont déjà produit un effet salutaire et fait gagner du terrain à l'idée libertaire.)

Quant à la Révolution russe, l'attitude du gouvernement bolcheviste à l'égard des anarchistes dépassa de loin, comme " bourrage de crânes ", calomnie et répression, celle de tous les gouvernements anciens et actuels.

Le rôle que l'idée libertaire a joué dans la Révolution et le sort qu'elle y a subi, seront tôt ou tard largement connus, en dépit de l'étouffement traditionnel. Car, pendant assez longtemps, ce rôle fut considérable.

Les révélations, qui s'accumuleront peu à peu, jetteront non seulement un jour nouveau sur les événements passés et en cours, mais aussi une vive lumière sur la route à prendre : elles permettront de prévoir et de mieux comprendre certains phénomènes importants *qui, sans aucun doute, se produiront aux cours des événements d'un proche avenir.*

Pour toutes ces raisons, le lecteur a le droit - et surtout le devoir - de connaître les faits qui seront exposés ici.

Quelle a été l'activité des anarchistes dans la Révolution russe ? Quels furent exactement leur rôle et leur sort ? *Quel a été le véritable " poids " et quelle a été la destinée de cette " autre idée de la Révolution " représentée et détendue par les anarchistes ?*

Notre étude répondra à ces questions en même temps qu'elle apportera les précisions indispensables sur le véritable rôle, l'action et le système bolcheviste. Nous voulons espérer que cet exposé aidera le lecteur à s'orienter dans les graves événements actuels et futurs.

Malgré leur retard irréparable et leur extrême faiblesse, en dépit aussi de toutes sortes d'obstacles et de difficultés et, enfin, nonobstant la répression expéditive et implacable dont ils furent l'objet, les anarchistes surent gagner çà et là, surtout après octobre, de vives et profondes sympathies.

Leurs idées remportèrent de prompts succès dans certaines régions.

Leur nombre augmenta vite, malgré les lourds sacrifices en hommes, qui leur furent imposés par les événements.

Leur activité exerça, au cours de la Révolution, une forte influence ; elle eut des effets marqués d'abord parce qu'ils furent les seuls qui apportèrent *une idée nouvelle de la Révolution Sociale* à la thèse et à l'action bolchevistes, de plus en plus discréditées aux yeux des masses, ensuite, parce qu'ils propagèrent et défendirent cette idée, dans la mesure de leurs forces et en dépit des persécutions inhumaines, avec un désintéressement et un dévouement sublimes, jusqu'au bout, jusqu'au moment où le nombre écrasant, la démagogie effrénée, la fourberie et la violence inouïe de leurs adversaires les firent succomber.

Ne nous étonnons nullement de ces succès, ni de leur non-aboutissement.

D'une part, grâce à leur attitude intègre, courageuse et pleine d'abnégation, grâce aussi à leur présence et action constantes au sein même des masses, et non pas dans les " ministères " et les bureaux ; grâce, enfin, à la vitalité éclatante de leurs idées face à la pratique devenue vite douteuse des bolcheviks, les anarchistes trouvaient - partout où ils pouvaient agir - des amitiés et des adeptes. (On est en droit de supposer que si les bolcheviks, parfaitement conscients du danger que ces succès représentaient pour eux, n'avaient pas mis fin, d'urgence, à la propagande et à l'action libertaires, la Révolution aurait pu prendre une autre tournure et aboutir à d'autres résultats.)

Mais, d'autre part, leur retard sur les événements, le nombre très restreint de leurs militants capables de mener une vaste propagande verbale et écrite dans l'immense pays, la non-préparation des masses, les conditions générales défavorables, les persécutions, les pertes considérables en hommes, etc., tout cela limita beaucoup l'étendue et la continuité de leur œuvre, facilitant l'action répressive du gouvernement bolcheviste.

Passons aux faits.

En Russie, les anarchistes ont toujours été les seuls qui propagèrent dans les masses l'idée de la véritable Révolution Sociale populaire, intégrale, émancipatrice.

La Révolution de 1905, à l'exception du courant anarchiste, marchait sur les mots d'ordre de la " démocratie " (bourgeoise) : " À bas le tsarisme ! " " Vive la République démocratique ! " Le bolchevisme lui-même n'allait pas plus loin, à cette époque. L'anarchisme était alors la seule doctrine qui allait au fond du problème et avertissait les masses du péril d'une solution politique.

Si faibles que fussent alors les forces libertaires par rapport aux partis démocratiques, l'idée rassembla déjà autour d'elle une petite fraction d'ouvriers et d'intellectuels qui élevèrent, çà et là, leurs protestations contre le leurre de la " démocratie ".

Certes, leur voix clamait dans le désert. Mais cela ne les décourageait nullement. Et, bientôt, quelques sympathies et un certain mouvement naquirent autour d'eux.

La Révolution de 1917 se développa, au début, semblable à une crue. Il était difficile d'en prévoir les limites. Ayant renversé l'absolutisme, le peuple " fit son entrée dans l'arène de l'action historique ".

En vain les partis politiques s'efforçaient de stabiliser leurs positions en s'adaptant au mouvement révolutionnaire : le peuple laborieux allait toujours de l'avant contre ses ennemis, laissant derrière lui, l'un après l'autre, les différents partis, avec leurs " programmes ". Les bolcheviks eux-mêmes - le parti le mieux organisé, le plus décidé et aspirant ardemment au pouvoir - furent obligés de modifier à plusieurs reprises leurs mots d'ordre pour pouvoir suivre l'évolution rapide des événements et des masses.

(Rappelons-nous leurs premiers slogans : " Vive l'Assemblée Constituante ! " " Vive le contrôle ouvrier de la production ! ", etc.)

De même qu'en 1905, les anarchistes furent, en 1917, les seuls défenseurs de la Révolution Sociale véritable et intégrale. Ils se tenaient constamment et opiniâtrement sur cette voie, en dépit de leur nombre restreint, de leur faiblesse en moyens et de leur manque d'organisation.

En été 1917, ils soutenaient, en paroles et en actes, les mouvements agraires des paysans. Ils étaient aussi, invariablement, avec les ouvriers lorsque, longtemps avant le " coup d'octobre ", ceux-ci s'emparèrent, en différents endroits, d'entreprises industrielles et s'efforçaient d'y organiser la production sur une base d'autonomie et de collectivité ouvrière.

C'est au premier rang que les anarchistes luttèrent dans le mouvement des ouvriers et marins de Cronstadt et de Petrograd, les 3-5 juillet. A Petrograd les libertaires donnèrent l'exemple de la mainmise sur les imprimeries afin d'y faire paraître des journaux ouvriers et révolutionnaires.

Lorsque, en été 1917, les bolcheviks prirent vis-à-vis de la bourgeoisie une attitude plus audacieuse que les autres partis politiques, les anarchistes les approuvèrent et considérèrent comme leur devoir révolutionnaire de combattre le mensonge des gouvernements bourgeois et socialistes qui désignaient Lénine et d'autres bolcheviks comme des " agents du gouvernement allemand ".

C'est également à l'avant-garde que les anarchistes luttèrent à Petrograd, à Moscou et ailleurs, en octobre 1917, contre le gouvernement de coalition (de Kérénsky). Il va de soi qu'ils marchaient, non pas au nom d'un autre pouvoir quelconque, mais exclusivement au nom de la conquête par les masses laborieuses du droit de construire elles-mêmes, sur des bases vraiment nouvelles, leur vie économique et sociale. Pour de multiples raisons que le lecteur connaît, cette idée ne fut pas mise en pratique, mais les anarchistes luttèrent seuls et jusqu'au bout pour cette juste cause. Si, à cet égard, il y a lieu de leur adresser un reproche, c'est seulement celui de ne pas s'être pris à temps pour *s'accorder entre eux* et de ne pas avoir présenté, dans une mesure satisfaisante, *les éléments* d'une libre organisation au sein des masses laborieuses. Mais nous savons qu'il faut tenir rigoureusement compte de leur petit nombre, de leur concentration très tardive et, surtout, de l'absence de toute éducation syndicaliste et libertaire des masses elles-mêmes. Il fallait quelque temps pour remédier à cet état de choses. Or, *précisément et sciemment, les bolcheviks ne laissèrent ni aux anarchistes ni aux masses le temps de rattraper tous ces retards.*

A Petrograd, ce furent encore les marins de Cronstadt qui, arrivés dans la capitale pour la lutte décisive d'octobre, jouèrent un rôle particulièrement important. Parmi eux les anarchistes se trouvaient en assez grand nombre.

A Moscou, la tâche la plus périlleuse et la plus décisive, pendant les durs combats d'octobre, incombait aux fameux " Dvintsi " (régiment de Dvinsk). Sous Kérénsky, ce régiment fut emprisonné en entier pour refus de prendre part à l'offensive sur le front austro-allemand, en juin 1917. C'étaient toujours les " Dvintsi " qui agissaient lorsqu'il fallait déloger les " blancs " (les " cadets ", disait-on à l'époque) du Kremlin, du " Métropole " ou d'autres recoins de Moscou, aux endroits les plus dangereux. Quand les " cadets ", renforcés, reprenaient l'offensive, c'étaient toujours les " Dvintsi " qui s'employaient à fond pour parer le coup, durant les dix jours de lutte. Tous se disaient anarchistes et marchaient sous la conduite de deux vieux libertaires : Gratchoff et Fedotoff.

La Fédération anarchiste de Moscou, avec une partie du régiment de Dvinsk, marcha la première, en ordre de combat, contre les forces du gouvernement de Kérénsky. Les ouvriers de Presnia, de Sokolniki, de Zamoskvoretchié et d'autres quartiers de Moscou marchèrent au combat ayant en avant-garde des groupes libertaires. Les ouvriers de Presnia perdirent un combattant de grande valeur : Nikitine, ouvrier anarchiste, luttant toujours au premier rang et frappé à mort, vers la fin de la bataille, au centre de la ville.

Quelques dizaines d'ouvriers anarchistes laissèrent leur vie dans ces luttes et reposent dans la fosse commune de la Place Rouge à Moscou.

Après la Révolution d'octobre, les anarchistes, malgré les divergences d'idées et de méthodes qui les séparaient du nouveau Pouvoir " communiste ", continuèrent à servir la cause de la Révolution Sociale avec le même dévouement et la même persévérance. Rappelons-nous qu'ils étaient les seuls qui niaient le principe même de la " Constituante " et que lorsque celle-ci devint un obstacle à la Révolution, comme ils l'avaient prévu et prédit, ils accomplirent le premier pas vers sa dissolution.

Par la suite, ils luttèrent avec une énergie et une abnégation reconnues par leurs adversaires mêmes, sur tous les fronts, contre les offensives répétées de la réaction.

Dans la défense de Petrograd contre le général Korniloff (août 1917), dans la lutte contre le général Kalédine au sud (1918), etc., les anarchistes jouèrent un rôle marquant.

De nombreux détachements de partisans, grands et petits, formés par les anarchistes ou conduits par eux (détachement de Mokrousoff, de Tcherniak, de Marie Nikiforova et autres, sans parler pour l'instant de l'armée des partisans de Makhno), et comptant dans leurs rangs un grand nombre de libertaires, luttèrent dans le Sud, sans trêve, contre les armées réactionnaires, de 1918 à 1920. Des anarchistes isolés se trouvaient sur tous les fronts comme simples combattants, perdus dans les masses ouvrières et paysannes insurgées.

Par endroits, les effectifs anarchistes grossissaient vite. Mais l'anarchisme dépensa beaucoup de ses meilleures forces dans ces luttes atroces. Ce sacrifice sublime, qui contribua puissamment à la victoire finale de la Révolution, affaiblit très gravement le mouvement libertaire, à peine formé. Et, malheureusement, ses forces étant employées sur les multiples fronts de la lutte contre la contre-révolution, le reste du pays en fut privé. La propagande et l'activité anarchistes en souffrirent considérablement.

En 1919 surtout, la contre-révolution conduite par le général Dénikine et, plus tard, par le général Wrangel, fit encore de grosses trouées dans les rangs libertaires. Car ce furent surtout *les libertaires* qui contribuèrent à la défaite de l'armée " blanche ". Celle-ci fut mise en déroute non pas par l'Armée Rouge du Nord, mais bien au Sud, en Ukraine, par la masse paysanne insurgée dont la principale force était l'armée de partisans, dite " makhnoviste ", fortement imprégnée d'idées libertaires et conduite par l'anarchiste Nestor Makhno. En tant qu'organisations révolutionnaires, les groupes libertaires du Sud furent les seuls qui combattirent dans les rangs " makhnovistes " contre Dénikine et Wrangel. (Le lecteur trouvera des précisions sur ces luttes héroïques dans le livre troisième de cet ouvrage.)

Détail piquant : pendant que dans le Sud les anarchistes, momentanément libres d'agir, défendaient héroïquement la Révolution, payant de leur personne, le gouvernement " soviétique ", véritablement sauvé par cette action, réprimait farouchement le mouvement libertaire dans le reste du pays. Comme le lecteur verra, aussitôt le danger conjure, la répression s'abattit aussi sur les anarchistes dans le Sud.

Les anarchistes prirent également une grande part dans les luttes contre l'amiral Koltchak dans l'Est, à des combats en Sibérie, etc. Ils y perdirent encore des militants et des sympathisants. Partout, les forces de partisans, comptant dans leurs rangs un certain nombre de libertaires, firent plus de besogne que l'Armée Rouge régulière. Et partout les anarchistes défendirent le principe fondamental de la Révolution Sociale : l'indépendance et la liberté d'action des travailleurs en marche vers leur véritable émancipation.

6.3 Les organisations anarchistes

La participation des anarchistes à la Révolution ne se borna pas à une activité de combattants. Ils s'efforcèrent aussi de propager dans les masses laborieuses leurs idées sur la construction immédiate et progressive d'une société non-autoritaire, comme condition indispensable pour aboutir au résultat voulu. Pour remplir cette tâche, ils créaient leurs organisations libertaires, ils exposaient en détail leurs principes, ils les mettaient autant que possible en pratique, ils publiaient et diffusaient leurs journaux et leur littérature.

Citons quelques organisations anarchistes d'alors, parmi les plus actives.

1. " L'Union de propagande anarcho-syndicaliste *Goloss-Trouda* " (déjà citée). Elle avait pour but la diffusion des idées *anarcho-syndicalistes* dans les masses laborieuses. Elle déploya son activité, d'abord à Petrograd (été 1917 - printemps 1918) et par la suite, pendant quelque temps, à Moscou. Son journal (*Goloss Trouda, La Voix du Travail*) fut d'abord hebdomadaire et plus tard quotidien. Elle fonda une maison d'éditions anarcho-syndicalistes. Aussitôt arrivés au pouvoir, les bolcheviques s'appliquèrent à gêner, par tous les moyens, cette activité en général et la parution du journal en particulier. Finalement en 1918-1919, le

gouvernement " communiste " liquida définitivement l'organisation et, plus tard également la maison d'éditions. Tous les adhérents furent soit emprisonnés, soit exilés.

2. " La Fédération des Groupes Anarchistes de Moscou ". Ce fut, relativement, une grande organisation qui, en 1917-1918, mena une propagande intense à Moscou et en province. Elle publiait un journal quotidien (*l'Anarchie*), de tendance anarcho-communiste [15] et fonda, elle aussi, une maison d'éditions libertaires. Elle fut mise à sac par le gouvernement " soviétique " en avril 1918. Quelques débris de cette organisation subsistèrent encore jusqu'en 1921. À cette date, les dernières traces de l'ancienne Fédération furent " liquidées " et les derniers militants " supprimés ".
3. La " Confédération des Organisations Anarchistes de l'Ukraine *Nabate* ". Cette importante organisation fut créée fin 1918 en Ukraine où, à cette époque, les bolcheviks n'étaient pas encore parvenus à imposer leur dictature. Elle se distingua surtout par une activité positive, concrète. Elle proclama la nécessité d'une lutte immédiate et directe pour les formes non-autoritaires de l'édification sociale et s'efforça d'en élaborer les éléments pratiques. Elle joua un rôle important par son agitation et sa propagande extrêmement énergique, et contribua pour beaucoup à la diffusion des idées libertaires en Ukraine. Elle publia, dans différentes villes, des journaux et des brochures. Son journal principal fut *Nabate (Le Tocsin)*. Elle tenta de créer un mouvement anarchiste *unifié* (basé, théoriquement, sur une sorte de " synthèse " anarchiste) et de rallier toutes les forces actives de l'anarchisme en Russie, *sans différence de tendances*, au sein d'une organisation générale. Elle unifia presque tous les groupes anarchistes de l'Ukraine et engloba aussi quelques groupes de la Grande Russie. Elle tenta de fonder une " Confédération Anarchiste Panrusse ".

Développant son activité dans le Midi houlex, la Confédération y entra en relations étroites avec le mouvement des partisans révolutionnaires, paysans et ouvriers, et avec le noyau de ce mouvement : la " Makhnovtchina ". (Voir chapitre Ier au troisième livre). Elle prit une part active aux luttes contre toutes les formes de la réaction : contre l'hetman [16] Skoropadsky, contre Pélioura, Dénikine, Grigorieff, Wrangel et autres. Elle perdit dans ces luttes et dans des combats armés presque tous ses meilleurs militants. En dernier lieu, elle attira sur elle, naturellement, les foudres du pouvoir " communiste ", mais étant données les conditions ukrainiennes, elle ne put résister, pendant quelque temps, à des attaques répétées.

Sa dernière et définitive liquidation par les autorités bolchevistes remonte à fin 1920. Vers cette époque, plusieurs de ses militants furent fusillés par les bolcheviks, sans l'ombre d'une procédure quelconque.

À part ces trois organisations d'assez grande envergure et d'action plus ou moins vaste, il en existait d'autres, de moindre importance. Un peu partout, en 1917 et 1918, surgissaient des groupes, des courants et des mouvements anarchistes, généralement peu importants et éphémères, mais, par endroits, assez actifs : les uns indépendants, les autres en relation avec l'une des organisations citées.

Malgré quelques divergences de principe ou de tactique, tous ces mouvements étaient d'accord sur le fond des choses remplassaient chacun dans la mesure de ses forces et de ses possibilités, leur devoir vis-à-vis de la Révolution et de l'anarchisme, en semant dans les masses laborieuses les germes d'une organisation sociale véritablement nouvelle : antiautoritaire et fédéraliste.

Tous subirent finalement le même sort : la suppression brutale par l'autorité " soviétique ".

6.4 La presse inconnue (anarchiste) dans la Révolution russe : sa voix, ses luttes, sa fin

Nous avons reproduit, plus haut, quelques articles du *Goloss Trouda*, journal de l'" Union de propagande anarcho-syndicaliste ", concernant la position de celle-ci vis-à-vis de la prise du pouvoir par les bolcheviks, de la paix de Brest-Litovsk et de l'Assemblée Constituante.

Il est utile de les compléter par d'autres citations. Elles apporteront au lecteur des précisions sur les divers points de discordance entre les bolcheviks et les anarchistes, sur la position de ces derniers face aux problèmes de la Révolution et enfin sur l'esprit même des deux conceptions.

La presse anarchiste pendant la Révolution russe étant totalement inconnue hors du pays, certains de ces extraits constitueront pour le lecteur de véritables révélations.

Le premier numéro de *Goloss Trouda* parut le 11 août 1917, six mois après les débuts de la Révolution, donc avec un énorme et irréparable retard. Néanmoins, les camarades se mirent énergiquement à l'œuvre. La tâche était dure. Le parti bolcheviste avait déjà accaparé la grande majorité de la masse ouvrière. Par rapport à son action et à son influence, celles de l'" Union " et de son organe étaient de peu d'importance. Son œuvre progressait lentement, difficilement. Il n'y avait presque plus de place pour elle dans les usines de Petrograd. Tout le monde y suivait le parti bolchevik, ne lisait que ses journaux, ne voyait que par lui. Les bolcheviks disposaient dans le pays de plusieurs quotidiens largement diffusés. Personne ne prêtait attention à une organisation totalement inconnue, à des idées " bizarres " ne ressemblant pas du tout à ce qui se disait et se discutait ailleurs.

Et, cependant, l'" Union " acquit vite une certaine influence. Bientôt, on commença à l'écouter. Ses meetings - hélas ! Peu nombreux - étaient bien fréquentés. Elle réussit rapidement à créer des groupes assez forts à Petrograd même et dans sa banlieue : à Cronstadt, à Oboukhovo, à Kolpino, etc. Son journal avait du succès et se diffusait de mieux en mieux, même en province, en dépit de toutes les difficultés. Dans les conditions données, la tâche principale de l'" Union " consistait à intensifier sa propagande, à se faire connaître, à attirer l'attention des masses travailleuses sur ses idées et sur sa position vis-à-vis des autres courants sociaux. Cette tâche incombait surtout au journal, la propagande orale restant pour l'instant fort restreinte, faute de moyens.

Trois périodes sont à distinguer dans la vie - très courte - et dans la propagande de l'" Union " 1° avant la Révolution d'octobre ; 2° au moment même de cette seconde Révolution ; 3° après celle-ci.

Dans la première période, l'" Union " lutta simultanément et contre le gouvernement de l'heure (de Kérénsky), et contre le danger d'une révolution politique (vers laquelle tout semblait converger), pour une nouvelle organisation sociale à base syndicale et libertaire.

Chaque numéro du journal contenait des articles précis et concrets sur la façon dont les anarcho-syndicalistes concevaient les tâches constructives de la Révolution à venir. Tels furent par exemple : une série d'articles sur le rôle des comités d'usines ; les articles sur les tâches des Soviets, sur la façon de résoudre le problème agraire, sur la nouvelle organisation de la production, des échanges, etc.

Dans plusieurs articles - surtout dans ses éditoriaux - le journal expliquait aux travailleurs, d'une façon très concrète, quelle devait être, d'après les anarcho-syndicalistes, la véritable Révolution émancipatrice. Ainsi, dans l'éditorial du n° 1 de *Goloss Trouda* (du 11 août 1917 : " L'Impasse de la Révolution ") le journal, après avoir parcouru rétrospectivement la marche de la Révolution et constaté sa crise (en août, la Révolution russe traversa une période critique), écrivait ceci [17] :

Disons tout de suite que nous concevons et les causes profondes de cette crise et, surtout, l'action révolutionnaire prochaine, d'une manière qui ne ressemble en rien à celle de tous les écrivains socialistes. S'il nous avait été possible d'élever notre voix plus tôt, au début même de la Révolution, aux premiers jours et semaines de son libre élan, de ses magnifiques envolées et de ses recherches ardentes, illimitées, nous aurions aussitôt, dès ces premiers moments, proposé et défendu des moyens et des actes absolument différents de ceux préconisés par les partis socialistes. Nous nous serions nettement dressés contre les " programmes " et la " tactique " de tous ces partis et fractions : bolcheviks, mencheviks, socialistes-révolutionnaires de gauche, socialistes-révolutionnaires de droite, etc. Nous aurions indiqué à la Révolution d'autres buts. Nous aurions suggéré aux masses laborieuses d'autres tâches.

Les longues années de notre travail à l'étranger furent consacrées à la propagande d'un tout autre ensemble d'idées, sur la Révolution Sociale et ses voies. Hélas, notre pensée ne pénétrait pas en Russie, séparée des autres pays par des barrières policières.

Aujourd'hui, nos forces se rallient ici. Et nous considérons comme notre premier devoir, comme notre tâche la plus sacrée de reprendre aussitôt ce travail sur notre propre sol : actuellement le sol de la liberté. Nous devons agir. Nous devons ouvrir aux masses laborieuses des horizons nouveaux. Nous devons les aider dans leurs recherches.

La force des choses nous oblige à élever notre voix à une heure où la Révolution est momentanément bloquée dans une impasse et où les masses marquent un temps d'arrêt, comme plongées dans une lourde réflexion. Nous aurons à nous employer à fond pour que cette réflexion ne reste pas stérile. Nous devons utiliser ce temps d'arrêt de façon que la nouvelle vague révolutionnaire trouve les masses davantage

prêtes, plus conscientes des buts à atteindre, des tâches à remplir, de la voie à suivre. Il faut faire tout ce qui est humainement possible pour que la vague à venir ne se brise, ne s'éparpille pas à nouveau dans un élan sans lendemain.

Dès à présent, nous devons indiquer les moyens de sortir de l'impasse : moyens dont la presse périodique tout entière, sans exception, ne dit pas un seul mot.

L'éditorial du n° 2 (" Le Tournant historique ", le 18 août 1917) précise :

Nous vivons des minutes critiques. Les balanciers de la Révolution sont en mouvement - tantôt lentement, tantôt convulsivement. Ils continueront ce mouvement pendant quelque temps encore. Ensuite, ils s'arrêteront. Les ouvriers russes sauront-ils en temps opportun, tant que leurs balanciers oscillent encore, jeter sur *leur plateau à eux* une *idée nouvelle*, un nouveau principe d'organisation, une nouvelle base sociale ? C'est de cela que dépendent beaucoup - sinon totalement - et le futur destin et l'issue de la Révolution actuelle.

L'éditorial du n° 3 (" Actualités ", le 25 août 1917) s'adresse aux travailleurs dans les termes suivants :

Nous disons aux ouvriers, aux paysans, aux soldats, aux révolutionnaires russes : avant tout et surtout *continuez la Révolution*. Continuez à vous organiser solidement et à relier entre eux vos organismes nouveaux : vos communes, vos unions, vos comités, vos Soviets. Continuez - avec fermeté et persévérance toujours et partout - à participer de plus en plus largement, de plus en plus efficacement, à l'activité économique du pays. Continuez à prendre entre vos mains, c'est-à-dire entre les mains de vos organisations, toutes les matières premières et tous les instruments indispensables pour votre travail. Continuez à éliminer les entreprises privées. Continuez la Révolution ! N'hésitez pas à affronter la solution de toutes les questions brûlantes de l'actualité. Créez partout les organes nécessaires pour réaliser ces solutions. Paysans, prenez la terre et mettez-la à la disposition de vos propres comités. Ouvriers, préparez-vous à mettre entre les mains et à la disposition de vos propres organismes sociaux - partout sur place - les mines et le sous-sol, les entreprises et les établissements de toutes sortes, les usines et les fabriques, les ateliers, les chantiers et les machines.

En attendant, le parti bolcheviste s'orientait de plus en plus vers son coup d'État. Il se rendait parfaitement compte de l'état d'esprit révolutionnaire des masses et espérait en profiter, c'est-à-dire réussir la prise du pouvoir.

Critiquant cette orientation, *Goloss Trouda* écrit dans un article du même n° 3 :

Une solution logique, claire et simple nous est offerte. Elle s'impose d'elle-même. Il n'y a qu'à la saisir - résolument, audacieusement. Il faut se décider à prononcer l'ultime parole dictée par la logique même des choses : *on n'a pas besoin d'un Pouvoir*. À la place d'un " Pouvoir ", ce sont les organisations unifiées des travailleurs - ouvriers et paysans - qui doivent devenir les " maîtres de la vie ". Soutenues par les formations révolutionnaires des soldats, ces organisations doivent, non pas aider quelqu'un à " s'emparer du Pouvoir ", mais prendre directement en mains la terre et les autres éléments et instruments de travail, établissant - partout sur place - un ordre économique et social nouveau.

Les simples " habitants " et les " fainéants " accepteront tranquillement le nouvel ordre de choses. La bourgeoisie - restée sans soldats et sans capitaux - restera, tout *naturellement* aussi, *sans pouvoir*. Et les organisations des travailleurs, reliées entre elles, mettront sur pied, d'un commun accord, la production, les transports et les communications, les échanges et la distribution des marchandises sur des bases nouvelles créant dans ce but, et selon les nécessités réelles, des organes de coordination et des centres indispensables. C'est alors - et alors seulement - que la Révolution aura vaincu.

L'article dit ensuite que, tant que la lutte aura le caractère de querelles entre les partis politiques pour le Pouvoir, et que les masses laborieuses seront entraînées dans ces querelles et divisées par des fétiches politiques, il ne pourra être question ni de la victoire de la Révolution ni même d'une reconstruction sociale vraiment profonde de la vie.

L'article exprime l'espoir que les masses, poussées par les exigences mêmes de la vie, finiront par arriver à cette solution dont les éléments sont déjà semés par les conditions objectives de notre époque et de toute l'ambiance donnée.

Et il conclut dans ces termes :

Il va de soi que nous ne prétendons pas être prophètes. Nous ne prévoyons qu'une certaine *éventualité*, une certaine *tendance* qui *peut aussi ne pas se réaliser*. Mais, dans ce dernier cas, la Révolution actuelle ne sera pas encore la vraie grande Révolution Sociale. Et alors, la solution du problème - telle que nous venons de la tracer - incombera à l'une des révolutions futures.

Enfin, l'éditorial du n° 9 (du 6 octobre, donc à l'approche de la Révolution bolcheviste) dit :

Ou bien la Révolution poursuivant sa marche, les masses - au bout des épreuves, des malheurs et des horreurs de toutes sortes, après des erreurs, des heurts, des arrêts, des reprises, de nouveaux reculs, peut-être même d'une guerre civile et d'une dictature temporaire - *sauront*, enfin, élever leur conscience à une hauteur qui leur permettra d'appliquer leurs forces créatrices à une activité positive de leurs propres organismes autonomes, partout sur place : alors, le salut et la victoire de la Révolution seront assurés.

Ou bien les masses *ne sauront pas encore* créer, au cours de cette Révolution, leurs propres organismes coordonnés et consacrés à l'édification de la vie nouvelle : alors la Révolution sera tôt ou tard étouffée. Car, seuls ces organes sont capables de la mener vers la victoire définitive.

L'attitude de l'" Union " *au moment même du coup d'État d'octobre* a été déjà suffisamment mise en relief (voir chapitre 1). Nous n'y reviendrons donc pas. Rappelons seulement que, ayant exprimé leurs réserves, les anarchistes participèrent très activement à cette Révolution - là où elle aboutit à une action des masses (Cronstadt, Moscou) - ceci pour des raisons et pour des buts spécifiés dans les réserves mêmes.

Après la Révolution d'octobre, pendant les quelques mois de sa difficile existence, l'Union anarcho-syndicaliste de plus en plus brimée par le gouvernement bolcheviste, suivit au jour le jour l'action de celui-ci et la marche des événements [18]. Le journal, qui parut quotidiennement pendant trois mois, expliquait aux travailleurs tous les écarts, toutes les erreurs, tous les méfaits du nouveau pouvoir, *développant, en même temps, ses propres idées et indiquant les moyens de les appliquer*, conformément à sa façon de voir. Une telle besogne constituait, non seulement son droit, mais incontestablement son devoir le plus strict.

Dans une série d'articles : le 27 oct. (" Et après ? ") le 3-16 nov. (" La seconde Révolution "), le 4-17 nov. (" La Déclaration et la Vie "), etc., on insiste sur la nécessité d'abandonner dès à présent les méthodes *politiques* de la *dictature sur les masses* et de laisser au peuple laborieux la liberté d'organisation et d'action.

Nous disons :

1. Dès le début de la Révolution, c'est-à-dire dès le mois de mars, les masses laborieuses auraient dû créer partout leurs organismes de travailleurs, organismes *de classe*, hors partis coordonnant l'action de ces organes et la concentrant tout entière sur l'unique but réel à atteindre : la mainmise sur tous les éléments indispensables pour le travail et, finalement, sur la vie économique du pays.
2. Les hommes instruits, conscients et expérimentés, les intellectuels, les spécialistes, etc., auraient dû, dès les premiers jours de la Révolution, se préoccuper non pas de la lutte et des mots d'ordre *politiques*, non pas de " l'organisation du Pouvoir ", mais bien de celle de la *Révolution*. Tous ces hommes auraient dû assister les masses dans le développement et le perfectionnement de leurs organisations, les aidants à employer leur attention, leur énergie et leur activité à la préparation d'une *véritable Révolution* : économique et sociale.

À ce moment-là, personne ne les aurait entravés dans cette besogne.

En effet, les ouvriers, les paysans et *les soldats* étaient parfaitement d'accord les uns avec les autres dans cette tâche collective. La Révolution - la vraie - aurait avancé à grands pas, *par un chemin droit*. Elle aurait, dès le début, poussé ses racines bien en profondeur, ceci d'autant plus que les masses, elles-mêmes, dans un élan spontané, avaient déjà créé tout un réseau d'organisations et qu'il ne s'agissait plus que d'apporter à cette tâche constructive un certain ordre et une plus haute conscience. Ah si, dès le début, tous les révolutionnaires sincères, toute la presse socialiste, etc., avaient concentré leur attention, leurs forces et leur énergie à cette besogne, les voies de la Révolution seraient autres.

C'est, précisément ce qui n'a pas été fait. — (*La Seconde Révolution.*)

Un article intitulé : " Le nouveau Pouvoir " (n° 14, du 4-17 novembre) dit :

Là où commence le Pouvoir finit la Révolution. Là où commence " l'organisation du Pouvoir " finit " l'organisation de la Révolution ". L'expression : " pouvoir révolutionnaire " a autant de sens que les expressions : " glace chaude " ou " feu froid ", c'est-à-dire aucun.

Si la Révolution s'engage définitivement sur la voie politique, selon la recette de " l'organisation du Pouvoir ", nous verrons ce qui suit : dès que la première victoire révolutionnaire du peuple insurgé (victoire si chèrement payée en raison, justement, des mêmes méthodes politiques) deviendra un fait acquis, notre " seconde Révolution " s'arrêtera. Au lieu d'une activité révolutionnaire libre et créatrice des masses partout sur place - activité indispensable pour consolider et développer cette victoire - nous assisterons alors à un écœurant " marchandage " autour du Pouvoir au centre, à une " organisation (absolument inutile) du Pouvoir " au centre et, enfin, à une " activité " absurde d'un nouveau " Pouvoir " au centre : d'un nouveau " gouvernement de toutes les Russies ".

Les Soviets et d'autres organismes locaux devront, bien entendu, dépendre du *Soviet central et du Gouvernement* ; ils seront forcés de *se soumettre* au centre, de le reconnaître " Tout le pouvoir aux Soviets " deviendra, en fait, l'autorité des leaders du parti, placés au centre. À la place d'une union naturelle et indépendante des villes et de la campagne libres, construisant à leur gré la nouvelle vie économique et sociale, nous verrons un centre d'État " fort ", un " pouvoir révolutionnaire ferme " : pouvoir qui prescrira, ordonnera, imposera, châtiara.

Ou cela sera ainsi ou l'autorité n'existera pas. Car rien d'intermédiaire entre ces deux éventualités n'est réalisable. Des phrases sur une " autonomie locale ", en présence d'un pouvoir d'État en vigueur, sont toujours restées, restent aujourd'hui et resteront à l'avenir des phrases vides.

✱

Ce nouveau pouvoir, en train de se consolider, saura-t-il donner quoi que ce soit au peuple ?

Sans aucun doute, il tentera de lui octroyer quelque chose.

Mais, travailleurs, oubliez la *Révolution Sociale, le socialisme*, l'abolition du système capitaliste et votre véritable émancipation, si vous êtes disposés à attendre tout cela de la part du nouveau Pouvoir ! Car le nouveau Pouvoir (ni aucun autre) ne saura vous le donner.

Vous voulez des preuves ?

Et, après avoir assemblé des faits prouvant que le bolchevisme finira fatalement par la dégénérescence et la trahison, l'article conclut comme suit :

Cela signifie que, du bolchevisme au capitalisme, le front malgré tout, reste au fond, " unique ", sans interruption. Telles sont les lois fatales de la lutte politique.

Vous allez nous dire que vous protesterez, que vous lutterez pour vos droits, que vous vous soulèverez et agirez partout sur place en pleine indépendance ?

Très bien. Mais alors, soyez prêts à ce que votre activité soit déclarée " arbitraire ", " anarchique " ; à ce que " les socialistes au pouvoir " vous assaillent sous ce prétexte, avec toute la force de leur autorité " socialiste " ; et que, enfin, les couches de la population satisfaites par le nouveau gouvernement (couches auxquelles il aura donné " quelque chose ") ainsi que tous ceux qui en auront assez de la Révolution et n'éprouveront pour vous que de la colère et de la haine, *se dressent contre vous*.

Dans votre lutte contre le tsarisme vous aviez avec vous presque tout le pays.

Dans votre lutte contre Kerensky vous étiez déjà beaucoup plus isolés.

Si, maintenant, vous laissez le nouveau pouvoir se consolider (et si les événements s'y prêtent) ; si vous avez prochainement une lutte à entamer contre cette autorité devenue forte, vous ne serez plus qu'une poignée.

On vous écrasera impitoyablement comme des " fous ", comme des " fanatiques " dangereux, comme des " anarchistes ", comme des " bandits "... Et on ne posera même pas une pierre sur vos tombes.

Dans un article paru sous le titre : " D'impasse en impasse " (n° 15, du 6-19 novembre) nous lisons :

Il n'y a qu'un moyen de mettre la Révolution sur le juste et droit chemin :

Renoncer à la consolidation du Pouvoir politique central. Aider tout de suite les masses - partout sur place - à créer leurs organisations de classe, hors des partis. Aider ces organisations à former un ensemble harmonieux, d'abord localement, ensuite régionalement, etc., au moyen des Soviets (conseils)

de ces organisations : Soviets non pas autoritaires, mais uniquement instruments de liaison et de coordination. Orienter ces organismes vers le seul but qui importe : celui de leur mainmise progressive sur la production, les échanges, les communications, la distribution etc. Commencer ainsi, tout de suite, à organiser la vie économique et sociale du pays sur des bases nouvelles.

Alors commencera à se réaliser, facilement et d'une façon naturelle, une sorte de "dictature du travail". Et le pays entier saura, peu à peu, s'y faire.

Et l'article conclut ainsi :

Tout Pouvoir est un péril pour la Révolution. *Aucun Pouvoir* ne saura amener la Révolution à son véritable but. Ce n'est guère dans les labyrinthes des combinaisons politiques que se trouve la clef qui ouvrira la porte promise du Temple de la victoire !

Un article sur " L'organisation de la Révolution " constate et précise (n° 16, du 7-20 novembre) :

Les partis socialistes disent :

Pour organiser la Révolution, il faut, avant tout, s'emparer du *Pouvoir d'État* et organiser ce nouveau Pouvoir. A l'aide de celui-ci, toute l'économie passera aussi entre les mains de l'État.

Les anarchistes disent :

Pour organiser la Révolution, il faut, avant tout, s'emparer de *l'économie* et l'organiser. Par ce moyen, le Pouvoir et l'État (reconnus par les socialistes eux-mêmes comme un mal " inévitable " et temporaire) seront éliminés.

S'emparer de l'économie, cela signifie : prendre possession de l'agriculture et de l'industrie ; prendre en mains la production, les échanges, les communications, etc. Cela signifie, avoir à sa disposition tous les moyens et instruments de travail et d'échanges : le sol et le sous-sol, les mines ; les fabriques, les usines, les ateliers, les chantiers, etc. ; les stocks et les dépôts ; les magasins ; les banques ; les locaux ; les chemins de fer, les transports maritimes et fluviaux et toutes les voies de communication, la poste, le télégraphe, le téléphone, etc.

Pour s'emparer du *Pouvoir*, il faut un *parti politique*. Car, de fait, c'est un *parti* qui prend possession du pouvoir, en la personne de ses leaders (chefs). C'est pourquoi les socialistes incitent les masses à s'organiser en un parti, afin de soutenir celui-ci au moment de la lutte pour la prise du Pouvoir.

Pour s'emparer de *l'économie*, un parti politique n'est pas indispensable. Ce qui est indispensable, ce sont les organismes des travailleurs, de masses : organismes indépendants et restant en dehors de tout parti politique. C'est à ces organismes qu'incombe, au moment de la Révolution, la tâche de la nouvelle édification économique et sociale.

Voilà pourquoi les anarchistes ne forment pas un parti politique : ils militent, soit directement dans les organisations de masses, soit - comme propagandistes - dans des groupes et unions idéologiques.

Et, par la suite, l'article pose ces questions fondamentales :

Comment faut-il, comment peut-on s'organiser sans Pouvoir ? Par quoi faut-il commencer ? Comment faut-il s'y prendre ?

Le journal promet de répondre à toutes ces questions d'une façon précise et détaillée.

Et, en effet, il y répond dans plusieurs articles parus avant sa suppression (au printemps 1918).

(Notons des articles tels que : " La Guerre ", no 17, du 8-21 novembre ; " La Famine ", même numéro ; " La dernière étape ", même numéro ; " Que faire ? " n° 19, du 18 novembre-1^{er} décembre ; " Avertissement ", n° 20 ; " Les tâches immédiates ", n° 21, etc.).

La fin de l'année 1917 avait été très dure pour le peuple. La guerre continuait à épuiser et paralyser le pays. La situation à l'intérieur devenait de plus en plus tragique.

L'article " Que faire ? " constate :

Les conditions d'existence des masses ouvrières empirent de jour en jour, la misère augmente. La faim s'installe en permanence dans les foyers. Le froid est là, mais le problème des loyers et du chauffage n'est pas résolu. Un très grand nombre d'usines ferment leurs portes, faute de moyens, de combustible de matières premières et, souvent de propriétaires qui sont en fuite : Les voies ferrées sont dans un état lamentable. L'économie du pays est totalement ruinée.

Et il continue :

Une situation paradoxale se crée :

En haut, le gouvernement " ouvrier et paysan ", centre investi de tous les pouvoirs et disposant de la force pour les exercer. Les masses attendent de lui des solutions. Il publie des décrets où il dit bien qu'elles *devraient être* les améliorations. (Et encore, ce qu'il préconise est bien au-dessous des besoins des masses), mais quant à la question essentielle : *comment y arriver*, il répond : " *L'Assemblée Constituante !* "

En bas, tout demeure comme auparavant.

Les masses crèvent de faim - mais la spéculation, le lucre, l'écoeuvant commerce " sous le manteau " continuent de plus belle.

Les masses sont dans la misère - mais les magasins (même les étalages) regorgent de vêtements, de viande, de légumes, de fruits et de conserves. Et ne doutons pas qu'il y ait en ville une bonne quantité d'objets de première nécessité.

Les masses sont pauvres - mais les banques sont riches.

Les masses sont privées de logis (si modestes soient-ils) - mais les maisons appartiennent aux propriétaires.

Les masses sont jetées dans la rue, les usines ferment leurs portes, et il est impossible de " prendre en mains " les entreprises abandonnées, faute de capitaux, de combustible et de matières premières.

La campagne a besoin des produits de la ville. La ville a besoin des produits de la campagne - mais la situation est telle qu'il est presque impossible de réaliser les échanges.

Constatant ce désastre et critiquant la molle attitude du gouvernement bolcheviste, la presse anarchiste propose en même temps les moyens qui lui paraissent être les plus rapides, les plus simples et les plus efficaces pour en sortir.

Ainsi, dans plusieurs articles (" Que faire ? ", " Avertissement ", etc.), le journal soumet à l'attention des travailleurs tout un programme concret et détaillé des mesures urgentes, immédiates, telles que : réquisition par *les organismes ouvriers* des produits de première nécessité et organisation des stocks et dépôts de distribution (pour parer à la famine) ; création de restaurants populaires ; organisation méthodique des comités de maisons, (de locataires), de rues, de quartiers et ainsi de suite (pour parer à l'insuffisance des logis et commencer, en même temps, à remplacer les propriétaires par des collectivités d'usagers) : autrement dit, socialisation immédiate et progressive des lieux d'habitation ; réquisition immédiate et progressive (toujours par les organismes ouvriers) des entreprises abandonnées par leurs propriétaires ; organisation immédiate des travaux publics (pour entreprendre tout de suite les réparations urgentes dans les villes, sur les voies ferrées, etc.), confiscation immédiate d'une partie des fonds en banques afin de permettre le développement de la nouvelle production collective ; reprise des relations régulières entre les villes et la campagne : échange de produits entre les organisations ouvrières et les cultivateurs socialisation des chemins de fer et de tous les moyens de communication ; réquisition et socialisation des mines aussi rapidement que possible aux fins d'approvisionnement immédiat (par les soins des organisations ouvrières, des usines, chemins de fer, habitations, etc., et en matières premières. Le gouvernement bolcheviste était loin d'envisager de telles mesures, car elles tendaient, nécessairement, à diminuer son rôle, à le reléguer au second plan, à démontrer rapidement son inutilité et, finalement, à s'en passer. Il ne pouvait l'admettre.

Ne voulant rien confier aux masses, mais ne se sentant pas encore assez fort pour entreprendre lui-même quelque chose de décisif par la voie de l'action politique, il laissait traîner les choses, se bornant, en attendant, à des remèdes économiques timides et inefficaces. Il cherchait surtout à parer aux nécessités les plus pressantes par des procédés politico-policiers et militaires : réquisitions désordonnées, arbitraires et brutales à l'aide de détachements de troupes excitées par les chefs (procédés qui, entre autres conséquences, dressaient la campagne contre les villes et la détournaient de tout intérêt pour la Révolution), répressions, violences, etc.

Tout en protestant vigoureusement contre la fausse voie où les bolcheviks, d'après eux, allaient engager la Révolution, tout en critiquant leur système, les anarchistes furent les seuls à préconiser des mesures vraiment populaires, vraiment socialistes et en même temps, concrètes : mesures qui devaient, selon eux, orienter la Révolution, dès à présent, sur le chemin de la véritable Révolution Sociale.

Naturellement, les bolcheviks ne les écoutaient pas. Et quant aux masses, totalement accaparées et subjuguées par le bolchevisme, elles ne pouvaient ni entendre les anarchistes, ni se prononcer elles-mêmes.

À ce propos, je me permets de citer ici en entier un article de Goloss Trouda (n° 18, du 13 février 1918), paru au sujet d'un arrêté du gouvernement bolcheviste concernant la liberté de la presse. L'article situe nettement la position respective des deux idéologies opposées, vis-à-vis d'un problème concret.

FAUSSE ROUTE. - Si l'on voulait noter, au jour le jour, les faits et les événements prouvant incontestablement qu'il n'est pas possible de réaliser la vraie Révolution Sociale " par en haut ", on aurait déjà de quoi remplir des dizaines de colonnes du journal... Seulement, nous avons d'autres chats à fouetter pour l'instant ! Réservez donc cette tâche aux laborieux historiens futurs de notre Révolution. Sans doute, ils découvriront dans ses archives une abondante documentation démontrant éloquemment " comment il ne faut pas faire la révolution ". Quant à nous, nous en avons vraiment assez de répéter, tous les jours, que ni la vraie liberté ni la véritable émancipation du monde du travail, ni la nouvelle société, ni la nouvelle culture - bref, *qu'aucune valeur réelle du socialisme* ne peut être réalisée au moyen d'un " appareil d'État " centralisé, mû par un pouvoir politique entre les mains d'un parti. Ne serait-il pas temps d'en finir avec ce sujet, dans l'espoir que, demain, *la vie elle-même* fera comprendre cette vérité (au fond si simple) avec une netteté parfaite, à tous les aveugles ?

Et pourtant, ils sont encore bien nombreux, ces aveugles.

Il y a à peine quelques jours, nous avons eu en mains une résolution disant ce qui suit : Bien que l'idée de l'anarchisme soit la meilleure, la plus belle et la plus pure des idées, le moment de sa réalisation n'est pas encore venu. Il est indispensable, d'abord, de consolider la révolution faite (" socialiste "). " Nous sommes persuadés, conclut la résolution, que l'anarchisme viendra et triomphera *après le socialisme*. " La voilà bien, cette conception courante, banale de l'anarchisme !

Pour le brave " habitant ", l'anarchisme est, ou bien la bombe et le pillage, horreur et chaos, ou bien, dans le meilleur des cas un rêve béat : le paradis " après le socialisme ". Car le brave " habitant " *ne connaît pas* l'anarchisme. Il le juge d'après des " on dit ". Il est si naïf, si crédule, le pauvre !...

Les auteurs de la résolution ne le connaissent pas non plus !

Si l'on se représente l'anarchisme comme l'avènement d'une époque où l'on vivra des jours tissés d'or et de soie dans un pays de Cocagne, alors oui : son temps n'est pas encore venu (de même *qu'en ce sens*, le temps du " socialisme " n'est pas encore venu, non plus).

Mais si (comme le font les auteurs de la résolution), on aborde le problème du point de vue *de la voie* vers l'émancipation, *du processus même* de la lutte pour l'affranchissement, alors il serait absurde de s'imaginer qu'en prenant telle voie, nous suivrions telle autre. Alors, on serait obligé de *choisir* : ou l'une ou l'autre.

Or, l'anarchisme n'est pas seulement une idée, un *but* : il est, avant tout, aussi une *méthode*, un *moyen* de lutte pour l'émancipation de l'homme. Et, de ce point de vue, nous affirmons clairement, catégoriquement que la voie " socialiste " (celle du socialisme autoritaire et étatique) *ne peut* réaliser les buts de la Révolution Sociale, ne peut nous amener au socialisme. Seule la méthode anarchiste est capable de résoudre le problème.

La thèse essentielle de l'anarchisme comme méthode de lutte, comme voie vers *le vrai socialisme* est justement celle-ci : il est impossible d'aboutir à l'anarchisme, et généralement à la liberté, " à travers le socialisme ", " après le socialisme ". Ce n'est pas " à travers " mais *précisément* " en travers " et "contre" "le socialisme" qu'on pourra y arriver. On ne peut réaliser l'anarchisme autrement qu'en allant *droit au but*, *par le chemin anarchiste direct* Sinon, nous n'y arriverons jamais.

Il est impossible de réaliser la liberté au moyen d'un socialisme étatique.

Etant partis à la conquête du socialisme par la voie d'une révolution faite par en haut, les " socialistes ", d'après nous, ont dévié ; ils ont fait fausse route. Leur chemin n'aboutit à aucune Révolution Sociale, à aucun socialisme. Ou bien ils seront obligés de rebrousser chemin et de reprendre la bonne route - juste droite, anarchiste, - ou bien ils s'égareront et engageront toute la Révolution dans une impasse.

Voilà ce que l'anarchisme affirme. Voilà pourquoi il lutte contre le " socialisme " actuel. Et voilà ce que la vie devra démontrer bientôt aux plus aveugles.

✱

Renonçant à nous occuper ici de nombreux faits qui d'ores et déjà, renforcent notre conviction, nous sentons la nécessité de fixer ici même un seul fait frappant, " fait " de la dernière minute [19] :

Nous venons de recevoir un exemplaire des " *Dispositions provisoires concernant le mode d'édition de tous imprimés, périodiques ou non, à Petrograd* ".

Nous avons toujours considéré la lutte implacable contre la presse bourgeoise comme la tâche immédiate des travailleurs à l'époque de la Révolution Sociale.

Supposez donc un instant, cher lecteur, que cette Révolution suive, dès ses débuts, notre voie anarchiste : des organismes ouvriers et paysans se créent et se fédéralisent en une organisation de classe ; ils prennent en mains la vie économique du pays, ils combattent eux-mêmes, et à leur manière, les forces adverses. Vous comprendrez facilement que la presse, en tant qu'instrument d'action de la bourgeoisie, serait combattue par ces organismes d'une manière essentiellement différente de celle employée par notre gouvernement " socialiste " pour combattre la presse " bourgeoise ".

En effet, est-ce que ces " Dispositions provisoires " visent la presse *bourgeoise* ?

Lisez attentivement les articles 2 à 8 de ces " Dispositions ". Lisez surtout avec attention le paragraphe intitulé : " Interdiction et confiscation. " Vous aurez la preuve palpable que, du premier de ces articles au dernier, ces " Dispositions " suppriment, non pas la presse bourgeoise, mais *toute ombre de liberté de la presse en général*. Vous verrez que c'est un acte typique, établissant *la plus rigoureuse censure pour toutes les publications qui auraient le malheur de déplaire au gouvernement*, d'où qu'elles viennent. Vous constaterez que cet acte établit une multitude de formalités et d'entraves absolument inutiles.

Or, nous sommes persuadés que la véritable Révolution des travailleurs lutterait contre la presse bourgeoise avec d'autres méthodes et sous d'autres formes.

Nous sommes convaincus que les vrais militants et hommes d'action de la véritable Révolution Sociale n'auraient ni n'auront jamais à recourir à une *loi sur la censure* : loi banale, typiquement bureaucratique et autoritaire ; loi cherchant à protéger le gouvernement existant contre toute espèce de critique ou de lutte, *qu'elle vienne de droite ou de gauche* ; loi, enfin, introduisant toute une série de freins, d'entraves et d'obstacles superflus et barbares du point de vue de la liberté d'expression.

Eh bien, nous avons dit plus d'une fois que toute voie possède ses particularités. Gloire aux dieux ! La " particularité " en question ne touche, pour l'instant, que Petrograd. Espérons que les masses révolutionnaires du reste du pays se montreront plus à la page que notre capitale défaillante et qu'elles rendront inutile l'application des " Dispositions provisoires " en province.

Espérons aussi que ces " Dispositions " *provisoires* ne deviendront pas *définitives*.

Les anarchistes supposaient que, les imprimeries et tous les moyens de publication étant pris en mains directement par les organisations ouvrières, ces dernières refuseraient - ce qui eût été simple et normal - d'imprimer et d'éditer les écrits contre-révolutionnaires. Ainsi - comme dans d'autres domaines - aucun besoin d'une action *politique* (gouvernement, police, etc.) ne se serait fait sentir et on se passerait de la " censure ".

Inutile de dire que les " Dispositions " furent très rapidement étendues au pays entier et, plus tard, servirent de base à des lois sur la presse supprimant carrément *toute publication non gouvernementale* (non bolcheviste).

Dans l'article : " Les tâches immédiates ", trop long pour être cité, le journal offre à nouveau des suggestions détaillées sur un ensemble de problèmes d'actualité. " Organisation du ravitaillement ", " Comment résoudre la question des habitations ", " Fabriques et usines ", " Les banques " ; " La Ville et la Campagne ", " Les matières premières et les combustibles ", " Les transports ", " Les travaux publics " : tels en sont les chapitres essentiels.

Naturellement, plusieurs articles furent consacrés à la question paysanne (" L'œuvre paysanne ", n° 22, et autres), ainsi que de nombreux éditoriaux concernant le problème ouvrier (" La Voie ouvrière ", n° 7 du quotidien ; " L'œuvre ouvrière ", n° 11 ; " Le Congrès ouvrier ", et ainsi de suite.)

Pour terminer, je me permets, à titre de curiosité, encore une citation tirée d'un article intitulé : " Lénine et l'Anarchisme " (n° 5, du 19 décembre-1^{er} Janvier 1918) :

Les " socialistes ", gonflés de sentiments d'ordre, de prudence et de circonspection, reprochent au citoyen Lénine, à tout instant, son penchant pour l'anarchisme.

Les répliques du citoyen Lénine se réduisent, chaque fois, à la même formule : " Patientez. Je ne suis pas encore *tout à fait anarchiste*. "

Les anarchistes attaquent le citoyen Lénine à cause de son faible pour le dogme marxiste. Les répliques du citoyen Lénine se réduisent, chaque fois, à la même formule : " Patientez. Je ne suis plus *tout à fait marxiste*. "

Nous éprouvons, enfin, le désir de dire à tous ceux qui sont ainsi troublés dans leur âme : ne vous inquiétez pas, n'attendez pas ! Le citoyen Lénine *n'est pas du tout anarchiste*.

Et après une brève analyse de la position de Lénine face à la Révolution, l'article termine ainsi :

Le citoyen Lénine a raison quand il dit : Nous rejetons le parlementarisme, la Constituante, etc., parce que la Révolution a engendré les Soviets.

Oui, la Révolution a engendré., non seulement les Soviets, mais en général une juste et saine tendance vers une organisation de classe, hors des partis, apolitique, non étatiste. Le salut de la Révolution est uniquement dans cette tendance. Et le citoyen Lénine aurait eu raison s'il avait reconnu il y a belle lurette - à l'aube de sa jeunesse - que la vraie Révolution allait prendre justement ce chemin. Hélas, à cette époque, il était " marxiste pur " !

Et maintenant ? Oh, bien entendu, les tendances de plus en plus consciemment anarchisantes des masses le troublent. L'attitude des masses a déjà obligé le citoyen Lénine à s'écarter de l'ancien chemin. Il est en train de céder, de s'incliner. Il ne laisse l' " État ", l' " autorité ", la " dictature " que pour une heure, pour une toute petite minute, pour le " moment transitoire ". Et après ? Après, ce sera l'anarchisme, le presque-anarchisme, l' " anarchisme soviétique ", l'anarchisme " à la Lénine " .

Et les " marxistes " bourrés d'esprit de méthode de sagesse et de méfiance, clament horrifiés : " Vous voyez ? Vous entendez ? Vous comprenez ? C'est terrible ! Est-ce du marxisme, ça ? Est-ce du socialisme ? "

Mais grands dieux ! Ne prévoyez-vous pas, citoyens socialistes, ce que dira le citoyen Lénine lorsque le pouvoir actuel sera consolidé et qu'il deviendra possible de ne plus prêter l'oreille à la voix des masses ?

Il reviendra alors sur son chemin habituel, battu. Il créera un " État marxiste ", le plus authentique. Et, à l'heure solennelle de la victoire définitive, il vous dira : " Vous voyez, messieurs, je suis, de nouveau, tout à fait marxiste ! "

Il reste une seule question, la principale : les masses ne deviendront-elles pas, avant cette heure bienheureuse, " tout à fait anarchistes " et n'empêcheront-elles pas le citoyen Lénine de retourner au " tout à fait marxisme " ?

Je regrette de ne pas avoir pu apporter ici quelques autres textes du même *Goloss Trouda*, de *l'Anarchie* (de Moscou), du *Nabate* (d'Ukraine). Je n'ai pas sous la main les numéros nécessaires. Et, dans les conditions présentes, je ne peux pas me les procurer. Mais je puis assurer que, à quelques nuances et détails près, le contenu de tous les journaux libertaires sérieux était semblable. D'ailleurs, ce qui est cité suffit pour donner au lecteur une idée assez nette sur les thèses, la position et l'activité des anarchistes au cours de la Révolution.

Je peux y ajouter que la Confédération Anarchiste d'Ukraine (*Nabate*), supprimée plus tard par le pouvoir bolcheviste, réussit à organiser en novembre 1918 et en avril 1919, à Kursk et à Elisabethgrad, deux Congrès qui réalisèrent un travail considérable. Ils dressèrent un plan d'action libertaire pour toute l'Ukraine. Leurs résolutions offrirent des solutions étudiées aux divers problèmes brûlants de l'heure.

La période entre octobre 1917 et fin 1918 fut significative et décisive : *c'est au cours de ces quelques mois que se joua le destin de la Révolution*. Pendant un certain temps, celle-ci oscilla entre les deux idées et les deux voies. Quelques mois après, le sort en fut jeté ; le gouvernement bolcheviste réussit à établir définitivement son État *militaire, policier, bureaucratique et capitaliste* (nouveau modèle).

L'idée libertaire, qui se mettait de plus en plus en travers de son chemin, fut étouffée.

Et quant aux vastes masses laborieuses, elles n'avaient ni assez de puissance ni assez de conscience pour pouvoir dire leur mot décisif.

6.5 Quelques épisodes vécus

Quelques épisodes vécus, choisis entre mille autres semblables, me servirent d'illustration pour faire mieux comprendre le caractère particulier de cette époque.

Un soir, fin 1917, à Petrograd, deux ou trois ouvriers de l'ancienne usine de pétrole Nobel (elle employait 4.000 ouvriers environ) se présentèrent au siège de notre " Union " et nous racontèrent ce qui suit :

L'usine étant abandonnée par les propriétaires, les ouvriers avaient décidé, après de multiples réunions et discussions, de la faire marcher collectivement. Ils commencèrent à faire des démarches en ce sens et s'adressèrent, entre autres, à " leur gouvernement " (bolcheviste), lui demandant de les aider dans la réalisation de leur projet.

Le Commissariat du Peuple au Travail leur déclara que, malheureusement, il ne pouvait rien faire pour eux dans les conditions du moment : il ne pouvait leur procurer ni combustible, ni matières premières, ni commandes ou clientèle, ni moyens de transport, ni fonds de roulement. Comme fiche de consolation, on leur dit que 90 % des usines se trouvaient dans le même cas et que le gouvernement prendrait sous peu des mesures générales en vue de leur remise en marche.

Les ouvriers s'apprêtèrent alors à faire rouler l'usine par leurs propres moyens, espérant trouver ce dont ils avaient besoin pour continuer la production et s'assurer un marché suffisant.

Or, le Comité ouvrier de l'usine fut avisé par le Commissariat du Travail que, le cas de celle-ci n'étant pas isolé et un grand nombre d'entreprises se trouvant dans une situation analogue, le gouvernement avait pris la décision de fermer tous ces établissements, d'en licencier les ouvriers en leur versant le montant de deux ou trois mois de salaire et d'attendre des temps meilleurs.

Les ouvriers de l'usine Nobel n'étaient nullement d'accord avec le gouvernement. Ils voulaient continuer le travail et la production. Ils avaient maintenant la certitude de réussir. Ils le firent savoir au gouvernement. Celui-ci répondit par un refus catégorique. Il déclara qu'en tant que gouvernement dirigeant l'ensemble du pays et responsable devant cet ensemble il ne pouvait admettre que chaque usine agisse à la fantaisie, ce qui eût abouti à un chaos inextricable ; qu'en tant que gouvernement, il était obligé de prendre des mesures générales, et qu'en ce qui concernait les entreprises dans le cas de celle de Nobel, cette mesure ne pouvait être que la fermeture.

Les ouvriers, réunis par le Comité de l'usine en une assemblée générale, s'élevèrent contre cette décision. Alors le gouvernement leur proposa de faire une nouvelle réunion générale où ses représentants viendraient expliquer définitivement le véritable sens de la mesure prévue et la nécessité générale de son application.

Les ouvriers acceptèrent. Et c'est ainsi que quelques-uns d'entre eux, en relation avec notre " Union ", vinrent nous mettre au courant et nous demander de dépêcher à ladite réunion un orateur qui exposerait le point de vue des anarchistes. (À cette époque, de telles choses étaient encore possibles.) Les ouvriers de l'usine, disaient-ils, seraient certainement contents de connaître notre avis, de pouvoir comparer les deux thèses, de choisir la meilleure et d'agir en conséquence.

C'est moi qui fus délégué à la réunion.

J'étais arrivé le premier. Dans un immense atelier, la plupart des ouvriers de l'usine étaient réunis. Sur une sorte d'estrade, dressée au milieu, les membres du Comité étaient installés autour d'une table, attendant l'arrivée des membres du gouvernement. L'attitude de la masse était grave, réservée. Je pris place sur l'estrade.

Bientôt arrivèrent très " officiellement " (déjà !), très solennellement, serviettes luisantes sous le bras, les représentants du gouvernement. Ils étaient trois ou quatre, Chliapnikoff lui-même, Commissaire du Peuple au Travail à l'époque, en tête.

C'est lui qui parla le premier. D'un ton sec, officiel, il répéta les termes de la décision prise par le gouvernement et développa les motifs qui l'avaient amené à la prendre. Il conclut en déclarant que cette décision était ferme, irrévocable, sans appel, et qu'en s'y opposant les ouvriers commettraient un acte d'indiscipline dont les conséquences pourraient être graves pour eux et pour le pays.

Un silence glacial accueillit son discours, sauf quelques applaudissements nettement bolchevistes.

Alors le président déclara que certains ouvriers de l'usine désiraient connaître aussi le point de vue des anarchistes et qu'un représentant de l'Union anarcho-syndicaliste étant là, il lui donnait la parole.

Je me levai. Les " membres du gouvernement " stupéfaits (visiblement, ils ne s'attendaient pas à cela), me dévisagèrent avec une curiosité non dissimulée, mêlée d'ironie, d'inquiétude et de dépit.

Ce qui se passa par la suite resta fidèlement gravé dans ma mémoire tant ce fut typique, suggestif et encourageant pour mes convictions.

M'adressant aux ouvriers de l'usine, je leur dis à peu près ceci :

" - Camarades, vous travaillez depuis des années dans cette usine. Vous voulez continuer ici votre travail libre. C'est parfaitement votre droit. C'est, peut-être, même votre devoir. En tout cas, le devoir évident du gouvernement - qui se dit vôtre - est de vous faciliter la tâche, de vous soutenir dans votre résolution. Mais le gouvernement vient de vous répéter qu'il se voit impuissant à le faire et que pour cette raison, il va fermer l'usine et vous licencier, ceci au mépris de votre décision et de vos intérêts. Je tiens, avant tout, à vous dire qu'à notre sens - je parle au nom de l' " Union anarcho-syndicaliste " - l'impuissance du gouvernement (qui se dit vôtre) n'est pas une raison pour vous priver de votre morceau de pain honnêtement gagné. "

Une salve d'applaudissements m'interrompit.

" - Au contraire, repris-je, ces hommes-là (je désignai les " membres du gouvernement "), qu'ils s'appellent " gouvernement " ou autrement, auraient dû vous féliciter de votre initiative, vous encourager et vous dire comme nous vous disons, nous : Vu l'impuissance des autorités, il ne vous reste qu'une seule issue, c'est de vous débrouiller vous-mêmes et d'en sortir par vos propres forces et moyens. Votre gouvernement devrait y ajouter que, comme tel, il fera tout de même son possible pour vous venir en aide aussitôt qu'il le pourra. Moi, je ne suis pas membre du gouvernement ni ne veux l'être ; car aucun gouvernement, vous le voyez, n'est capable de faire le nécessaire pour vous ni organiser la vie humaine en général. J'ajouterai donc autre chose. Je vous pose une question : Avez-vous les forces et les moyens pour tâcher de continuer le travail ? Croyez-vous pouvoir réussir ? Pourriez-vous, par exemple, créer dans votre sein de petits organismes mobiles et actifs dont les uns s'occuperaient de la recherche du combustible ; d'autres, du problème des matières premières ; d'autres encore, de la question des livraisons par chemin de fer ; d'autres enfin, de celle des commandes et de la clientèle, etc. ? Tout dépend de cela, camarades. Si vous pouvez créer le nécessaire, si vous croyez pouvoir réussir, vous n'avez qu'à y aller et le gouvernement - " votre " gouvernement - ne devrait, certes y voir aucun inconvénient, au contraire... Quant à nous, les anarchistes, nous sommes sûrs que les ouvriers eux-mêmes, ayant des relations variées un peu partout dans le pays et connaissant à fond les éléments essentiels de leur travail, sauront - surtout étant 4.000 - résoudre le problème beaucoup plus simplement et rapidement que le gouvernement. Nous estimons donc que vous n'avez qu'à créer pour cela des organismes mobiles réunissant des hommes capables, par leurs relations, leurs connaissances et leurs aptitudes, d'agir énergiquement et avec succès. Leur mission terminée, ces organismes cesseraient d'exister et leurs membres rejoindraient la masse des ouvriers de l'usine. Que pensez-vous de cela ? "

Des applaudissements unanimes et prolongés me répondirent. Et, en même temps, plusieurs voix clamèrent :

" - Mais oui ! Mais oui ! Justement ! Nous avons préparé tout ce qu'il faut. Nous pouvons continuer. Nous sommes sur la question depuis des semaines...

" - Attention, camarades, dis-je, vous manquez de combustible. Le gouvernement renonce à vous en fournir. Sans combustible l'usine ne peut pas marcher. Pourrez-vous vous en procurer vous-mêmes, par vos propres moyens ?

- Oui, oui ! clamait-on. On est quinze à l'usine, déjà prêts et organisés pour aller dans une région ; chacun dans ses relations trouvera à volonté un combustible qui conviendra parfaitement à l'usine.

" - Et pour amener ce combustible ici ?

" - Nous sommes déjà en pourparlers avec des camarades des chemins de fer. Nous aurons des wagons et tout le nécessaire. Une autre équipe des nôtres s'en occupe.

" - Et pour le marché ?

" - Aucune difficulté, camarade ! Nous connaissons très bien la clientèle de l'usine et nous saurons écouler les produits puisque nous y sommes. "

Je jetai un coup d'œil sur Chliapnikoff et les autres, Ils roulaient des yeux terribles et battaient nerveusement la table des doigts.

" - Eh bien ! Mes amis, continuai-je, dans ces conditions, notre avis anarchiste est simple : agissez, produisez, allez-y ! Cependant, un mot encore. Il va de soi que vous n'agirez pas en patrons capitalistes, n'est-ce pas ? Vous n'allez pas embaucher des ouvriers pour les exploiter ? Vous n'allez pas vous constituer en une Compagnie anonyme par actions ? "

On rit. Et, tout de suite, quelques ouvriers prirent la parole pour déclarer que, bien entendu, tout le travail serait fait d'une manière collective, en parfaite camaraderie, uniquement pour pouvoir vivre. Le comité veillerait sur la bonne marche de l'entreprise. On répartirait l'encaisse d'une façon équitable et d'un commun accord. L'excédent des recettes, - s'il y en avait, formerait un fonds de roulement.

" - Et, conclut-on, si nous commettons des actes contraires à la solidarité des travailleurs, nous donnons carte blanche au gouvernement pour sévir. Dans le cas contraire, il n'a qu'à nous laisser faire et à avoir pleinement confiance en nous.

" - Donc, mes amis, terminai-je à mon tour, vous n'avez qu'à démarrer. Je vous souhaite bon courage et bonne chance ! "

Un tonnerre d'applaudissements me répondit. Une animation extraordinaire, remplaçant la torpeur de tout à l'heure, régnait dans l'atelier. De partout on acclamait cette conclusion et on ne s'occupait même plus des " représentants du gouvernement " qui restaient là immobiles, figés sur leurs sièges, les traits contractés.

Chliapnikoff chuchota alors à l'oreille du président. Celui-ci agita frénétiquement la sonnette. Enfin, le calme se rétablit.

Alors, Chliapnikoff reprit la parole.

Froidement, quoique visiblement en colère, scandant les mots et les accompagnants de gestes de commandant d'armée, il déclara qu'" en tant que membre du gouvernement " il n'avait rien à modifier - ni à ajouter ni à rétracter - de ce qu'il avait déjà dit. Il répéta que la décision du gouvernement était définitive.

" - C'est vous-mêmes, dit-il, qui nous avez placés au pouvoir. Vous nous avez volontairement, librement confié les destinées du pays. Vous avez donc confiance en nous et en nos actes. C'est vous, la classe ouvrière de ce pays, qui avez voulu que nous nous occupions de vos intérêts. Dès lors, c'est à nous de les connaître, de les comprendre et d'y veiller. Il va de soi que notre tâche est de nous préoccuper des vrais intérêts généraux de la classe laborieuse et non pas de telle ou telle autre petite fraction. Nous ne pouvons pas agir - un enfant le comprendrait - dans l'intérêt particulier de telle ou telle entreprise séparément. Il est logique et naturel que nous élaborions et établissions des plans d'action concernant l'ensemble du pays ouvrier et paysan. Ces plans doivent sauvegarder l'avenir de cet ensemble. Le contraire, c'est-à-dire prendre ou tolérer des mesures de faveur à l'égard de telle ou telle collectivité, serait ridicule, contraire aux intérêts généraux du peuple, criminel vis-à-vis de la classe ouvrière tout entière. Notre impuissance à résoudre tout de suite les divers problèmes compliqués de l'heure est passagère. Elle est explicable par les terribles conditions actuelles, après tous les malheurs vécus, après le chaos d'où nous sortons à peine. La classe ouvrière doit le comprendre et savoir patienter. La situation présente ne dépend pas de notre volonté. Elle n'a pas été créée par nous. Nous en subissons, tous, les conséquences pénibles et fatales. Elles le sont pour tout le monde, et pour quelque temps encore. Les ouvriers n'ont qu'à s'y faire comme tout le monde, au lieu de chercher à créer des situations privilégiées pour tel ou tel groupe de travailleurs. Une pareille attitude serait essentiellement bourgeoise, égoïste et désorganisatrice. Si certains ouvriers, poussés par des anarchistes, ces petits-bourgeois et désorganisateur par excellence, ne veulent pas le comprendre, tant pis pour eux ! Nous n'avons pas de temps à perdre avec les éléments arriérés et leurs meneurs. "

Et, pour terminer, il déclara, d'un ton agressif, plein de menaces :

" - De toutes façons, je tiens à prévenir les ouvriers de cette usine et aussi messieurs les anarchistes, ces ratés et désorganisateur professionnels, que le gouvernement ne peut rien changer dans ses décisions

prises à bon escient et qu'il les fera respecter, d'une manière ou d'une autre. Si les ouvriers résistent, tant pis pour eux ! Ils seront tout simplement licenciés de force et sans indemnité. Les plus récalcitrants, les meneurs, ennemis de la cause générale prolétarienne, s'exposeront, de plus, à des conséquences infiniment plus graves. Et quant à messieurs les anarchistes, qu'ils prennent bien garde ! Le gouvernement ne pourra tolérer qu'ils se mêlent des affaires qui ne les regardent pas et qu'ils excitent les honnêtes ouvriers à la désobéissance... Le gouvernement saura sévir contre eux, et il n'hésitera pas. Qu'ils se le tiennent pour dit ! "

C'est avec une extrême réserve que ce dernier discours fut accueilli.

Après la réunion, des ouvriers m'entourèrent, outrés, indignés. Ils avaient parfaitement saisi la fausse note du discours de Chliapnikoff.

" - Son discours a été habile, mais faux, disaient-ils. Pour nous, il ne s'agit pas d'une situation privilégiée. Une pareille interprétation dénature notre vraie pensée. Le gouvernement n'a qu'à permettre aux ouvriers et paysans d'agir librement *dans tout le pays*. Alors, il verra : les choses se réorganiseront vite d'elles-mêmes et on tombera d'accord pour la satisfaction de tous. Et il aura, lui, moins de soucis de boulot et aussi d'explications à fournir. "

Au fond, c'étaient toujours les mêmes conceptions qui se manifestaient et s'opposaient dans un cas typique : la conception gouvernementale étatiste et la conception socialo-libertaire. Chacune avait ses arguments et ses raisons.

Ce qui indigna encore les ouvriers, ce furent les menaces proférées contre eux et contre nous.

" -Un gouvernement socialiste devrait recourir à d'autres méthodes pour que la vérité se dégage ", disaient-ils.

Au demeurant, ils ne se faisaient plus aucune illusion sur l'issue du conflit.

Et, en effet quelques semaines après, l'usine fut fermée et les ouvriers licenciés, toute résistance étant impossible devant les mesures prises par le gouvernement " ouvrier " contre les ouvriers.

Un autre épisode :

En été 1918, après un séjour sur le front de la Révolution contre l'invasion allemande (en Ukraine), je rejoignis la petite ville de Bobrow (département de Voronège), où demeurait ma famille.

Les membres du Comité bolcheviste local, tous des jeunes, me connaissaient personnellement. Ils connaissaient aussi mes aptitudes en matière d'enseignement et d'éducation des adultes. Ils me proposèrent d'organiser le travail éducatif et culturel dans la région. (À l'époque, cette entreprise portait le nom de " Proletcult " : Culture prolétarienne.)

J'acceptai, à deux conditions toutefois :

1. Ne toucher aucune espèce de rémunération (pour conserver toute indépendance dans mes méthodes et mon action) ;
2. Précisément garder l'indépendance entière de mon activité d'éducateur.

Le Comité accepta. Le Soviet local, naturellement, confirma.

Je me rappelle la première réunion du nouvel organisme ainsi créé.

J'avais envoyé un grand nombre de convocations et d'invitations à des organisations ouvrières de la ville, aux villages environnants, à des intellectuels, etc. Le soir, je me trouvai devant une trentaine de personnes réservées, méfiantes, presque hostiles. Je compris aussitôt : ces gens s'attendaient à une réunion-type, un " commissaire " bolchevik aux gestes de dictateur, revolver à la ceinture, donnant des ordres et des commandements à exécuter à la lettre.

Cette fois, les braves gens trouvèrent devant eux quelque chose de tout à fait différent.

Leur parlant en ami, je leur fis comprendre tout de suite qu'il s'agissait, dans notre œuvre, de leur propre initiative, de leur élan, de leur volonté et de leur énergie. Je leur fis ressortir que toute intention de commander, de dicter ou d'imposer quoi que ce fût m'était absolument étranger. Et je les invitai à œuvrer eux-mêmes, dans la mesure de leurs forces et de leurs responsabilités, pour accomplir dans la région un bon travail éducatif et culturel.

M'adressant ainsi à leur bonne volonté et à leurs capacités naturelles, je précisai, en même temps, mon propre rôle : aide amicale et efficace dans l'établissement des plans et des programmes ; constitution du corps enseignant ; suggestions et conseils basés sur mon expérience et mes connaissances, etc.

Je leur traçai un tableau sommaire sur ce que nous pourrions réaliser dans notre région si nous nous y mettions en bonne collaboration et avec tout notre cœur.

Un échange de vues, tout à fait libre, suivit mon expose. Et je pus constater qu'un certain intérêt s'éveilla chez les assistants.

La réunion suivante rassembla une centaine de personnes. L'atmosphère en fut beaucoup plus confiante et amicale.

Il fallut, toutefois, trois ou quatre réunions pour que la glace fût définitivement rompue et la confiance mutuelle entièrement acquise. Dès que ma profonde sincérité fut hors de doute et que la tâche parut à tout le monde intéressante et réalisable, une grande sympathie naquit parmi nous tous et un véritable enthousiasme apparut chez certains.

Et alors commença une activité fiévreuse dont l'ampleur et les effets dépassèrent rapidement toutes mes prévisions. Des dizaines d'hommes, sortis du sein du peuple, souvent à peine instruits eux-mêmes, s'enthousiasmèrent pour la tâche et se mirent à travailler avec une ardeur et aussi avec une dextérité, une richesse d'idées et de réalisations telles que, bientôt, il ne me restait plus qu'à combiner et coordonner leurs efforts ou à préparer des réalisations plus importantes et plus vastes.

Nos réunions, toujours publiques et où tout assistant pouvait apporter son brin d'idée ou d'effort, commencèrent à attirer des paysans et même des paysannes de sillages assez éloignés de la ville. On parla de notre œuvre dans toute la région. Les jours de marché, nos réunions rassemblaient une véritable foule, fort pittoresque.

Bientôt, une excellente troupe de théâtre populaire fut prête et se prépara à donner des spectacles ambulants, choisis avec goût et méthode.

Des locaux furent vite trouvés et aménagés pour tous nos besoins.

Meubles réparés et remis à neuf ; vitres brisées remplacées ; fournitures d'écoles (cahiers, crayons, plumes, encre, etc.) dénichées en un rien de temps, alors qu'auparavant leur absence constituait un obstacle grave : tels furent les premiers pas réalisés dans le domaine de l'enseignement.

Une bibliothèque fut fondée, et les premiers dons en livres affluèrent.

Des cours du soir pour adultes commencèrent à fonctionner.

Mais les autorités locales envoyèrent leurs rapports au Centre, à Moscou. Là on comprit tout de suite que j'agissais d'après mon libre entendement, sans me soucier des " instructions " et " prescriptions " d'en haut ; que tous, nous œuvrions librement, sans nous soumettre aux décrets et aux ordres de Moscou lesquels, pour la plupart, n'étaient nullement applicables dans notre région ou même se révélaient totalement ineptes.

Un beau jour, je commençai à recevoir " de là-bas ", par l'intermédiaire du Soviet local, de gros paquets bourrés de décrets, de prescriptions, de règlements, d'ordres formels et aussi de programmes, projets, plans, etc., tous plus fantastiques et absurdes les uns que les autres. On me sommait de m'en tenir strictement aux textes de toute cette paperasserie stupide, de ces ordres impossibles, irréalisables.

Je parcourus toute cette " littérature " et continuai mon activité, sans plus y penser.

Cela se termina par un ultimatum : ou me soumettre ou me démettre. Naturellement, je pris cette dernière solution, sachant d'avance qu'une soumission et une application des instructions de Moscou allaient fatalement tuer l'œuvre entreprise. (Je prie le lecteur de croire que, l'œuvre m'intéressant en elle-même, je me tenais, très loyalement, à mes devoirs professionnels, sans faire jamais allusion à mes idées anarchistes. Il ne s'agissait là nullement d'une propagande " subversive " quelconque et il n'en fut jamais question dans les sommations qu'on m'adressa. Tout simplement, le " Centre " n'admettait pas qu'on pût ne pas suivre aveuglément ses prescriptions.)

C'était fini. Après une émouvante réunion d'adieu où tout le monde sentait bien que l'œuvre naissante était déjà compromise, je démissionnai.

Mon successeur, fidèle serviteur de Moscou, appliqua à la lettre les instructions du " Centre ". Quelque temps après, tout le monde déserta. L'organisme qui, récemment encore, était plein de vie, dépérit rapidement et disparut.

Ajoutons que, quelques mois plus tard cette entreprise de " culture prolétarienne " échoua lamentablement sur toute l'étendue du pays.

Encore un épisode :

Tout comme les ouvriers de l'usine N'obel à Petrograd les travailleurs de différentes entreprises, dans plusieurs villes ou régions industrielle, voulaient prendre de leur chef certaines mesures, soit pour faire marcher les usines menacées d'arrêt, soit pour assurer et organiser l'échange avec la campagne, soit enfin pour faire face à telle ou telle autre difficulté : améliorer un service défectueux, redresser une situation chancelante, réparer les erreurs, combler des lacunes, etc. *Systématiquement et partout, les autorités bolchevistes interdirent aux masses toute action indépendante, tout en étant elles-mêmes, le plus souvent, incapables d'agir utilement et en temps opportun.*

Ainsi, par exemple, le Soviet de la ville d'Elisabethgrad (dans le Midi) s'avérant impuissant à résoudre certains problèmes économiques locaux de grande urgence, et ses procédés bureaucratiques ne laissant aucun espoir d'aboutir, les ouvriers de plusieurs usines (en 1918-1919 une pareille tentative était encore possible) demandèrent à la présidence de ce Soviet l'autorisation de s'occuper eux-mêmes lesdits problèmes, de créer les organismes appropriés, de grouper autour d'eux tous les ouvriers de la ville pour assurer la réussite, bref, d'agir sous le contrôle du Soviet.

Comme partout ailleurs, ils furent sévèrement réprimandés et menacés de sanctions pour leur geste " désorganisateur " .

Autre fait :

A l'approche de l'hiver, plusieurs villes manquaient de combustibles non seulement pour les entreprises, mais aussi pour le chauffage des habitations.

En Russie, ces dernières étaient toujours chauffées au bois. Dans les contrées boisées, très nombreuses, s'approvisionner en combustibles en temps opportun - vers la fin de l'été généralement - était fort simple. Avant la Révolution, les propriétaires des grands dépôts de bois de chauffage engageaient souvent les paysans des villages environnants pour abattre les arbres et les entreposer, soit en gare, soit au dépôt même. En Sibérie et dans d'autres régions du Nord, pays boisés par excellence, cette coutume était générale. La récolte terminée, les paysans, libres de toute besogne des champs, se chargeaient volontiers de cette tâche, pour des salaires très réduits.

Après la Révolution, les Soviets des villes, transformés en organes administratifs par la volonté du gouvernement étaient formellement chargés de l'approvisionnement nécessaire. C'était donc à eux de traiter avec les paysans. Et ce moyen s'imposait d'autant plus que les propriétaires des forêts et des dépôts étaient introuvables et que les chemins de fer fonctionnaient mal.

Or, à cause de leur lenteur bureaucratique - maladie générale de toutes les administrations officielles - les Soviets n'arrivaient presque nulle part à s'acquitter de la tâche en temps opportun.

Le moment propice venu, les ouvriers et les habitants des villes s'offraient bénévolement pour aller s'entendre avec les paysans et assurer la livraison du bois. Naturellement, les Soviets refusaient, qualifiant ce geste, invariablement, d' " arbitraire " , de " désorganisateur " , et prétendant que l'approvisionnement en question devait être fait par les organes officiels de l'État, les Soviets, suivant un plan général établi par le gouvernement central.

Comme résultat : ou bien les villes restaient sans combustible, ou bien ce dernier était payé fantastiquement cher, le travail devenant très pénible et les routes étant à peu près impraticables après le mois de septembre, à cause des pluies et de la boue.

Souvent, les paysans refusant net de se prêter à cette besogne en cette saison, même pour des prix élevés (au fond, les roubles-papiers bolchevistes les tentaient peu), on les y obligeait par ordre militaire.

Je pourrais remplir des dizaines de pages d'exemples analogues, puisés au hasard dans tous les domaines. Le lecteur n'a qu'à varier et à multiplier lui-même ceux que je viens de citer : il ne dépassera jamais la réalité !

Partout et en toutes choses, le même phénomène apparaissait : production, transports, échanges, commerce, etc., tombaient dans un chaos inconcevable. Les masses n'avaient aucun droit d'agir de leur propre initiative. Et les " administrations " (Soviets ou autres) se trouvaient constamment en faillite.

Les villes manquaient de pain, de viande, de lait, de légumes. La campagne manquait de sel, de sucre, de produits industriels.

Des vêtements pourrissaient dans les stocks des grandes villes. Et la province n'avait pas de quoi s'habiller.

Désordre, incurie, impuissance régnaient partout et en tout. Mais quand les intéressés eux-mêmes voulaient intervenir pour résoudre énergiquement tous ces problèmes, on ne voulait rien savoir. Le gouvernement entendait " gouverner ". Il ne tolérait aucune " concurrence ". La moindre manifestation d'un esprit d'indépendance et d'initiative était taxée d'" indiscipline " et menacée de sévères sanctions. Les plus belles conquêtes, les plus beaux espoirs de la Révolution étaient en train de s'évanouir. Et le plus tragique était que le peuple, dans son ensemble, ne s'en rendait pas compte. Il " laissait faire ", confiant dans son " gouvernement " et dans l'avenir. Le gouvernement prenait son temps pour mettre sur pied une force coercitive imposante, aveuglément obéissante. Et *quand le peuple comprit, il était trop tard*.

Après tout ce qui a été dit, je crois pouvoir me passer de commentaires. Il suffit de noter que ces " choses vécues " confirmaient par les faits notre idée fondamentale : la véritable Révolution ne peut s'accomplir autrement qu'au moyen d'une activité *libre* des millions d'intéressés eux-mêmes, du peuple travailleur. Dès qu'un gouvernement s'en mêle et se substitue au peuple, *la vie* quitte la Révolution : tout s'arrête, tout recule, tout est à recommencer.

Et qu'on ne nous dise pas que le peuple " ne veut pas agir ", qu' " il faut l'y obliger par la force " pour " faire son bonheur malgré lui " etc. Tout ceci est pure invention. Lors d'une grande Révolution, le peuple ne demande pas mieux que d'agir. Ce dont il a besoin, c'est une *aide* désintéressée des révolutionnaires accomplis, des hommes instruits, des spécialistes, des techniciens. La vérité est que les castes, les groupes et les hommes avides du pouvoir et des privilèges, bourrés de fausses doctrines et méprisant le peuple en qui ils n'ont aucune confiance, *empêchent ce peuple d'agir* et, au lieu de *l'aider*, cherchent à le *gouverner*, à le *mener* et, en fin de compte, à *l'exploiter*, sous une autre forme. Et, pour se justifier, ils créent la légende de son " impuissance ". Tant que les peuples, c'est-à-dire les masses laborieuses de tous les pays, ne l'auront pas compris et n'auront pas mis leur veto aux aspirations réactionnaires de tous ces éléments, toutes les révolutions finiront en queue de poisson, et l'émancipation effective du Travail restera un rêve sans lendemain.

Nous venons de dire que les masses ne se rendaient pas exactement compte du péril mortel qui se dressait ainsi sur le chemin de la Révolution.

Il était naturel, toutefois, que, dans les nouvelles conditions créées par le gouvernement bolcheviste, les critiques et les idées des anarchistes, tendant à ce que les masses laborieuses obtiennent une liberté d'initiative et d'action pour elles-mêmes, trouvassent un écho de plus en plus profond dans la population. Ce fut alors que le mouvement libertaire commença à remporter de rapides succès. Et ce fut alors que le gouvernement bolcheviste, de plus en plus inquiet de ces succès, se décida à recourir, contre l'anarchisme menaçant, au moyen éprouvé de tous les gouvernements : à une *répression implacable*, doublée de ruse et de violence.

7. La répression

7.1 Les préparatifs

Une tâche réussit pleinement au " pouvoir soviétique " : au printemps 1918, il avait déjà poussé assez loin l'organisation de ses cadres gouvernementaux et étatistes - cadres policiers, militaires et ceux de la bureaucratie " soviétique ". La base de la dictature était ainsi créée, suffisamment solide, entièrement soumise à ceux qui l'avaient établie et qui l'entretenaient. Il était possible de compter sur elle.

C'est avec ces forces de coercition, disciplinées et déjà aveuglément obéissantes, que le gouvernement bolcheviste brisa quelques tentatives d'action indépendante, esquissées çà et là.

C'est à l'aide de ses forces, rapidement accrues, qu'il finit par soumettre les masses à sa farouche dictature.

Et c'est avec les mêmes forces, dès qu'il fut sûr de l'obéissance sans réserve et de la passivité de la majeure partie de la population, qu'il se retourna contre les anarchistes.

Pendant les journées révolutionnaires d'octobre, la tactique des bolcheviks vis-à-vis des anarchistes se réduisait à ceci : utiliser au maximum ces derniers comme éléments de combat et de " destruction " en les aidant, dans la mesure nécessaire (en armements, etc.), mais en les surveillant de près.

Aussitôt la victoire acquise et le pouvoir conquis, le gouvernement bolcheviste changea de méthode. Citons un exemple frappant.

Pendant les durs combats de Moscou en octobre 1917, l'état-major des " Dvintzi " (régiment de Dvinsk déjà cité), était installé dans les locaux du Soviet de Moscou. Au cours des événements, un " Comité révolutionnaire " bolcheviste s'établit aussi à Moscou et se proclama " pouvoir suprême ". Et aussitôt, l'état-major des " Dvintzi " (connu comme " anarchiste ") devint l'objet de la surveillance, des soupçons et de la méfiance du " Comité ".

Un filet d'espionnage fut tendu autour de lui. Une sorte de blocus entrava ses mouvements.

Gratchoff (anarchiste qui commandait le régiment) voyait bien que les bolcheviks étaient préoccupés, non pas de la vraie Révolution et des problèmes immédiats, mais uniquement des rivalités et de la prise du pouvoir. Il pressentait qu'ils allaient châtrer la Révolution et la mener à la ruine. Une profonde angoisse l'étreignait. Il se demandait en vain comment saisir et arrêter à temps la main criminelle du nouveau pouvoir, prête à placer un garrot autour de la Révolution. Il se concerta avec quelques camarades, hélas, impuissants comme lui !

A défaut de mieux, il eut l'idée d'armer les travailleurs le mieux possible. Il remit à plusieurs usines des fusils, des mitrailleuses, des cartouches. Il espérait ainsi pouvoir préparer les masses à une révolte éventuelle contre les nouveaux imposteurs.

Il périt bientôt, subitement. Appelé par les autorités bolchevistes à Nijni-Novgorod, " pour affaires d'ordre militaire ", il y fut tué d'un coup de feu, dans des circonstances fort mystérieuses, soi-disant accidentelles, par un soldat ne sachant pas encore manier le fusil.

Certains indices nous permettent de supposer qu'il fut assassiné par un mercenaire à la solde du pouvoir " soviétique ".

(Les circonstances de la mort de l'anarchiste Durruti en Espagne, en 1936, rappellent étrangement le cas Gratchoff.)

Par la suite, tous les régiments révolutionnaires de Petrograd et de Moscou ayant participé aux combats d'octobre furent désarmés par les autorités bolchevistes.

A Moscou, le premier régiment désarmé (de force) fut celui de Dvinsk.

Et un peu plus tard, sur toute l'étendue du pays, tous les citoyens sans exception, *y compris les travailleurs et leurs organisations*, furent sommés, sous peine de mort, de remettre leurs armes aux autorités militaires bolchevistes.

7.2 Le déclenchement

C'est au printemps de 1918 que les persécutions des anarchistes par le gouvernement " communiste " furent déclenchées d'une façon générale, méthodique et décisive.

La paix de Brest-Litovsk conclue, le gouvernement se sentit assez solide pour entreprendre une lutte à fond contre ses adversaires " de gauche " (socialistes-révolutionnaires de gauche et anarchistes).

Il lui fallait agir avec méthode et prudence.

Tout d'abord, la presse communiste, sur l'ordre du gouvernement, entreprit contre les anarchistes une campagne de calomnies et de fausses accusations, de jour en jour plus violente. En même temps on préparait activement le terrain dans les usines, à l'armée et dans le public, par des meetings et des conférences. On tâtait partout l'esprit des masses.

Bientôt, le gouvernement acquit la certitude qu'il pouvait compter sur ses troupes et que les masses resteraient plus ou moins indifférentes ou impuissantes.

Dans la nuit du 12 avril, sous un prétexte faux et absurde, toutes les organisations anarchistes de Moscou - principalement la " Fédération des Groupes Anarchistes de Moscou " - furent attaquées et saccagées par des forces policières et militaires. Pendant quelques heures, la capitale prit l'aspect d'une ville en état de siège. Même l'artillerie participa à l' " action ".

Cette opération servit de signal à la mise à sac des organisations libertaires à peu près dans toutes les villes importantes du pays. Comme toujours les autorités provinciales dépassèrent en zèle celles de la capitale.

Trotsky qui, depuis deux semaines, préparait le coup et menait en personne, dans les régiments, une agitation déchaînée contre les "anarcho-bandits", eut la satisfaction de pouvoir faire sa fameuse déclaration : "Enfin, le pouvoir soviétique débarrasse, avec un balai de fer, la Russie de l'anarchisme !" Eternelle et cruelle ironie de l'histoire humaine : quinze ans après, Staline emploiera la même formule et appliquera le même " balai de fer " au... Trotskisme, à la grande indignation de Trotsky.

J'avoue avoir éprouvé quelque sentiment de satisfaction devant cette sorte de justice immanente [20].

Cependant, cette première agression ne fut qu'un timide début, un " essai ", une " ébauche ".

L'idée même de l'anarchisme ne fut pas encore déclarée hors la loi. Une certaine liberté de parole de presse, ou plutôt, de profession de foi très restreinte, il est vrai, subsista. Par-ci par-là un certain travail libertaire restait encore possible. Dans une mesure relative, des organisations libertaires - ombres pâles du passé - se remirent de la " catastrophe " et reprirent leur activité.

En attendant, le gouvernement bolcheviste foudroya le parti socialiste-révolutionnaire (de même que d'autres fractions de gauche, les " maximalistes ", etc.). Nous nous en occuperons beaucoup moins, ces autres luttes n'ayant ni la même envergure ni le même intérêt que celle menée contre les anarchistes. On peut considérer le duel entre les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche comme une lutte entre deux partis politiques en vue de la prise du pouvoir, ce qui ne présente qu'un intérêt médiocre pour nous.

Notons, toutefois, qu'après s'être débarrassé, au sein du gouvernement, de quelques membres du parti socialiste-révolutionnaire, le parti communiste lui fit une guerre sans merci. À partir de l'été 1918, les socialistes-révolutionnaires de gauche se trouvèrent dans la situation de hors-la-loi. Bientôt, ils disparurent en tant que parti. Individuellement, leurs militants furent traqués à travers le pays et supprimés jusqu'au dernier. Le sort tragique de la malheureuse Marie Spiridonova représente une des pages les plus effarantes de cette répression inhumaine. Arrêtée, traînée de prison en prison, torturée moralement et, peut-être physiquement aussi, elle a dû finir ses jours dans quelque cellule infecte, sinon dans une cave, sous les balles des " tchékistes " (Je manque d'indications précises sur son sort). Et combien d'autres militants du parti, dont l'unique tort fut de concevoir autrement les tâches et les voies de la Révolution, ont dû subir le même sort !

7.3 En pleine furie

En 1919-1920, les protestations et les mouvements des ouvriers et des paysans (déjà esquissés en 1918) s'accrurent contre les procédés monopolisateurs et terroristes du pouvoir " soviétique " à leur égard. Le gouvernement, de plus en plus implacable et cynique dans son despotisme, répondit par des représailles toujours plus accentuées.

Naturellement, les anarchistes étaient, de nouveau, corps et âme avec les masses trompées, opprimées, en lutte ouverte. Soutenant les ouvriers, ils exigeaient pour les travailleurs et leurs organisations le droit de guider la production eux-mêmes, librement, sans intervention des politiciens. Soutenant les paysans, ils revendiquaient pour ceux-ci l'indépendance, l'auto-administration, le droit de traiter librement et directement avec les ouvriers. Au nom des uns et des autres, ils réclamaient la restitution de ce que les travailleurs avaient conquis par la Révolution, de ce dont ils étaient " frustrés " par le pouvoir " communiste ", notamment la restauration du " vrai régime soviétique libre ", le rétablissement des " libertés politiques " pour tous les courants révolutionnaires, etc. Bref, ils exigeaient qu'on rendît les conquêtes d'octobre au peuple lui-même, aux organisations ouvrières et paysannes libres.

Naturellement ils démasquaient et combattaient au nom de ces principes, par écrit et par la parole, la politique du gouvernement.

Comme il était à prévoir, le gouvernement bolcheviste finit par leur faire aussi une guerre d'extermination.

Après la première grande opération du printemps 1918, les persécutions se succédèrent d'une façon presque ininterrompue, revêtant un caractère de plus en plus brutal et décisif.

Vers la fin de cette même année 1918, plusieurs organisations libertaires en province furent à nouveau saccagées. A celles qui, par hasard, y échappèrent, les autorités ne laissèrent plus aucune possibilité de faire quoi que ce soit.

En 1919, en même temps que se poursuivait la répression en Grande Russie, les persécutions commencèrent en Ukraine. (Pour plusieurs raisons, la dictature bolcheviste s'y installa beaucoup plus tard qu'ailleurs.) Partout où les bolcheviks prenaient pied, les groupes libertaires étaient liquidés, les militants arrêtés, les journaux suspendus, les librairies détruites, les conférences interdites.

Inutile de dire que toutes ces mesures étaient prises par ordre purement policier, militaire ou administratif, totalement arbitraire, sans mise en accusation, instruction ou autre procédure judiciaire. Le modèle en fut donné, une fois pour toutes, par la " procédure " de Moscou instaurée par Trotski lui-même au printemps 1918.

En été de la même année 1919, après la fameuse ordonnance n° 1824 de Trotski, déclarant hors la loi le mouvement dit " makhnoviste " (voir cinquième partie, chapitre II), on arrêta un peu partout, en même temps que les partisans de Makhno, les anarchistes en général. Et, très souvent, on les fusilla aussitôt, sur le simple ordre d'un officier rouge.

Dans la plupart des cas, la suppression des organisations libertaires était accompagnée d'actes d'une sauvage violence, d'un vandalisme insensé, de la part des " tchékistes " (policiers communistes) et des soldats rouges trompés, énervés ou surexcités : on brutalisait les militants, hommes et femmes, comme des " criminels " ; on brûlait les livres, on démolissait les locaux, etc. C'était une véritable furie de répression,

À la fin de l'été 1919, une mise à sac générale des organisations anarchistes eut lieu en Ukraine.

Fin 1919, il ne restait plus du mouvement anarchiste en Russie que des débris.

Au début d'octobre 1920, le pouvoir " soviétique ", ayant besoin du concours des partisans révolutionnaires " makhnovistes " pour combattre Wrangel, conclut une entente avec Makhno.

D'après l'une des clauses de l'accord, les anarchistes emprisonnés et exilés devaient recouvrer leur liberté et obtenir le droit de militer ouvertement en Russie et en Ukraine.

Tout en retardant, naturellement, l'exécution de cette clause, les bolcheviks durent cependant interrompre les persécutions et relâcher quelques militants.

Aussitôt Wrangel vaincu, le gouvernement " soviétique " attaqua traîtreusement Makhno et démolit, à nouveau, le mouvement libertaire en Ukraine.

Et voici comment :

Fin novembre 1920, à peine Wrangel battu, le gouvernement fit arrêter à Kharkow les anarchistes convoqués de partout à un Congrès légal. En même temps, il traqua à nouveau les libertaires à Kharkow et à travers toute l'Ukraine, leur livrant une véritable chasse, organisant des battues et des embuscades, saisissant les jeunes gens de 14 à 16 ans, prenant " en otages " des parents, des femmes, des enfants... comme s'il voulait se venger de la récente concession forcée et rattraper le temps perdu, cherchant, cette fois, à exterminer " la sale race anarchiste " jusqu'aux enfants !

Pour justifier cette ignoble " action ", le gouvernement expliqua sa rupture avec Makhno par une soi-disant trahison de celui-ci, et inventa un fantastique " grand complot anarchiste contre le pouvoir soviétique ".

La petite histoire de ce complot est fort piquante et mérite d'être racontée. La voici :

Quelques jours avant la victoire décisive sur Wrangel, lorsque la défaite de ce dernier ne laissait plus aucun doute, la station centrale d'émissions radiophoniques de Moscou prescrivit à toutes les stations de province d'arrêter leurs appareils de réception, donc *de ne pas prendre* un télégramme urgent et absolument secret de Lénine, qui devait être capté exclusivement par les deux stations centrales : celle de Kharkow et celle de Crimée.

La consigne ne fut pas exécutée par un sympathisant libertaire au service de l'une des stations de province. Et qui capta le télégramme suivant :

" *Etablir effectifs anarchistes Ukraine particulièrement région makhnoviste.* - LÉNINE. "

Quelques jours après fut communiqué, dans les mêmes conditions, le télégramme suivant :

" *Exercer surveillance active tous anarchistes. Préparer documents autant que possible de caractère criminel d'après lesquels on pourrait mettre en accusation. Tenir secrets ordre et documents. Envoyer partout instructions nécessaires.* - LÉNINE. "

Et, quelques jours plus tard, fut lancé le troisième et dernier télégramme laconique ainsi conçu :

" *Arrêter tous anarchistes et les incriminer.* - LÉNINE. "

Tous ces télégrammes furent adressés à Rakovsky, alors Président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'Ukraine, et à d'autres autorités civiles et militaires.

Au reçu du troisième télégramme, le radiotélégraphiste sympathisant alerta un camarade anarchiste. Ce dernier partit en toute hâte pour Kharkow afin de prévenir les anarchistes de la répression en préparation. Il arriva trop tard : l'acte était déjà consommé. Presque tous les anarchistes de Kharkow, et aussi ceux arrivés au Congrès, se trouvaient en prison. Leurs locaux étaient fermés.

Tel fut le " complot " des anarchistes ukrainiens contre le pouvoir soviétique

Notons qu'au moment de l'accord entre le gouvernement " des Soviets " et Makhno, la délégation makhnoviste avait fixé officiellement le nombre de personnes, emprisonnées ou exilées et devant être libérées, à *plus de 200.000* : pour la plupart, *des paysans appréhendés en masse comme sympathisant avec le mouvement makhnoviste*. Nous ne savons pas combien *d'anarchistes conscients* se trouvaient parmi eux. Et nous ne saurons jamais combien de personnes, à cette époque, furent fusillées ou disparurent sans laisser de trace dans de nombreuses prisons locales, souvent secrètes et inconnues de la population.

Lors du mouvement de Cronstadt, en mars 1921 (voir Livre III), le gouvernement bolcheviste procéda à de nouvelles arrestations massives d'anarchistes et d'anarcho-syndicalistes. Il organisa à nouveau une véritable chasse à l'homme à travers le pays, cherchant à s'emparer des derniers militants qui osaient encore élever la voix. Car, contrairement à tous les mensonges répandus par le pouvoir " soviétique " à l'intérieur et ailleurs, la révolte de Cronstadt et les mouvements qui l'accompagnèrent furent fortement imprégnés d'esprit libertaire

Tout mouvement de masse : une grève ouvrière, protestations de paysans ou un mécontentement parmi les marins ou les soldats, se répercutait invariablement sur le sort des anarchistes.

Souvent, on jetait en prison des personnes n'ayant d'autres liens avec les libertaires qu'une communauté d'idées, une parenté ou de vagues relations d'amitié.

Admettre ouvertement le point de vue anarchiste - cela suffisait pour vous faire mener en prison d'où l'on ne sortait que difficilement ou, en général, jamais.

En 1919 et 1921, les cercles des Jeunesses Anarchistes furent brutalement supprimés. Cette jeunesse s'occupait uniquement de s'instruire et étudiait entre autres, en commun, la doctrine anarchiste avec laquelle elle sympathisait le plus. L'action bolcheviste fut provoquée uniquement par le désir de couper court à toute envie des jeunes de connaître les idées libertaires. Seul le dogme marxiste resta admis.

En l'été 1921, la presse soviétique elle-même (chose extrêmement rare, explicable uniquement par l'intention de mettre la jeunesse en garde et de lui enlever toute tentation de persévérer) communiqua qu'aux environs de Jmérinka (une petite ville d'Ukraine), avaient été " découverts et liquidés " - c'est-à-dire fusillés - 30 à 40 anarchistes établis dans cette localité et ayant des ramifications dans d'autres villes méridionales. On ne put jamais connaître les noms de tous ceux qui périrent ainsi. Mais on peut établir que, parmi les fusillés, se trouvaient quelques-uns des meilleurs militants de la jeunesse libertaire.

Vers la même époque, et encore d'après la presse soviétique elle-même, furent emprisonnés et en partie fusillés, à Odessa, les membres d'un groupe anarchiste assez important et actif qui, entre autres, faisait de la propagande dans les milieux et institutions soviétiques (même dans le Soviet d'Odessa et dans le Comité local du parti). Cela constituait, selon la presse soviétique, un crime de " haute trahison ".

Selon les données officielles, il y eut, jusqu'à fin 1922, 92 anarchistes " tolstoïens " (pacifistes intégraux) fusillés, principalement pour refus de servir dans l'armée. Beaucoup de " tolstoïens " languissaient en prison.

Un de ces braves pacifistes se trouva un jour nez à nez avec Peters, le fameux exécuter de la Tchèque (police communiste secrète), devant un guichet de cette dernière. Il venait, par miracle, d'être remis en liberté. En attendant son toux, il enlevait paisiblement des poux de sa barbe hirsute et les jetait par terre.

(À cette époque, les poux étaient les amis les plus intimes des hommes ; dans le public, on les appelait tendrement " sémachki ", du nom de M. Sémachko, Commissaire du Peuple à la Santé publique : ironie cruelle mais suggestive.)

" - Pourquoi donc les jetez-vous comme ça au lieu de les tuer ? demanda Peters, étonné.

" - Je ne tue jamais des êtres vivants, fut la réponse.

" - Oh ! fit Peters, très amusé. Que c'est drôle, tout de même ! Vous vous laissez bouffer par des poux, des punaises et des puces ? Mais vous êtes donc piqué, mon ami, c'est le cas de le dire. Moi, j'ai supprimé quelques centaines de bonshommes - des bandits, s'entend - et ça ne me fait rien du tout. Ah ça, par exemple ! "

Il n'en revenait pas et ne cessait de regarder curieusement le paisible " tolstoïen ", le prenant certainement pour un *fou* plaisant.

Je pourrais poursuivre longtemps encore ce martyrologe.

Je pourrais citer des centaines de cas où l'on attirait les victimes dans des pièges pour les fusiller, soit après " interrogatoire " et tortures, soit même sur place, parfois dans un champ, à la lisière d'une forêt ou en les retirant d'un wagon en arrêt dans une gare perdue...

Je pourrais citer des centaines de cas de perquisitions et d'arrestations brutales et ignobles, accompagnées de violences et de vexations de toute sorte [21].

Je pourrais donner de longues séries de noms de libertaires, souvent de très jeunes gens, jetés en prison ou exilés dans des régions malsaines où ils périrent après de lentes et terribles souffrances.

Je pourrais raconter des cas révoltants de répression individuelle basée sur un mouchardage éhonté, sur une trahison cynique ou sur une provocation répugnante. Des cas où les victimes n'avaient, le plus souvent, d'autre tort que celui de vouloir penser librement et de ne pas cacher leur pensée.

On supprimait des hommes en tant que porteurs d'une idée, si celle-ci n'était pas exactement celle du gouvernement et de sa clique privilégiée. On cherchait à supprimer l'idée elle-même, à écraser toute pensée indépendante... Ou encore, très souvent aussi, on abattait des hommes qui savaient et pouvaient dévoiler certaines vérités. [22]

Je me bornerai à *quelques* exemples individuels, particulièrement odieux. (Nous aurons l'occasion de revenir sur le sujet au chapitre premier du Livre III, sur la révolte de Cronstadt, et, au dernier chapitre du même livre, sur le mouvement " makhnoviste ".)

7.4 Le cas Léon Tchorny et Fanny Baron

En juillet 1921, 13 anarchistes détenus, sans motif plausible, à la prison de Taganka (à Moscou), firent une grève de la faim, exigeant une mise en accusation ou une mise en liberté. La grève coïncida avec la session du Congrès international des Syndicats rouges (Profintern), à Moscou. Un groupe de délégués syndicalistes étrangers (surtout français) interpella le gouvernement " soviétique " sur ce fait, de grève, l'ayant appris, avec force détails, de la bouche de parents des détenus. L'interpellation porta aussi sur d'autres cas analogues et même sur l'ensemble de la politique de répression vis-à-vis des syndicalistes et des anarchistes.

Au nom du gouvernement, Trotski eut le cynisme de répondre aux délégués : " Nous n'emprisonnons pas les vrais anarchistes. Ceux que nous tenons en prison ne sont pas des anarchistes, mais des criminels et des bandits se couvrant du nom d'anarchistes. "

Les délégués, bien renseignés, ne se tinrent pas pour battus. Ils portèrent l'interpellation à la tribune du Congrès, réclamant au moins la mise en liberté des anarchistes enfermés à Taganka... L'interpellation provoqua au Congrès un gros scandale et obligea le gouvernement (qui craignait, en cas d'insistance, des révélations plus graves) à lâcher prise. Il promit aux délégués de libérer les prisonniers de Taganka. La grève cessa le onzième jour...

Après le départ des délégués, et après avoir laissé traîner l'affaire pendant deux mois au cours desquels il chercha un prétexte suffisant pour pouvoir accuser les détenus, toujours en prison, d'un délit grave et se dégager de sa promesse, le gouvernement se vit forcé de les élargir. (Il le fit en septembre 1921, et les expulsa aussitôt de l'U.R.S.S., sauf trois.)

Mais, pour se venger (la vengeance était un élément constant dans la répression bolcheviste) et surtout pour justifier devant les travailleurs étrangers et leurs délégués ses procédés terroristes à l'égard des " soi-disant libertaires ", il monta, un peu plus tard, une grosse et fausse " affaire " contre ceux-ci.

Pour des actes soi-disant " criminels ", notamment pour une prétendue fabrication de faux billets de banque soviétiques, il fit fusiller (naturellement en secret, la nuit, dans l'une des caves de la Tchéka, sans l'ombre d'une procédure judiciaire), quelques anarchistes des plus honnêtes, sincères et dévoués à la cause : la jeune Fanny Baron (dont le mari était en prison), le militant bien connu Léon Tchorny (de son vrai nom, Tourtchaninoff) et d'autres.

Il a été prouvé plus tard que les libertaires fusillés n'avaient aucun rapport avec les délits en question.

Et il a été prouvé, d'autre part, que la prétendue affaire de fabrication de faux billets avait été montée de toutes pièces par la Tchéka elle-même. Deux de ses agents, le nommé Steiner (dit Kamenny) et un chauffeur tchékiste, s'étaient introduits dans les milieux libertaires et, en même temps, dans certains milieux criminels afin de pouvoir " constater " les liens entre les deux et combiner l' " affaire ". Tout se passait sous la direction de la Tchéka et avec la complicité étroite de ses agents. Les apparences indispensables réunies, l' " affaire " fut montée et rendue publique.

Ainsi, pour justifier ses autres crimes à l'aide d'un nouveau, le gouvernement sacrifia quelques anarchistes de plus et tenta de souiller leur mémoire.

7.5 Le cas Lefèvre, Vergeat, Lepetit

Citons encore un cas particulier, la perte des trois militants français : Raymond Lefèvre, Vergeat et Lepetit, délégués au Congrès de l'Internationale Communiste qui eut lieu à Moscou dans l'été 1920.

Raymond Lefèvre, tout en étant membre du parti communiste, manifesta à plusieurs reprises ses douloureux sentiments, se rendant parfaitement compte de la fausse voie où s'engageaient ses camarades d'idée. Quant à Vergeat et Lepetit, tous deux anarcho-syndicalistes, ils exhalaient ouvertement leur colère et n'épargnaient pas leurs critiques sur l'état de choses en Russie. C'est plus d'une fois que Lepetit, la tête entre ses mains, disait en songeant au compte rendu qu'il devait faire à ses camarades syndicalistes français : " Mais, qu'est-ce que je vais bien leur dire ? "

Le Congrès terminé, ils travaillèrent plusieurs jours et plusieurs nuits à rassembler leurs notes et documents. Les mesures de pression commencèrent à leur égard lorsque, à l'approche du retour en France, tous trois refusèrent de consigner leurs dossiers aux fonctionnaires du Pouvoir soviétique, soi-disant chargés de l'acheminement des documents vers le lieu de destination. Lefèvre refusa même de confier ses notes et papiers aux membres russes de son parti.

Alors, les politiciens moscovites décidèrent de " saboter " leur départ.

Sous de fallacieux prétextes, on ne les laissa pas prendre la route normale qu'empruntèrent Cachin et d'autres délégués communistes. Pour des raisons mystérieuses, le gouvernement soviétique décida de les " faire partir par le Nord ".

Voulant absolument accomplir leur mission et se croyant suffisamment protégés par la présence du communiste Lefèvre qui devait faire le voyage avec eux, Vergeat et Lepetit étaient décidés à tout pour rentrer en France à temps et prendre part au Congrès confédéral où ils devaient présenter leurs rapports. Leur calvaire commença par le long et pénible voyage de Moscou à Mourmansk (port de l'Extrême Nord, sur l'océan Glacial), qu'ils effectuèrent dans des conditions cruelles. " On nous sabote ", disait avec raison Lepetit. Dans le train, par un froid intense, sans vêtements chauds ni vivres, ils firent des réclamations aux tchékistes qui accompagnaient le convoi, leur demandant l'indispensable. Ils avaient beau rappeler leur qualité de délégués, ils n'obtenaient que cette réponse : " Nous ignorons complètement qu'il y ait des délégués dans le train. Nous n'avons reçu aucun ordre à ce sujet. " Ce ne fut que sur les instances réitérées de Lefèvre qu'on leur donna quelques vivres. Ainsi, souffrant de maintes privations et au prix de pires difficultés, ils arrivèrent enfin à Mourmansk. Ils s'y réfugièrent chez des pêcheurs et attendirent l'exécution des promesses de Moscou, c'est-à-dire l'arrivée d'un bateau qui devait les emmener en Suède.

Trois semaines se passèrent ainsi dans l'inquiétude et l'étonnement de ne pas voir arriver le bateau promis. On commença à douter de pouvoir revenir en France en temps opportun et de remplir jusqu'au bout la mission.

Lefèvre écrivit alors une première lettre à un ami de Moscou. Ne recevant pas de réponse, il en envoya une deuxième, puis une troisième, toujours sans résultat. On sut par la suite que ces lettres furent remises à Trotski qui les confisqua.

Dans sa dernière missive, Lefèvre fit un poignant exposé de leur situation et annonça leur résolution désespérée de traverser l'océan Glacial sur une barque de pêche pour sortir du pays des Soviets. " Nous allons à la mort ", écrivait-il.

On réunit les fonds nécessaires pour l'achat d'un canot de pêche. Et, malgré les supplications de quelques compagnons et aussi des pêcheurs de la côte, ils s'embarquèrent et partirent... à la mort, comme disait bien Raymond Lefèvre. Car on ne les a plus revus.

Une preuve palpable de cet assassinat froidement combiné à Moscou n'existe pas. (Ou les personnes qui la possèdent gardent le silence, pour des raisons faciles à comprendre.) Les bolcheviks, naturellement, nient. Mais peut-on en douter lorsqu'on connaît l'attitude ferme et intransigeante de Vergeat et de Lepetit en Russie, les procédés habituels du gouvernement bolcheviste et les pressions et entraves qu'ils subirent pour leur départ alors que Cachin, avec d'autres délégués communistes, purent à la même époque faire le voyage de retour sans encombre et arriver à temps pour répéter aux congressistes de Tours la leçon apprise à Moscou ?...

De toute façon, nous avons relaté fidèlement les faits authentiques qui finirent par être connus en Russie. Nous estimons qu'ils parlent assez éloquemment d'eux-mêmes. Au lecteur de juger en définitive.

7.6 Un épisode vécu

Qu'il me soit, permis de raconter ici mon cas personnel, d'une allure moins tragique, mais qui met bien en relief certains procédés du bolchevisme dignes d'être inscrits parmi les hauts exploits du communisme étatiste. Car ce cas était loin d'être unique, à l'époque dont je parle. (Depuis, il ne peut se reproduire dans un pays entièrement soumis à ses nouveaux maîtres.)

En novembre 1918, j'arrivais dans la ville de Koursk, aux confins de l'Ukraine pour assister à un Congrès des libertaires d'Ukraine. À cette époque, un tel congrès était encore possible dans le voisinage de l'Ukraine, vu l'état de ce pays en lutte contre la réaction et l'invasion allemande. Les bolcheviks y *toléraient* les anarchistes, tout en les utilisant et en les surveillant.

Depuis le début de la Révolution, la population laborieuse de Koursk n'avait encore jamais entendu une conférence sur l'anarchisme, le petit groupe local ne disposant pas de forces nécessaires et les peu nombreux conférenciers libertaires étant en général pris ailleurs. Profitant de ma présence, le groupe me proposa de faire une conférence sur l'anarchisme, dans un grand local de la ville. Naturellement, j'acceptai avec joie.

Il fallait demander l'autorisation du président du Soviet local. Ce président, un brave ex-ouvrier, nous la délivra sans difficulté. Le précieux document en mains, la salle fut louée deux semaines à l'avance, pour une soirée de la semaine de Noël. De grandes et belles affiches furent commandées quelques jours après et collées aux murs. Tout était prêt.

La conférence s'annonçait comme devant être un très beau succès pour nos idées. Certains indices : rumeurs de la ville, rassemblements devant les affiches, demandes de renseignements au siège du groupe, etc., ne laissaient aucun doute à ce sujet. La salle devait être archi-comble.

Peu habitués de pareilles réussites (en Grande Russie, à cette époque déjà, aucune conférence publique sur l'anarchisme n'était possible), nous en éprouvions une légitime satisfaction.

Deux jours avant la date fixée, le secrétaire du groupe vint me voir, ému et indigné : il venait de recevoir une note du président du *Comité bolcheviste de Koursk* (le vrai pouvoir), l'informant qu'en raison des jours de fête, la conférence anarchiste ne pourrait avoir lieu et qu'il avait avisé le responsable de la salle, laquelle était maintenant prise par le Comité pour une soirée dansante populaire.

Je me précipitai au siège du Comité communiste. Là, j'eus une explication orageuse avec le président nommé, si je ne m'abuse, Rynditch (ou *Ryndine*, je ne me le rappelle pas exactement).

" - Comment ! Lui dis-je, vous, communiste, ne reconnaîtriez pas les règles de priorité ? Nous avons obtenu l'autorisation du Soviet et loué la salle deux semaines à l'avance, précisément pour être sûrs de l'avoir. Le Comité n'a qu'à s'inscrire à son tour.

" - Je regrette, camarade, mais la décision du Comité qui est, ne l'oubliez pas, le pouvoir suprême et, comme tel, peut avoir des raisons que vous ignorez et qui priment tout, est irrévocable. Ni le président du Soviet ni le responsable de la salle ne pouvaient savoir d'avance que le Comité allait avoir besoin de la salle pour cette date. Et, d'ailleurs, il est absolument inutile de discuter ou d'insister. Je vous le répète : c'est irrévocable, la conférence n'aura pas lieu... Ou encore, organisez-la dans une autre salle ou à une autre date.

" - Vous savez très bien qu'il n'est pas possible d'arranger tout cela en deux jours. Et puis, il n'y a pas d'autre salle aussi grande. D'ailleurs, toutes les salles doivent déjà être prises pour des soirées de fête. La conférence est ratée, tout simplement.

" - Je regrette. Reportez-la à une date postérieure. En somme, vous ne perdez rien. La chose est arrangeable.

" - Oh ! Cela ne sera plus pareil. Ces modifications portent toujours un grand préjudice à la cause. Et puis, les affiches coûtent cher. Et surtout, je dois quitter Koursk ces jours-ci. Mais dites-moi : comment pensez-vous arranger les choses le soir de la conférence ? Il m'est avis que vous allez vous exposer à une résistance de la part du public qui, certainement, viendra très nombreux pour la conférence. Les affiches sont collées depuis deux semaines. Les ouvriers de la ville et des environs attendent avec impatience. Il est trop tard pour faire imprimer et placarder un contre-ordre. Vous aurez du mal à imposer à cette foule une soirée dansante à la place de la conférence qu'elle viendra écouter.

" - Ça, c'est notre affaire à nous ! Ne vous en faites pas, nous nous en chargeons pleinement.

" - Donc, au fond, la conférence est interdite par le Comité, cela malgré l'autorisation du Soviet.

" - Ah non, non, camarade ! Nous ne l'interdisons nullement. Fixez-la pour tout de suite après les fêtes. Et nous en aviserons le public qui sera venu pour la conférence, voilà tout. "

Sur ce, nous nous séparâmes. Je me concertai avec les membres du groupe et nous décidâmes de reporter la conférence au 5 janvier 1919. On en avisa le Comité bolcheviste et le responsable de la salle. Ce changement m'obligeait à retarder de quelques jours mon départ pour l'Ukraine comme j'en avais l'intention.

On commanda de nouvelles affiches. En outre, on décida premièrement qu'on laisserait aux autorités bolchevistes le soin de se débrouiller avec le public, et secondement qu'à tout hasard je resterais, ce soir-là, chez moi, à l'hôtel. Car nous supposions que le très nombreux public exigerait malgré tout, la conférence et que finalement, les bolcheviks se verraient obligés de céder. Il fallait donc que le secrétaire du groupe pût me convoquer le cas échéant.

Personnellement, je m'attendais à un gros scandale peut-être même à une collision assez grave. La conférence était fixée à huit heures du soir.

Vers 8 heures et demie, on m'appela au téléphone. Je reconnus la voix émue du secrétaire : " Camarade, la salle est littéralement assiégée par une foule qui ne veut rien entendre et exige la conférence. Les bolcheviks sont impuissants à la raisonner. Probablement, ils devront céder et la conférence aura lieu. Prenez une voiture et venez vite. "

Je saute dans une voiture et je file. De loin, j'entends, dans la rue, une clameur extraordinaire. Arrivé sur les lieux, je vois une foule stationnant aux abords de la salle et hurlant : " Au diable la soirée dansante ! Assez de danses ! Nous en avons marre !... Nous voulons la conférence ! Nous sommes venus pour la conférence !... Conférence ! Conférence ! Con-fé-rence ! "

Le secrétaire qui m'attendait vient me prendre. Difficilement, nous nous frayons un passage jusqu'à l'intérieur, plein de monde. La salle est au premier. Parvenu en haut de l'escalier, j'y trouve le " camarade " Rynditch en train de haranguer la foule qui crie toujours : " Conférence ! Conférence ! "

" - Vous faites bien de venir... Vous voyez ce qui se passe, me lance l'homme, très en colère. C'est bien votre travail à vous, ça ! "

Indigné, je dis :

" - Je vous ai prévenu. C'est vous qui êtes responsable de tout cela. Vous vous êtes chargé d'arranger les choses. Eh bien, allez-y ! Débrouillez-vous maintenant comme vous voudrez ! Le mieux et le plus simple serait de permettre la conférence.

" - Non, non et non ! crie-t-il, furieux. Elle n'aura pas lieu, votre conférence, je vous le garantis. "

Je hausse les épaules.

Brusquement, il me dit :

" - Voilà, camarade. Ils ne veulent pas m'écouter. Et je ne voudrais pas recourir à des mesures graves. Vous pouvez arranger les choses. Ils vous écouteront. Expliquez-leur la situation et persuadez-les de s'en aller tranquillement. Faites-leur entendre raison. Dites-leur bien que votre conférence est ajournée. Il est de votre devoir de faire ce que je vous demande."

Je sens que si la conférence n'a pas lieu tout de suite, elle n'aura jamais lieu. J'ai la certitude qu'elle sera interdite définitivement et que moi je serai peut-être arrêté.

Je refuse catégoriquement de parler à la foule. Avec un geste nettement négatif, je lui crie :

" - Non, je ne parlerai pas. Vous l'avez voulu, débrouillez-vous ! "

La foule, voyant notre dispute, hurle de plus en plus fort. Rynditch tâche de crier quelque chose. Peine perdue ! Sa voix est couverte par une véritable tempête. La foule se sent forte. Elle s'égayé, s'amuse, presse les rangs, emplit de plus en plus l'escalier, le palier, les abords immédiats de la salle aux portes closes.

Rynditch fait des gestes désespérés et s'adresse de nouveau à moi :

" - Parlez-leur, parlez-leur donc ! me dit-il, ou ça finira mal ! "

Une idée me vient. Je fais signe à la masse qui nous entoure. La voilà apaisée. Alors, posément, scandant les mots, je dis :

" - Camarades ! La responsabilité de cette confusion bien regrettable incombe au Comité bolcheviste de la ville. Nous avons les premiers loués la salle, deux semaines à l'avance. Deux jours avant la conférence, le Comité, sans même se concerter avec nous, a pris possession de la salle pour y organiser une soirée dansante. (La foule crie à tue-tête: " À bas la soirée dansante ! La conférence ! ") Il nous a obligés à reporter notre conférence à une date ultérieure. Je suis le conférencier et je suis prêt à faire la conférence tout de suite. Les bolcheviks l'interdisent formellement pour ce soir. Mais c'est *vous*, les citoyens de la ville ; c'est vous le public. C'est donc à vous de décider. Je suis à votre entière disposition. Choisissez, camarades : ou bien nous ajournons la conférence, et alors, retirez-vous en paix et revenez tous, ici même, à la nouvelle date : le 5 janvier; ou bien, si vous voulez la conférence tout de suite et si vous êtes vraiment décidés, *agissez*, emparez-vous de la salle. "

A peine ces dernières paroles prononcées la foule joyeuse, applaudit à tout rompre et hurle : " Conférence tout de suite ! Conférence ! Conférence ! " Et, dans un élan irrésistible, elle se rue vers la salle. Rynditch est débordé. On ouvre la porte. (Sinon, elle aurait été enfoncée.) On donne la lumière.

En un clin d'œil la salle est pleine. Le public, en partie assis, en partie debout, se calme. Je n'ai qu'à commencer. Mais Rynditch bondit sur l'estrade. Il s'adresse au public :

" - Citoyens, camarades ! Patientez encore quelques minutes. Le Comité bolcheviste va se concerter et prendre une décision définitive. Elle vous sera communiquée tout à l'heure. Probablement, la soirée dansante n'aura pas lieu...

" - Hourra ! crie la foule transportée de joie par son apparente victoire : Conférence ! Vive la Conférence ! "

On applaudit à nouveau. Et on rigole.

Les bolcheviks s'éloignent dans une chambre voisine pour se concerter. On ferme les portes de la salle. On attend patiemment la décision. On suppose que cette petite comédie est jouée par les bolcheviks pour sauver la forme.

Un quart d'heure se passe.

Brutalement, la porte de la salle s'ouvre et un fort détachement de soldats tchékistes (troupes spéciales, sorte de gendarmerie ou gardes mobiles, dressées et aveuglément dévouées au régime), fusils à la main, y pénètre. Le public, stupéfait, reste figé, chacun à sa place. Tranquillement, dans un silence

impressionnant, les soldats occupent la salle, se glissant le long des murs, derrière les sièges. Un groupe reste près de la porte, face à la salle, les fusils braqués sur le public.

(On a su plus tard que le Comité bolcheviste s'était adressé, d'abord, à la caserne de la ville, demandant à un régiment régulier d'intervenir. Les soldats voulurent des explications - à cette époque c'était encore possible - déclarèrent qu'ils voudraient eux-mêmes assister à cette conférence et refusèrent. C'est alors que le Comité fit venir un détachement de tchékistes, prêts à toutes les besognes.)

Aussitôt, les membres du Comité reparurent dans la salle silencieuse. Rynditch remonta sur l'estrade et dit au public d'un ton triomphant :

" - Voilà. La décision du Comité est prise. La soirée dansante n'aura pas lieu. La conférence non plus. D'ailleurs, il est trop tard pour l'une comme pour l'autre. J'invite le public à évacuer la salle et l'immeuble dans un calme absolu et dans un ordre parfait. Sinon, les tchékistes interviendront. "

Indignés, mais impuissants, les gens commencent à se lever et à quitter la salle. " Quand même, murmurent d'aucuns : elle est ratée, leur soirée... Ce n'est déjà pas mal ! "

En bas une autre surprise les attend : à la sortie, deux tchékistes armés fouillent chaque personne et contrôlent les pièces d'identité.

Plusieurs personnes sont arrêtées. On en relâchera une partie le lendemain. Mais quelques-uns resteront en prison.

Je rentre à l'hôtel.

Le lendemain matin, un coup de téléphone. La voix de Rynditch :

" - Camarade Voline, venez me voir au Comité. J'ai à vous parler au sujet de votre conférence. "

Je réponds :

" - La date en est fixée au 5 janvier. On a commandé les affiches. Vous n'y voyez pas d'inconvénient ?

" - Non. Mais venez quand même, j'ai à vous parler "

A peine entré, je suis reçu par un bolchevik qui me dit, aimable et souriant :

" - Voilà, camarade. Le Comité a décidé que votre conférence *n'aura pas lieu*. C'est vous-même qui êtes responsable de cette décision, car votre attitude, hier, fut hostile et arrogante. De plus, le Comité a décidé que vous ne pourrez pas rester à Koursk. Pour l'instant, vous resterez ici même, dans nos locaux.

" - Ah ! Je suis donc arrêté ?

" - Ah ! Non, non, camarade. Nous ne vous arrêtons pas. Vous êtes seulement *retenu ici* pendant quelques heures, jusqu'au départ du train pour Moscou.

" - Pour Moscou ? M'écriai-je. Mais je n'ai absolument rien à faire à Moscou ! Et j'ai déjà un billet pour Kharkow (Ukraine) où je devais me rendre après le Congrès. J'y ai des amis et du travail. "

Après une courte délibération avec ses camarades, l'homme me dit :

" - C'est entendu. Vous pouvez aller à Kharkow. Mais le train ne part qu'à une heure du matin. Vous devez donc rester ici toute la journée.

" - Pourrais-je aller à l'hôtel chercher mes affaires et ma valise ?

" - Non, camarade. Nous ne pouvons pas vous permettre cela.

" - Je vous promets d'aller directement à l'hôtel prendre mes affaires. Et, d'ailleurs, qu'on m'accompagne.

" - Justement, camarade, ce n'est pas possible, nous regrettons. On peut vous voir. La chose peut s'ébruiter, Nous ne le voulons pas. L'ordre est formel. Donnez des indications à l'un de nos camarades : il ira chercher votre valise à l'hôtel. "

Un " gardien ", tchékiste armé, était déjà planté devant la porte de la chambre. Il n'y avait rien à faire.

Un " camarade " m'apporta ma valise. Vers minuit, un autre m'emmena en voiture à la gare et assista à mon départ.

J'ajoute que ce voyage inattendu s'effectua dans des conditions tellement pénibles, qu'en cours de route je tombai malade. J'évitai une congestion pulmonaire, uniquement grâce à un compagnon de route qui me fit héberger chez ses amis, à Soumy (une petite ville d'Ukraine). Là, un bon docteur me soigna aussitôt. Et, quelques jours après, je me trouvais à Kharkow.

J'ajoute aussi que, dès mon arrivée, j'écrivis pour notre hebdomadaire local (*Nabate*) - interdit un peu plus tard par les autorités bolchevistes en raison de son succès grandissant - un article intitulé : " Histoire d'une conférence sous la dictature du prolétariat ". J'y racontais en détail toute cette savoureuse aventure.

7.7 L'accord final

Après tout ce que nous avons dit sur la nature du socialisme étatiste et sur son évolution fatale, le lecteur comprendra aisément les raisons qui amenèrent ce " socialisme " à un conflit irréductible avec l'idée libertaire.

Pour un homme averti il n'y a rien d'inattendu ni de surprenant dans le fait que le Pouvoir socialiste persécute l'anarchisme et les anarchistes. Ce fait a été prévu par les anarchistes eux-mêmes (entre autres, déjà, par Bakounine) longtemps avant la Révolution, pour le cas où celle-ci s'engagerait sur la voie autoritaire et étatiste.

La répression de l'idée libertaire, la persécution de ses adeptes, l'étouffement des mouvements indépendants des masses : telles sont les conséquences fatales de l'opposition entre *la vraie Révolution* prenant son élan et *la pratique étatiste* qui, momentanément triomphante, n'admet pas cet élan, ne comprend pas la vraie révolution et s'y oppose.

Le nouveau gouvernement (si la révolution a le malheur d'en former un), qu'il se dise "révolutionnaire", " démocratique ", " socialiste ", " prolétarien ", " ouvrier et paysan ", " léniniste ", " trotskiste " ou autre, se heurte infailliblement aux forces vives de la vraie Révolution. Cet antagonisme entraîne le pouvoir, avec la même fatalité, dans une lutte de plus en plus implacable, qu'il devra justifier avec toujours plus d'hypocrisie, contre les forces révolutionnaires et, de ce fait même, contre les anarchistes, porte-parole, éclaireurs et défenseurs les plus fermes des forces de la vraie Révolution et de ses aspirations.

Le triomphe du Pouvoir dans cette lutte signifie, inévitablement, la défaite de la Révolution Sociale et par cela même, " automatiquement ", l'écrasement des anarchistes.

Tant que la Révolution et les anarchistes résistent, l'autorité socialiste sévit, avec toujours plus de violence et d'effronterie. Une terreur sans limite et une tromperie monstrueuse : tels sont ses derniers arguments, telle est l'apothéose de sa défense désespérée.

Alors, tout ce qui est vraiment révolutionnaire finit par être impitoyablement balayé par l'imposture soi-disant " révolutionnaire ", comme contraire aux " intérêts suprêmes de la Révolution " (ô ironie cruelle !), comme " criminel ", comme " traître " !

Voilà ce qui était à prévoir - et fut prévu par certains - au cas où l'idée étatiste triompherait.

Voilà ce qui est entièrement et définitivement confirmé par l'expérience de la Révolution russe.

Et voilà ce que des millions d'hommes devraient enfin comprendre s'ils veulent éviter à la prochaine Révolution l'échec, l'épouvante et le désastre de la Révolution russe.

Actuellement - et depuis longtemps - aucune presse aucune propagande, aucun mouvement libertaire n'existent plus en Russie. L'anarchisme y est hors la loi. Les anarchistes y ont été exterminés *jusqu'au dernier*, par tous les moyens et procédés possibles et imaginables.

Quelques-uns se trouvent encore, çà et là, dans des prisons et lieux d'exil. La mort a fait parmi eux de tels ravages qu'il en reste aujourd'hui très peu en vie.

Un petit nombre d'anarchistes russes échappés au massacre, bannis de leur pays ou l'ayant fui, se trouvent dans différents pays d'Europe et d'Amérique.

Et s'il existe en Russie des partisans conscients de l'idée libertaire, ils sont obligés de garder leurs idées pour eux.

Depuis des années, comme au temps des tzars, il n'est plus question ni d'anarchistes ni d'anarchisme en Russie.

Le " Comité de Secours aux anarchistes emprisonnés et exilés en Russie ", comité qui fonctionna durant de longues années en Allemagne, en France et aux États-Unis, publiant des Bulletins d'information sur la répression, ramassant des fonds et les expédiant aux victimes, ce comité dut, lui aussi, cesser toute activité, les relations avec les quelques victimes encore en vie étant devenues impossibles.

L'" épopée " d'extermination du mouvement libertaire en Russie au lendemain de la Révolution " communiste " est terminée. À l'heure actuelle, c'est déjà " de l'histoire ".

Le plus terrible est qu'au bout de cette répression unique, à côté des vrais anarchistes, des centaines de milliers de simples travailleurs - ouvriers, paysans et intellectuels - s'étant élevés contre l'imposture,

furent également anéantis et que *l'idée révolutionnaire elle-même ou, plutôt, toute pensée et action libres* devinrent, elles aussi, " de l'histoire " au pays " du socialisme " naissant !...

7.8 L'étouffoir

Comment se fait-il que cette effarante " histoire " n'ait pas été connue à l'étranger ?

Le lecteur va le comprendre.

Dès le début, et pendant des années, le gouvernement bolcheviste fit son possible pour cacher son œuvre hideuse aux travailleurs et aux révolutionnaires des autres pays en les trompant méthodiquement et impudemment, au moyen classique du silence, du mensonge et de la calomnie.

Son procédé fondamental a été celui de tous les imposteurs de tous les siècles : après avoir étouffé l'idée et le mouvement, en étouffer aussi l'histoire. Jamais la presse " soviétique " ne parle des luttes que le bolchevisme a dû mener contre la liberté du peuple ni des moyens auxquels il a dû recourir pour en arriver à bout. Nulle part dans œuvres " soviétiques " le lecteur ne trouvera la relation de ces faits. Et lorsque la Littérature bolcheviste ne peut éviter d'en parler, elle se borne à noter, en quelques lignes, qu'il s'agissait de réprimer des mouvements contre-révolutionnaires ou des exploits de bandits. Qui *donc irait vérifier les faits ?*

Un autre procédé lui fut d'un grand secours : la fermeture effective des frontières. Les événements de la Révolution russe se déroulaient - et se déroulent encore - en vase clos. Il fut toujours difficile sinon impossible de savoir exactement ce qui s'y déroulait. La presse du pays, uniquement gouvernementale, se taisait sur tout ce qui avait trait à la répression.

Lorsque, dans les milieux avancés d'Europe, était évoquée la question des persécutions des anarchistes en Russie, quelques bribes de la vérité ayant transpiré en dépit de toutes les mesures, le gouvernement bolcheviste déclarait, chaque fois, par la bouche de ses représentants et avec un " culot " rare : " Allons donc ! Les anarchistes - les vrais - ont en U.R.S.S. la pleine liberté d'affirmer et de propager leurs idées. Ils ont même leurs clubs et leur presse ". Et puisque, en somme, on ne s'intéressait pas tellement aux anarchistes et à leurs idées, cette réponse suffisait. Il aurait *fallu enquêtes sur enquêtes pour prouver le contraire. Qui donc y pensait ?*

Quelques renégats de l'anarchisme, patronnés par le gouvernement bolcheviste, prêtèrent à ce dernier un précieux concours. En guise de témoignage, le gouvernement citait les fausses assertions de ces ex-anarchistes. Ayant renié leur passé et cherchant à se refaire une virginité, ils confirmaient et témoignaient tout ce qu'on voulait.

Les bolcheviks aimaient aussi citer les anarchistes " apprivoisés " dits " soviétiques ". Ceux-ci crurent sage et utile de s'adapter à la situation et au bolchevisme " afin de pouvoir faire quelque chose " - prudemment, sous le manteau, derrière la façade du " loyalisme ". Cette " tactique de couleur protectrice " ne put réussir avec les bolcheviks, rompus eux-mêmes à tous les procédés d'une lutte antigouvernementale. Surveillant de près ces anarchistes " camouflés ", les talonnant sans répit, les menaçant et les " apprivoisant " adroitement, les autorités finirent par les acculer à justifier et même à approuver - " momentanément " - tous les exploits du bolchevisme. Les récalcitrants furent enfermés ou déportés. Et quant à ceux qui se soumirent vraiment, on les mit en vedette comme des " vrais anarchistes " qui " ont compris le bolchevisme ", en les opposant à tous les autres, les " faux anarchistes ".

Ou encore, les bolcheviks parlaient des anarchistes qui restaient à peu près inactifs et ne touchaient jamais aux points " sensibles ". Pour créer un " trompe-l'œil ", on leur permettait de conserver quelques organisations insignifiantes étroitement surveillées. On autorisa certaines d'elles à rééditer quelques anciennes œuvres anarchistes inoffensives : historiques ou théoriques. Et on désignait ces " maisons d'éditions anarchistes " pour affirmer qu'on ne touchait pas aux " vrais anarchistes ". Plus tard, toutes ces " organisations " furent également " liquidées ".

Enfin, on tolérait quelques " anarchistes " extravagants, " bouffons ", qui défiguraient l'anarchisme jusqu'à en faire une caricature. Les écrivains bolchevistes ne manquaient pas de les citer pour ridiculiser l'idée.

Le gouvernement bolcheviste se créa ainsi une façade lui permettant de cacher la vérité aux masses et aux gens mal informés à l'étranger. Plus tard, ayant constaté l'indifférence, la naïveté et la lâcheté des

milieux " avancés " des autres pays, les bolcheviks négligèrent même de cacher cette vérité. Puisque les gens " avancés " et les masses l'avalèrent toute crue !

Cette façade trompeuse permit aux bolcheviks de recourir avec succès à une arme dont l'emploi est, hélas ! Toujours efficace : la calomnie.

D'une part, ils confondaient sciemment les anarchistes avec les " contre-révolutionnaires ", les " criminels ", les " bandits ", etc.

D'autre part, ils affirmaient qu'en pleine révolution les anarchistes, même lorsqu'ils n'étaient pas des " bandits ", savaient seulement bavarder, critiquer, " rouspéter ", mettre des bâtons dans les roues de la Révolution, détruire, provoquer le désordre et mener leurs propres affaires. On prétendait que, même quand ils voulaient servir la Révolution, ils étaient incapables de réaliser quelque chose de correct ; qu'ils n'avaient aucun " programme positif ", qu'ils ne proposaient jamais rien de réel, qu'ils étaient des rêveurs irresponsables, qu'ils ne savaient pas eux-mêmes ce qu'ils voulaient et que, pour toutes ces raisons, le gouvernement bolcheviste se vit dans l'obligation de sévir, car de tels éléments présentaient un grave danger au cours d'une difficile révolution.

Personne ne connaissant la vérité et n'étant à même de contrôler les faits, le procédé réussit.

Cette " tactique " servit le gouvernement bolcheviste merveilleusement, invariablement, durant des années. D'ailleurs, elle faisait partie de tout un système de duperie en lequel les bolcheviks étaient passés maîtres.

Toutes les révélations, (le plus en plus nombreuses et précises de la presse libertaire ou autre à l'étranger, étaient méthodiquement et cyniquement réfutées avec les mêmes arguments stéréotypés.

La masse des travailleurs, les intellectuels d'avant-garde de tous les pays, éblouis par le faux éclat de la " première république socialiste ", acceptant toutes les niaiseries de leurs " chefs géniaux " et se laissant ainsi magistralement " rouler ", se souciaient fort peu des révélations des anarchistes.

La vanité, la mode, le snobisme et d'autres facteurs secondaires jouèrent leur rôle dans cette indifférence générale.

Enfin, les plus prosaïques intérêts personnels y contribuèrent aussi. Entre autres, combien d'écrivains renommés dans tous les pays, fermaient sciemment les yeux sur la vérité qu'ils connaissaient, pourtant, suffisamment ! Le gouvernement " soviétique " avait besoin de leurs noms pour sa publicité. En revanche, il assurait à leurs œuvres un marché intéressant, parfois presque unique. Et les pauvres hommes concluaient ce marchandage tacite, berçant leur conscience avec des excuses et des justifications inspirées par leurs nouveaux mécènes.

7.9 Le truc des " délégations "

Avant de terminer, je dois consacrer quelques lignes à un procédé spécial de " bourrage de crâne ", appliqué par les " Soviétiques " sur une vaste échelle : les " délégations étrangères " (ou " ouvrières ").

Le fait est connu. Un des " arguments-massues " des bolcheviks pour démentir les révélations défavorables, consiste à invoquer le témoignage des " délégations " envoyées en U.R.S.S. par telles ou telles organisations, usines ou institutions de divers pays. Après un séjour de quelques semaines dans " le pays du socialisme ", les " délégués ", à de rares exceptions près qualifient de " bobards ", de " mensonges " et de " calomnies " tout ce qui se dit à l'étranger au désavantage des " Soviétiques ".

Au début, ce " truc des délégations " était infailible. Plus tard, il perdit son efficacité. Depuis quelque temps, il est presque abandonné. D'une part, les événements se précipitent et ce petit jeu se trouve dépassé. D'autre part, on a fini par comprendre que, dans les conditions données, les " délégués " ne peuvent nullement saisir la réalité, même s'ils sont sincères et impartiaux. Un programme de séjour strict et rapide, bien réglé et calculé d'avance, leur est imposé dès leur arrivée. Ne connaissant ni la langue, ni les mœurs, ni la vie réelle de la population, ils sont aidés ou plutôt maniés par des guides et des interprètes gouvernementaux. On leur montre et on leur raconte ce qu'on veut. Ils n'ont, en somme, aucun moyen d'approcher la population pour étudier objectivement et longuement son existence

Tout cela est maintenant plus ou moins acquis.

Mais il existe un fait qui reste encore inconnu du public et qui, pourtant, en dit long sur l'état de choses en U.R.S.S.

Le " Comité de Secours " déjà cité, quelques organisations syndicales et aussi quelques militants connus individuellement : le regretté Erich Müsham en Allemagne, Sébastien Faure en France, proposèrent au gouvernement bolcheviste, à plusieurs reprises, de laisser entrer en Russie *une véritable délégation*, constituée en toute indépendance et composée de militants de différentes tendances, y compris des " communistes ". On proposait au gouvernement " soviétique " les conditions suivantes : 1° séjour libre et illimité, jusqu'à ce que la délégation elle-même juge sa mission terminée ; 2° faculté de se rendre partout où la délégation le jugera indispensable dans l'intérêt de sa mission, y compris les prisons, les lieux d'exil, etc. ; 3° droit de publier les faits, les impressions et les conclusions dans la presse d'avant-garde à l'étranger ; 4° un interprète choisi par la délégation elle-même.

Il était tout à fait dans l'intérêt du gouvernement bolcheviste d'accepter une telle proposition - si, bien entendu, il était sincère, s'il n'avait rien à dissimuler, s'il ne cachait pas des réalités inavouables. Un rapport favorable et approuvateur d'une telle délégation aurait mis fin à toute équivoque. Tout gouvernement socialiste, gouvernement " ouvrier et paysan " (supposons un instant que cela puisse exister) aurait dû accueillir une pareille délégation les bras ouverts. Il aurait même dû la souhaiter, la suggérer, la réclamer. Le témoignage et l'approbation d'une pareille délégation aurait été vraiment décisif, irrésistible, irréfutable.

Or, *jamais cette offre ne fut acceptée*. Le gouvernement " soviétique " fit chaque fois la sourde oreille. Le lecteur devrait bien réfléchir sur ce fait. C'est que la *désapprobation* d'une telle délégation aurait été, elle aussi irrésistible, et définitive. Or, les résultats d'une pareille enquête eussent été foudroyants pour la renommée du gouvernement " soviétique ", pour tout son système et pour toute sa cause.

Mais, personne ne bougeait à l'étranger. Les fossoyeurs de la Révolution pouvaient dormir sur les deux oreilles et dédaigner les tentatives de leur faire avouer la terrible vérité : la faillite de la Révolution à la suite de leurs méthodes. Les aveugles et les vendus de tous les pays marchaient avec eux.

Dévoilant ici la vérité, inconnue toujours - nous en sommes sûrs - de la presque totalité de nos lecteurs non anarchistes, nous remplissons un devoir impérieux. Ceci non seulement parce que la vérité doit apparaître un jour dans tout son éclat, mais aussi - et surtout - parce que cette vérité rendra un service inappréciable à tous ceux qui *veulent* être éclairés, qui sont las d'être les éternelles dupes d'imposteurs félon ; et qui, enfin, forts de cette vérité, pourront agir à l'avenir en pleine connaissance de cause.

L'histoire de la répression en U.R.S.S. est non seulement suggestive et révélatrice par elle-même : elle est encore un excellent moyen de faire comprendre *le fond même, les " dessous " cachés, la véritable nature du communisme autoritaire*.

Sous ce rapport, nous n'avons qu'un regret : celui de ne pouvoir relater ici cette " histoire " que d'une façon très incomplète.

Citons encore un exemple récent. Il souligne bien la façon dont les bolcheviks et leurs serviteurs trompent le monde.

Il s'agit de l'ouvrage d'un certain E. Yaroslavski, bolchevik notoire : *L'Anarchisme en Russie*, paru en 1937, en espagnol et en français, aux fins de contrecarrer les succès éventuels de l'idée libertaire en Espagne et ailleurs lors des événements connus.

Nous laisserons de côté les " renseignements " absolument fantaisistes sur les origines de l'anarchisme, sur Bakounine, sur l'anarchisme en Russie avant 1917 et sur l'attitude des anarchistes pendant la guerre de 1914. Une réponse à ces fables paraîtra, peut-être, un jour dans la presse spécifiquement anarchiste. Ce qui nous intéresse ici, ce sont les dissertations de l'auteur sur le mouvement libertaire au *cours de la Révolution de 1917*.

Yaroslavski se garde bien de parler du *véritable mouvement anarchiste*. Il s'arrête abondamment sur des mouvements à côté qui n'avaient aucun rapport avec l'anarchisme. Il s'occupe beaucoup de groupes, de quelques journaux et d'activités anarchistes *de second plan*. Il marque soigneusement les points faibles et choisit malignement les lacunes pour alimenter sa mauvaise foi. Il s'arrête surtout, longuement, aux " débris " du mouvement : à ces malheureux " restes " qui, au lendemain de la liquidation des vraies organisations libertaires, se débattaient désespérément et vainement pour conserver ne fût-ce qu'une ombre d'activité. C'était, vraiment, des déchets lamentables et impuissants de l'ancien mouvement anarchiste étouffé. Désormais, ils ne pouvaient plus faire quoi que ce fût de sérieux, de positif. Leur "

activité ", mi-clandestine, surveillée, gênée, n'était nullement caractéristique du mouvement libertaire en Russie. Dans tous les pays, et à toutes les époques, ces sortes de débris des organisations brisées par la force de l'État traînent par la suite, jusqu'à épuisement fatal et total, une existence malade et stérile. Des déviations, des inconséquences, des scissions remplissent fatalement leur semblant de vie, sans qu'on puisse honnêtement leur en faire grief, toute possibilité d'une activité normale leur étant enlevée. C'est de ces débris que Yaroslavski nous parle, tout en faisant mine de parler du véritable mouvement anarchiste.

Il ne cite l'" Union anarcho-syndicaliste de Petrograd " et son journal (*Goloss Trouda*) qu'une seule fois, en passant, et uniquement parce qu'il y trouve quelque chose à falsifier. Il ne parle ni de la Fédération de Moscou, ni du journal *l'Anarchie*. Et s'il consacre quelques lignes au *Nabate* d'Ukraine, c'est encore pour dénaturer les faits.

S'il était honnête, il aurait dû s'arrêter surtout à ces trois organisations et citer leur presse. Mais il sait bien qu'une pareille impartialité ruinerait ses assertions, donc serait contraire au but même de son " ouvrage ". Et il élimine tout ce qui prouve incontestablement le fond sérieux, le sens positif et l'influence du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste en Russie, au cours de la Révolution de 1917.

Il ne souffle mot, non plus, des persécutions, de la répression, de la suppression violente du mouvement. Car, s'il disait la vérité, il ruinerait sa thèse mensongère.

Selon lui, les anarchistes en 1917 " étaient contre la Révolution socialiste et prolétarienne ". Selon lui, le mouvement libertaire s'est éteint de lui-même, en raison de son impopularité et de son impuissance.

Le lecteur sait que cette version est exactement le contraire de la vérité. Précisément, parce que le mouvement évoluait et croissait vite, gagnant des sympathies et augmentant ses succès, les bolcheviks se hâtèrent de le supprimer dans le germe, au moyen de la plus banale violence : par l'intervention brutale de leurs soldats et de leur police.

Mais si Yaroslavski avouait cette vérité, elle bouleverserait tout son échafaudage ! Et il ment, sûr de l'ignorance de ses lecteurs et de l'absence d'un démenti.

Si je me suis permis de m'arrêter assez longuement à cet exemple, c'est parce que cette manière de présenter les choses est une *manière-type*. Tous les ouvrages bolchevistes sur l'anarchisme en Russie procèdent exactement de la même façon et se ressemblent comme gouttes d'eau. La consigne vient d'en haut. Les " historiens " et les " écrivains " bolchevistes n'ont qu'à la suivre. Il faut détruire l'idée libertaire par tous les moyens. C'est du travail fait sur commande et grassement payé. Il n'a rien à voir avec *la vérité historique* que nous sommes en train d'établir.

7.10 La " justice " bolcheviste

Il nous reste à jeter un rapide coup d'œil sur les procédés *administratifs et judiciaires* des bolcheviks, à l'époque.

D'ailleurs, dans leur essence, ces procédés n'ont presque pas changé. Si, de nos jours, ils sont moins souvent appliqués, c'est que ceux qui les subissaient jadis sont exterminés. Mais tout récemment encore, les mêmes principes et mesures ont été appliqués à des " trotskistes ", à de vieux bolcheviks antistaliniens, à des fonctionnaires tombés en disgrâce : policiers, officiers et autres.

Comme nous l'avons fait comprendre, il existe en Russie une police politique qui œuvre en secret, qui a le droit d'arrêter des gens en secret, sans autre forme de procès, de les " juger " secrètement, sans témoins ni avocat, de les " condamner " secrètement à des peines variées, y compris la peine de mort, ou de renouveler leur détention ou leur exil aussi longtemps que bon lui semble.

C'est là le point essentiel. Le régime odieux appliqué aux emprisonnés et exilés - nous maintenons cette affirmation en dépit de toutes les dénégations des " délégués " étrangers dupés ou achetés - n'est qu'une circonstance aggravante. Même si la vie dans les prisons russes avait le caractère humanitaire sous lequel la présentent les officiels et leurs thuriféraires, il n'en resterait pas moins vrai que d'honnêtes travailleurs peuvent être enlevés arbitrairement à leur classe, jetés en prison et privés du droit de lutter pour leur cause sur une simple décision de quelques fonctionnaires.

À l'époque dont il est question, cette police omnipotente s'appelait : la *Tchéka* : abrégé de son nom russe complet - *Tch rezvychainaïa K ommissia* (Commission extraordinaire).

La Tchéka fut constituée fin 1917, sur l'initiative de Lénine, par un noyau de militants communistes ayant fait leurs preuves dans la lutte contre le tsarisme et jouissant de la confiance illimitée du Comité Central du Parti Communiste russe.

À l'époque, les communistes justifiaient l'existence de cette institution et les particularités de son fonctionnement par la nécessité de réagir rapidement contre de nombreux complots qui menaçaient la Révolution. Plus tard, cette argumentation perdit sa valeur. La Tchéka n'en subsista pas moins. Maintenant, il s'agit de défendre le Pouvoir contre la Révolution !

La modification, en 1923, de son titre en celui de Guépéou (encore un abrégé) ne modifia que peu de choses dans sa pratique. Et, depuis, rien n'a changé, sauf les figures des chefs. Les noms de : Djerzinsky, créateur et animateur de la Tchéka, mort subitement ou, selon d'aucuns, assassiné par ordre de Staline, en cours de fonction ; Iagoda, exécuté à l'issue du fameux " procès " ; Iéjoff, son remplaçant, disparu mystérieusement, etc., sont assez connus à l'étranger.

La Tchéka ne présentait jamais de rapports sur son activité : ni à l'ensemble des travailleurs ni à leurs " élus ". Ses activités se poursuivaient toujours dans le plus grand mystère. Le service des renseignements était alimenté surtout par un vaste réseau d'agents secrets dont une bonne partie fut recrutée dans l'ancienne police tsariste. La Tchéka profitait en outre de l'obligation imposée à tout communiste d'aider la police " révolutionnaire " par des indications, des dénonciations etc.

L'arbitraire, les abus, les crimes perpétrés dans les cachots de cette institution dépassent toute imagination. Naturellement, nous ne pouvons pas nous attarder à les énumérer : ce sujet spécial mériterait un volume à part. Le futur historien sera épouvanté lorsque des archives livrées à la publicité lui fourniront cette horrible documentation humaine. (Le lecteur trouvera quelques éléments édifiants dans certains ouvrages.)

À l'époque dont nous parlons, des tribunaux et des procès publics pour des affaires politiques n'existaient pas. D'ailleurs, même actuellement de tels procès sont exceptionnels. C'était exclusivement la Tchéka qui s'en occupait.

Les sentences n'étaient publiées nulle part. Plus tard, on donnait parfois, en quelques lignes, des extraits des procès-verbaux d'une séance policière. Ces extraits signalaient uniquement qu'un tel cas était porté à l'ordre du jour et que telle sentence était prononcée. On n'en exposait pas les motifs.

Comme règle, l'arrêt était sans appel.

C'est la Tchéka elle-même qui exécutait les sentences prononcées. Si c'était la mort, on extrayait le détenu de sa cellule et on l'exécutait généralement en lui tirant une balle de revolver dans la nuque au moment où, suivi d'un tchékiste bourreau, il descendait les dernières marches d'un escalier menant à la cave. Le corps était ensuite inhumé clandestinement. Jamais on ne le rendait aux parents. Fréquemment, ces derniers n'apprenaient l'exécution de leur proche qu'indirectement : par le refus de l'administration de la prison d'accepter les vivres apportés. La phrase classique était d'une simplicité lapidaire : " Un tel ne figure plus sur les registres de la prison ". Cela pouvait signifier le transfert dans une autre prison ou l'exil. Et quand c'était la mort, la formule était la même. Aucune autre explication n'était admise. C'était aux parents de se renseigner ailleurs et d'apprendre exactement à quoi s'en tenir.

L'exil, toujours administratif, signifiait la déportation aux endroits les plus éloignés et défavorisés de l'immense pays : soit dans les régions chaudes et marécageuses - malsaines à l'extrême - du Turkestan, soit dans l'extrême Nord, aux confins des terribles régions de Naryme et de Touroukhansk.

Assez souvent, le gouvernement " s'amusait " à envoyer des gens dans le Turkestan et à les faire transférer ensuite brusquement dans le Nord ou inversement. C'Était un moyen indirect mais sûr de les expédier tout simplement dans l'autre monde.

La correspondance échangée en son temps entre le Comité de Secours et les libertaires exilés dans le Nord, révèle toute l'horreur physique et morale de la " vie " de ces victimes. Arrivées au lieu de destination, elles étaient désormais isolées du monde. Dans plusieurs endroits - villages et bourgs oubliés dont les habitants vivaient de la chasse et de la pêche - on ne voyait arriver la poste que deux ou même une fois *par an*. Certaines de ces agglomérations ne comptaient que 4 ou 5 huttes perdues dans un désert de neige et de glace.

Les exilés y souffraient de toutes les maladies dues à la sous-alimentation, au froid, à l'inaction; du scorbut, de la tuberculose, des maladies du cœur et de l'estomac. La vie y était une lente torture et la mort apparaissait comme une délivrance.

Les prisons où l'on enfermait les libertaires, les syndicalistes, les " oppositionnels ", les simples ouvriers, paysans ou autres citoyens rebelles ou uniquement suspects de ne pas être d'accord avec les autorités, n'ont jamais été visitées par les " délégations étrangères ". Celles-ci étaient généralement conduites à Sokolniki, à Lefortovo, dans certaines dépendances de Boutyrki, c'est-à-dire dans des prisons de Moscou où l'on gardait des contre-révolutionnaires, des spéculateurs et des prisonniers de droit commun. Parfois, on obligeait ceux-ci à se dire " prisonniers politiques " et à louer le régime de la prison, sous promesse de réduction de la peine. Quelques délégations purent visiter la prison des sociaux-démocrates à Tiflis, dans le Caucase. Mais jamais les prisons dont les noms suivent n'ont reçu la visite des délégués ou voyageurs étrangers. Citons surtout : le camp de Solovki, lieu d'emprisonnement souvent mentionné dans la presse étrangère, mais resté mystérieux ; la prison de Souzdal (ancien monastère transformé) ; l'" isolateur politique " de Verkhné-Ouralsk, celui de Tobolsk, celui de Iaroslav. On pourrait y ajouter de nombreuses prisons et de multiples camps de concentration répartis sur toute l'étendue du pays. Tous restèrent totalement inconnus aux naïfs ou aux intéressés osant faire, au retour d'un voyage " d'études " dans le " premier pays socialiste ", des rapports favorables sur " le nouveau régime pénitentiaire créé par l'U.R.S.S. "

Dire qu'un Romain Rolland affirma n'avoir pu établir l'existence d'une justice administrative en Russie !...

La répression déchaînée, la violence contre le peuple, la terreur : tel fut le couronnement de l'œuvre des bolcheviks, de leur régime dit " soviétique ".

Pour justifier cette horreur, ils invoquent les intérêts de la Révolution. Rien ne peut être plus faux, plus hypocrite que cette tentative de justification.

Les anarchistes ont été exterminés en Russie; ils ne peuvent plus y exister uniquement parce qu'ils défendaient les principes mêmes de la Révolution Sociale, parce qu'ils luttèrent pour la véritable liberté économique, politique et sociale du peuple.

Les révolutionnaires en général et des centaines de milliers de travailleurs ont été anéantis en Russie par une nouvelle Autorité et une nouvelle couche privilégiée qui, comme toutes les autorités et toutes les couches privilégiées du monde n'ont plus rien de l'esprit révolutionnaire et ne se maintiennent au pouvoir que par la soif de dominer et d'exploiter à leur tour. Leur système s'appuie sur la ruse et la violence, comme dans n'importe quel système autoritaire et étatiste, nécessairement dominateur, exploiteur et oppresseur.

Le régime " communiste " étatiste n'est qu'une variété du régime fasciste. Il est grand temps que les travailleurs de tous les pays le comprennent, qu'ils y réfléchissent, qu'ils tirent de bonnes leçons de cette formidable expérience négative.

D'ailleurs, les événements en cours et à venir contribueront puissamment à ce résultat.

Au moment où j'écris ces lignes - en décembre 1939 - le bolchevisme est, enfin, en train de sortir de ses frontières, de sa " cage " russe. On le verra à l'œuvre, au grand jour. Je n'ai pas le moindre doute sur la nature du jugement définitif.

Ces événements contribueront également - je l'espère - à mieux comprendre l'esprit du présent ouvrage et ses révélations.

Et inversement, je l'espère aussi - cet ouvrage aidera à mieux comprendre certains faits.

Entre autres, c'est à la lumière de ces révélations qu'on pourra s'expliquer l'avènement d'un Staline.

En effet, Staline " n'est pas tombé de la lune ". Staline et le " stalinisme " ne sont que les conséquences logiques d'une évolution préalable et préparatoire, elle-même résultat d'un terrible égarement, d'une déviation néfaste de la Révolution.

Ce furent Lénine et Trotski - c'est-à-dire leur système - qui préparèrent le terrain et engendrèrent Staline. Avis à tous ceux qui, ayant soutenu Lénine, Trotski et consorts, fulminent aujourd'hui contre Staline : ils moissonnent ce qu'ils ont semé !

Il est vrai que la logique n'est pas l'apanage de tout le monde.

Mais qu'ils rectifient, au moins, leur tir avant qu'il ne soit trop tard !

" Voici des faits qui démontrent l'éternelle monstruosité autoritaire. Puissent-ils faire reculer d'effroi ceux qui s'aventurent à l'aveuglette sur les voies de la Dictature, fût-ce au nom du plus sublime idéal ou de la plus logique formule de sociologie. Puissent-ils surtout, à la veille d'événements qui peuvent amener une situation révolutionnaire, inciter à prendre toutes précautions, non seulement pour éviter de tomber dans les pièges où se sont brisés et meurtris les anarchistes russes, mais encore pour être capables, aux heures révolutionnaires, d'opposer des conceptions pratiques de la production et de la répartition des biens à celles des dictateurs communistes. "

Ces paroles - belles, vigoureuses et justes - ont été écrites, il y a plus de quinze ans, par un anarchiste au courant des faits. Plus tard, un peu avant sa mort, ses convictions anarchistes ont fléchi. Dans un moment d'égarement il approuva le bolchevisme.

Heureusement, si les *hommes* - êtres généralement faibles et inconséquents - plient, se déforment et passent, les *vérités* qu'ils ont jadis proclamées *demeurent* !

8. L'État bolcheviste

Fin 1921, le pouvoir communiste se sentit définitivement maître de la situation. Du moins, il pouvait se considérer à l'abri de tout danger immédiat. Ses ennemis et adversaires, aussi bien ceux de l'extérieur que ceux de l'intérieur, aussi bien ceux de droite que de gauche, étaient désormais hors d'état de le combattre.

Dès 1922, il pouvait se consacrer entièrement à la mise au point et à la consolidation de son État.

C'est ce qu'il fit, en effet. Et c'est ce qu'il continue à faire.

Parlant dès à présent de l'État bolcheviste et des années postérieures à 1921, je donne l'impression de rompre la suite chronologique du récit et de devancer le cours des événements. En effet, le soulèvement de Cronstadt (mars 1921) et les différents mouvements d'Ukraine (1919-1921) sont antérieurs à la formation définitive de cet État.

Cette rupture n'est qu'apparente. Elle ne troublera nullement la continuité de notre étude. Celle-ci, au contraire, en bénéficiera, en raison de son caractère plutôt explicatif et analytique que purement historique.

D'une part, l'État russe actuel n'est, dans ses traits essentiels, qu'un développement logique de ce qui fut fondé et établi en 1918-1921. Les modifications ultérieures ne furent que des remaniements ou compléments de détails. Nous les signalerons à l'occasion.

D'autre part, et c'est l'essentiel, le lecteur ne pourrait comprendre à fond ni les raisons, ni la portée, ni le déroulement des événements tels que le soulèvement de Cronstadt ou les mouvements d'Ukraine *s'il ne possède pas, préalablement, des données suffisantes sur la véritable nature de cet État.*

Voilà pourquoi nous sommes obligés, dans l'intérêt même de notre œuvre et du lecteur, de peindre d'abord cet État et de parler ensuite de Cronstadt et de l'Ukraine.

8.1 La nature de l'État

8.1.1 L'U.R.S.S. inconnue.

L'État bolcheviste, monté dans ses grandes lignes en 1918-1921, existe depuis vingt ans.

Cet État, qu'est-il exactement ?

Quels sont ses bases, sa structure, ses éléments essentiels ?

Il s'appelle : *Union des Républiques Soviétiques Socialistes* (U.R.S.S.). Il prétend être un État " prolétarien " ou encore " ouvrier et paysan ". Il affirme exercer une " dictature du prolétariat ". Il se flatte d'être " la patrie des travailleurs ", le rempart de la révolution et du socialisme.

Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ? Les faits et les actes justifient-ils ces déclarations et ces prétentions ?

Un rapide examen nous permettra de répondre à ces questions.

J'ai dit : examen *rapide*. En effet, une étude détaillée et plus ou moins complète sur l'État russe actuel est un sujet particulier. Il ne fait pas l'objet du présent ouvrage. D'autre part, après ce qui précède, un coup d'œil général suffira. Complétons et assemblons ce que nous avons déjà laissé entrevoir.

Je profite de l'occasion pour faire savoir au lecteur non initié qu'il existe actuellement [23] en France une riche littérature en livres, brochures, articles de revues et de journaux, etc., permettant de se faire une idée assez exacte de la structure, du fonctionnement et de l'esprit de l'État " soviétique ". Depuis quelques années, de nombreux ouvrages ont paru qui mettent bien en relief le véritable caractère de cet État : la nature réelle de son gouvernement, la situation véritable de ses masses laborieuses, l'état exact de son économie, de sa culture, etc. Ces œuvres mettent à jour les coulisses et les " dessous " cachés du régime, ses égarements, ses " maladies secrètes ".

Certes, les auteurs ne cherchent pas à approfondir le problème pour établir *les causes et les conséquences* de la déchéance. Ils ne font non plus aucune allusion à cette " autre flamme " : l'idée libertaire, son rôle et son sort dans la Révolution russe. Pour eux, comme pour tant d'autres, c'est un terrain inconnu. Ils n'entrevoient aucune solution. Mais ils constatent sincèrement les faits. Ils font voir ainsi la fausse route prise par la Révolution et prouvent irréfutablement la faillite de celle-ci. Généralement, ces études fournissent une documentation abondante et précise.

Ici nous nous bornerons à une large " vue d'ensemble " qui suffira à notre but. Car c'est *le caractère général* de cet État qui nous intéresse, dans la mesure où il nous explique la suite des événements.

Nous avons dit plus haut que le souci primordial du parti bolcheviste au pouvoir était d'étatiser toute l'activité toute la vie du pays : tout ce qui pouvait en être étatisé. Il s'agissait de créer ce régime que la terminologie moderne qualifie de " totalitaire ".

Une fois en possession d'une force coercitive suffisante, le parti et le gouvernement bolchevistes s'employèrent de leur mieux à cette tâche.

C'est en la réalisant que le Pouvoir communiste créa son immense appareil bureaucratique. Il finit par façonner une nombreuse et puissante caste de fonctionnaires " responsables ", qui forme aujourd'hui une couche hautement privilégiée de quelque deux millions d'individus. Maîtresse effective du pays, de l'armée et de la police, elle soutient, protège, vénère et flatte Staline : son idole, son " tzar ", seul homme juge capable de maintenir " l'ordre " et de sauvegarder ses privilèges.

Peu à peu, les bolcheviks étatisèrent, monopolisèrent, " totalisèrent " aisément et rapidement : l'administration tout entière, les organisations ouvrières, paysannes et autres ; les finances ; les moyens de transport et de communication ; le sous-sol et la production minière ; le commerce extérieur et le grand commerce intérieur ; la grosse industrie ; le sol et l'agriculture ; la culture, l'enseignement et l'éducation ; la presse et la littérature ; l'art, la science, les sports, les distractions, même la pensée ou, du moins, toutes ses manifestations.

L'étatisation des organismes ouvriers : Soviets, syndicats, comités d'usines, etc., fut la plus facile et la plus rapide. Leur indépendance fut abolie. Ils devinrent simples rouages administratifs et exécutifs du parti et du gouvernement.

La partie fut menée avec habileté. Les ouvriers ne s'aperçurent même pas qu'ils étaient en train d'être ligotés. Puisque l'État et le gouvernement étaient maintenant " *les leurs* ", il leur parut naturel de ne pas s'en détacher. Ils trouvèrent normal que leurs organisations remplissent des fonctions dans l'État " ouvrier " et exécutent les décisions des " camarades commissaires ".

Bientôt, aucun acte autonome, aucun geste libre ne fut plus permis à ces organisations.

Elles finirent par se rendre compte de leur erreur. Mais c'était trop tard ! Lorsque certains organismes ouvriers, gênés dans leur action et inquiets, sentant que " quelque chose n'allait pas dans le royaume des Soviets ", manifestèrent quelque mécontentement et voulurent reconquérir un peu d'indépendance, le gouvernement s'y opposa avec toute son énergie et toute sa ruse. D'autre part, il prit immédiatement des mesures et des sanctions. D'autre part, il chercha à raisonner. " Puisque - disait-il aux ouvriers, de l'air le plus naturel du monde - nous avons maintenant un État ouvrier où les travailleurs exercent leur dictature et où tout leur appartient, cet État et ses organes sont *les vôtres*. Alors, de quelle " indépendance " peut-il être question ? De telles réclamations sont maintenant un non-sens. Indépendance de quoi ? De qui ? *De vous-mêmes* ? Puisque l'État, maintenant, *c'est vous* !... Ne pas le comprendre, signifie ne pas comprendre la révolution accomplie. Se dresser contre cet état de choses signifie se dresser contre la Révolution elle-même. Des idées et des mouvements pareils ne sauraient être tolérés, car ils ne peuvent être inspirés que par les ennemis de la Révolution, de la classe ouvrière, de son État, de sa dictature et

du pouvoir ouvrier. Ceux qui parmi vous sont encore assez inconscients pour écouter les chuchotements de ces ennemis et prêter l'oreille à leurs néfastes suggestions parce que tout ne va pas encore à merveille dans votre jeune État, ceux-là commettent un véritable acte contre-révolutionnaire. "

Il va de soi que tous ceux qui persistaient à protester et à réclamer étaient impitoyablement broyés.

La plus difficile à réaliser fut l'appropriation définitive du sol, la suppression du cultivateur individuel, l'étatisation de l'agriculture. Comme on sait, c'est Staline qui réalisa cette transformation, il y a quelques années. Mais périodiquement, la situation se complique et sérieusement. La lutte entre l'État et les masses paysannes reprend, sous d'autres formes.

Puisque tout ce qui est indispensable au travail et à l'activité de hommes - autrement dit tout ce qui est, dans le vaste sens du terme, *capital* - appartient en Russie à l'État, il s'agit, dans ce pays, d'un capitalisme d'État intégral.

Capitalisme d'État : tel est le système économique, financier, social et politique de l'U.R.S.S., avec toutes ses conséquences et manifestations logiques dans tous les domaines de la vie : matériel, moral, spirituel ou autre.

L'étiquette *exacte* de cet État serait, non pas U.R.S.S. mais U.R.C.E. : Union des Républiques Capitalistes Étatistes. (La consonance : URS et, hélas ! le fond, resteraient les mêmes.)

Economiquement, cela signifie que l'État est le *propriétaire réel et unique* de toutes les richesses du pays, de tout le " patrimoine national ", de tout ce qui est indispensable à des millions d'hommes pour vivre, travailler, agir (y compris, soulignons-le, l'or et le capital-argent, national et étranger.)

C'est là la chose la plus importante : celle qu'il s'agit avant tout de comprendre. Le reste en découle fatalement.

Socialement, l'essentiel de ce système est le suivant :

8.2 Situation des ouvriers

Tout comme dans d'autres pays, l'ouvrier en U.R.S.S. (U.R.C.E.) *est un salarié*. Mais il est un salarié *de l'État*. L'État est son unique patron. Au lieu d'en avoir des milliers " au choix ", comme c'est le cas dans les pays du capitalisme privé, en U.R.S.S. (U.R.C.E.), l'ouvrier n'en a qu'un seul. Tout changement de patron y est impossible.

On prétend qu'étant " ouvrier ", cet État n'est pas " patron " dans le sens habituel du mot : les bénéfices qu'il réalise dans la production ne vont pas dans les poches des capitalistes, mais servent, en dernier lieu, les intérêts des ouvriers, donc reviennent à eux, sous d'autres formes que l'argent.

Tout subtil qu'il soit, ce raisonnement est purement théorique. L'État " ouvrier " n'est pas dirigé [24] par les ouvriers eux-mêmes (les travailleurs ne pourraient diriger la production eux-mêmes que dans un tout autre système social, jamais dans un État centralisé moderne), mais par une très vaste couche de fonctionnaires à la solde du gouvernement qui, lui, forme au centre un groupe ferme, détaché des masses laborieuses et agissant à son gré. On dira qu'il est " responsable " devant les ouvriers. C'est une autre abstraction. La réalité n'a rien de commun avec ces formules.

Demandez à n'importe quel ouvrier en U.R.S.S.- mais que ce soit un simple et véritable ouvrier - sous quelle forme il tire profit des bénéfices réalisés par l'État sur ses salaires. Il ne vous comprendra même pas : il n'en sait rien. La seule chose qu'il sait, c'est qu'il touche son maigre salaire, bien insuffisant, et qu'il a toutes les peines du monde pour vivre. Il sait aussi qu'il y a beaucoup de gens, dans le pays, qui vivent " agréablement " (Staline *dixit*), grassement, même luxueusement.

Demandez-lui s'il peut exercer une pression sur les " responsables ", s'il peut les critiquer, les rappeler à l'ordre, les éliminer, les remplacer. Il vous comprendra encore moins. Ce qu'il sait, c'est qu'il n'a qu'à exécuter les ordres de ses chefs, qui " savent ce qu'ils font ", et que la moindre critique lui coûterait cher. Ces chefs lui sont imposés par le gouvernement et ne sont responsables que devant celui-ci. Et quant au gouvernement, il est infaillible et inattaquable : sa responsabilité est un mythe.

Voyons un peu quelle est la situation réelle de l'ouvrier en U.R.S.S. ? Diffère-t-elle essentiellement de celle des travailleurs dans les pays du capitalisme privé ?

Comme partout ailleurs, l'ouvrier en U.R.S.S. est obligé de se présenter, le jour de paye, au guichet de l'établissement pour toucher son salaire. Ce salaire lui est versé par un fonctionnaire, caissier de l'unique patron : l'État.

Le fonctionnaire fait son compte d'après le taux des salaires établi par le gouvernement. Il retient sur la paye ce que l'État-patron juge nécessaire de retenir : tant pour le Secours Rouge, tant pour l'emprunt (" libre, mais obligatoire : encore un sophisme soviétique), tant pour la propagande à l'étranger, tant pour la Loterie Nationale (un autre geste " libre ", mais obligatoire), etc. Après quoi il verse la paye à l'ouvrier, exactement comme n'importe quel caissier employé de n'importe quelle " boîte ", dans n'importe quel pays. Naturellement, l'ouvrier ne sait pas le moins du monde ce que " l'État " gagne sur son salaire ni ce que cet État fait de ce gain. " Ça, c'est l'affaire du gouvernement ", et l'ouvrier n'aura même pas l'idée de se mêler tant soit peu de ce problème.

Mais, dans un pays à capitalisme privé, l'ouvrier, s'il est mécontent, peut quitter son patron et en chercher un autre. Il peut changer d'usine, aller où il veut, faire ce qu'il lui plaît. Tout cela est impossible en U.R.S.S. puisqu'il n'y existe qu'un seul patron, propriétaire de toutes les usines. Conformément aux dernières lois, l'ouvrier n'a même pas le droit de " demander son compte " et de quitter l'usine de son gré, sans motif plausible. Pour cela il lui faut une autorisation de la Direction. Notons, en passant, que cette Direction est formée également de fonctionnaires qui ont remplacé, depuis longtemps, les comités d'usines. L'ouvrier est donc *attaché* à son lieu de travail, à la manière d'un serf ou d'un esclave [25].

Si l'ouvrier quitte l'usine sans une autorisation spéciale *inscrite sur sa carte d'identité obligatoire*, ou s'il en est renvoyé comme fautif, il ne peut plus travailler nulle part, sauf réautorisation. Aucun directeur d'usine, fonctionnaire du même patron-État, ne l'embauchera, sous peine de sanctions très sévères.

Dans ces conditions, l'État-patron peut faire de l'ouvrier ce qu'il veut. Il le traite en véritable esclave. L'ouvrier est obligé d'accepter tout : il n'a ni choix du patron, ni moyens de défense (les syndicats étant entre les mains du gouvernement-patron et prétendant ne pas comprendre que le syndiqué puisse se défendre " contre son propre gouvernement "), ni aucune possibilité d'exister autrement que rivé à sa chaîne. A moins qu'il ne se " débrouille " comme il peut. Il ne peut, non plus, se plaindre ni même se prononcer, la presse étant elle aussi entre les mains de son " gouvernement ", la parole n'appartenant qu'à ce dernier et les réunions ne pouvant avoir lieu autrement que sur ordre officiel. Dans un pays aussi étendu que la Russie, le meilleur moyen de " se débrouiller " a toujours été le vagabondage. La pratique n'a pas changé depuis. Des milliers et des milliers d'ex-ouvriers russes, ayant quitté l'usine " irrégulièrement " et se trouvant en rupture de ban avec les autorités, reprennent la vieille tradition, empruntent la voie du vagabondage et forment une importante masse de *chômeurs* dont la presse soviétique ne parle naturellement pas.

Les lois concernant l'ouvrier en général et la main-d'œuvre dans les usines en particulier sont extrêmement dures. Des dizaines de milliers d'ouvriers languissent et périssent dans des prisons et lieux d'exil pour l'unique motif de les avoir enfreintes.

Le travail lui-même est pénible. D'abord, sauf dans les grands centres, les conditions hygiéniques dans les ateliers sont déplorables, l'ambiance générale est déprimante. Ensuite, le dur travail aux pièces et le système Taylor sont appliqués à peu près partout.

Le fameux " stakhanovisme " [26] en témoigne. (Le lecteur trouvera dans certains ouvrages d'autres témoignages et preuves irréfutables de ce que nous avançons.)

Naturellement, l'ouvrier " étatisé " en U.R.S.S. est, du moins en principe, un esclave *moderne* : à condition d'être *docile* et *zélé*, il est assez bien entretenu, assuré par son " seigneur " (État), gratifié d'un congé payé, etc.

Toutefois, il ne s'agit là, en réalité, que d'une partie assez restreinte de la classe ouvrière. Celle-ci est divisée en plusieurs catégories. La différence de leurs conditions de vie va de l'aisance à la misère, en passant par tous les stades intermédiaires. Les faveurs en question ne s'appliquent qu'à des ouvriers " dignes d'elles ". Pour être à l'aise, pour avoir des congés et d'autres avantages, il faut les mériter, se détacher du troupeau, savoir " grimper " .

L'écrasante majorité des travailleurs en U.R.S.S. traîne une existence misérable, surtout les ouvriers non-qualifiés, les manœuvres, les domestiques, les petits employés et, en général, la masse ouvrière moyenne, courante.

D'autres, qualifiés et spécialisés, esclaves privilégiés, ont une vie relativement " belle " et forment une sorte d' " aristocratie ouvrière " .

Le plus souvent, ces derniers méprisent et repoussent leurs malheureux compagnons de classe. La lutte pour l'existence est âpre en U.R.S.S. Tant pis pour les victimes ! Qu'elles se débrouillent ! Si l'on s'occupe d'elles, on devient vite victime soi-même. Or, l'ouvrier qualifié et privilégié, le vrai " stakhanoviste " - digne disciple du fameux Stakhanoff, premier ouvrier-arriviste et arrivé - ambitionne des situations de plus en plus élevées. Il a bon espoir de sortir un jour, des rangs des esclaves, de devenir lui-même fonctionnaire, chef quelconque, directeur peut-être... Il fait tout pour y arriver : il se démène ; il travaille pour quatre ; il façonne des jeunes qui le remplaceront à l'usine ; il se fait remarquer partout où il le peut ; il fait des études si possible ; il est toujours d'accord avec les autorités et il le souligne ; il est candidat au Parti. Il flatte et courtise ici ; il plastronne là. Mais, avant tout, il faut qu'il ne se gêne guère avec ceux qui sont en bas, ni avec ses concurrents. La lutte est dure en U.R.S.S.

Les ouvriers " stakhanovistes " sont surtout des " entraîneurs " dont le rôle est de démontrer par l'exemple à la masse des ouvriers, qu'il est possible d'intensifier la production. Ils sont grassement payés et obtiennent des avancements, en particulier les " super-stakhanovistes " qui sont les " as " du " stakhanovisme " . Leur rôle est aussi de faire voir aux ouvriers qu'à force de bien travailler on peut " arriver " à une vie " convenable et même agréable " (Staline *dixit*).

Dans la plupart des cas, une fois le nouveau " rendement-record " établi à l'usine, il est impossible à un " stakhanoviste " d'y rester : les ouvriers ne le laisseraient pas en vie. Généralement les autorités prennent soin de leur fidèle serviteur : le plus souvent il est envoyé, tout d'abord dans un sanatorium où il séjourne " convenablement " pendant quelques mois : après quoi il est appelé à un poste administratif à Moscou ou dans une autre grande ville où, souvent, on met à sa disposition une coquette villa et où il mène une vie " agréable ", touchant des appointements et jouissant des prérogatives en rapport avec les services rendus. Sa carrière est faite. Il est fonctionnaire. Il est " arrivé ", " sorti du troupeau " .

Par tous ces procédés " stakhanovisme ", " super-stakhanovisme ", classification en diverses catégories des salariés, etc., le gouvernement " communiste " arrive, lui, à *diviser et à mieux commander la masse ouvrière*. Il crée, en même temps, une couche privilégiée qui lui est servilement dévouée : elle tient en haleine " le troupeau " et sert de " tampon " entre les maîtres et les esclaves.

Ainsi, les procédés employés par les nouveaux maîtres - les " communistes " - vis-à-vis de la masse laborieuse demeurent ce qu'ils avaient été de tout temps : diviser et dominer. Et la parole consolatrice lancée par les maîtres dans le " troupeau " reste, elle aussi, éternelle : " Ouvriers ! Vous voulez " arriver " ? Maintenant, cela ne dépend que de vous-mêmes, car tout homme capable, appliqué et dévoué peut devenir " quelqu'un ". Ceux qui n'y réussissent pas, les " ratés ", n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes. " D'après les calculs minutieux et objectifs de l'économiste E. Yourievsky, *tirés des statistiques du gouvernement de l'U.R.S.S.*, sur les quelque 18 millions d'ouvriers en 1938, il y avait environ 1 million et demi (8 %) d'ex-ouvriers et ouvriers privilégiés : super-stakhanovistes et stakhanovistes, etc.

On comprend que le gouvernement encourage et favorise cet arrivisme dont il tire de si grands profits et que, d'ailleurs, il ne désigne jamais sous ce nom. On appelle cela : " noble émulation ", " zèle honorable au service du prolétariat " et ainsi de suite. Il existe une décoration " pour le zèle ". Il existe même toute une couche de " porteurs de décorations " (" ordénonostsi ").

Avec les plus " dignes " de ces éléments le gouvernement crée une sorte de nouvelle noblesse " soviétique " et aussi une nouvelle bourgeoisie capitaliste-étatiste : soutiens décidés et solides du régime. C'est à tous ces éléments que Staline, leur chef suprême, fait allusion lorsqu'il dit, dans certains de ses discours : " La vie chez nous devient toujours plus agréable, plus gaie... "

Le troupeau reste le troupeau, comme partout ailleurs. Et, comme partout, le gouvernement dispose d' " assez de moyens pour le maintenir à sa merci, tranquille et soumis. "

On prétend que de telles mœurs préparent le passage au " véritable communisme " .

Nous nous sommes demandé si le sort de l'ouvrier en U.R.S.S. est préférable à celui du travailleur en pays du capitalisme privé. Or, le vrai problème n'est pas là ; il est plus justement celui-ci : un tel état des choses *contient-il* du *socialisme* ou, du moins, *en est-ce l' " aurore " ?* Une telle organisation, une telle ambiance sociale, peuvent-elles y mener ?

Nous invitons le lecteur à répondre lui-même à ces questions - et à d'autres encore - lorsqu'il sera parvenu au terme de notre étude.

8.3 Situation des paysans

Là il faut distinguer quatre périodes successives.

Tout d'abord, cherchant à gagner et à consolider les sympathies des vastes masses laborieuses et de l'armée, le gouvernement bolcheviste pratiqua vis-à-vis des paysans une politique de " laisser faire ".

Les paysans - le lecteur le sait - commencèrent à s'emparer des biens fonciers dont les propriétaires étaient soit en fuite, soit chassés, longtemps avant la Révolution d'octobre. Le gouvernement bolcheviste n'eut qu'à sanctionner cet état de choses. (Décret du 25 octobre 1917.)

" D'eux-mêmes, les soldats ont cessé la guerre, tandis que les paysans se sont emparés des terres et les ouvriers, des usines ", constate P. Milioukov, historien et écrivain russe bien connu, ex-ministre du premier gouvernement provisoire : " Lénine n'eut qu'à sanctionner le fait accompli pour s'assurer les sympathies des soldats, des paysans et des ouvriers ". (P. Milioukov, *Histoire de Russie*, vol. III, p. 1274.) Il y a beaucoup de vrai dans cette affirmation du leader bourgeois, bien qu'il eût tort de ne tenir aucun compte de l'influence de la propagande et de l'activité des révolutionnaires. Avec cette réserve, son témoignage est particulièrement intéressant. Milioukov fut toujours fin observateur et connaisseur de la vie russe. Il détenait un poste lui permettant une bonne information. Enfin, il n'avait aucune raison de diminuer le rôle des bolcheviks, au contraire... (Remarquons en passant que ce témoignage est fort suggestif, non seulement par rapport au problème paysan et ouvrier lors d'une révolution, mais aussi en ce qui concerne le problème de la guerre.)

Avis à tous ceux qui, intentionnellement ou par ignorance, prétendent que la Révolution fut accomplie non pas par les masses, mais par les bolcheviks. C'est un point à souligner. Dans le fond, la Révolution d'octobre, de même que celle de février, fut *réalisée et gagnée par les masses*, bien entendu avec l'aide et le soutien des révolutionnaires de toutes tendances. Les masses étaient prêtes à la nouvelle Révolution ; elles la réalisaient de jour en jour, partout sur place. C'est ce qui importe ; c'est ce qui signifie " accomplir la révolution ". Quant aux bolcheviks, ils accomplirent un acte purement politique en s'emparant du pouvoir qui *devait tomber fatalement au cours de cette Révolution populaire en marche*. Par leur geste politique les bolcheviks arrêtaient la véritable Révolution et déterminèrent sa déviation [27].

Cette constatation confirme, entre autres, la thèse fondamentale des anarchistes. Ceux-ci affirment, en effet, que lorsque les conditions nécessaires et favorables sont remplies, les masses sont parfaitement capables d'accomplir la Révolution elles-mêmes, avec l'aide et le concours des révolutionnaires. Ils ajoutent - et c'est ce qui est essentiel dans leur point de vue - qu'au lendemain de la victoire, *la Révolution devrait suivre le même chemin* : action libre des masses, soutenue par l'action libre des révolutionnaires de toutes tendances, sans qu'un parti politique, en éliminant les autres, s'installe au pouvoir, impose sa dictature et monopolise la Révolution.

Donc, au début - *première période* - Lénine ne toucha pas aux paysans. C'est pour cette raison, entre autres, que ceux-ci le soutinrent, lui laissant ainsi le temps nécessaire pour consolider son Pouvoir et son État. À cette époque, on disait même - surtout à l'étranger - que les paysans étaient ceux qui gagneraient le plus à la Révolution russe, et que les bolcheviks, en dépit de leur doctrine marxiste seraient obligés de s'appuyer, en fin de compte, non pas sur la classe ouvrière mais sur la classe paysanne. Or, plus tard - *deuxième période* - au fur et à mesure que l'État s'affermissait et que, d'autre part, les villes leurs provisions épuisées, tournaient leur regard vers la campagne, Lénine commença à refermer de plus en plus le cercle autour des paysans.

Si les ouvriers des villes et des régions industrielles avaient eu, par le canal de leurs organisations indépendantes et agissantes, la liberté d'action et d'initiative, ils auraient certainement établi un contact

économique direct et fécond avec les paysans pour la production, les échanges, etc. On peut être sûr qu'un tel contact entre les producteurs et les consommateurs libres des villes et de la campagne aurait abouti à des ententes et, finalement, à une solution pratique et heureuse de ce problème capital de la Révolution Sociale : celui des rapports entre les deux classes de travailleurs, entre les deux branches essentielles de l'économie nationale.

Mais, voilà ! Les ouvriers et leurs organisations n'avaient aucune liberté d'action, aucune initiative. Les paysans non plus. Tout se trouvait concentré entre les mains de l'État, du gouvernement. Lui seul pouvait agir, entreprendre, résoudre.

Dans ces conditions, et naturellement, tout le monde attendait ses décisions.

Les paysans qui, sur des suggestions et propositions directes des ouvriers, auraient certainement fait de leur propre initiative, depuis longtemps et d'une façon naturelle, spontanée et simple, le nécessaire auprès des villes, les paysans ne bougeaient pas, tant que le gouvernement - il était là pour cela ! - ne faisait pas connaître ses intentions.

Par sa présence et ses fonctions mêmes, un gouvernement s'interpose entre les deux couches de travailleurs et les sépare. Automatiquement il les empêche de s'aboucher puisqu'il se charge d'intervenir auprès des deux en intermédiaire, en arbitre.

Or, lorsqu'elles émanent d'un gouvernement, les " dispositions " n'ont rien des relations directes de travailleurs à travailleurs. Par leur nature même, elles ne peuvent être autres que des prescriptions, des commandements, des ordres.

Donc, Lénine intervint. Naturellement, en tant que dictateur marxiste, il ne comprenait rien à la véritable situation. Il expliquait l'attitude indifférente des paysans, non pas comme une conséquence fatale de l'application du faux principe gouvernemental, mais comme une manifestation de leur " égoïsme ", de leur " mentalité petite-bourgeoise ", de leur " hostilité à l'égard des villes ", etc.

Il agit et sévit. Par une série de décrets et d'ordonnances, il somma les paysans de remettre la plus grande partie de leur récolte à l'État. Cette sommation fut appuyée par la force armée et policière. Ce fut la période des réquisitions, des impôts en nature, des " expéditions armées ", bref, du " communisme de guerre ". La violence militaire s'abattit sur les paysans pour leur soustraire tout ce dont l' " État " avait besoin.

On défendit aux paysans de vendre leurs produits. On établit, sur les chemins de fer, sur les routes et autour des villes, des " barrages " pour empêcher cette vente qualifiée de " spéculation ". Des milliers de paysans et d'autres " citoyens " furent arrêtés et une partie fusillée pour avoir enfreint ces mesures. Inutile de dire qu'on ramassait surtout les pauvres bougres qui portaient en ville un quelconque sac de farine à seule fin d'avoir quelques sous permettant d'augmenter leur subsistance quotidienne, ou encore des paysans qui cherchaient uniquement à venir en aide à leurs parents ou amis affamés. Les vrais spéculateurs en gros " forçaient " les barrages aisément à coups de pots-de-vin. Une fois de plus, dans le système étatiste, la réalité se moquait de la " théorie ".

Bientôt, cette politique aboutit à des troubles sérieux. Les paysans opposèrent à la violence une résistance farouche. Ils cachaient leur blé ; ils réduisaient la surface d'ensemencement aux proportions strictement nécessaires pour satisfaire leurs besoins personnels ; ils tuaient leur bétail, ils sabotaient le travail, ils se dressaient çà et là contre les perquisitions et les réquisitions, ils assassinaient de plus en plus souvent les " commissaires " chargés de ces opérations.

Les villes se trouvèrent sous la menace d'être affamées, et aucune amélioration ne put être envisagée. Les ouvriers, subissant de dures privations, comprenant de mieux en mieux les véritables raisons de cette faillite et cherchant à redresser la Révolution, commencèrent à s'émouvoir sérieusement. Une partie de l'armée se montra assez disposée à soutenir ce mouvement des masses. (C'est ainsi que se produisit, en mars 1921, le grand soulèvement de Cronstadt dont nous nous occuperons dans la dernière partie de notre ouvrage.) La situation devenait critique.

Ne croyant pas son État, c'est-à-dire l'ensemble des forces d'appui et de coercition, assez consolidé pour réussir à imposer, coûte que coûte, sa volonté au pays, Lénine recula. Aussitôt après la " victoire " de Trotski sur Cronstadt, il proclama la fameuse NEP : " la nouvelle politique économique ".

La NEP forme la *troisième période* de l'évolution du problème agraire.

Elle ne fut " nouvelle " que par rapport à l'impitoyable rigueur et aux mesures militaires de la veille. Ce fut, tout simplement, une certaine détente. On allégea un peu la pression pour contenter les ventres et apaiser les esprits.

" La nouvelle politique " octroya aux paysans une certaine liberté de disposer du produit de leur travail : notamment d'en vendre une partie librement, au marché. Les barrages furent supprimés. Le petit commerce bénéficia de quelques " libéralités ". La propriété individuelle recouvra quelques droits.

Mais, pour mille raisons, la NEP ne changea pas grand-chose. Elle ne constituait pas une solution. Ce fut une demi-mesure, vague et douteuse. Certes, elle rasséréna un peu l'atmosphère. Mais elle créa, en même temps, une sorte de flottement et de désorganisation. Elle aboutit rapidement à des confusions et à des contradictions lourdes de conséquences, aussi bien dans le domaine économique que dans la vie du pays en général.

D'autre part, la situation équivoque et instable qu'elle avait créée représentait un certain danger pour la sécurité du gouvernement. Ayant fait des concessions, celui-ci avouait une certaine faiblesse. Cet aveu indirect éveilla des espoirs dans les milieux bourgeois. Il donna une impulsion nouvelle à des forces et à des éléments dont l'esprit et l'activité pouvaient devenir vite séditionnels et même dangereux pour le régime. Ceci d'autant plus que les sympathies des masses pour le bolchevisme s'étaient fortement émoussées depuis 1917, ce que le gouvernement n'ignorait pas. Le réveil éventuel des appétits bourgeois chez certains éléments de la paysannerie paraissait particulièrement redoutable.

Les membres du parti et les couches privilégiées en général, déjà formées dans ce nouvel État et assez influentes eurent peur. On insista auprès du gouvernement sur la nécessité d'en finir avec la " pause de la NEP " et de revenir au régime de l'État-patron, de l'État-poigne.

Pour toutes ces raisons Staline, qui remplaça Lénine mort en 1924, se vit obligé de choisir entre deux solutions : ou bien élargir encore la NEP, ce qui signifiait, en dépit de la possession des " leviers de commande ", ouvrir les portes à la restauration économique, et peut-être, politique du régime du capitalisme privé ; ou bien revenir à l'étatisme intégral, au régime totalitaire, et reprendre l'offensive à l'État contre les paysans.

Tout pesé, sûr de la puissance acquise et de la maîtrise de l'État, assuré du soutien actif des couches privilégiées ainsi que de l'appui d'une bonne partie de l'armée, définitivement assujettie, et de toutes les forces coercitives de " son appareil ", Staline finit par opter pour la deuxième décision. Il procéda, à partir de 1928, à l'étatisation totale de l'agriculture : étatisation appelée " collectivisation " et représentant la *quatrième période* de l'évolution du problème paysan.

Par la force des armes, par la terreur qui prit bientôt des formes et des proportions inouïes, l'État se mit à enlever au paysan resté propriétaire son lopin de terre, même moyen, même petit. Il entra ainsi en possession effective et complète du sol.

Avant cette opération, il fallait distinguer en U.R.S.S. :

1. Les " sovkhoz " (abrégé du nom russe) : " possessions soviétiques ", *exploitées directement par l'État* ;
2. Les " kolkhoz " : " possessions collectives ", *exploitées en commun par les paysans* y adhérant et travaillant sous la direction et sous le contrôle de l'État ;
3. Les cultivateurs individuels, à l'époque sortes de fermiers de l'État, redevables vis-à-vis de celui-ci, comme les " kolkhoz " d'une partie plus ou moins importante de leurs produits.

Cette distinction disparut à la " collectivisation ". L'agriculture tout entière devint désormais *entreprise directe de l'État, propriétaire effectif du sol*. Tout " chantier agricole " prit le nom de " kolkhoz " ;

Tout paysan fut obligé par force d'entrer dans un " kolkhoz ". Son lopin de terre et ses biens furent confisqués. Et, soulignons-le, il s'agissait non seulement des paysans plus ou moins aisés, mais aussi *des millions de cultivateurs pauvres*, ayant juste de quoi se nourrir, n'employait pas de main-d'œuvre et ne disposant que du strict nécessaire pour leur travail individuel.

Depuis cette époque, tout paysan en U.R.S.S. est obligatoirement attaché à un " kolkhoz ", comme l'ouvrier à une usine. L'État l'a transformé, non seulement en son fermier, mais en son *serf* et l'a contraint à travailler pour ce nouveau maître. Et, comme tout vrai maître, il ne lui laisse, sur le produit de son travail, que le minimum indispensable pour vivre : le reste, la plus grosse part, est mise à la disposition

du gouvernement. Et, comme tout vrai maître, celui-ci en dispose à son gré, sans que le paysan en ait la moindre notion. Certes, ce reste ne va pas enrichir les capitalistes, mais il y a d'autres couches à engraisser en U.R.S.S.

Théoriquement, l'État " achète " aux " kolkhoz " leurs produits. C'est surtout sous cette forme qu'il rémunère le travail des paysans. Mais, propriétaire et acheteur unique, il paie pour ces produits un prix dérisoire. Cette rémunération n'est qu'une nouvelle forme d'exploitation des masses paysannes *par l'État capitaliste*.

Pour le comprendre, il suffit de constater que, d'après les données de la presse " soviétique ", l'État réalisa en 1936 *un bénéfice net de près de 25 millions de roubles par la revente des produits achetés aux " kolkhoz "*. Ou encore : en 1937, les " kolkhoziens " ne touchèrent que près de 50 pour 100 de la valeur réelle des produits de leur labeur. Le reste fut retenu comme impôts frais d'administration, retenues diverses, etc.

La quasi-totalité de la population paysanne de l'U.R.S.S. se retrouve aujourd'hui *dans un état de servage*. Cette organisation agricole rappelle les fameuses " colonies militaires " d'Araktchéieff, du temps du tzar Alexandre 1^{er}. En fait, l'agriculture " soviétique " est " mécanisée ", " bureaucratisée ", " militarisée ". Pour arriver à ces fins, Staline dut recourir vis-à-vis des paysans à de terribles mesures de violence. En maints endroits la campagne n'accepta pas de bonne grâce les réformes annoncées : elle se cabra. Staline s'y attendait. Il n'hésita pas. Des millions de paysans furent emprisonnés, déportés ou fusillés à la moindre résistance. Des détachements de " troupes spéciales " - sorte de garde mobile ou de corps de gendarmerie et de police militarisée - remplirent surtout cette besogne. Au cours de ces " expéditions ", nombre de villages récalcitrants ou rebelles furent brûlés et fauchés par l'artillerie et les mitrailleuses. De plus, au cours de tous ces bouleversements, plusieurs famines dévastèrent des régions entières et emportèrent d'autres millions de victimes.

Finalement, " force resta à la loi ". Il n'y a pas lieu de s'en étonner, ni de " rester sceptique " vis-à-vis de nos affirmations. Nous savons par d'autres exemples, tels que ceux du fascisme et de l'hitlérisme, à quel point un régime autoritaire, armé de tous les moyens modernes, peut subjuguier les masses et leur imposer sa volonté, en dépit de toutes les résistances et de tous les obstacles, *tant que la police et l'armée lui obéissent*.

D'aucuns diront que le gouvernement bolcheviste n'avait pas d'autres moyens pour sauvegarder son régime, pour sauver le pays de la famine permanente et d'autres désastres pires que le remède, pour " *faire progresser l'agriculture* ", pour " *assurer la marche vers le socialisme* ".

Nous sommes d'accord, sauf sur les buts.

Oui, le procédé étatiste, gouvernemental, n'a pas d'autres moyens d'action que ceux-là. Mais c'est, précisément, la preuve irréfutable que sa doctrine est erronée et que la situation créée est sans issue. Car, par ces moyens, jamais le socialisme ne sera réalisé.

Ce système peut " assurer " la marche, non " vers le socialisme ", mais vers un *capitalisme d'État*, plus abominable encore que le capitalisme privé. Ce système n'est donc nullement un état " de transition ", comme on veut souvent nous le faire croire : il est tout simplement un autre mode de domination et d'exploitation. On sera obligé de le combattre comme on a combattu - ou comme on combat aujourd'hui - d'autres systèmes à base de domination et d'exploitation.

Quant au " progrès de l'agriculture ", nous sommes persuadés que la vraie collectivisation progressive de cette branche - comme de toute l'économie - sera réalisée par des forces qui n'auront rien de commun avec celles de la dictature politique étatiste.

Nous avons dit que depuis un moment le problème agraire se compliquait sérieusement en U.R.S.S. La masse paysanne menant une lutte, sourde mais efficace, contre l'État-patron et sabotant le travail des " kolkhoz ", le rendement de l'agriculture commença à baisser catastrophiquement. Afin de stimuler les kolkhoziens et pour les réconcilier avec le système, on les autorisa alors à posséder, au sein même du " kolkhoz ", une certaine propriété individuelle, d'ailleurs très restreinte : un peu de terre, quelque bétail, quelque outillage. On permit au kolkhozien de travailler un peu pour lui-même.

Le résultat fatal de cette mesure ne tarda pas à se faire sentir : la lutte entre le paysan et l'État se cristallisa bientôt autour de ce " secteur privé " (" autour de la vache ", dit-on dans le pays).

Depuis ce temps, les paysans tendent opiniâtrement à augmenter leur " propriété ", leurs droits et leur travail personnel au détriment du kolkhoz.

Quant à l'État, il s'oppose, naturellement, à cette tendance. Mais, d'autre part, il se voit obligé de ménager autant que possible le " secteur individuel " dont le rendement est supérieur à celui du kolkhoz et contribue fortement à la prospérité de l'État.

Actuellement, cette lutte et ces hésitations constituent le point névralgique du problème agraire en U.R.S.S. Il n'est pas impossible que le pays se trouve à la veille d'une nouvelle et cinquième période dans son évolution agricole.

Notons, toutefois, que ces détails et les autres ne changent rien au tableau général que nous venons de peindre.

8.4 Situation des fonctionnaires

La troisième couche sociale, dont l'importance devient énorme en U.R.S.S., est celle des bureaucrates, des *fonctionnaires*.

Du moment que les relations directes entre les diverses catégories de travailleurs sont supprimées, de même que leur initiative et leur liberté d'action, le fonctionnement de la machine d'État doit être nécessairement assuré par des intermédiaires dépendant de la direction centrale de la machine. Le nom que l'on donne à ces intermédiaires : fonctionnaires, désigne merveilleusement leur rôle qui consiste à *faire fonctionner*.

Dans les pays " libéraux " les fonctionnaires " font fonctionner " ce qui relève de l'État.

Dans un pays où l'État *est tout*, ils sont appelés à faire fonctionner le tout. Ce qui veut dire qu'ils sont chargés d'organiser, d'administrer, de coordonner, de surveiller, bref, de faire marcher la vie entière du pays : économique et autre.

Dans un pays aussi immense que l'U.R.S.S., cette " armée civile " de l'État-patron doit être extraordinairement nombreuse. Et en effet, la caste des fonctionnaires s'y élève à quelques millions. D'après E. Yourievsky, déjà cité, leur nombre global dépasse *neuf millions*. N'oublions pas qu'en U.R.S.S. il n'y a ni municipalités ni autres services ou organismes indépendants de l'État, ni entreprises privées quelles qu'elles soient.

Il va de soi qu'à part les petits employés subalternes, c'est la couche sociale la plus privilégiée. Sous ce rapport, seuls les cadres supérieurs militaires peuvent lui faire concurrence. Les services qu'elle rend au patron (État) sont inappréciables. À côté de l'armée et de la police, énormes aussi et bien dressées, la bureaucratie " soviétique " est une force de première importance. Au fond, tout repose sur elle. Non seulement elle sert l'État, l'organise, le régit, le fait marcher, le contrôle, etc., mais, ce qui est encore plus précieux, *elle soutient fidèlement et activement le régime* dont elle dépend entièrement. Au nom du gouvernement qu'elle représente, la haute bureaucratie commande, dicte, ordonne, prescrit, surveille, punit, sévit ; la moyenne et même la petite exécutent et commandent aussi, chaque fonctionnaire étant maître dans les limites qui lui sont assignées. Hiérarchiquement, tous sont responsables devant leurs supérieurs. Les plus hauts le sont devant le fonctionnaire-chef, le grand, le génial, l'infailible Dictateur. Les fonctionnaires se donnent corps et âme au gouvernement. Et ce dernier leur en sait gré : à l'exception du troupeau de petits employés dont la situation correspond à celle du troupeau ouvrier, les fonctionnaires " responsables " en U.R.S.S. sont l'objet de soins inlassables. Bonne rémunération et avancement sont garantis à tout fonctionnaire digne de ces faveurs. Tout fonctionnaire docile et appliqué est bien payé, choyé, félicité, décoré. Les plus dévoués et zélés avancent rapidement en grade et peuvent espérer arriver aux postes les plus élevés de l'État.

La médaille a pourtant son revers. Tout fonctionnaire est, au fond, un instrument et un jouet entre les mains de ses supérieurs. La moindre faute, erreur ou négligence peut lui coûter cher. Responsable uniquement devant ses chefs, tel un militaire, il est sanctionné par eux dans l'ordre administratif, suivant leur bonne volonté, sans autre forme de procès. C'est la destitution foudroyante, souvent la prison, parfois la mort. Le caprice personnel et l'arbitraire des chefs règnent sans appel. Le plus terrible est que, fréquemment, le fonctionnaire sanctionné n'est qu'un bouc émissaire, sa " faute " ou son échec étant imputable, soit aux dispositions défectueuses de ses supérieurs, soit aux conditions générales ou encore

à la politique du gouvernement. " Staline a toujours raison " (comme Hitler en Allemagne). S'il y a maldonne, on trouve vite les coupables. Très souvent aussi - la chose est profondément ancrée dans les mœurs de la bureaucratie " soviétique " - le coupable tombe victime de la lutte pour l'existence ; la concurrence, la jalousie, les intrigues, ces éléments inséparables d'un arrivisme déchaîné, guettent le fonctionnaire à tous les instants de sa vie.

En revanche, certains écarts de la vie privée des hauts fonctionnaires, allant parfois jusqu'à la débauche, sont tolérés par le gouvernement, comme une sorte de délassément indispensable. Le Guépéou ferme les yeux. Ses chefs y participent. Le fameux Iagoda fut un gros noceur pervers. Et il y a encore des orgies à Moscou !

" Arriver " à tout prix et par tous les moyens, sans se faire prendre : tel est l'un des plus grands soucis et un des plus forts stimulants en U.R.S.S.

Aussitôt un peu au-dessus du niveau de l'immense troupeau des 150 millions d'ouvriers, paysans et petits employés tout fonctionnaire débutant peut, en se montrant dévotement et aveuglément soumis, en sachant flagorner et " jouer des coudes ", arriver à la " belle vie ".

C'est cet espoir qui pousse aujourd'hui tout jeune citoyen en U.R.S.S. vers l'instruction et l'étude. Il aspire et espère, comme le " stakhanoviste ", " sortir de la masse " qui se débat dans la misère. Il ambitionne un poste de chef, une voiture, une serviette en cuir, une paire de bonnes bottes, une bonne rémunération des décorations.

Sur ce chemin, il ne se gêne pas avec son prochain. Il sait à merveille se faufiler, bousculer, insinuer, intriguer, piétiner, écraser... Et, bien entendu, il sait aussi flatter, encenser, être obséquieux et servile.

Pour se rendre compte de tout cela, il suffit de suivre attentivement ce qui se passe dans le pays. Il suffit même de lire attentivement la presse " soviétique ", si l'on connaît suffisamment la vie, la mentalité et les mœurs russes en général. Les discours et les harangues des chefs, les distributions périodiques de décorations, les déclarations et interventions des délégués aux Congrès, les reportages locaux et les " petites histoires " quotidiennes qui trouvent leur place et leurs échos dans les journaux, toute cette documentation met celui qui sait la lire et la comprendre au courant de la situation.

D'après Yourievsky, sur les 10 millions environ de fonctionnaires en U.R.S.S., 2 millions (20%) sont des privilégiés. Le reste mène une existence plus ou moins pénible, agrémentée par l'espoir d' " en sortir " et d' " arriver ".

Si nous groupons toutes nos données, nous obtiendrons le tableau suivant, bien entendu approximatif :

- 1.500.000 ouvriers privilégiés sur 18.000.000
- 2.000.000 de fonctionnaires privilégiés sur 10.000.000
- 4.000.000 de paysans aisés sur 142.000.000
- 2.500.000 privilégiés divers : membres du parti (indépendamment de leurs fonctions), spécialistes, militaires, policiers, etc...

10.000.000 de privilégiés toutes catégories sur 170.000.000 : ces 10 millions constituent la nouvelle classe privilégiée en U.R.S.S. et le soutien réel du régime.

Le reste de la population : 160 millions d'âmes, n'est qu'un troupeau plus ou moins obscur, soumis, exploité et misérable.

8.5 La structure politique

Par notre analyse du rôle des fonctionnaires, nous touchons à la structure *politique* du pays.

Politiquement, l'U.R.S.S. est gouvernée par de hauts fonctionnaires d'État (comme la France, d'après la formule consacrée, est gouvernée par les " préfets ") et administrée, sous leurs ordres, par une innombrable armée de fonctionnaires subalternes.

Il nous reste à apporter à cette constatation certaines précisions indispensables,

Avant tout, il faut distinguer deux éléments absolument différents : l'un est constitué par *les apparences*, le décor, la mise en scène - seul héritage de la glorieuse Révolution d'octobre - l'autre est *la réalité*.

En apparence, l'U.R.S.S. est gouvernée par les *Soviets*. (" Les Soviets partout ! " clament les communistes français, sans savoir nullement à quoi s'en tenir sur les " Soviets ", sans avoir la moindre notion de leur vraie histoire ni de leur véritable rôle.)

Rien n'est plus faux ! Les braves gens qui, à l'étranger, croient encore sincèrement en ce mythe se laissent magistralement " rouler " .

Sans nous perdre ici dans des détails, établissons les faits essentiels, soulignant surtout les traits peu ou pas connus.

Depuis très longtemps, les " Soviets " (conseils ouvriers) ne jouent plus aucun rôle important en U.R.S.S., ni politique, ni social. Leur emploi est tout à fait secondaire et même insignifiant : ce sont des organes purement administratifs et exécutifs, chargés de petites besognes locales sans importance, entièrement soumis aux " directives " des autorités centrales : gouvernement et organes dirigeants du parti, Les Soviets n'ont même pas *l'ombre* d'un pouvoir.

Un grand malentendu règne, hors de Russie, sur les Soviets. Pour nombre de travailleurs des autres pays, le terme *Soviet* a quelque chose de mystique. Une foule de sincères, de naïfs - de " poires " pour dire le mot - prenant des vessies pour des lanternes, prêtent foi au décor " socialiste " et " révolutionnaire " des nouveaux imposteurs. En Russie, les masses sont *contraintes*, par la violence et par d'autres méthodes à usage interne, de s'adapter à cette imposture (exactement comme elles le sont dans l'Allemagne de Hitler, dans l'Italie de Mussolini, etc.). Mais les millions de travailleurs des autres pays s'y laissent naïvement prendre, inconscients de la supercherie dont ils seront un jour les premières victimes.

Eclairons cette question des Soviets.

Deux faits essentiels sont à souligner :

Le premier. - La création des " Soviets " *eut lieu en Russie uniquement à défaut d'autres organisations ouvrières*, sous la nécessité pressante de former un organe d'information, de coordination et d'action commun à plusieurs usines. (Voir ici même, deuxième partie, chap. II.) Il est certain que si la Russie avait possédé en 1905 des syndicats ouvriers et un mouvement syndicaliste de classe, on n'aurait jamais eu l'idée de créer des " Soviets " ; on n'aurait jamais eu recours à ces organismes vagues, tout à fait fortuits et purement représentatifs.

Le second. - Au fond, un " Soviet " n'est nullement un organisme de lutte de classe, d'action révolutionnaire. Il ne peut être, non plus, une cellule vivante, agissante, de la transformation sociale ou de la nouvelle société naissante. Par sa structure même, c'est une institution molle, passive, d'allure plutôt bureaucratique ou, dans le meilleur cas, administrative. Un Soviet peut s'occuper de certaines petites besognes locales, sans plus. C'est une sorte de *conseil municipal ouvrier*. Mais - et cela est grave - par sa structure et surtout par ses prétentions, il peut devenir, dans certaines circonstances, un instrument entre les mains d'un parti politique ou d'un gouvernement, comme ce fut le cas en Russie. Il est donc sujet à la " maladie politique " et, partant, représente un danger certain pour la Révolution.

Pour ces deux raisons, tout ce fameux système " des Soviets ", produit des conditions spécifiques où se trouvait le mouvement ouvrier en Russie, *ne représente aucun intérêt ni aucune utilité pour les travailleurs des pays où il existe des organismes syndicaux, un mouvement syndical, une lutte syndicaliste ; pour les pays où les ouvriers ont depuis longtemps leurs organisations de classe, de combat et de reconstruction sociale ; pour les pays où les masses laborieuses se préparent à une lutte finale directe, en dehors de l'État, des partis politiques et d'un gouvernement quel qu'il soit.*

En apparence - avons-nous dit - la Russie est gouvernée par les Soviets (" libres émanations de la classe ouvrière ", d'après le mythe répandu à l'étranger).

Théoriquement, c'est-à-dire selon la vieille constitution " soviétique " écrite, le pouvoir suprême en U.R.S.S. appartient au Congrès Panrusse des Soviets, convoqué périodiquement et ayant, en principe, le droit de nommer, d'éliminer et de remplacer le gouvernement. En principe, les Soviets détiennent le pouvoir législatif, et leurs " Exécutifs ", le pouvoir exécutif.

En réalité, c'est le gouvernement lui-même : le Conseil des Commissaires du Peuple, émanation directe du parti communiste, qui détient, d'une façon absolue, *toute la force et tout le pouvoir*, aussi bien législatif qu'exécutif, dans le pays.

C'est le *gouvernement* qui est maître, non les Soviets.

C'est le *gouvernement* qui peut, s'il veut, écraser le Congrès des Soviets, ou tout Soviet pris séparément, ou tout membre d'un Soviet, en cas d'opposition ou de non-obéissance. Car c'est le gouvernement qui tient tous les " leviers de commande " .

Mais il y a mieux. Le véritable gouvernement du pays, ce n'est même pas le Conseil des Commissaires du Peuple qui, lui aussi, *n'est qu'un décor*, mais bien le *Politbureau* (Bureau politique), lequel comprend quelques sommités du parti, membres de son Comité central. Ce n'est pas tout. En fait, c'est le chef brutal et rusé du Politbureau, secrétaire et chef du parti et du Comité central, le " grand " et " génial " Staline (ou celui qui le remplacera), qui est *le véritable pouvoir suprême* : le dictateur, le " *Vojde* " (*Duce ou Führer*) du pays. Cet homme pourrait dire, avec beaucoup plus de raison que Louis XIV : " L'État (l'U.R.S.S.) c'est moi ! "

C'est Staline (ou son remplaçant éventuel) qui est soutenu par l' " aréopage " (le Politbureau), le Conseil des Commissaires du Peuple, le parti tout entier, les " candidats " (aspirants) au parti, les couches privilégiées, la bureaucratie, l' " appareil ", l'armée et la police. Car tout ce monde dépend de lui, matériellement et moralement, et n'existe que grâce à lui. Tout ce monde croit aveuglément en sa force et en son habileté pour sauvegarder le régime, constamment menacé par le sourd mécontentement et la colère - pour l'instant impuissante - des vastes masses populaires trompées subjuguées et exploitées.

C'est lui - le " grand Chef " - et ensuite le Politbureau, le Comité central du parti et le Conseil des Commissaires du Peuple, qui imposent leurs volontés aux Soviets *et non l'inverse*.

D'aucuns prétendent que Staline et toutes ces institutions règnent *par la volonté du peuple* : car, dit-on, tous les membres du gouvernement, des organes dirigeants et des Soviets *sont élus*, d'une façon libre et secrète.

Or, en examinant de près le mécanisme et les dispositions qui le régissent, il est facile de se rendre compte, même sans y participer, que ces élections " libres et discrètes " ne sont qu'une comédie (plus ou moins comme partout ailleurs).

Si, tout au début, les élections aux Soviets, etc., étaient relativement libres et à peu près discrètes [28] - les vastes masses étant pour les Soviets, le gouvernement n'avait rien à craindre de ce côté et, d'autre part, il était impossible de décevoir ces masses immédiatement - cette liberté relative n'existe plus depuis fort longtemps. Depuis des années, les élections ne sont plus ni libres ni secrètes, et *ceci de façon tout à fait officielle*, n'en déplaît aux " suiveurs " ignorants des autres pays, qui ont toujours nié le fait. Il est notoire, en effet, que les prétendus " liberté " et " caractère secret " des élections furent " octroyés " au peuple récemment, par la fameuse " Constitution démocratique " de Staline. Le véritable but de ce geste fut d'apaiser le mécontentement grandissant en U.R.S.S. et, d'autre part, de jeter de la poudre aux yeux des travailleurs étrangers. Staline et son gouvernement avaient désormais la certitude de pouvoir rester maîtres de la situation, malgré la " liberté " et le " secret " des élections. L' " appareil " de l'État était suffisamment solide - et le peuple suffisamment dompté - pour que ce gouvernement eût à sa merci le troupeau votant, en dépit des " libéralités " accordées. Le texte même de la " Constitution " laisse percer ces calculs.

Aujourd'hui, malgré les apparences, les élections sont inspirées, voire imposées, menées, organisées et surveillées de près par les innombrables agents du gouvernement omnipotent. Les comités, les " cellules " et d'autres organes du Parti sur place " suggèrent " aux électeurs leurs " idées " et imposent leurs candidats. D'ailleurs, la liste de ces derniers est unique, présentée par le Parti Communiste. Il n'y a pas de concurrents. Qui oserait s'opposer à cette liste ou en présenter une autre ? Et dans quel but l'électeur " bouderait "-il, puisque ce geste ne pourrait rien changer à la situation, tout en pouvant mener le rétif en prison ?

Le vote est " libre " et " secret " dans ce sens que l'électeur peut manipuler la plume sans être surveillé par-dessus l'épaule. Mais quant à ce que sa plume peut coucher sur le papier, il n'a pas le choix. Son geste est " prédestiné ", donc purement automatique.

Ainsi, la composition des Soviets et leur soumission au gouvernement sont assurées d'avance. Et le " bulletin de vote " ne constitue qu'une supercherie de plus.

Rappelons au lecteur que la " Constitution de Staline " est la troisième depuis la Révolution d'octobre. La première, adoptée par le Ve Congrès des Soviets en juillet 1918, sous Lénine, établit les bases de l'État bolcheviste. La deuxième fut adoptée en 1924, encore sous Lénine. Elle apporta certaines précisions et modifications qui consolidèrent la puissance de l'État, en supprimant les derniers vestiges de l'indépendance des Soviets, des comités d'usines, etc. Enfin, la troisième fut octroyée par Staline et

adoptée en 1936. Cette dernière ne changea rien à l'état des choses. Quelques remaniements de détail sans importance ; quelques vagues promesses ; quelques articles rabâchant des formules " démocratiques " aussitôt contredites par les articles suivants et, enfin, le remplacement des Congrès annuels panrusses des Soviétiques par un Soviet Supérieur permanent, renouvelable tous les quatre ans. Ce fut tout.

Je devrais parler maintenant du niveau *culturel* de cet étrange État.

Mais puisque, au fond, la culture ne fait pas partie de la *structure* d'un État, je préfère m'en occuper plus loin, dans le chapitre des *Réalisations*.

8.6 Vue d'ensemble

Pour achever le tableau que je viens de brosser, voici quelques derniers coups de pinceau.

Le système bolcheviste veut que l'État-patron soit aussi, pour chaque citoyen, le fourrier, le guide moral, le juge, le distributeur de récompenses et de punitions.

L'État fournit à ce citoyen du travail et lui désigne un emploi - l'État le nourrit et le paie ! L'État le surveille ; l'État l'emploie et le manie à sa guise ; l'État l'éduque et le façonne ; l'État le juge ; l'État le récompense ou le châtie ; (em)ployeur [29], nourrisseur, protecteur, surveillant, éducateur, instructeur, juge, geôlier, bourreau - tout, absolument tout dans la même personne : celle d'un État qui, à l'aide de ses fonctionnaires, veut être omniprésent, omniscient, omnipotent. Malheur à celui qui chercherait à lui échapper !

Soulignons que l'État (le gouvernement) bolcheviste s'est emparé non seulement de tous les biens matériels et moraux existants, mais - ce qui est peut-être, le plus grave - il s'est fait aussi le détenteur perpétuel de toute vérité, dans tous les domaines : vérité historique, économique, politique, sociale, scientifique, philosophique ou autre. Dans tous les domaines le gouvernement bolcheviste se considère comme infaillible et appelé à mener l'humanité.

Lui seul possède la vérité. Lui seul sait où et comment se diriger. Lui seul est capable de mener à bien la Révolution Et alors, logiquement, fatalement, il prétend que les 175 millions d'hommes qui peuplent le pays doivent eux aussi le considérer comme seul porteur de la vérité : porteur infaillible, inattaquable, sacré. Et, logiquement, inévitablement, tout homme ou groupement osant, non pas combattre ce gouvernement, mais simplement douter de son infaillibilité, le critiquer, le contredire, le blâmer en quoi que ce soit, est considéré comme son ennemi et partant comme ennemi de la vérité, de la Révolution : le " contre-révolutionnaire " !

Il s'agit là d'un véritable *monopole de l'opinion et de la pensée*. Toute opinion, toute pensée autre que celle de l'État (ou gouvernement) est considérée comme une hérésie : hérésie dangereuse, inadmissible, criminelle. Et, logiquement, inmanquablement, intervient le châtement des hérétiques : la prison, l'exil, l'exécution.

Les syndicalistes et les anarchistes, farouchement persécutés *uniquement parce qu'ils osent avoir une opinion indépendante sur la Révolution*, en savent quelque chose.

Comme le lecteur le voit, ce système est bien celui d'un *esclavage complet, absolu, du peuple* : esclavage physique et moral. Si l'on veut, c'est une nouvelle et terrible *Inquisition sur le plan social*. Telle est l'œuvre accomplie par le Parti bolcheviste.

Chercha-t-il ce résultat ? Y alla-t-il sciemment ?

Certainement non. Indubitablement, ses meilleurs représentants aspiraient à un système qui aurait permis la construction du vrai socialisme et aurait ouvert la route au communisme intégral. Ils étaient convaincus que les méthodes préconisées par leurs grands idéologues allaient y mener infailliblement. D'autre part, ils croyaient que tous les moyens étaient bons et justifiés, du moment qu'ils devaient mener au but.

Ils s'étaient trompés, ces sincères. Ils ont fait fausse route.

C'est pour cela que certains d'entre eux, ayant compris l'erreur irréparable et ne voulant pas survivre à leurs espoirs évanouis, se suicidèrent.

Naturellement, les conformistes et les arrivistes s'adaptèrent.

Je tiens à enregistrer ici un aveu qui m'a été fait, il y a quelques années, par un bolchevik éminent et sincère, lors d'une discussion serrée, passionnée. " Certainement, me dit-il, nous nous sommes égarés et

engouffrés là où nous ne voulions ni ne pensions arriver. Mais nous tâcherons de revenir sur nos erreurs, de sortir de l'impasse, de retrouver le bon chemin. Et nous y réussirons."

On peut être absolument certain, au contraire, qu'ils ne réussiront pas, qu'ils n'en sortiront jamais. Car, la force logique des choses, la psychologie humaine générale, l'enchaînement des faits matériels, la suite déterminée des causes et des effets sont, *en fin de compte*, plus puissants que la volonté de quelques individus si forts et sincères qu'ils soient.

Ah, si *des millions d'hommes libres* s'étaient trompés, s'il s'agissait de *puissantes collectivités agissant en toute liberté, en toute franchise et en accord complet*, on aurait pu, par un effort commun de volonté, réparer les fautes et redresser la situation. Mais une tâche pareille est impossible pour un groupe d'individualités placées en dehors et au-dessus d'une masse humaine subjuguée et passive, face à des forces gigantesques qui les dominent.

Le parti bolcheviste cherche à construire le socialisme au moyen d'un État, d'un gouvernement, d'une action politique, centralisée et autoritaire. Il n'aboutit qu'à un capitalisme d'État monstrueux, meurtrier, basé sur une odieuse exploitation des masses " mécanisées ", aveugles, inconscientes.

Plus il sera démontré que les chefs du parti furent sincères, énergiques, capables, et qu'ils étaient suivis par de vastes masses, mieux en ressortira la conclusion historique qui se dégage de leur œuvre. Cette conclusion, la voici :

Toute tentative d'accomplir la Révolution Sociale à l'aide d'un État, d'un gouvernement et d'une action politique - même si cette tentative est très sincère, très énergique, favorisée par les circonstances et épaulée par les masses - aboutira fatalement à un capitalisme d'État, le pire des capitalismes, et qui n'a absolument aucun rapport avec la marche de l'humanité vers la société socialiste.

Telle est la leçon mondiale de la formidable et décisive expérience bolcheviste : leçon qui fournit un puissant appui à la thèse libertaire et sera bientôt, à la lumière des événements, comprise par tous ceux qui peinent, souffrent, pensent et luttent.

8.7 Les " réalisations "

8.7.1 Le problème.

En dépit de nombreux ouvrages et études apportant une documentation abondante et des précisions irréfutables sur les prétendues " réalisations soviétiques ", bien des gens continuent à croire obstinément en ce mythe. Car bien des gens prétendent connaître et comprendre les choses sans les examiner de près, sans même se donner la peine de lire ce qui se publie.

Nombre de naïfs, prêtant une entière confiance aux affirmations des partisans de l'U.R.S.S., estiment sincèrement que les merveilleuses " réalisations " de l'unique " État socialiste " préparent le terrain pour le prochain " communisme " vrai et intégral.

Nous qui connaissons le pays, nous qui suivons de près ce qui s'y passe et s'y décide, nous pouvons apprécier à leur juste valeur les " conquêtes " et les " prouesses " bolchevistes à ce jour.

Une analyse approfondie et détaillée de celles-ci n'est pas dans notre sujet. Mais nous tenons à répondre ici brièvement à cette fort intéressante et naturelle question :

Le capitalisme d'État auquel, d'après les propres aveux des communistes sincères, le bolchevisme a abouti en Russie, donne-t-il au moins des résultats appréciables au point de vue purement industriel, agricole, culturel ? Réalise-t-il des progrès dans ces domaines ? A-t-il réussi à donner un élan au pays arriéré industriellement, techniquement, politiquement, socialement ? Pourra-t-il un jour, en raison des progrès accomplis, faciliter la transformation sociale et le passage à la société socialiste de demain ? Ce capitalisme d'État peut-il être considéré comme une transition vers le socialisme : stade inévitable et indispensable dans un pays tel que l'était la Russie avant la Révolution ?

Nombre de gens prétendent que, dans les conditions données, les bolcheviks ont fait le maximum du possible. En raison de l'état rudimentaire de l'industrie, de la technique et de l'instruction générale des masses, disent-ils, l'unique but concevable *dans ce pays* était l'installation au pouvoir d'une élite intellectuelle qui, d'autorité, obligerait le peuple à rattraper les retards, créerait une puissante industrie, une technique moderne, une agriculture progressive, une activité éducative exemplaire. Cette tâche était

la seule abordable. Et elle était indispensable dans ce pays. Les bolcheviks furent les seuls à la comprendre et à s'y consacrer résolument, ne s'arrêtant devant aucun moyen, devant aucun obstacle. Et ils eurent parfaitement raison de balayer impitoyablement tout ce qui pouvait les gêner dans cette œuvre préparatoire. Car, l'avenir immédiat du pays et aussi celui du socialisme en général dépendaient de ces réalisations nécessaires et urgentes.

Les chapitres qui précèdent, incitent déjà, nous l'espérons, à réfléchir sur le bien-fondé de ces assertions. Complétons notre exposé, *grosso modo*, par quelques faits, chiffres et constatations précises.

8.7.2 Le moyen d'investigation.

Il existe un excellent moyen de se rendre compte des réalisations *effectives* de l'État bolcheviste et de sa *véritable* situation. Ceci à condition, toutefois, de connaître le pays, son histoire, sa langue, ses mœurs, et surtout de savoir lire la presse soviétique. Il est à regretter que, faute de ces conditions essentielles, le moyen en question soit peu praticable hors de Russie.

Ce moyen consiste à suivre régulièrement les journaux qui paraissent en U.R.S.S., tout particulièrement les *Izvestia* et la *Pravda*.

Le gouvernement bolcheviste sait très bien que, sauf de rares exceptions, ces journaux ne sont pas lus à l'étranger. Misant, d'une part, sur l'ignorance de ce qui se passe réellement en U.R.S.S. et, d'autre part, sur les effets de son immense et intense *propagande*, le gouvernement se croit suffisamment à l'abri des révélations inopportunes. Obligé d'avouer et d'expliquer certaines faiblesses à sa propre population, il peut le faire en toute sécurité. Il tolère donc certains aveux dans ses journaux, tout en contrôlant, naturellement, leur objet, leur allure et leur dosage.

D'aveu en aveu, un lecteur régulier et attentif de la presse soviétique arrive fatalement à des conclusions édifiantes.

8.7.3 La presse " soviétique ".

Les rubriques suivantes doivent surtout attirer l'attention du chercheur :

1. Les éditoriaux ;
2. Les comptes rendus des Congrès (les discours des délégués tout particulièrement) ;
3. Les reportages et les correspondances locales ;
4. La chronique.

8.7.3.1 Les éditoriaux.

Les éditoriaux et autres articles de fond, fabriqués sur commande et exécutés toujours sur le même gabarit, revêtent, depuis des années, un même caractère invariable.

Chaque article débute par un hymne aux " réalisations " acquises :

Dans tel domaine, est-il dit notamment, nous avons fait des pas de géants. Tout va à merveille. " Le parti et le gouvernement " (formule consacrée répétée maintes fois dans chaque article) ont pris telle ou telle décision, ils ont appliqué telle ou telle mesure ou promulgué tel ou tel décret. Nous sommes donc sûrs (on glisse imperceptiblement au temps futur) que, dès à présent, ceci ou cela *sera* fait ; que, très prochainement, on *aura réalisé* tel ou tel progrès ; qu'incessamment on *aura atteint* tel et tel résultat, etc.

Cette partie occupe généralement les deux tiers de l'article.

Ensuite vient, invariablement, un " Mais ", un " Cependant ", un " Pourtant " ou un " Toutefois " :

Mais, continue l'article, le parti et le gouvernement se voient obligés de constater que, d'après les derniers rapports reçus, les réalisations actuelles sont encore loin d'atteindre les résultats nécessaires ; que les belles promesses se font attendre ; que présentement il n'y a que ceci et cela de fait. Suivent les chiffres et les données en étonnante disproportion avec les prévisions.

Plus vous lisez, plus vous vous apercevez qu'en attendant le splendide *avenir*, le réel *présent* est déplorable : négligences, omissions, fautes graves, faiblesses, impuissance, désordre, pagaille, voilà ce que constate habituellement l'article. Et il continue, invariablement, par des appels désespérés : "Allons ! Accélérons la cadence ! Il faut se ressaisir ! Il est grand temps d'augmenter la production !

Moins de rebut ! Que les responsables y mettent de l'ordre ! Le parti et le gouvernement ont rempli leur devoir. C'est aux ouvriers de faire le leur ", etc.

Souvent l'article se termine par des menaces à l'égard de ces malheureux " responsables " et en général de ceux qui resteraient sourds aux appels " du parti et du gouvernement ".

Je me suis arrêté à ce détail de la presse soviétique, car il est extrêmement typique et se retrouve, jour après jour, depuis vingt ans. Cela en dit déjà long sur les " réalisations " *effectives*, précédentes.

8.7.3.2 Les comptes rendus des Congrès.

Les comptes rendus des Congrès sont particulièrement édifiants si l'on se donne la peine de suivre attentivement *les discours des délégués*.

Tous les délégués appartiennent, bien entendu, à l' " aristocratie " ouvrière privilégiée. Tous leurs discours se ressemblent comme des gouttes d'eau.

Chaque discours débute par une glorification démesurée de Staline : le grand, le génial, le bien-aimé, le vénéré, le surhomme, l'homme le plus sage de tous les peuples et de tous les siècles. Ensuite, tout délégué affirme que dans sa région - ou dans son domaine - on fait des efforts inouïs pour réaliser les prescriptions " du parti et du gouvernement ", pour contenter le " Vojde " (Chef) adoré. Après quoi on entend de belles promesses pour l'avenir. Enfin, presque tous les délégués énumèrent servilement tout ce que le " parti et le gouvernement " ont déjà fait " pour les ouvriers ". En guise d'exemple, le délégué cite habituellement son propre cas. Cette partie du discours est, généralement, la plus curieuse. Travaillant avec zèle et ayant atteint tels et tels résultats, dit le délégué, il a pu réaliser tel et tel gain, ce qui lui a permis d'avoir maintenant un intérieur coquets, de jolis meubles, un phono, un piano, etc. Et il espère faire mieux encore pour arriver à un train de vie encore plus agréable. " Il a bien raison, notre grand Staline, s'écrie le délégué : la vie en U.R.S.S. devient tous les jours plus gaie, plus aisée ! " Fréquemment, il termine son discours sur une note naïve jusqu'au ridicule : " Les autorités m'ont promis, dit-il, en récompense de mes efforts, ceci et cela (un beau vélo, par exemple). La promesse n'est pas encore réalisée, mais j'attends patiemment, confiant dans mon gouvernement... " (Applaudissements prolongés du Congrès.)

Le but de ces discours, savamment inspirés, est clair. On dit aux ouvriers : " Travaillez avec zèle, obéissez aux autorités, vénérez votre " Vojde ", et vous arriverez à sortir du troupeau, à vous créer une gentille existence bourgeoise.

Cette propagande porte ses fruits spécifiques. Le désir d' " arriver " fouette l'énergie de milliers d'individus en U.R.S.S. L'exemple de ceux qui " arrivent " décuple cette énergie. La caste dominante y trouve son profit. Mais le " socialisme " ? Patience, pauvres dupes !

Quant aux reportages, correspondances locales, chroniques, etc., ces rubriques nous permettent, en les suivant régulièrement, de nous faire une idée approximative et suggestive d'une multitude de faits journaliers, de ces " petits riens " qui, en réalité, composent et caractérisent l'existence. Au bout d'une pareille étude, on est suffisamment fixé sur le niveau social et le véritable esprit du " premier pays socialiste ".

Naturellement, l'étude de cette documentation doit être complétée par la lecture des articles de revues, des statistiques, etc.

Quelles sont donc nos conclusions quant aux réalisations concrètes en U.R.S.S. ?

8.7.4 La propagande.

Il existe avant tout un domaine où le pouvoir " soviétique " a vraiment battu tous les records : c'est celui *de la propagande* ; plus exactement, celui du mensonge, de la tromperie et du bluff.

Dans ce domaine les bolcheviks se sont révélés maîtres hors concours [30].

Ayant entre leurs mains tous les moyens d'information, de publicité, etc., ils ont, d'une part, entouré le pays d'une véritable muraille protectrice à travers laquelle ils laissent passer uniquement ce qui correspond à leurs desseins ; et, d'autre part, ils utilisent tous les moyens pour monter et maintenir une entreprise incroyablement puissante de duperie, de truquage, de mise en scène et de mystification.

Cette propagande trompeuse à travers le monde est d'une envergure et d'une intensité sans égales. Des sommes considérables y sont sacrifiées. Jeter de la poudre aux yeux est une des tâches principales de l'État bolcheviste. Journaux, revues, brochures, livres, photos, cinéma, T.S.F., expositions, démonstrations, " témoignages ", etc., tous les moyens, plus truqués les uns que les autres, sont utilisés. Incontestablement, le gouvernement soviétique fait un large usage de subventions directes ou indirectes à l'étranger. Parmi les " Amis de l'U.R.S.S. ", par exemple, se trouvent des écrivains qui sont " amis " surtout parce que ce titre leur permet d'écouler leur production littéraire en U.R.S.S. ou d'entrevoir d'autres avantages dus à cette " amitié ".

La propagande par la parole ne suffisant pas, le gouvernement bolcheviste a magistralement organisé une duperie *par le fait*.

Nul ne peut entrer en U.R.S.S. sans une autorisation spéciale, très difficile à obtenir, à moins d'offrir une certaine garantie de sympathie pour le régime. Nul ne peut parcourir le pays librement ni examiner en toute indépendance ce qui l'intéresse. Par contre le gouvernement a patiemment et minutieusement monté un fastueux décorum. Il a exécuté tout un " montage " de promesses à exposer au monde ébloui. Il montre cet échafaudage en toute occasion. Les " délégations ouvrières " autorisées de temps à autre à passer quelques semaines en Russie, abominablement dupées (si leurs membres sont sincères), lui servent de moyen. De même la majorité écrasante de " touristes " ou de visiteurs isolés qui parcourent le pays sous l'œil vigilant des mouchards, sans pouvoir comprendre quoi que ce soit à ce qui se passe réellement autour d'eux.

Usines, collectivités agricoles, écoles, musées, cantines, terrains de sports, de jeux ou de repos, etc., tout est préparé à l'avance, dans des endroits déterminés, et truqué d'une telle manière que le pauvre voyageur en reste " épaté " sans se douter de la supercherie.

Et même lorsqu'il voit quelque chose de vraiment bon ou beau, il ne se doute pas que cela concerne uniquement *les 10 millions de privilégiés*, mais nullement les 160 millions de " prolos " exploités.

Si la bourgeoisie des autres pays recourt à un " bourrage de crânes ", le bolchevisme, lui, fait du " super-bourrage " tel que, de nos jours encore et en dépit de tous les témoignages sincères, des millions de travailleurs de tous les pays ne connaissent pas la vérité sur l'U.R.S.S.

Passons à d'autres réalisations.

8.7.5 La bureaucratie. - La nouvelle bourgeoisie. - L'armée.- La police.

Nous savons déjà que l'État bolcheviste a réussi à faire naître et à développer avec une rapidité vertigineuse *une bureaucratie formidable*, incomparable, inégalable, une bureaucratie qui forme actuellement à elle seule une caste privilégiée, " aristocratique ", de plus de 2 millions d'individus.

Il a réussi, d'autre part, à diviser la population de l'État " socialiste " en plusieurs catégories - 20 au moins - de salariés. On est arrivé à une inégalité des conditions sociales jamais atteinte par les États du capitalisme privé. Les catégories les plus basses perçoivent de 100 à 150 roubles par mois. Les catégories les plus élevées gagnent 3.000 roubles et plus [31].

Il existe *une bourgeoisie d'État* en U.R.S.S. : bourgeoisie qui vit grassement, disposant de villas somptueuses, de voitures, de domestiques, etc.

L'État bolcheviste a su militariser les propres rangs du parti dirigeant en formant, surtout avec la jeunesse bolcheviste, des " corps d'armée spéciaux ", sortes de corps de gendarmerie ou de garde mobile. C'est à l'aide de ces corps spéciaux que le gouvernement bolcheviste écrasa l'émeute révolutionnaire de Cronstadt en 1921 et que, lorsqu'il le faut, il noie impitoyablement dans le sang les grèves, les manifestations et les révoltes qui se produisent dans ce pays de temps à autre, mais dont, naturellement, la presse bolcheviste ne souffle mot.

Telle qu'elle fut : ligotée, châtrée, bureaucratisée, embourgeoisée, embrigadée, défigurée et pétrifiée, la Révolution russe, nous l'avons dit, était impuissante à s'imposer *d'elle-même* au monde. Les bolcheviks finirent par s'en rendre compte. Ils comprirent aussi que, dans ces conditions, ils auraient tôt ou tard, presque fatalement, à défendre leur système - non seulement contre l' " ennemi intérieur ", mais contre le monde entier - et qu'ils auraient à le faire suivant les mêmes méthodes qui leur avaient servi pour s'imposer au pays : *la violence armée*.

Dès lors, ils s'appliquèrent inlassablement à forger l'instrument indispensable à l'emploi de cette méthode : *une armée moderne puissante*.

Leur production minière et leur " industrie lourde " furent consacrées particulièrement à cette besogne. La tâche leur réussit dans une certaine mesure. Ils finirent par créer une armée régulière, façonnée sur le modèle de toutes les armées du monde : mécaniquement disciplinée, aveuglément dévouée au Pouvoir, nantie de grades et de décorations, bien nourrie, bien habillée et munie d'engins " dernier cri ". Cette armée finit par devenir une force imposante.

Le bolchevisme a su, enfin, former *une police puissante*, en partie normale, mais surtout secrète, une police qui est, peut-être, la meilleure au monde puisqu'elle a réussi, jusqu'à ce jour, à maintenir dans l'obéissance une population subjuguée, trompée, exploitée, miséreuse. Il a su, tout particulièrement, élever *le mouchardage* à la hauteur d'une vertu civique. Tout membre du parti communiste - voire tout citoyen loyal - est tenu d'aider le " Guépéou ", de lui signaler les cas suspects, de moucharder, de dénoncer.

En fin de compte, le Pouvoir bolcheviste a réussi à réduire *en complet esclavage* 160 millions d'individus, dans le but de les amener un jour - par ce moyen infaillible, paraît-il - à la liberté, à la prospérité, au *vrai communisme*. En attendant, avec son administration entièrement bureaucratifiée, avec son économie totalement étatisée, avec son armée professionnelle et sa police omnipotente, ce Pouvoir aboutit à créer *un État bureaucratique, militaire et policier par excellence* : un modèle d' " État totalitaire " ; un mécanisme dominateur et exploiteur incomparable ; un véritable *État capitaliste*.

Toutes ces " prouesses " et " réalisations " sont indéniables.

Que dire des autres ?

8.7.6 Les autres " réalisations " .

Etablissons avant toute autre chose, et d'une façon catégorique, que, d'après les aveux mêmes des pouvoirs soviétiques, *aveux forcés, indirects, mais suffisamment nets*, les trois plus grandes tâches de l'État capitaliste :

La fameuse " industrialisation " du pays,

Les célèbres " plans quinquennaux ",

La formidable " collectivisation de l'agriculture ", ont abouti à un fiasco complet.

Certes, on a importé dans le pays une quantité imposante de machines, d'appareils et d'engins de toutes sortes ; on a érigé, dans certaines grandes villes, (les maisons modernes et, dans certains endroits, des habitations ouvrières, d'ailleurs très mal aménagées ; on a réalisé, à l'aide d'ingénieurs et de techniciens étrangers, quelques constructions gigantesques, telles que : le barrage de " Dnieprostroï ", les hauts fourneaux de " Magnitogorsk ", les vastes entreprises mécaniques de " Sverdlovsk ", le fameux canal " Biélooserski ", etc. ; enfin, on a repris, après l'arrêt dû aux années de tempête, les exploitations minières, la production du naphte, le fonctionnement régulier des usines. Cela, tout pays, tout régime l'aurait fait, sous peine de disparaître. Dans le cas présent, le problème a pour nous un tout autre sens.

Dans tout ce qui a été accompli par l'État bolcheviste, peut-on y voir de véritables réalisations qui intéressent notre point de vue ? Peut-on y constater un vrai *progrès général du pays*, progrès qui le mettrait sur le chemin de *l'émancipation sociale et culturelle des masses laborieuses*, sur le chemin du socialisme, du communisme ? L'activité du gouvernement bolcheviste créa-t-elle dans le pays les conditions indispensables à une telle évolution ? Réalisa-t-elle vraiment l'ébauche d'une société nouvelle ? Là est tout le problème.

L'industrialisation d'un pays ne peut être vraiment productive et progressive que si elle s'harmonise avec l'évolution générale et naturelle de celui-ci ; elle ne peut être utile socialement que si elle se trouve en harmonie avec l'ensemble de la vie économique et si, par conséquent, ses effets peuvent être utilement assimilés par la population. Dans le cas contraire, elle aboutit à des édifications peut-être impressionnantes, mais *socialement* inutiles.

On peut ériger tout ce qu'on veut lorsqu'on dispose de certains moyens et surtout d'une main-d'œuvre asservie, maniable à souhait et payable par l'État-patron comme bon lui semble. Le problème ne consiste

pas, cependant, à présenter des réalisations mécaniques ou autres, mais à pouvoir les mettre au service du but poursuivi.

Or, une industrialisation forcée, imposée à une population qui n'y est préparée à aucun point de vue, ne peut remplir ce rôle essentiel. Vouloir industrialiser par en haut un pays dont la population laborieuse n'est qu'un troupeau soumis, inerte et misérable, c'est vouloir industrialiser un désert.

Pour qu'un pays puisse s'industrialiser effectivement, il doit posséder un des deux éléments essentiels que voici ou bien une énergique, puissante et riche *bourgeoisie*, ou bien une population *maîtresse de ses destinées*, c'est-à-dire libre, consciente de ses besoins et de ses actes, avide de progrès et décidée à s'organiser pour le réaliser. Dans le premier cas, la bourgeoisie doit disposer d'un marché capable d'absorber rapidement les résultats d'une industrialisation. Dans le second, cette assimilation et l'industrialisation sont assurées par l'élan puissant de toute la population en marche vers le progrès.

La Révolution russe a supprimé la bourgeoisie. La première condition n'existait donc pas. Restait la seconde. Il fallait donner libre cours à *l'évolution collective* d'un peuple de 170 millions d'individus, peuple *spontanément prêt* à accomplir une formidable expérience sociale : bâtir une société sur des bases absolument nouvelles, non capitalistes et non étatistes. Il fallait, simplement *aider* ce peuple à réaliser l'expérience. L'immense progrès technique étant dans le monde humain un fait accompli, une rapide industrialisation et l'abondance de produits étant de nos jours, matériellement possibles, il n'y avait pas d'obstacles insurmontables pour que de puissantes collectivités humaines, emportées par un élan prodigieux et aidées par toutes les forces mûres disponibles, n'aboutissent pas, cette fois, au but recherché. Et qui sait quelle serait aujourd'hui la face du monde si cette route avait été prise ?

Le Parti bolcheviste n'a rien compris à cette tâche. Ayant saisi le pouvoir vacant, il voulut se substituer à la bourgeoisie déchue et à la masse libre créatrice. Il supprima les deux conditions pour les remplacer par une troisième : le *Pouvoir dictatorial* qui étouffe le vrai souffle de la Révolution - l'élan formidable de millions d'êtres humains vers le but - qui tarit toutes les sources vives du véritable progrès et barre la route à l'évolution effective de la société. Le résultat d'une telle erreur fut fatal : un " mécanisme ", des " mécanismes " sans vie, sans âme, sans création.

Nous savons aujourd'hui, nous basant sur des données précises et incontestables, qu'à part le secteur militaire, l' " industrialisation " bolcheviste aboutit, dans l'écrasante majorité des cas, à toutes sortes d'installations et de constructions stériles, surtout en ce qui concerne le véritable progrès économique, social et culturel d'un peuple.

Nous savons que les 75 pour 100 de toutes ces " formidables " édifications restent sans objet, ne fonctionnent pas ou fonctionnent mal.

Nous savons que les milliers de machines importées de l'étranger sont pour la plupart rapidement mises hors de service, abandonnées, perdues.

Nous savons que la main-d'œuvre actuelle en U.R.S.S. : main-d'œuvre qui n'est qu'un troupeau d'esclaves travaillant à contrecœur et d'une façon abrutissante pour le compte du patron-État, ne sait pas les manier, les utiliser et qu'enfin *la population* n'en tire aucun profit. Seul l'équipement de *l'armée* en bénéficie, dans une certaine mesure.

Nous savons que le *peuple* - 160 millions d'individus sur 170 - vit dans des conditions effarantes de misère et d'abrutissement moral.

La prétendue " industrialisation " de l'U.R.S.S. n'est pas une prouesse ; elle n'est pas une " réalisation de l'État socialiste " : elle est *une entreprise anonyme de l'État-patron* obligé, après la faillite du " communisme de guerre " et ensuite de la N.E.P., de jouer sa dernière carte. Celle-ci consiste à bercer ses propres sujets, et aussi les naïfs de l'étranger, par la grandeur factice et illusoire de ses projets, dans l'espoir de se maintenir ainsi " jusqu'aux temps meilleurs ".

L' " industrialisation " de l'U.R.S.S. n'est qu'un *bluff*, rien de plus.

Les " *plans quinquennaux* " ne sont eux non plus qu'un immense bluff faisant suite à celui de l' " industrialisation ". Nous appuyant sur des faits et des chiffres précis, nous affirmons que ces plans ont fait une faillite complète. On commence aussi à s'en rendre compte un peu partout.

Quant à la " *collectivisation* ", nous en avons assez parlé pour ne pas insister. Le lecteur a vu ce qu'elle représente en réalité. Nous répétons qu'une telle " collectivisation " n'est nullement la vraie solution du

problème agraire. Elle est loin d'être une " réalisation " socialiste ou même simplement sociale. Elle est un système de violence inutile et absolument stérile. Nous affirmons que le paysan sera gagné à la cause de la Révolution Sociale par des moyens qui n'auront rien de commun avec ce retour au servage moyenâgeux, où le maître féodal est remplacé par le maître d'État.

8.7.7 Faits et chiffres.

Peut-on construire, ne disons pas le socialisme, mais tout bonnement une économie saine et progressive sur de telles bases ?

Voyons quelques faits et chiffres.

8.7.7.1 Les plans quinquennaux.

En 1939, l'U.R.S.S. s'est prononcée sur les résultats de la *troisième période Quinquennale*.

Tout au long des deux premières, les journaux soviétiques se plaignaient inlassablement des retards considérables dans l'exécution des plans. L'extraction des minerais et de la houille, l'exploitation des puits de pétrole, la production métallurgique, celle des produits textiles, les progrès de l'industrie lourde et de toutes autres, l'extension des voies ferrées et l'amélioration de leur matériel - bref, toutes les branches de l'activité économique se trouvaient en grand retard sur les prescriptions et les prévisions. On passait d'une période quinquennale à la suivante, tout en restant très en arrière des résultats à atteindre.

Le génial dictateur sévissait, frappait, exécutait.

Or, voici que les *Izvestia* se voient obligés d'avouer indirectement, dans une série d'articles d'août à novembre 1939, la faillite de la troisième tranche. Le journal constate que la production de l'acier et du fer s'est révélée en octobre 1939 inférieure à celle d'octobre 1938, pourtant insuffisante ; que le rendement a baissé dans toutes les branches de l'industrie métallurgique ; que plusieurs hauts fourneaux ont dû être éteints faute de charbon et de métal.

La situation devient critique à un tel point qu'à partir du mois de septembre la presse soviétique *cesse de communiquer les chiffres mensuels*.

- D'après les données de la presse soviétique, les usines de locomotives n'ont réalisé, au cours des deux premières périodes quinquennales, qu'un peu plus de 50 p. 100 du plan.
- Le nombre des wagons de marchandises ne put être augmenté que dans une proportion très en-dessous des prévisions du plan.
- Les fabuleuses entreprises telles que le " Dnieprostroï ", le " Magnitogorsk ", etc., fonctionnent mal. Plusieurs de ces entreprises subissent de longues périodes d'inactivité forcée.
- Les gigantesques projets d'électrification ne sont réalisés que dans une mesure insignifiante.
- Le commissaire du peuple Kossyguine déclare en mai 1939 que les entreprises textiles sont faiblement outillées et techniquement inaptes à travailler dans les proportions nécessaires. Il se plaint, en outre, d'un manque de liaison entre l'industrie textile, d'une part, et les producteurs de la matière première, de l'autre. " Les entreprises textiles, avoue-t-il, ne reçoivent pas assez de lin, de chanvre, de laine. Cependant, de grandes quantités de lin pourrissent dans les champs ; le chanvre récolté attend indéfiniment d'être transformé en fils ; et quant à la laine, les règles élémentaires de triage et de nettoyage sont négligées dans sa préparation, ce qui porte un préjudice énorme à la fabrication des tissus. On peut en dire autant, ajoute-t-il, de la préparation des cocons de soie."

On pourrait couvrir ainsi des pages et des pages avec des faits et des chiffres précis, puisés dans la presse bolcheviste et se rapportant à tous les domaines, pour prouver irréfutablement la faillite des " plans quinquennaux ".

8.7.7.2 L' " industrialisation ".

Pour décrire l'état lamentable de toutes les industries soviétiques, on n'a que l'embarras du choix.

- D'après les aveux des *Izvestia* (plusieurs numéros de janvier 1940), l'industrie houillère ne sait pas utiliser les nouvelles machines. Ce qui est l'une des raisons du rendement insuffisant.

- Les journaux soviétiques du 30 juillet 1939 sont consacrés à la " Journée des transports ferroviaires ". Les aveux que nous y découvrons sont exceptionnellement édifiants.
- Généralement les rails sont fournis par les usines en quantités très insuffisantes. Leur qualité est mauvaise.
- Quatre grandes usines fabriquent des rails en U.R.S.S. Depuis quelque temps, ces usines ont cessé de fabriquer des rails de première qualité. Les chemins de fer doivent donc se contenter des rails de seconde et de troisième qualité. Or, parmi ceux-ci jusqu'à 20 % sont inutilisables.
- En juillet 1939, en pleins travaux de réparation de voies, la grande usine " Kouznetzki " cesse brusquement toute livraison de rails. La raison ? Manque d'outillage pour le percement des trous.
- D'une façon générale, les pièces détachées indispensables pour les travaux de réparation n'arrivent pas, ce qui arrête tout travail.
- Trois grandes usines qui fabriquent diverses pièces détachées pour les chemins de fer interrompent très souvent la livraison faute d'acier, d'outils ou pour d'autres raisons. Un cas est cité, entre autres, où il ne manquait à l'usine que 180 pounds (environ 3 tonnes) de métal, seulement. Néanmoins, *toute* la livraison fut bloquée et les chemins de fer manquèrent d'un *million* de pièces de rechange.
- Très souvent aussi, les usines livrent telles ou telles pièces, mais négligent de fournir telles autres, aussi indispensables. Les rails sont là, mais ils gisent à terre et se détériorent, faute de crampons, par exemple.
- Les autorités ont beau sévir. Le gouvernement a beau lancer des S.O.S. et établir les " responsabilités ", toutes ces mesures restent inefficaces et les rapports officiels sont obligés de constater, de temps à autre, que l'une des raisons de toutes ces lacunes est " *l'absence de tout intérêt, de tout entrain chez les masses laborieuses* ". D'après certains aveux des organes compétents, l'indifférence des ouvriers frise le sabotage.

On parle aussi beaucoup " d'excès de centralisation ", de " bureaucratisme ", d' " incurie générale ", etc. Mais *parler* ne signifie pas *remédier*. Or, il n'existe pas de remède. Il faut donc condamner le système tout entier

- D'après d'autres aveux de la presse soviétique, toutes les exploitations minières, ainsi que celle du naphte, souffrent d'un *manque d'organisation*. Leur rendement reste faible, malgré l'emploi des machines (qui d'ailleurs, sont souvent dans un très mauvais état) et en dépit de toutes les mesures officielles. Les numéros de la *Pravda* de décembre 1939 constatent que le rendement des entreprises houillères de l'Oural baisse continuellement.
- Vers la même époque, les journaux se plaignent d'un gâchis inextricable dans l'industrie chimique.
- Par ailleurs, nous apprenons que l'usine " Le Proletariat Rouge " qui, d'après la *Pravda*, est à l'avant-garde de l'industrie métallurgique en U.R.S.S., n'arrive à produire que 40 pour 100 de métal, en raison d' " un grand désordre technique et administratif ".

Nous pourrions continuer les exemples et les citations à l'infini.

Dans tous les domaines, la situation de l'industrie en U.R.S.S. a toujours été et reste de nos jours la même : lamentable. La vraie industrialisation n'est qu'un mythe. Il y a *des machines*, il n'y a pas *d'industrialisation*.

8.7.7.3 La " collectivisation ".

On pourrait amonceler des volumes de données édifiantes, recueillies çà et là dans la presse bolcheviste. Citons quelques faits, toujours pris au hasard dans des journaux russes :

- Pour ce qui concerne la récolte de 1939, *l'Agriculture socialiste* du 8 août constate que, partout, les travaux de récolte sont très en retard, et souvent mettent la moisson en péril. Par endroits, la récolte est à peu près manquée. Selon la section agraire du Comité central du parti, la raison principale en est dans *l'insuffisance des moyens techniques* due, à son tour, à *la négligence, à la désorganisation, à l'incurie et à des retards de toutes sortes*.

Ainsi, par exemple, les pièces de rechange indispensables pour les machines réalisées n'arrivent pas à temps ou sont livrées en quantités insuffisantes.

- La construction des ateliers de réparation est partout très en retard. Par exemple, une centrale qui, s'engage à construire pour telle date 300 ateliers, n'en achève que... 14 ! Une autre en construit 8 sur 353 promis, et ainsi de suite. Dans le district de Koursk, 3 ateliers seulement sur les 91 du plan ont été terminés.
- D'autre part (toujours d'après les aveux du journal) les travaux de récolte sont en difficulté car, cette année (1939), de grandes quantités de blé ont été couchées par les intempéries. Or, les instructions sur la façon d'adapter les machines à la récolte du blé couché se laissent toujours attendre :
- Enfin, continue le journal, les cadres des ouvriers qualifiés ont sensiblement diminué cette année car, en beaucoup d'endroits, les mécaniciens et les conducteurs des machines n'ont pas encore été payés pour l'année passée. La raison ? On paie ces ouvriers après que les kolkhoz ont effectué leurs versements. Or, en beaucoup d'endroits, ces derniers n'ont encore rien versé.
- Les *Izvestia* et *L'Agriculture socialiste* constatent qu'en 1939, à cause de tous ces "contretemps", on a moissonné au 1^{er} août 64 millions d'hectares de blé en moins par rapport à 1938.
- La presse soviétique de novembre 1939 se plaint des retards considérables dans la récolte des pommes de terre et d'autres légumes. Les raisons ? Le manque d'hommes et de chevaux, la défectueuse livraison de l'essence et, surtout l'incurie des kolkhoziens.
- Les *Izvestia* du 4 novembre 1939 avouent qu'au 25 octobre les sovkhoses n'ont fourni que 67 % des semences obligatoires du plan ; que les kolkhoz ont rempli seulement 59 % de leurs obligations de paiements ; qu'à la même date, 34 % seulement de pommes de terre et 63 % de légumes en général ont été livrés par les kolkhoz à l'État.
- En juillet 1939, un Congrès d'éleveurs d'État en Ukraine constate : 1° qu'il existe beaucoup de kolkhoz n'ayant aucun cheptel (45 % en Khirguisie ; 62 % en Tadjikie ; 17 % dans le district de Riasan ; 11 % dans celui de Kirovsk ; 34 % en Ukraine etc.) ; 2° que de très nombreux kolkhoz ne disposent que d'un cheptel dérisoire : ainsi, en Ukraine, presque 50 % des kolkhoz ont moins de 10 vaches (" tout juste pour que ça sente un peu la vache " plaisanta le rapporteur) ; 3° que, d'une façon générale, le nombre de têtes de bétail avait beaucoup diminué en U.R.S.S. depuis la collectivisation.

Et le plus curieux est que, comme partout ailleurs, aucune mesure vraiment franche, pratique et efficace ne put être trouvée.

Faut-il continuer ?

Ces faits, ces aveux et ces lamentations durent depuis vingt ans. Et, pour bien d'autres domaines, on pourrait poursuivre cette énumération à l'infini.

En U.R.S.S. on y fait plus attention. On se plie, dans la mesure nécessaire, aux exigences des autorités et... " On se débrouille comme on peut ".

A l'étranger, jusqu'à ces derniers temps, on n'en savait généralement rien. Actuellement, la vérité commence à percer. Pour être pleinement édifié, le lecteur n'a qu'à se pencher sur les ouvrages de plus en plus nombreux qui traitent ces problèmes et révèlent ces faits.

Quant à nous, nous avons tenu à citer ici quelques faits et chiffres pour permettre au lecteur de prévoir d'ores et déjà la réponse aux questions fondamentales qui nous intéressent ! Notre sujet principal ne nous permet pas de nous y attarder.

Cependant notons encore un fait important et tout récent.

Les dernières mesures prises par le gouvernement bolcheviste pour stimuler l'activité des kolkhoz sont typiques.

Déjà en été 1939, certains organes de presse - par exemple, *L'œuvre constructrice du Parti*, n° X - constataient que le mal essentiel du système soviétique était " le peu d'intérêt du kolkhozien à fournir un travail de qualité et à obtenir de bonnes récoltes ". Inspirée d'en haut, la presse se mit à travailler ce sujet.

Un peu plus tard, en janvier 1940, les *Izvestia* déclarent que " le Parti et le gouvernement " avaient pris la décision de stimuler l'intérêt économique des kolkhoziens. Dans ce but, affirma-t-on, dorénavant " chaque kolkhozien devra avoir la certitude que tout excédent de récolte par lui obtenu restera à la disposition entière du kolkhoz et servira à améliorer son économie " (*Donc, précédemment ce n'était pas le cas*). Et on ajoutait qu'il était très important de " développer l'initiative créatrice - des masses kolkhoziennes ".

Enfin, par un arrêté en date du 18 janvier 1940 le Comité central du Parti et le Conseil des Commissaires du Peuple accordaient aux kolkhoz une certaine indépendance économique. Chaque kolkhoz obtenait le droit d'établir lui-même le plan des semailles (lequel, naturellement, devrait toujours être " validé par les autorités officielles ").

Il va de soi que cette sorte de NEP kolkhozienne restera lettre morte. Elle n'est qu'une manœuvre du gouvernement due surtout à ses revers dans la guerre finlandaise et pratiquement contrecarrée par toute l'ambiance. D'ailleurs, la masse paysanne a parfaitement compris cette nouvelle machination ; elle a accueilli la " réforme " avec une totale indifférence.

Nous avons tenu à en parler, car cette petite histoire jette une lumière très vive sur le véritable caractère de la " collectivisation " bolcheviste.

Rappelons-nous que, d'une façon générale, cette prétendue " collectivisation " forcée, entreprise dans le but d'asservir complètement le paysan à l'État et représentant une nouvelle forme de servage, craque de toutes parts. Elle ne réalise aucun progrès. Son échec est certain. Ce que nous venons de voir ne laisse aucun doute à ce sujet.

D'ailleurs, la presse soviétique elle-même est obligée d'insister de plus en plus sur la gravité de la lutte du " secteur individuel " contre le " secteur socialiste " dans l'agriculture de l'U.R.S.S. Celui-ci est négligé, abandonné, même carrément saboté par les paysans à la moindre occasion et par mille moyens. La situation est considérée finalement comme " très sérieuse ". Les quelques apparentes concessions sont des tentatives d'éveiller chez le kolkhoziens un intérêt pour leur kolkhoz et de combattre les tendances contraires à cet intérêt.

Il n'y a pas le moindre doute que ces tentatives échoueront. La lutte du paysan contre le servage continuera.

8.7.8 Les " réalisations " sur le " front culturel ".

Abandonnons le plan " matériel " : économique, industriel, technique. Abordons certains domaines qu'il serait possible de qualifier " spirituels ".

Trois points surtout demandent des précisions :

1. Le problème de l'éducation et de l'instruction du peuple ;
2. L'émancipation de la femme ;
3. Le problème religieux.

Je regrette de ne pouvoir m'arrêter longuement sur chacun de ces sujets. Une pareille tâche exigerait trop de place. Elle n'est pas le but de cet ouvrage. Bornons-nous à en établir les quelques traits essentiels.

8.7.8.1 L'éducation et l'instruction.

Depuis des années, les ignorants et les intéressés prétendent qu'ayant trouvé le pays dans un état totalement inculte, presque " sauvage ", les bolcheviks lui ont fait accomplir " un pas de géant " sur le chemin de la culture générale, de l'instruction et de l'éducation.

Des voyageurs étrangers, après avoir visité telle ou telle, grande ville, nous parlent des merveilles qu'ils ont pu voir " de leurs propres yeux ".

N'ai-je pas entendu affirmer avec la plus parfaite assurance, qu'avant les bolcheviks " il n'y avait presque pas d'écoles populaires en Russie " et qu'actuellement " il y en a de splendides à peu près partout " ? N'ai-je pas entendu dire par un conférencier que, " avant la Révolution il n'y avait dans le pays que deux ou trois Universités, et que les bolcheviks en ont créé plusieurs ?" Ne raconte-t-on pas qu'avant les bolcheviks le peuple russe, presque entier, ne savait ni lire ni écrire et que maintenant ce type d'illettré total a presque disparu ? Ne dit-on pas - je cite ce cas comme exemple de l'ignorance et des fausses

assertions concernant la Russie - ne dit-on pas que la loi tzariste interdisait aux ouvriers et aux paysans l'accès des écoles secondaires et supérieures ?

Quant aux voyageurs, il est certain qu'ils peuvent observer et même admirer dans de grandes villes de l'U.R.S.S. quelques belles écoles modernes, bien équipées et bien organisées : d'abord, parce que de telles écoles modèles sont l'un des apanages de toutes les grandes villes du monde (un voyageur pouvait faire les mêmes constatations en Russie tzariste) ; ensuite, parce que l'installation de telles écoles fait partie du programme démonstratif et décoratif du gouvernement bolcheviste. Mais il est clair que la situation dans quelques grandes villes ne signifie rien quant à l'état des choses *dans le pays*, surtout lorsqu'il s'agit d'un pays aussi vaste que la Russie. Un voyageur qui voudrait formuler de conclusions se rapprochant de la vérité devrait aller voir les choses et suivre leur évolution au jour le jour, pendant au moins quelques semaines, dans les profondeurs du pays : dans les nombreuses petites villes, dans les innombrables villages, dans les kolkhoz, dans les usines éloignées des grands centres, etc. Quel est donc le voyageur qui a eu l'idée, obtenu l'autorisation et la possibilité de le faire ?

Et quant aux légendes du genre de celles dont je viens de donner quelques échantillons, nous leur avons déjà réglé leur compte dans d'autres parties de cet ouvrage.

Personne ne prétendra que l'instruction et l'éducation du peuple étaient suffisamment répandues dans la Russie d'avant la Révolution. (Elles ne l'étaient d'ailleurs, dans aucun pays. Il n'y avait qu'une différence de détails et de nuances.) Personne ne contestera que la quantité de gens ne sachant ni lire et écrire restait encore très élevée dans la Russie tzariste et que l'instruction populaire y était très en retard par rapport à certains pays occidentaux. Mais de là aux affirmations dont je viens de citer des exemples, il y a de la marge.

Il est assez facile d'établir l'exacte vérité.

D'une part, le réseau des écoles primaires, secondaires et supérieures dans la Russie d'avant la Révolution était déjà assez impressionnant, sans être suffisant. C'est surtout par rapport à *l'enseignement lui-même* que la situation était défectueuse : les programmes, les méthodes et les moyens étaient lamentables. Naturellement, le gouvernement se souciait fort peu de l'instruction véritable du peuple. Et quant aux municipalités et aux particuliers, surveillés par les autorités et tenus de suivre les programmes officiels, ni les unes ni les autres ne pouvaient aboutir à de grands résultats, tout en ayant réussi quelques belles réalisations.

D'autre part, les prétendus " énormes progrès " réalisés dans ce domaine par le gouvernement bolcheviste sont en réalité très médiocres.

Pour se rendre compte, il suffit, comme en d'autres matières, de suivre de près la presse soviétique authentique.

Comme par ailleurs, ses lamentations et ses aveux à ce sujet, depuis des années, sont très éloquents.

Arrêtons-nous à quelques citations plus ou moins récentes.

D'après les déclarations générales et les chiffres officiels globaux, l'enseignement en U.R.S.S. se poursuit d'une façon plus que satisfaisante. Le nombre des élèves dans les écoles primaires et secondaires atteignait en 1935-36 le chiffre imposant de 25 millions ; le nombre des étudiants dans les écoles supérieures s'élevait à 520.000. En 1936-37, les chiffres respectifs étaient : 28 millions et 560.000. Enfin, en 1939 (*Pravda* du 31 mai) : 29,7 millions et 600.000. Près d'un million d'élèves recevaient un enseignement technique : industriel, commercial, agricole, etc. Les cours pour les adultes étaient nombreux dans le pays. Le désir de s'instruire y est très vif.

Il est naturel qu'un gouvernement issu de la Révolution et se prétendant populaire s'efforce de satisfaire les aspirations du peuple à une bonne instruction. Il est normal que ce gouvernement soumette le système d'enseignement à une réforme fondamentale. Tout gouvernement post-révolutionnaire en eût fait autant. Pour juger l'œuvre du gouvernement bolcheviste en connaissance de cause, les chiffres officiels et quantitatifs ne suffisent pas.

Le vrai problème est de savoir quelles sont *la qualité et la valeur* de ce nouvel enseignement.

Il faut se demander si le gouvernement a réussi à organiser un *bon* enseignement, à assurer une instruction *valable, profonde, solide*.

Il faut savoir si l'instruction et l'éducation en U.R.S.S. sont capables de former des hommes constructeurs d'une vie nouvelle, des militants de l'œuvre socialiste.

À cette question fondamentale, la presse soviétique elle-même, par ses aveux qui durent depuis des années, répond négativement.

Mais, tout d'abord, constatons que l'enseignement en U.R.S.S. *n'est pas égal pour tout le monde*. En effet, l'enseignement *supérieur* n'y est pas gratuit. (Voir la " Constitution " de Staline, art. 125.) La majorité des étudiants sont *boursiers* de l'État. Et les autres ? Bon nombre de jeunes sont donc privés de l'instruction supérieure qui devient ainsi *un privilège* accordé selon le bon plaisir du gouvernement.

Nous le notons en passant, car il y a d'autres défauts beaucoup plus graves.

Depuis des années, les mêmes constatations et lamentations reviennent invariablement dans les colonnes des journaux soviétiques.

1. Le gouvernement ne réussit pas encore à produire une quantité suffisante de *manuels scolaires*. La bureaucratie, le centralisme, les lenteurs administratives, etc., empêchent d'y arriver. Le président du Comité dirigeant les écoles supérieures, un certain Kaftanoff, dut avouer dans son discours (*Pravda* du 31 mai 1939) que les écoles supérieures manquaient totalement de manuels. On a enfin réussi à en éditer une petite quantité en 1939. Et encore, une bonne partie de ceux-ci ne constitue que la réimpression de manuels parus avant la Révolution.
2. Même constatation, d'année en année, pour les *fournitures d'école*. Leur pénurie ou leur très mauvaise qualité gêne sérieusement l'œuvre d'instruction.
3. La quantité *d'édifices scolaires* est absolument insuffisante. Elle s'accroît très lentement, ce qui crée un grave obstacle aux progrès réels de l'instruction. De plus, les édifices existants sont dans un très mauvais état, et ceux qu'on construit - toujours à la hâte et sans soin - sont défectueux et se dégradent rapidement.

Cependant, les défauts signalés ne sont pas les plus importants.

Un mal beaucoup plus profond paralyse l'œuvre d'éducation en U.R.S.S. : *le manque d'instituteurs et de professeurs*.

Depuis 1935, les *Izvestia*, la *Pravda* et d'autres journaux soviétiques abondent en aveux et en pleurs à ce sujet.

Selon ces aveux, la préparation des cadres d'instituteurs ne répond nullement aux nécessités du pays. En 1937, par exemple, 50 % seulement du " plan " des cadres ont été obtenus.

Des centaines et parfois des milliers d'instituteurs manquent dans les districts.

Ce n'est pas tout. Ceux qui exercent leur fonction sont loin d'être dûment qualifiés. Ainsi, les deux tiers environ des professeurs d'écoles secondaires n'ont pas reçu une instruction supérieure. De même, les deux tiers des instituteurs primaires manquent d'instruction secondaire.

La presse soviétique se plaint amèrement de *l'ignorance crasse* des instituteurs et cite de nombreux exemples ahurissants de leur inaptitude et de leur incompetence.

En résumé - et *en réalité* - l'instruction et l'éducation en U.R.S.S. sont dans un état lamentable.

Hors des grandes villes et de leur factice décorum, il n'existe ni assez de manuels, ni assez de fournitures, ni assez d'écoles, ni assez de maîtres. Les édifices scolaires manquent d'installations élémentaires, de locaux, d'hygiène, souvent même de chauffage.

Dans les profondeurs du pays, l'enseignement populaire se trouve dans un état d'abandon incroyable. C'est la pagaille absolue.

Dans ces conditions, les prétendus " 90 % de la population " plus ou moins lettrés, ne sont-ils pas un mythe de plus ?

La presse soviétique elle-même y répond. D'année en année elle constate l'absence de la plus élémentaire instruction et un niveau culturel très bas, non seulement dans la masse du peuple, mais aussi chez la jeunesse scolaire, chez les étudiants, les instituteurs et les professeurs.

Les efforts du gouvernement pour remédier à cet état de choses n'aboutissent pas. L'ambiance générale, *le fond même du système bolcheviste* constituent un obstacle insurmontable à toute amélioration effective de la situation.

La tendance même de tout le système d'enseignement en U.R.S.S. empêche le succès. On fait plutôt de *la propagande* que de l'instruction ou de l'éducation. On bourre le crâne aux élèves avec les doctrines rigides du bolchevisme et du marxisme. *Aucune initiative, aucun esprit critique, aucune liberté de doute ni d'examen ne sont tolérés.*

L'enseignement tout entier est pénétré d'un esprit *scolastique* : morne, dur, figé.

Le manque général de toute liberté d'opinion, l'absence de toute discussion ou d'action indépendantes, voire de tout échange d'idées dans le pays où seul le dogme marxiste est admis, tout cela interdit la véritable instruction et la vraie éducation du peuple.

Les voyageurs - observateurs nécessairement superficiels et souvent naïfs - admirent les institutions culturelles et sportives qu'ils ont vues " de leurs propres yeux " lors de quelques rapides visites officielles à Moscou, à Leningrad et dans deux ou trois autres villes.

Mais voilà ce que nous trouvons, par exemple, dans le n° 168 du journal *Troud* (juillet 1939) :

Les mineurs du bassin du Donetz y posent aux autorités la question suivante (chose rare : le document a été publié) :

Quelle est l'utilité des retenues effectuées sur leurs salaires en vue de l'entretien du " Palais de la Culture " à Gorlovka (une localité industrielle du bassin) ?

En cette année 1939, disent les mineurs, le coût de cet entretien atteint quelques millions de roubles. Le budget du " Club des mineurs " s'élève, seul, à 1.173.000 roubles. Sur cette somme, plus de 700.000 sont payés à l'industrie cinématographique pour la location de films que personne ne vient voir en raison de leur mauvaise qualité. Les autres 400.000 roubles sont affectés à l'entretien du personnel. Et quant aux mineurs, ils ne profitent absolument en rien de l'argent qu'ils sont obligés de verser.

Le " Palais de la Culture ", continuent les mineurs, est entouré d'un jardin appelé solennellement : " le parc ". Une somme d'argent importante a été retenue sur les salaires des mineurs pour la mise en état de ce jardin. Avec cet argent, on a construit une immense porte d'entrée, munie de multiples caisses-guêrites en béton. Mais on a oublié de monter une muraille autour du " parc ". Le jardin est là, avec la luxueuse entrée, mais sans muraille. Personne n'en profite car tout s'y trouve dans un état d'abandon. Pourtant on y a élevé un théâtre, une estrade, un tir, même un bain-douche. Aucune de ces installations ne fonctionne pour les mineurs. Elles sont là uniquement pour faire voir à ces derniers la désinvolture avec laquelle les dirigeants responsables des organisations ouvrières manient l'argent des ouvriers. Ces dirigeants se sont aménagés à l'intérieur du " parc ", un petit jardin à eux : coin intime, appelé " jardin du Comité minier ". Et quant aux mineurs qui paient et le " Palais ", et le " Club ", et le " Parc ", et le " Jardin du Comité mineur ", ils ont à leur disposition les rues poussiéreuses de Gorlovka.

Par miracle, cette réclamation a trouvé place dans les colonnes du journal. Il faut supposer que, pour certaines raisons, les autorités n'ont pu refuser aux mineurs cette publication et qu'il a été décidé en haut lieu de faire droit à leur réclamation et d'appliquer des sanctions. Mais il est certain que sur un cas offert à la publicité, des milliers d'autres restent inconnus.

Un dogmatisme étouffant, l'absence de toute vraie vie individuelle, de tout élan libre, de toute envolée morale, un manque de perspectives vastes et passionnantes ; le règne d'un esprit de caserne, d'un fonctionnarisme suffoquant, d'un servilisme et d'un arrivisme plats ; la monotonie désespérante d'une existence morne et incolores réglée jusque dans ses moindres détails par les prescriptions de l'État : telles sont les caractéristiques de tout ce qui touche à l'enseignement, à l'éducation et à la " culture " en U.R.S.S.

Quoi d'étonnant que, selon la *Komsomolskaïa Pravda* (par exemple, le n° du 20 octobre 1936), une déception profonde et un esprit d'ennui " dangereux " envahissent les rangs de la jeunesse scolaire ? L'ambiance tout entière exerce une action déprimante sur les jeunes.

D'après certains aveux parus dans la presse soviétique, une grande quantité d'étudiant ne suit les cours que par obligation, sans intérêt réel.

Beaucoup d'étudiants passent leurs nuits à jouer aux cartes.

Les lignes suivantes ont été trouvées dans le " journal " d'un jeune étudiant :

" Je m'ennuie. Je m'ennuie terriblement. Rien de saillant ni de remarquable : ni parmi les hommes, ni dans les événements. Qu'est-ce qui m'attend ? Bon, je terminerai mon cours. Bon, je serai ingénieur,

excellent ingénieur peut-être. J'aurai deux chambres, une femme bête, un gosse intelligent et 500 roubles d'appointements. Deux réunions par mois etc. Et après ?... Et lorsque je me demande si j'éprouverai du regret à quitter cette vie, je me réponds : non, je la quitterai sans grand regret. "

8.7.8.2 L'émancipation de la femme.

On a fait beaucoup de bruit autour de " l'émancipation de la femme par les bolcheviks ". La véritable égalité des sexes, l'abolition du mariage légal, l'union libre, la liberté pour la femme de disposer de son corps et le droit à l'avortement, toutes ces belles " prouesses " du gouvernement bolcheviste ont été chantées et glorifiées par la presse " " d'avant-garde " de tous les pays, sans la moindre tentative d'examen approfondi sur place.

Ces " réalisations " appartiennent aussi au domaine des mythes.

Le lecteur sait que les idées sur l'égalité et sur la liberté des sexes, avec toutes les conséquences pratiques qui en découlent, étaient acquises depuis longtemps - bien longtemps avant la Révolution - par les milieux avancés russes. Tout gouvernement issu de la Révolution se trouvait obligé d'en tenir compte, de sanctionner cet état de choses. Il n'y a rien de spécifiquement " bolcheviste " dans cette conquête. Le mérite des bolcheviks n'y occupe qu'une place très modeste.

Incontestablement, le gouvernement bolcheviste a voulu appliquer les principes énoncés. Mais, à nouveau, la question essentielle est de savoir *s'il a réussi*. Et, à nouveau, nous pourrions remplir des pages - avec, à l'appui, des faits authentiques - pour démontrer qu'il a échoué lamentablement et que son propre système, avec ses conséquences pratiques l'a obligé à tout lâcher, à revenir en arrière, à ne garder que la légende et le bluff.

D'abord, le mariage légal n'est nullement aboli en U.R.S.S. : il est *simplifié* ou plutôt, il est devenu civil tandis qu'avant la Révolution il était obligatoirement religieux. Même remarque pour le divorce qui, civil, est réglementé par une série de conditions pécuniaires, de mesures pénales, etc. (Voir, par exemple, les *Izvestia* du 28 juin 1936.)

En examinant les enregistrements de mariages, on constate une forte proportion de mariages conclus entre des femmes très jeunes et des hommes âgés mais hautement appointés. Ceci prouve qu'en U.R.S.S., comme partout ailleurs - et peut-être même plus qu'ailleurs - le mariage *est une " affaire " et non pas une libre union d'amour*, comme les bolcheviks voudraient le faire croire. Et c'est tout à fait naturel du moment que le système capitaliste, sous une autre forme, est resté intact. La forme seule ayant changé, le fond et tous ses effets subsistent.

Ayant échoué dans leur tentative de construire un " État socialiste ", ayant abouti à édifier un État capitaliste (aucun autre *État* ne pouvant être imaginé), les bolcheviks furent obligés, comme dans tous les autres domaines, de faire marche en arrière pour tout ce qui concerne les relations entre les sexes : la famille, les enfants, etc.

C'était fatal. Ce domaine ne peut être vraiment modifié que *si l'ensemble de la société change fondamentalement*. Si cet ensemble n'est pas entièrement rénové. S'il ne change que de forme alors toutes les mœurs, y compris les rapports entre les sexes, la famille, l'enfant, ne changent, elles non plus, *que de forme* ; dans le fond, elles restent aussi arriérées qu'elles l'étaient auparavant, tout en changeant d'aspect.

C'est ce qui est arrivé en U.R.S.S.

À partir du mois de mai 1936, toutes les " belles idées ", tous les " principes avancés " furent peu à peu mis au rancart. Une série de lois ont réglementé le mariage le divorce, les responsabilités des époux, etc. Cette législation a rétabli purement et simplement, quoique sous des formes nouvelles, les bases de la " famille bourgeoise ".

La libre disposition de son corps a été réinterdite à la femme. Le droit à l'avortement a été fortement restreint. Actuellement (voir la loi de mai 1936 et les arrêtés postérieurs), l'avortement n'est admis que dans des cas exceptionnels, sur un avis du médecin et dans des situations déterminées. L'avortement et même la *suggestion* de l'avortement sont assez sévèrement punis s'ils ont lieu sans justification légale.

La prostitution est très répandue en U.R.S.S. Pour s'en persuader et aussi - disons-le en passant - pour se rendre compte du niveau très bas des mœurs " soviétiques " en général, il suffit de parcourir

régulièrement et attentivement la chronique quotidienne, les correspondances locales et autres rubriques semblables dans les journaux russes.

Quant à l' " égalité des sexes ", ce principe ayant été en vigueur depuis fort longtemps dans les milieux russes d'avant-garde, les bolcheviks, naturellement, l'ont admis. Mais de même que d'autres belles thèses sociales ou morales, celle-ci a été faussée, à son tour, à la suite de la déviation générale de la Révolution. Concrètement, il s'agit en U.R.S.S. d'une " égalité " dans le *travail*, non dans les *salaires*. La femme y travaille autant que l'homme, mais sa rétribution est moins élevée. De sorte que cette " égalité " permet à l'État d'exploiter la femme plus encore que l'homme.

8.7.8.3 La religion.

Arrêtons-nous un instant sur cet autre sujet important.

On prétend que le bolchevisme eut raison des préjugés religieux. C'est une erreur dont la source est, encore, l'ignorance des faits concrets.

Le gouvernement bolcheviste a réussi, par la terreur, à supprimer, pour un temps, *le culte public de la religion*. Quant au *sentiment* religieux, loin de l'avoir extirpé, le bolchevisme, avec ses méthodes et ses " prouesses ", et en dépit de sa propagande, l'a, au contraire, soit rendu plus intense, chez les uns, soit simplement transformé, chez les autres.

Ajoutons que déjà avant la Révolution, surtout depuis 1905, le sentiment religieux se trouvait en déclin dans les masses populaires, ce qui ne manqua pas d'inquiéter sérieusement les popes et les autorités tzaristes. Le bolchevisme réussit plutôt à le raviver sous d'autres formes.

La religion sera tuée non pas par la terreur, non pas tant par la propagande, mais par la réussite effective de la vraie Révolution Sociale, avec ses conséquences heureuses. La semence antireligieuse qui tombera sur le sol fécond de cette réussite donnera une belle récolte.

Nous avons assez parlé précédemment des " réalisations " sociales pour ne plus insister ici sur ce point. On me fait parfois cette objection que le gouvernement bolcheviste *a fait tout ce qu'il a pu* pour réaliser telle ou telle autre tâche et que *ce n'est pas de sa faute* si ses efforts n'ont pas été couronnés d'un succès total.

Justement : plus la bonne volonté du gouvernement bolcheviste sera démontrée, plus il deviendra clair que la véritable Révolution Sociale et le vrai socialisme ne peuvent être réalisés par le système gouvernemental et étatiste.

" Le gouvernement communiste, pour sa part, a mis toute sa bonne volonté pour réussir ", nous affirmet-on.

Je ne dis pas le contraire. Mais le problème n'est pas là. Il ne s'agit pas de savoir si le gouvernement a voulu ou *s'il n'a pas voulu* faire ceci ou cela. Il s'agit de savoir *s'il a abouti, s'il a réussi*. Le problème est là et pas ailleurs.

Plus il sera prouvé qu'un gouvernement *n'a pas abouti malgré toute sa bonne volonté*, plus il deviendra clair qu'un gouvernement *ne peut aboutir*.

" Le gouvernement n'a pu faire davantage. "

Mais alors, pourquoi a-t-il empêché d'autres éléments de le tenter ? S'il se voyait impuissant, il n'avait aucun droit d'interdire à d'autres d'agir. Et qui sait ce que ces autres auraient pu accomplir et réaliser ? Pourquoi donc le gouvernement n'a-t-il pas réussi ?

" L'état arriéré du pays l'en a empêché. " " Les masses, arriérées, n'étaient pas prêtes. "

On n'en sait rien puisqu'on a volontairement *empêché* les masses d'agir. C'est comme si l'on s'étonnait que quelqu'un ne puisse marcher après qu'on lui aurait lié les pieds.

" Les autres éléments de gauche n'ont pas voulu marcher avec les bolcheviks. " Ces autres éléments n'ont pas *voulu se plier aveuglément aux ordres et aux exigences bolchevistes qu'ils considéraient comme néfastes*. Alors on les a *empêchés* de dire leur mot et d'agir.

" L'entourage capitaliste... "

Justement : l'entourage capitaliste a pu gêner et faire dégénérer un *gouvernement*. Mais il ne pourrait jamais empêcher ou faire dégénérer la libre action *de millions d'hommes*, prêts, comme nous l'avons vu, à accomplir, dans un élan prodigieux, la véritable Révolution.

Parler d'une " trahison de la Révolution ", comme le fait Trotski, est une " explication " au-dessous, non seulement de toute conception " marxiste " ou " matérialiste ", mais du plus ordinaire bon sens.

Comment cette " trahison " fut-elle possible au lendemain d'une si belle et complète victoire révolutionnaire ?

Voilà la vraie question.

En réfléchissant, en examinant les choses de près, le moins initié comprendra (que cette prétendue " trahison " n'est pas " tombée du ciel " ; (qu'elle fut la conséquence " matérielle " et rigoureusement logique de la manière même dont la Révolution a été menée.

Les résultats négatifs de la Révolution russe ne furent que la conclusion *d'un certain processus*. Et le régime stalinien n'est que l'aboutissement fatal des procédés appliqués par Lénine et Trotski eux-mêmes. Ce que Trotski appelle " trahison " est en réalité l'effet inéluctable d'une lente dégénérescence due à de fausses méthodes.

Justement : le procédé gouvernemental et étatiste mène à la " trahison ", c'est-à-dire à la faillite qui permet la " trahison ", celle-ci n'étant qu'un aspect éclatant de cette faillite. D'autres *procédés* auraient abouti à d'autres *effets*.

Dans son aveugle partialité (ou plutôt dans son inconcevable hypocrisie), Trotski commet la plus banale des confusions, impardonnable chez lui : *il confond les effets avec les causes*.

Se trompant vulgairement (ou plutôt feignant de se tromper, faute de disposer d'autres moyens pour défendre sa thèse), il prend l'effet (la " trahison " de Staline) pour la cause. Erreur - ou plutôt manœuvre - qui lui permet d'éviter le problème essentiel : *comment le " stalinisme " fut-il possible ?*

" Staline a trahi la Révolution... "

C'est simple ! C'est même trop simple pour expliquer quoi que ce soit.

L'explication est pourtant toute indiquée : le " stalinisme " fut la conséquence naturelle de la faillite de la véritable Révolution, et non pas inversement : et la faillite de la Révolution fut l'aboutissement naturel de la fausse route où le bolchevisme la fit s'engager.

Autrement dit : c'est la dégénérescence de la Révolution égarée et perdue qui amena Staline, et ce n'est pas Staline qui fit dégénérer la Révolution.

Ajoutons que, déjà attaqué par la maladie, l'organisme révolutionnaire eût pu y résister victorieusement au moyen d'une libre activité des masses ; mais depuis longtemps les bolcheviks, guidés par Lénine *et Trotski lui-même*, lui avaient enlevé tous moyens d'autodéfense contre le mal : fatalement, celui-ci finit par l'envahir tout entier et le perdre.

La " trahison " fut possible, car les masses laborieuses ne réagirent ni contre sa préparation ni contre son accomplissement. Et les masses ne réagirent pas car, totalement subjuguées par leurs nouveaux maîtres, elles perdirent rapidement, et le sens de la vraie Révolution, et tout esprit d'initiative, de libre action, de réaction. Ligotées, soumises, dominées, elles sentaient l'inutilité - que dis-je ? - l'impossibilité de toute résistance. Trotski participa en personne à faire renaître dans les masses cet esprit d'obéissance aveugle, cette morne indifférence vis-à-vis de tout ce qui se passe " en haut ". La tâche réussit aux " Chefs ". La masse fut terrassée, et pour longtemps. Dès lors, toutes les " trahisons " devenaient possibles.

Après tout ce qui vient d'être dit, nous invitons le lecteur à porter lui-même un jugement sur les " réalisations " bolchevistes ".

8.8 La Contre-Révolution

L'impuissance de création du gouvernement bolcheviste, le chaos économique où le pays se trouva plongé, le despotisme et la violence inouïs, en un mot la faillite de la Révolution puis la situation tragique qui en résulta, provoquèrent d'abord un vaste mécontentement, ensuite des remous de plus en plus graves et, enfin, des mouvements vigoureux contre l'insupportable état de choses, imposé par la dictature.

Comme toujours en pareil cas, ces mouvements vinrent de deux pôles opposés : du côté de la Réaction, de la " droite ", qui espérait reprendre le Pouvoir et rétablir l'ancien ordre, et du côté de la Révolution, de la " gauche " qui aspirait au redressement de la situation et à la reprise de l'action révolutionnaire.

Nous ne nous attarderons pas longtemps aux mouvements contre-révolutionnaires. D'une part, parce qu'ils sont plus ou moins connus ; d'autre part, parce qu'en eux-mêmes ils n'offrent qu'un intérêt

secondaire : ces sortes de mouvements se ressemblent, à peu de choses près, dans toutes les grandes révolutions.

Toutefois, certains *à-côtés* de ces mouvements sont suffisamment instructifs pour ne pas les passer sous silence.

Les premières résistances qui s'opposèrent à la Révolution Sociale, à ses débuts (en 1917 et 1918), furent très limitées, plutôt locales et relativement anodines. Comme dans toutes les révolutions, certains éléments réactionnaires se dressèrent immédiatement contre l'ordre nouveau, tentant d'étouffer la Révolution dans l'œuf. L'écrasante majorité des ouvriers, des paysans et de l'armée étant - activement ou passivement - pour cet ordre nouveau, ces résistances furent rapidement et facilement brisées.

Si, par la suite, la Révolution avait su se montrer vraiment féconde, puissante, créatrice, juste ; si elle avait su résoudre convenablement ses grands problèmes et ouvrir au pays - et peut-être, dans ce cas, à d'autres pays - des horizons nouveaux, tout se serait certainement borné à ces quelques escarmouches partielles, et la victoire de la Révolution n'aurait plus été menacée. La marche ultérieure des événements, en Russie et ailleurs, aurait pu prendre un caractère autre que celui auquel nous assistons depuis vingt ans.

Mais, comme le lecteur le sait, le bolchevisme, installé au pouvoir, dénatura, ligota et châtra la Révolution. Il la rendit d'abord impuissante, stérile, morne, malheureuse, ensuite lugubre, ignoblement tyrannique, inutilement et stupidement violente.

Le bolchevisme finit ainsi par désillusionner, irriter, dégoûter des couches de plus en plus vastes de la population. Nous avons vu de quelle façon il jugula les ouvriers, supprima les libertés, écrasa les autres courants. Son action de terreur et de violences cruelles vis-à-vis des paysans aboutit à dresser ces derniers aussi contre lui.

N'oublions pas que, dans toutes les révolutions, le *gros* de la population : les simples " habitants " a-politiques, les " citoyens " exerçant quotidiennement leurs professions et emplois, la petite bourgeoisie, une partie de la bourgeoisie moyenne, bon nombre d'ouvriers et de paysans, etc., restent, d'abord, *neutres*: ils observent, hésitent, et attendent passivement les *premiers résultats*. Il est important pour la Révolution de pouvoir se " justifier " devant ces éléments *le plus rapidement possible*. Sinon, toute cette population " tiède " se détourne de l'œuvre révolutionnaire : elle est prête à lui devenir hostile ; elle commence à sympathiser avec les menées contre-révolutionnaires ; elle les soutient et les rend beaucoup plus dangereuses.

Telle est surtout la situation *lors des bouleversements de grande envergure* qui touchent aux intérêts de millions d'hommes, modifient profondément les rapports sociaux et se font au moyen de grandes souffrances et de grandes promesses de satisfaction. *Cette satisfaction doit venir vite*. De toute façon, les masses doivent pouvoir *l'espérer*. Dans le cas contraire, la Révolution faiblit et la contre-révolution prend des ailes.

Ajoutons que le concours actif de ces éléments neutres est indispensable pour la bonne marche de la révolution, car ils comprennent un grand nombre de " spécialistes " et d'hommes de métier : travailleurs qualifiés, techniciens, intellectuels, etc.

Tout ce monde qui n'est pas précisément hostile à la Révolution une fois qu'elle est faite, se tournerait entièrement *vers elle* et l'aiderait avec enthousiasme, si *elle arrivait à lui inspirer une certaine confiance, à lui faire sentir ses capacités, ses possibilités et ses perspectives, ses avantages, sa force, ses vérités, sa Justice*.

Dans le cas contraire, tous ces éléments finissent par devenir franchement ennemis de la Révolution, ce qui porte à celle-ci un coup très sensible.

On peut supposer que les vastes masses laborieuses, exerçant elles-mêmes, avec l'aide des révolutionnaires, une activité libre, *sauraient* arriver à des résultats probants et partant *sauraient* rassurer et finalement entraîner lesdits éléments.

La dictature - impuissante, hautaine, stupide et méchamment violente - n'y arrive pas et les rejette de l'autre côté de la barricade.

Le bolchevisme ne sut ni " se justifier " lui-même, ni " justifier " la Révolution.

Comme nous l'avons vu, le seul grand problème qu'il réussit à résoudre - tant bien que mal et sous la pression de l'armée elle-même, qui refusait de combattre - fut celui de la guerre. Ce succès : la paix acquise, lui valut la confiance et les sympathies durables des vastes masses populaires. Mais ce fut tout. Par la suite, son impuissance économique, sociale et autre, se fit bientôt sentir. La stérilité de ses moyens d'action : procédés gouvernementaux, absolutisme étatiste, etc., se révéla presque au lendemain de la victoire.

Les bolcheviks et leurs sympathisants aiment invoquer les " terribles difficultés " que le gouvernement bolcheviste eut à surmonter, après la guerre et la Révolution, dans un pays tel que la Russie. C'est sur la base de ces difficultés que l'on cherche à justifier les procédés bolchevistes.

On peut influencer, avec de tels arguments, le public *étranger* qui ne connaît pas les faits. Mais ceux qui *vivaient* la Révolution se rendaient compte tôt ou tard : 1° que les procédés néfastes du bolchevisme provenaient non pas tant des difficultés rencontrées que *de la nature même de la doctrine bolcheviste* ; 2° que beaucoup de ces difficultés surgissaient précisément *parce que le gouvernement se mit, dès le début, à étouffer la libre activité des masses* ; 3° que les *difficultés réelles*, au lieu d'être aplanies par les bolcheviks, étaient rendues par eux, au contraire, encore plus âpres ; 4° que ces difficultés auraient été surmontées facilement par la libre action des masses.

La principale difficulté était certainement celle de l'approvisionnement et du ravitaillement. Pour faire avancer la Révolution, il fallait passer, aussi rapidement que possible, du régime de rareté et de l'économie " échangeiste " (à base d'argent) au régime d'abondance et à l'économie " distributive " en supprimant l'argent.

Mais, justement : plus les difficultés étaient importantes et vastes, moins un gouvernement pouvait se montrer capable de les résoudre : plus elles étaient âpres et épineuses, plus il aurait fallu recourir à la libre initiative et à l'activité du peuple. Or, nous le savons, le gouvernement bolcheviste accapara tout : idées, initiatives, moyens et action. Il s'installa en dictateur absolu (" du prolétariat "). Il subjuga les masses, il étouffa leur élan. Et plus les difficultés étaient grandes, moins il permettait au " prolétariat " d'agir.

Rien d'étonnant qu'en dépit de sa prétendue " industrialisation " de ses fameux " plans quinquennaux ", etc., le bolchevisme ne sut pas venir à bout de ces difficultés et qu'il fut acculé bientôt, dans sa lutte désespérée contre les exigences de la vie, à la plus odieuse violence, ce qui ne fit que souligner son impuissance réelle. Ce n'est pas au moyen d'une industrialisation forcée et imposée à une masse d'esclaves, qu'on peut amener l'abondance et bâtir une nouvelle économie.

Les masses, elles, sentaient intuitivement la nécessité de passer à d'autres formes de la production et de transformer les rapports entre celle-ci et la consommation. Les masses percevaient de mieux en mieux la nécessité et la possibilité d'en finir avec l'argent et de passer à un système d'échanges directs entre les organismes de production et ceux de consommation. À plusieurs reprises, çà et là, elles étaient même prêtes à faire des essais dans ce sens. Il est fort probable que si elles avaient eu la liberté d'action, elles auraient pu arriver, progressivement, à la véritable solution du problème économique : l'économie distributive. Il fallait les laisser chercher, trouver, agir, tout en les guidant et en les aidant en vrais amis. Le gouvernement le voulait rien entendre. Il prétendait faire tout lui-même et imposer sa volonté et ses méthodes. Intuitivement d'abord, de plus en plus nettement par la suite, les masses se rendaient compte de l'inefficacité de celles-ci, de l'impuissance du gouvernement, du péril où la dictature et la violence entraînaient le pays.

Le résultat psychologique d'un tel état de choses est facile à comprendre.

D'une part, les masses se détournaient de plus en plus du bolchevisme. Désillusionnées, elles l'abandonnaient ou même se retournaient contre lui. Le mécontentement, l'esprit de révolte grandissaient de jour en jour.

Mais, d'autre part, les masses ne savaient pas comment elles pourraient sortir de l'impasse. Aucune solution valable ne se présentait, tout mouvement d'idées, toute discussion, toute propagande et toute action libre étant interdits. La situation leur paraissait sans issue : elles n'avaient aucun moyen d'agir ; leurs organisations étaient étatisées et militarisées ; la moindre opposition était sévèrement réprimée ;

les armes et tout autre moyen matériel se trouvaient entre les mains des autorités et des nouveaux privilégiés qui avaient su organiser leur imposture et leur défense.

En définitive, les masses, tout en étant de plus en plus révoltées n'entrevoient aucune possibilité d'entreprendre une action efficace.

La contre-révolution aux aguets ne manqua pas de mettre à profit cet état de faits et cet esprit. Avec empressement elle chercha à retourner en *sa faveur* les esprits et les événements. Et c'est ainsi que le mécontentement populaire de plus en plus général et profond servit de base à de vastes mouvements contre-révolutionnaires et les appuya pendant trois ans.

De grandes campagnes armées prirent pied dans le Midi et dans l'Est du pays, ourdies par les classes privilégiées soutenues par la bourgeoisie d'autres pays, dirigées par des généraux de l'ancien régime.

Dans les nouvelles conditions, les vastes soulèvements déclenchés en 1919-1921, revêtirent un caractère autrement sérieux que les résistances spontanées et relativement insignifiantes de 1917-1918, telles que la sédition du général Kalédine dans le Sud, celle de l'ataman Doutoff dans l'Oural et d'autres encore.

Déjà en 1918-1919 quelques rébellions plus graves, de grand style, furent tentées çà et là. Citons l'offensive du général Youdénitch contre Petrograd (décembre 1919) et le mouvement contre-révolutionnaire dans le nord, sous l'égide du gouvernement de " Tchaïkovsky ".

Les forces de Youdénitch, bien organisées, armées et équipées, étaient arrivées aux portes de la capitale. À cette époque elles furent, une fois de plus, facilement brisées par un élan plein de dévouement, d'enthousiasme, et aussi de remarquable organisation des masses ouvrières de Petrograd, avec l'appui de détachements de marins de Cronstadt : élan soutenu vigoureusement par des soulèvements en arrière du " front ". La jeune Armée Rouge, commandée par Trotski, participa à la défense.

Le mouvement de Tchaïkovsky réussit à envahir le département d'Arkhangelsk et une partie de celui de Vologda. Comme par ailleurs, son effondrement ne fut pas l'œuvre de l'Armée Rouge. Des soulèvements spontanés des masses laborieuses sur place et à l'arrière du front en vinrent à bout. Il est à noter que ce mouvement, soutenu par la bourgeoisie étrangère, se heurta également à une résistance de la classe ouvrière occidentale. Des grèves et des manifestations contre toute intervention en Russie - grèves dans les ports anglais surtout - inquiétèrent cette bourgeoisie, qui ne se sentait pas en sécurité chez elle-même, et la firent reculer.

Plus importante fut l'insurrection menée par l'amiral Koltchak dans l'Est, en été 1918. Elle fut soutenue, entre autres, par une armée tchécoslovaque, formée en Russie. Il est notoire que l'Armée Rouge de Trotski fut impuissante à briser ce mouvement. Une fois de plus, il fut liquidé par une résistance acharnée des partisans : ouvriers et paysans armés, et par des soulèvements à l'arrière. L'Armée Rouge arriva " triomphalement " ... après le fait accompli.

Notons que tous ces mouvements contre-révolutionnaires furent plus ou moins activement soutenus par les socialistes modérés : les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite.

C'est au moment de l'offensive tchécoslovaque (juin-juillet 1918) que les bolcheviks, pour éviter toute complication et redoutant un enlèvement éventuel, exécutèrent, dans la nuit du 16 au 17 juillet, l'ex-tzar Nicolas II et sa famille, déportés précédemment dans la ville d'Ekaterinenbourg, en Sibérie. La ville fut ensuite évacuée par les bolcheviks.

Les circonstances exactes de cette exécution restent assez mystérieuses, en dépit d'une enquête minutieuse, menée sur l'ordre de Koltchak, par un juriste. On ne sait même pas exactement si cette mise à mort fut ordonnée par l'autorité centrale de Moscou ou décidée par le Soviet local. Et quant aux bolcheviks eux-mêmes, ils se taisent.

Ainsi, à cette époque, les masses populaires, non encore désarmées par les bolcheviks et conservant leur confiance dans la Révolution bolcheviste, résistèrent énergiquement aux mouvements contre-révolutionnaires et en vinrent à bout assez aisément.

Cette situation changea complètement à la fin de 1919.

Les masses, désillusionnées et désabusées à l'égard du bolchevisme (et désarmées par le gouvernement " soviétique "), n'offrirent plus la même résistance aux entreprises contre-révolutionnaires. Par surcroît, les chefs de ces mouvements surent parfaitement faire jouer leurs cordes sensibles. Dans leurs tracts et manifestes, ils déclaraient combattre uniquement le despotisme des bolcheviks. Ils promettaient au

peuple les " Soviëts libres " et la sauvegarde des autres principes de la Révolution, bafoués par le gouvernement bolcheviste. (Bien entendu, une fois la victoire acquise, ils espéraient bien ne pas tenir ces promesses puis mater toute révolte.)

C'est ainsi que les deux grands soulèvements " blancs " du Midi, celui de Dénikine et celui de Wrangel, purent prendre une ampleur telle qu'ils faillirent renverser le régime.

Le premier de ces mouvements, dirigé militairement par le général Dénikine (1919) envahit rapidement toute l'Ukraine et une importante partie de la Russie centrale. A un certain moment, l'armée blanche, battant et refoulant les troupes rouges, atteignit la ville d'Orel, près de Moscou. Le gouvernement bolcheviste s'apprêtait déjà à fuir lorsqu'à sa grande surprise l'armée de Dénikine lâcha subitement pied et se retira précipitamment. La menace sur Moscou cessa. La situation était sauvée. Le lecteur trouvera plus loin les détails de cet épisode historique, Notons à nouveau pour l'instant, que les bolcheviks ni leur armée ne jouèrent aucun rôle dans cet effondrement.

Le second mouvement très dangereux pour les bolcheviks fut celui du général Wrangel. Il suivit le soulèvement de Dénikine. Wrangel, plus fin, sut tirer quelques leçons de la défaite de son prédécesseur et trouva des sympathies plus profondes et plus solides que celui-ci, De plus, le revirement des esprits était plus avancé, Le lecteur verra dans la dernière partie du livre de quelle façon cette seconde contre-révolution militaire fut brisée. Une fois de plus le mérite n'en revient nullement aux bolcheviks.

Tous ces mouvements et tant d'autres de moindre importance échouèrent.

Celui de Dénikine s'écroula d'un bloc. Arrivée, comme nous l'avons vu, " aux portes de Moscou ", son armée dut brusquement lâcher tout et redescendre en débandade vers le sud. Là elle disparut, par la suite, dans une débâcle catastrophique. Ses quelques débris, errant un peu partout, furent liquidés peu à peu par des détachements de l'Armée Rouge, descendus du nord sur la trace des fugitifs, et par les partisans. Pendant 24 heures au moins le gouvernement bolcheviste à Moscou, pris de panique, ne voulut pas croire à la retraite des troupes dénikiennes, n'en comprenant pas la raison. Il eut l'explication beaucoup plus tard. Se rendant enfin à l'évidence, il respira et dépêcha des régiments rouges à la poursuite des blancs. Le mouvement de Dénikine était brisé.

Celui de Wrangel, surgi quelques temps après remporta, d'abord lui aussi, quelques gros succès. Sans être parvenu à menacer Moscou, il inquiéta, néanmoins, le gouvernement bolcheviste, plus que le raid de Dénikine. Car les populations, de plus en plus dégoutées du bolchevisme, semblaient ne vouloir point opposer une résistance sérieuse à ce nouveau mouvement antibolcheviste : elles restaient indifférentes. D'autre part, à cause même de cette indifférence quasi générale, le gouvernement comptait moins qu'avant sur sa propre armée.

Cependant, après les succès du début, le mouvement de Wrangel s'écroula comme les autres.

Quelles furent les raisons de ces revirements presque " miraculeux ", de cet échec final des campagnes commencées avec tant de succès ?

Les vraies causes et les circonstances exactes de ces flux et reflux sont d'une part peu connues et, d'autre part, volontairement défigurées par des auteurs intéressés.

En quelques mots, les raisons principales de la faillite du mouvement " blanc " furent les suivantes :

D'abord, l'attitude maladroite, cynique et provoquante des autorités, des chefs et des meneurs du mouvement. A peine vainqueurs, tous ces messieurs s'installaient dans les régions conquises en véritables dictateurs, ne le cédant en rien aux conquérants bolchevistes. Menant, le plus souvent, une vie de débauche, impuissants eux aussi à organiser une vie normale, bouffis d'orgueil, plein de mépris pour le peuple laborieux, ils faisaient brutalement comprendre à ce dernier qu'ils entendaient bien restaurer l'ancien régime, avec toutes ses " beautés ". Les alléchantes promesses de leurs manifestes, lancées à la veille des offensives dans le but de séduire la population, étaient vite oubliées. Ces messieurs n'avaient pas la patience d'attendre au moins la victoire finale et définitive. Ils jetaient bas les masques avant d'être en sécurité, avec une précipitation qui trahissait aussitôt leurs vrais desseins. Or, ceux-ci ne disaient rien de bon à la population. La terreur " blanche " et les représailles sauvages, avec leur cortège habituel de dénonciations, d'arrestations et d'exécutions sommaires sans jugement et sans pitié commençaient partout séance tenante.

De plus, les anciens propriétaires, fonciers et industriels, partis ou chassés lors de la Révolution, revenaient avec les armées et se hâtaient de rentrer en possession de leurs " biens ".

Le régime absolutiste et féodal d'autrefois réapparaissait brusquement dans toute sa hideur.

Une pareille attitude provoquait rapidement une réaction psychologique violente dans les masses laborieuses. Elles craignaient le retour du tsarisme et du " pomestchik " beaucoup plus que le bolchevisme. Avec ce dernier, elles pouvaient malgré tout espérer arriver à des améliorations, à un redressement, et finalement, à une vie " libre et heureuse ". Tandis qu'il n'y avait rien à espérer d'un retour au tsarisme. Il fallait lui barrer la route sans tarder. Les paysans surtout qui, à cette époque, profitaient au moins en principe de l'expropriation des terres disponibles, s'effrayaient à l'idée de devoir rendre ces terres aux anciens propriétaires. (Cet état d'esprit des masses laborieuses explique, pour une bonne part, la solidité momentanée du régime bolcheviste : entre deux maux, les masses choisissaient celui qui leur paraissait être le moindre.)

Ainsi, la révolte contre les " blancs " reprenait au lendemain même de leurs éphémères victoires. Aussitôt le danger compris, les masses passaient à la résistance. Et en fin de compte, les détachements de partisans, créés en hâte et soutenus aussi bien par l'Armée Rouge que par la population laborieuse revenue de ses égarements, infligeaient aux " Blancs " des défaites écrasantes.

Ainsi, par exemple, l'armée qui contribua le plus à l'écrasement des forces de Dénikine et de Wrangel fut celle des paysans et ouvriers ukrainiens insurgés, connue sous le nom d' " armée makhnoviste ", du nom de son chef militaire, le partisan anarchiste Nestor *Makhno*.

Combattant au nom d'une société libre, obligé de lutter simultanément contre toutes les forces d'oppression, aussi bien contre les " blancs " que contre les " rouges ", cette armée et tout le mouvement arrêteront notre attention plus loin lorsque nous parlerons de *l'autre* résistance au bolchevisme : celle de *gauche*.

Mais, parlant de la réaction " blanche ", précisons ici même que ce fut l'armée populaire de Makhno qui obligea Dénikine à lâcher Orel et à battre précipitamment en retraite. Ce fut *l'armée " makhnoviste "* qui infligea une défaite écrasante aux arrière-gardes et aux forces spéciales de Dénikine en Ukraine.

Quant aux forces armées de Wrangel leur première grave défaite *par l'armée de Makhno* m'a été avouée par les bolcheviks eux-mêmes, ceci dans des circonstances assez curieuses.

Lors de l'offensive foudroyante de Wrangel, je me trouvais dans une prison bolcheviste, à Moscou. De même que Dénikine, Wrangel battait l'Armée Rouge et la refoulait rapidement vers le Nord. Makhno qui, à cette époque, était en état d'hostilité avec les bolcheviks, décida, vu le grave danger encouru par la Révolution, de leur offrir la paix et de leur prêter main-forte contre les " Blancs ". En mauvaise posture, les bolcheviks acceptèrent. Ils conclurent une entente avec Makhno. Ce dernier se jeta sur l'armée de Wrangel et la battit sous les murs d'Orékhov. La bataille terminée, avant de continuer la lutte et de poursuivre les troupes de Wrangel en retraite, Makhno envoya un télégramme au gouvernement de Moscou, annonçant sa victoire et déclarant qu'il n'avancerait pas d'un pouce tant qu'on n'aurait pas mis en liberté son adjudant Tchoubenko et moi. Ayant encore besoin de Makhno, les bolcheviks s'inclinèrent et me libérèrent. À cette occasion, ils me montrèrent son télégramme et reconnurent les hautes qualités combattives de son armée de partisans.

Pour terminer avec les réactions de droite, je dois souligner la fausseté de certaines légendes inventées et répandues par les bolcheviks et par leurs amis.

La première est celle des interventions étrangères. D'après la légende, ces interventions auraient été très importantes. C'est surtout de cette façon que les bolcheviks expliquent la force et les succès de certains mouvements " blancs ".

Cette affirmation ne correspond pas à la réalité. Elle est très exagérée. En fait, l'intervention " étrangère " lors de la Révolution russe ne fut jamais ni vigoureuse ni persévérante. Une certaine aide, assez modeste, en argent, en munitions et en équipement : ce fut tout. Les " Blancs " eux-mêmes le constatèrent plus tard et s'en plainquirent amèrement. Quant aux détachements de troupes envoyées en Russie, ils ont été toujours de peu d'importance et n'ont joué presque aucun rôle.

Cela se comprend aisément. D'abord, la bourgeoisie étrangère avait assez à faire chez elle, pendant et aussitôt après la guerre. Ensuite, les chefs militaires craignaient la " décomposition " de leurs troupes en

contact avec le peuple révolutionnaire russe. Autant que possible ce contact fut évité. Les événements montrèrent que ces craintes étaient fondées. Sans parler des détachements anglais et français, qui n'étaient en somme jamais parvenus à se battre contre les révolutionnaires, les troupes de l'occupation austro-allemande (après la paix de Brest-Litovsk), assez importantes et protégées par les forces du gouvernement ukrainien de Skoropadsky, se décomposèrent rapidement et furent débordées par les forces révolutionnaires du pays.

Je me permets de souligner aussi, à ce propos, que la suite de l'occupation allemande confirma la thèse anarchiste lors de la paix de Brest-Litovsk. Qui sait quelle serait aujourd'hui la face du monde si, à cette époque, le gouvernement bolcheviste, au lieu de traiter avec les impérialistes allemands, avait laissé leurs troupes pénétrer en Russie révolutionnaire et si les conséquences de cette pénétration n'auraient pas été les mêmes que celles qui, plus tard, firent disparaître tous les Dénikine, les Wrangel, les Austro-Allemands et *tutti quanti* !

Mais, voilà ! Tout gouvernement - et toujours - signifie pour la Révolution : voie " politique ", stagnation, méfiance, réaction, danger, malheur !

Lénine, Trotski et consorts ne furent jamais des révolutionnaires. Ils ne furent que des réformistes quelque peu brutaux qui, en vrais réformistes et politiciens, recoururent toujours à de vieilles méthodes bourgeoises, aussi bien dans les problèmes intérieurs que dans ceux de la guerre. Ils n'avaient aucune confiance ni dans les masses ni dans la vraie Révolution, et ne la comprenaient même pas. En confiant à ces bourgeois étatistes-réformistes le sort de la Révolution ; les travailleurs russes révolutionnaires ont commis une erreur fondamentale et irréparable. Là réside en partie l'explication de tout ce qui s'est passé en Russie depuis octobre 1917 jusqu'à nos jours.

La seconde légende fort répandue est celle du rôle important de l'Armée Rouge. D'après les "historiens" bolchevistes, ce fut elle qui battit les troupes contre-révolutionnaires, écrasa les offensives blanches et remporta toutes les victoires.

Rien n'est plus faux. Dans toutes les offensives contre-révolutionnaires importantes, l'Armée Rouge fut battue et mise en fuite. Ce fut le peuple lui-même, en révolte et partiellement en armes, qui battit les Blancs. L'Armée Rouge revenait invariablement après coup (mais en nombre) pour prêter main-forte aux partisans déjà victorieux, donner le coup de grâce aux armées blanches déjà en déroute, et se faire décerner les lauriers de la victoire.

LIVRE III : Les luttes pour la véritable Révolution sociale

Avant-propos

Nous avons dit que, indépendamment des réactions de droite, se formèrent vers la même époque et plus tard, des mouvements en sens opposé : mouvements révolutionnaires qui combattirent le pouvoir bolcheviste au nom de la vraie liberté et des vrais principes de la Révolution Sociale, bafoués et piétinés par les bolcheviks.

Notons, d'abord, que la politique générale néfaste, l'étatisme et le centralisme étouffants, le bureaucratisme effarant, l'impuissance flagrante, la " trahison " et la violence éhontée des bolcheviks provoquèrent des mouvements d'opposition et de révolte dans les rangs mêmes du gouvernement et du parti.

C'est ainsi que dans l'été 1918 les socialistes-révolutionnaires de gauche, ayant jusque-là participé au gouvernement, le quittèrent rompant avec les bolcheviks, leur déclarant la guerre et succombant bientôt sous les coups de la répression.

C'est ainsi, également, que se forma plus tard, au sein même du parti bolcheviste, ce qu'on a appelé " l'opposition ouvrière " dont les premières manifestations contraignirent Lénine à publier son pamphlet connu sur le Gauchisme, maladie infantile [32]. Cette " opposition ouvrière " s'effondra également sous les coups répétés d'une répression implacable.

C'est ainsi enfin que, beaucoup plus tard, se formèrent, toujours au sein du gouvernement et du parti, d'autres mouvements d'opposition tous réprimés avec une férocité croissante.

Tous ces mouvements, nettement politiques et souvent sans audace, ne présentent aucun intérêt particulier. Certes, le futur historien y trouvera une matière fort édifiante pour peindre et juger ce régime. Mais au point de vue de la Révolution et de son sort, c'étaient, au fond, des " querelles de famille ", malgré - parfois - les rigueurs de la lutte. Si ces opposants, réfractaires ou révoltés, l'avaient emporté, le pays aurait abouti à un changement de maîtres, sans que le fond de la situation subît la moindre modification. Les nouveaux maîtres auraient été fatalement acculés à la politique et aux méthodes de leurs prédécesseurs. Pour le peuple, rien n'eût changé. Ou, selon la formule, " plus ça aurait changé, plus ç'aurait été la même chose ".

Mais en dehors de ces troubles " de palais " se produisaient de temps à autre - et parfois sur d'assez vastes étendues - des mouvements de gauche essentiellement populaires : mouvements de masses, apolitiques, nettement sociaux et vraiment révolutionnaires.

Nous nous arrêterons surtout à deux de ces mouvements les plus conscients, les plus importants et les moins connus : celui de Cronstadt, en mars 1921, et celui d'Ukraine qui, vaste et vigoureux, a duré presque quatre ans, de 1918 à fin 1921.

9. Cronstadt (1921)

9.1 Quelques notions géographiques

De nombreuses légendes ont couru et courent encore, hors la Russie, sur le rôle de Cronstadt dans la Révolution russe. Mais la vérité n'est généralement pas connue.

Mais avant tout, qu'est-ce que Cronstadt ?

Cronstadt est une forteresse, un port militaire ou, plutôt, une ville forte et une place de guerre, bâtie, il y a deux siècles, sur l'île de Kotleine [33], à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Saint-Pétersbourg (aujourd'hui Leningrad), au fond du golfe de Finlande. Elle défend l'accès de la capitale par la mer Baltique. Elle est, en même temps, la principale base de la flotte baltique russe.

Le golfe de Finlande est gelé en hiver. Les communications entre Cronstadt et la capitale sont assurées pendant cinq mois de l'année, de novembre à avril, par une route de neige, établie sur la glace épaisse du golfe.

L'île de Kotle - une bande de terre étroite et allongée, de contours très irréguliers - est longue de 12 kilomètres. Sa largeur maximum atteint, par endroits, 2 à 3 kilomètres. Ses côtes sont peu abordables et, de plus, bien protégées militairement.

La partie est de la ville, qui fait face à la capitale, comprend la ville, les ports et les docks, qui occupent un tiers de l'île environ. Les côtes nord, ouest et sud sont parsemées de fortins et de bastions. Entre les côtes et la ville se trouvait, à l'époque de la Révolution de 1917, un terrain à peu près désert.

Au nord et au sud, l'île est entourée de nombreux forts et batteries, avancées assez loin en mer.

Notons encore que, face à la côte sud de l'île, se trouve, à une vingtaine de kilomètres par mer, sur une pointe du continent, un fort important, " Krasnaïa Gorka " ; de l'autre côté, face au littoral nord de l'île, se trouve à quelque 10 kilomètres par la mer, le cap fortifié, dit " Lissy Noss ". (Voir la carte.)

A l'intérieur de la ville, l'endroit le plus remarquable est l'immense " Place de l'Ancre ". Pouvant contenir jusqu'à 30.000 personnes, cette place servait jadis à l'instruction des conscrits et à des revues militaires. Pendant la Révolution elle devint un véritable forum populaire. Sur convocation et à la moindre alerte, les marins, les soldats et les ouvriers y accouraient pour assister à des meetings monstres.

En hiver, le même rôle était rempli par le vaste " manège maritime ".

La population de la ville comprenait : avant tout, les équipages de la flotte Baltique, répartis dans des casernes ; ensuite, les soldats de la garnison, artilleurs pour la plupart ; quelques milliers d'ouvriers, occupés surtout dans les arsenaux militaires ; enfin, de nombreux officiers, fonctionnaires, commerçants, artisans employés, etc. En tout quelque 50.000 habitants.

9.2 Cronstadt avant la Révolution

Le lecteur a dû remarquer qu'au cours de notre étude nous avons évoqué à plusieurs reprises les interventions décisives, un peu partout, des marins de Cronstadt dans les luttes révolutionnaires.

En effet, la flotte baltique et la garnison de Cronstadt ont joué dans la Révolution un rôle de tout premier plan.

De multiples raisons y ont contribué.

D'abord les marins se recrutaient nécessairement, de tout temps, plutôt parmi les ouvriers. Et, bien entendu, on préférait pour la marine les plus qualifiés, lettrés, " dégourdis ". Or, généralement, ces ouvriers étaient " politiquement " aussi plus avancés. Souvent, avant d'aller faire leur service dans la marine, c'étaient des révolutionnaires en herbe, parfois même des militants. Ils exerçaient naturellement, malgré la discipline et la surveillance, une forte influence sur leurs camarades d'équipage.

D'autre part, visitant, en raison même de leur service les pays étrangers, les marins se rendaient facilement compte de la différence entre les régimes relativement libres de ces pays et celui de la Russie tsariste. Ils s'assimilaient mieux que n'importe quelle autre fraction du peuple ou de l'armée les idées et les programmes des partis politiques. Plusieurs d'entre eux maintenaient des relations avec des émigrés et lisaient la littérature défendue, clandestine.

Ajoutons que la proximité de la capitale, avec son activité politique, intellectuelle et industrielle intense, était pour beaucoup dans l'éducation de ceux de Cronstadt. Ils se trouvaient au cœur même de tout ce qui se passait dans le pays. C'est à Saint-Pétersbourg que la vie " politique " battait son plein. C'est à Saint-Pétersbourg que grouillait une importante masse ouvrière. C'est là aussi que se remuait la nombreuse et turbulente jeunesse universitaire. L'activité pétulante des groupements révolutionnaires, plus tard les troubles et les manifestations de plus en plus fréquentes et imposantes, les bagarres qui parfois s'ensuivaient, également le contact rapide et direct avec tous les événements d'ordre politique et social : tout cela incitait la population de Cronstadt à prêter un intérêt vif et soutenu à la vie intérieure du pays, aux aspirations et aux luttes des masses, à tous les problèmes politiques et sociaux de l'heure. Saint-Pétersbourg tenait Cronstadt constamment en haleine et parfois dans la fièvre.

Déjà en 1905-1906 et en 1910, les marins de Cronstadt esquissèrent quelques révoltes assez sérieuses, sévèrement réprimées. Leur esprit n'en devint que plus vif, plus farouche.

Enfin, dès le début de la Révolution de 1917, les courants d'extrême-gauche : les bolcheviks, les socialistes-révolutionnaires de gauche, les maximalistes, les syndicalistes, les anarchistes, créèrent à

Cronstadt des centres actifs et bien organisés. Leur activité exerça vite une influence considérable sur la masse des marins.

Pour toutes ces raisons, Cronstadt prit rapidement le rôle d'avant-garde dans la Révolution de 1917.

La " phalange " de Cronstadt marchait en tête du peuple révolutionnaire. Par son énergie, par son degré de conscience, elle fut " l'orgueil et la gloire de la Révolution russe ", dira d'elle Trotski lorsqu'elle l'aura aidé à prendre le pouvoir. Ce qui ne l'empêchera pas de tourner les canons contre cette " gloire " devenue " canaille contre-révolutionnaire ", aussitôt qu'elle se sera dressée contre la déviation et l'imposture du parti bolcheviste.

9.3 Cronstadt, avant-garde de la Révolution ; Ses luttes. - Son activité positive. - Son influence

Dès février 1917, tout au long de la Révolution - et un peu partout ceux de Cronstadt furent sur la brèche. Ils ne se bornaient pas à une activité locale, aussi énergique fût-elle. Pleins d'enthousiasme révolutionnaire et d'ardeur combative, riches en forces et en audace, conscients de leur rôle, ils donnaient à la Révolution, sans broncher, tout ce qu'ils pouvaient, tout ce dont elle avait besoin : leur flamme et leur foi, leur conscience et leur force, des militants dévoués jusqu'au sacrifice de leur vie, des agitateurs et des propagandistes populaires, des diffuseurs de la littérature révolutionnaire à travers le pays, des techniciens de toutes sortes et, surtout, des combattants incomparables.

Il va de soi qu'en février 1917 Cronstadt se rallia immédiatement à la Révolution.

Se soulevant et prenant possession de la ville, les marins se virent obligés de procéder à une action pénible mais qu'ils considéraient indispensable : dans la nuit du 27 au 28 février, ils saisirent et exécutèrent sur-le-champ 200 officiers supérieures notoirement et farouchement réactionnaires. La rancune et la haine, accumulées depuis de longues années, purent ainsi s'assouvir. Parmi les victimes se trouvaient, en effet, ceux qui, en 1910, lors d'une tentative de révolte, firent fusiller quelques centaines de marins et ordonnèrent, au fort Totleben, la fameuse noyade de plusieurs barques remplies de matelots appréhendés.

Toutefois l'exécution de ces 200 officiers fut le seul sanglant épisode.

Notons que, en même temps, les marins protégèrent de leur mieux, non seulement ceux des gradés qu'ils estimaient et aimaient, mais même ceux qui, tout simplement, ne s'étaient pas distingués par des férocités dans les répressions. Pendant des heures entières, des groupes de matelots cherchèrent un peu partout leurs officiers disparus dans le tumulte. Les découvrant en état d'arrestation chez d'autres équipages ou ailleurs, ils obtenaient leur libération et les mettaient en sécurité sur leurs bateaux ou dans leurs casernes. Rapidement, les marins organisèrent le premier Soviet de Cronstadt. Bien qu'il fût très modéré (la plupart de ses membres étant des socialistes révolutionnaires de droite et des mencheviks), ce Soviet, sous la poussée des masses révolutionnaires, connut aussitôt des conflits aigus avec le gouvernement provisoire. Le sujet immédiat de ces conflits fut insignifiant. Mais le fond en était sérieux et bien compris par la masse. Le gouvernement ne pouvait tolérer ni l'esprit d'indépendance ni l'activité grouillante de ceux de Cronstadt. Il cherchait à tout prix à briser l'un, à paralyser l'autre, bref à dompter les rétifs et à soumettre entièrement la ville.

Les premiers conflits furent réglés à l'amiable. Après de multiples meetings et délibérations, Cronstadt crut prudent de céder pour l'instant.

Toutefois, mécontent de l'attitude molle de son Soviet, le peuple de Cronstadt procéda - le premier - à la réélection des délégués.

En attendant, de nouveaux conflits avec le gouvernement provisoire ne tardèrent pas à éclater. À plusieurs reprises, Cronstadt, à bout de patience, fut sur le point de s'insurger contre le gouvernement. Seule, la conviction que le pays ne comprendrait pas encore cet acte prématuré faisait reculer les marins. C'est à ce moment que surgirent les premières légendes et calomnies à l'égard de Cronstadt, répandues à profusion par la presse bourgeoise russe et étrangère. " Cronstadt s'est séparé de la Russie et s'est proclamé république autonome. " " Cronstadt fabrique sa propre monnaie. " " Cronstadt s'appête à traiter la paix avec les ennemis de la patrie. " " Cronstadt est à la veille de conclure une paix séparée avec les Allemands. " Telles furent certaines de ces insanités. Leur but était de discréditer Cronstadt dans l'opinion du pays et de l'écraser ensuite sans difficulté.

On sait que le premier gouvernement provisoire n'eut pas le temps de réaliser ce projet. Il tomba, balayé par l'hostilité générale.

Cronstadt gagna un bon point aux yeux des masses.

Le second Soviet de Cronstadt fut beaucoup plus à gauche. Il comptait de nombreux bolcheviks, quelques maximalistes et quelques anarchistes [34].

Cependant l'activité du Soviet et ses luttes intestines inévitables entre les diverses fractions comptaient peu par comparaison à l'énorme travail qui se faisait au *sein même des masses*, sur les navires, dans les casernes, aux ateliers.

Les meetings à la Place de l'Ancre se succédaient. Tous les problèmes de la Révolution y étaient traités et examinés sous tous les points de vue.

La population vivait des jours intenses, passionnés.

Ainsi Cronstadt s'éduquait et se préparait à la part exceptionnellement active qu'il allait prendre bientôt à toutes les luttes, à toutes les étapes de la Révolution et à son œuvre entière sur toute l'étendue du pays. D'abord favorables à Kérénsky, les marins furent vite fixés sur son rôle.

Deux semaines à peine après la fameuse offensive ratée du 18 juin, Cronstadt se dressa définitivement contre lui et son gouvernement. Ceci d'autant que, vers la même époque, Kérénsky, ayant eu vent de l'attitude hostile de Cronstadt, se mit à arrêter les marins militants lorsqu'ils se montraient à Petrograd et à envisager d'autres mesures répressives. Quelques troubles et fusillades à Petrograd où un régiment révolutionnaire de mitrailleurs s'opposa, armes en main, à son envoi sur le front et fut mitraillé par des troupes fidèles au gouvernement, attisa le feu.

C'est alors que, le 4 juillet, 12.000 marins, soldats, ouvriers et ouvrières de Cronstadt débarquèrent à Petrograd, porteurs de drapeaux rouges et noirs et de pancartes clamant surtout le mot d'ordre : " Tout le pouvoir aux Soviets locaux ! " Les manifestants se dirigèrent vers le palais de Tauride où toutes les fractions, y compris les bolcheviks, délibéraient sur la situation politique. Ils s'apprêtaient à étendre par la suite la manifestation, à entraîner dans l'action les masses et la garnison de la capitale et à pousser la lutte jusqu'à la chute du gouvernement pour le remplacer par celui " des Soviets ".

Cette fois, leur geste ne fut pas suivi. Après avoir perdu quelques-uns des leurs dans des escarmouches de rues avec les troupes qui soutenaient le gouvernement, ils se rendirent compte de l'insuccès de la manifestation et durent retourner à Cronstadt sans résultat. La nouvelle révolution n'était pas encore mûre.

Le gouvernement, de son côté, n'osa pas sévir contre les manifestants. Il ne se sentait pas assez fort. Après de laborieux pourparlers avec Cronstadt, pourparlers au cours desquels les deux parties se préparaient à une lutte sans merci (Cronstadt formait des bataillons pour attaquer Petrograd), on finit par arriver à un accord et tout rentra dans le calme.

Il n'est pas inutile de rappeler quelques traits caractéristiques de cette " sédition " manquée. Les bolcheviks y jouèrent un rôle prépondérant. Les manifestants adoptèrent et portèrent surtout leurs mots d'ordre. A Cronstadt, leurs représentants étaient les principaux organisateurs de l'entreprise. Les marins leur posèrent la question : " Que faire si le parti se dérobe à l'action ? " Ils répondirent : " Nous tes obligerons d'ici ". Mais le Comité central n'ayant pris aucune décision (ou ayant décidé de s'abstenir) et certains bolcheviks notoires traitant avec d'autres fractions, ils y participèrent " en amateurs ". Lénine se borna à prononcer du haut d'un balcon, un discours d'encouragement et disparut. Trotski et d'autres leaders s'abstinrent de toute intervention et s'éclipsèrent à leur tour. *Le mouvement n'était pas le leur. Ils ne le commandaient pas. Donc, il ne les intéressait point. Ils attendaient leur heure.*

Détail curieux : certains bolcheviks, ayant installé sur une auto blindée un grand drapeau rouge aux initiales de leur Comité Central, voulurent se mettre en tête des manifestants. Les marins leur déclarèrent vouloir agir, non pas sous les auspices du parti bolcheviste, mais sous celles de leur Soviet et les obligèrent à prendre place en arrière.

Les anarchistes, déjà influents à Cronstadt, prirent une part active à l'action et y perdirent quelques-uns des leurs.

Mais, au fond, ce fut un mouvement de masses, c'est-à-dire de quelques milliers de révoltés. Un autre fait curieux : après les journées de juillet, la presse bourgeoise reprit ses calomnies contre Cronstadt,

insinuant que la sédition était organisée " avec l'argent allemand " (on " précisait " que chaque matelot avait touché 25 roubles-or par jour), parlant de " trahison ", etc. La presse socialiste fit chorus avec l'autre ; elle insinua que le mouvement était l'œuvre " d'éléments louches ". N'a-t-on pas dit, depuis longtemps, que " le socialisme était le meilleur gendarme de la bourgeoisie " ?

Cette campagne permit à Kérénsky de menacer Cronstadt de représailles sévères. Mais, nous l'avons vu, il n'osa pas passer aux actes.

Cronstadt ne se laissait, d'ailleurs, nullement intimider. On y était de plus en plus conscient de se trouver sur le bon chemin. Et on était aussi de plus en plus sûr que le jour était proche où les vastes masses comprendraient que la foi, la force et les buts de l'action de Cronstadt étaient les leurs.

C'est alors que Cronstadt déploya résolument son extraordinaire et fébrile activité.

On commença par envoyer, coup sur coup, des agitateurs et des propagandistes populaires - sortes d'émissaires révolutionnaires - dans tous les coins du pays.

Le mot d'ordre et de ralliement était : " Tout le pouvoir aux Soviets locaux ! ".

On arrêtait ces émissaires par dizaines en province. Cronstadt ripostait par de nouveaux envois massifs. Bientôt, une grande satisfaction vint récompenser ses efforts. Les marins de la mer Noire, qui jusqu'alors soutenaient Kérénsky, finirent par mettre en doute " les informations de source sûre " dénonçant " le rôle contre-révolutionnaire de Cronstadt ". Pour en avoir le cœur net, ils y envoyèrent une délégation. Solennellement reçue par le Soviet, cette délégation s'aboucha intimement avec ceux de Cronstadt, comprit leur attitude et aussi le mensonge de la presse et des autorités.

À partir de ce moment, une liaison étroite s'établit entre les deux flottes.

Quelques unités des troupes du front envoyèrent à Cronstadt des délégations chargées de sonder l'état d'esprit des marins et de tâcher de les mettre à la raison le cas échéant, tant leur renommée était dénaturée par les calomnies.

Une de ces délégations, composée d'un nombre imposant d'hommes décidés en cas de besoin, à une action violente, forma une véritable expédition de guerre. Elle arriva devant Cronstadt sur des bateaux remplis d'armes (même de canons et de mitrailleuses), prête à faire face à toute éventualité, Elle ne se risqua pas à accoster car, d'après les journaux et les rumeurs, ne pouvait-on pas s'attendre à essayer un feu nourri des défenseurs de la " République indépendante de Cronstadt " à la solde de l'Allemagne ?

On jeta l'ancre à quelque distance des côtes et on dépêcha en ville, tout d'abord, quelques canots avec des " plénipotentiaires ". Débarqués, ceux-ci avancèrent vers la ville, prudemment, comme de véritables patrouilles d'éclaireurs en pays ennemi.

Tout se termina, comme de coutume, par une réception solennelle au Soviet et par des discussions intimes, passionnées, mais amicales. Les marins allèrent visiter les bateaux de l' " expédition " qu'on fit entrer au port. De leur côté, les hôtes visitèrent les navires de guerre. Le soir, après un bon repas et aux sons de la musique, la délégation, convaincue, repartit pour le front, aux cris de : " Tout le pouvoir aux Soviets locaux ! "

Souvent les délégations proposaient aux marins d'aller remplacer au front leurs unités fatiguées. Alors ceux de Cronstadt leur exposaient fermement leur point de vue : " Tant que la terre n'est pas aux paysans ni la Révolution complètement victorieuse, disaient-ils, les travailleurs n'ont rien à défendre. "

Lorsque, un peu avant la marche du général Korniloff sur Petrograd, la réaction, dans ses efforts pour se rendre maîtresse des événements, rétablit çà et là la discipline à l'armée, puis la peine de mort sur le front et essaya de détruire les Comités des soldats, Cronstadt reprit ses préparatifs pour une insurrection armée.

Lorsque, vers la même époque, le gouvernement de Kérénsky, sous prétexte de renforcer le front de Riga, décida d'enlever de Cronstadt et de tous les forts les pièces d'artillerie lourde, l'indignation et la colère des marins atteignirent leur comble. Ils se rendaient parfaitement compte que cette artillerie ne pouvait jouer aucun rôle efficace sur le front. De plus, ils savaient que la flotte allemande s'appêtait à attaquer Cronstadt. Ils se préparaient à lui barrer la route ce qui eût été impossible sans l'artillerie. Ne pouvant admettre une telle ignorance des faits chez les membres du gouvernement, ils voyaient dans cette intention de désarmer Cronstadt à la veille de l'attaque une trahison directe de la Révolution. Ils étaient définitivement convaincus que le gouvernement de Kérénsky avait décidé d'étouffer la

Révolution par n'importe quel moyen sans exclure la reddition aux Allemands de Cronstadt et de Petrograd.

Alors Cronstadt n'hésita pas. Sur les navires et dans les équipages, sur les forts et aux ateliers, des réunions secrètes se mirent à élaborer un plan de résistance et de révolte. En même temps, des dizaines de matelots partaient tous les jours à Petrograd où ils faisaient le tour des usines, des chantiers et des casernes, prêchant ouvertement l'insurrection.

Devant cette opposition farouche, le gouvernement recula et céda. On négocia un compromis : un petit détachement de matelots seulement partit pour le front. Au fond, les marins se réjouissaient de cette solution. En effet, le seul endroit où ils ne réussissaient pas à pénétrer, grâce à la vigilance des comités d'officiers, était, précisément, le front. Une occasion se présentait maintenant d'y porter ce qu'on appelait " la contagion de Cronstadt ".

Après le " putsch " du général Korniloff, en août 1917, dont nous avons parlé plus haut et pour l'écrasement duquel les marins de Cronstadt s'étaient particulièrement distingués, la dernière méfiance des masses à leur égard fut brisée. En même temps, la popularité de Kérensky diminuait chaque jour davantage. On commençait à comprendre partout que Cronstadt avait raison de se méfier du gouvernement, de démasquer les machinations de la réaction et de ne pas se laisser faire.

La victoire morale de Cronstadt fut complète.

À partir de ce moment, de multiples délégations ouvrières et paysannes se succédèrent à Cronstadt. On cherchait à se renseigner sur la situation véritable ; on demandait des conseils et des indications pour l'avenir. Le rôle révolutionnaire de Cronstadt se précisait de plus en plus.

Au départ, toutes les délégations demandaient aux marins d'envoyer dans leurs régions des propagandistes et de la littérature pour éclairer les esprits. Cronstadt ne demandait pas mieux. On peut dire sans exagération que, bientôt, il ne resta plus un seul département, un seul district où des émissaires de Cronstadt n'avaient pas passé au moins quelques jours, conseillant de s'emparer carrément des terres, de ne pas obéir au gouvernement, de réélire et de consolider les Soviets, de lutter à outrance pour la paix et pour la poursuite de la révolution.

C'est à cette époque que les socialistes-révolutionnaires de droite et les mencheviks durent quitter les Soviets et céder la place aux bolcheviks. Et c'est alors que se forgèrent, fiévreusement, les éléments essentiels de la prochaine Révolution.

Lénine était au courant de toute cette situation et préparait, lui aussi, " son heure ".

Ainsi, par leur inlassable activité, ceux de Cronstadt avaient insufflé un esprit révolutionnaire dans les organisations ouvrières et paysannes et dans l'armée.

Notons qu'en même temps ils se dressaient vigoureusement contre toute mesure non organisée, contre tout acte de haine ou de désespoir individuel.

Et ajoutons qu'au même moment la flotte baltique dut soutenir quelques durs combats contre l'escadre allemande pour défendre l'accès de Petrograd au nom de la Révolution en marche.

Le lecteur connaît déjà le rôle que Cronstadt avait joué dans la lutte contre le général Korniloff, dans la Révolution d'octobre.

Partout où la Révolution se battait contre la vieille société, ceux de Cronstadt se trouvaient aux rangs des combattants.

Pour en terminer avec la période pré-bolcheviste, il nous reste à mettre le lecteur au courant d'un intense travail *positif* réalisé par Cronstadt malgré toutes les luttes armées et autres tâches.

Le Soviet de Cronstadt créa deux organismes importants : la " Commission technique et militaire " et la " Commission de propagande ".

La *Commission technique et militaire* comprenait : 14 membres du Soviet, quelques délégués de l' " Union des ouvriers des transports maritimes " et des délégués des navires de guerre et des forts.

On créa, de plus, la fonction de commissaires spéciaux aux principaux forts. Ces commissaires étaient chargés d'assurer une liaison permanente entre les forts, le Soviet et la Commission, et aussi de veiller matériellement sur le bon état des forts, leurs moyens d'action, etc.

La commission surveillait tout ce qui avait rapport à la défense de Cronstadt et à ses besoins techniques. Elle était chargée, entre autres, de réaliser le principe de l'armement général du peuple travailleur : elle

s'occupait de l'instruction militaire des ouvriers ; elle formait leurs bataillons : elle tenait à jour les registres de toutes les unités de combat, etc. Elle veillait aussi sur l'état des navires marchands, cargos ou bateaux de passagers. Elle en faisait l'inventaire : elle dirigeait les travaux de réparation ; elle était chargée d'utiliser la ferraille dont regorgeait l'immense dépôt d'artillerie.

La *Commission de propagande* était considérée par Cronstadt comme extrêmement importante. Elle déployait une grande activité éducative, non seulement à Cronstadt même, mais aussi dans des localités plus ou moins éloignées et dont le cercle s'élargissait progressivement à travers le pays. Tous les jours arrivaient des forts dont certains se trouvaient à une trentaine de kilomètres en mer et de telle ou telle banlieue de Petrograd des demandes d'orateurs, rapporteurs, conférenciers, propagandistes.

La Commission commandait, ramassait et diffusait toute sorte de littérature : politique, sociale (socialiste, communiste, anarchiste) et de vulgarisation scientifique, traitant surtout d'économie générale, d'économie rurale, etc.

Chaque soldat tenait à se composer, avec ses propres deniers, une petite bibliothèque qu'il utilisait d'abord avec empressement lui-même et qu'il rêvait d'emporter plus tard chez lui : dans " son pays ", dans son village.

Les méthodes employées pour le choix et l'envoi des propagandistes méritent de retenir l'attention.

Tout atelier, toute unité militaire, tout navire pouvait envoyer un propagandiste populaire en province. Celui qui avait le désir de partir comme tel devait le déclarer à l'assemblée générale de son unité ou de son atelier. S'il n'y avait pas d'objection, le Comité de l'Unité ou de l'atelier remettait au candidat un premier mandat. Celui-ci était visé par la Commission de Propagande et allait au secrétariat du Soviet. Si, à la réunion générale du Soviet, la candidature était appuyée par ceux qui connaissaient personnellement le candidat, et si personne ne s'opposait à sa candidature pour des raisons d'ordre révolutionnaire ou moral, le Soviet retournait le mandat formel et définitif au nom du Soviet. Ce mandat devait le protéger contre toute mésaventure : il lui servait de sauf-conduit et de permis de séjour sur place.

Les moyens pécuniaires pour ces missions étaient fournis par la Caisse du Soviet, constituée par des prélèvements bénévoles des ouvriers sur leurs salaires.

Presque toujours, le propagandiste emportait avec lui des produits spécialement fabriqués par des ouvriers de Cronstadt pour être livrés aux paysans à titre de cadeaux.

Cette petite entreprise industrielle mérite aussi d'être signalée.

Les ouvriers de Cronstadt, particulièrement ceux qui gardaient toujours leur " chez soi " paysan, montèrent un atelier où ils travaillaient aux heures libres, produisant des objets indispensables à la campagne : des clous, des fers à cheval, des faux, des charrues etc. Ils étaient aidés dans cette besogne par des soldats et matelots spécialistes.

L'entreprise prit le nom de : " Union des laboureurs de Cronstadt ". Chaque objet fabriqué portait la marque de l'Union. Une liste des objets fabriqués paraissait périodiquement dans les *Izvestia* du Soviet de Cronstadt.

L'Union avait demandé à tous les habitants de la ville de lui livrer la ferraille inutilisable. La Commission technique lui en fournissait également.

Les émissaires de Cronstadt n'oubliaient jamais de se munir de ces produits pour en faire présent aux paysans par l'intermédiaire des Soviets locaux. Des lettres de chaleureuse reconnaissance affluaient au Soviet de la part des paysans qui promettaient, en échange, de soutenir " la ville " dans la lutte " pour le pain et la liberté ".

Une autre entreprise est à indiquer.

Les habitants de la ville de Cronstadt utilisèrent le terrain vide entre les côtes et la ville proprement dite pour y aménager des jardins potagers collectifs, sortes de petites communes horticoles.

Des groupes de citoyens, d'une cinquantaine de personnes habitant le même quartier ou travaillant au même endroit, s'entendaient pour travailler la terre en commun. Chaque " commune " recevait de la ville un lot de terrain tiré au sort. Les " communards " étaient aidés par des spécialistes : arpenteurs et agronomes.

Toutes les questions générales intéressant les membres de ces communes étaient discutées dans des réunions de délégués ou dans des assemblées générales.

Un Comité d'approvisionnement s'occupait des graines de semence. L'outillage était fourni par les dépôts de la ville et par les " communards " eux-mêmes. Le fumier - seul engrais disponible - était livré également par la ville.

Ces jardins potagers ont rendu aux habitants de Cronstadt de fiers services, surtout aux périodes de famine, en 1918 et plus tard.

Les " communes " servirent, en même temps, à rapprocher les habitants entre eux.

Cette " commune libre " fit preuve d'une grande vitalité. Elle existait encore en 1921 et resta longtemps la seule organisation indépendante que les bolcheviks ne parvinrent pas à briser.

Tout ce qui concernait les services et la vie intérieure de la ville était assuré et administré par les citoyens eux-mêmes, au moyen des *Comités de maisons* et des " milices ". Peu à peu, on avançait vers la socialisation des habitations et de tous les services urbains.

Généralement à Cronstadt et ailleurs (avant l'intronisation des bolcheviks), les habitants d'une *maison* organisaient d'abord quelques assemblées des locataires. Ces assemblées nommaient un " Comité des locataires ", qui comprenait des hommes énergiques et aptes à remplir telle ou telle fonction. (Les locataires finissaient par bien se connaître entre eux.) Le Comité veillait à la bonne tenue de la maison et à la sécurité de ses habitants ; il désignait les gardes de jour et de nuit et ainsi de suite. Les " Comités des maisons " déléguaient un de leurs membres au " Comité de la rue ", qui s'occupait des affaires concernant *la rue* du quartier. Venaient ensuite : le " Comité du quartier ", le " Comité de l'arrondissement " et, enfin, le " Comité urbain " qui s'occupait des intérêts de la ville et centralisait, d'une façon naturelle et logique, tous les services, dans la mesure où cette centralisation était nécessaire. Telles étaient les tâches des Comités.

Quant à la " milice ", son organisation était semblable à celle des Comités : chaque maison possédait un noyau de miliciens, fourni par les locataires ; il y avait, ensuite, une milice de rue, de quartier, etc.

Tous les services fonctionnaient admirablement, car les hommes qui s'en chargeaient le faisaient de bon cœur, par goût personnel et en raison de leurs aptitudes individuelles, donc consciemment et consciencieusement, se rendant pleinement compte de l'importance de leur activité [35]. (Naturellement, les bolcheviks, arrivés au pouvoir, liquidèrent peu à peu cette auto-administration et la remplacèrent par une organisation étatique " mécanique ", assurée par des fonctionnaires.)

S'acheminant ainsi vers la socialisation totale des locaux et de tous les services urbains, la population laborieuse de Cronstadt réalisait en même temps un ensemble de mesures paisibles et créatrices visant à une transformation fondamentale des bases mêmes de la vie en société.

9.4 Cronstadt se dresse contre l'imposture bolcheviste (mars 1921)

9.4.1 Les premiers dissentiments entre Cronstadt et le gouvernement bolcheviste.

Nous abordons le point crucial de l'épopée de Cronstadt : sa lutte désespérée et héroïque, en mars 1921, contre la nouvelle et dernière imposture (bolcheviste) et la fin de son indépendance.

Les premiers dissentiments entre ceux de Cronstadt et le nouveau gouvernement se firent jour presque au lendemain de la Révolution d'octobre.

Le mot d'ordre : " Tout le pouvoir aux Soviets locaux " signifiait pour Cronstadt l'indépendance de chaque localité, de chaque Soviet, de chaque organisme social dans les affaires qui les concernaient, par rapport au centre politique du pays : le droit de prendre des initiatives, des décisions et des mesures, sans demander la " permission " à ce " centre ". D'après cette interprétation, le " Centre " ne pouvait dicter ni imposer sa volonté aux Soviets locaux, chaque Soviet, chaque organisme ouvrier ou paysan étant le " maître " chez lui. Nécessairement, il avait à coordonner son activité avec celle d'autres organisations, sur une base fédérative. Les affaires concernant le pays entier devaient être coordonnées par un centre fédératif général.

Cronstadt supposait donc que, sous la protection du gouvernement " prolétarien " et " ami ", une Fédération libre des Soviets et une Fédération libre des Comités d'Usines allaient créer progressivement une force organisée puissante, capable de défendre les conquêtes de la Révolution Sociale et de continuer-celle-ci.

Or, le gouvernement - naturellement - s'occupait de tout, sauf du problème primordial : celui d'aider les organisations ouvrières et paysannes à s'émanciper définitivement.

Le gouvernement se préoccupait de la Constituante, de sa propre installation et de ses prérogatives, de ses rapports avec les divers partis politiques, de l'élaboration des projets de collaboration avec les restes de la bourgeoisie (" contrôle ouvrier de la production "), etc. Il se souciait fort peu de l'indépendance des organisations ouvrières. Il n'y pensait pas le moins du monde.

Il y avait mieux : manifestement, il comprenait le mot d'ordre " pouvoir aux Soviets " d'une façon étrange. Il l'appliquait à contre-sens. Au lieu de prêter main-forte aux masses ouvrières pour leur permettre de conquérir et d'élargir leur activité propre et autonome, il commençait par leur *enlever tout* " pouvoir " et par les traiter comme des sujets soumis. Il fermait à son gré les usines et en licenciat le personnel contre la décision de celui-ci ; il prenait d'autres mesures arbitraires et coercitives, sans même demander l'avis des travailleurs intéressés, il faisait fi des réclamations émanant des organisations ouvrières. Et surtout - tous les jours davantage - il rétrécissait, sous divers prétextes, la liberté d'action des Soviets et des autres organismes de travailleurs, s'imposait partout arbitrairement et même par la violence.

Complétons à ce propos les exemples cités précédemment de l'imposture du gouvernement bolcheviste et aussi de son incapacité en face des problèmes réels de la Révolution.

Au début de 1918, la population laborieuse de Cronstadt, après des débats dans de multiples réunions, décida de procéder à la " socialisation des maisons et des habitations ".

Il s'agissait, d'abord, d'obtenir le consentement et le concours du Soviet local ; puis, de créer un organisme compétent, ayant à sa charge le recensement et l'examen des immeubles et des locaux, la répartition la plus équitable des logements leur remise en état, leur entretien, la mise en fonction d'un service de réparations, de constructions nouvelles, etc.

Un dernier meeting populaire monstre chargea définitivement quelques membres du Soviet - socialistes-révolutionnaires de gauche et anarcho-syndicalistes - de soulever la question à la prochaine séance plénière.

En conséquence, un projet détaillé, établi par les mandataires, fut déposé au bureau du Soviet.

L'article premier du projet déclarait : " Désormais, la propriété privée pour ce qui concerne les biens fonciers et les immeubles est abolie ".

D'autres articles spécifiaient :

- la gestion de tout immeuble incombera désormais au " Comité de la maison ", élu par l'ensemble de ses locataires ;
- les affaires importantes concernant un immeuble seront discutées et résolues par des assemblées générales des locataires ;
- les affaires concernant l'ensemble d'un quartier seront examinées aux assemblées générales de ses habitants ; des " Comités de quartier " seront désignés dans leur sein ;
- les " Comité d'arrondissement " s'occuperont des affaires touchant tout un arrondissement ;
- enfin, les délégués de tous les arrondissements de la ville formeront le " Bureau exécutif urbain des Comités de maisons ", lequel prendra à sa charge les affaires concernant la ville entière.

Les membres bolcheviks du Soviet demandèrent de reporter à huit jours la discussion du projet, prétextant l'importance du problème et la nécessité d'un examen approfondi.

Ce délai accepté par le Soviet, ils se rendirent à Petrograd afin d'y obtenir des instructions du "Centre ". À la séance suivante les bolcheviks demandèrent le retrait du projet déposé. Ils déclarèrent, notamment, qu'un problème d'une telle importance ne pouvait être résolu autrement que pour l'ensemble du pays ; que Lénine était déjà en train de préparer un décret à ce sujet et que, dans l'intérêt même de la question, le Soviet de Cronstadt devait attendre les instructions du Centre.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche, les maximalistes et les anarcho-syndicalistes demandèrent la discussion immédiate et obtinrent gain de cause.

Au cours des débats, l'extrême-gauche souligna la nécessité de passer au vote aussitôt après discussion et de procéder à la réalisation immédiate du projet s'il était adopté

Alors les bolcheviks et les sociaux-démocrates (mencheviks) formèrent un " front unique ", se levèrent et quittèrent la salle. Des applaudissements ironiques nourris et des cris : "Enfin, ça y est : les voilà unis !" accompagnèrent leur geste.

S'efforçant d'arranger les choses, un délégué maximaliste proposa de voter le projet article par article, ce qui permettait aux bolcheviks de revenir, de prendre part au vote et d'effacer ainsi la fausse impression que leur sortie avait laissée : celle d'être contre l'abolition de la propriété privée.

La proposition fut adoptée. Entre temps, les bolcheviks comprirent leur manque de tactique. Ils regagnèrent leurs sièges et votèrent l'article premier : " La propriété privée en ce qui concerne les biens fonciers et les immeubles est abolie ".

Ce fut de leur part un vote " de principe ".

Mais lorsqu'on passa à la discussion des articles traitant des moyens de réalisation immédiate de ce principe, ils quittèrent la salle à nouveau.

Détail curieux : quelques bolcheviks estimèrent impossible pour eux de se soumettre, dans cette affaire, à la " discipline du parti ". Ils restèrent à leurs places, prirent part à la discussion et votèrent le projet. Ils déclarèrent avoir été formellement mandatés par leurs électeurs pour voter la réalisation immédiate de celui-ci. Néanmoins, sévèrement frappés, ils furent exclus du parti " en raison de leur penchant anarcho-syndicaliste ".

Le projet fut voté.

Mais longtemps encore, une lutte passionnée se poursuivit autour de cette affaire, aux ateliers, dans les bataillons, sur les navires, etc. (Cronstadt n'était pas encore ligoté.) Les réunions se succédaient. Les membres du Soviet étaient invités à y faire des rapports sur les incidents de la discussion et sur leur attitude. Certains bolcheviks réfractaires au projet furent rappelés du Soviet par leurs électeurs.

À la suite de ces incidents, les bolcheviks ouvrirent une campagne violente contre les anarcho-syndicalistes. Et ils tentèrent de saboter l'application du projet adopté.

Rien n'y fit. Bientôt, les Comités (des immeubles, des quartiers, etc.) furent constitués et commencèrent à fonctionner. Le projet entra en vigueur. Le principe : "Chaque habitant a droit à un logis convenable" devint une réalité.

Toutes les habitations furent méthodiquement visitées, examinées et recensées par les soins des Comités, aux fins d'une répartition plus équitable.

On découvrit, d'une part, des taudis horribles où s'entassaient des malheureux, parfois plusieurs familles ensemble, alors que des appartements de 10 à 15 pièces, ensoleillées et confortables, n'étaient occupés que par quelques personnes seulement. Le directeur de l'Ecole des Ingénieurs, par exemple, célibataire, occupait à lui seul un appartement luxueux de 20 pièces. Et lorsque la commission se présenta pour recenser son appartement et diminuer son " espace vital " au profit de quelques malheureuses familles arrachées à des taudis malsains, il protesta bruyamment et qualifia cet acte de " véritable brigandage ". Bientôt, tous ceux qui remplissaient des baraques insalubres, des mansardes infectes ou des sous-sols immondes, purent être logés dans les locaux un peu plus sains et confortables.

On aménagea quelques hôtels pour les voyageurs.

Chaque Comité d'arrondissement organisa un atelier chargé des travaux de réparations et d'aménagement des immeubles. Ces ateliers fonctionnèrent avec succès.

Plus tard, le gouvernement bolcheviste détruisit cette organisation et brisa net ses débuts constructeurs. La gestion des immeubles passa à une institution purement bureaucratique, centralisée par en haut : la " Centrale des biens fonciers et des immeubles " rattachée au " Conseil d'Économie nationale ". Cette " Centrale " installa dans chaque immeuble, quartier, arrondissement un fonctionnaire ou, pour mieux dire, un *policier*, chargé surtout de surveiller les entrées et les sorties des maisons, de signaler les déplacements des habitants du quartier, de signifier les infractions aux lois de couchage et aux règlements des visas, de dénoncer les " suspects ", etc.

Plusieurs décrets bureaucratiques et pourtant stériles, furent promulgués. Tous les travaux, toutes les tâches positives, concrètes, furent abandonnés. La population intéressée étant même éliminée de la besogne (comme dans d'autres domaines), tout retomba dans l'état d'inertie et de stagnation. Les meilleurs immeubles furent réquisitionnés pour les services bureaucratiques de l'État, pour les appartements des fonctionnaires, etc. Et les autres, plus ou moins abandonnés à leur sort, commencèrent à se détériorer.

9.4.2 Les mesures préventives du gouvernement.

À la suite de tels procédés et agissements du nouveau pouvoir *dans tous les domaines de la vie*, les marins de Cronstadt ne tardèrent pas à comprendre qu'ils avaient été trompés, bercés par les faux slogans d' " État prolétarien ", de " dictature du prolétariat " et autres. Ils comprirent que, sous une apparente amitié, de nouveaux ennemis des masses laborieuses s'étaient installés sur le trône.

Ils ne cachèrent pas leur déception. Une certaine opposition pacifique mais ferme aux actes bureaucratiques, arbitraires, antisociaux et antirévolutionnaires du gouvernement bolcheviste se fit sentir dans leurs rangs *dès fin* 1917, quelque deux mois après la Révolution d'octobre.

Mais les bolcheviks veillaient. Le gouvernement savait parfaitement à quoi s'en tenir sur les militants de Cronstadt. Il ne pouvait pas se sentir en sécurité tant que, tout près de lui, continuait à exister cette citadelle de la véritable Révolution.

Il fallait à tout prix la réduire à l'impuissance et à l'obéissance.

Le gouvernement conçut un plan machiavélique. N'osant pas attaquer Cronstadt ouvertement, "de front", il commença - méthodiquement, sournoisement - à *l'affaiblir*, à l'appauvrir, à l'user, à l'épuiser. Il mit en œuvre une série de mesures camouflées pour priver Cronstadt de ses meilleures forces, pour lui enlever ses éléments les plus combattifs, pour l' " effriter " et, en fin de compte, l'anéantir.

Avant tout, il continua à utiliser plus que jamais l'enthousiasme révolutionnaire, les forces et les aptitudes des marins.

Lorsque, peu après octobre, la situation alimentaire de la population des villes devint catastrophique, le gouvernement demanda à Cronstadt de former des équipes spéciales de propagandistes et de les envoyer en province, à la campagne, dans les villages, prêcher aux paysans les idées de solidarité et de devoir révolutionnaires, notamment la nécessité de nourrir les villes. La renommée révolutionnaire de ceux de Cronstadt, disaient les bolcheviks, pouvait rendre à la cause des services inappréciables : les marins arriveraient plus facilement que tous autres à convaincre les paysans de céder une partie de leurs récoltes aux ouvriers affamés.

Cronstadt s'exécuta. De nombreuses formations partirent pour les profondeurs du pays et s'acquittèrent de la tâche. Or, presque tous ces détachements furent ensuite éparpillés, par mille moyens. Pour diverses raisons, leurs membres furent obligés de rester à l'intérieur du pays. Ils ne rentrèrent plus à Cronstadt. D'autre part, le gouvernement prélevait constamment à Cronstadt de gros détachements pour les envoyer partout où la situation intérieure devenait flottante, menaçante, dangereuse.

Cronstadt s'exécutait toujours. Combien de ces braves militants et combattants ne revirent plus jamais leur navire ou leur caserne !

On lui demandait aussi, constamment, des hommes pour remplir des fonctions ou occuper des postes exigeant des aptitudes spéciales, une responsabilité sérieuse, un courage à toute épreuve.

Cronstadt ne refusait jamais.

Des chefs de formations militaires, des commandants de trains ou de voitures blindés et de stations de chemin de fer, des ouvriers spécialisés : mécaniciens, tourneurs, monteurs, etc., étaient continuellement puisés parmi ceux de Cronstadt.

Cronstadt se prêtait à tous les sacrifices.

Lorsque le soulèvement de Kalédine dans le Sud devint menaçant, ce fut encore Cronstadt qui envoya contre lui des forces importantes, contribua puissamment à l'écrasement de l'ennemi et laissa beaucoup des siens sur le champ de bataille.

Toutes ces mesures préalables furent enfin couronnées par un coup de massue auquel Cronstadt, *déjà très affaibli*, ne put résister efficacement.

Lorsque, fin février 1918, les marins rentrant de leur expédition contre Kalédine descendirent du train à la station terminus d'où s'ouvrait le panorama du golfe de Finlande sous sa nappe de neige hivernale, ils furent surpris de voir la route noire de monde. C'étaient les matelots de Cronstadt qui se traînaient vers Petrograd, leurs baluchons au dos.

Bientôt ceux qui rentraient apprirent l'amère vérité de la bouche de ceux qui portaient ainsi.

A l'encontre de la résolution adoptée par le Congrès panrusse des marins au lendemain de la Révolution d'octobre, résolution proclamant, conformément aux mandats unanimes donnés aux délégués, que la flotte ne serait pas démobilisée, mais resterait intacte comme unité combattante révolutionnaire, le Conseil des Commissaires du Peuple publia, au début de février 1918, le fameux décret d'après lequel *la flotte actuelle était déclarée dissoute*. Une nouvelle " Flotte rouge " allait être créée, sur des bases nouvelles. Chaque conscrit devait signer désormais un engagement *individuel* par lequel il entrait dans la marine " bénévolement ". Et - détail significatif - les soldes des matelots étaient très alléchantes.

Les marins refusèrent d'exécuter le décret.

Le gouvernement riposta par un ultimatum : ou la soumission, ou la ration supprimée dans les vingt-quatre heures.

Cronstadt ne se sentait pas assez fort pour résister jusqu'au bout. La rage au cœur, tout en maudissant le nouveau Pouvoir " révolutionnaire ", les matelots plièrent bagage et quittèrent leur " citadelle " emportant quelques mitrailleuses. " Nous en aurons peut-être encore besoin, disaient-ils. Que les bolcheviks arment donc eux-mêmes leurs futurs mercenaires ! "

(Comme on le sait, quelques mois plus tard, le gouvernement bolcheviste désarma toute la population. Tout citoyen, quel qu'il fût et où qu'il se trouvât, était sommé de rendre ses armes aux autorités locales, sous peine de mort.) Plus tard, un certain nombre de matelots, de retour des fronts révolutionnaires ou pour d'autres raisons, revinrent à Cronstadt et s'y regroupèrent. Mais ce n'était plus qu'une poignée sans importance. Les forces principales étaient " pulvérisées " à travers l'immense pays.

9.4.3 Cronstadt affaibli.

Cronstadt n'était plus la même ville.

Le gouvernement put s'en persuader à plusieurs reprises.

Ainsi, lors des pourparlers de paix avec l'Allemagne, le Soviet de Cronstadt, comme l'écrasante majorité des autres Soviets, vota contre la paix avec les généraux. Dans tous les meetings et réunions on se prononça contre une telle paix. Alors les bolcheviks, après avoir pris certaines mesures, annulèrent le premier vote, soulevèrent la question pour la seconde fois et imposèrent une résolution pour la paix. Cronstadt s'inclina.

La paix conclue et le compact bloc révolutionnaire (Cronstadt, l'escadre de la mer Noire, etc.) enfin désagrégé, le gouvernement bolcheviste avait le champ libre pour consolider sa dictature sur le peuple laborieux.

Lorsque, en avril 1918, il attaqua, à Moscou et ailleurs, les groupements anarchistes, fermant leurs sièges, supprimant leur presse et jetant en prison leurs militants, Cronstadt montra encore une fois ses griffes. Mais elles n'avaient plus le même tranchant. Il était maintenant impossible aux matelots de " tourner leurs canons " contre les imposteurs. Et d'ailleurs ces derniers ne se trouvaient plus à portée de leurs armes : ils s'étaient déjà retranchés, comme certains tyrans précédents, derrière les murs du Kremlin, à Moscou. Cronstadt dut se borner à deux résolutions de protestation : l'une fut adoptée lors d'un meeting monstre tenu sur la glorieuse place de l'Ancre, l'autre le fut par le Soviet.

Aussitôt, une répression féroce s'abattit sur " l'orgueil et la gloire de la Révolution ". Les bolcheviks laissèrent convoquer les réunions à dessein : il leur fallait un prétexte. Le Soviet fut dissous et remplacé par un nouveau, plus docile. Les réunions, la parole, la presse, etc., furent soumises, comme partout, au contrôle de l'État. Une section de la Tchéka s'installa dans la ville. Des " cellules communistes " furent créées partout : dans les ateliers, dans les régiments, sur les navires.

Chacun était surveillé par les mouchards. Pour la moindre critique des actes bolchevistes, les " coupables " étaient saisis et emmenés à Petrograd où ils disparaissaient pour la plupart.

Une seule fois Cronstadt se cabra résolument et l'emporta. Le navire de ligne *Pétropavlovsk* refusa net de remettre entre les mains des autorités un matelot anarchiste (un nommé Skourikhine). Les bolcheviks, cette fois, n'insistèrent pas. Provoquer un soulèvement pour un individu eût été imprudent. Le jeu n'en valait pas la chandelle. Et quant au bonhomme, on l'aurait plus tard par un autre moyen.

Sauf pour ce cas fâcheux, le gouvernement bolcheviste pouvait jubiler : l'avant-garde de la vraie Révolution, Cronstadt, était bien impuissante, pliée sous la poigne de fer du pouvoir " communiste ".

Toutefois ceci n'était vrai qu'à moitié.

Pendant des mois et des mois, Cronstadt assistait impuissant à l'imposture, à l'ignominie, aux crimes des fossoyeurs de la Révolution.

En rentrant de permission, les matelots racontaient de quelle façon le " Pouvoir des travailleurs " traitait les travailleurs. À la campagne, on réquisitionnait chez les paysans, sans distinction, le dernier blé, le dernier bétail, souvent même des objets de ménage, condamnant ainsi les cultivateurs à une existence de famine et on n'hésitait pas à recourir aux arrestations et aux exécutions en masse des récalcitrants. Autour des villes, des barrages armés confisquaient impitoyablement quelques malheureux sacs de farine que les paysans envoyaient le plus souvent à leurs parents affamés, et jetaient en prison ceux qui résistaient. Et, en même temps, on " ne voyait pas " de vrais marchands qui passaient avec leurs marchandises destinées à la spéculation, car ceux-là savaient graisser les pattes.

" Le peuple laborieux est désarmé ", constataient les matelots ; on voit maintenant que l'armement général des travailleurs, la liberté de parole et d'action font peur non seulement aux contre-révolutionnaires avérés, mais aussi à ceux qui abandonnent le vrai chemin de la Révolution. On crée l'Armée Rouge qui, comme toutes les armées, finira par devenir une force aveugle entre les mains du parti au pouvoir. Détachés de la base, de l'atelier, de leurs camarades de travail, les soldats, choyés, entraînés par des mots d'ordre trompeurs, soumis à une discipline abrutissante et privés des moyens d'agir d'une façon organisée, pourront être facilement maniés dans le sens voulu par les dirigeants, quels qu'ils soient ".

Cronstadt écoutait, observait et bouillonnait, mais se sentait impuissant à agir.

Et quant au peuple il était de plus en plus ligoté, muselé, subjugué, écrasé.

9.4.4 Les ouvriers de Petrograd se soulèvent contre le gouvernement bolcheviste.

Enfin, et malgré tout, l'orage éclata.

Il commença à gronder, non pas à Cronstadt, mais à Petrograd.

Fin février 1921, la situation des masses ouvrières dans les villes était devenue intenable.

La vie entière se désagrègeait. Les denrées de toute première nécessité faisaient défaut. Le pain même était rationné et difficile à trouver. Faute de combustible, les habitations ne pouvaient plus être chauffées. Les chemins de fer fonctionnaient à peine. De nombreuses usines fermaient leurs portes, ce qui aggravait la situation.

Les appels, les interpellations, les réclamations des ouvriers restaient sans effet.

Le Pouvoir bolcheviste se rendait parfaitement compte de la gravité de la situation. Il avouait même son impuissance à y remédier. Mais il se refusait obstinément à modifier quoi que ce fût de sa " ligne ". Il ne voulait même pas *discuter* avec les ouvriers mécontents. Il repoussait d'avance toute suggestion, toute collaboration, toute initiative. En guise de remède il recourait de plus en plus à des réquisitions, à des expéditions militaires, à des mesures répressives, à la violence la plus arbitraire.

Alors, des troubles sérieux éclatèrent à Petrograd.

Plusieurs usines, parmi les plus importantes, improvisèrent des assemblées générales ouvrières et adoptèrent des résolutions hostiles au gouvernement, exigeant un changement de régime. Des proclamations rédigées dans le même sens apparurent dans les ateliers et sur les murs. Les masses s'agitaient sourdement.

Une observation importante s'impose ici.

Naturellement, dans ce vaste mouvement populaire plusieurs éléments intervenaient, plusieurs thèses se heurtaient. Aucune *liberté* d'idées ni de discussion n'étant admise et de nombreux *révolutionnaires* étant sous les verrous, toute cette effervescence était, nécessairement, vague et confuse. La Révolution ayant

déjà dévié, le processus révolutionnaire étant engagé sur une fausse route, le mouvement entier était fatalement dénaturé.

Dans ces conditions il était naturel que certains éléments du mouvement, influencés par une propagande antirévolutionnaire - celle des socialistes modérés surtout - proposassent des mesures et des solutions qui cherchaient à ramener la Révolution en arrière au lieu de tenter de la dégager de l'impasse pour la faire *avancer*.

Ainsi, certains éléments demandaient le retour à la liberté de commerce et surtout la convocation d'une Assemblée constituante.

Mais, trois faits essentiels sont à signaler.

1. Les éléments en question étaient loin de *prévaloir* dans l'ensemble du mouvement. Ils n'étaient nullement les plus forts ni les plus audacieux. La liberté de propagande pour les gauches, la liberté d'action pour les masses, pouvaient encore, avec l'aide des bolcheviks sincères, sauver la situation amener une solution et donner à la Révolution un nouvel élan *dans le bon sens*.
2. N'oublions pas qu'au point de vue général, le bolchevisme représentait lui aussi un système réactionnaire. Il y avait donc deux forces réactionnaires en présence : l'une composée de certains éléments antibolchevistes, tirait en arrière ; l'autre - le bolchevisme lui-même - paralysait et pétrifiait la Révolution. La seule force vraiment révolutionnaire se trouvait ailleurs.
3. Justement, d'autres éléments représentaient cette véritable force révolutionnaire. Et - ce qui nous importe ici - *Cronstadt en était le représentant le plus important*.

Ceux de Cronstadt envisageaient une solution qui, tout en étant hostile au bolchevisme, n'avait cependant rien de commun avec les idées rétrogrades, *comme celle de l'Assemblée constituante ou celle de retour au capitalisme privé*.

L'action menée par Cronstadt, au début même des troubles, en fait foi.

En réponse à certaines proclamations et à une propagande exigeant la convocation de la Constituante, Cronstadt envoya (bien entendu, clandestinement) des délégués à des usines, fabriques et ateliers de Petrograd pour déclarer aux ouvriers ce qui suit :

Toute l'énergie révolutionnaire de Cronstadt, ses canons et ses mitrailleuses seront résolument dressés *contre l'Assemblée constituante* et contre tout retour en arrière. Mais si les ouvriers désabusés de la " dictature du prolétariat ", se dressent contre les nouveaux imposteurs, pour les " *Soviets libres* ", pour la liberté de parole, de presse, d'organisation et d'action des travailleurs : ouvriers et paysans, et de tous les courants idéologiques : anarchistes, socialistes-révolutionnaires de gauche, etc., si les ouvriers se soulèvent pour une troisième Révolution vraiment prolétarienne, pour les mots d'ordre d'octobre, alors Cronstadt les appuiera de toutes ses forces, unanimement prête à vaincre ou à mourir.

Les meetings spontanés dans toutes les grandes usines commencèrent le 22 février.

Le 24, les troubles prirent une tournure plus grave.

Dès le matin les autorités entreprirent, aux fins d' " épuration ", une révision des fiches individuelles des ouvriers de l'usine Troubotchny, une des plus importantes de Petrograd. Cela fit déborder la coupe. L'usine cessa le travail. Quelques centaines d'ouvriers allèrent à d'autres usines afin de faire débrayer le personnel. Bientôt l'usine Baltique, la fabrique Laferme et l'usine de munitions Patronny se joignirent à la grève.

Une foule de 2.000 à 3.000 ouvriers, très agités, se forma dans la rue et tenta de manifester. Le gouvernement " ouvrier et paysan ", qui disposait déjà de quelques forces policières et militaires spécialement dressées, suffisantes pour combattre de tels mouvements, dépêcha sur place des détachements d'étudiants de l'Académie Militaire, aspirants officiers (dits " *Koursanti* "). Des collisions eurent lieu entre ces troupes et la foule sans armes. Les ouvriers furent dispersés. Par ailleurs, la police et les troupes empêchèrent plusieurs meetings.

Le 26 février, le mouvement s'accrut encore. Il se répandit dans toute la ville. Les grévistes firent " débrayer " les ouvriers des arsenaux de l'Amirauté et ceux du port " *Galernaïa* ".

Des masses d'ouvriers se rassemblaient çà et là. Elles furent de nouveau dispersées par les formations spéciales.

Voyant les désordres s'amplifier, le gouvernement alerta la garnison de la capitale. Mais celle-ci était aussi en effervescence. Plusieurs unités déclarèrent qu'elles n'avaient pas à se battre contre les ouvriers. Elles furent désarmées ; mais le gouvernement ne pouvait plus compter sur ces troupes. Il s'en passa, d'ailleurs, ayant amené, de la province et de certains " fronts " de la guerre civile des détachements d'élite, communistes par excellence.

Le même jour, le gouvernement créa à Petrograd un " Comité de Défense ", sous la présidence de Zinovieff, pour coordonner toute l'action contre le mouvement.

Le 26 février, à la séance du Soviet de Petrograd, un communiste notoire, Lachévitch, membre dudit Comité et aussi du Conseil militaire révolutionnaire de la République, fit un rapport sur la situation. Il dénonça les ouvriers de l'usine Troubotchny comme meneurs des troubles, les qualifiant d' " hommes qui ne pensaient qu'à leur intérêt personnel " et de " contre-révolutionnaires ". En conséquence l'usine fut fermée et les ouvriers se trouvèrent privés automatiquement de leur ration de vivres.

Au cours de la même séance, le Commissaire de la flotte baltique, Kouzmine, signala pour la première fois une certaine effervescence parmi les équipages des navires de guerre en rade de Cronstadt.

À partir du 27 février, un nombre considérable de proclamations de toutes sortes furent diffusées dans les rues et apposées aux murs de la capitale. L'une des plus caractéristiques disait :

Un changement fondamental dans la politique du gouvernement est nécessaire. En premier lieu, les ouvriers et les paysans ont besoin de liberté. Ils ne veulent pas vivre selon les prescriptions des bolcheviks : ils veulent décider eux-mêmes de leur destin.

Camarades, maintenez l'ordre révolutionnaire ! Exigez d'une manière organisée et décidée :

La libération de tous les socialistes et des ouvriers sans parti, emprisonnés ;

L'abolition de l'état de siège, la liberté de parole, de presse et de réunion pour tous ceux qui travaillent ;

La réélection libre des Comités d'usines et des représentants aux syndicats et aux Soviets.

Le gouvernement répondit par des arrestations en masse et par la suppression de diverses organisations ouvrières.

Le 28 février, les forces militaires communistes, arrivées du dehors, envahirent Petrograd. Aussitôt une répression impitoyable s'abattit sur les travailleurs. Désarmés, ceux-ci ne purent résister. En deux jours les grévistes furent réduits par la force et l'agitation ouvrière écrasée " par une main de fer ", selon l'expression de Trotski.

Or, c'est précisément le 28 février que Cronstadt se mit en mouvement.

9.4.5 Cronstadt appuie les ouvriers de Petrograd. - Son premier geste. - La riposte et l'attitude du gouvernement.

Ce 28 février, l'équipage du navire de ligne *Pétropavlovsk*, en émoi depuis quelques jours, adopta une *résolution* qui obtint aussitôt l'approbation d'un autre navire de guerre : *Sébastopol*.

Rapidement, le mouvement s'étendit à toute la flotte de Cronstadt et gagna aussi les régiments rouges de la garnison.

La résolution ne portait aucun caractère agressif ; elle se bornait à formuler les aspirations des travailleurs et des marins.

Quelques commissions de marins furent envoyées à Petrograd afin d'établir une liaison plus étroite avec les ouvriers de la capitale et obtenir une information exacte sur la situation.

Ainsi le mouvement des marins avait un caractère tout à fait pacifique et loyal. Il appuyait moralement certaines revendications des travailleurs, ce qui n'était nullement anormal dans un " État ouvrier ", dirigé par un " Gouvernement prolétarien ".

Le 1^{er} mars une réunion publique eut lieu sur la place de l'Ancre. Elle fut convoquée *officiellement* par la première et la seconde escadres de la flotte baltique. L'annonce parut dans l'organe du Soviet de Cronstadt.

Le même jour, le président de l'Exécutif central panrusse Kalinine, et le Commissaire de la flotte baltique Kouzmine, arrivèrent à Cronstadt. Kalinine fut reçu avec les honneurs militaires, avec musique et bannières déployées.

16.000 marins, soldats rouges et travailleurs assistèrent à la réunion. Elle fut présidée par le président du Comité exécutif du Soviet de Cronstadt, le communiste Vassilieff. Kalinine et Kouzmine étaient présents.

Les délégués des commissions envoyées à Petrograd firent leurs rapports au meeting. Vivement indignée, la réunion exprima sa désapprobation des méthodes employées par les communistes pour étouffer les légitimes aspirations des ouvriers de Petrograd. La résolution adoptée la veille par le *Pétropavlovsk* fut alors présentée à l'assemblée. À la discussion, le président Kalinine et le Commissaire Kouzmine attaquèrent avec une extrême violence la résolution, les grévistes de Petrograd et les marins de Cronstadt. Mais leurs discours n'eurent aucun effet. La résolution du *Pétropavlovsk*, mise aux voix par un matelot, Pétritchenko, fut adoptée à l'unanimité.

" La résolution fut adoptée par la majorité écrasante de la garnison de Cronstadt. Elle fut lue au meeting général de la ville le 1^{er} mars, en présence de près de 16.000 citoyens, et adoptée à l'unanimité. Le président du Comité exécutif de Cronstadt, Vassilieff, et le camarade Kalinine votèrent contre la résolution. " C'est dans les termes ci-dessus que le Commissaire Kouzmine nota l'événement.

Voici le texte intégral de ce document historique :

Résolution de la réunion générale de la 1^{ère} et de la 2^{ème} escadres de la flotte de la Baltique, tenue le 1^{er} mars 1921.

Après avoir entendu les rapports des représentants envoyés à Petrograd par la réunion générale des équipages pour y examiner la situation,

L'assemblée décide qu'il faut :

Etant donné que les Soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans,

1° Procéder immédiatement à la réélection des Soviets au moyen du vote secret. La campagne électorale parmi les ouvriers et les paysans devra se dérouler en pleine liberté de parole et d'action ;

2° Etablir la liberté de parole et de presse pour tous les ouvriers et paysans, pour les anarchistes et pour les partis socialistes de gauche [36] ;

3° Accorder la liberté de réunion aux syndicats et aux organisations paysannes ;

4° Convoquer en dehors des partis politiques une Conférence des ouvriers, soldats rouges et marins de Petrograd, de Cronstadt et de la province de Petrograd pour le 10 mars 1921 au plus tard ;

5° Elargir tous les prisonniers politiques socialistes et aussi tous les ouvriers, paysans soldats rouges et marins, emprisonnés à la suite des mouvements ouvriers et paysans ;

6° Elire une commission aux fins d'examiner les cas de ceux qui se trouvent dans les prisons et les camps de concentration ;

7° Abolir les " offices politiques ", car aucun parti politique ne doit avoir des privilèges pour la propagande de ses idées, ni recevoir de l'État des moyens pécuniaires dans ce but. Il faut instituer à leur place des commissions d'éducation et de culture, élues dans chaque localité et financées par le gouvernement ;

8° Abolir immédiatement tous les barrages [37] ;

9° Uniformiser les rations pour tous les travailleurs, excepté pour ceux qui exercent des professions dangereuses pour la santé ;

10° Abolir les détachements communistes de choc dans toutes les unités de l'armée ; de même pour la garde communiste dans les fabriques et usines. En cas de besoin ces corps de garde pourront être désignés dans l'armée par les compagnies et dans les usines et fabriques par les ouvriers eux-mêmes ;

11° Donner aux paysans la pleine liberté d'action en ce qui concerne leurs terres et aussi le droit de posséder du bétail, à condition qu'ils s'acquittent de leur tâche eux-mêmes, c'est-à-dire sans avoir recours au travail salarié ;

12° Désigner une commission ambulante de contrôle ;

13° Autoriser le libre exercice de l'artisanat, sans emploi d'un travail salarié ;

14° Nous demandons à toutes les unités de l'armée et aussi aux camarades " coursanti " militaires de se joindre à notre résolution ;

15° Nous exigeons que toutes nos résolutions soient largement publiées par la presse.

La résolution est adoptée à l'unanimité par la réunion des équipages de l'escadre. Deux personnes se sont abstenues.

Signé : *Pétritchenko*, président de la réunion ; *Pérépelkine* secrétaire.

Il est regrettable que le texte *traduit* de la résolution n'en reflète pas la tournure populaire, le style " rustique ", le parfum candide : une preuve de plus que le mouvement se trouvait entièrement entre les mains des travailleurs eux-mêmes, qu'il exprimait bien leurs véritables idées et aspirations, sans être " poussé " ou " monté " par qui que ce fut.

Puisque la validité des mandats du Soviet de Cronstadt allait expirer, la réunion décida de convoquer une conférence de délégués des navires, de la garnison, des ateliers, des syndicats et des différentes institutions soviétiques, pour le 2 mars, afin de discuter les modalités des nouvelles élections. Cette décision était parfaitement conforme à la Constitution soviétique. La Conférence fut officiellement et régulièrement annoncée dans les *Izvestia*, organe officiel du Soviet.

Le 2 mars, plus de 300 délégués se réunirent dans la Maison d'Éducation, ancienne Ecole des Ingénieurs. La grande majorité des délégués n'appartenait à aucun parti politique. Les délégués communistes formaient une minorité ; néanmoins selon la coutume, les rapporteurs de la question : " Les buts et les tâches de la Conférence des délégués ", furent désignés parmi ceux-ci.

La réunion lut ouverte par le marin Pétritchenko. Elle élit, au scrutin public, un bureau de cinq membres. L'un d'eux raconta lulu tard que les membres de la Conférence étaient exclusivement des marins, des soldats rouges, des ouvriers et des employés soviétiques. Naturellement, il n'y avait, parmi les délégués, aucun " officier de l'ancien régime " (insinuation lancée par les communistes de Petrograd).

L'ordre du jour portait : les nouvelles élections au Soviet. On voulait les organiser sur une base plus libre et plus juste, tenant compte de la résolution adoptée la veille. On désirait un Soviet capable de poursuivre les tâches fixées par celle-ci.

L'esprit de la Conférence était tout à fait " soviétique ". Cronstadt exigeait des Soviets libres de toute emprise des partis politiques, Soviets qui seraient vraiment le reflet des aspirations des travailleurs et exprimeraient leur volonté. Cela n'empêchait nullement les délégués - adversaires du régime arbitraire des commissaires bureaucrates, mais non pas de celui des Soviets - d'être loyaux, de sympathiser avec le parti communiste comme tel et de désirer une solution pacifique des problèmes urgents.

Mais laissons raconter les événements à ceux de Cronstadt eux-mêmes.

Voilà ce qu'ils relatent dans les *Izvestia* du Comité révolutionnaire provisoire de Cronstadt, n° 9, du 11 mars 1921. (La " résolution " se trouve dans le n° 1 du 3 mars) :

Comment fut créé le Comité Révolutionnaire Provisoire

Le 1^{er} mars, à 2 heures de l'après-midi, un meeting de marins, soldats rouges et ouvriers s'est tenu sur la place de la Révolution, avec l'autorisation du Comité exécutif du Soviet et non pas arbitrairement.

15.000 personnes assistèrent à cette réunion. Elle eut lieu sous la présidence du camarade Vassilieff, président du Comité exécutif. Le camarade Kalinine, président du Comité exécutif central panrusse, et Kouzmine, commissaire de la flotte baltique, venus de Petrograd, y assistaient.

L'objet de la réunion était la discussion de la résolution adaptée précédemment par la réunion générale des équipages de la 1^{ère} et de la 2^{ème} escadres, dont le sujet était : " Les événements en cours " et " Les moyens de sortir le pays de l'état de désorganisation et de désarroi ".

Cette " résolution " est actuellement connue de tout le monde. Elle ne contient rien qui puisse ébranler le pouvoir des Soviets.

Au contraire, elle exprime bien l'idée du véritable pouvoir des Soviets : pouvoir des ouvriers et des paysans.

Mais les camarades Kalinine et Kouzmine, qui prirent la parole, ne voulurent pas le comprendre. Leurs discours restèrent sans écho. Ils ne surent pas gagner le cœur des masses tourmentées jusqu'à l'angoisse. Et le meeting vota unanimement la résolution des équipages.

Le lendemain, au su du Comité exécutif, avec son autorisation et conformément aux instructions publiées dans les *Izvestia*, les délégués des navires, de la garnison, des ateliers et des syndicats, à raison de deux par organisation, se réunirent à la Maison d'Éducation (ex-Ecole des Ingénieurs) : en tout, plus de 300 personnes.

Les représentants de l'autorité perdirent contenance. D'aucuns quittèrent même la ville. Dans ces conditions, l'équipage du navire de ligne *Pétropavlovsk* se vit obligé d'assurer la garde de l'édifice et la protection des délégués contre les excès éventuels, d'où qu'ils vinssent.

La Conférence fut ouverte par le camarade Pétritchenko. Après l'élection du Bureau, au nombre de 5 délégués, il donna la parole au camarade Kouzmine, commissaire de la flotte baltique. En dépit de la position très nette prise par la garnison et les ouvriers vis-à-vis des représentants du Pouvoir et vis-à-vis des communistes, le camarade Kouzmine ne voulut pas en tenir compte.

La Conférence avait pour tâche de trouver une issue pacifique à la situation créée. Il s'agissait, notamment, de constituer un organe à l'aide duquel on pourrait effectuer les réélections au Soviet, prévues par la résolution, sur des bases plus justes.

Cette tâche s'imposait d'autant plus que les pouvoirs du Soviet précédent composé presque uniquement de communistes, et qui s'était avéré inapte à résoudre les problèmes vitaux absolument urgents, venaient à leur terme.

Mais, au lieu de rassurer les délégués, le camarade Kouzmine, au contraire, les excita. Il parla de la position équivoque de Cronstadt, des patrouilles, de deux pouvoirs, du danger polonais, de l'Europe entière qui nous regardait. Il affirma que tout était calme à Petrograd. Il souligna qu'il se trouvait entre les mains des délégués qui pouvaient, s'ils le voulaient, le faire fusiller. Et, pour terminer, il déclara ceci : " Si les délégués veulent une lutte armée ouverte, ils l'auront. Car les communistes n'abandonneront pas le pouvoir bénévolement. Ils lutteront jusqu'au bout ".

Le discours maladroit de Kouzmine n'apporta aucun apaisement à l'émotion des délégués ; au contraire, il contribua à leur irritation. Quant à l'allocution incolore et vague du président du Comité exécutif Vassilieff, qui lui succéda, elle passa inaperçue. La majorité écrasante des délégués était manifestement hostile aux communistes.

Néanmoins, les délégués ne perdaient pas l'espoir de trouver un terrain d'entente avec les représentants du Pouvoir. L'appel du président de la Conférence pour entamer un travail positif et élaborer un ordre du jour fut approuvé unanimement.

On décida de passer à la rédaction de l'ordre du jour. Mais il était évident qu'on ne pouvait pas faire confiance aux camarades Kouzmine et Vassilieff. On jugea donc nécessaire de les mettre momentanément en état d'arrestation, surtout parce que les communistes étaient en possession des stocks d'armes, qu'on n'avait pas accès au téléphone, que d'après une lettre produite à la conférence les soldats rouges étaient apeurés et excités, que les commissaires interdisaient toute réunion dans les unités militaires.

Les camarades Kouzmine et Vassilieff ainsi que le commandant de la forteresse furent donc éconduits. La Conférence ne dissimulait pas ses sentiments réprobateurs à l'égard des communistes. Mais lorsqu'on posa la question de savoir si les délégués communistes devaient rester à la Conférence pour continuer le travail commun avec les camarades sans parti la réunion répondit positivement. Malgré quelques protestations et la proposition de certains délégués d'arrêter les communistes, l'ensemble des délégués ne partagea pas cet avis, considérant que les communistes présents étaient des délégués des unités et des organisations au même titre que les autres.

Ce fait prouve une fois de plus que les délégués sans parti des travailleurs, que les soldats rouges, les marins et les ouvriers ne considéraient pas la résolution adoptée au meeting de la veille comme menant nécessairement une rupture avec les communistes *en tant que parti*. On espérait encore pouvoir trouver un langage commun.

Ensuite sur la proposition du camarade Pétritchenko, lecture fut donnée de la résolution de la veille. Elle fut adoptée par la majorité écrasante des délégués.

Alors, au moment même où la Conférence semblait pouvoir commencer le travail positif, le camarade délégué du navire de ligne *Sébastopol* demanda la parole pour une déclaration urgente. Il déclara que 15 camions de troupes avec fusils et mitrailleuses étaient en route vers le lieu de la réunion.

La vérification opérée par la suite démontra que cette fausse nouvelle était lancée par les communistes dans le but de " torpiller " la Conférence. Mais au moment où elle fut communiquée - surtout en raison

de la tension générale et de la position hostile prise vis-à-vis de la Conférence par les représentants du Pouvoir - toute l'ambiance portait les délégués à y croire.

Néanmoins, la proposition du président de passer à la discussion sur les événements en cours, en prenant pour base la résolution adoptée, est acclamée. La Conférence commence la discussion des mesures à prendre pour que les clauses de la résolution soient effectivement appliquées. L'idée d'envoyer une délégation à Petrograd est déclinée car celle-ci serait certainement arrêtée. Après quoi, plusieurs camarades délégués proposent que le Bureau de la Conférence s'organise en un Comité Révolutionnaire Provisoire et qu'il soit chargé de préparer les réélections au Soviet.

À ce moment-là le camarade président déclare qu'un détachement de 2.000 hommes serait en route vers le lieu de la réunion. Fort émus et excités les délégués anxieux quittent l'immeuble de la Maison d'Éducation.

La séance étant ainsi levée en raison de cette dernière communication, le Comité Révolutionnaire Provisoire, chargé de l'ordre, s'installa sur le navire de ligne *Pétropavlovsk* et y établit son siège jusqu'au jour, où, grâce à ses efforts, l'ordre fut assuré dans la ville au mieux des intérêts de tous les travailleurs, marins, soldats rouges et ouvriers ".

Ajoutons à ce récit, sommaire et incomplet, quelques détails rapportés plus tard par l'un des membres du Comité Révolutionnaire.

La décision de créer ce Comité, prise à l'unanimité quelques instants avant la clôture de la séance, sous l'impression de toutes les rumeurs alarmantes et des menaces de Kouzmine de Kalinine et de Vassilieff, laissa entendre que " le Bureau de la Conférence et le président Pétritchenko étaient chargés de remplir provisoirement les fonctions d'un Comité Révolutionnaire, faute du temps nécessaire pour créer un tel Comité d'une façon plus formelle ".

Entre autres, on savait positivement qu'aussitôt après le meeting populaire du 1^{er} mars, *les Communistes de Cronstadt entreprendraient des préparatifs sérieux en vue d'une action militaire contre le mouvement.*

En effet, le Comité communiste local, notamment, se mit à armer abondamment les membres du parti. Il ordonna au commissaire de la forteresse de prélever sur les stocks et de remettre aux cellules communistes des fusils, des mitrailleuses et des munitions.

Il est hors de doute que les chefs communistes de Cronstadt eussent ouvert les hostilités dès le 2 mars et empêché la Conférence des délégués de se réunir si un imprévu n'était venu contrecarrer leurs projets. Sur les quelque 2.000 communistes inscrits à Cronstadt la grande majorité n'était que des " communistes de registre ", venus au parti pour des raisons personnelles, non par conviction. Dès le début des événements, cette " masse Communiste " abandonna ses chefs et vint rejoindre le mouvement général. Or, les chefs seuls, même soutenus par un certain nombre de " coursanti " séjournant à Cronstadt, et aveuglément dévoués au parti, ne pouvaient espérer résister à la flotte, à la garnison et à la population tout entière. C'est pourquoi les chefs abandonnèrent l'idée d'une lutte armée immédiate à l'intérieur de Cronstadt. Une partie d'entre eux s'enfuit. Une autre se rendit aux forts environnants pour tenter de les soulever contre le mouvement. Les " coursanti " les suivirent. Ils visitèrent les forts les uns après les autres, mais ne trouvèrent nulle part l'appui recherché. Finalement, ils se rendirent à la " Pointe Rouge " (Krasnaïa Gorka ", voir la carte.)

C'est ainsi que, dans la soirée du 2 mars, Cronstadt n'avait d'autre " Pouvoir " que celui du Comité Révolutionnaire Provisoire.

Le 3 mars parut le premier numéro des *Izvestia* (Nouvelles, Informations) du Comité Révolutionnaire Provisoire.

On y trouve en première place une sorte de manifeste ainsi conçu :

À la population de la forteresse et de la Ville de Cronstadt

Camarades et Citoyens, notre pays traverse une période difficile. Voici déjà trois ans que la famine, le froid et le chaos économique nous enserrant dans un étau terrible. Le parti communiste, qui gouverne le pays, s'est détaché des masses et s'est révélé impuissant à les sortir d'un état de débâcle générale. Le parti n'a tenu aucun compte des troubles qui ont eu lieu, ces temps derniers, à Petrograd et à Moscou, et qui ont démontré clairement qu'il a perdu la confiance des masses ouvrières. Il n'a tenu, non plus, aucun

compte des revendications formulées par les ouvriers. Il considère tout cela comme des menées de la contre-révolution. Il se trompe profondément.

Ces troubles, ces revendications, c'est la voix du peuple entier, de tous ceux qui travaillent. Tous les ouvriers, marins et soldats rouges voient nettement aujourd'hui que seuls les efforts communs, seule la volonté commune des travailleurs, pourront donner au pays du pain, du bois et du charbon, pourront vêtir et chauffer le peuple, pourront sortir la République de l'impasse où elle se trouve.

Cette volonté de tous les travailleurs, soldats rouges et marins s'est manifestée nettement au grand meeting de notre ville, le mardi 1^{er} mars. Le meeting vota à l'unanimité une résolution des équipages des 1^{re} et 2^e escadres.

L'une des décisions adoptées fut celle de procéder immédiatement aux réélections du Soviet.

Afin d'établir pour ces réélections des bases plus justes, de sorte que la représentation des travailleurs au Soviet soit effective et que le Soviet soit un organe actif et énergique, les délégués de toutes les organisations de la marine, de la garnison et des ouvriers se réunirent le 2 mars à la Maison d'Éducation. Cette réunion devait élaborer les bases des nouvelles élections et commencer ensuite un travail positif et pacifique, travail de réorganisation du système soviétique.

Or, puisqu'on avait des raisons de craindre une répression, et aussi à la suite des discours menaçants des représentants du pouvoir, la réunion décida de créer un Comité Révolutionnaire Provisoire et de lui donner pleins pouvoirs quant à l'administration de la ville et de la forteresse.

Le Comité Provisoire a son siège sur le navire de ligne *Pétropavlovsk*.

Camarades et citoyens ! Le Comité Provisoire se préoccupe surtout de ce qu'il n'y ait pas d'effusion de sang. Il a employé tous ses efforts pour maintenir l'ordre révolutionnaire dans la ville, dans la forteresse et dans les forts.

Camarades et citoyens ! N'arrêtez pas votre travail. Ouvriers, restez à vos machines. Marins et soldats, n'abandonnez pas vos postes. Tous les employés, toutes les institutions doivent continuer le travail.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire exhorte toutes les organisations ouvrières, tous les syndicats maritimes et autres, toutes les unités de mer et de terre, ainsi que tous les citoyens individuellement à lui prêter leur aide.

Sa mission est d'assurer, en coopération fraternelle avec vous, les conditions nécessaires pour les élections justes et honnêtes du nouveau Soviet.

Donc, camarades, de l'ordre, du calme, du sang-froid ! Tous au travail socialiste honnête, pour le bien de tous les travailleurs !

Cronstadt, le 2 mars 1921.

Signé : Pétritchenko, président du Comité Révolutionnaire Provisoire ; *Toukine*, secrétaire.

Le même numéro contient la fameuse résolution des escadres et quelques notes administratives, dont celle-ci :

Ce 2 mars, vers 9 heures du soir, toutes les unités rouges de la forteresse et la majorité des forts se sont solidarisées avec le Comité Révolutionnaire Provisoire. Toutes les institutions et les services de liaison sont gardés par des patrouilles du Comité.

Cependant, les bolcheviks ne perdirent pas un instant pour préparer une attaque contre Cronstadt. Dès le début ils sentirent que ce mouvement pouvait entraîner pour eux une catastrophe. Aussi décidèrent-ils de l'étouffer coûte que coûte et le plus vite possible, avant qu'il ne prît de l'extension.

Ils utilisèrent simultanément plusieurs procédés : 1° ils se hâtèrent d'assurer leur maîtrise sur les points stratégiques importants autour de Cronstadt et de Petrograd, tels que : la Pointe-Rouge (Krasnaïa Gorka), Oranienbaum, Lissy Noss, etc. ; 2° ils maintinrent l'état de siège à Petrograd et prirent des mesures militaires répressives extraordinaires pour sauvegarder " l'ordre " ; 3° ils firent certaines concessions - nous avons parlé de la suppression des " barrages " autour de la capitale - pour calmer les ouvriers ; 4° ils procédèrent, sous le commandement suprême de Trotski, à la rapide mise sur pied d'un corps d'armée spécial aux fins d'une attaque directe de Cronstadt ; 5° ils déclenchèrent une violente campagne de mensonges et de calomnies contre ceux de Cronstadt, dans le but de tromper l'opinion et de justifier leur action.

Cette propagande acharnée commença dès le 2 mars.

Dans le numéro 2 des *Izvestia* du Comité Révolutionnaire en date du 3 mars, nous trouvons, à côté de diverses notes d'ordre administratif et économique, l'information suivante :

La Radio de Moscou.

Nous publions le radiogramme suivant, lancé par l'agence " Rosta " de Moscou et intercepté par la station de T.S.F. du *Pétropavlovsk* : radiogramme, plein de mensonges effrontés et de tromperies de la part du parti communiste qui se dit " Gouvernement soviétique ". (Certains passages n'ont pu être déchiffrés à cause du brouillage d'une autre station.) Ce radiogramme se passe de commentaires. Les travailleurs de Cronstadt comprendront la provocation.

Radio-Nouvelles Rosta. Moscou, 3 mars.

À tous ! À tous ! À tous !

À la lutte contre la conspiration blanc-gardiste !

La mutinerie de l'ex-général Kozlovsky et du navire Pétropavlovsk a été organisée par les espions de l'Entente, comme cela s'est produit pour de nombreux autres complots antérieurs. Cela se voit à la lecture du journal bourgeois français Le Matin qui, deux semaines avant la révolte de Kozlovsky, publia le télégramme suivant d'Helsingfors : " On mande de Petrograd qu'à la suite de la récente rébellion de Cronstadt, les autorités militaires bolchevistes ont pris des mesures afin d'isoler Cronstadt et d'empêcher que les soldats et marins de Cronstadt s'approchent de Petrograd.

" Le ravitaillement de Cronstadt est interdit jusqu'à nouvel ordre. " Il est clair que la sédition de Cronstadt a été dirigée par Paris, que le contre-espionnage français y est mêlé. Toujours la même histoire. Les socialistes-révolutionnaires, dirigés de Paris, tramèrent la rébellion contre le gouvernement soviétique, et à peine leurs préparatifs terminés, le véritable maître - un général tsariste - fit son apparition. L'histoire de Koltchak, qui tenta de rétablir le pouvoir avec l'aide des Socialistes-révolutionnaires, se répète une fois de plus. Tous les ennemis des travailleurs, des généraux tsaristes aux socialistes-révolutionnaires inclus, essaient de spéculer sur la faim et sur le froid. Naturellement, cette rébellion des généraux et des socialistes-révolutionnaires sera vite réprimée, et le général Kozlovsky et ses acolytes subiront le sort de Koltchak.

Mais il est hors de doute que le filet d'espionnage de l'Entente n'est pas jeté seulement sur Cronstadt. Ouvriers et soldats rouges, déchirez ce filet ! Démasquez les insinuateurs et les provocateurs ! Il vous faut du sang-froid, la maîtrise de vous-mêmes, de la vigilance. N'oubliez pas que le vrai moyen de sortir des difficultés alimentaires et autres, momentanées mais certes pénibles, est un travail intense en bonne entente et non pas des excès insensés qui ne peuvent qu'augmenter la misère pour la plus grande joie des ennemis maudits des travailleurs.

Par tous les moyens à sa disposition : ordres militaires, proclamations, tracts, affiches, articles de journaux, T.S.F., le gouvernement diffusait et imposait ces inqualifiables calomnies. N'oublions pas que tous les moyens de propagande et d'information étant entre ses mains, aucune voix libre ne pouvait faire entendre la vérité.

Dans le numéro 4 des *Izvestia* du Comité, du 6 mars, nous lisons ceci :

Lâches et calomniateurs.

Nous portons à la connaissance de tous, le texte d'une proclamation, lancée sur Cronstadt du haut d'un avion communiste.

Les citoyens n'éprouveront que du mépris pour cette calomnie provocatrice.

Ceux de Cronstadt savent comment et par qui le pouvoir odieux des communistes a été jeté bas.

Ils savent qu'à la tête du comité Révolutionnaire Provisoire se trouvent des militants dévoués élus, les meilleurs fils du peuple : des soldats rouges, des marins et des ouvriers.

Ils ne permettront à personne de leur mettre la bride sur le cou, encore moins à des généraux tsaristes ou à des blancs-gardistes.

" Quelques heures encore, et vous serez obligés de vous rendre ", nous menacent les communistes.

Hypocrites infâmes, qui voulez-vous tromper ?

La garnison de Cronstadt ne s'est jamais rendue aux amiraux tsaristes, elle ne se rendra pas non plus à des généraux bolchevistes.

Lâches que vous êtes ! Vous connaissez notre force et notre volonté de vaincre ou de mourir dignement et non pas fuir comme vos commissaires, les poches remplies de billets de banque tzaristes et d'or, produit du labeur et du sang ouvriers.

Voici, dans le même temps, ce que diffusait la Radio-Station de Moscou et que reproduit le même n° 4 des *Izvestia*, pour l'édification des lecteurs :

Radio de Moscou.

A ceux de Cronstadt, trompés :

Voyez-vous maintenant où les vauriens vous ont menés ? Voilà où vous en êtes ! Les crocs gourmands des anciens généraux tzaristes apparaissent déjà derrière le dos des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. Tous ces Pétritchenko et autres Toukine sont maniés comme des pantins par le général tzariste Kozlovsky, les capitaines Borkser, Kostromitinoff, Chirmanovsky et autres blanc-gardistes avérés. On vous trompe ! On vous disait que vous luttiez pour la *démocratie*. Deux jours à peine sont écoulés, et vous voyez qu'en réalité vous luttez non pas pour la démocratie, mais pour des généraux tzaristes. Vous avez permis à un nouveau Wiren [38] de vous mettre la bride sur le cou.

On vous conte des bourdes : que Petrograd est avec vous que la Sibérie et l'Ukraine vous soutiennent. Tout cela n'est que mensonges cyniques ! Le dernier marin de Petrograd vous a tourné le dos lorsqu'il a appris que des généraux tzaristes, tel Kozlovsky, agissent parmi vous. La Sibérie et l'Ukraine défendent fermement le pouvoir soviétique. Petrograd, la rouge cité, se moque des piteuses prétentions d'une poignée de socialistes-révolutionnaires et blanc-gardistes.

Vous êtes entourés de tous côtés. Quelques heures encore et vous serez obligés de vous rendre. Cronstadt n'a ni pain ni combustible. Si vous persistez, on vous canardera comme des perdrix. Naturellement, tous ces généraux - les Kozlovsky et les Borkser, - tous ces vauriens - les Pétritchenko et les Toukine - fuiront à la dernière minute, chez les blanc-gardistes, en Finlande. Mais vous autres, simples marins et soldats rouges trompés, ou irez-vous ? Si l'on vous promet de vous nourrir en Finlande, on vous trompe encore ! Ne savez-vous pas que les soldats du général Wrangel, emmenés à Constantinople, y crevaient par milliers, comme des mouches, de faim et de maladies ? Le même sort vous attend si vous ne revenez pas immédiatement à la raison.

Rendez-vous tout de suite, sans perdre une minute !

Déposez les armes et passez chez nous !

Désarmez et arrêtez les chefs criminels, surtout les généraux tzaristes !

Sa faute sera pardonnée à celui qui se rendra immédiatement.

Rendez-vous immédiatement ! - *Comité de Défense de Petrograd.*

Mêmes insinuations dans un autre radiogramme lancé, cette fois, par le Soviet de Petrograd et dont le texte est reproduit dans le même numéro des *Izvestia*, précédé de cette brève introduction :

La station de T.S.F. du *Pétropavlovsk* a capté le radiogramme suivant qui confirme que les communistes continuent à tromper non seulement les ouvriers et les soldats rouges, mais aussi les membres du Soviet de Petrograd.

Mais ils ne réussiront pas à tromper la garnison de Cronstadt ni ses ouvriers.

Enfin, le numéro 5 des *Izvestia* du 7 mars donne communication d'un nouveau et très long radiogramme de Moscou.

Avant de le reproduire, le journal le commente dans une note intitulée : " Ils continuent à calomnier ".

La note réfute les inventions bolchevistes dans les termes suivants :

Ainsi nous venons d'apprendre que, selon les informations de la radio " Rosta ", tout un monde est à pied-d'œuvre chez nous : l'Entente et les espions français, les blanc-gardistes et les généraux tzaristes, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, les banquiers de la Finlande, bref le monde entier fonce sur les pauvres communistes.

Et nous, ceux de Cronstadt, nous étions justement les seuls à n'en rien savoir !

Ce document de la bêtise communiste est franchement comique. Nous le reproduisons ici. Il procurera à ceux de Cronstadt quelques minutes de gaîté.

Il serait trop long, de reproduire ici ce radiogramme en entier. Bornons-nous à en citer quelques passages typiques :

(...)

Le 2 mars, le " Conseil du travail et de la Défense " ordonna : 1° de déclarer l'ancien général Kozlovsky et ses partisans hors la loi ; 2° de promulguer l'état de guerre dans la ville et dans la province de Petrograd ; 3° de remettre le pouvoir suprême de tout le district de Petrograd aux mains du Comité de Défense de Petrograd.

(...)

La garnison entière de la Krasnaïa Gorka maudit les rebelles et brûle du désir de les combattre. Petrograd est absolument calme, et même les quelques usines où certains individus avaient lancé dernièrement des accusations contre le Gouvernement soviétique ont compris la provocation ; elles ont compris où les entraînaient les agents de l'entente et de la contre-révolution.

(...)

C'est au moment même où le parti républicain en Amérique vient d'assumer le pouvoir et se montre disposé à renouer les relations commerciales avec la Russie soviétique que la diffusion de fausses rumeurs et la fomentation des désordres à Cronstadt sont organisées pour impressionner le nouveau président américain et empêcher un changement de la politique américaine en Russie. La Conférence de Londres a lieu au même moment. La diffusion de semblables rumeurs cherche à influencer la délégation turque et à la rendre docile quant aux exigences de l'Entente. La révolte de l'équipage du *Pétropavlovsk* est sans aucun doute une étape de la grande conspiration pour créer des difficultés à l'intérieur de la Russie soviétique et pour ébranler la situation internationale. Ce plan est mis à exécution en Russie même par un général tsariste et par des ex-officiers, avec l'appui des mencheviks et des socialistes - révolutionnaires.

Un nom revient constamment dans tous ces documents : celui d'un certain général Kozlovsky, prétendu vrai chef et maître du mouvement.

Il y avait en effet, à Cronstadt, un ex-général tsariste du nom de Kozlovsky. *Ce fut Trotski, ce grand restaurateur des ex-généraux du tsar en tant que spécialistes, qui l'établit là comme artilleur spécialisé.* Tant que ce personnage fut inscrit au service des bolcheviks, ceux-ci fermèrent les yeux sur son passé. Mais dès que Cronstadt se révolta, ils mirent à profit la présence de leur " spécialiste " pour en faire un épouvantail.

Ce Kozlovsky ne joua aucun rôle dans les événements de Cronstadt, non plus que ses aides, cités par les bolcheviks : Borkser, Kostromitinoff et Chirmanovsky, dont l'un était simple dessinateur. Mais les bolcheviks exploitèrent leurs noms avec habileté pour dénoncer les marins comme ennemis de la République et présenter leur mouvement comme contre-révolutionnaire. Les agitateurs communistes furent envoyés dans les usines et les ateliers de Petrograd et de Moscou afin d'appeler le prolétariat à se dresser contre Cronstadt, " ce nid de la conspiration blanche, dirigée par le général Kozlovsky " et " s'associer au soutien et à la défense du gouvernement des ouvriers et paysans contre la rébellion blanc-gardiste de Cronstadt. "

Kozlovsky lui-même ne put que hausser les épaules lorsqu'il apprit le rôle que les bolcheviks lui faisaient jouer dans les événements. Il raconta, plus tard, que le commandant bolchevik de la forteresse de Cronstadt s'était enfui aussitôt après la constitution du Comité Révolutionnaire Provisoire. Conformément aux règlements bolchevistes, c'était le chef de l'artillerie - le général Kozlovsky en l'occurrence - qui devait le remplacer. Mais comme ces règlements n'avaient plus aucune valeur, le pouvoir communiste étant remplacé par celui du Comité Révolutionnaire, Kozlovsky refusa d'occuper ce poste. Le Comité Révolutionnaire désigna alors un autre spécialiste, un certain Solovianoff, comme commandant de la forteresse. Et quant à Kozlovsky, il fut chargé de diriger les services techniques de l'artillerie. Ses aides, personnages absolument insignifiants, restèrent eux aussi totalement à l'écart du mouvement.

Ironie historique : ce fut précisément un important ex-officier tsariste, le fameux Toukhatchevsky (récemment fusillé par ordre de Staline), qui assuma, par ordre de Trotski, la charge de commander l'ensemble des forces destinées à agir contre Cronstadt. Il y a mieux : tous les " spécialistes ", toutes les vedettes du tsarisme passées au service des bolcheviks, participèrent à l'élaboration du plan de siège et d'attaque de Cronstadt. Et quant à ceux de Cronstadt, calomniés par leurs cyniques adversaires, ils

n'avaient à leur disposition, comme spécialistes techniques ou militaires, que la pâle personne de Kozlovsky et trois ou quatre autres personnages absolument nuls au point de vue politique.

Le mouvement de Cronstadt éclata spontanément. Si ce mouvement avait été l'aboutissement d'un plan conçu et préparé d'avance, on ne l'aurait certainement pas déclenché au début de mars, moment le moins favorable. En effet, quelques semaines encore et Cronstadt, libéré des glaces, devenait une forteresse à peu près imprenable, ayant à sa disposition une flotte puissante, menace terrible pour Petrograd. Ravitaillé du dehors, Cronstadt aurait pu alors non seulement tenir très longtemps, mais même vaincre. La plus grande chance du gouvernement bolcheviste fut, justement, la spontanéité du mouvement et l'absence de toute préméditation, de tout calcul dans l'action des marins.

Il n'y eut pas de " révolte " à Cronstadt, au propre sens du mot. Il y eut un mouvement spontané et pacifique, absolument naturel et légitime dans les circonstances données qui engloba rapidement la ville, la garnison et la flotte tout entières.

Tremblant pour leur pouvoir, leurs postes et leurs privilèges, les bolcheviks forcèrent les événements et obligèrent Cronstadt à accepter *la* lutte armée.

9.4.6 La riposte de Cronstadt.

Naturellement, Cronstadt fit son possible pour riposter aux insinuations et aux calomnies bolchevistes. Par son journal et ses radios, le Comité Révolutionnaire faisait connaître aux masses laborieuses de Russie et du monde les véritables buts et aspirations du mouvement, en réfutant en même temps les mensonges du gouvernement communiste.

Ainsi, le numéro 4 des *Izvestia* du 6 mars reproduit l'appel radiodiffusé suivant du Comité Révolutionnaire :

À tous... À tous... À tous...

Camarades ouvriers, soldats rouges et marins !

Ici, à Cronstadt, nous savons combien vous souffrez - vous-mêmes, vos femmes et vos enfants affamés - sous le joug de la dictature des communistes.

Nous avons jeté bas le Soviet communiste. Dans quelques jours, notre Comité Révolutionnaire Provisoire procédera aux élections du nouveau Soviet, lequel, élu librement, reflétera bien la volonté de toute la population laborieuse et de la garnison et non celle d'une poignée de fous " communistes ".

Notre cause est juste. Nous sommes pour le pouvoir des Soviets et non des partis. Nous sommes pour l'élection libre des représentants des masses laborieuses. Les Soviets falsifiés, accaparés et manipulés par le parti communiste, ont toujours été sourds à nos besoins et à nos demandes ; la seule réponse que nous avons reçue fut la balle assassine.

Actuellement, la patience des travailleurs étant à bout, on veut vous fermer la bouche à l'aide d'aumônes ; par ordre de Zinovieff, les barrages sont supprimés dans la province de Petrograd et Moscou assigne 10 millions de roubles-or pour l'achat à l'étranger des vivres et des objets de première nécessité. Mais nous savons que le prolétariat de Petrograd ne se laissera pas acheter avec ces aumônes. Par-dessus les têtes des communistes, Cronstadt révolutionnaire vous tend la main et vous offre son aide fraternelle. Camarades ! Non seulement on vous trompe, mais on dénature impudemment la vérité, on s'abaisse jusqu'à la dissimulation la plus vile. Camarades, ne vous laissez pas faire !

A Cronstadt le pouvoir est exclusivement entre les mains des marins, des soldats et des ouvriers révolutionnaires, et non entre celles de " contre-révolutionnaires dirigés par un Kozlovsky ", comme essaie de vous le faire croire la radio mensongère de Moscou.

Ne tardez pas, camarades ! Unissez-vous à nous ! Entrez en contact avec nous ! Exigez que vos délégués sans parti soient autorisés à venir à Cronstadt. Eux seuls pourront vous dire la vérité et démasquer l'abjecte calomnie sur " le pain finlandais " et les menées de l'Entente.

Vive le prolétariat révolutionnaire des villes et des champs !

Vive le pouvoir des Soviets librement élus !

Dans le numéro 10 du 12 mars, nous lisons ceci :

Nos généraux

Les communistes insinuent que des généraux, des officiers blanc-gardistes et un curé se trouvent parmi les membres du Comité Révolutionnaire Provisoire.

Afin d'en finir une fois pour toutes avec ces mensonges, nous portons à leur connaissance que le Comité est composé des quinze membres suivants :

1. *Pétritchenko*, premier écrivain à bord du *Pétropavlovsk* ;
2. *Yakovenko*, téléphoniste du district de Cronstadt ;
3. *Ossossoff*, mécanicien du *Sébastopol* ;
4. *Arhipoff*, quartier-maître mécanicien ;
5. *Pérépelkine*, mécanicien du *Sébastopol* ;
6. *Patrouchev*, quartier-maître mécanicien du *Pétropavlovsk*
7. *Koupoloff*, premier aide-médecin ;
8. *Verchinine*, matelot du *Sébastopol* ;
9. *Toukine*, ouvrier électricien ;
10. *Romanenko*, garde des chantiers de réparation des navires ;
11. *Oréchine*, employé à la 3e Ecole technique ;
12. *Valk*, ouvrier charpentier ;
13. *Pavloff*, ouvrier aux ateliers des mines marines ;
14. *Baikoff*, charretier ;
15. *Kilgast*, timonier.

En reproduisant la même liste dans le numéro 12 du 14 mars, le journal termine par cette note ironique : Tels sont nos généraux : nos Broussiloff, Kameneff, etc. [39] Les gendarmes Trotski et Zinoviev vous cachent la vérité.

Dans leur campagne de calomnies, les bolcheviks cherchaient à défigurer non seulement l'esprit et le but du mouvement, mais aussi les actes de ceux de Cronstadt.

Ainsi, ils répandirent le bruit que les communistes de Cronstadt subissaient toutes sortes de violences de la part des " mutins ".

À plusieurs reprises, Cronstadt rétablit la vérité.

Au numéro 2 des *Izvestia* du 4 mars, on trouve la note suivante :

Le Comité Révolutionnaire Provisoire tient à démentir les bruits suivant lesquels les communistes arrêtés subiraient des violences. Les communistes arrêtés sont en complète sécurité.

Sur plusieurs communistes arrêtés, une partie a été, d'ailleurs, remise en liberté. Un représentant du parti communiste fera partie de la commission chargée d'enquêter sur les motifs d'arrestations. Les camarades communistes : Iliine, Kabanoff et Pervouchine se sont adressés au Comité Révolutionnaire et ont été autorisés à rendre visite aux détenus sur le navire *Pétropavlovsk*. Ce que ces camarades confirment en apposant ici leurs signatures. Signé : Iliine, Kabanoff, Pervouchine. - pour copie conforme, signé : N. Arhipoff, membre du Comité Révolutionnaire. - Pour le secrétaire, signé : P. Bogdanoff.

Ce numéro 2 publia également, sous la signature des mêmes communistes, un " Appel du bureau provisoire de la section de Cronstadt du Parti Communiste ". Pour des raisons compréhensibles, les termes de cet " Appel " adressé aux communistes sont prudents et vagues. Néanmoins, on y lit ceci :

N'accordez aucun crédit aux faux bruits qui affirment que des communistes responsables ont été fusillés et que les communistes ont l'intention de se rebeller à Cronstadt les armes à la main. Ce sont des mensonges propagés dans l'intention de provoquer l'effusion de sang. Le Bureau Provisoire du parti communiste reconnaît la nécessité des nouvelles élections du Soviet et il demande aux membres du parti communiste d'y participer. Le Bureau provisoire exhorte les membres du parti à rester à leurs postes et à ne pas mettre d'obstacle aux mesures du comité Révolutionnaire Provisoire. - Bureau provisoire de la section de Cronstadt du parti communiste, signé: J. Iliine, A. Kabanoff, F. Pervouchine.

Plusieurs ripostes ont lieu dans des notes brèves, paraissant de temps à autre sous le titre : *Leurs mensonges*.

Au numéro 7, du 9 mars, nous lisons :

Leurs mensonges

" Le commandant de l'armée qui opère contre Cronstadt, Toukhatchevsky, vient de communiquer à un collaborateur du *Commandant rouge* ce qui suit : Nous sommes informés que la population civile de Cronstadt ne reçoit presque pas de vivres.

" Le régiment des tirailleurs, en garnison à Cronstadt, refusa de se joindre aux mutins et résista à une tentative de désarmement.

" Les principaux meneurs de la rébellion s'appêtent à fuir en Finlande.

" Un marin transfuge de Cronstadt, sans parti, communique qu'au meeting des marins du 4 mars à Cronstadt, la parole a été prise par le général Kozlovsky. Dans son discours, il exigea un pouvoir ferme et une action décisive contre les partisans des Soviets.

"À Cronstadt. le moral est bas. La population est déprimée. Elle attend impatiemment la fin de la rébellion et demande à remettre les meneurs blanc-gardistes entre les mains du gouvernement soviétique."

Voilà ce que les communistes racontent sur les événements. Tels sont les moyens auxquels ils recourent afin de salir notre mouvement aux yeux du peuple laborieux.

Au numéro 12, du 14 mars :

Leurs mensonges.

Nous reproduisons textuellement les notes parues dans le numéro du 11 mars de la *Pravda* de Petrograd :

" *Lutte armée à Cronstadt.* - La communication suivante a été reçue hier à 8 h. du soir par le Comité de Défense du camarade Toukhatchevsky, commandant d'armée, actuellement à Oranienbaum :

" Une forte fusillade est entendue à Cronstadt : tirs de fusils et de mitrailleuses. À la jumelle, on voit des troupes menant une attaque en rangs dispersés, dirigée de Cronstadt vers les ateliers des mines situées au nord-est du fort " Constantin ". Il est à supposer que l'attaque a pour objet, soit le fort " Constantin ", soit des détachements révoltés contre les blanc-gardistes et retranchés aux environs des ateliers des mines. "

" *Un incendie à Cronstadt.* - Au moment où nous nous emparions du fort N., un grand incendie a été observé à Cronstadt. Une épaisse fumée enveloppait la ville "

" *Encore sur les inspireurs et les chefs de la rébellion.* - Un transfuge, qui quitta Cronstadt dans la nuit du 7 mars, a fait la communication suivante sur l'esprit et l'attitude des officiers blanc-gardistes :

" Ils sont d'une humeur très joviale. Ils ne se soucient nullement de l'effusion de sang qu'ils ont provoquée. Ils rêvent aux délices qui les attendent s'ils s'emparent de Petrograd. " Une fois Petrograd entre nos mains, il y aura au moins un demi-pound d'or par tête. Et si nous perdons, nous nous sauverons en Finlande ou l'on nous accueillera les bras ouverts. " Voilà ce que ces messieurs déclarent. Ils se sentent totalement maîtres de la situation. Et, en effet, ils le sont. Leur attitude vis-à-vis des marins ne diffère en rien de celle des vieux temps tzaristes. " Ça ce sont de vrais chefs, non pas comme les communistes, disent d'eux les marins. Il ne leur manque que des " épauettes dorées. "

" Nous portons à la connaissance de messieurs les officiers blanc-gardistes qu'ils ne doivent pas compter beaucoup sur une fuite en Finlande et qu'ils vont recevoir chacun, non pas de l'or, mais une bonne portion de plomb. "

Le *Journal Rouge* relate :

" Deux marins arrivés de Reval affirment que 150 bolcheviks ont été tués à Cronstadt. "

Voilà comment on écrit l'histoire. Et voilà comment les communistes s'efforcent de cacher la vérité au peuple au moyen de calomnies et de mensonges.

Au numéro 13, du 15 mars:

Leurs mensonges

Le *Journal Rouge* communique :

Oranienbaum, le 11 mars. - Il est confirmé qu'à Cronstadt les marins se sont révoltés contre les mutins.

Oranienbaum, le 12 mars. - Dans la journée d'hier, on a vu des hommes se faufiler, à travers les glaces, de Cronstadt vers le littoral de la Finlande. On a observé, également, des hommes qui se dirigeaient de la Finlande vers Cronstadt. Cela met hors de doute les liens entre Cronstadt et la Finlande.

Oranienbaum le 12 mars. - Les pilotes rouges qui ont survolé Cronstadt, hier, communiquent qu'on n'y voit presque personne dans les rues. Tout service de garde ou de liaison est absent. Aucun service de liaison avec la Finlande n'a été observé non plus.

Oranienbaum, le 11 mars. - Les transfuges de Cronstadt communiquent que le moral des marins y est très bas. Les chefs de la mutinerie ont perdu toute confiance dans les marins si bien que ces derniers ne sont plus admis au service de l'artillerie. Celle-ci est servie par des officiers qui détiennent le pouvoir réel. Les marins sont éliminés de presque partout.

Fusillades à Cronstadt. - Selon les informations reçues aujourd'hui, une intense fusillade a lieu à Cronstadt. On entend tirer des fusils et des mitrailleuses. Il faut croire qu'il s'agit d'une révolte.

Tout en accusant mensongèrement les gens de Cronstadt d'excès et de violences, les bolcheviks eux-mêmes en usaient d'une façon absolument ignoble.

Depuis trois jours - lisons-nous dans l'éditorial du n° 3 des *Izvestia* du 5 mars - Cronstadt s'est débarrassé de l'horrible pouvoir des communistes, comme la ville s'était débarrassée, il y a quatre ans de celui du tzar et de ses généraux.

Depuis trois jours, les citoyens de Cronstadt respirent librement, délivrés de la dictature du parti.

Les "chefs" communistes de Cronstadt se sont sauvés honteusement, tels des gamins en faute. Ils craignaient pour leur peau. Ils supposaient que le Comité Révolutionnaire Provisoire aurait recours aux méthodes préférées de la Tchéka : la mise à mort.

Vaines appréhensions !

Le Comité Révolutionnaire Provisoire n'exerce pas la vengeance. Il ne menace personne.

Tous les communistes de Cronstadt sont en liberté. Aucun danger ne les menace. Seuls ceux qui cherchaient à fuir et tombaient entre les mains de nos patrouilleurs ont été arrêtés. Mais même ceux-là se trouvent en sécurité, assurés contre la vengeance éventuelle de la population qui pourrait être tentée de leur faire payer la "terreur rouge".

Les familles des communistes sont hors de toute atteinte, comme le sont tous les citoyens. Face à cela, quelle est l'attitude des communistes?

Dans le tract qu'ils ont diffusé hier par avion, on lit que de nombreuses personnes ont été arrêtées à Petrograd : personnes n'ayant aucun rapport avec les événements de Cronstadt.

Il y a mieux : leurs familles mêmes sont jetées en prison.

Le Comité de défense, dit le tract, *déclare que tous ces prisonniers sont retenus comme otages pour les camarades arrêtés par les mutins à Cronstadt, particulièrement pour le commissaire de la flotte baltique, N. Kouzmine ; pour le président du Soviet de Cronstadt, le camarade Vassilieff et quelques autres. Les otages paieront de leur vie le moindre dommage souffert par nos Camarades arrêtés.*

C'est ainsi que le Comité de Défense termine sa proclamation.

C'est la rage des impuissants.

Torturer les familles innocentes, cet acte n'ajoutera pas de nouveaux lauriers à la renommée des camarades communistes. Et, de toute façon, ce n'est pas avec de pareils moyens qu'ils pourront reprendre le pouvoir que les ouvriers, marins et soldats rouges de Cronstadt leur ont arraché.

Cronstadt répondit par le radiogramme suivant reproduit au numéro 5 des *Izvestia* du 7 mars :

Au nom de la garnison de Cronstadt, le Comité Révolutionnaire Provisoire exige que les familles des ouvriers, marins et soldats rouges détenues comme otages par le Soviet de Petrograd soient mises en liberté dans le délai de vingt-quatre heures.

La garnison de Cronstadt déclare que les communistes jouissent à Cronstadt de leur pleine liberté et que leurs familles sont absolument hors de danger. L'exemple du Soviet de Petrograd ne sera pas suivi ici parce que nous considérons ces méthodes - la détention d'otages - comme les plus viles et infâmes même lorsqu'elles sont provoquées par une rage de désespoir. L'histoire ne connaît pas de semblable ignominie. - *Pétritchenko*, président du Comité Révolutionnaire Provisoire ; *Kilgast*, secrétaire.

D'une façon générale, le Comité de Défense sévissait à Petrograd, inondé de troupes venues de provinces et soumis au régime de terreur de "l'état de siège".

Le Comité prit des mesures systématiques pour " nettoyer la ville ". De nombreux ouvriers, soldats et marins suspects de sympathie pour Cronstadt furent emprisonnés. Tous les marins de Petrograd et divers régiments de l'armée, considérés " politiquement suspects ", furent envoyés en des régions lointaines.

Dirigé par son président Zinoviev, le Comité assumait le contrôle complet de la ville et de la province de Petrograd. Tout le district nord fut déclaré en état de guerre et toutes les réunions furent interdites. On prit des précautions extraordinaires pour protéger les institutions gouvernementales et on plaça des mitrailleuses dans l'hôtel " Astoria ", occupé par Zinoviev et les autres hauts fonctionnaires bolchevistes. Une grande nervosité régnait à Petrograd. De nouvelles grèves éclataient et on colportait de persistantes rumeurs sur des tumultes ouvriers qui auraient eu lieu à Moscou et sur des révoltes agraires qui se seraient produites dans l'Est et en Sibérie.

La population, qui ne pouvait pas avoir confiance dans la presse, écoutait avidement les bruits les plus excessifs, quoique manifestement faux. Tous les regards se portaient vers Cronstadt dans l'attente d'événements importants.

En attendant, des prescriptions collées aux murs ordonnaient le retour immédiat des grévistes à leurs usines, interdisaient la suspension du travail et prévenaient la population de ne pas se réunir dans les rues. " *En cas de rassemblement - y lisait-on - les troupes recourront aux armes et, en cas de résistance, l'ordre est de fusiller sur place.* "

Petrograd était dans l'impuissance d'agir. Soumise à la plus ignoble terreur, obligée de se taire, la capitale fondait tous ses espoirs sur Cronstadt.

9.4.7 La vie intérieure de Cronstadt pendant la lutte.

Sa presse. - Le sens et les buts de sa lutte.

Dès les premiers jours du mouvement, Cronstadt entreprit une œuvre d'organisation intérieure : œuvre intense et fiévreuse. La tâche était vaste et urgente. Il fallait faire face à de nombreux problèmes à la fois.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire, dont le siège se trouvait au début à bord du *Pétropavlovsk*, ne tarda pas à être transféré à la " Maison du Peuple ", dans le centre de Cronstadt, de façon qu'il fût, comme le disaient les *Izvestia*, " en contact plus suivi avec la population ".

D'autre part, le nombre de ses membres - cinq seulement au début - ayant été jugé insuffisant pour faire face à toutes les nécessités de l'heure, on le porta rapidement à quinze.

Les *Izvestia* publièrent le compte rendu des premiers actes du Comité dans les termes suivants (n° 3, du 5 mars) :

Vaincre ou mourir.

Une réunion des délégués. - Hier, 4 mars, à 6 heures du soir, a eu lieu, au Club de la garnison, une réunion des délégués des unités militaires et des syndicats, convoqués pour compléter le Comité Révolutionnaire Provisoire par l'élection d'autres membres, et pour entendre des rapports sur les événements en cours.

202 délégués, venus pour la plupart directement du lieu de leur travail, assistèrent à la réunion.

Le marin Pétritchenko, président, déclara que le Comité Révolutionnaire Provisoire, surchargé de travail, devait être complété au moins par dix nouveaux membres.

Sur vingt candidats proposés, la réunion élut à une majorité écrasante de voix les camarades : Verchinine, Pérépelkine, Koupoloff, Ossossoff, Valk, Romanenko, Pavloff, Baïkoff, Patroucheff et Kilgast.

Les nouveaux membres prirent place au bureau.

Ensuite Pétritchenko, président du Comité Révolutionnaire Provisoire, présenta un rapport détaillé sur l'activité du Comité depuis son élection à ce jour.

Le camarade Pétritchenko souligna que la garnison entière de la forteresse et des navires était prête au combat, le cas échéant. Il constata le grand enthousiasme qui animait toute la population laborieuse de la ville ouvriers, marins et soldats rouges.

Des applaudissements frénétiques accueillirent les nouveaux élus et le rapport du président.

La réunion passa ensuite aux affaires courantes.

Il s'est révélé que la ville et la garnison sont suffisamment pourvues en vivres et en combustibles, On examina la question de l'armement des ouvriers.

Il a été décidé que tous les ouvriers sans exception seront armés et chargés de la garde à l'intérieur de la ville, car tous les marins et soldats désiraient prendre leur place dans les détachements de combat. Cette décision souleva une approbation enthousiaste aux cris de : " La victoire ou la mort ! "

On décida ensuite de réélire, dans un délai de trois jours, les commissions administratives de tous les syndicats et aussi le Conseil des syndicats. Ce dernier devra être l'organe ouvrier dirigeant et se trouver en contact permanent avec le Comité Révolutionnaire Provisoire.

Ensuite, des camarades marins qui avaient pu s'échapper avec beaucoup de risques, de Petrograd, de Strelna, de Péterhof et d'Oranienbaum, firent des rapports d'information.

Ils constatèrent que la population et les ouvriers de toutes ces localités étaient maintenus par les communistes dans une ignorance totale de ce qui se passait à Cronstadt. Partout, des bruits étaient répandus qui disaient que des gardes blancs et des généraux opéraient à Cronstadt.

Cette communication souleva une hilarité générale.

Ce qui égaya encore plus la réunion, fut la lecture d'une sorte de " Manifeste " diffusé à Cronstadt par un avion communiste.

" Eh, oui ! cria-t-on. Nous avons ici un seul général : le commissaire de la flotte baltique, Kouzmine ! Et même, celui-ci est arrêté ! "

La réunion se termina par des vœux et des manifestations d'enthousiasme, démontrant la décision unanime et ferme de vaincre ou de mourir.

Mais il ne s'agissait pas seulement de l'activité du Comité et des divers organes créés : *la population tout entière* s'anima d'une vie intense et participa avec une énergie nouvelle à l'œuvre de reconstruction. L'enthousiasme révolutionnaire égalait celui des journées d'octobre. Pour la première fois depuis que le parti communiste s'était emparé de la Révolution, *Cronstadt se sentait libre*. Un nouvel esprit de solidarité et de fraternité avait réuni les marins, les soldats de la garnison, les ouvriers et les éléments divers dans un effort commun pour la cause de tous.

Les communistes eux-mêmes subirent la contagion de cette fraternité de toute la ville. Ils participèrent aux préparatifs pour les élections du Soviet de Cronstadt.

Les pages des *Izvestia* apportent d'abondantes preuves de cet enthousiasme général, réapparu dès que les masses sentirent avoir retrouvé, dans les Soviets libres, le véritable chemin de l'émancipation et l'espoir de faire aboutir la vraie Révolution.

Le journal abonde en notes, en résolutions, en appels de toute sorte, émanant de citoyens isolés ou de divers groupements et organismes, où se donnent libre cours cet enthousiasme, le sentiment de solidarité, le dévouement, le désir d'agir, d'être utile, de prendre part à l'œuvre commune.

Le principe : " Droits égaux pour tous, privilèges pour personne ", fut établi, et il fut maintenu rigoureusement.

La ration de vivres fut unifiée. Les marins qui, sous le régime bolcheviste, recevaient des rations beaucoup plus élevées que les ouvriers, décidèrent de ne pas accepter plus que ce qu'on donnait à l'ouvrier ou au citoyen. Les meilleures rations et les rations spéciales furent accordées uniquement aux malades et aux enfants.

Nous venons de dire que cet élan général gagna les communistes. Il bouleversa l'opinion de beaucoup des leurs.

Les pages des *Izvestia* contiennent de nombreuses déclarations de groupements et organisations communistes de Cronstadt qui condamnent l'attitude du gouvernement central et appuient la ligne de conduite et les mesures prises par le Comité Révolutionnaire Provisoire.

Mais il y a mieux que cela. Un très grand nombre de communistes de Cronstadt annoncèrent publiquement leur abandon du parti. Dans divers numéros des *Izvestia*, on publia des centaines de noms de communistes que leur conscience empêchait de rester dans le parti du bourreau " Trotski ", comme s'exprimaient quelques-uns. Les démissions du parti communiste furent bientôt si nombreuses que le journal, faute de place, dut renoncer à les annoncer immédiatement et déclara ne pouvoir les passer autrement qu'en les groupant, et cela selon les possibilités. On avait l'impression d'un exode général.

Quelques lettres prises au hasard, parmi une grande quantité d'autres, donnent un aperçu suffisant de ce revirement bien significatif.

Voici quelques-unes de ces lettres :

Je reconnais que la politique du parti communiste a conduit le pays à une impasse sans issue. Le parti est devenu bureaucratique. Il n'a rien appris et ne veut rien apprendre. Il refuse d'écouter la voix des masses et cherche à leur imposer sa propre volonté. (Pensons aux 115 millions de paysans !) Il ne veut pas comprendre que seules la liberté de parole et la possibilité pour les masses de participer à la reconstruction du pays à l'aide de procédés électoraux modifiés peuvent réveiller le peuple de sa léthargie.

Je refuse, dorénavant, de me considérer membre du parti communiste. J'approuve entièrement la résolution adoptée à la réunion de toute la population le 1^{er} mars, et je mets, par conséquent, mes aptitudes et mon énergie à la disposition du Comité Révolutionnaire Provisoire.

Je demande que soit publiée dans le journal la présente déclaration.

Herman Kanaïeff, officier de l'Armée rouge, fils d'un exilé du procès des 193. (*Izvestia* n° 3, du 5 mars.)
Camarades communistes de la base ! Regardez autour de vous et vous verrez que nous sommes embourbés dans un terrible marécage. Nous y avons été conduits par une poignée de " communistes " bureaucrates qui, sous le masque de communistes, se sont arrangés des nids bien chauds dans notre République.

Comme communiste, je vous en supplie : débarrassez-vous de ces faux " communistes " qui vous poussent vers le fratricide. C'est grâce à eux que nous autres, communistes de la base, qui ne sommes responsables de rien, nous subissons les reproches de nos camarades ouvriers et paysans sans parti.

Je suis effrayé de la situation actuelle.

Est-il possible que le sang de nos frères coule pour les intérêts de ces " communistes bureaucrates " ?
Camarades, revenez au bon sens ! Ne vous laissez pas faire par ces " communistes " bureaucrates qui vous provoquent et vous poussent à la boucherie. Mettez-les à la porte ! Un vrai communiste ne doit pas imposer son idée mais marcher avec toute la masse laborieuse, dans ses rangs mêmes.

Rojkali, membre du parti communiste russe (bolch.). (*Izvestia*, n° 4 du 6 mars.)

Vu qu'en réponse à la proposition des camarades de Cronstadt d'envoyer une délégation de Petrograd, Trotski et les chefs communistes ont envoyé les premiers obus et ont versé le sang, je demande que l'on ne me considère plus comme membre du parti communiste. Les discours des orateurs communistes m'ont fait tourner la tête, mais le geste des bureaucrates communistes me l'a remise en place.

Je remercie les bureaucrates communistes d'avoir dévoilé leur vrai visage et de m'avoir permis ainsi de voir mon égarement. J'étais un instrument aveugle entre leurs mains.

André Bratacheff, ex-membre du parti communiste n° 537.575, (*Izvestia*, n° 7, du 9 mars.)

Considérant que la terrible situation actuelle est le résultat des actes de l'insolente poignée de communistes solidement installés au sommet du parti, et ayant adhéré au parti sous la pression, comme militant de base j'observe avec horreur le fruit de leurs œuvres. Ce sont uniquement l'ouvrier et le paysan qui peuvent relever le pays conduit à la ruine. Or, le parti communiste qui est au pouvoir les a déplumés complètement. Pour cette raison, je quitte le parti et je donne mes forces à la défense des masses laborieuses.

L. Koroleff, commandant la 5e Batt., 4e Div., (*Izvestia*, n° 7, du 9 mars.)

Camarades ! Mes chers élèves des écoles industrielles, militaires rouges et navales!

J'ai vécu presque trente ans avec un profond amour du peuple. J'ai apporté la lumière et la science, dans la mesure de mes forces, à tous ceux qui en étaient avides et ceci jusqu'au dernier moment.

La Révolution de 1917 donna un nouvel élan à mon travail; mon activité augmenta ; je m'employai plus que jamais à servir mon idéal.

La consigne communiste : " Tout pour le peuple " m'inspira par sa noblesse et sa beauté et en février 1920 je devins candidat du parti communiste. Mais le premier coup de feu tiré contre le peuple pacifique, sur mes enfants chéris dont le nombre s'élève à 7.000 à Cronstadt, m'a fait frémir d'horreur à la pensée que je puisse être considérée comme complice dans l'effusion du sang de ces innocents.

Je sens que je ne puis plus croire ni propager l'idée qui s'est déshonorée par un acte criminel. Ainsi donc, depuis le premier coup de feu, je cesse de me considérer membre du parti communiste.

Maria Nikolaïevna Chatel ! Institutrice, (Izvestia, n° 8, du 10 mars.)

Vu qu'en réponse à la proposition des camarades de Cronstadt d'envoyer des délégués de Petrograd, Trotski envoya un avion chargé de bombes qu'on lança sur des femmes et des enfants innocents ; vu aussi que, partout, sévissent les fusillades d'honnêtes ouvriers, nous, communistes de la base de l'équipe électrique de la 3e région, profondément indignés par les actes de Trotski et de ses acolytes, et par leurs procédés de bêtes féroces, nous abandonnons le parti communiste et nous nous joignons à tous les honnêtes ouvriers dans la lutte commune pour l'émancipation des travailleurs. Nous demandons à être considérés comme des " hors parti ".

Suivent 17 signatures. (Izvestia, n° 8, du 10 mars.)

Pendant trois ans, j'ai travaillé à Cronstadt comme instituteur à l'école primaire et aussi dans des unités de l'armée et de la marine. J'ai marché toujours honnêtement avec les travailleurs de Cronstadt libre, leur sacrifiant toutes mes forces dans le domaine de l'instruction du peuple. Le vaste élan de la culture, annoncé par les communistes, la lutte de classe des travailleurs contre les exploités et la perspective de la construction soviétique m'ont entraîné dans les rangs du parti communiste dont je suis devenu candidat le 1^{er} février 1920. Depuis ma candidature, j'ai pu observer de multiples et importants défauts chez les sommités du parti. Je me suis rendu compte que ces dernières souillaient la belle idée du communisme. Les plus graves défauts, qui impressionnaient les masses très défavorablement, étaient : le bureaucratisme, la rupture entre le parti et les masses, les procédés dictatoriaux à l'égard de celles-ci, un grand nombre de suiveurs arrivistes, etc. Tous ces défauts creusaient un abîme insondable entre les masses et le parti, en transformant ce dernier en un organisme impuissant à lutter contre la débâcle intérieure du pays.

Les événements actuels ont mis à découvert les plaies les plus horribles du régime. Lorsque la population de Cronstadt, qui compte plusieurs milliers d'habitants, présenta aux " défenseurs des intérêts des travailleurs " des revendications tout à fait justes, les sommités bureaucratiques du parti communiste les rejetèrent et, au lieu d'une libre et fraternelle entente avec les travailleurs de Cronstadt, ouvrirent un feu fratricide contre les ouvriers, marins et soldats rouges de la ville révolutionnaire. Et - ce fut le comble - le lancement de bombes par avion sur des femmes et des enfants sans défense ajouta une belle épine à la couronne du parti communiste.

Ne voulant pas partager la responsabilité des actes barbares des communistes et n'approuvant pas la tactique de leurs sommités, qui aboutit à l'effusion de sang et à la grande misère des masses populaires, je déclare ouvertement que je ne me considère plus candidat du parti communiste et fais mien, entièrement, le mot d'ordre des travailleurs de Cronstadt : "Tout le pouvoir aux Soviets et non aux partis".

T. Denissoff, instituteur à la 2^e école primaire (Izvestia, n° 10, du 12 mars.)

Sans violence, ni effusion de sang, le pouvoir du parti communiste, qui avait perdu la confiance des masses, passa, à Cronstadt, aux mains des travailleurs révolutionnaires. Néanmoins, le gouvernement central recourut au blocus de Cronstadt. Il diffusa des proclamations et des radios mensongères, essayant d'imposer son pouvoir par la faim, le froid et la trahison.

Nous considérons une pareille tactique comme une trahison du principe essentiel de la Révolution Sociale : " Tout le pouvoir aux travailleurs ". Par cette trahison, les communistes au pouvoir se rangent du côté des ennemis des travailleurs, Pour nous, il n'y a plus maintenant qu'une seule issue : rester jusqu'au bout à nos postes et lutter farouchement contre tous ceux qui tenteront d'imposer leur pouvoir aux masses laborieuses par la violence, la trahison et la provocation. Nous rompons donc tout lien avec le parti.

Miloradovitch, Bezsonoff, Markoff, ex-membre du parti communiste, Fort " Totleben ". Izvestia, n° 10, du 12 mars.)

Révolté par les procédés du grand seigneur Trotski, qui n'hésita pas à rougir ses mains du sang de ses camarades ouvriers, je considère comme mon devoir moral de quitter le parti et de publier ma déclaration.

P. Grabégeff, candidat du parti, président du syndicat des ouvriers du bâtiment. (*Izvestia*, n° 10, du 12 mars.)

Enfin, quelques extraits édifiants, tirés d'autres déclarations du même genre. Ces extraits donnent une idée très nette de l'esprit et de la tendance qui régnaient dans tous les milieux :

Nous soussignés,....., avons adhéré au Parti Communiste, car nous le considérons comme une émanation de la volonté des masses laborieuses. Mais il s'est révélé, en réalité, bourreau des ouvriers et des paysans, etc.

(N° 5, du 7 mars).

Nous, candidats au parti communiste,....., déclarons unanimement que nous tenons, non pas au pouvoir, mais entièrement à la juste cause des travailleuses etc.

(N° 7, du 9 mars).

Les partis se sont préoccupés de la politique. Or, une fois la guerre civile terminée, tout ce qu'on demandait au parti c'était d'orienter le travail sur la voie de la vie économique, dans le sillage de la reconstruction de l'économie du pays ruiné.

Le paysan n'a pas besoin des commissaires pour comprendre qu'il faut donner du pain à la ville ; et l'ouvrier, à son tour, s'efforcera lui-même de fournir au paysan tout ce dont celui-ci a besoin pour son travail.

(N° 11, du 13 mars).

Résolution des prisonniers

Ce 14 mars, l'assemblée générale des coursanti, officiers et soldats rouges, au nombre de 240, faits prisonniers et internés au Manège, adopta la résolution suivante :

" Le 8 mars dernier, nous, coursanti, officiers et soldats rouges de Moscou et de Petrograd, reçûmes l'ordre de partir à l'attaque contre la ville de Cronstadt. On nous avait dit que les blanc-gardistes y avaient déclenché une mutinerie. Lorsque, sans faire usage de nos armes, nous nous sommes approchés des abords de la ville de Cronstadt et sommes entrés en contact avec les avant-gardes des marins et des ouvriers, nous avons compris qu'aucune mutinerie blanc-gardiste n'existait à Cronstadt, mais qu'au contraire les marins et les ouvriers avaient renversé le pouvoir absolutiste des commissaires. Aussitôt, nous sommes passés volontairement du côté de ceux de Cronstadt, et maintenant nous demandons au Comité Révolutionnaire de nous verser dans les détachements des soldats rouges combattants car nous voulons lutter parmi les vrais défenseurs des ouvriers et des paysans, et de Cronstadt et de toute la Russie. "

Nous estimons que le comité Révolutionnaire Provisoire a pris la bonne voie vers l'émancipation de tous les travailleurs et que seule l'idée de " tout le pouvoir aux Soviets et non aux partis " pourra mener l'œuvre commencée à bon port.

(N° 14, du 16 mars).

Nous, soldats de l'Armée Rouge du fort de " Krasnoarméietz ", sommes corps et âme avec le Comité Révolutionnaire. Nous défendrons jusqu'au dernier moment le Comité, les ouvriers et les paysans.

Que personne ne croie aux mensonges des proclamations communistes lancées par les avions. Nous n'avons ici ni généraux ni seigneurs. Cronstadt a toujours été la ville des ouvriers et des paysans, et elle continuera de l'être.

Les communistes disent que nous sommes menés par des espions. C'est un mensonge effronté. Nous avons toujours défendu les libertés conquises par la Révolution, et nous les défendrons toujours. Si l'on veut s'en persuader, qu'on nous envoie une délégation. Et quant aux généraux, ils sont au service des communistes.

Au moment actuel, quand le sort du pays est en jeu, nous qui avons pris le pouvoir en mains et avons remis le Commandement suprême au Comité Révolutionnaire, déclarons à la garnison entière et à tous les travailleurs que nous sommes prêts à mourir pour la liberté du peuple laborieux.

Libérés du joug communiste et de la terreur de ces trois années, nous préférons mourir plutôt que de reculer d'un seul pas.

Le détachement du fort de " Krasnoarméietz " (Izvestia, n° 5, du 7 mars.)

L'amour passionné pour la Russie *libre* et la foi illimitée dans les " *véritables Soviét*s " inspiraient Cronstadt. Jusqu'au bout, les " Kronstadtzi " espéraient être soutenus par toute la Russie, par Petrograd avant tout, et pouvoir réaliser ainsi la libération complète du pays.

Camarades marins, ouvriers et soldats rouges de la Ville de Cronstadt !

Nous, la garnison du fort de " Totleben ", vous envoyons nos fraternelles salutations à cette heure, grave et tragique, de notre glorieuse lutte contre le joug haï des communistes. Tous, nous sommes prêts, comme un seul homme, à mourir pour l'émancipation de nos frères qui souffrent : les paysans et les ouvriers de la Russie entière réenchaînés pour le maudit esclavage, par la violence et la tromperie. *Nous espérons que, bientôt, par un élan décisif, nous briserons en mille pièces le cercle des ennemis autour de la forteresse et porterons à travers notre pays souffrant la vraie vérité, la liberté.*

Cette note parut dans le *dernier numéro* des *Izvestia* des révoltés (n° 14), le 16 mars 1921. L'ennemi était aux portes de Cronstadt. Petrograd et le reste du pays, terrassés par un déploiement formidable de forces militaires et policières, se trouvaient manifestement dans l'impuissance de briser l'étau. Il ne restait presque plus d'espoir à l'héroïque poignée des défenseurs de la forteresse, attaquée par une nombreuse armée de " koursanti " aveuglément dévoués au gouvernement. Et, le lendemain même, Cronstadt devait tomber entre leurs mains. Mais, emportés par leur grand idéal, par la pureté de leurs motifs, par la foi fervente en l'imminente libération, ils continuaient à espérer et à lutter contre tout espoir.

Ce ne furent pas eux qui voulurent la lutte armée.

Ils cherchèrent à résoudre le conflit par des moyens pacifiques et fraternels : la réélection libre des Soviét ; une entente avec les communistes ; la persuasion ; la libre action des masses laborieuses.

La lutte fratricide leur fut imposée. Et, au fur et à mesure que les tragiques événements se précipitaient, ils étaient de plus en plus décidés à lutter jusqu'au bout pour leur noble et juste cause.

Un point significatif de leur attitude fut la façon dont ils entendaient accepter d'être aidés dans leur action.

Ils recevaient des propositions d'aide de divers côtés, notamment de la part des socialistes-révolutionnaires de droite. Mais ils refusaient toute aide venant de droite. Et quant aux courants de gauche, ils n'admettaient leur aide que sous une forme libre, sincère, dévouée, fraternelle et apolitique. Ils acceptaient la collaboration d'amis, mais non pas la pression. Ni le " diktat " [40].

Quatorze numéros des *Izvestia* du " Comité Révolutionnaire Provisoire " ont paru en tout pendant la révolte, du 3 au 16 mars.

La noble, l'ardente aspiration des révoltés à une vie nouvelle, vraiment libre, pour Cronstadt et pour toute la Russie, leurs espoirs, leur sublime dévouement et leur décision ferme de se défendre " jusqu'à la dernière goutte de sang " dans la lutte qui leur fut imposée, tous ces traits essentiels se reflètent fidèlement dans une série d'articles de leur journal où ils expliquaient leur position, formulaient leurs aspirations, cherchaient à persuader les aveugles et les trompés, répondaient, comme nous l'avons déjà vu, aux calomnies et aux actes des communistes.

Parcourons ces pages historiques, presque totalement inconnues. Elles devraient être lues et relues par les travailleurs de tous les pays. Ces documents devraient les faire réfléchir et les mettre en garde contre l'erreur fondamentale qui perdit la Révolution russe en 1917, et qui menace déjà la prochaine révolution dans d'autres pays : l'action sous l'égide des partis politiques ; la reconstruction d'un pouvoir politique ; l'instauration d'un nouveau gouvernement ; l'organisation d'un État centralisé, sous de nouvelles étiquettes vides de sens réel, telles que : " dictature du prolétariat ", " gouvernement prolétarien ", " État ouvrier et paysan ", etc. (Ces documents, comme l'épopée de Cronstadt elle-même, prouvent *jusqu'à l'évidence* que ce qui doit être vraiment *ouvrier et paysan*, ne peut être *ni gouvernemental ni étatiste*, et que ce qui est *gouvernemental et étatiste* ne peut être ni ouvrier ni paysan.

Le premier numéro du 3 mars 1921, contient, en plus de quelques renseignements et de petites notes administratives, le Manifeste " À la population de la Forteresse et de la Ville de Cronstadt " et la fameuse " Résolution " des marins, déjà cités.

Au n° 2 du 4 mars, dont nous avons, également, cité certaines déclarations et reproduit le radiogramme de Moscou, figure, parmi d'autres notes et dispositions administratives, le significatif " Appel " que voici :

À la population de la Ville de Cronstadt

Citoyens ! Cronstadt commence une âpre lutte pour la liberté. A tout instant, on peut s'attendre à une offensive des communistes dans le but de s'emparer de Cronstadt et de nous imposer à nouveau leur pouvoir qui nous a conduits à la famine, au froid et à la débâcle économique.

Tous, jusqu'au dernier, nous défendrons avec force et fermeté la liberté conquise. Nous nous opposerons au dessein de s'emparer de Cronstadt. Et si les communistes tentent de le faire par la force des armes, nous riposterons par une digne résistance.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire exhorte la population à ne pas s'émouvoir au cas où elle entendrait une fusillade.

Le calme et le sang-froid nous apporteront la victoire.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire.

Nous avons déjà puisé tout ce qu'il y a d'intéressant dans le n° 3 (du 5 mars), sauf les notes, déclarations et informations habituelles qui se renouvellent, d'ailleurs, dans chaque numéro. Ajoutons-y cependant cet entrefilet :

L'ordre complet règne à Cronstadt. Toutes les institutions fonctionnent normalement. Les rues sont animées. Pas un coup de fusil depuis trois jours.

Le n° 4 (du 6 mars) a été cité presque en entier (sauf, comme toujours, les notes et dispositions administratives et économiques concernant les cartes, les rations, etc., ainsi que les diverses déclarations dont nous avons donné de multiples exemples).

Nous croyons toutefois utile de reproduire l'éditorial de ce numéro :

Les mains calleuses des marins et des ouvriers de Cronstadt ont arraché le gouvernail des mains des communistes et se sont emparé de la barre.

Le navire du pouvoir soviétique sera conduit d'une manière alerte et sûre vers Petrograd d'où ce pouvoir des mains calleuses devra s'étendre sur la Russie malheureuse.

Mais, camarades, prenez garde !

Décuplez votre vigilance, car la route est semée d'écueils. Un coup de barre imprudent, et votre navire, avec sa charge si précieuse pour vous - celle de la construction sociale - peut s'échouer sur un rocher.

Camarades, surveillez de près les abords du gouvernail : les ennemis cherchent déjà à l'approcher. Une seule faute, et ils vous arracheront le gouvernail, et le navire soviétique pourra couler sous le rire triomphal des laquais tzaristes et des valets de la bourgeoisie.

Camarades, en ce moment vous vous réjouissez de la grande et pacifique victoire sur la dictature des communistes. Or, vos ennemis s'en réjouissent aussi.

Les raisons de cette joie, chez vous et chez eux, sont opposées.

Vous êtes animés d'un désir ardent de rétablir le véritable pouvoir des Soviets, d'un noble espoir de voir l'ouvrier exercer un travail libre et le paysan jouir du droit de disposer, sur sa terre, des produits de son travail. Eux, ils rêvent de rétablir le knout du tsarisme et les privilèges des généraux.

Vos intérêts sont différents. Ils ne sont pas vos compagnons de route.

Vous aviez besoin de vous débarrasser du pouvoir des communistes pour vous mettre au travail créateur et à la construction pacifique. Eux, ils veulent renverser ce pouvoir pour que les ouvriers et les paysans redeviennent leurs esclaves.

Vous recherchez la liberté. Eux, ils veulent vous enchaîner à leur manière.

Soyez vigilants ! Ne laissez pas les loups sous une peau d'agneau s'approcher du gouvernail.

L'éditorial du n° 6 (du 7 mars) :

Le " feld-maréchal " Trotski menace Cronstadt tout entier, libre et révolutionnaire, révolté contre l'absolutisme des commissaires communistes.

Les travailleurs, qui ont jeté bas le joug honteux de la dictature du parti communiste, sont menacés par ce nouveau genre de Trépoff [41] d'une débâcle militaire. Il promet de bombarder la population pacifique

de Cronstadt. Il répète l'ordre de l'autre : " Pas d'économies de balles ! " Il doit en avoir en quantité pour les marins, les ouvriers et les soldats rouges révolutionnaires.

Car lui, le dictateur de la Russie soviétique violée par les communistes, se moque pas mal du sort des masses laborieuses, l'essentiel étant que le pouvoir reste entre les mains de son parti !

Il a le culot de parler au nom de la Russie soviétique. Il promet la grâce !

Lui, le sanguinaire Trotski, chef des " cosaques " communistes qui versent sans pitié des torrents de sang pour le bien de l'absolutisme du parti, lui, l'étouffeur de tout esprit libre, il ose tenir ce langage à ceux de Cronstadt, qui tiennent avec audace et fermeté le drapeau rouge !

Les communistes espèrent rétablir leur absolutisme au prix du sang des travailleurs et des souffrances de leurs familles emprisonnées. Ils veulent obliger les marins, les ouvriers et les soldats rouges révoltés à tendre à nouveau leur cou. Ils rêvent de s'y installer solidement et de continuer leur néfaste politique qui a précipité toute la Russie laborieuse dans l'abîme du désordre, de la famine et de la misère.

On en a assez ! Les travailleurs ne se laisseront plus tromper ! Communistes, vos espoirs sont vains et vos menaces n'ont pas d'effet.

La dernière vague de la Révolution des travailleurs est en marche. Elle balayera les ignobles imposteurs et calomniateurs de la surface du pays des Soviets, souillé de leurs œuvres. Et quant à votre grâce, monsieur Trotski, nous n'en avons pas besoin !

Dans le même numéro nous lisons cette note :

Nous n'exerçons pas la vengeance.

L'oppression des masses laborieuses par la dictature communiste a produit une indignation et un ressentiment parfaitement naturels parmi la population. Comme conséquence de cet état de choses, quelques personnes apparentées aux communistes furent boycottées ou congédiées. Ceci ne doit plus se produire. Nous ne cherchons pas la vengeance : nous défendons nos intérêts ouvriers. Il faut agir avec sang-froid et éliminer uniquement ceux qui, par le sabotage ou par une campagne calomniatrice, empêchent la restauration du pouvoir et des droits des travailleurs.

Nous y trouvons aussi l'article que voici :

Nous et eux.

Ne sachant pas comment conserver le pouvoir qui leur échappe, les communistes emploient les plus viles provocations. Leur presse immonde a mobilisé toutes ses forces pour exciter les masses populaires et pour présenter le mouvement de Cronstadt comme une conspiration des gardes blancs. En ce moment, leur cénacle de malfaiteurs stigmatisés lance dans le monde le slogan " Cronstadt s'est vendu à la Finlande ". Leurs journaux vomissent le feu et le poison. Ayant échoué dans la tâche de convaincre le prolétariat que Cronstadt est aux mains des contre-révolutionnaires, ils s'efforcent maintenant de jouer sur le sentiment national.

Tous les pays connaissent déjà par nos radios les raisons pour lesquelles la garnison et les ouvriers de Cronstadt luttent. Mais les communistes cherchent à dénaturer le sens des événements, espérant ainsi induire en erreur nos frères de Petrograd.

Petrograd est étroitement cerné par les baïonnettes des " coursanti " et des " gardes " du parti. Le Maliuta Skouratoff [42] -Trotski - ne laisse pas venir à Cronstadt les ouvriers et les soldats rouges sans parti. Il craint qu'ils ne découvrent la vérité et que la vérité ne balaie immédiatement les communistes. Car, alors, les mains calleuses des masses ouvrières aux yeux dessillés prendront le pouvoir.

C'est la raison pour laquelle le Soviet de Petrograd n'a pas répondu à notre radio demandant que fussent envoyés à Cronstadt des camarades véritablement impartiaux.

Craignant pour leur peau, les chefs communistes étouffent la vérité et échafaudent mensonges sur mensonges : " Les gardes blancs sont à l'œuvre de Cronstadt "... " Le prolétariat de Cronstadt s'est vendu à la Finlande et aux espions français "... " Les Finlandais ont déjà organisé une armée pour s'emparer de Petrograd avec l'aide des rebelles de Cronstadt ", etc.

Nous n'avons qu'une seule chose à répondre à tout cela : Tout *le pouvoir aux Soviets !* Otez vos mains de là : vos mains rouges du sang des martyrs de la liberté qui luttèrent contre les gardes blancs, les propriétaires et la bourgeoisie !

Enfin, nous trouvons dans le même numéro une véritable " profession de foi " de ceux ; de Cronstadt : leur programme et le testament qu'ils ont légué aux masses laborieuses des révolutions à venir. Leurs aspirations et leurs espérances y sont exposées clairement et définitivement. Voici ce document :

Les buts pour lesquels nous combattons.

En faisant la Révolution d'Octobre, la classe ouvrière avait espéré obtenir son émancipation. Mais il en résulta un esclavage encore plus grand de l'individualité humaine.

Le pouvoir de la monarchie policière passa aux mains des usurpateurs - les communistes - qui, au lieu de laisser la liberté au peuple, lui réservèrent la peur des geôles de la Tchéka, dont les horreurs dépassent de beaucoup les méthodes de la gendarmerie tzariste.

Au bout de longues années de luttes et de souffrances, le travailleur de la Russie soviétique n'a obtenu que des ordres impertinents, des coups de baïonnettes et le sifflement des balles des " cosaques " de la Tchéka. De fait, le Pouvoir communiste a substitué à l'emblème glorieux des travailleurs - la faucille et le marteau - cet autre symbole : la baïonnette et la grille, ce qui a permis à la nouvelle bureaucratie, aux commissaires et aux fonctionnaires communistes de s'assurer une vie tranquille et sans soucis.

Mais ce qui est le plus abject et le plus criminel, c'est l'esclavage spirituel instauré par les communistes : ils mirent la main aussi sur la pensée, sur la vie morale des travailleurs. Obligant chacun à penser uniquement suivant leur formule.

A l'aide des syndicats étatisés, ils attachèrent l'ouvrier à la machine et transformèrent le travail en un nouvel esclavage au lieu de le rendre plaisant.

Aux protestations des paysans, allant jusqu'à des révoltes spontanées ; aux réclamations des ouvriers, obligés par les conditions mêmes de leur vie de recourir à des grèves, ils répondent par des fusillades en masse et par une férocité qu'auraient envié les généraux tzaristes.

La Russie des travailleurs, la première qui leva le drapeau rouge de l'émancipation du travail, est reniée dans le sang des martyrs pour la plus grande gloire de la domination communiste. Les communistes noient dans cette mer de sang toutes les grandes et belles promesses et possibilités de la Révolution prolétarienne.

Il devenait de plus en plus clair, et il devient maintenant évident que le parti communiste n'est pas, comme il feignait de l'être le défenseur des travailleurs. Les intérêts de la classe ouvrière lui sont étrangers. Après avoir obtenu le pouvoir, il n'a qu'un seul souci : de ne pas le perdre. Aussi considère-t-il que tous les moyens lui sont bons : diffamation, tromperie, violence, assassinat, vengeance sur les familles, des rebelles.

Mais la patience des travailleurs martyrisés est à bout.

Le pays s'illumine çà et là par l'incendie des rébellions dans la lutte contre l'oppression et la violence. Les grèves ouvrières se multiplient.

Les limiers bolchevistes veillent. On prend toutes les mesures pour embêter et étouffer l'inévitable troisième Révolution.

Malgré tout, elle est venue. Elle est réalisée par les masses laborieuses elles-mêmes. Les généraux du communisme voient bien que c'est le peuple qui s'est soulevé, convaincu qu'il est de leur trahison aux idées de la Révolution. Craignant pour leur peau et sachant qu'ils ne pourront se cacher nulle part pour échapper à la colère des travailleurs, les communistes cherchent à terroriser les rebelles, avec l'aide de leurs " cosaques ", par la prison, l'exécution et autres atrocités. Sous le joug de la dictature communiste, la vie même est devenue pire que la mort.

Le peuple laborieux en révolte a compris que dans la lutte contre les communistes et contre le régime de servage rétabli on ne peut s'arrêter à mi-chemin. Il faut aller jusqu'au bout. Les communistes feignent d'accorder des concessions ; ils enlèvent les barrages dans la province de Petrograd ; ils assignent 10 millions de roubles-or pour l'achat de produits l'étranger. Mais qu'on ne s'y trompe pas : c'est la poigne de fer du maître, du dictateur, qui se cache derrière cet appât ; du maître qui, le calme revenu, fera payer cher ses concessions.

Non, pas d'arrêt à mi-chemin ! Il faut vaincre ou mourir !

Cronstadt la Rouge, terreur de la contre-révolution de gauche comme de droite, en donne l'exemple.

C'est ici que la grande poussée nouvelle de la Révolution fut réalisée. Ici fut hissé le drapeau de la révolte contre la tyrannie des trois dernières années, contre l'oppression de l'autocratie communiste qui fit pâlir les trois siècles du joug monarchiste.

C'est ici, à Cronstadt, que fut scellée la pierre fondamentale de la *troisième Révolution* qui brisera les dernières chaînes du travailleur et lui ouvrira la nouvelle et large route de l'édification socialiste.

Cette nouvelle révolution secouera les masses laborieuses de l'Orient et de l'Occident. Car elle montrera l'exemple d'une nouvelle construction socialiste en opposition à la " Construction " communiste, mécanique et gouvernementale. Les masses laborieuses de l'autre côté de nos frontières seront alors convaincues par les faits que tout ce qui a été fabriqué chez nous jusqu'à présent, au nom des ouvriers et paysans, n'était pas le socialisme.

Le premier pas dans ce sens est fait sans un seul coup de fusil, sans répandre une seule goutte de sang. Les travailleurs n'ont pas besoin de sang. Ils n'en feront couler qu'en cas de légitime défense. Malgré tous les actes révoltants des communistes, nous aurons assez de maîtrise de nous-mêmes pour nous borner à les isoler de la vie sociale afin de les empêcher de nuire au travail révolutionnaire par leur fausse et malveillante agitation.

Les ouvriers et les paysans vont de l'avant, irrésistiblement. Ils laissent derrière eux la Constituante avec son régime bourgeois, et la dictature du parti communiste avec sa Tchéka et son capitalisme d'État qui resserre le nœud autour du cou des travailleurs et menace de les étrangler.

Le changement qui vient de se produire offre enfin aux masses laborieuses la possibilité de s'assurer des Soviets librement élus et qui fonctionneront sans aucune pression violente d'un parti. Ce changement leur permettra aussi de réorganiser les syndicats étatisés en associations libres d'ouvriers, de paysans et de travailleurs intellectuels.

La machine policière de l'autocratie communiste est enfin brisée.

Nous empruntons au n° 7, du 9 mars, deux brefs articles. L'un, de polémique, est intitulé :

Ecoute, Trotski !

Dans leurs radios, les communistes ont déversé des tonneaux d'ordures sur les animateurs de la troisième Révolution, qui défendent le véritable pouvoir des Soviets contre l'usurpation et l'arbitraire des commissaires.

Nous ne l'avons jamais caché à la population de Cronstadt. Toujours, nous avons rendu publiques ces attaques calomniatrices, dans nos *Izvestia*.

Nous n'avons rien à craindre. Les citoyens savaient comment la révolte s'était produite et par qui elle avait été faite.

Les ouvriers et les soldats rouges savent qu'il n'existe, dans la garnison, ni généraux ni gardes blancs.

De son côté, le Comité Révolutionnaire Provisoire a envoyé à Petrograd une radio exigeant l'élargissement des otages détenus par les communistes dans des prisons surpeuplées : ouvriers, marins et leurs familles, et aussi la mise en liberté des détenus politiques.

Notre seconde radio proposait de faire venir à Cronstadt des délégués sans parti qui, ayant vu sur place ce qui se passait chez nous, pourraient dire la vérité aux masses laborieuses de Petrograd.

Eh bien, les communistes, qu'ont-ils fait ?

Ils ont caché cette radio aux ouvriers et aux soldats rouges.

Quelques unités des troupes du " feld-maréchal " Trotski, passées de notre côté, nous ont remis des journaux de Petrograd. Dans ces journaux, pas un seul mot de nos radios !

Et pourtant, il n'y a pas bien longtemps, ces tricheurs, habitués à jouer avec des cartes biseautées, criaient qu'il ne fallait pas avoir de secrets pour le peuple, même pas de secrets diplomatiques !

Ecoute, Trotski ! Tant que tu réussiras à échapper au jugement du peuple, tu pourras fusiller des innocents par paquets. Mais il est impossible de fusiller la vérité.

Elle finira par se frayer un chemin. Toi et tes " cosaques " vous serez obligés alors de rendre des comptes.

L'autre article, constructif, fut publié pour ouvrir la discussion sur le sujet traité :

La réorganisation des syndicats.

Sous la dictature des communistes les tâches des syndicats et de leurs commissions administratives sont réduites au minimum.

Pendant les quatre années du mouvement syndical révolutionnaire en Russie " socialiste ", nos syndicats n'avaient aucune possibilité d'être des organismes de classe.

Ce ne fut nullement de leur faute. Telle fut, en effet, la conséquence de la politique du parti dirigeant, cherchant à éduquer les masses par la méthode centraliste, " communiste ".

En fin de compte, le travail des syndicats se réduisit à des écritures et des correspondances absolument inutiles dont le but était d'établir le nombre des membres de tel ou tel syndicat et de fixer, ensuite, la spécialité de chaque adhérent, sa situation par rapport au parti, etc.

Et quant à l'activité économique d'un genre coopérateur, quant aussi à l'éducation culturelle des ouvriers membres des syndicats, rien n'a été entrepris dans ce sens.

C'est tout à fait naturel. Car, si l'on avait donné aux syndicats le droit à une vaste activité indépendante, tout le système centraliste de la construction entreprise par les communistes devait fatalement s'écrouler, ce qui eût abouti à la démonstration de l'inutilité des commissaires et des " sections politiques ".

Ce furent ces défauts qui détachèrent les masses des syndicats, ceux-ci s'étant finalement transformés en noyaux de gendarmerie qui entravaient toute activité vraiment syndicale des classes laborieuses.

Une fois la dictature du parti communiste renversée, le rôle des syndicats devra changer radicalement. Les syndicats et leurs commissions administratives une fois réélus devront remplir une grande et urgente tâche d'éducation des masses en vue d'une rénovation économique et culturelle du pays. Ils devront animer leur activité d'un souffle nouveau, purifiant. Ils auront à devenir de véritables émanations des intérêts du peuple.

La République Soviétique Socialiste ne pourra être forte que lorsque son administration sera exercée par les classes laborieuses, à l'aide des syndicats rénovés.

A l'œuvre donc, camarades ouvriers ! Bâtissons les nouveaux syndicats, libres de toute emprise : là est notre force.

Le n° 8, du 10 mars, a trait surtout aux événements d'ordre militaire : l'attaque de Cronstadt par les communistes et sa défense.

Le n° 9 (11 mars) publie un ardent appel : " Aux camarades ouvriers et paysans ", dont nous extrayons ces quelques passages essentiels :

Cronstadt a commencé une lutte héroïque contre le pouvoir odieux des communistes, pour l'émancipation des ouvriers et des paysans.

(...)

Tout ce qui se passe actuellement fut préparé par les communistes eux-mêmes : par leur œuvre de sang et de ruine, qui dure depuis trois ans. Les lettres qui nous parviennent de la campagne sont remplies de plaintes et de malédictions à l'égard des communistes. Nos camarades rentrés de permission, soulevés de colère et d'indignation, nous ont raconté les horreurs perpétrées par les bolcheviks sur toute détendue du pays. D'ailleurs, nous-mêmes nous avons vu, entendu et senti tout ce qui se passait autour de nous. Une immense, une déchirante clameur de détresse nous parvenait des champs et des villes de l'énorme Russie. Elle alluma dans nos cœurs l'indignation et arma nos bras.

Nous ne voulons pas le retour au passé. Nous ne sommes ni valets de la bourgeoisie, ni mercenaires de l'Entente. Nous sommes pour le pouvoir de tous les travailleurs, mais non pour l'autorité déchaînée et tyrannique d'un seul parti quelconque.

Ce ne sont ni Koltchak, ni Dénikine, ni Youdénitch qui opèrent à Cronstadt : Cronstadt est entre les mains des travailleurs.

Le bon sens et la conscience des simples marins, soldats et ouvriers de Cronstadt ont enfin trouvé les paroles et le chemin qui nous permettront de sortir de l'impasse.

(...)

Au début, nous voulions tout arranger par la voie pacifique. Mais les communistes n'ont pas voulu céder. Plus que Nicolas II, ils s'accrochent au pouvoir, prêts à noyer le pays entier dans le sang, pourvu qu'ils règnent en autocrates.

Et voici que, maintenant, Trotski, ce mauvais génie de la Russie, lance sur nous nos frères. Des centaines de leurs cadavres couvrent déjà la glace autour de la forteresse. Depuis quatre jours on s'acharne dans la

lutte, le canon tonne, le sang fraternel coule. Depuis quatre jours, les héros de Cronstadt repoussent victorieusement toutes les attaques des ennemis.

Tel un épervier, Trotski plane sur notre héroïque ville. Mais Cronstadt tient toujours. Tous, nous sommes prêts à mourir plutôt que de capituler.

Nos ennemis opèrent avec des "koursanti", des gardes communistes spéciaux et des troupes amenées de loin, trompées et menacées de mitrailleuses par derrière.

(...)

Camarades ouvriers ! Cronstadt lutte pour vous, pour les affamés, pour ceux qui sont transis de froid, pour ceux qui sont en loques et sans abri.

Tant que les bolcheviks resteront au pouvoir on ne verra pas une vie meilleure.

Vous supportez tout cela.

Au nom de quoi ? Uniquement pour que les communistes vivent dans la jouissance et pour que les commissaires engraisent ? Leur accordez-vous encore confiance ?...

En informant le Soviet de Petrograd que le gouvernement avait assigné des millions de roubles-or pour l'achat de divers produits, Zinoviev calcula que chaque ouvrier en aurait pour 50 roubles. Voilà camarades ouvriers, le prix par tête pour lequel la clique bolcheviste espère vous acheter.

(...)

Camarades paysans ! C'est vous que le Pouvoir bolcheviste a trompés et dépouillés le plus. Où est la terre que vous aviez reprise aux propriétaires, après y avoir rêvé depuis des siècles ? Elle est entre les mains des communistes, ou exploitée par les Sovkhoz. Et quant à vous, il vous reste à la regarder et à vous en lécher les lèvres.

On vous a pris tout ce qu'on a pu vous enlever. Vous êtes voués au pillage, à la ruine complète. Vous êtes épuisés par le servage bolcheviste. On vous a obligés à faire docilement la volonté de vos nouveaux maîtres en vous affamant, en vous plombant la bouche, en vous laissant dans la plus crasseuse misère.

Camarades ! Ceux de Cronstadt ont levé le drapeau de la révolte dans l'espoir que des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans répondraient à leur appel.

Il faut que l'aube qui vient de poindre à Cronstadt se convertisse en soleil brillant sur toute la Russie.

Il faut que l'explosion de Cronstadt ranime la Russie entière et en premier lieu Petrograd.

Nos ennemis ont rempli les prisons d'ouvriers. Mais de nombreux sincères et audacieux sont encore en liberté.

Camarades, levez-vous pour la lutte contre l'absolutisme des communistes !

Au même numéro, cette note dont voici quelques passages :

Les yeux se sont ouverts.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire et la rédaction des *Izvestia* sont submergés par une avalanche de déclarations des communistes qui abandonnent leur parti.

Que signifie cette fuite éperdue ?

Serait-ce la peur d'une vengeance du peuple travailleur qui a arraché le pouvoir aux bolcheviks ?

Non, mille fois non !

On a dit à une ouvrière venue nous faire la même déclaration : " Que de fuyards ! ". Elle s'indigna et riposta. " Nous ne fuyons pas : nos yeux se sont ouverts ! "

Le sang des travailleurs, qui a rougi la glace du golfe de Finlande pour le bon plaisir des fous défendant leur Pouvoir, ce sang a ouvert les yeux au peuple.

Tous ceux qui gardent encore un brin d'honnêteté fuient éperdument la bande des démagogues.

Il ne reste plus, dans cette bande, que les malhonnêtes et les criminels : les commissaires de tous les grades, les tchékistes et les " sommités " engraisés au compte des ouvriers et des paysans affamés, les poches remplies d'or, après avoir cambriolé les palais, les musées et tout ce que le peuple avait conquis avec son sang.

Toute cette racaille espère encore quelque chose.

En vain ! Le peuple, qui sut jeter bas le joug du tsarisme et des gendarmes, saura aussi se débarrasser des chaînes du servage communiste.

Les yeux du peuple laborieux se sont ouverts.

Le n° 10, du 12 mars, ne contient rien de plus saillant que ce qui a déjà été cité précédemment.

Relevons, cependant, ces quelques lignes dans un article intitulé : " Les étapes de la Révolution " :

Un nouveau servage - communiste - s'est implanté. Le paysan fut transformé en serf dans l'économie " soviétique ". L'ouvrier devint simple salarié dans les usines de l'État. La couche laborieuse intellectuelle fut à peu près exterminée. Ceux qui voulurent protester furent jetés dans les geôles de la Tchéka. Et ceux qui continuaient à remuer furent tout simplement collés au mur. La Russie tout entière a été transformée en un immense bagne.

Le n° 11 du 13 mars, s'occupe principalement des événements militaires. Il publie aussi des déclarations et des appels pareils aux autres.

Au n° 12, du 14 mars, nous trouvons le curieux article que voici :

Il faut hurler avec les loups.

On pouvait s'attendre à ce que Lénine, au moment de la lutte des travailleurs pour leurs droits foulés aux pieds, ne fût pas hypocrite et sût dire la vérité.

C'est que, dans leur idée, les ouvriers et les paysans séparaient Lénine, d'un côté, de Trotski et Zinoviev, de l'autre.

On ne croyait pas un seul mot de Zinoviev ou de Trotski ; mais quant à Lénine, la confiance en lui n'était pas encore perdue.

Mais...

Le 8 mars, commença le X^e Congrès du Parti Communiste Russe. Lénine y répéta tous les mensonges sur Cronstadt en révolte. Il déclara que le mot d'ordre du mouvement était " la liberté du commerce ". Il ajouta, certes, que " le mouvement était pour les Soviets, mais contre la dictature des bolcheviks " ; mais il n'omit pas d'y mêler " les généraux blancs et les éléments anarchistes petits-bourgeois ".

Ainsi, en disant des vilenies, Lénine s'embrouilla lui-même. Il laissa échapper l'aveu que la base du mouvement était la lutte pour le pouvoir des Soviets, contre la dictature du parti. Mais, troublé, il ajouta :

"C'est une contre-révolution d'un autre genre. Elle est extrêmement dangereuse, quelque insignifiantes que puissent paraître, à première vue, les corrections qu'on pense apporter à notre politique."

Il y a de quoi se troubler. Le coup porté par Cronstadt révolutionnaire est dur. Les meneurs du parti sentent que la fin de leur autocratie est proche.

Le grand trouble de Lénine perce à travers tout son discours sur Cronstadt. Le mot " danger " y revient à tout instant.

Il dit, par exemple, textuellement ceci :

" Il faut en finir avec ce danger petit-bourgeois, très dangereux pour nous car, au lieu d'unir le prolétariat, il le désunit ; il nous faut le maximum d'unité. "

Oui, le chef des communistes est obligé de trembler et de faire appel " au maximum d'unité ". Car la dictature des communistes et le parti lui-même accusent une grave fissure.

De façon générale, était-il possible à Lénine de dire la vérité ?

Récemment, dans une réunion communiste contradictoire sur les syndicats, il dit :

" Tout cela n'ennuie à la mort. J'en ai par-dessus la tête. Indépendamment de ma maladie, je serais heureux de lâcher tout et de fuir n'importe où ! "

Mais ses partenaires ne le laisseront pas fuir. Il est leur prisonnier. Il doit calomnier comme eux. Et, d'autre part, toute la politique du parti est gênée par l'action de Cronstadt. Car Cronstadt exige, non pas " la liberté de commerce ", mais le vrai pouvoir des Soviets.

Le même numéro publie une Sévère philippique contre Zinoviev :

Vains espoirs

On lit dans la *Pravda* de Petrograd du 11 mars une lettre de Zinoviev aux camarades sans parti.

Cet impudent goujat constate avec regret que les ouvriers communistes se font de plus en plus rares dans les usines de Petrograd. Et il en conclut que " les communistes doivent à tout prix entraîner dans l'œuvre soviétique les ouvriers et ouvrières honnêtes hors parti ".

Que le nombre des communistes soit tombé bien bas dans les usines, c'est tout à fait naturel : tout le monde fuit le parti des traîtres. Il est naturel également que les tchékistes s'efforcent de domestiquer les

ouvriers hors parti par tous les moyens, surtout en les entraînant dans le marécage de la collaboration avec les communistes.

" Commençons donc, avec ordre et méthode, écrit ce provocateur, à attirer les hors parti, systématiquement, dans le travail. "

Mais quel ouvrier honnête voudra adhérer à cette bande de pillards, de commissaires et de tchékistes ? Les ouvriers comprennent très bien que ces gendarmes nouveau style cherchent à étouffer les murmures de la masse laborieuse et à endormir sa vigilance à l'aide de certaines avances et concessions, uniquement pour, plus tard, la serrer davantage dans l'étau.

Les ouvriers voient de quelle façon leurs camarades hors parti sont traités, en ce moment, par les communistes à Cronstadt.

" Dernièrement, pleurniche Zinoviev, nous avons même eu un gros malentendu avec l'usine Baltique. Mais si cette usine réalise, la première, le plan envisagé et montre ainsi l'exemple aux autres, beaucoup d'erreurs lui seront pardonnées ".

Là, le provocateur s'est trahi lui-même.

En effet, il y a à peine quelques jours, les communistes assuraient les ouvriers de Cronstadt, par leurs radios, que tout allait à merveille à Petrograd et que l'usine Baltique travaillait normalement. Et voici que, brusquement, apparaissent de " gros malentendus " et une invitation à montrer l'exemple " à d'autres usines ".

Il se passe donc quelque chose dans " d'autres usines " aussi ?

Mais alors, Zinoviev ne nous trompait-il pas à ce moment-là où nous trompe-t-il maintenant ?

Afin de gagner les bonnes grâces des ouvriers de la Baltique, les communistes leur promettent tous les biens de la terre :

" Nous mettrons des ouvriers aux postes les plus importants pour le moment : au ravitaillement, aux combustibles, au contrôle des institutions, etc.

" Nous donnerons aux ouvriers hors parti les moyens de prendre une part des plus actives, par l'intermédiaire de leurs délégués, aux achats, avec de l'or, des produits alimentaires à l'étranger, pour permettre aux ouvriers de Petrograd de traverser la période difficile.

" Nous entamerons une lutte énergique contre le bureaucratisme dans nos établissements

" Nous nous réprimanderons, nous nous critiquerons quelque peu les uns les autres ; mais quant au principal, à l'essentiel, nous finirons toujours par nous entendre. "

C'est ainsi que Zinoviev chante aujourd'hui, doucereux et caressant. Il fait entendre aux ouvriers des paroles mielleuses pour les endormir et pour détacher leur attention des coups de canon tirés contre leurs frères de Cronstadt.

Pourquoi donc les communistes n'en ont-ils jamais parlé jusqu'à présent ? Pourquoi n'ont-ils pas agi de la sorte au cours de leur règne qui dure depuis bientôt quatre ans ?

C'est très simple : ils ne pouvaient réaliser cela auparavant. Et ils ne pourront pas, non plus, le réaliser maintenant.

Nous connaissons la valeur de leurs promesses et même de leurs contrats (" chiffons de papier ").

Non, l'ouvrier ne vendra pas sa liberté et le sang de ses frères pour tout l'or du monde.

Que Zinoviev abandonne donc le projet creux de " s'entendre " !

Maintenant que les frères de Cronstadt se sont levés pour défendre la vraie liberté, les ouvriers n'ont qu'une seule réponse à donner aux communistes : provocateurs et bourreaux, lâchez vite le pouvoir, tant qu'il vous est encore possible de déguerpier. Ne vous bercez pas de vains espoirs !

Enfin, nous trouvons dans le même numéro un Appel du Comité révolutionnaire Provisoire, dont nous extrayons ce passage :

En s'emparant du pouvoir, le Parti Communiste vous promettait le bien-être.

Or, que voyons-nous ?

Il y a trois ans, on nous disait : " Vous pourrez rappeler vos représentants et réélire vos Soviets quand vous voudrez. "

Mais quand nous, ceux de Cronstadt, avons exigé, justement la réélection des Soviets libres de la pression du parti, le nouveau Trépoff [43] - Trotski - lança l'ordre : " Pas d'économie de balles ! "

Quelle trahison !

Nous avons exigé aussi qu'on laisse les travailleurs de Petrograd nous envoyer une délégation pour qu'on puisse voir quels sont nos généraux et qui dirige le mouvement.

Cette délégation ne vient pas. Les communistes craignent qu'une délégation n'apprenne la vérité et ne vous la fasse connaître.

Dans le n° 13, du 15 mars (l'avant-dernier numéro des *Izvestia* des révoltés), cet éditorial :

Maison de commerce Lénine, Trotski et C°

Elle a bien travaillé la Maison de commerce Lénine, Trotski et Cie.

La criminelle politique absolutiste du parti communiste au pouvoir a conduit la Russie à l'abîme de la misère et de la ruine.

Après cela, il serait temps de prendre sa retraite. Hélas ! Les larmes et le sang versés par les travailleurs paraissent encore insuffisants.

Au moment même de la lutte historique, audacieusement entamée par Cronstadt révolutionnaire pour les droits du peuple travailleur, bafoués et piétinés par les communistes, une volée de corbeaux s'est décidée à tenir son " Xe Congrès du parti ". Elle y trame les moyens de continuer, avec encore plus de malice et de succès, son œuvre fratricide.

Leur effronterie atteint la perfection. D'une façon tranquille, ils parlent des " concessions commerciales ". Lénine déclare très simplement ceci :

" Nous commençons à réaliser le principe des concessions. Le succès de cette entreprise ne dépend pas de nous. Mais nous devons faire notre possible ". Et par la suite, il avoue que les bolcheviks ont mis la Russie Soviétique dans un joli pétrin :

" Car, dit-il, nous ne pourrions pas reconstruire le pays sans recourir à la technique étrangère si nous voulons rattraper économiquement, dans une certaine mesure, les autres pays. Les circonstances nous ont obligés à acheter à l'étranger, non seulement des machines, mais aussi du charbon qui, pourtant, abonde chez nous. Nous aurons encore à l'avenir, poursuit-il, à faire de nouveaux sacrifices pour avoir des objets de consommation courante et aussi le nécessaire pour l'économie agraire. "

Où sont donc les fameuses réalisations économiques au nom desquelles on transforma l'ouvrier en esclave de l'usine d'État et le paysan laboureur en serf des sovkhoz ?

Ce n'est pas tout. En parlant de l'agriculture, Lénine promet encore plus de " bien-être " si les communistes continuent leur " fonctionnarisme économique " (ce fut son expression).

" Et si nous réussissons un jour à reconstituer çà et là les grandes économies rurales et la grande industrie, continue-t-il, ce ne sera qu'en imposant de nouveaux sacrifices à tout producteur, sans rien lui donner en échange ".

Tel est le " bien-être " que fait espérer le chef des bolcheviks à tous ceux qui voudront porter docilement le joug de l'absolutisme des commissaires.

Il avait rudement raison, ce paysan qui déclara au VIII^e Congrès des Soviets :

" Tout va très bien... Seulement, si la terre est à nous, le pain est à vous ; l'eau est à nous, mais le poisson est à vous ; les forêts sont à nous, mais le bois est à vous..."

À part ça, le travailleur ne doit pas s'en faire.

Lénine promet bien " d'accorder quelques faveurs aux petits patrons, d'élargir quelque peu les cadres de l'économie libre ".

"Comme le " bon vieux seigneur", il prépare " quelques faveurs " afin de serrer le cou des travailleurs davantage, plus tard, dans l'étau de la dictature du parti. On le voit bien par cet aveu : " Certes, on ne pourra pas se passer de la contrainte, car le pays est fatigué et dans une misère terrible. "

C'est net : on pourra bien enlever sa dernière chemise à un miséreux.

C'est ainsi que Lénine conçoit la tâche de la construction : concessions commerciales en haut, impôts en bas.

Toujours dans le même numéro, cet édifiant coup d'éveil rétrospectif :

Les bienfaits de la " Commune ".

" Camarades ! Nous allons construire une vie nouvelle et belle ". Ainsi parlaient, ainsi écrivaient les communistes.

" Nous allons détruire le monde de la violence et nous construirons un monde nouveau, socialiste, de toute beauté ". Ainsi chantaient-ils au peuple.

Voyons quelle est la réalité.

Toutes les meilleures maisons, tous les meilleurs appartements sont réquisitionnés pour des bureaux et des sous-bureaux des institutions communistes. Ainsi seuls les bureaucrates se voient installés d'une façon agréable, confortable, spacieuse. Le nombre des logements habitables a diminué. Les ouvriers sont restés là où ils étaient. Ils y vivent maintenant serrés à l'extrême dans une condition pire qu'auparavant.

Les maisons, n'étant pas entretenues, se délabrent. Le chauffage se détraque. Les vitres brisées ne sont pas remplacées. Les toitures se disjoignent et l'eau commence à couler à travers. Les clôtures s'effondrent. Les tuyaux sont à moitié crevés. Les cabinets ne fonctionnent pas et leur contenu envahit les appartements, ce qui oblige les citoyens à aller satisfaire leurs besoins dans la cour ou chez les voisins. Les escaliers restent sans éclairage ; ils sont pleins de crasse. Les cours sont remplies d'ordures, du fait que les fosses d'aisance, les poubelles, les vidanges et les égouts ne sont ni réparés ni vidés. Les rues sont sales. Les trottoirs, jamais réparés, sont malpropres et glissants. Il y a danger à marcher dans les rues.

Pour obtenir un logement, il faut avoir un bon " tuyau " au Bureau des logements, sans quoi il ne faut pas y songer. Seuls les favorisés possèdent des appartements convenables.

Pour les vivres, c'est encore pire. Des fonctionnaires irresponsables et ignorants ont laissé se perdre des milliers de tonnes de produits. Les pommes de terres distribuées sont toujours gelées ; la viande, au printemps et en été, toujours avariée. Jadis, on se gardait de donner aux cochons ce qu'aujourd'hui les citoyens obtiennent des " constructeurs de la belle vie nouvelle ".

Ce fut " l'honnête poisson soviétique " - le hareng - qui sauva la situation pendant assez longtemps. Mais voici que lui-même commence à faire défaut.

Les boutiques Soviétiques sont au-dessous de celles des usines, de triste mémoire, où les industriels patrons faisaient écouler toute sorte de camelote, et où les ouvriers esclaves ne pouvaient rien dire.

Pour détruire la vie familiale, nos gouvernants ont inventé des restaurants collectifs.

Quel est le résultat ?

La nourriture y est encore moins potable. Les produits sont volés de toute manière avant d'arriver aux citoyens qui ne reçoivent que les restes. La nutrition des enfants est un peu meilleure, mais encore très insuffisante. Le lait, surtout, manque. Pour leurs propres sovkhoz, les communistes ont réquisitionné à la population paysanne toutes les vaches laitières. Du reste, la moitié des bêtes périrent avant d'arriver au lieu de destination. Le lait des vaches qui survécurent va d'abord aux gouvernants, ensuite aux fonctionnaires. Les restes seuls parviennent aux enfants.

Mais le plus dur est de se vêtir et de se chauffer. On porte ou on échange les habits portés autrefois. Presque rien n'est distribué. (Par exemple, un des syndicats distribue actuellement des boutons : un bouton et demi par tête. N'est-ce pas se moquer du monde ?) Quant aux chaussures, elles sont introuvables.

La route du paradis communiste est belle.

Mais peut-on la parcourir sans semelles ?

Cependant, il existe bien des fissures où s'échappe tout le nécessaire. Les gens de l'entourage des soi-disant " Coopératives " et les gouvernants possèdent tout. Ils ont leurs propres restaurants et des rations spéciales. Ils ont aussi à leur disposition les " Bureaux des bons " qui distribuent des biens selon les bonnes grâces des commissaires.

On a fini par comprendre que cette " commune " a sapé et complètement désorganisé le travail producteur. Alors, tout désir de travailler, tout intérêt au travail ont disparu. Cordonniers, tailleurs, plombiers, etc., ont tout abandonné et se sont dispersés. Ils servent comme gardes, courriers, etc.

Tel est le paradis que les bolcheviks ont entrepris de construire.

À la place de l'ancien, s'établit un nouveau régime d'arbitraire d'insolence, d " amitiés ", de favoritisme, de vol et de spéculation, régime terrible où l'on est obligé de tendre la main vers l'autorité pour chaque

morceau de pain, pour chaque bouton ; régime où l'on n'appartient pas à soi-même, où l'on ne peut disposer de soi-même ; régime d'esclavage et d'avilissement.

Au n° 14, le dernier, du 16 mars 1921, consacré surtout aux péripéties de la lutte, de plus en plus acharnée, et aux affaires en cours, nous empruntons ce dernier article, encore rétrospectif qui complète le précédent :

Le soi-disant " Socialisme ".

En faisant la Révolution d'octobre, les marins, les soldats rouges, les ouvriers et les paysans versaient leur sang pour le pouvoir des Soviets, pour l'édification d'une République des Travailleurs.

Le Parti Communiste a pris bonne note des aspirations des masses. Ayant inscrit sur sa bannière des slogans alléchants qui enthousiasmaient les travailleurs, il les a entraînés dans la lutte et leur a promis de les conduire dans le beau royaume du Socialisme que seuls les bolcheviks sauraient édifier.

Naturellement, une joie infinie s'empara des ouvriers et des paysans. " Enfin, l'esclavage sous le joug des agrariens et des capitalistes va entrer dans le domaine des légendes ", pensaient-ils. Il semblait que le temps était venu d'un libre travail dans les campagnes, dans les usines et les fabriques. Il semblait que le pouvoir allait passer aux mains des travailleurs.

Par une propagande adroite, des enfants du peuple laborieux étaient attirés dans les rangs du parti où on les soumettait à une discipline rigoureuse.

Par la suite, se sentant bien en forces, les communistes, progressivement, éliminèrent du pouvoir d'abord les socialistes d'autres tendances ; après quoi, ils repoussèrent de nombreux postes de l'État les ouvriers et les paysans eux-mêmes, tout en continuant à gouverner en leur nom.

Les communistes substituèrent ainsi au pouvoir qu'ils avaient usurpé la tutelle des commissaires avec tout l'arbitraire du pouvoir personnel. Contre toute raison, et contrairement à la volonté des travailleurs, ils commencèrent alors à construire obstinément un socialisme étatique, avec des esclaves, au lieu de bâtir une société basée sur le travail libre.

L'industrie étant totalement désorganisée, malgré le " contrôle ouvrier ", les bolcheviks réalisèrent la " nationalisation des usines et des fabriques ". D'esclave du capitaliste, l'ouvrier fut transformé en esclave des entreprises d'État. Bientôt, cela ne suffit plus. On projeta l'application du système Taylor.

Toute la masse des laboureurs fut déclarée ennemie du peuple et assimilée aux " koulaks ". Très entreprenants, les communistes se mirent alors à ruiner les paysans et à instaurer des exploitations soviétiques, c'est-à-dire des propriétés du nouveau profiteur agrarien : l'État. C'est tout ce que les paysans obtinrent du socialisme bolcheviste, au lieu du travail libre sur la terre libérée qu'ils avaient espéré.

En échange du pain et du bétail, presque entièrement réquisitionnés, on obtint les razzias des tchékistes et les fusillades en masse. Beau système d'échange pour un État des travailleurs : du plomb et la baïonnette en place du pain !

La vie du citoyen devint monotone et banale à la mort, réglée d'après les prescriptions des autorités. Au lieu d'une vie animée par le travail libre et par la libre évolution des individus, naquit un esclavage inouï, incroyable. Toute pensée indépendante, toute critique juste des actes des gouvernants criminels devinrent des crimes, châtiés de la prison et souvent de la mort.

La peine de mort, cette honte de l'humanité, s'épanouit dans " la patrie socialiste ".

Tel est le beau royaume du socialisme où la dictature du parti communiste nous a conduits.

Nous avons obtenu le Socialisme d'État, avec des Soviets de fonctionnaires qui votent docilement ce que l'autorité et ses commissaires infaillibles leur dictent.

Le mot d'ordre : " Celui qui ne travaille pas ne mange pas ", a été modifié sous ce beau régime " des Soviets " : " Tout pour les commissaires ! " Et quant aux ouvriers, paysans et travailleurs intellectuels, eh bien, ils n'ont qu'à accomplir leur travail dans l'ambiance d'une prison.

Cela devint insupportable. Cronstadt révolutionnaire brisa, la première, les chaînes et enfonça les grilles de la prison. Elle lutte pour la véritable République Soviétique des travailleurs où le producteur lui-même deviendra le maître des produits de son labeur et en disposera comme il voudra.

Pour terminer cette documentation, notons que la plupart des numéros des *Izvestia* des révoltés portaient en manchette des mots d'ordre qui précisaient leurs revendications et leurs sentiments. En voici quelques échantillons :

TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS ET NON AUX PARTIS !
LE POUVOIR DES SOVIETS LIBÉRERA LES TRAVAILLEURS DES CHAMPS DU JOUG DES COMMUNISTES.

LÉNINE DIT : " LE COMMUNISME, C'EST LE POUVOIR DES SOVIETS PLUS L'ELECTRIFICATION ", MAIS LE PEUPLE A CONSTATE QUE LE COMMUNISME BOLCHEVISTE C'ETAIT L'ABSOLUTISME DES COMMISSAIRES PLUS LES FUSILLADES. LES SOVIETS, ET NON PAS LA CONSTITUANTE, SONT LE REMPART DES TRAVAILLEURS. VIVE CRONSTADT ROUGE AVEC LE POUVOIR DES SOVIETS LIBRES !

9.5 Le dernier acte

9.5.1 L'attaque de Cronstadt. - Sa dernière lutte. - La fin de son indépendance.

Il nous reste à traiter le dernier acte de la tragédie : l'attaque de Cronstadt, sa défense héroïque, sa chute. Dans le n° 5 des *Izvestia*, du 7 mars, nous trouvons les détails des pourparlers concernant l'envoi d'une délégation de Petrograd à Cronstadt aux fins d'information. Voici ce que nous lisons :

Les pourparlers au sujet d'une délégation.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire a reçu de Petrograd le radiotélégramme suivant :

" Faites savoir par radio à Petrograd si l'on peut envoyer de Petrograd à Cronstadt quelques délégués du Soviet pris parmi des sans-parti et des membres du parti, pour savoir de quoi il s'agit "

Le Comité Révolutionnaire Provisoire répondit immédiatement par radio :

Radiotélégramme au Soviet de Petrograd. - Ayant reçu la radio du Soviet de Petrograd demandant " si l'on peut envoyer de Petrograd à Cronstadt quelques délégués du Soviet pris parmi des sans-parti et des membres du parti, pour savoir de quoi il s'agit ", nous vous informons que :

Nous n'avons pas confiance dans l'indépendance de vos sans-parti.

Nous proposons d'élire, en présence d'une délégation des nôtres, des délégués sans parti des usines, des unités rouges et des marins. Vous pouvez y ajouter quinze pour cent de communistes. Il est désirable d'avoir la réponse indiquant la date d'envoi des représentants de Cronstadt à Petrograd et des délégués de Petrograd à Cronstadt le 6 mars, à 18 heures. En cas d'impossibilité de répondre dans ce délai, nous demandons d'indiquer votre date et les motifs du retard.

Les moyens de déplacement devront être assurés à la délégation de Cronstadt.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire.

Cependant à Petrograd de persistantes rumeurs laissaient entendre que le gouvernement se préparait à des opérations militaires contre Cronstadt. Mais la population n'y croyait pas : la chose paraissait trop répugnante, invraisemblable.

Les ouvriers de Petrograd ne savaient rien de ce qui se passait à Cronstadt. Les seules informations étaient données par la presse communiste, et ses bulletins parlaient toujours du " général tsariste Kozlovsky qui avait organisé la rébellion contre-révolutionnaire à Cronstadt ".

La population attendait avec anxiété la session convoquée par le Soviet de Petrograd, qui devait décider de l'attitude à adopter.

Le Soviet se réunit le 4 mars. Seuls, les membres convoqués pouvaient assister à cette réunion ; c'étaient, généralement, des communistes.

Voici en quels termes l'anarchiste Alexandre Berkman, qui put assister à cette réunion, la décrit dans son excellente étude sur la révolte de Cronstadt, étude dont il a puisé la documentation à la même source authentique que nous utilisons pour notre exposé : aux *Izvestia* du Comité Révolutionnaire Provisoire, aux documents soviétiques et aux témoignages contrôlés [44] :

En tant que président du Soviet de Petrograd, Zinoviev déclara la session ouverte et prononça un long discours sur la situation à Cronstadt.

J'avoue que j'étais allé à cette réunion plutôt disposé en faveur du point de vue de Zinoviev : l'assemblée était alertée en raison des indices d'une tentative contre-révolutionnaire à Cronstadt.

Mais le discours de Zinoviev suffit pour me convaincre que les accusations communistes contre les marins étaient une pure invention, sans la moindre ombre de véracité. J'ai entendu parler Zinoviev en

différentes occasions ; une fois ses prémisses acceptées, il avait le don de convaincre. Mais à cette réunion, son attitude, son argumentation, son ton, ses manières, tout reflétait la fausseté de ses assertions, le manque de sincérité. La protestation de sa propre conscience me paraissait patente.

L'unique " pièce à conviction " contre Cronstadt était la fameuse Résolution du 1^{er} mars. Ses revendications étaient justes et même modérées. C'est en s'appuyant sur ce document et sur la dénonciation véhémement, presque hystérique, de Kalinine contre les marins, que le pas fatal fut décidé. La résolution contre Cronstadt, préparée à l'avance et présentée par Yevdokimoff - bras droit de Zinoviev - fut acceptée. Les délégués étaient surexcités par un excès d'intolérance et par une sorte de férocité sanguinaire. L'acceptation de la motion belliqueuse eut lieu dans un grand tumulte et au milieu des protestations de plusieurs délégués des fabriques de Petrograd et du représentant des marins. La résolution déclarait Cronstadt coupable de sédition contre-révolutionnaire, elle exigeait sa reddition immédiate.

C'était une déclaration de guerre.

Beaucoup de communistes eux-mêmes se refusaient à croire qu'on exécuterait ladite résolution. Il paraissait monstrueux d'attaquer avec la force armée " l'orgueil et la gloire de la Révolution russe " pour employer le qualificatif que Trotski avait décerné autrefois aux marins de Cronstadt. Dans les cercles d'amis intimes, beaucoup de communistes sensés menaçaient de se séparer du parti si un acte aussi sanguinaire se consommait ".

Le jour suivant, 5 mars, Trotski publia son ultimatum à Cronstadt. L'ultimatum fut transmis à la population de Cronstadt par radio et parut dans le même n° 5 des *Izvestia* du 7 mars, à côté des deux radios sur l'envoi d'une délégation. Naturellement tous pourparlers au sujet de celle-ci furent rompus.

Voici le document :

Le gouvernement ouvrier et paysan a décrété que Cronstadt et les navires en rébellion doivent se soumettre immédiatement à l'autorité de la République Soviétique.

J'ordonne, par conséquent, à tous ceux qui levèrent la main contre la patrie socialiste de poser les armes sans délai. Les récalcitrants devront être désarmés et remis aux autorités soviétiques. Les commissaires et les autres représentants du gouvernement qui sont arrêtés doivent être remis en liberté sur le champ. Seuls ceux qui se seront rendus sans conditions pourront compter sur un acte de grâce de la République Soviétique.

Je donne simultanément l'ordre de préparer la répression de la révolte et la soumission des marins par la force armée. Toute la responsabilité des dommages que la population pacifique pourrait souffrir de ce fait retombera entièrement sur la tête des mutins blanc-gardistes.

Cet avertissement est définitif.

Signé : *Trotski*, Président du Conseil militaire révolutionnaire de la République ; *Kameneff*, Commandant en chef.

Cet ultimatum fut suivi d'un ordre de Trotski contenant la menace historique : " Je vous abattrai comme des perdrix ".

Quelques anarchistes de Petrograd, encore en liberté tentèrent un dernier effort pour inciter les bolcheviks à renoncer à attaquer Cronstadt. Ils considéraient de leur devoir, devant la Révolution, de tenter cet ultime effort pour empêcher le massacre imminent de l'élite révolutionnaire de la Russie : les marins et les ouvriers de Cronstadt. Ils envoyèrent le 5 mars une protestation au Comité de Défense, soulignant les intentions pacifiques et les justes revendications de Cronstadt, rappelant aux communistes l'histoire révolutionnaire héroïque des marins et proposant un moyen de résoudre le conflit, moyen digne de camarades et de révolutionnaires.

Voici le document [45] :

Au comité du Travail et de Défense de Petrograd.

Au président Zinoviev.

Garder maintenant le silence est impossible et même criminel. Les événements qui viennent de se produire nous obligent, comme anarchistes, à parler franchement et à préciser notre attitude devant la situation actuelle.

L'esprit de mécontentement et d'inquiétude chez les ouvriers et les marins est le résultat de faits qui exigent la plus sérieuse attention. Le froid et la faim ont engendré le mécontentement ; l'absence de la moindre possibilité de discussion et de critique oblige les marins et les ouvriers à déclarer formellement leurs griefs.

Les bandes de gardes-blancs voudront et pourront exploiter ce mécontentement dans leur propre intérêt de classe. Se cachant derrière les marins, ils réclament l'Assemblée constituante, le commerce libre et autres avantages du même genre.

Nous, anarchistes, avons fait connaître depuis longtemps le fond trompeur de ces revendications, et nous déclarons devant tous que nous lutterons les armes à la main contre toute tentative contre-révolutionnaire, avec tous les amis de la Révolution Sociale et aux côtés des bolcheviks.

En ce qui concerne le conflit entre le gouvernement soviétique et les ouvriers et marins, nous sommes d'avis qu'il devrait être liquidé non par les armes, mais au moyen d'un accord révolutionnaire fraternel, dans un esprit de camaraderie. Recourir à l'effusion de sang de la part du gouvernement soviétique, dans la situation actuelle, n'intimiderait ni ne pacifierait les ouvriers ; au contraire, cela servirait seulement à augmenter la crise et à renforcer les œuvres de l'Entente et de la contre-révolution

Et, ce qui est le plus important, l'emploi de la force par le gouvernement ouvrier et paysan contre des ouvriers et paysans provoquera une répercussion désastreuse sur le mouvement révolutionnaire international. Il en résultera un dommage incalculable pour la Révolution Sociale.

Camarades bolcheviks, réfléchissez avant qu'il soit trop tard ! Vous êtes à la veille de faire le pas décisif. Nous vous soumettons la proposition suivante : élire une commission de cinq membres comprenant des anarchistes. Cette commission ira à Cronstadt pour résoudre le conflit par des moyens pacifiques. Dans la situation présente, c'est la méthode la plus radicale. Elle aura une importance révolutionnaire internationale.

Signé : *Alexandre Berkman, Emma Goldman, Perkus, Pétrovsky.*

Petrograd, le 5 mars 1921.

" Zinoviev, dit A. Berkman, fut informé que ce document allait être soumis au Comité de Défense. Il envoya un représentant personnel le chercher. J'ignore si cet appel fut discuté au Comité. Ce qui est certain, c'est que rien ne fut décidé à ce sujet. "

Le 6 mars, Trotski acheva les préparatifs pour l'attaque. Les divisions les plus fidèles prélevées sur tous les fronts, les régiments de "koursanti", les détachements de la Tchéka et les unités militaires composées de communistes, furent concentrés dans les forts de Sestroretsk, de Lissy Noss et de Krasnaïa Gorka [46], ainsi que dans les positions fortifiées du voisinage. Les meilleurs techniciens militaires furent envoyés sur le théâtre des opérations pour établir le plan de blocus et d'attaque de Cronstadt. Toukhatchevsky fut désigné comme commandant en chef des troupes.

Le 7 mars, à 6 h. 45 de l'après-midi, les batteries de Sestroretsk, de Lissy Noss et de Krasnaïa Gorka commencèrent à bombarder Cronstadt.

Une avalanche d'obus, de bombes et aussi de proclamations arrogantes, jetées par des avions, s'abattit sur la ville. À plusieurs reprises, "la bande de corbeaux" installée à Krasnaïa Gorka : Trotski, Toukhatchevsky, Dybenko et autres, lança l'ordre de s'emparer de la forteresse assiégée, par un foudroyant assaut. Ces tentatives restèrent vaines. Les attaques les plus furieuses furent repoussées par les vaillants défenseurs. Le bombardement ne créa pas la moindre panique dans la Ville. Au contraire, il attisa la colère de la population et raffermi sa volonté de résister jusqu'au bout.

Le n° 6 des *Izvestia* (8 mars) fait, pour la première fois, état de la nouvelle situation. Il porte en tête cette manchette : **LE PREMIER COUP DE FEU DE TROTSKI EST LE SIGNAL DE DÉTRESSE DES COMMUNISTES.**

Le Comité Révolutionnaire Provisoire publia ensuite son premier "communiqué" que voici :

A 6 h. 45 du soir, les batteries des communistes à Sestroretsk et à Lissy Noss ont, les premières, ouvert le feu contre les forts de Cronstadt.

Les forts relevèrent le défi et, rapidement réduisirent les batteries au silence.

Ce fut ensuite la " Krasnaïa Gorka " qui ouvrit le feu. Elle reçut une digne réponse du navire de ligne *Sébastopol*.

Une canonnade espacée continue.

De notre côte, deux soldats rouges ont été blessés et admis à l'hôpital.

Aucun dégât matériel.

Cronstadt, le 7 mars 1921.

Ce communiqué fut suivi d'une note : *Le premier coup de feu*

Ils ont commencé à bombarder Cronstadt. Eh bien, nous sommes prêts ! Mesurons nos forces !

Ils ont hâte d'agir. On le comprend ; malgré tous les mensonges des communistes, les travailleurs russes commencent à comprendre la grandeur de l'œuvre de libération, entamée par Cronstadt révolutionnaire après trois ans d'esclavage.

Les bourreaux sont inquiets. La Russie Soviétique, victime de leur terrible aberration, s'échappe de leur prison. Et, du même coup, ils sont obligés de renoncer à leur domination sur le peuple travailleur.

Le gouvernement des communistes lance le signal de détresse. Les huit jours d'existence de Cronstadt libre prouvent leur impuissance.

Encore un peu, et une digne réponse de nos glorieux navires et forts révolutionnaires fera couler le bateau des pirates soviétiques forcés d'accepter le combat avec Cronstadt révolutionnaire battant le pavillon : " Le pouvoir aux Soviets et non aux partis ".

Ensuite venait cet appel : *Que le monde sache !*

Le Comité Révolutionnaire Provisoire a envoyé ce jour le radiogramme suivant : **À tous... À tous... À tous...**

Le premier coup de canon vient d'être tiré. Le " feld-maréchal " Trotski, taché du sang des ouvriers, fut le premier à tirer sur Cronstadt révolutionnaire qui se leva contre l'autocratie des communistes afin de rétablir le véritable pouvoir des Soviets.

Sans avoir répandu une seule goutte de sang, nous nous sommes libérés, nous soldats rouges, marins et ouvriers de Cronstadt, du joug des communistes. Nous avons laissé la vie à ceux des leurs qui étaient parmi nous. Ils veulent maintenant nous imposer à nouveau leur pouvoir, par la menace des canons.

Ne voulant aucune effusion de sang, nous avons demandé que fussent envoyés ici des délégués de sans-parti du prolétariat de Petrograd pour qu'ils puissent se rendre compte que Cronstadt combat pour le pouvoir des Soviets. Mais les communistes cachèrent notre demande aux ouvriers de Petrograd et ouvrirent le feu : réponse habituelle du prétendu gouvernement ouvrier et paysan aux demandes des masses laborieuses.

Que les ouvriers du monde entier sachent que nous, défenseurs du pouvoir des Soviets, veillerons aux conquêtes de la Révolution Sociale.

Nous vaincrons ou nous périrons sous les ruines de Cronstadt, en luttant pour la juste cause des masses ouvrières.

Les travailleurs du monde entier seront nos juges. Le sang des innocents retombera sur la tête des communistes, fous furieux enivrés par le pouvoir.

Vive le pouvoir des Soviets !

Le Comité Révolutionnaire Provisoire.

Détail touchant : le 7 mars était, en Russie soviétique, le jour de la fête des ouvrières. Cronstadt, assiégé et attaqué, ne l'oubliait pas. Sous le feu de nombreuses batteries les marins envoyèrent un radio de félicitations aux ouvrières du monde. Voici ce message (reproduit dans le même numéro) : *Cronstadt libéré. - Aux ouvrières du monde.*

Ce jour est un jour de fête universelle : le jour de l'ouvrière. Nous, ceux de Cronstadt, envoyons - au milieu du fracas des canons et des explosions des obus tirés par les communistes ennemis du peuple laborieux - nos fraternels saluts aux ouvrières du monde : saluts de Cronstadt Rouge révolutionnaire et libre...

Nous désirons que vous réalisiez bientôt votre émancipation libre de toute forme de violence et d'oppression.

Vivent les libres ouvrières révolutionnaires !

Vive la Révolution Sociale mondiale !

Le Comité Révolutionnaire Provisoire.

Enfin, le même numéro publie cet entrefilet : *Cronstadt est calme*

Hier, le 7 mars, les ennemis des travailleurs - les communistes - ont ouvert le feu contre Cronstadt.

La population accueillit le bombardement vaillamment. Les ouvriers coururent aux armes avec un bel élan ! On voyait bien que la population laborieuse de la ville vivait en parfait accord avec son Comité Révolutionnaire Provisoire

Malgré l'ouverture des hostilités, le Comité jugea inutile de proclamer l'état de siège. En effet, qui aurait-il à craindre ? Certes pas ses propres soldats rouges, ni ses marins, ni ses ouvriers ou intellectuels !

Par contre, à Petrograd, en raison de l'état de siège proclamé, on n'est autorisé à sortir seulement que jusqu'à 7 heures. Cela se comprend : les imposteurs ont à craindre leur propre population laborieuse.

Les premières attaques contre Cronstadt furent dirigées simultanément et du nord et du sud par l'élite des troupes communistes, vêtues de toile blanche dont la couleur se confondait avec la neige qui couvrait le golfe de Finlande pris par les glaces.

Terribles furent ces premières tentatives pour prendre d'assaut la forteresse au prix de sacrifices humains insensés. Les marins le déplorèrent profondément en termes émouvants adressés à leurs frères d'armes trompés, qui croyaient Cronstadt contre-révolutionnaire.

S'adressant aux soldats rouges qui combattaient pour les communistes, les *Izvestia* du 10 mars disaient (n° 8) : Nous ne voulions pas verser le sang de nos frères et nous nous refusions à faire feu à moins qu'on ne nous y obligeât. Nous devons défendre la juste cause du peuple travailleur, et nous nous sommes vus obligés de tirer sur nos propres frères, envoyés à la mort certaine par les communistes qui se sont créé une vie de privilégiés aux dépens du peuple.

Malheureusement pour vous, nos frères, un terrible tourbillon de neige se produisit, et tout fut enveloppé dans les ténèbres d'une nuit obscure. Malgré cela, les bourreaux communistes vous poussèrent sur la glace en vous menaçant de mitrailleuses à l'arrière-garde, maniées par leurs formations communistes.

Beaucoup d'entre vous périrent, cette nuit-là, dans la vaste étendue glacée du golfe de Finlande. Et, lorsque vint l'aube, après que l'ouragan se fut calmé, seuls les restes misérables de vos détachements, épuisés, affamés, presque incapables de marcher, se traînèrent jusqu'à nous dans leurs suaires blancs.

Vous étiez un millier à l'aube ; mais au cours de la journée on ne pouvait même plus vous compter. Vous avez payé de votre sang cette aventure. Après votre déroute, Trotski est allé à Petrograd chercher de nouvelles victimes à envoyer à la boucherie : le sang de nos ouvriers et paysans lui coûte peu !

Cronstadt vivait dans la croyance profonde que le prolétariat de Petrograd viendrait à son aide. Mais les ouvriers de la capitale furent terrorisés, et Cronstadt bloqué, isolé, de sorte qu'aucun secours ne fut possible.

La garnison de Cronstadt était composée de quelque 14.000 hommes dont environ 10.000 marins. Cette garnison devait défendre un front vaste et de nombreux forts et batteries, disséminés dans le golfe. Les continuelles attaques des bolcheviks qui recevaient sans cesse des renforts, le manque de vivres, les longues nuits de froid, tout contribuait à diminuer la vitalité de Cronstadt. Mais les marins furent d'une persévérance héroïque, espérant jusqu'au dernier moment que leur noble exemple serait suivi par le pays. La lutte fut trop inégale.

Les soldats bolchevistes se rendaient pourtant par milliers ; d'autres se noyaient par centaines sous la glace devenue fragile pleine de crevasses et de fondrières à la suite du dégel, ou morcelée par les obus. Mais ces pertes ne diminuaient en rien l'intensité des attaques : des renforts frais arrivaient, arrivaient sans cesse.

Que pouvait la ville, seule, contre cette marée montante ?

Elle s'efforçait de tenir. Elle espérait obstinément une révolte générale imminente des ouvriers et des soldats rouges de Petrograd et de Moscou, révolte qui signifierait le commencement de la " Troisième Révolution ". Et elle se battait héroïquement, jour et nuit, sur l'ensemble du front qui, tous les jours, se resserrait davantage.

Mais ni révolte ni secours n'apparaissaient ; chaque jour Cronstadt s'affaiblissait dans la résistance, et les assaillants obtenaient avantage sur avantage.

Au reste, Cronstadt n'avait point été conçu pour soutenir une attaque par l'arrière, et entre autres mensonges, les bolcheviks avaient répandu le bruit que les marins révolutionnaires voulaient bombarder Petrograd, calomnie des plus odieuses. La fameuse forteresse avait été édiflée dans l'unique but de défendre la capitale du côté de la mer. En outre, pour le cas où elle serait tombée aux mains de l'ennemi, les batteries des côtes du golfe et les forts de Krasnaïa Gorka avaient été édiflés pour répondre à une attaque combinée contre Cronstadt et non contre Petrograd. Les constructeurs n'avaient pas renforcé spécialement la partie *arrière* de Cronstadt. Or, c'est de ce côté que la ville était assaillie.

Et, précisément, les bolcheviks renouvelaient sur ce point leurs attaques presque chaque nuit.

Pendant toute la journée du 10 mars, l'artillerie communiste balaya sans cesse l'île entière du sud au nord.

Dans la nuit du 12 au 13, les communistes attaquèrent par le sud, en utilisant à nouveau les " suaires " blancs. (" Le 11 mars, un brouillard épais empêcha le tir ", dit le communiqué des *Izvestia*.) Dans cette attaque, des centaines de " coursanti " furent une fois de plus sacrifiés.

Les jours suivants, la lutte devint de plus en plus inégale. Les héroïques défenseurs étaient épuisés par la fatigue et les privations. On se battait maintenant aux abords immédiats de la ville. Les communiqués des opérations, publiés quotidiennement par le Comité Révolutionnaire, devenaient de plus en plus tragiques. Le nombre des victimes augmentait rapidement.

Enfin, le *16 mars*, les bolcheviks, sentant le dénouement proche, déclenchèrent une foudroyante attaque concentrée, précédée d'une furieuse préparation d'artillerie. Il fallait en finir coûte que coûte. Chaque heure de résistance de plus, chaque coup de canon parti de Cronstadt étaient autant de défis aux communistes et pouvaient soulever à tout moment, contre eux, des millions d'hommes. Déjà ils se sentaient de plus en plus abandonnés à eux-mêmes. Déjà Trotski était obligé de mettre en jeu des détachements de Chinois et de Bachkirs. Il fallait écraser Cronstadt sans délai, sinon c'était Cronstadt qui allait faire exploser le pouvoir bolcheviste.

Dès le matin, les gros canons de la Krasnaïa Gorka firent pleuvoir sur la ville, sans répit, des obus qui portaient ruines et incendies. Des avions lançaient des bombes dont l'une détruisit l'hôpital malgré son insigne visible de la Croix-Rouge.

Ce bombardement furieux fut suivi d'un assaut général : par le nord, le sud et l'est.

Le plan d'attaque, écrivit plus tard Dybenko, ex-commissaire bolcheviste de la Flotte et futur dictateur de Cronstadt, fut préparé dans ses plus minutieux détails selon les directives du commandant en chef, Toukhatchevsky, et de l'état-major de l'armée du Sud. L'attaque des forts débuta au crépuscule. " Les suaires blancs et la valeur des coursanti, a écrit Dybenko, donnèrent la possibilité d'avancer en colonnes."

Néanmoins, en plusieurs endroits, après un combat acharné à la mitrailleuse, l'ennemi fut rejeté.

Çà et là, dans le fracas de la lutte sous les murs de la ville, les marins manœvraient habilement, s'élançaient vers les points les plus menacés, donnaient des ordres, lançaient des appels. Un véritable fanatisme de bravoure s'empara des défenseurs. Personne ne pensait ni au danger ni à la mort. " Camarades, entendait-on de temps à autre, camarades, armez vite les derniers détachements ouvriers ! Que tous ceux qui sont capables de tenir les armes viennent au secours ! " Et les derniers détachements se formaient, s'armaient arrivaient en hâte pour prendre immédiatement part au combat.



Proposé par Résistance 71 en Mars 2018

Version PDF réalisée par JBL1960